

# Chambre des Représentants

SESSION 1964-1965.

**BUDGET  
DES RECETTES ET DES DÉPENSES  
pour l'exercice 1965.**

## EXPOSÉ GÉNÉRAL

### TABLE DES MATIERES.

	Pages
Récapitulation du budget 1965	3
Première partie. — La politique économique, financière et budgétaire.	
Introduction. — Caractéristiques générales du budget 1965	5
Chapitre I. — Considérations économiques générales	12
Chapitre II. — Les principaux aspects de la politique financière et budgétaire	16
1 <sup>o</sup> Politique financière, expansion économique et conjoncture	16
2 <sup>o</sup> La politique sociale	28
3 <sup>o</sup> Revalorisation de la fonction publique	33
4 <sup>o</sup> La politique d'investissements	36
5 <sup>o</sup> L'enseignement	40
6 <sup>o</sup> Les crédits de politique scientifique	43
7 <sup>o</sup> Assainissement des finances communales	46
8 <sup>o</sup> Relations avec les pays en voie de développement	51
Chapitre III. — La situation financière	53
Deuxième partie. — Analyse des budgets.	
Répartition des budgets et réforme de la comptabilité publique.	59
Les principaux éléments du budget	60
Chapitre I. — Les recettes	64
I. — Evolution de la fiscalité	64
II. — Recettes de 1964	72
III. — Recettes de 1965	74

La troisième partie comportant le budget exprimé en termes économiques et fonctionnels sera distribuée ultérieurement.

# Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1964-1965.

**BEGROTING  
VAN ONTVANGSTEN EN UITGAVEN  
voor het dienstjaar 1965.**

## ALGEMENE TOELICHTING

### INHOUDSTABEL.

	Bladz.
Beknopt overzicht van de begroting 1965	3
Eerste deel. — Economisch, financieel en budgettaar beleid.	
Inleiding. — Algemene kenmerken van de begroting 1965	5
Hoofdstuk I. — Algemene economische beschouwingen	12
Hoofdstuk II. — De voornaamste aspecten van de financiële en budgettaar politiek	16
1 <sup>o</sup> Financiële politiek, ekonomiesche expansie en conjunc- tuur	16
2 <sup>o</sup> Het sociaal beleid	28
3 <sup>o</sup> Revalorisatie van het openbaar ambt	33
4 <sup>o</sup> De investeringspolitiek	36
5 <sup>o</sup> Het onderwijs	40
6 <sup>o</sup> De kredieten voor wetenschappelijk onderzoek	43
7 <sup>o</sup> Sanering van de gemeentefinanciën	46
8 <sup>o</sup> Betrekkingen met de ontwikkelingslanden	51
Hoofdstuk III. — De financiële toestand	53
Tweede deel. — Ontleding van de begrotingen.	
Verdeling van de begrotingen en hervorming van de openbare comptabiliteit	59
Voornaamste elementen van de begroting	60
Hoofdstuk I. — De ontvangsten	64
I. — Evolutie van het belastingstelsel	64
II. — De ontvangsten van 1964	72
III. — De ontvangsten van 1965	74

H. — 4. 1965.

Het derde deel nl. de begroting uitgedrukt in ekonomiesche en functionele termen zal later worden rondgedeeld.

	Pages	Bladz.
<b>Chapitre II. — Le budget des dépenses de 1964</b> . . . . .	79	79
Dépenses ordinaires . . . . .	79	79
Dépenses extraordinaires . . . . .	84	84
<b>Chapitre III. — Les budgets des dépenses ordinaires de 1965.</b>	88	
Décomposition par budget et par nature des crédits . . .	88	
A. — Dette publique . . . . .	92	92
B. — Pensions . . . . .	106	106
C. — Défense nationale . . . . .	112	112
D. — Personnel. Matériel. Travaux . . . . .	114	114
E. — Interventions au profit de tiers (pensions sociales, subventions, autres dépenses) . . . . .	118	118
<b>Chapitre IV. — Les dépenses extraordinaires de 1965</b> . . .	127	
<b>Conclusions</b> . . . . .	131	
		131

## LISTE DES TABLEAUX BUDGETAIRES.

### Deuxième partie. — Analyse des budgets.

Répartition des 22 budgets entre les deux Assemblées . . . . .	59
Ajustement du budget 1964 :	
Budget 1965 (totaux) . . . . .	62
Comparaison des 20 budgets de dépenses de 1963 à 1965 . .	63
Répartition des recettes ordinaires de 1963 à 1965 . . . . .	77-78
Ajustement 1964 (ordinaire) par Département . . . . .	82-83
Ajustement 1964 (extraordinaire) par Département . . . . .	85-87
Comparaison des crédits ordinaires par budget et par chapitre de 1963 à 1965 . . . . .	89-91
Tableaux de la Dette publique . . . . .	95-105
Tableaux des Pensions . . . . .	108-111
Effectifs au 30 juin 1964 (Ministères et Corps spéciaux) . .	117
Interventions au profit de tiers . . . . .	119-126
Budget extraordinaire 1962-1965, par Département et par chapitre . . . . .	128-129

## LIJST DER BEGROTINGSTABELLEN.

### Tweede deel. — Ontleding van de begrotingen.

Verdeling van de 22 begrotingen onder beide Kamers . . . . .	59
Aanpassing van de begroting 1964 :	
Begroting 1965 (totalen) . . . . .	62
Vergelijking van de 20 uitgavenbegrotingen van 1963 tot 1965.	63
Verdeling van de gewone ontvangsten van 1963 tot 1965 . .	77-78
Aanpassing 1964 (gewone) per Département . . . . .	82-83
Aanpassing 1964 (buitengewone) per Département . . . . .	86-87
Vergelijking van de gewone kredieten per begroting en per hoofdstuk van 1963 tot 1965 . . . . .	89-91
Tabellen van de Rijksschuld . . . . .	95-105
Tabellen van de Pensioenen . . . . .	108-111
Effectieven op 30 juni 1964 (Ministeries en Speciale Korpsen).	117
Tussenkomsten ten bate van derden . . . . .	119-126
Buitengewone begroting 1962-1965, per Département en per hoofdstuk . . . . .	128-129

# EXPOSÉ GÉNÉRAL

MESDAMES, MESSIEURS,

D'après les ordres du Roi, le Gouvernement a l'honneur de soumettre aux délibérations du Parlement le projet de budget général des Recettes et des Dépenses pour l'exercice 1965.

Ce budget se présente comme suit :

## BUDGET 1965. — RECETTES.

### *Recettes ordinaires.*

#### Recettes fiscales :

	En millions de francs.
Contributions directes . . . . .	61 080
Douanes et Accises . . . . .	29 700
Enregistrement . . . . .	64 000
 Total . . . . .	 154 780
Autres recettes . . . . .	9 716
 Total . . . . .	 164 496
 <i>Recettes extraordinaires</i> . . . . .	 572
 Total général . . . . .	 165 068

## BUDGET 1965. — DEPENSES.

<i>Dépenses ordinaires</i> . . . . .	161 875
<i>Dépenses extraordinaires</i> (crédits de paiement) . . . . .	20 157
 Total . . . . .	 182 032

## SOLDE BUDGETAIRE.

Total (ordinaire + extraordinaire) . . . . .	—16 964
--	---------

# ALGEMENE TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

In overeenstemming met de bevelen van de Koning, heeft de Regering de eer het ontwerp van algemene begroting voor Ontvangsten en Uitgaven voor het dienstjaar 1965 aan het Parlement ter beraadslaging voor te leggen.

De begroting doet zich als volgt voor :

## BEGROTING 1965. — ONTVANGSTEN.

### *Gewone ontvangsten.*

#### Fiscale ontvangsten :

	In miljoen frank.
Directe belastingen . . . . .	61 080
Douanen en Accijnzen . . . . .	29 700
Registratie . . . . .	64 000
 Totaal . . . . .	 154 780
 <i>Andere ontvangsten</i> . . . . .	 9 716
 Totaal . . . . .	 164 496
 <i>Buitengewone ontvangsten</i> . . . . .	 572
 Algemeen totaal . . . . .	 165 068

## BEGROTING 1965. — UITGAVEN.

<i>Gewone uitgaven</i> . . . . .	161 875
<i>Buitengewone uitgaven</i> (betalingskredieten). . . . .	20 157
 Totaal . . . . .	 182 032

## BEGROTINGSSALDO.

Totaal (gewone + buitengewone) . . . . .	—16 964
--	---------

4

## PREMIERE PARTIE.

### LA POLITIQUE ECONOMIQUE, FINANCIERE ET BUDGETAIRE.

#### INTRODUCTION.

#### CARACTERISTIQUES GENERALES DU BUDGET 1965.

Le budget de l'année 1965 est dominé par le souci d'atténuer les tensions se manifestant dans l'activité économique du pays et de la stabiliser à un degré élevé d'emploi des facteurs de production. L'augmentation rapide du Produit National brut de la Belgique au cours des cinq dernières années a été à l'origine d'une prospérité remarquable qui n'a sans doute pas de précédent dans l'histoire du Royaume. Cet essor a cependant provoqué en matière de prix, de rémunérations et de crédit, des tensions qu'il importe de diminuer. C'est l'objet du programme conjoncturel du Gouvernement dont le budget constitue l'une des pièces maîtresses.

La nécessité d'une action modératrice n'est pas propre à la Belgique. L'ensemble de l'Europe des Six traverse un cycle de croissance rapide et prolongé. Cette expansion a permis d'élever sensiblement le niveau de vie de la population, mais elle a mis en péril dans différents Etats-membres l'équilibre des prix, des rémunérations, du crédit et de la balance des paiements.

En vue de contribuer à la solution de ces difficultés, le Conseil des Ministres de la Communauté Economique Européenne a recommandé, le 14 juillet 1964, « de limiter l'expansion des sorties du Trésor de toute nature ayant effet à l'intérieur du pays, de telle manière qu'au total d'une année à l'autre, cette expansion ne dépasse pas, autant que possible, un taux de 5%, indépendamment des changements qui pourraient résulter des méthodes de financement de la dette publique ».

La C.E.E. a précisé que les dépenses excédant la limite visée ci-dessus de 5% devaient être couvertes par des impôts nouveaux, l'effet de progressivité des contributions existantes ou le relèvement des tarifs des entreprises publiques étant assimilés à cette fin à des majorations fiscales.

En fait, le Gouvernement belge a poursuivi, depuis 1963, une politique parallèle à celle préconisée par le Conseil des Ministres de la C.E.E. Dès la fin de l'été de l'année précédente, il s'est préoccupé de mettre en place un dispositif destiné à diminuer les tensions qui apparaissaient progressivement. Une action de frein a notamment été exercée sur les dépenses ordinaires et extraordinaires. Elle a permis de contenir la croissance des charges publiques de 1964 dans la limite fixée par les autorités du marché commun.

Le budget de 1965 respecte également le taux de progression de 5% visé ci-dessus, et ce, même sans tenir compte de l'effet de la progressivité des impôts en vigueur dont question dans la recommandation de la C.E.E. L'objectif

## EERSTE DEEL.

### ECONOMISCH, FINANCIËL EN BUDGETTAIR BELEID.

#### INLEIDING.

#### ALGEMENE KENMERKEN VAN DE BEGROTING 1965.

De begroting van het jaar 1965 wordt beheerst door de bezorgdheid de spanningen af te remmen die zich in de economische bedrijvigheid van het land voordoen en deze activiteit op een hoog aanwendingspeil van de productiefaktoren te stabiliseren. De snelle toename van het bruto Nationaal Produkt van België tijdens de laatste vijf jaren lag aan de oorsprong van een merkwaardige voorspoed die ongetwijfeld in de geschiedenis van het Koninkrijk zijn gelijke niet vindt. Inzake prijzen, bezoldigingen en kredieten heeft deze ontwikkeling echter spanningen doen ontstaan, die dienen verminderd. Dit maakt het voorwerp uit van het conjunctuurprogramma van de Regering, waarvan de begroting één van de hoofdelementen is.

De noodzaak een matigende actie te voeren, is niet eigen aan België. Het Europa der Zes, in zijn geheel, maakt een cyclus met een snelle en aanhoudende groei door. Deze expansie heeft het mogelijk gemaakt het levenspeil van de bevolking aanzienlijk te verhogen, maar in verscheidene lid-Staten heeft ze het evenwicht van de prijzen, van de bezoldigingen, van het krediet en van de betalingsbalans in gevaar gebracht.

Om tot de oplossing van die moeilijkheden bij te dragen heeft de Raad van Ministers van de Europese Economische Gemeenschap op 14 juli 1964 aanbevolen « de uitbreiding van alle Schatkistuitgaven die in het binnenland hun invloed doen gelden, zodanig te beperken dat deze uitbreiding op jaarbasis voor zover mogelijk niet meer bedraagt dan 5% zulks afgezien van de veranderingen die de wijze van financiering der Staatsschuld eventueel met zich brengt ».

De E.E.G. preciseerde dat de uitgaven, die de hierboven bedoelde grens van 5% overschrijden, door nieuwe belastingen zouden moeten gedekt worden, hierbij in aanmerking nemend dat het effect van de progressiviteit van bestaande belastingen of de verhoging van de tarieven van de overhedsbedrijven met belastingverhogingen gelijk gesteld wordt.

In feite heeft de Belgische Regering sinds 1963 een politiek gevolgd die parallel loopt met die welke door de Raad van Ministers van de E.E.G. aanbevolen wordt. Reeds op het einde van de zomer van vorig jaar heeft de Regering zich bezig gehouden met het invoeren van een geheel van maatregelen die bestemd zijn om de geleidelijk ingetreden spanningen te verminderen. Een remmende aktie werd onder meer op de gewone en buitengewone uitgaven uitgeoefend. Zij heeft het mogelijk gemaakt de aangroei van de openbare lasten van 1964 binnen de door de autoriteiten van de gemeenschappelijke markt bepaalde perken te houden.

De begroting van 1965 eerbiedigt eveneens het hoger bedoelde groeipercentage van 5%, zelfs zonder rekening te houden met het effect van de progressiviteit van de van kracht zijnde belastingen waarvan de aanbeveling van de

visé n'a été atteint que grâce à une discipline sévère et constante. L'augmentation des dépenses publiques obéit à des lois spécifiques et est dans la dépendance de facteurs sur lesquels le Gouvernement est parfois sans action. L'augmentation du niveau de vie, l'élévation du taux de scolarité, l'amélioration de la qualité des soins de santé, les exigences du progrès scientifique et de la croissance économique, les nécessités de la collaboration internationale entraînent une croissance naturelle des dépenses qui diminue dans bien des cas les possibilités d'intervention du Pouvoir. C'est dire qu'une action de tous les jours a dû être menée pour supprimer les dépenses inutiles, écarter des revendications parfois légitimes, contenir l'incidence des causes de majoration automatiques. Le Gouvernement se propose de poursuivre cette politique au cours des mois prochains, afin de respecter scrupuleusement le programme qu'il soumet au Parlement.

E.E.G. gewag maakt. Het beoogde doel werd slechts bereikt dank zij een strenge en voortdurende discipline. De stijging van de openbare uitgaven is het gevolg van specifieke wetten en is afhankelijk van factoren, waarop de Regering niet altijd invloed heeft. De stijging van het levenspeil, de toeneming van het aantal schoolplichtige kinderen, de verbetering van de kwaliteit der gezondheidszorgen, de eisen van de wetenschappelijke vooruitgang en van de economische groei, de noodwendigheden van de internationale samenwerking brengen een natuurlijke aangroei van de uitgaven mee, die in vele gevallen de tussenkomstmogelijkheden van de Uitvoerende Macht vermindert. Dit betekent dat een dagelijkse actie diende gevoerd om de nutteloze uitgaven te schrappen, soms gewettigde eisen ter zijde te schuiven, de terugslag van de automatische verhogingsoorzaken te drukken. De Regering heeft het voornemen dit beleid tijdens de eerstkomende maanden voort te zetten om het programma, dat ze het Parlement voorlegt, nauwgezet na te leven.

### Recettes ordinaires.

Les estimations initiales de recettes pour 1964, fixées à 148,7 milliards ont pu être majorées de 7,4 milliards et se situent ainsi à 156,1 milliards.

Il n'est nullement exclu que ces nouvelles prévisions soient à leur tour dépassées. Elles ont servi de base aux prévisions pour 1965. Celles-ci comportent un total de recettes fiscales de 154,8 milliards, soit un accroissement de 5,7 % par rapport aux recettes fiscales réévaluées de 1964.

Quant aux recettes non fiscales, elles ont été maintenues pour 1965 au niveau de 1964, soit à 9,7 milliards.

Le tableau ci-après fournit le détail des recettes.

### Gewone ontvangsten.

De oorspronkelijke ontvangstenramingen voor 1964, die op 148,7 miljard vastgesteld waren, konden met 7,4 miljard verhoogd worden en bereikten aldus 156,1 miljard.

Het is geenszins uitgesloten dat de nieuwe vooruitzichten op hun beurt overschreden worden. Ze dienden als grondslag voor de vooruitzichten van 1965. Deze omvatten een totaal aan belastingontvangsten van 154,8 miljard, hetzij een aangroei van 5,7 % ten opzichte van de herschatte fiscale ontvangsten van 1964.

De niet-fiscale ontvangsten werden voor 1965 op het peil van 1964 behouden, zegge 9,7 miljard.

Navolgende tabel geeft een nader inzicht in de ontvangsten.

	1964 Recettes probables en milliards <i>Vermoedelijke ontvangsten in miljarden</i>	1965 Estimation budgétaire en milliards <i>Begrotings- ramingen in miljarden</i>	Accroissement en % <i>Verhoging in %</i>		
			1964 par rapport à 1963 <i>1964 ten opzichte van 1963</i>	1965 par rapport à 1964 <i>1965 ten opzichte van 1964</i>	
Contributions directes . . . . .	58,4	61,1	+ 7,7	+ 4,6	Directe belastingen.
Douanes . . . . .	8,3	8,7	+ 18,6	+ 4,8	Douanen.
Accises . . . . .	19,9	21,0	+ 5,3	+ 5,5	Accijnzen.
Taxes . . . . .	50,6	54,1	+ 12,9	+ 6,9	Taxen.
Autres droits perçus par l'Enregistrement.	9,2	9,9	+ 19,5	+ 7,6	Andere door de Registratie geïnde rechten.
Total recettes fiscales . . . . .	146,4	154,8	+ 10,4	+ 5,7	Totaal der belasting-ontvangsten.
Recettes non fiscales . . . . .	9,7	9,7	—	—	Niet-fiscale ontvangsten.
Total Voies et Moyens . . . . .	156,1	164,5	+ 10,1	+ 5,4	Totaal Rijksmiddelen.

Le pourcentage d'accroissement de l'ensemble des recettes ordinaires escomptées pour 1965 est de 5,4 %. Il se situe sensiblement en deçà de celui qui est attendu pour 1964 (10,1 %).

Het toenemingspercentage van het geheel der voor 1965 verwachte gewone ontvangsten bedraagt 5,4 %. Het ligt gevoelig lager dan datgene voor 1964 verwacht wordt (10,1 %).

Il est également fort inférieur au progrès qu'enregistrera le Produit National brut en 1965, dans les perspectives actuelles. L'évaluation des recettes est donc très prudente.

Les prévisions afférentes aux contributions directes sont influencées par le développement de la masse des revenus des salariés et des non-salariés, ainsi que par l'accroissement des revenus distribués des sociétés et l'imposition des revenus d'emprunts du secteur public émis sous le nouveau régime de taxation.

La fixation du produit des droits de douane tient compte d'une nouvelle diminution des droits d'entrée sur les marchandises importées des pays membres de la C.E.E. à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1965.

Même en acceptant un certain ralentissement des perceptions compte tenu des mesures anti-inflationnistes, les évaluations en matière de taxe de transmission peuvent être considérées comme prudentes pour 1965. Dans l'intervalle qui nous sépare de l'instauration d'un régime communautaire de la taxation du chiffre d'affaires, des mesures seront prises pour exclure ou pour réduire les inconvénients de la perception cumulative de la taxe de transmission.

### Dépenses ordinaires.

Comme il a été dit, l'objectif principal poursuivi lors de l'élaboration du budget a été de contenir les dépenses dans les limites fixées par la politique conjoncturelle. Le Gouvernement a jugé nécessaire de déposer un budget en boni, ce qui permettra de diminuer le recours à l'emprunt et de financer une fraction des dépenses extraordinaires par des recettes ordinaires.

Le budget initial 1964 qui s'élevait à 148,7 milliards sera porté par le feuilleton d'ajustement au niveau de 154,9 pour l'exercice courant, soit une augmentation de 6,2 milliards, auxquels il y a lieu d'ajouter 975 millions pour les dépenses afférentes aux exercices antérieurs. Les postes suivants sont notamment à l'origine de cet accroissement : environ + 2 milliards pour les dépenses de personnel, du fait de la hausse de l'index et de la revalorisation de la fonction publique; + 555 millions dans le secteur des pensions par suite du jeu de l'index et de l'effet des lois des 6 et 7 juillet 1964; + 938 millions pour la dette publique, dont la charge a été influencée par la consolidation d'une partie des engagements flottants et la hausse des taux d'intérêts; + 1 050 millions pour l'assurance maladie-invalidité.

Le budget ordinaire de 1965 atteindra 161,9 milliards, en accroissement de 7 milliards par rapport au budget de 1964 amendé.

Au cours des travaux préparatoires du budget, toutes les augmentations de dépenses qui n'étaient pas technique-ment ou légalement inéluctables, ont été systématiquement écartées.

Les 7 milliards de majoration des dépenses prévues pour 1965 par rapport à 1964 ajusté se retrouvent principale-ment dans les secteurs suivants :

Dette publique	...	2 581 millions
Prévoyance sociale	...	966 millions
Pensions	...	1 103 millions
Education nationale et Culture	...	1 860 millions
Intérieur et Fonction publique	...	666 millions

Het ligt eveneens aanzienlijk beneden de vooruitgang die, in de huidige perspectieven, van het bruto Nationaal Pro-duct in 1965 verwacht wordt. De raming der ontvangsten is dus voorzichtig.

De vooruitzichten betreffende de directe belastingen wor-den beïnvloed door de ontwikkeling van de totale inkomsten van de loontrekenden en van de niet-loontrekenden, even-als door de aangroei van de uitgekeerde inkomsten van de vennootschappen en de aanslag van inkomsten uit leningen van de openbare sector, die onder het nieuw taxatierégime uitgegeven werden.

Bij de vaststelling van de opbrengst der douanerechten werd rekening gehouden met een nieuwe verlaging van de invoerrechten op de uit de landen-leden van de E.E.G.-inge-voerde goederen met ingang van 1 januari 1965.

Zelfs indien een zekere vertraging van de innings aan-vaard wordt, rekening houdend met de anti-inflatiemaat-regelen, mogen de ramingen inzake overdrachtaxe voor 1965 als voorzichtig beschouwd worden. In afwachting van de invoering van het gemeenschapsregime, zullen maatregelen genomen worden om de nadelen van de cumulatieve inning van de overdrachtaxe uit te sluiten of te vermin-deren.

### Gewone uitgaven.

Zoals reeds gezegd was het nagestreefde hoofddoel bij het opmaken van de begroting, de uitgaven binnen de door het conjunctuurbeleid bepaalde grenzen te houden. De Rege-ring heeft het nodig geacht een begroting met boni in te dienen, hetgeen de mogelijkheid zal bieden het beroep op de lening te verminderen en een deel van de buitengewone uitgaven door de gewone inkomsten te financieren.

De aanvankelijke begroting van 1964, die 148,7 miljard bedroeg, zal door het bijblad op 154,9 miljard voor het lopend dienstjaar gebracht worden, zegge een verhoging met 6,2 miljard, waarbij nog 975 miljoen dient gevoegd voor de uitgaven betreffende de vorige dienstjaren. Volgende rubrieken liggen inzonderheid aan de oorsprong van die toeneming : ongeveer + 2 miljard voor de personeelsuitga-ven, ingevolge de stijging van het indexcijfer en de her-waardering van het openbaar ambt; + 555 miljoen in de sector pensioenen wegens de invloed van het indexcijfer en de incidentie van de wetten van 6 en 7 juli 1964; + 938 mil-joen voor de Staatsschuld, waarvan de last beïnvloed werd door de consolidatie van een gedeelte van de vlopende ver-bintenissen en de stijging van de interestvoeten; + 1 050 mil-joen voor de ziekte- en invaliditeitsverzekering.

De gewone begroting 1965 zal 161,9 miljard bereiken; dit is een stijging met 7 miljard ten opzichte van de aangepaste begroting 1964.

Tijdens de voorbereidende werkzaamheden van de begroting werden alle uitgavenverhogingen die technisch of wette-lijk niet onvermijdelijk waren, systematisch geweerd.

De vermeerdering van de voor 1965 voorziene uitgaven met 7 miljard, ten opzichte van de aangepaste begroting van 1964, ligt hoofdzakelijk in volgende sectoren :

Rijksschuld	...	2 581 miljoen
Sociale Voorzorg	...	966 miljoen
Pensioenen	...	1 103 miljoen
Nationale opvoeding en Cultuur	...	1 860 miljoen
Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt.	...	666 miljoen

La progression de 2,6 milliards de la dette publique résulte principalement du fait qu'au cours des sept premiers mois de 1964 l'accroissement de la dette s'est traduit exclusivement sous la forme de dette consolidée, ce qui entraîne nécessairement une aggravation des charges d'intérêt et d'amortissement. D'autre part, la hausse du taux d'intérêt a influencé les prévisions pour les charges nouvelles, qui trouveront d'ailleurs une contrepartie dans le produit des pré-comptes.

Pour l'ensemble des subventions à caractère social, le budget de 1965 marque une augmentation de l'ordre de 2 milliards par rapport aux crédits ajustés de 1964 se retrouvant principalement aux budgets des Pensions et de la Prévoyance sociale. Le seul poste qui ne soit pas en hausse est le chômage, toutes les prévisions indiquant pour 1965 le maintien du plein emploi.

Le budget des Pensions est en augmentation de 1 103 millions par rapport à 1964. Cela résulte de l'influence de l'index sur les pensions civiles, militaires et de guerre, de l'augmentation du nombre de pensions civiles et militaires et de l'application des lois votées par le Parlement dans le courant de la session 1963-1964, notamment celles des 6 et 7 juillet 1964 relatives aux victimes de la guerre. Par ailleurs, la loi du 21 mai 1955 sur les pensions des travailleurs salariés postule la majoration du crédit ad hoc de 250 millions, tandis que l'application de la législation en faveur des mineurs implique l'inscription d'un supplément de 276 millions.

Le budget de la Prévoyance sociale pour 1965 accuse un accroissement des crédits de 966 millions par rapport à 1964, dont 650 vont au régime de l'assurance maladie-invalidité des salariés, 250 millions à celui des indépendants et 168 millions au Fonds des allocations familiales, ces augmentations étant compensées à concurrence de 100 millions environ par des réductions sur d'autres postes budgétaires.

En 1965, comme en 1964, le budget de l'Education nationale et de la Culture sera le plus élevé de tous les budgets de dépenses et celui dont l'augmentation par rapport à l'exercice précédent sera la plus forte. Il atteindra 30,8 milliards en 1965 contre 29 milliards pour le budget ajusté de 1964.

Des crédits d'un montant de quelque 2,6 milliards sont inscrits dans les budgets d'autres départements au titre de la recherche scientifique, ce qui porte à plus de 33,4 milliards l'ensemble des dépenses ordinaires relatives à l'enseignement et à la recherche scientifique. Le Gouvernement s'est expliqué à plusieurs reprises devant le Parlement sur la politique dans ce domaine qui conditionne notre avenir économique, social et culturel et il entend disposer des moyens nécessaires à la réalisation des objectifs qu'il s'est assignés.

L'épineux problème de l'assainissement des finances communales a reçu une solution, que le Gouvernement espère définitive, grâce aux récentes mesures législatives adoptées par le Parlement en cette matière.

L'application de la loi du 16 mars 1964 relative aux finances communales postule une inscription de 490 millions de plus qu'en 1964 au profit du Fonds des communes, tandis que l'application de la mobilité de l'index à la subvention au Fonds des provinces implique une augmentation de 24 millions du crédit y affecté.

Enfin, le Gouvernement a estimé devoir mener de front avec la revalorisation de la fonction publique, une politique coordonnée de cadres et de recrutements. C'est dans cette intention que les crédits destinés, dans les budgets des départements, au recrutement de personnel nouveau, ont été supprimés tandis que le budget de la Fonction publique comporte un crédit global de 150 millions à répartir entre les départements ministériels à raison des besoins dûment contrôlés.

De vermeerdeing met 2,6 miljard van de Rijksschuld vloeit vooral voort uit het feit dat tijdens de eerste zeven maanden van 1964 de schuld uitsluitend toegenomen is in de vorm van geconsolideerde schuld, wat noodzakelijk een verzwaring van de interest- en delgingslast meebrengt. Anderzijds heeft de verhoging van de interestvoet de vooruitzichten voor de nieuwe lasten, die trouwens een tegenwaarde vinden in de opbrengst van de voorheffingen, beïnvloed.

Voor het geheel van de toelagen van sociale aard geeft de begroting 1965 een vermeerdeing ten bedrage van 2 miljard ten opzichte van de aangepaste kredieten van 1964. Deze verhoging is te vinden in de begrotingen van Pensioenen en Sociale Voorzorg. De enige rubriek die geen stijging vertoont is de werkloosheid, daar alle vooruitzichten voor 1965 het behoud van de volledige tewerkstelling aangeven.

De begroting van Pensioenen stijgt met 1 103 miljoen ten opzichte van 1964 als gevolg van de invloed van het indexcijfer op de burgerlijke, militaire en oorlogspensioenen, van de stijging van het aantal burgerlijke en militaire pensioenen en de toepassing van de door het Parlement tijdens de zitting 1963-1964 goedgekeurde wetten, inzonderheid die van 6 en 7 juli betreffende de oorlogsslachtoffers. Daarenboven vergt de wet van 21 mei 1955 op de pensioenen voor loontrekenden de vermeerdeing van het voorzien krediet met 250 miljoen, terwijl de toepassing van de wetgeving ten bate van de mijnwerkers de inschrijving impliceert van een supplement van 276 miljoen.

De begroting van Sociale Voorzorg voor 1965 is met 966 miljoen gestegen ten opzichte van 1964. Hiervan gaan 650 naar het regime van de ziekte- en invaliditeitsverzekering der loontrekenden, 250 miljoen naar dat van de zelfstandigen en 168 miljoen naar het Fonds der kinderbijslagen. Deze vermeerdeingen worden gecompenseerd door ongeveer 100 miljoen aan verminderingen op andere begrotingsposten.

In 1965, zoals in 1964, zal de begroting van Nationale Opvoeding en Cultuur de hoogste van alle uitgavenbegrotingen zijn, en tevens de begroting waarvan de vermeerdeing ten opzichte van het vorige dienstjaar het sterkst is. Ze zal 30,8 miljard bedragen in 1965 tegen 29 miljard voor de aangepaste begroting 1964.

Op de begrotingen van andere departementen werden 2,6 miljard aan kredieten voor het wetenschappelijk onderzoek ingeschreven, hetgeen het totaal van de gewone uitgaven betreffende het onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek op meer dan 33,4 miljard brengt. De Regering heeft meerdere malen voor het Parlement haar politiek op dit gebied belicht, waarvan onze ekonomiesche, sociale en culturele toekomst afhangt en zij meent over de middelen te moeten beschikken, die nodig zijn voor de verwezenlijking van de doeleinden die ze zich gesteld heeft.

Het netelig probleem van de sanering van de gemeentefinanciën heeft een, naar de Regering hoopt, definitieve oplossing gekregen, dank zij de recente maatregelen die het Parlement terzake heeft aangenomen.

De toepassing van de wet van 16 maart 1964 betreffende de gemeentefinanciën vergt een kredietvermeerdeing van 490 miljoen ten opzichte van 1964, ten bate van het Fonds der gemeenten, terwijl de toepassing van de mobiliteit van het indexcijfer op de toelage aan het Fonds der provinciën een vermeerdeing met 24 miljoen van het ervoor bestemd krediet meebrengt.

Tenslotte meent de Regering dat de revalorisatie van het Openbaar Ambt met een gecoördineerde politiek van kaders en aanwerving moet gepaard gaan. Met dit doel werden uit de begroting van de departementen de kredieten voor aanwerving van nieuw personeel geweerd, terwijl de begroting van het Openbaar Ambt een globaal krediet van 150 miljoen bevat, dat tussen de ministeriële departementen volgens behoorlijk gecontroleerde behoeften dient verdeeld.

### Dépenses extraordinaires.

Le feuilleton d'ajustement du budget extraordinaire de 1964 prévoit en crédits d'engagement une réduction nette de 347 millions, imputable avant tout à des diminutions aux Communications et à la Défense nationale.

En matière de crédits de paiement, ce même feuilleton accuse une majoration nette de 1 029 millions, dont 630 millions au profit des Travaux publics (voies hydrauliques, etc.), et 350 millions à l'Agriculture, destinés à résorber une partie du déficit du Fonds agricole de 1964, à la suite de l'obligation dans laquelle s'est trouvé le Ministre de l'Agriculture de soutenir le marché des céréales et des produits laitiers.

Les crédits d'engagement et de paiement inscrits au budget extraordinaire de 1965 s'élèvent respectivement à 17,041 milliards et 20,277 milliards, auxquels il y a lieu d'ajouter les crédits du Fonds des Routes qui atteignent 5,5 milliards en engagements et 5,4 milliards en paiements. Les possibilités réelles en matière d'investissements sont également influencées par le mécanisme des reports des crédits des exercices antérieurs. Les programmes annuels, lesquels tiennent compte de ces derniers, doivent surtout retenir l'attention.

Le programme des engagements de 1965 répond à un double objectif : poursuivre la politique anti-inflationiste, commencée fin 1963, c'est-à-dire maintenir un freinage modéré des investissements publics; veiller au respect des objectifs structurels définis par le premier programme d'expansion économique, tels que l'amélioration graduelle de notre réseau routier, des voies navigables, etc.

Les chiffrés que voici illustrent la politique suivie en cette matière. Le programme initialement arrêté en 1964 s'élevait à 26,3 milliards, et l'on s'attend à ce qu'il soit réalisé à concurrence de 24,5 milliards. Le programme de 1965 atteint 26,7 milliards, en ce compris une marge conjoncturelle de 10 %, soit un chiffre pratiquement équivalent au programme initial de 1964.

Dans ce programme global de 1965, le Fonds des Routes figure pour 5,5 milliards, soit le même chiffre que celui arrêté pour 1964.

En dehors du Fonds des Routes, le programme d'engagements du département des Travaux publics s'élève en 1965 à 7,088 milliards, dont 630 millions pour la loi Brunfaut et 500 millions pour les zonings industriels. En matière de voies hydrauliques et des ports, le programme sera sensiblement égal à celui de 1964, soit environ 4,350 milliards. Les ressources du Fonds des Routes seront affectées par priorité à l'Autoroute de Wallonie. Les adjudications prévues pour cette dernière atteindront quelque 3,3 milliards. Les engagements de l'Intercommunale E 3 seront du même ordre de grandeur.

Le coût du programme routier total s'élèvera donc l'année prochaine à environ 6,6 milliards. Il s'agit là d'un effort qui n'avait jamais été réalisé dans le passé.

Pour les Communications, le programme d'engagements de 1965 est de l'ordre de 4,7 milliards, dont 750 millions pour le semi-métro de la capitale et ce à titre de tranche conjoncturelle venant s'ajouter à celle de 10 % déjà mentionnée.

Au cours de l'année 1964 le Gouvernement a établi une procédure de fixation de plafonds trimestriels d'engagement. Cette politique sera poursuivie en 1965 et permettra d'adapter rapidement la politique des investissements publics aux impératifs de la conjoncture. En plus, il y aura un programme prévisionnel trimestriel de décaissements.

### De buitengewone uitgaven.

In het bijblad op de buitengewone begroting voor 1964 is een netto-reductie op de vastleggingskredieten voorzien van 347 miljoen, vooral dank zij verminderingen bij Verkeerswezen en bij Landsverdediging.

Inzake betalingskredieten vermeldt ditzelfde bijblad een verhoging van 1 029 miljoen, waarvan 630 miljoen voor Openbare Werken (waterwegen, enz.) en 350 miljoen voor Landbouw, bestemd om een deel te dekken van het tekort van het Landbouwfonds over 1964, voortspruitend uit de verplichting, voor de Minister van Landbouw, de markt van de graangewassen en deze van de zuivelprodukten te ondersteunen.

De op de buitengewone begroting voor 1965 ingeschreven vastleggings- en betalingskredieten bedragen respectievelijk 17,041 miljard en 20,277 miljard, waaraan voor het Wegenfonds vastleggingskredieten ten belope van 5,5 miljard en betalingskredieten ten bedrage van 5,4 miljard moeten toegevoegd worden. De werkelijke investeringsmogelijkheden worden ook beïnvloed door het mechanisme van de overdrachten der kredieten van de vorige dienstjaren. De jaarlijkse programma's, welke met deze laatste rekening houden, moeten vooral onze aandacht gaande houden.

Het vastleggingsprogramma van 1965 beantwoordt aan een dubbel doel : de einde 1963 ingezette anti-inflatiepolitiek voortzetten, dit wil zeggen dat men zich houdt aan een gematigd afremmen van de openbare investeringen; waken over de eerbiediging van de structurele doeleinden die bij het eerste programma voor ekonomiesche expansie bepaald werden, zoals de geleidelijke verbetering van ons wegennet, de waterwegen, enz.

Volgende bedragen geven een beeld van de terzake gevuld politiek. Het in 1964 oorspronkelijk vastgelegd programma bedroeg 26,3 miljard en men mag verwachten dat het ten belope van 24,5 miljard zal verwezenlijkt worden. Het programma van 1965 bereikt 26,7 miljard, met inbegrip van een conjuncturele marge van 10 %, zegge een bedrag dat praktisch gelijk is aan het oorspronkelijke programma van 1964.

In dit globaal programma voor 1965, komt het Wegenfonds voor met een bedrag van 5,5 miljard, zoals voor 1964.

Zonder het Wegenfonds bedraagt het vastleggingsprogramma van het departement van Openbare Werken voor 1965, 7,088 miljard, waarvan 630 miljoen voor de wet Brunfaut en 500 miljoen voor de industriële zoning. Inzake waterwegen en havens zal het programma ongeveer overeenstemmen met dat van 1964, hetzij ± 4,350 miljard. De inkomstenbronnen van het Wegenfonds zullen bij voorrang voor de Autosnelweg van Wallonië aangewend worden. De voor deze laatste voorziene aanbestedingen zullen ongeveer 3,3 miljard bereiken. De vastleggingen voor de Intercommunale E 3 zullen nagenoeg even hoog zijn.

De totale kostprijs van het wegenprogramma zal dus voor volgend jaar circa 6,6 miljard belopen. Dit is een inspanning die in het verleden nooit geleverd werd.

Het vastleggingsprogramma 1965 van Verkeerswezen bedraagt ongeveer 4,7 miljard, waarvan 750 miljoen voor de semi-metro van de hoofdstad en dit als conjuncturele tranche, te voegen bij de reeds vernoemde 10 %-tranche.

In 1964 heeft de Regering een procedure uitgewerkt tot vaststelling van trimestriële vastleggingsplafonds. Deze politiek zal in 1965 voorgezet worden en zal het mogelijk maken de openbare investeringspolitiek vlug aan te passen aan de vereisten van de conjunctuur. Bovendien zal er, per kwartaal, een prefiguratief betalingsprogramma opgesteld worden.

Le même souci de modération imposé par les circonstances économiques se reflète dans les travaux des pouvoirs locaux subventionnés par le truchement du Crédit communal.

Le programme des subventions dépendant des Travaux publics, fixé primitivement pour 1964 à 1 158 millions, a été ramené à 882 millions, eu égard aux mesures d'étalement. Le programme prévu pour 1965 s'élève à 1 100 millions, soit un montant pratiquement équivalent à celui arrêté initialement pour 1964.

En ce qui concerne le département de la Santé publique, le programme de 1965 se chiffre à 1 214 millions contre respectivement 1 254 et 1 103 millions pour les programmes initial et ajusté de 1964.

Le programme des décaissements (y compris ceux du Fonds des Routes) se situe au niveau de 25,1 milliards contre 28,2 milliards pour 1964.

Il peut paraître de prime abord que l'écart de 3,1 milliards entre les décaissements probables de 1965 et de 1964 dépasse ce qui serait nécessaire pour restaurer une situation équilibrée dans le secteur de la construction.

Il y a toutefois lieu de tenir compte qu'une partie des réductions de décaissements portent :

— sur les dépenses militaires ... ... 0,7 milliard;  
— sur les avances et participations ... 0,9 milliard,

qui n'ont pas le caractère d'investissements productifs directs.

#### Trésorerie et dette publique.

La situation du Trésor évolue conformément au programme établi. Fin août 1964 les opérations sur le budget ordinaire accusent un boni de 1,7 milliard contre un déficit de 2,3 milliards pour les huit premiers mois de 1963. Ce boni de 1,7 milliard est réalisé malgré un accroissement considérable des amortissements (+2,7 milliards) par rapport aux huit premiers mois de 1963. Amortissements non compris, l'amélioration est donc de 6,7 milliards d'une année à l'autre.

Pour l'ensemble de l'année 1964, les décaissements sur le budget ordinaire sont évalués à 153,4 milliards. Les encaissements de recettes ordinaires peuvent être estimés, avec modération, à 156 milliards. Ceci conduirait pour l'année civile 1964 à un excédent de 2 à 3 milliards des encaissements sur les décaissements.

On peut dès lors établir comme suit les prévisions de trésorerie pour les années 1964 et 1965.

(En milliards de francs.)

Dezelfde zin voor maat opgelegd door de economische omstandigheden komt tot uiting in de werken van de plaatselijke besturen, welke door toedoen van het Gemeentekrediet gesubsidieerd worden.

Het toelagenprogramma van Openbare Werken voor 1964 oorspronkelijk vastgesteld op 1 158 miljoen, werd teruggebracht tot 882 miljoen ingevolge de maatregelen tot spreiding der werken. Het voor 1965 voorziene programma beloopt 1 100 miljoen, zegge nagenoeg hetzelfde bedrag als het oorspronkelijk voor 1964 vastgesteld cijfer.

Wat het departement van Volksgezondheid betreft, beloopt het programma 1965, 1 214 miljoen tegen respectievelijk 1 254 en 1 103 miljoen voor het oorspronkelijk en het aangepast programma 1964.

Het programma van de kasuitkeringen (met inbegrip van die van het Wegenfonds) bedraagt 25,1 miljard tegen 28,2 miljard voor 1964.

Het kan bij de eerste aanblik de indruk verwekken dat het verschil van 3,1 miljard, tussen de waarschijnlijke kasuitkeringen van 1965 en van 1964, het volume overtreft, dat zou nodig zijn om een evenwichtstoestand in de bouwsector te herstellen.

Evenwel dient rekening gehouden met het feit dat een gedeelte van de verminderingen der kasuitkeringen betrekking heeft op :

— de militaire uitgaven ... ... ... 0,7 miljard;  
— de voorschotten en participaties ... ... 0,9 miljard,

die niet het karakter van directe produktieve investeringen hebben.

#### Thesaurie en openbare schuld.

De toestand van de Schatkist evolueert overeenkomstig het opgestelde programma. Einde augustus 1964 vertonen de verrichtingen op de gewone begroting een boni van 1,7 miljard tegenover een tekort van 2,3 miljard voor de eerste acht maanden van 1963. Dit boni van 1,7 miljard werd verwezenlijkt niettegenstaande een belangrijke toename van de delgingen (+2,7 miljard) tegenover de eerste acht maanden van 1963. Delgingen niet medegerekend, bedraagt de verbetering dus 6,7 miljard van het ene jaar tot het andere.

Voor het ganse jaar 1964 worden kasuitkeringen op de gewone begroting geraamd op 153,4 miljard. De inningen van gewone ontvangsten mogen gematigd geschat worden op 156 miljard. Dit zou voor het burgerlijk jaar 1964 een overschat van 2 à 3 miljard van de inningen op de uitkeringen opleveren.

De vooruitzichten van de thesaurie kunnen derhalve voor de jaren 1964 en 1965 als volgt worden vastgesteld :

(In miljard frank.)

	1964	1965	
Solde du budget ordinaire ... ... ... ...	+ 2,5	+ 2,6	Saldo gewone begroting.
Solde du budget extraordinaire et Fonds des Routes.	- 27,6	- 24,5	Saldo buitengewone begroting en Wegenfonds.
Congo (garanties) . . . . .	- 2,0	- 1,5	Kongo (waarborgen).
Fonds de tiers . . . . .	- 1,0	- 1,0	Derdengelden.
Impasse ... ... ... ...	- 28,1	- 24,4	Tekort.
Amortissements contractuels . . . . .	12,0	13,2	Contractuele delgingen.
Appel net à l'emprunt ... . . . . .	16,1	11,2	Nettoberoep op leningen.

L'accroissement net de la dette publique serait ainsi de l'ordre de 11 milliards contre ± 16 milliards en 1964. Il

De toename van de openbare schuld zou aldus circa 11 miljard bedragen tegenover ± 16 miljard in 1964. Ze zal

n'atteindra en 1965 que 40 % des dépenses extraordinaires, et à peine 6 % du budget total.

A cet égard, il y a lieu de remarquer que l'accroissement de la dette en 1965 sera notablement inférieur aux décaissements du budget extraordinaire et du Fonds des Routes (25,1 milliards).

La modération du prélèvement qui sera ainsi opéré par l'Etat sur le marché intérieur des capitaux, d'ailleurs alimenté dans une mesure non négligeable par les intérêts de la dette publique bonifiés par le Trésor, permettra de réaliser de nouveaux progrès dans la voie de l'amélioration de la structure de la dette publique.

### Conclusions.

Le budget de 1965 a été établi avec réalisme en ce qui concerne les dépenses, avec prudence en ce qui concerne les recettes, ce qui renforce les possibilités de réalisation d'un boni.

L'accroissement du volume global des sorties du Trésor tant pour 1964 que pour 1965 restera dans les limites de 5 % tracées par les recommandations du Conseil des Ministres du Marché Commun en date du 14 avril 1964.

Cet accroissement sera sensiblement inférieur à celui du Produit National brut, tel qu'il peut être évalué actuellement.

La réduction du rythme d'accroissement de la dette publique et l'amélioration de sa structure renforceront la situation financière de l'Etat et permettront à celui-ci de poursuivre avec plus d'efficacité et de souplesse sa politique conjoncturelle.

Nonobstant les préoccupations anti-inflatoires qui sont à la base du projet de budget de 1965, le Gouvernement peut affirmer que ce budget ne sacrifie en rien les grands objectifs structurels du premier programme d'expansion économique et de la politique de promotion sociale. Comme il sera montré dans le corps du présent Exposé général, l'exécution du budget de l'année prochaine permettra de parcourir une nouvelle étape sur la voie de la réalisation de ces objectifs qui sont à la base de toute l'action gouvernementale menée depuis 1961.

in 1965 slechts 40 % bereiken van de buitengewone uitgaven, en ternauwernood 6 % van de totale begroting.

Te dien opzichte dient te worden opgemerkt dat de toename van de schuld in 1965 merkelijk lager zal zijn dan de uitkeringen voor de buitengewone begroting en voor het Wegenfonds (25,1 miljard).

Het gematigde beroep van de Staat op de binnenlandse kapitaalmarkt, die trouwens in belangrijke mate zal gespijsd worden uit de door de Schatkist vergoede interesses op de openbare schuld, zal toelaten een nieuwe vooruitgang te verwezenlijken op het gebied van de verbetering van de structuur van de openbare schuld.

### Conclusie.

De begroting van 1965 werd opgesteld met zin voor de werkelijkheid wat de uitgaven betreft en met voorzichtigheid inzake de ontvangsten, zodat de mogelijkheid voor de verwezenlijking van een boni nog verhoogt.

De toename van het globaal volume van de Schatkist-uitkeringen, zowel voor 1964 als voor 1965, blijft binnen de perken van de 5 %, aangegeven door de aanbevelingen van de Raad van Ministers van de Gemeenschappelijke Markt per 14 april 1964.

Deze toename zal merkelijk minder bedragen dan die van het bruto Nationaal Produkt, zoals die thans kan geraamd worden.

De vermindering van het groeiritme van de openbare schuld en de verbetering van haar structuur zullen de financiële toestand van de Staat verstevigen en het deze mogelijk maken met meer doeltreffendheid en soepelheid zijn conjuncturele politiek voort te zetten.

Niettegenstaande de anti-inflatorische bezorgdheid die aan de basis ligt van het begrotingsontwerp 1965, mag de Regering bevestigen dat deze begroting geenszins de grote structurele doeleinden van het eerste programma voor economische expansie en van de politiek voor sociale vooruitgang oplevert. Zoals verder in onderhavige Algemene Toelichting aangetoond wordt, zal de uitvoering van de begroting van het komende jaar een stap verder betekenen op de weg van de verwezenlijking van deze doeleinden, die aan de grondslag liggen van gans de regeringsactie sinds 1961.

## CHAPITRE PREMIER.

CONSIDERATIONS  
ECONOMIQUES GENERALES.

L'économie des pays occidentaux est caractérisée par une généralisation de l'état de haute conjoncture, cependant que les tensions engendrées par le plein emploi restent localisées dans les pays industrialisés de l'Europe.

Les tendances fondamentales à l'expansion persistent dans l'économie américaine, qui connaît sa phase ascendante la plus longue depuis la dernière guerre. La demande globale a surtout été soutenue par la consommation privée de biens durables. Dans l'ensemble, les investissements fixes des entreprises industrielles devraient dépasser d'environ 10% le niveau de l'année antérieure. Au second trimestre le produit national brut à prix constants a dépassé de 1,2 % le niveau du premier trimestre et de 5,2 % celui de la période similaire de 1963.

Au Royaume-Uni, l'expansion touche la plupart des facteurs de la demande et la production industrielle a nettement dépassé le niveau atteint en 1963. Les indications les plus récentes dénotent cependant que l'économie britannique marque une croissance moins vive.

La demande émanant des pays en voie de développement reste vigoureuse; l'amélioration de leur pouvoir d'achat trouve son origine dans la hausse des prix des matières premières et dans l'accroissement des stocks des pays industriels.

Les perspectives d'expansion économique en termes réels de la Communauté Economique Européenne restent favorables, grâce aux impulsions très vives émanant tant de la demande extérieure que de la demande intérieure. Le rythme d'accroissement du produit national brut pourrait progresser à prix constants en 1964, de 5,5 % contre 4 % en 1963.

Pour 1965, l'expansion devrait se poursuivre, mais à un rythme légèrement ralenti en raison des impulsions moins fortes émanant de la conjoncture mondiale, de la mise en œuvre d'une politique restrictive destinée à rétablir l'équilibre intérieur et extérieur de la Communauté et d'un certain affaiblissement conjoncturel de la demande. La politique économique des Etats membres a été orientée dans la direction tracée par la recommandation du 14 avril 1964 du Conseil des Communautés, tendant à stabiliser les prix et les coûts. Pour l'ensemble de la Communauté, la croissance en volume du produit national brut est estimée à plus de 4 %.

## Situation économique de la Belgique.

Depuis plus de deux ans, l'économie belge connaît une très haute conjoncture, ce qui a permis d'atteindre ou même de dépasser le taux moyen de croissance assigné par le programme quadriennal. Pour 1964, la progression du produit national brut en volume est estimée à 5 %, soit l'expansion la plus forte observée depuis 1955.

La demande extérieure forme le principal facteur d'entraînement. Selon le budget économique, les ventes de biens et de services à l'étranger augmenteraient de 9,5 % en volume et les dépenses intérieures totales de 6 %, taux dépassant légèrement celui du P.N.B.

Le sensible progrès de la demande a provoqué une forte augmentation de l'offre. Pendant les sept premiers mois de

EERSTE HOOFDSTUK  
ALGEMENE  
EKONOMISCHE BESCHOUWINGEN.

In de westerse landen wordt de ekonomie gekenmerkt door een veralgemening van de hoogconjunctuur; de uit de volledige tewerkstelling ontstane spanningen blijven nochtans beperkt tot de geïndustrialiseerde landen van Europa.

De fundamentele expansietendenzen duren voort in de Amerikaanse economie, die de langste opgaande fase kent sinds de laatste oorlog. De globale vraag werd vooral gesteund door het particulier verbruik van duurzame goederen. De vaste beleggingen van de nijverheidsondernemingen zouden, in hun geheel genomen, het peil van het vorige jaar met ongeveer 10 % overschrijden. Tijdens het tweede trimester overtrof het bruto nationaal produkt tegen constante prijzen met 1,2 % het peil van het eerste trimester en met 5,2 % dit van de overeenstemmende periode van 1963.

In het Verenigd Koninkrijk treft de expansie de meeste factoren van de vraag en de nijverheidsproductie overtrof merkelijk het in 1963 bereikte peil. De meest recente gegevens wijzen nochtans op een minder levendige expansie van de Britse economie.

De vraag uitgaande van de ontwikkelingslanden blijft sterk; de verbetering van hun koopkracht vindt haar oorsprong in de stijging van de prijzen der grondstoffen en in de toename van de stocks in de nijverheidslanden.

De ekonomiesche expansievoortzichten in werkelijke termen van de Europese Economische Gemeenschap, blijven gunstig dank zij de zeer sterke impuls zowel van de buitenlandse als van de binnenlandse vraag. Het bruto nationaal produkt tegen constante prijzen zou in 1964 met 5,5 % kunnen toenemen tegen 4 % in 1963.

Voor 1965 zou de expansie moeten voorduren, maar tegen een lichtelijk vertraagd ritme ingevolge de minder sterke impulsen uitgaande van de wereldconjunctuur, de inzetting van een restrictieve politiek tot herstel van het inwendig en uitwendig evenwicht van de Gemeenschap en van een zekere conjuncturele verslapping van de vraag. Het ekonomiesche beleid van de lidstaten werd georiënteerd in de richting aangegeven door de aanbeveling van 14 april 1964 van de Raad der Gemeenschap tot stabilisatie van prijzen en kosten. Voor de hele Gemeenschap wordt de groei in volume van het bruto nationaal produkt geraamd op meer dan 4 %.

## Ekonomiesche toestand van België.

Sinds meer dan twee jaar kent de Belgische ekonomie een zeer sterke hoogconjunctuur, waardoor het bij het vier-jarenprogramma vooropgestelde gemiddelde groeipercentage bereikt of zelfs overtroffen werd. Voor 1964 wordt de aan-groei van het bruto nationaal produkt in volume op 5 % geraamd. Dit is de sterkste expansie die sinds 1955 waargenomen werd.

De buitenlandse vraag vormt de voornaamste impuls. Volgens het nationaal budget zouden de verkopen van goederen en diensten aan het buitenland met 9,5 % in volume toenemen terwijl de totale binnenlandse bestedingen zouden toenemen met 6 %, hetgeen lichtelijk meer is dan de stijging van het B.N.P.

De gevoelige toename van de vraag heeft een sterke verhoging van het aanbod veroorzaakt. Gedurende de eerste

l'année, le taux de croissance de la production industrielle a atteint 9 %<sup>(1)</sup> en dépit d'une pénurie aiguë de main-d'œuvre dans plusieurs secteurs. Par ailleurs, les augmentations de productivité ont été importantes grâce aux efforts d'équipement et de rationalisation réalisés par l'industrie belge, qui a dû s'adapter à l'élargissement des marchés et à l'intensification de la concurrence depuis l'instauration du Marché Commun européen.

Les vives tensions sur le marché du travail persistent. En août, le nombre de chômeurs complets contrôlés ne s'élevait plus qu'à 19 600 unités contre 24 200 pendant le mois correspondant de 1963. Le nombre de demandeurs d'emplois à aptitude normale a été ramené pendant ce même mois à 9 227 unités pour les chômeurs complets indemnisés. Le pourcentage de chômage, par rapport au nombre d'assurés, n'atteint plus que 1,4 % contre 1,6 % en août 1963.

La pénurie de main-d'œuvre a accéléré la hausse des salaires directs et indirects. De plus, des majorations de salaires et de traitements dans les principaux secteurs ont été accordées en vertu de la clause de l'échelle mobile. L'expansion des revenus salariaux, mesurée par l'indice des gains horaires bruts de la Banque Nationale, atteint 9,5 % pendant le premier semestre par rapport à la même période de 1963, tandis que les coûts salariaux accusent une progression de 10,3 % dans l'industrie manufacturière, selon les données de l'I.R.E.S.P.

D'une manière générale, l'augmentation des divers types de revenus a dépassé ce que permettait l'accroissement de la productivité.

Le développement rapide et quasi uniforme de la demande a entraîné le report partiel dans les prix, non seulement de la hausse des prix des matières premières et des frets maritimes, mais aussi de l'augmentation des coûts salariaux.

Abstraction faite des variations saisonnières, la tendance fondamentale à la hausse des prix qui s'est déclenchée depuis l'automne 1963, se poursuit. En août, l'indice général des prix de gros dépassait de 6,2 % le niveau du même mois de l'année antérieure. Pour les produits indigènes, la hausse atteint 6,5 % et 8,3 % pour les produits importés. Le mouvement est plus prononcé pour les produits industriels (+6,8 %) que pour les produits agricoles (+3,8 %).

L'augmentation des prix de détail a été moins accusée. De septembre 1963 à septembre 1964, l'indice est passé de 115,5 à 120,9, soit un accroissement de 4,7 %. En l'espace d'un an, les services ont renchéri de 9,1 %, les produits alimentaires de 5,3 % et les produits non alimentaires de 3,5 %. S'il est tenu compte de l'importance que représentent les trois catégories de produits dans la composition de l'indice général, on constate que l'impulsion la plus forte résulte des produits alimentaires; ceux-ci ont contribué pour 2,8 % à la hausse de l'indice général, contre 1,3 % pour les produits non alimentaires et 0,7 % pour les services.

La hausse des prix, et plus particulièrement des prix à la consommation pour importante qu'elle soit, ne revêt cependant pas un caractère exceptionnel, ni dans le temps, ni dans l'espace. La persistance d'une forte demande, au stade ascendant de la conjoncture, oblige le système des prix à répondre en hausse à l'inélasticité relative qui affecte l'offre intérieure. Ce phénomène s'est déjà manifesté antérieurement, dans des phases similaires de haute conjoncture. Si, actuellement, la hausse est un peu plus accusée, cela est

<sup>(1)</sup> La production avait été freinée au début de 1963 par les conditions climatiques.

zeven maanden van het jaar bereikte het stijgingspercentage van de rijverheidsproduktie 9 %<sup>(1)</sup>, ondanks een nijpende schaarste aan arbeidskrachten in verscheidene sectoren. Anderzijds waren de produktiviteitsstijgingen belangrijk, dank zij de uitrustings- en rationalisatieinspanningen die gedaan werden door de Belgische rijverheid welke zich moest aanpassen aan de verruiming van de markten en aan de verscherping van de mededinging sinds de oprichting van de Europese Gemeenschappelijke Markt.

De hevige spanningen op de arbeidsmarkt houden aan. In augustus bedroeg het aantal gecontroleerde volledig werklozen nog slechts 19 600 eenheden tegen 24 200 gedurende de overeenstemmende maand van 1963. Het aantal werkzoekenden met normale geschiktheid werd gedurende diezelfde maand tot 9 227 eenheden teruggebracht voor de volledige werklozen die werklozensteun ontvingen. Het werklozenpercentage ten opzichte van het aantal verzekerkenden bereikte nog slechts 1,4 % tegen 1,6 % in augustus 1963.

De schaarste aan arbeidskrachten versnelde de stijging van de directe en indirecte lonen. Bovendien werden in de belangrijkste sectoren loonsverhogingen toegestaan ingevolge van binding aan de index der kleinhandelsprijzen. De expansie van het looninkomen, gemeten naar het indexcijfer der bruto uurlonen van de Nationale Bank, bereikt 9,5 % gedurende het eerste semester ten opzichte van dezelfde periode van 1963, terwijl de loonkosten volgens de gegevens van het « I.R.E.S.P. » een stijging met 10,3 % aangeven in de fabrieksnijverheid.

Over 't algemeen overtrof de toeneming van de verschillende inkomenstypen dat wat volgens de productiviteitsverbetering toelaatbaar was.

De snelle en nagenoeg eenvormige ontwikkeling van de vraag heeft de gedeeltelijke doorberekening in de prijzen toegelaten niet alleen van de prijsstijging van de grondstoffen en van de zeevracht, maar ook van de verhoging van de loonkosten.

Afgezien van de seizoenschommelingen, duurt de fundamentele stijgingstendens van de prijzen, die sinds de herfst 1963 ontstond, voort. In augustus overtrof het algemeen indexcijfer der groothandelsprijzen het peil van dezelfde maand van het vorige jaar met 6,2 %. Voor de inlandse produkten bedraagt de stijging 6,5 % en voor de ingevoerde produkten 8,3 %. De beweging is meer uitgesproken voor de rijverheidsprodukten (+6,8 %) dan voor de landbouwprodukten (+3,8 %).

De stijging van de kleinhandelsprijzen was minder uitgesproken. Van september 1963 tot september 1964 steeg het indexcijfer van 115,5 tot 120,9; dit is een toename met 4,7 %. In één jaar tijd werden de diensten 9,1 % duurder, de voedingsprodukten 5,3 % en de niet-voedingsprodukten 3,5 %. Indien rekening gehouden wordt met het belang, dat de drie categorieën produkten in de samenstelling van het algemeen indexcijfer hebben, stelt men vast dat de sterkste stoot uitgaat van de voedingsprodukten; deze laatste hebben voor 2,8 % tot de stijging van het algemeen indexcijfer bijgedragen, tegen 1,3 % voor de niet-voedingsprodukten en 0,7 % voor de diensten.

Hoe belangrijk de stijging van de prijzen, en meer in het bijzonder van de verbruiksproducten ook is, ze is niet uitzonderlijk noch in de tijd, noch in de ruimte. Het aanhouden van een sterke vraag in het opgaande conjunctuurstadion verplicht het prijzensysteem ertoe, het relatieve gebrek aan elasticiteit van het binnenlands aanbod met een stijging te beantwoorden. Dit verschijnsel heeft zich reeds vroeger voorgedaan in gelijkaardige fasen van hoogconjunctuur. Indien de stijging thans iets sterker is, komt dit door een

<sup>(1)</sup> Begin 1963 werd de produktie geremd door de weersomstandigheden.

dû à une utilisation beaucoup plus large des capacités de production, la Belgique participant d'une manière plus complète à la haute conjoncture persistante qui caractérise l'économie de l'Europe occidentale.

La poussée des prix est d'ailleurs assez générale en Europe et elle est même apparue plus tôt chez nos partenaires du Marché Commun. Comme la Belgique est particulièrement ouverte aux influences extérieures, les courants inflatoires qui se sont manifestés chez eux, se sont progressivement diffusés dans notre économie.

Les données établies par l'Office Statistique des Communautés Européennes en matière de prix à la consommation permettent de dresser le tableau ci-après arrêté en juillet 1964.

#### Indice des prix à la consommation.

	1960 = 100	Juillet 1964
		Juillet 1963.
Allemagne	113	103
France	117	103
Italie	122	107
Pays-Bas	116	107
Belgique	110	106
Royaume-Uni	114	104

En dépit de la hausse importante observée depuis le début de l'année dans les prix de détail, la capacité concurrentielle de notre industrie vis-à-vis de la plupart des autres pays industriels est restée encore favorable au premier semestre 1964, ainsi que le prouve la progression des exportations.

Au premier semestre de cette année, la moyenne mensuelle des exportations a dépassé de 14 % la moyenne mensuelle de 1963. Ce même taux a été atteint tant vers les pays de l'O.C.D.E. que vers les pays tiers. Par rapport au premier semestre de 1963, affecté par l'hiver, la valeur globale des exportations a été supérieure de 19 %.

La vive impulsion résultant de la demande intérieure nominale s'est répercutee sur les importations, qui, au terme des six premiers mois, ont dépassé de près de 22 % le niveau de la même période de 1963. Le déficit de la balance commerciale est passé d'une année à l'autre de 5,4 à 9,5 milliards, entraînant une détérioration des transactions courantes de la balance des paiements, mouvement qui a été accentué par l'évolution des services.

Cette analyse succincte de quelques aspects de l'évolution économique met en évidence la poussée inflatoire due à un excès de la demande globale effective par rapport aux possibilités de la production et à une augmentation continue des coûts. Le déséquilibre qui en est issu a entraîné des augmentations de prix. Ce mouvement s'est accéléré depuis le début de l'année, les différentes composantes de la demande ayant conservé une vigueur extrêmement soutenue.

Pleinement conscient des conséquences qui peuvent naître des tensions conjoncturelles, le Gouvernement a mis en place, par étapes successives, un dispositif qui doit garantir la poursuite du développement économique, et du progrès social dans un climat de modération. Les principaux aspects du programme ainsi que ses premiers résultats seront analysés dans le chapitre suivant.

veel vollediger aanwendung van de produktiecapaciteiten; België neemt inderdaad meer integraal deel aan de voortdurende hoogconjunctuur die de westeuropese ekonomie karakteriseert.

De prijsstijging heeft trouwens een Europees karakter en deed zich zelfs eerder voor bij onze partners van de Gemeenschappelijke Markt. Daar België bijzonder voor buitenlandse invloeden open staat, verspreidden zich de inflatiestromingen, die zich bij hen openbaarden, progressief in onze ekonomie.

De gegevens die inzake consumptieprijsen door de Dienst voor Statistiek van de Europese Gemeenschappen opgesteld werden, maken het mogelijk volgende in juli 1964 afgesloten tabel op te maken.

#### Index van de consumptieprijsen.

	1960 = 100	Juli 1964
		Juli 1963
Duitsland	113	103
Frankrijk	117	103
Italië	122	107
Nederland	116	107
België	110	106
Verenigd-Koninkrijk	114	104

Ondanks de bij de kleinhandelsprijsen sedert het begin van het jaar waargenomen belangrijke stijging, is de concurrentievaardigheid van onze nijverheid ten opzichte van de meeste andere nijverheidslanden nog gunstig gebleven tijdens het eerste semester van 1964, zoals blijkt uit de ontwikkeling van de uitvoer.

In het eerste semester van dit jaar overtrof het maandgemiddelde van de uitvoer met 14 % dat van 1963. Ditzelfde percentage werd bereikt zowel naar de landen van de O.E.S.O. als naar de derdenlanden. Ten aanzien van het eerste semester van 1963, dat beïnvloed werd door de winter, lag de globale waarde van de uitvoer 19 % hoger.

De levendige impuls uitgaande van de binnenlandse nominale vraag sloeg over op de invoer die voor de eerste zes maanden 22 % boven het niveau van dezelfde periode van 1963 ligt. Het tekort van de handelsbalans steeg van het ene jaar op het andere van 5,4 tot 9,5 miljard; hieruit volgde een verslechtering van de lopende verrichtingen van de betalingsbalans die nog versterkt werd door de evolutie van de diensten.

Deze bondige analyse van enkele aspecten van de economische evolutie doet de inflatoire werking uitkomen van een overtuigende effectieve globale vraag t.o.v. de produktiemogelijkheden en een voortdurende kostenstijging. Het hieruit voortspruitende onevenwicht veroorzaakt prijsstijgingen. Deze versnellen sedert het begin van het jaar wegens de stevigheid van de verschillende samenstellende elementen van de vraag.

Met het volle bewustzijn van de gevolgen van conjuncturele spanningen, heeft de Regering in achtereenvolgende fasen een politiek opgebouwd die de voortzetting van de economische ontwikkeling en van de sociale vooruitgang in een klimaat van gematigdheid moet waarborgen. De voornaamste aspecten van het programma, evenals de eerste resultaten ervan zullen in volgend hoofdstuk ontleed worden.

### Perspectives pour 1965.

Il ressort des prévisions élaborées pour 1965 que l'expansion de l'activité économique se poursuivra, mais à un rythme ralenti. L'affaiblissement probable des tendances conjoncturelles serait dû à une diminution du taux de croissance des exportations vers les pays de la C.E.E., où l'augmentation du P.N.B. accusera également une progression moins rapide. Par ailleurs, les mesures de freinage prises par le Gouvernement sortiront encore leurs effets en 1965. Compte tenu de ces deux facteurs, auxquels il faut adjoindre l'utilisation quasi intégrale des capacités de production et l'incidence des éléments exceptionnels qui ont favorisé la production en 1964, par rapport à 1963, l'accroissement du P.N.B. escompté dans le budget économique national se situera à un taux inférieur d'au moins un point à 5% (à prix constants) qui peut être considéré comme probable pour 1964.

Etant donné que la progression des revenus se maintiendra, bien qu'à un taux moindre qu'en 1964, la consommation privée devra encore stimuler dans une large mesure la demande intérieure. Il semble que d'autre part les exportations se poursuivront à un rythme élevé.

Il apparaît ainsi que la pression de la demande restera vive en 1965 et que la politique de stabilisation devra être maintenue. La persistance de pressions inflatoires entraînerait une aggravation des déséquilibres actuels, qui risquerait de compromettre l'expansion économique fondamentale. Si ce risque devait se préciser, la nécessité pourrait s'imposer d'élargir et d'intensifier les mesures de stabilisation déjà adoptées..

### Vooruitzichten voor 1965.

Uit de vooruitzichten voor 1965 blijkt dat de ekonomiesche expansie, zij het tegen een vertraagd tempo, zal voortduren. De vermoedelijke afzwakking van de conjuncturele tendensen zou het gevolg zijn van een vermindering van het groei-tempo van de uitvoer naar de E.E.G.-landen waar de verhoging van het B.N.P. eveneens minder sterk zal zijn. In 1965 zullen zich ten andere de gevolgen van de door de Regering getroffen afremmingsmaatregelen nog laten voelen. Rekening houdend met deze twee factoren waaraan nog de quasi-integrale bezetting van de produktiecapaciteit dient toegevoegd alsmede de weerslag van de buitengewone elementen die de produktie in 1964 bevorderd hebben t.o.v. 1963, zal het accres van het B.N.P., dat in de nationale ekonomiesche begroting voorzien is, op een peil liggen dat ten minste met één punt beneden het accres van 5% zal blijven (tegen vaste prijzen), dat voor 1964 als waarschijnlijk wordt beschouwd.

Vermits de inkomstenverbetering zal voortduren, al weze het tegen een ietwat trager tempo dan in 1964, zal de privé-consumptie de binnenlandse vraag nog in ruime mate moeten aanwakkeren. Van de andere kant blijkt de uitvoer in snel ritme te zullen voortgaan.

Het ziet er dus naar uit dat van de vraag in 1965 verder een sterke druk zal uitgaan en dat de stabilisatiepolitiek zal moeten gehandhaafd blijven. Een voortdurende inflatoire druk zou het huidige onevenwicht versterken zodat de fundamentele ekonomiesche expansie in gevaar zou kunnen komen. Moest een dergelijk gevaar inderdaad vaste vormen aannemen dan zou een verruiming en een versterking van de reeds genomen stabilisatiemaatregelen zich kunnen opdringen.

## CHAPITRE II.

## LES PRINCIPAUX ASPECTS DE LA POLITIQUE FINANCIERE ET BUDGETAIRE.

1<sup>o</sup> POLITIQUE FINANCIERE,  
EXPANSION ECONOMIQUE ET CONJONCTURE.

Au cours des dernières années, la politique financière du Gouvernement a été inspirée par la préoccupation essentielle de favoriser le développement de l'économie nationale.

Les nombreuses initiatives prises dans ce sens et qui seront rappelées dans la première partie du présent chapitre ont certainement contribué à mettre les entreprises belges en mesure de participer pleinement à la très haute conjoncture prolongée que nous connaissons.

Quelques données globales illustrent l'importance du développement de l'économie belge au cours des dernières années et l'accélération de sa cadence.

De 1953 à 1957, le produit national brut s'est accru en volume, c'est-à-dire après élimination des accroissements nominaux dus à l'augmentation des prix, de 14,3 %, soit un accroissement annuel moyen de 3,40 %.

De 1960 à 1964, la progression enregistrée a été de 18,9 %, soit un accroissement annuel moyen de 4,43 %, l'accroissement propre à 1964 étant de 5 %. Ces taux dépassent l'objectif de croissance assigné par le programme d'expansion économique.

Le P.N.B. par habitant est passé de 61 600 francs en 1960 à 71 377 francs en 1964 à prix constants, soit un progrès de 16 %. La comparaison avec les autres pays du marché commun européen montre qu'à prix constants, l'évolution propre à la Belgique est loin de lui être défavorable, en dépit de l'incidence de la crise charbonnière et des conséquences de l'indépendance du Congo.

Produit national brut, à prix constants, par habitant (1).

	1960 (En monnaie nationale) (In nationale valuta)	1963 (En monnaie nationale) (In nationale valuta)	1963 Indice 1960 = 100 Index 1960 = 100	1964 (prévisions) — (vooruitzichten) Indice 1960 = 100 Index 1960 = 100	
Allemagne (D.M.) ... ...	5 165	5 631	109	114	Duitsland (D.M.)
Belgique (F.b.) ... ...	61 600	68 300	111	116	België (B.F.)
France (F.fr.) ... ...	5 924	6 587	111	115	Frankrijk (F.F.)
Pays-Bas (Fl.) ... ...	3 584	3 788	106	111	Nederland (Fl.)
Italie (It.L.) ... ...	395 000	468 700	119	121	Italië (It.L.)

Le progrès de nos exportations est particulièrement significatif. Le taux annuel d'accroissement de nos ventes à l'étranger exprimées en volume a été de 7,7 % pour la période 1953-1957. Il est de 9,3 % pour la période 1960-1964.

(1) Pour 1960 et 1963 *Bulletin général de statistiques des Communautés européennes*, 1964, n° 7-8.

## HOOFDSTUK II.

## DE VOORNAAMSTE ASPECTEN VAN DE FINANCIËLE EN BUDGETTAIRE POLITIEK.

1<sup>o</sup> FINANCIËLE POLITIEK,  
EKONOMISCHE EXPANSIE EN CONJUNCTUUR.

In de loop der laatste jaren werd het financieel beleid van de Regering geïnspireerd door de essentiële bezorgdheid de ontwikkeling van de nationale economie te bevorderen.

De talrijke initiatieven die in die zin genomen werden en waaraan in het eerste gedeelte van dit hoofdstuk zal worden herinnerd, hebben er ongetwijfeld toe bijgedragen de Belgische ondernemingen in staat te stellen ten volle te delen in de lange periode van sterke hoogconjunctuur die wij thans kennen.

Enkele globale gegevens illustreren de omvang van de ontwikkeling der Belgische economie in de loop der laatste jaren en de versnelling van haar ritme.

Van 1953 tot 1957 is het bruto nationaal produkt met 14,3 % toegenomen in volume, dit wil zeggen na eliminatie van de nominale verhogingen die te wijten zijn aan de prijsstijgingen, zegge een gemiddelde jaarlijkse toename met 3,4 %.

Van 1960 tot 1964 werd een vooruitgang van 18,9 % geboekt, zegge een gemiddelde jaarlijkse toename van 4,43 %, terwijl de toename eigen aan 1964, 5 % bedraagt. Deze percentages overtreffen het door het ekonomiesch expansieprogramma vastgestelde groei-oogmerk.

Het B.N.P. per inwoner is, tegen constante prijzen, van 61.600 frank in 1960 tot 71 377 frank in 1964 opgelopen, wat een vooruitgang van 16 % betekent. De vergelijking met de andere landen van de Europese Gemeenschappelijke Markt toont aan dat, tegen constante prijzen, de evolutie, die eigen is aan België, verre van ongunstig is, de weerslag van de kolencrisis en de gevolgen van de onafhankelijkheid van Congo ten spijt.

Bruto nationaal produkt, tegen constante prijzen per inwoner (1).

De vooruitgang van onze uitvoer is bijzonder betekenisvol. Het jaarlijks groeipercentage van onze verkopen aan het buitenland, in volume uitgedrukt, bedroeg 7,7% voor de periode 1953-1957. Het bedraagt 9,3% voor de periode 1960-1964.

(1) Voor 1960 en 1963 *Algemeen Statistisch Bulletin van de Europese Gemeenschappen*, 1964, n° 7-8.

Si cette période de haute conjoncture a comporté de nombreux avantages dont l'ensemble de la nation a largement bénéficié, elle a cependant entraîné un déséquilibre entre le développement de la demande, soutenue notamment par les courants inflationnistes qui sont apparus dans certains pays européens, et les possibilités de l'offre, limitée par une utilisation intégrale des capacités de production. Ce déséquilibre a remis en cause la stabilité des prix, qui caractérisait l'économie belge par rapport à l'évolution constatée depuis un certain temps déjà dans d'autres pays européens.

Ces tendances ont appelé de la part des autorités diverses interventions correctrices qui seront exposées dans la seconde partie du présent chapitre.

### 1. La politique d'expansion économique.

Afin de promouvoir l'intégration de l'économie belge dans la communauté européenne et de la mettre en mesure d'atteindre un taux d'expansion assurant l'emploi de toutes les forces productives de la nation, divers instruments de politique économique furent mis en place dès 1959. Ils furent activement mis en œuvre au cours des dernières années, tandis que, pour mieux atteindre leurs objectifs, certains d'entre eux étaient adaptés et que de nouvelles mesures importantes venaient les compléter.

#### Programme d'expansion et budgets économiques.

Les objectifs de la politique de développement économique ont été définis dans le programme d'expansion approuvé par le Parlement.

Ce programme trace le cadre général de croissance projeté pour notre économie jusqu'en 1965. Il indique les grands secteurs d'activité; il prévoit l'ordre de grandeur de l'accroissement des revenus et du niveau de vie qui en résultera; il définit les intentions du Gouvernement quant à l'utilisation des ressources publiques et trace les objectifs qu'il poursuit par priorité, ainsi que les moyens à mettre en œuvre pour les réaliser.

La programmation à moyen terme constitue une étape importante dans la politique économique de la Belgique.

Elle a été complétée par un instrument de programmation à court terme : le budget économique qui constitue en quelque sorte la tranche annuelle du programme d'expansion.

Ce document est établi dans le même cadre que la comptabilité nationale. Il contient les perspectives économiques de l'année à venir. Il permet de confronter l'évolution de l'économie avec les prévisions du programme d'expansion, d'éclairer le pays sur l'état de la conjoncture, et d'étayer, sur des bases cohérentes, les évaluations de recettes et de dépenses des budgets de l'Etat.

#### Crédits aux investissements.

La promotion des investissements propres à assurer la rationalisation et la diversification de notre équipement industriel et commercial est unanimement considérée comme une des conditions essentielles d'une accélération de l'expansion.

L'application de la loi du 17 juillet 1959 instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser la création d'industries nouvelles et de la loi du 18 juillet 1959 instaurant des mesures spéciales en vue de combattre les difficultés économiques de certaines régions a donné lieu de

Zo deze periode van hoogconjunctuur vele voordeelen heeft medegebracht, waarvan de ganse natie ruimschoots heeft genoten, heeft zij nochtans het evenwicht verstoord tussen de uitbreiding van de vraag, die inzonderheid gesteund werd door de inflatoire stromingen welke in sommige Europese landen te voorschijn traden, en de mogelijkheden van het aanbod, dat door een integrale aanwendung van de produktiecapaciteiten beperkt werd. Deze evenwichtsverstoring heeft de prijsstabiliteit die de Belgische economie kenmerkte in vergelijking met de sinds enkele tijd in andere Europese landen vastgestelde evolutie, opnieuw in het gedrang gebracht.

Deze tendensen vereisten vanwege de overheden verschillende corrigerende tussenkomsten die in het tweede gedeelte van dit hoofdstuk zullen toegelicht worden.

### 1. Het ekonomisch expansiebeleid.

Ten einde de integratie van de Belgische economie in de Europese gemeenschap te bevorderen en haar in staat te stellen een expansiepercentage te bereiken dat de aanwendung van alle produktieve krachten van de natie waarborgt, werden reeds sinds 1959 verschillende instrumenten voor ekonomisch beleid opgesteld. Zij werden in de loop der laatste jaren actief aangewend, terwijl, met het oog op doelmatigheid, sommige onder hen werden aangepast en nieuwe belangrijke maatregelen ze kwamen aanvullen.

#### Expansieprogramma en economische begrotingen.

De doelstellingen van het ekonomisch ontwikkelingsbeleid werden in het expansieprogramma dat door het Parlement werd goedgekeurd, duidelijk omschreven.

Dit programma schetst het voorziene algemene groeikader van onze economie tot in 1965. Het duidt de grote activiteitssectoren aan; het voorziet de grootte van inkomenverhoging en van het levenspeil dat daaruit zal voortspruiten; het omlijnt de bedoelingen van de Regering wat betreft het gebruik van de openbare middelen en duidt de doelstellingen aan, die bij voorrang door dit programma worden nagestreefd, evenals de aan te wenden middelen om ze te verwesenlijken.

De programmatie op halflange termijn betekent een belangrijke stap in het economisch beleid van België.

Zij werd aangevuld door een programmatiewerk具 op korte termijn : de economische begroting die in zekere zin de jaarlijkse schijf van het expansieprogramma uitmaakt.

Dit document is volgens hetzelfde kader als de nationale comptabiliteit opgesteld. Het schetst de economische vooruitzichten voor het volgende jaar. Het laat toe de evolutie van de economie te vergelijken met de vooruitzichten van het expansieprogramma, het land voor te lichten omtrent de conjunctuurtoestand, en de ramingen van ontvangsten en uitgaven van de Rijksbegroting op coherente grondslagen te vestigen.

#### Kredieten voor investeringen.

Het bevorderen der investeringen, die geschikt zijn om de rationalisatie en de verscheidenheid van onze nijverheids- en handelsuitrusting te verzekeren, wordt unaniem beschouwd als één van de essentiële voorwaarden voor een versnelling van de expansie.

De toepassing van de wet van 17 juli 1959 tot invoering en ordening van maatregelen ter bevordering van de oprichting van nieuwe industrieën en de wet van 18 juli 1959 tot invoering van bijzondere maatregelen ter bestrijding van de ekonomiesche moeilijkheden in sommige gewesten heeft, van

1959 à fin juin 1964 à l'octroi de plus de 40 milliards de crédits, correspondant à 88 milliards d'investissements projetés. Le nombre d'emplois dont la création doit résulter de ces investissements est évalué à quelque 104 700 unités, dont plus de 70 % correspondent aux crédits octroyés depuis 1961.

#### Investissements complémentaires.

D'autre part, la loi du 15 juillet 1959 apportant temporairement des aménagements fiscaux en vue de favoriser les investissements complémentaires, a fait l'objet d'une large application. La valeur amortissable des immeubles et outillages professionnels acquis ou constitués depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1959 par les contribuables ayant obtenu le bénéfice de la loi, s'élevait au 30 juin 1964 à plus de 94 milliards de francs. La valeur des investissements complémentaires à prendre en considération pour l'octroi de l'exemption de l'impôt est supérieure à 60,5 milliards.

#### Amortissements dégressifs.

On sait qu'au moment où la loi favorisant les investissements complémentaires a cessé d'être applicable, un régime d'amortissements dégressifs, instauré en vertu de la loi du 20 novembre 1962 portant réforme des impôts sur les revenus, y a été substitué.

Ce nouveau régime, dont les incidences fiscales sont au moins aussi importantes que celles de la loi du 15 juillet 1959, est propre à favoriser la continuité de l'effort d'expansion des entreprises dynamiques.

#### Taxation des plus-values.

C'est dans le même esprit qu'a été réglé le problème de la taxation des plus-values, qui n'avait reçu qu'une solution partielle et temporaire par la loi du 15 juillet 1959. Le régime définitif instauré par la réforme fiscale constitue un progrès marquant par rapport au régime général antérieur. Il s'applique à la fois aux actifs réels et aux portefeuilles de titres. Il introduit des modalités d'imposition plus simples, plus rationnelles et moins rigoureuses, puisque le taux de taxation des plus-values imposables est limité à un forfait de 15 %. Le Roi pourra d'ailleurs, si les circonstances économiques l'exigeaient, réduire la taxation des plus-values non immunisées.

D'autre part, le régime d'exemption d'impôt, introduit antérieurement en ce qui concerne les plus-values réalisées à l'occasion de l'apport d'une ou de plusieurs branches d'activité à une société belge, a été maintenu dans le régime nouveau et les conditions de cette exemption ont été fixées par l'arrêté royal du 26 avril 1963.

Par ailleurs, la réforme a rendu définitif le régime provisoire instauré par la loi du 15 juillet 1959 en matière de fusion de sociétés et en a précisé la portée.

#### Immunisation de certaines provisions.

En outre, l'immunisation des provisions destinées à faire face à certaines pertes ou charges éventuelles, a été organisée.

\*\*

Les mesures qui viennent d'être rappelées brièvement visaient essentiellement à favoriser la rationalisation, l'exten-

1959 tot einde juni 1964, aanleiding gegeven tot het verlenen van meer dan 40 miljard kredieten, welk bedrag overeenstemt met 88 miljard aan geplande investeringen. Het aantal betrekkingen als gevolg van deze investeringen tot stand gekomen, wordt op ongeveer 104 700 eenheden geraamd, waarvan meer dan 70 % met de sinds 1961 verleende kredieten overeenstemt.

#### Aanvullende beleggingen.

Anderzijds werd de wet van 15 juli 1959, tot invoering van tijdelijke fiscale ontheffingen met het oog op het begunstigen van aanvullende beleggingen, op ruime wijze toegepast. De afschrijfbare waarde van de bedrijfssimmobiëliën en -uitrusting die sinds 1 januari 1959 door de belastingplichtigen, welke het genot van de wet hadden gekomen, verkregen of tot stand gebracht werden, beliep op 30 juni 1964 meer dan 94 miljard frank. De waarde van de aanvullende beleggingen, die voor het verlenen van de belastingvrijstelling in aanmerking dient genomen, overtreft 60,5 miljard.

#### Degressieve afschrijvingen.

Men weet dat op het ogenblik dat de wet tot begunstiging van de aanvullende beleggingen ophield van toepassing te zijn, zij door een stelsel van degresieve afschrijvingen, ingevoerd krachtens de wet van 20 november 1962 tot hervorming van de inkomstenbelasting, werd vervangen.

Dit nieuwe stelsel, waarvan de fiscale terugslag minstens even belangrijk is als die van de wet van 15 juli 1959, is van aard de expansie-inspanning van de dynamische ondernemingen verder te bevorderen.

#### Taxatie der meerwaarden.

Het is in dezelfde geest dat het probleem van de taxatie der meerwaarden, dat slechts een gedeeltelijke en tijdelijke oplossing gekregen had door de wet van 15 juli 1959, geregeld werd. Het definitief stelsel, ingevoerd door de fiscale hervorming, vertegenwoordigt een merkbare vooruitgang ten opzichte van het vroegere algemene regime. Het is tegelijkertijd van toepassing op de reële activa en op de effectenportefeuilles. Het voert eenvoudigere, meer rationele en minder strenge aanslagmodaliteiten in, aangezien het aanslagtarief der belastbare meerwaarden forfaitair tot 15 % beperkt wordt. De Koning zal overigens, indien de ekonomiesche omstandigheden dit vereisen, de taxatie der niet-immune meerwaarden kunnen verlagen.

Anderzijds werd het regime van belastingvrijstelling dat vroeger ingevoerd werd voor de meerwaarden die ter gelegenheid van de inbreng van één of meer activiteitstakken in een Belgische vennootschap gerealiseerd werden, onder het nieuwe regime gehandhaafd; de voorwaarden van deze vrijstelling werden bij koninklijk besluit van 26 april 1963 vastgesteld.

Anderzijds heeft de hervorming het voorlopige regime, ingevoerd bij de wet van 15 juli 1959 inzake fusie van vennootschappen, definitief gemaakt en er de draagwijdte nauwkeurig van omschreven.

#### Vrijstelling van zekere provisies.

Bovendien werd de vrijstelling geregeld van de provisies die bestemd zijn om aan zekere verliezen of eventuele lasten het hoofd te bieden.

\*\*

De maatregelen, waar in het kort aan herinnerd werd, beoogden in hoofdzaak het begunstigen van de rationalisatie,

sion de l'activité des entreprises et la diversification de notre appareil industriel, notamment par l'investissement.

Il importait également de rencontrer les besoins accrus de financement qu'impliquait cette expansion plus vive.

Les principaux aspects de la politique adoptée à cet égard ont concerné notamment l'assainissement des finances publiques, la réforme du marché de l'argent, la correction des distorsions fiscales qui affectaient certains placements mobiliers, l'élimination des obstacles qui s'opposaient à l'accès de certaines entreprises à des sources déterminées de financement.

#### Assainissement budgétaire.

L'assainissement budgétaire s'est inspiré de la nécessité de rétablir l'équilibre des opérations courantes et même d'assurer un solde d'épargne positif, de manière à couvrir une partie du budget extraordinaire par des ressources autres que celles résultant de l'appel à l'épargne et à réservoir celle-ci au financement d'investissements productifs.

L'application de ce principe postulait avant tout la réintégration au budget ordinaire de toutes les dépenses de consommation qui, jusqu'en 1960, étaient inscrites au budget extraordinaire ou étaient financées hors budgets. Les crédits courrant des dépenses de l'espèce représentaient en 1960 environ 9 milliards.

Il convenait également de modérer la progression des charges de l'Etat. L'accroissement des dépenses courantes effectives de l'Etat de 1960 à 1963 a été contenu légèrement en deçà de l'accroissement du produit national et ceci malgré la prise en charge par le budget d'interventions nouvelles découlant des conséquences de l'indépendance du Congo, du développement de l'enseignement et de la recherche scientifique, de la revalorisation de la fonction publique, de la réforme de l'assurance maladie-invalidité, etc.

Alors que, de 1960 à 1963, le produit national brut à prix constant a progressé de 13,46 %, les dépenses de consommation publique ont augmenté en volume de 11,79 %.

Il est intéressant de rapprocher cette progression de celle constatée dans les autres pays de la C.E.E.

Dépenses de consommation publique (1).  
(Etat, pouvoirs locaux et sécurité sociale.)

	Augmentation de 1960 à 1963		Exprimées pour 1963 en % du P.N.B. <i>Uitgedrukt voor 1963 in % van het B.N.P.</i>			
	Verhoging van 1960 tot 1963					
	à prix constants tegen constante prijzen	à prix courants tegen lopende prijzen				
Allemagne ... ... ...	+27,6 %	+43,6 %	15,39	Duitsland.		
Italie ... ... ...	+15,7 %	+53,7 %	15,80	Italië.		
Pays-Bas ... ... ...	+14,5 %	+36,1 %	15,15	Nederland.		
France .. ... ...	+10,0 %	+34,3 %	13,53	Frankrijk.		
Belgique . ... ... ...	+11,8 %	+23,9 %	12,52	België.		

(1) Calculs établis sur base des données publiées dans le *Bulletin général de statistiques des Communautés européennes*, 1964, n° 7-8, p. 17.

de uitbreiding van de bedrijvigheid der ondernemingen en de verscheidenheid van ons zijverheidsapparaat, inzonderheid door de investering.

Tevens moest tegemoetgekomen aan de toegenomen financieringsbehoeften, die deze snellere expansie in zich sloot.

De voornaamste aspecten van het beleid, dat in dit opzicht aangenomen werd, betroffen inzonderheid de sanering van de openbare financiën, de hervorming van de geldmarkt, de verbetering van de fiscale distorsies in verband met zekere roerende beleggingen, de opruiming van de hindernissen die voor zekere ondernemingen de toegang tot bepaalde financieringsbronnen in de weg stonden.

#### Budgettaire sanering.

De budgettaire sanering werd ingegeven door de noodzakelijkheid het evenwicht der lopende verrichtingen te herstellen en zelfs een positief spaarsaldo aan te kweken, zodat een gedeelte van de buitengewone begroting door andere middelen dan het beroep op het spaarwezen wordt gedekt en dit laatste voor de financiering van produktieve investeringen voorbehouden blijft.

De toepassing van dit beginsel eiste voor alles dat alle verbruiksuitgaven die tot in 1960 op de buitengewone begroting uitgetrokken waren of buiten de begrotingen om gefinancierd werden, opnieuw in de gewone begroting zouden opgenomen worden. De kredieten die soortgelijke uitgaven dekkten vertegenwoordigden in 1960 ongeveer 9 miljard.

Het paste insgelijks dat de stijging van de lasten van de Staat zou beperkt worden. De aangroei der werkelijke lopende staatsuitgaven van 1960 tot 1963 werd lichtjes beneden de aangroei van het Nationaal Produkt gehouden en dit ondanks het feit dat door de begroting nieuwe tegemoetkomingen ten laste genomen werden die voortvloeiden uit de gevolgen van de onafhankelijkheid van Congo, uit de ontwikkeling van het onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek, uit de herwaardering van het openbaar ambt, uit de hervorming van de ziekte- en invaliditeitsverzekering, enz.

Tegenover een stijging van 1960 tot 1963, van het bruto nationaal produkt tegen constante prijzen met 13,46 % namen de openbare consumptieuitgaven toe met 11,79 %.

Het is van belang deze vooruitgang te vergelijken met die welke in de overige landen van de E.E.G. werd vastgesteld.

Openbare verbruiksuitgaven (1).  
(Staat, plaatselijke besturen, maatschappelijke zekerheid.)

(1) Berekeningen op basis van de gegevens verschenen in het *Alygemeen Statistisch Bulletin der Europese Gemeenschappen*, 1964, n° 7-8, blz. 17.

Un autre indice d'assainissement résulte de l'évolution du solde des opérations courantes, tant du Pouvoir central que de l'ensemble des opérations des pouvoirs publics, tel qu'il ressort du regroupement économique repris dans la Troisième partie du présent Exposé général.

#### Solde des opérations courantes d'après le regroupement économique.

	Pouvoir central	Ensemble des pouvoirs publics
1960	— 12,6	— 9,5
1961	— 2,6	— 1,5
1962	+ 1,9	+ 1,3
1963	— 2,4	+ 2,4
1964	+ 4,2 <sup>(1)</sup>	—
1965	+ 6,8	—

Le solde négatif très important de 1960 (—12,6 milliards pour le Pouvoir central et —9,5 pour l'ensemble des Pouvoirs publics) s'est résorbé progressivement, pour devenir positif dès 1962. Quant au résultat de 1963, il est imputable aux rigueurs de l'hiver 1962-1963, ainsi qu'au prolongement de deux mois de l'exercice.

Cette évolution n'a pas manqué de retentir sur celle de la dette publique, qui ne peut toutefois être appréciée sans tenir compte du volume accru des décaissements sur le budget extraordinaire.

On constate à cet égard qu'en 1960, l'accroissement net de la dette publique (22,5 milliards) correspondait à 117 % des décaissements (19,2 milliards) sur le budget extraordinaire (corrige pour le rendre comparable à celui des années ultérieures) et du Fonds des Routes. Ce pourcentage sera vraisemblablement de l'ordre de 57 % en 1964 (+16 milliards d'accroissement de la dette contre 28,2 milliards de décaissements prévus).

Le ralentissement de l'endettement de l'Etat<sup>(2)</sup> s'est donc accompagné d'un accroissement très sensible des investissements publics qui, progressivement, viennent renforcer l'infrastructure de notre économie. Les investissements des pouvoirs publics exprimés à prix constants se sont accrus de 54 % de 1960 à 1964.

#### Réorganisation du marché monétaire.

Après les réformes partielles de 1949, 1957 et 1959, les mécanismes du marché monétaire étaient encore entravés par diverses dispositions qui leur imposaient une rigidité non souhaitable.

Une réorganisation profonde de ce marché a été réalisée fin 1961 et fin 1962. Elle a apporté une plus grande souplesse dans la formation des taux d'intérêt, en mettant un terme à la liaison automatique des taux de certains certificats de trésorerie (tranche B) et de ceux du Fonds des Rentes au taux d'escompte de la Banque Nationale. Depuis lors, les taux fluctuent en fonction de l'offre et de la demande de liquidités, sous le contrôle des autorités monétaires. Les instruments traditionnels dont celles-ci disposaient, c'est-à-dire, la politique de l'escompte et celle de l'« open-market », ont été complétées par l'instauration d'un coefficient de réserve monétaire permettant de stériliser, une partie des liquidités bancaires. En même temps, les banques ont été libérées de l'obligation de placer 50 à 65 % de leurs dépôts en effets publics.

Elles peuvent désormais constituer à leur choix l'assortiment de leurs placements et donner ainsi une place plus grande au financement de l'économie privée si le besoin

(1) Y compris 3,5 milliards d'annulations de crédits prévisibles à la clôture de l'exercice.

(2) L'évolution du volume et de la structure de la dette publique sera examinée au chapitre III consacré à la situation financière.

Een andere aanwijzing van de saneringsinspanning blijkt uit de evolutie van het saldo der lopende verrichtingen zowel van het Centraal Bestuur als van het geheel van de verrichtingen van de openbare besturen maar dit blijkt uit de economische hergroepering vervat in het derde deel van deze Algemene Toelichting.

#### Saldo van de lopende verrichtingen volgens de economische hergroepering.

	Centraal Bestuur	Geheel van de openbare besturen
1960	— 12,6	— 9,5
1961	— 2,6	— 1,5
1962	+ 1,9	+ 1,3
1963	— 2,4	+ 2,4
1964	+ 4,2 <sup>(1)</sup>	—
1965	+ 6,8	—

Het zeer belangrijk negatief saldo van 1960 (—12,6 miljard voor het Centraal Bestuur en —9,5 voor het geheel van de openbare besturen) werd geleidelijk opgesloten vanaf 1962 positief te worden. Wat het resultaat van 1963 betreft, dit is te wijten aan de strenge winter 1962-1963 en aan de verlenging met twee maand van het dienstjaar.

Deze evolutie had natuurlijk een terugslag op die van de openbare schuld welke evenwel niet kan beoordeeld worden zonder rekening te houden met het aangegroeid volume der kasuitkeringen op de buitengewone begroting.

In dit opzicht stelt men vast dat de netto-aangroei van de openbare schuld in 1960 (22,5 miljard) overeenstemde met 117 % van de kasuitkeringen (19,2 miljard) op de buitengewone begroting (verbeterd om ze vergelijkbaar te maken met die der komende jaren) en van het Wegenfonds. Dit percentage zal waarschijnlijk nagenoeg 57 % bedragen in 1964 (+16 miljard toename van de schuld tegen 28,2 miljard voorziene kasuitkeringen).

De vertraagde schuldtename van de Staat<sup>(2)</sup> ging dus gepaard met een zeer gevoelige toename der openbare investeringen die geleidelijk de infrastructuur van onze economie versterken. De investeringen der openbare besturen, uitgedrukt in vaste prijzen, zijn van 1960 tot 1964 met 54 % toegenomen.

#### Reorganisatie van de geldmarkt.

Na de gedeelte hervormingen van 1949, 1957 en 1959, waren de mechanismes van de geldmarkt nog belemmerd door verschillende bepalingen die hun een ongewenste strakheid oplegden.

Een ingrijpende reorganisatie van deze markt werd einde 1961 en einde 1962 verwezenlijkt. Zij heeft de vorming van de rentevoeten oversoepeld door een einde te stellen aan de automatische koppeling van de rentevoeten van zekere Schatkistcertificaten (schijf B) en nam die van het Rentenfonds aan de discontovoet van de Nationale Bank. Sedertdien schommelen de rentevoeten in functie van vraag en aanbod van liquiditeiten onder toezicht van de monetaire autoriteiten. De traditionele werktuigen waarover deze beschikten, dit wil zeggen, het discontobeleid en dit van de « open market » werden aangevuld door de invoering van een muntreservecocoefficiënt die toelaat, een gedeelte van de bankliquiditeiten te steriliseren. Tegelijkertijd werden de banken van de verplichting vrijgesteld 50 tot 65 % van hun deposito's te beleggen in openbare effecten.

Zij kunnen voortaan het assortiment van hun beleggingen naar eigen keuze samenstellen en aldus zo nodig een grotere plaats inruimen aan de financiering van de private economie.

(1) Met inbegrip van 3,5 miljard kredieten, die denkelijk in gebruik zullen vallen bij de afsluiting van het dienstjaar.

(2) De evolutie van het volume en van de structuur van de openbare schuld zal in hoofdstuk III, dat aan de financiële toestand gewijd is, onderzocht worden.

s'en fait sentir. Simultanément, un nouveau progrès important a été fait vers la libération totale des mesures d'assainissement monétaire prises au lendemain de la guerre. C'est ainsi qu'en décembre 1962 a été émis un emprunt spécial de conversion portant sur un total de 19 826 millions, qui normalise les conditions de rendement et organise l'amortissement progressif des certificats de trésorerie que les banques avaient été amenées à garder en portefeuille, dans le cadre des mesures prises contre le danger d'inflation résultant de l'occupation.

Par ces différentes mesures, une solution décisive a été apportée à un problème qui pesait sur le secteur bancaire et monétaire depuis longtemps.

Mais ce qu'il importe surtout de souligner c'est le fait que le Trésor a renoncé, par l'abandon des coefficients bancaires, à une protection artificielle qui avait été introduite en sa faveur au lendemain de la dernière guerre.

Les banques ont d'ailleurs largement mis à profit la liberté qu'elles avaient d'accroître leurs crédits aux entreprises privées.

De décembre 1961 à août 1964, les crédits au secteur privé se sont accrus de 43,7 milliards, soit 60,5 % (65,6 % si l'on exclut les acceptations bancaires) tandis que les crédits au secteur public ne progressaient que de 9,1 milliards, soit 10,9 %.

#### **Elimination de distorsions fiscales.**

On a vu qu'en libérant les banques de leurs obligations de couverture en effets publics, le Trésor avait renoncé à sa position privilégiée à l'égard du secteur privé.

Il a également renoncé à un autre privilège qui, dans le régime fiscal antérieur, avantageait les revenus d'emprunts du secteur public par l'exonération qui leur était le plus souvent appliquée de tout impôt réel et parfois même personnel. Dorénavant, les émissions du secteur public et du secteur privé font l'objet d'un même traitement fiscal.

D'autre part, le rapprochement des régimes d'imposition des revenus de capitaux associés et des revenus de capitaux prêtés a été réalisé par un allègement de la taxation des premiers et un renforcement de la taxation des seconds. Cette mesure, jointe à une aggravation modérée de la taxation des bénéfices réservés des sociétés déjà importantes, est propre à rétablir un certain équilibre entre la charge fiscale qui grève l'autofinancement et celle qui s'applique au financement externe des entreprises. Ceci est de nature à favoriser la distribution des bénéfices et la formation d'une épargne empruntant les circuits financiers et s'orientant vers les secteurs économiques qui offrent les plus grandes perspectives de progrès.

Il a cependant été tenu compte des difficultés que peuvent éprouver les petites et moyennes entreprises d'accéder au marché des capitaux. Celles-ci doivent, en effet, trouver dans l'autofinancement le principal des ressources nécessaires à leurs investissements. C'est la raison pour laquelle le taux applicable aux bénéfices réservés ne dépassant pas 1 million de francs a été fixé à 25 %. De plus, les sociétés de personnes ont la faculté d'opter pour l'assujettissement de leurs bénéfices à l'impôt des personnes physiques dans le chef de leurs associés. Pour permettre aux entreprises familiales ayant adopté la forme de société de capitaux de bénéficier de cette faculté en se transformant en société de personnes, des dispositions légales particulières ont été prises pour réduire au minimum les frais d'actes qu'impli-

Tegelijkertijd werd nog een andere belangrijke vooruitgang geboekt in de richting van de totale opheffing van de muntsaneringsmaatregelen die onmiddellijk na de oorlog getroffen werden. Aldus werd in december 1962 een speciale conversielening uitgeschreven, groot 19 826 miljoen, tot normalisering van de opbrengst en tot geleidelijke delging van de schatkistcertifikaten welke de banken verplicht waren in portefeuille te houden binnen het raam van de maatregelen tot bestrijding van het uit de bezetting voortgesproten inflatiegevaar.

Door deze verschillende maatregelen werd aan een probleem, dat sinds lang op de bank- en monetaire sector drukte, een beslissende oplossing gegeven.

Maar waarop vooral de nadruk dient gelegd, is het feit dat de Schatkist, door het prijsgeven van de bankcoëfficiënten, afgezien heeft van een artificiële bescherming die onmiddellijk na de laatste oorlog te haren gunste ingevoerd werd.

De banken hebben ten andere in ruime mate hun herwonnen vrijheid benut om de kredietverlening aan de privé-sector uit te breiden.

Van december 1961 tot augustus 1964 namen de kredieten aan de privé-sector met 43,7 miljard, zegge 60,5 % toe (65,6 % indien de bankaccepten uitgesloten worden), terwijl de kredieten aan de openbare sector slechts met 9,1 miljard, zegge 10,9 % toenamen.

#### **Uitschakeling van fiscale distorsies.**

Wij hebben gezien dat de Schatkist, door de banken te ontslaan van hun verplichtingen tot dekking in openbare effekten, afstand gedaan had van de bevorrechte positie die zij ten opzichte van de privé-sector had.

Ze heeft eveneens afstand gedaan van een ander voorrecht dat in het vorig fiscaal stelsel de inkomsten uit leningen van de openbare sector bevoordelijkt door de vrijstelling van iedere zakelijke en soms zelfs persoonlijke belasting. De uitgiften van de openbare en van de privé-sector worden op fiscaal gebied voortaan op dezelfde wijze behandeld.

Anderzijds werd de toenadering verwezenlijkt tussen de belastingstelsels van de inkomsten uit geassocieerde kapitalen en van de inkomsten uit geleende kapitalen door een verlichting van de taxatie van de eerste en een verzwaring van de taxatie van de tweede. Deze maatregel, samen met een gematigde verzwaring van de taxatie der gereserveerde winsten van de reeds belangrijke vennootschappen, kan een zeker evenwicht herstellen tussen de fiscale last, die de zelffinanciering bezwaart, en die welke op de externe financiering van de ondernemingen van toepassing is. Dit is van aard om de uitkering van de winsten alsmede een spaarvorming te begunstigen dat zich langs de financiële kringlopen richt naar de ekonomiesche sectoren die de gunstigste perspectieven bieden.

Evenwel werd rekening gehouden met de moeilijkheden die de kleine en middelgrote ondernemingen kunnen ondervinden om tot de kapitaalmarkt toegang te hebben. Deze moeten inderdaad in de zelffinanciering de voornaamste financieringsbron voor hun investeringen vinden. Dit is de reden waarom het percentage dat van toepassing is op de gereserveerde winsten die 1 miljoen frank niet overschrijden, op 25 % vastgesteld werd. Bovendien hebben de personenvennootschappen de mogelijkheid te opteren voor het regime waarbij hun winsten, in hoofde van hun vennooten, aan de personenbelasting onderworpen worden. Om de familieondernemingen, die de vorm van kapitaalvennootschap aangenomen hebben, toe te laten van deze mogelijkheid te genieten, door zich in personenvennootschap om te

que une telle transformation (loi du 20 février 1963 modifiant le code des droits d'enregistrement).

Ces dernières dispositions peuvent d'ailleurs bénéficier à des sociétés se transformant en sociétés anonymes pour pouvoir faire appel, le cas échéant, à la Société nationale d'investissements ou aux sociétés régionales.

#### Création de la Société nationale d'investissement.

En dehors de l'aide que les pouvoirs publics apportent aux entreprises par l'octroi de crédits à des conditions favorables, il importait également d'encourager la participation de capitaux « à risques » à la création ou à l'expansion d'entreprises industrielles et commerciales auxquelles cette modalité de financement était difficilement accessible. La Société nationale d'investissement a été créée à cette fin.

Ces initiatives tendent à pallier l'insuffisance des capitaux à risques disposés à s'investir dans des entreprises peu connues ou à fournir à certaines autres des appuis financiers qui n'affectent pas leur indépendance. Les premiers résultats atteints sont encourageants. La répartition sectorielle et géographique des projets retenus par la société au cours de son premier exercice d'activité montre que toute l'économie du pays est susceptible d'être intéressée par cette nouvelle formule de concours financier.

#### Réforme de la taxe de transmission et des taxes y assimilées.

Le Gouvernement a annoncé à diverses reprises son intention de réaliser la réforme de la taxe de transmission et des taxes y assimilées.

Des raisons d'ordre économique rendent cette réforme nécessaire. En effet, sur le plan national, l'égalité des marchandises devant l'impôt est loin d'être réalisée et, sur le plan international, les marchandises d'origine belge sont souvent placées dans une position concurrentielle défavorable par rapport aux marchandises similaires d'origine étrangère.

Le Gouvernement était sur le point de réaliser une première étape en ce sens dans le secteur des produits métalliques et sidérurgiques et avait l'intention d'étendre ensuite progressivement d'ici fin 1965 le nouveau système à tous les secteurs. Malheureusement, la situation économique du pays a rendu impossible cette réalisation étant donné que cette réforme aurait eu comme conséquence d'augmenter ou de diminuer pour beaucoup de produits la charge fiscale et qu'il en serait résulté une accentuation de la poussée inflationniste qui s'est manifestée dans notre pays. Comme la situation économique n'est pas encore suffisamment stabilisée, il ne semble pas que ce projet puisse être réalisé dans les prochains mois.

De plus, depuis un an, les travaux de la Commission de la Communauté Economique Européenne tendant à harmoniser au sein des Etats-membres les impôts sur le chiffre d'affaires, ont très sérieusement progressé et on peut s'attendre à ce que le Conseil de la Communauté soit saisi prochainement de propositions concrètes au sujet de l'harmonisation de ces impôts; il n'est pas exclu qu'une date de réalisation relativement rapprochée soit fixée.

Dans ces conditions, le Gouvernement estime qu'il est inopportun de réaliser le système d'impôt unique qui avait été élaboré l'année passée, aussi longtemps que ce problème

vormen, werden bijzondere wettelijke schikkingen getroffen om de kosten van akten die een dergelijke omvorming met zich meebrengt, tot een minimum te herleiden (wet van 20 februari 1963 tot wijziging van het wetboek der registierechten).

Deze laatste schikkingen kunnen ten andere ook ten goede komen aan vennootschappen die zich in naamloze vennootschap omvormen om, in voorkomend geval, op de Nationale Investeringsmaatschappij of op de gewestelijke maatschappijen beroep te kunnen doen.

#### Oprichting van de Nationale Investeringsmaatschappij.

Buiten de hulpverlening die de openbare besturen aan de ondernemingen toekennen door het verlenen van kredieten onder gunstige voorwaarden, diende eveneens de deelname aangemoedigd van risicodragende kapitalen in de oprichting of in de expansie van nijverheids- en handelsondernemingen voor dewelke deze financieringsmodaliteit moeilijk toegankelijk was. De Nationale Investeringsmaatschappij werd met dit doel opgericht.

Deze initiatieven strekken ertoe de ontoereikendheid te verhelpen van de risicodragende kapitalen die bereid zijn tot investering in weinig gekende ondernemingen of tot het leveren aan sommige andere van een financiële steun die de onafhankelijkheid der onderneming niet aantast. De eerste bereikte resultaten zijn bemoedigend. De sectoriële en geografische verdeling van de ontwerpen die door de maatschappij in de loop van haar eerste activiteitsjaar weerhouden werden, toont aan dat deze nieuwe formule van financiële medewerking voor gans de ekonomie van het land van belang kan zijn.

#### Hervorming van de overdrachttaxe en de ermede gelijkgestelde taxes.

De Regering heeft verscheidene malen haar inzicht te kennen gegeven het regime van de overdrachttaxe en de ermede gelijkgestelde taxes te hervormen.

Redenen van economische aard maken deze hervorming onontbeerlijk. Inderdaad, op het nationaal vlak is de neutraliteit van de belasting verre van verzekerd en op het internationaal vlak verkeren de koopwaren van Belgische oorsprong dikwijls in een concurrentieel ongunstige positie in vergelijking met gelijkaardige koopwaren van vreemde oorsprong.

De Regering stond op het punt een eerste stap in die richting te verwezenlijken voor de sector van de ijzer-industrie en de metaalverwerkende nijverheid en daarop geleidelijk tot einde 1965 het nieuw systeem uit te breiden tot alle sectoren. De ekonomiese toestand van het land heeft ongelukkig het nemen van deze maatregel onmogelijk gemaakt daar deze hervorming de vermeerdering of de vermindering van de fiscale last voor veel produkten tot gevolg zou gehad hebben zodat de inflatoire tendens die men in ons land vaststelt, nog zou aangespoord geweest zijn. Daar de ekonomiese toestand zijn evenwicht nog niet gevonden heeft, zal dit ontwerp waarschijnlijk niet binnen de eerstkomende maanden kunnen verwezenlijkt worden.

Daarbij komt nog dat sinds een jaar de werkzaamheden van de Commissie van de Europese Gemeenschap betrekende de harmonisatie in de schoot van de Lidstaten der belastingen op het zakencijfer, veel vooruitgang hebben gemaakt en dat men er zich kan aan verwachten dat kortelings concrete voorstellen betreffende de harmonisatie van die belastingen aan de Raad van de Gemeenschap worden voorgelegd; het is niet uitgesloten dat een datum van verwezenlijking wordt vooropgesteld die niet ver afgelegen is.

In die voorwaarden meent de Regering dat het ongelegen is het systeem van enige taxe dat verleden jaar uitgewerkt werd, te verwezenlijken zolang dit probleem geen vaste

ne s'est pas précisé sur le plan de la Communauté. En effet, il n'est pas recommandable d'instaurer d'abord un système provisoire, pour aboutir dans un délai rapproché au système communautaire. Cette solution comporterait deux bouleversements se succédant rapidement et entraînerait pour l'Administration et pour les entreprises un travail supplémentaire considérable; de plus, les risques de perturbation dans les prix seraient vraisemblablement accrus.

Toutefois, le Gouvernement est conscient de l'urgence qu'il y a de remédier dans l'immédiat aux inconvénients les plus importants du système actuel. Dans l'intervalle qui nous sépare de l'instauration du régime communautaire, des mesures seront prises pour exclure ou pour réduire les inconvénients de la perception cumulative de la taxe de transmission. Ainsi, de nouvelles taxes de transmission forfaitaires, inspirées des types traditionnels seront instaurées et on examinera la possibilité d'assurer, lors de l'exportation et de l'importation des marchandises, une compensation plus exacte aux frontières, afin que les marchandises belges ne soient plus défavorisées par rapport aux marchandises étrangères.

## 2. Politique de stabilisation.

La politique financière du Gouvernement a donc été orientée essentiellement vers la création des conditions les plus propices au développement de l'activité économique du pays.

Cependant, cette politique, suffisamment souple, a dû être adaptée aux nouvelles contingences nées d'une accélération de l'expansion économique, accompagnée de tensions tant du côté de la demande que du côté des coûts. Pour combattre ces tendances et préserver la capacité concurrentielle de notre économie, sans compromettre les investissements de rationalisation, le Gouvernement a mis en place un programme de stabilisation, dont le premier dispositif date de juillet 1963 et qui a été complété depuis lors. Une situation inflationniste non contrôlée conduirait à l'arrêt de l'expansion. Elle pourrait même entraîner une récession, car des interventions gouvernementales tardives auraient forcément revêtu un caractère beaucoup plus draconien.

Les mesures prises par le Gouvernement et les autorités monétaires correspondent aux orientations définies par la recommandation du Conseil des Ministres de la C.E.E. visant au rétablissement de l'équilibre économique interne et externe de la Communauté. Elles ont surtout embrassé le domaine monétaire et du crédit ainsi que les secteurs de la construction et des travaux publics, qui constituent depuis 1962 un foyer de tension très accusé.

En ce qui concerne plus précisément la politique des dépenses publiques, la recommandation du Conseil de la C.E.E. du 14 avril 1964 s'exprime comme suit :

« 4. Une action rapide visant à stabiliser les prix et les coûts doit s'appuyer, en premier lieu, sur une politique des dépenses publiques plus stricte. Il est recommandé aux Etats membres de limiter l'expansion des sorties du Trésor de toute nature ayant effet à l'intérieur du pays, de telle manière qu'au total, d'une année à l'autre, cette expansion ne dépasse pas, autant que possible, un taux de 5%, indépendamment des changements qui pourraient résulter des méthodes de financement de la dette publique.

» .....

vorm gekregen heeft op het communautair vlak. Het is inderdaad niet aan te bevelen eerst een voorlopig systeem in te voeren om het kort daarop door het communautair systeem te vervangen. Dergelijke oplossing zou twee grondige wijzigingen insluiten die snel op elkaar zouden volgen en die voor de Administratie en voor de ondernemingen een aanzienlijk supplementair werk tot gevolg zouden hebben; de risico's van prijsverstoringen zouden er daarenboven waarschijnlijk door vermeerderd worden.

De Regering is zich echter bewust dat dringend in de onmiddellijke toekomst de belangrijkste nadelen van het huidig systeem moeten uitgeschakeld worden. In de tussenperiode die ons scheidt van de invoering van het gemeenschappelijk regime, zullen dan ook maatregelen getroffen worden om de nadelen van de cumulatieve heffing der overdrachttaxen uit te schakelen of ten minste in belangrijke mate te verminderen. Aldus zullen nieuwe forfaitaire overdrachttaxen geïnspireerd door de traditionele types, ingevoerd worden en zal men de mogelijkheid onderzoeken, bij de uitvoer en de invoer der koopwaren, een betere compensatie aan de grenzen te verzekeren opdat de Belgische koopwaren ten overstaan van de vreemde koopwaren niet meer zouden benadeeld worden.

## 2. Stabilisatiepolitiek.

De financiële politiek van de Regering werd dus hoofdzakelijk gericht naar het scheppen van de voorwaarden, die voor de ontwikkeling van de ekonomiesche activiteit van het land het gunstigst zijn.

Nochtans moest deze politiek, die voldoende soepel is, aangepast worden aan de nieuwe omstandigheden welke voortsproten uit een versnelling van de ekonomiesche expansie, die gepaard ging met spanningen zowel van de kant van de vraag als van de kant van de kostprijzen. Om tegen deze tendensen in te gaan en de concurrentiecapaciteit van onze ekonomie te beschutten zonder de rationalisatie-investeringen in het gedrang te brengen, heeft de Regering een stabilisatieprogramma uitgewerkt waarvan de eerste beschikking dateert van juli 1963 en dat sindsdien aangevuld werd. Een niet gecontroleerde inflatoire toestand zou tot stilstand van de expansie leiden. Hij zou zelfs een recessie kunnen tot gevolg hebben, want laattijdige tussenkomsten van de Regering zouden noodgedwongen een veel draconischer karakter hebben.

De door de Regering en de monetaire overheden genomen maatregelen stemmen overeen met de richtlijnen die bepaald werden door de aanbeveling van de Raad van Ministers van de E.E.G. welke het herstel van het intern en extern ekonomiesch evenwicht van de Gemeenschap tot doel heeft. Ze hebben vooral betrekking op het monetaire gebied en op dat van het krediet, alsmede op de sectoren van de bouw en van de openbare werken die sinds 1962 een haard van zeer grote spanning zijn.

Wat meer in het bijzonder de politiek van de openbare uitgaven aangaat, drukt de aanbeveling van de Raad van Ministers van de E.E.G. dd. 14 april 1964 zich als volgt uit :

« 4. Een snelle actie tot stabilisatie van prijzen en kosten dient in de eerste plaats te berusten op een strenger beleid ten aanzien van de overheidsuitgaven. De Lid-Staten wordt aanbevolen de uitbreiding van alle schatkistuitgaven die in het binnenland van invloed zijn zodanig te beperken dat deze uitbreiding op jaarbasis voor zover mogelijk niet meer bedraagt dan 5% zulks afgezien van de veranderingen die de wijze van financiering der Staatschuld eventueel met zich zou brengen.

» .....

» 5. Dans la mesure où les Gouvernements des Etats membres ne disposent pas des possibilités juridiques ou administratives leur permettant de limiter à 5 % par an l'accroissement des sorties du Trésor, ou encore dans la mesure où ils ne peuvent obtenir de leur Parlement les décisions nécessaires dans un délai suffisamment court, ou enfin pour autant que les Gouvernements considèrent eux-mêmes comme absolument nécessaire une augmentation plus importante des dépenses, il leur est recommandé de compléter sans retard l'action budgétaire par une action fiscale, tendant à augmenter temporairement les impôts existants ou à créer de nouveaux impôts, de façon à exercer sur le développement de la demande intérieure, exprimée en termes monétaires, un effet identique à celui qui eût résulté de l'application stricte de la règle énoncée au § 4.

» Les accroissements de recettes résultant de la progressivité de certains impôts pourront être considérés comme une charge fiscale supplémentaire au titre du présent paragraphe. Le rendement des impôts accrus ou des nouveaux impôts devrait être calculé sur la base de prix stables et d'une augmentation de la production intérieure ne dépassant pas 5 %. La recommandation ci-dessus n'exclut pas la possibilité de certains aménagements des systèmes fiscaux existants, à condition que l'effet d'ensemble n'en soit pas modifié.

» Il est recommandé aux Gouvernements des Etats membres de réduire, dans toute la mesure du possible, le déficit des entreprises publiques par un relèvement des tarifs correspondants, sous réserve de mesures particulières en faveur des catégories sociales économiquement les plus faibles. Le produit de ce relèvement peut être considéré, au titre du présent paragraphe, comme une charge fiscale supplémentaire. »

#### Il résulte de ces règles :

- que sont visées les sorties du Trésor de toute nature;
- que les amortissements de la dette publique ne doivent pas être pris en considération;
- qu'à défaut de pouvoir limiter les sorties du Trésor à 5 % d'une année à l'autre, il peut être tenu compte des impôts nouveaux ou de l'effet de progressivité des impôts existants, le produit du relèvement des tarifs des entreprises publiques étant assimilé à une charge fiscale nouvelle.

L'application de ces règles à l'augmentation 1963-1964 et 1964-1965 permet de constater que l'accroissement des sorties du Trésor a été contenu dans les limites tracées sans qu'il soit nécessaire de tenir compte de l'effet de progressivité des impôts actuels ou de faire appel en 1965 à de nouveaux impôts.

Ceci résulte des tableaux ci-après.

Ils concernent les opérations relatives au budget ordinaire, au budget extraordinaire, au Fonds des Routes, aux garanties Congo et aux fonds de tiers. La prise en considération de ces derniers s'indique, étant donné qu'il s'agit effectivement de sorties du Trésor et qu'à partir de 1964 certains décaissements, frappant antérieurement les fonds de tiers, sont imputés en opérations budgétaires.

Pour que les comparaisons soient significatives, le tableau I concernant 1963-1964 se base sur les décaissements.

Le tableau II concernant 1964-1965 se fonde sur le budget ordinaire initial des deux exercices, et sur les décaissements pour les autres données (seule la notion de décaissement est en effet significative pour les dépenses extraordinaires, le Fonds des Routes, les garanties Congo et les fonds de tiers).

Le tableau III qui se rapporte aux années 1963-1965 est établi selon la même méthode que le tableau II.

» 5. Voor zover de Regeringen der Lid-Staten niet over de juridische of administratieve mogelijkheden beschikken om de toeneming van de uitgaven van de Schatkist tot 5 % per jaar te beperken of voor zover zij hun Parlement niet binnen een voldoende korte termijn tot de nodige beslissingen kunnen brengen of voor zover de Regeringen zelf een grotere toeneming van de uitgaven als absoluut noodzakelijk beschouwen, wordt hun aanbevolen de budgettaire maatregelen onverwijld aan te vullen met fiscale maatregelen gericht op tijdelijke verhoging van de bestaande belastingen of de invoering van nieuwe belastingen, welke maatregelen voor de ontwikkeling van de binnenlandse nominale vraag tot hetzelfde effect leiden als zou zijn voortgevloeid uit de strikte toepassing van § 4.

» De hogere ontvangsten die het gevolg zijn van de progressiviteit van sommige belastingen kunnen worden beschouwd als een extra fiscale last in de zin van deze paragraaf. De opbrengst van de verhoogde of nieuw ingevoerde belastingen dient te worden berekend op basis van constante prijzen en van een toeneming van de binnenlandse produktie die niet hoger is dan 5 %. De hierboven gedane aanbeveling sluit de mogelijkheid van bepaalde wijzigingen in de bestaande fiscale stelsels niet uit, mits het beoogde globale effect daardoor niet wordt veranderd.

» De Regeringen der Lid-Staten wordt aanbevolen het tekort van de overheidsbedrijven zoveel mogelijk te verkleinen door een verhoging van de desbetreffende tarieven behoudens bijzondere maatregelen ten behoeve van de minst draagkrachtige groepen. De inkomsten uit deze verhoging kunnen worden beschouwd als een extra fiscale last in de zin van deze paragraaf. »

#### Uit deze regels vloeit voort :

- dat de Schatkistuitgaven van alle aard bedoeld worden;
- dat de delgingen van de openbare schuld niet in aanmerking moeten genomen worden;
- dat, indien de Schatkistuitgaven van het ene jaar tot het andere niet tot 5 % kunnen beperkt worden, rekening mag gehouden worden met nieuwe belastingen of met het progressiviteitseffect van de bestaande belastingen, terwijl de opbrengst van tariefverhogingen bij de overheidsbedrijven met een nieuwe fiscale last wordt gelijkgesteld.

De toepassing van deze regels op de verhoging 1963-1964 en 1964-1965 laat toe vast te stellen dat de toename van de Schatkistuitgaven binnen de getrokken grenzen gehouden werd zonder dat het nodig is met het progressiviteitseffect van de huidige belastingen rekening te houden of in 1965 op nieuwe belastingen een beroep te doen.

Dit komt tot uiting in navolgende tabellen.

Ze hebben betrekking op de verrichtingen in verband met de gewone begroting, de buitengewone begroting, het Wegenfonds, de Kongo-waarborgen en de gelden van derden. Het in beschouwing nemen van deze laatste is aangewezen vermits het werkelijk gaat om schatkistuitgaven en vermits van 1964 af, zekere uitkeringen die voorheen de derdengelden troffen, aangerekend worden op de budgettaire verrichtingen.

Ten einde betekenisvolle vergelijkingen te bekomen is tabel I betreffende 1963-1964 gebaseerd op kasuitkeringen.

Tabel II, in verband met 1964-1965, is gebaseerd op de oorspronkelijke gewone begroting der beide dienstjaren en op de kasuitkeringen voor de andere gegevens (inderdaad, alleen de kasuitkeringen zijn van betekenis voor de buitengewone uitgaven, het Wegenfonds, de Kongo-waarborgen, en de derdengelden).

Tabel III betreft de jaren 1963-1965 en is opgesteld volgens dezelfde methode als tabel II.

TABLEAU I.

Accroissement des sorties du Trésor de 1964 par rapport à 1963.  
Calculs basés sur les décaissements.

(En milliards de francs.)	1963	1964
Décaissements sur le budget ordinaire . . . . .	143,0(1)	153,4
Moins amortissements . . . . .	— 9,1	— 12,1
Solde . . . . .	133,9	141,3
Décaissements sur le budget extraordinaire et le Fonds des Routes . . . . .	24,3	28,2
Congo (garanties) . . . . .	2,0	2,0
Fonds de tiers . . . . .	3,7(2)	1,0(3)
	163,9	172,5
Tarifs (4) . . . . .	—	— 1,0
	163,9	171,5
	+ 7,6 milliards, soit 4,6 %.	

TABLEAU II.

Accroissement 1965 par rapport à 1964.

Calculs basés :  
— pour l'ordinaire sur les crédits initiaux;  
— pour les autres données sur les décaissements actuellement prévus.

(En milliards de francs.)	1964	1965
Dépenses ordinaires . . . . .	148,7	161,9
Moins amortissements . . . . .	— 11,3	— 13,2
Solde . . . . .	137,4	148,7
Décaissements extraordinaires et Fonds des Routes . . . . .	28,2	25,1
Congo (garanties) . . . . .	2,0	1,5
Fonds de tiers . . . . .	1,0	1,0
	168,6	176,3
	+ 7,7 milliards, soit 4,6 %.	

TABLEAU III.

Accroissement 1965 par rapport à 1963.

Calculs basés :  
— pour l'ordinaire sur les crédits initiaux;  
— pour les autres données sur les décaissements.

(En milliards de francs.)	1963	1965
Dépenses ordinaires . . . . .	139,6	161,9
Moins amortissements . . . . .	— 10,3	— 13,2
Solde . . . . .	129,3	148,7
Décaissements extraordinaires et Fonds des Routes . . . . .	24,3	25,1
Congo (garanties) . . . . .	2,0	1,5
Fonds de tiers . . . . .	3,7	1,0
	159,3	176,3
Tarifs . . . . .	—	— 1,2
	159,3	175,1
	+ 15,8 milliards.	

Soit un accroissement de moins de 10 % en deux ans.

(1) Y compris, pour assurer la comparaison avec 1964, 1,7 milliard de dépenses imputées en fonds de tiers en 1963 et en décaissements sur le budget ordinaire à partir de 1964.

(2) Non compris 1,7 milliard, voir note (1).

(3) Ce chiffre pourrait être inférieur à la prévision.

A fin août il était de 3 748 millions en 1963 et de — 169 millions en 1964.

(4) Majoration des tarifs :

	Incidence	
	1964	1965
Postes (14 novembre 1963) . . . . .	0,4	0,4
S.N.C.B. (1 <sup>er</sup> avril 1964) . . . . .	0,3	0,4
Appareils divertissements . . . . .	0,3	0,4
	1,0	1,2

TABEL I.

Toeneming van de schatkistuitgaven in 1964 t.a.v. 1963.

Berekeningen gebaseerd op de kasuitkeringen.

(In miljarden frank.)

	1963	1964
Kasuitkeringen op de gewone begroting . . . . .	143,0(1)	153,4
Minus aflossingen . . . . .	— 9,1	— 12,1
Saldo . . . . .	133,9	141,3
Kasuitkeringen op de buitengewone begroting en het Wegenfonds . . . . .	24,3	28,2
Kongo (waarborgen) . . . . .	2,0	2,0
Derdengelden . . . . .	3,7(2)	1,0(3)
	163,9	172,5
Tarieven (4) . . . . .	—	— 1,0
	163,9	171,5
	+ 7,6 miljarden, hetzij 4,6 %.	

TABEL II.

Toeneming 1965 t.a.v. 1964.

Berekeningen gebaseerd :

- voor de gewone begroting op de oorspronkelijke kredieten;
- voor de andere gegevens op de thans voorziene kasuitkeringen.

(In miljarden frank.)

	1964	1965
Gewone uitgaven . . . . .	148,7	161,9
Minus aflossingen . . . . .	— 11,3	— 13,2
Saldo . . . . .	137,4	148,7
Kasuitkeringen op de buitengewone begroting en op het Wegenfonds . . . . .	28,2	25,1
Kongo (waarborgen) . . . . .	2,0	1,5
Derdengelden . . . . .	1,0	1,0
	168,6	176,3
	+ 7,7 miljard, hetzij 4,6 %.	

TABEL III.

Toeneming 1965 t.a.v. 1963.

Berekeningen gebaseerd :

- voor de gewone begroting op de oorspronkelijke kredieten;
- voor de andere gegevens op de kasuitkeringen.

(In miljarden frank.)

	1963	1965
Gewone uitgaven . . . . .	139,6	161,9
Minus aflossingen . . . . .	— 10,3	— 13,2
Saldo . . . . .	129,3	148,7
Kasuitkeringen op de buitengewone begroting en op het Wegenfonds . . . . .	24,3	25,1
Kongo (waarborgen) . . . . .	2,0	1,5
Derdengelden . . . . .	3,7	1,0
	159,3	176,3
Tarieven . . . . .	—	— 1,2
	159,3	175,1
	+ 15,8 miljard.	

Hetzij een toeneming van minder dan 10 % in twee jaar.

(1) Met inbegrip, omwille van de vergelijking met 1964, van 1,7 miljard uitgaven aangerekend op de derdengelden in 1963 doch op de kasuitkeringen op de gewone begroting van 1964 af.

(2) Niet inbegrepen 1,7 miljard; zie nota (1).

(3) Dit cijfer zou lager kunnen uitvallen dan de vooruitzichten.

Op einde augustus bedroeg het 3 748 miljoen in 1963 en — 169 miljoen in 1964.

(4) Tariefverhogingen :

	Weerslag	
	1964	1965
Posterijen (14 november 1963) . . . . .	0,4	0,4
N.M.B.S. (1 <sup>er</sup> april 1964) . . . . .	0,3	0,4
Ontspanningstoestellen . . . . .	0,3	0,4
	1,0	1,2

Il résulte des données qui précèdent que les décaissements sur le budget extraordinaire et le Fonds des Routes seront en 1965 inférieurs de 3,1 milliards à ceux de 1964. A cet égard, il faut tenir compte que la réduction porte à concurrence de 0,7 milliard sur les dépenses militaires et de 0,8 milliard sur les avances et participations. La réduction des décaissements pour les autres catégories de dépenses extraordinaires est donc de 1,6 milliard.

Dans le cadre de sa politique de stabilisation de l'économie, le Gouvernement s'est attaché depuis la fin de l'année 1963 à donner aux programmes d'investissements publics une orientation susceptible d'atténuer les tensions qui s'exerçaient sur les capacités de production.

La période de haute conjoncture a été caractérisée par un effort considérable dans le domaine de l'investissement tant public que privé, lequel conditionne d'ailleurs la poursuite de l'expansion économique et l'accroissement continu de la productivité nécessaire pour réaliser cette expansion dans l'équilibre.

L'arrivée à maturité des programmes fortement élargis d'engagement des années précédentes a entraîné un gonflement sensible des décaissements en 1964, la hauteur des décaissements constituant le terme de référence le plus adéquat du volume des travaux réellement effectués au cours de la période.

C'est dire qu'en veillant à étaler les engagements nouveaux, tout en respectant les priorités et les exigences de l'infrastructure, le Gouvernement entend éviter de gonfler indûment un niveau d'activité qui tend déjà à dépasser les capacités productives.

A cet égard il convient de rappeler que le secteur de la construction et des travaux publics a été celui où les tensions ont été les plus vives. Des mesures restrictives s'imposaient donc pour tempérer cette situation. Elles ont donné lieu à une sensible réduction des engagements nouveaux de l'Etat et du Fonds des Routes. Cette réduction s'est manifestée à partir de novembre 1963.

Si l'on compare la période de novembre 1963 à août 1964, à la période correspondante un an plus tôt, on constate que la réduction des engagements est de 2,7 milliards.

On sait que les délais s'écoulant entre les engagements de travaux publics et leur exécution effective sont relativement longs. Il est dès lors normal que l'atténuation du rythme des engagements dont il vient d'être question n'ait qu'une incidence très partielle sur les décaissements de 1964 mais manifestera mieux ses effets en 1965.

La réduction des décaissements escomptée pour cette dernière année, traduit donc l'effet de la politique de modération appliquée dans le secteur des travaux publics. A cet égard il convient de signaler que la durée moyenne d'activité assurée pour l'ensemble des travaux de génie civil, a été ramenée de 17,8 mois en octobre 1963 à 15,4 mois en août 1964. Pour les travaux routiers, elle a baissé de 18 à 12 mois. Ces durées restent élevées puisqu'elles étaient de 10,5 mois pour les travaux de génie civil vers le milieu de 1961 et de 9 mois pour les travaux routiers à la même époque.

Dans la même préoccupation d'adapter la demande à l'offre dans le secteur de la construction et des travaux publics, les demandes de délais d'exécution introduites par les entreprises peuvent être accordées, tandis que des prix différents, en fonction des délais requis, peuvent être

Uit de gegevens die voorafgaan blijkt dat de kasuitkeringen op de buitengewone begroting en het Wegenfonds in 1965 3,1 miljard lager zullen liggen dan die van 1964. In dat opzicht dient er rekening mee gehouden dat de vermindering ten bedrage van 0,7 miljard betrekking heeft op de militaire uitgaven en ten belope van 0,8 miljard op de voorschotten en deelnemingen. De vermindering der kasuitgaven voor de andere categorieën buitengewone uitgaven bedraagt dus 1,6 miljard.

Binnen het raam van haar politiek tot economische stabilisatie heeft de Regering sedert het einde van het jaar 1963 ernaar gestreefd de programma's van openbare investeringen zodanig te oriënteren dat zij ertoe bijdragen de op produktiecapaciteit uitgeoefende druk te milderen.

De periode van hoogconjunctuur werd gekenmerkt door een aanzienlijke inspanning zowel op het gebied van de openbare- als van de privé-investeringen; daarvan hangen trouwens de handhaving af van de economische expansie en de gestadige stijging van de produktiviteit die noodzakelijk is om deze expansie evenwichtig te doen verlopen.

De ontwikkeling van de sterk toegenomen vastleggingsprogramma's der voorgaande jaren bracht in 1964 een gevoelige uitzetting van de kasuitkeringen met zich; het niveau van de kasuitkeringen is de meest aangepaste referentiegrootte voor het werkelijk in de loop der periode uitgevoerde openbare-werken-volume.

Dit betekent dat door de bezorgdheid de nieuwe vastleggingen te spreiden, zonder nochtans de prioriteit en de eisen inzake de infrastructuur te verwaarlozen, de Regering wil voorkomen dat het niveau van de activiteit, dat reeds gevaar loopt de produktiecapaciteiten te overtreffen, op ongeoorloofde wijze zou worden opgedreven.

In dit opzicht dient er aan herinnerd dat het de bouwsector en deze van de openbare werken zijn geweest waar de spanningen het hevigst waren. Restrictieve maatregelen drongen zich dus op om deze toestand te temperen. Ze gaven aanleiding tot een gevoelige vermindering van de nieuwe vastleggingen van de Staat en het Wegenfonds. Deze vermindering komt tot uiting sinds november 1963.

Indien men de periode van november 1963 tot augustus 1964 vergelijkt met de overeenstemmende periode een jaar vroeger dan stelt men vast dat de vermindering der vastleggingen 2,7 miljard bedraagt.

Men weet dat de tijd die verloopt tussen de vastleggingen van openbare werken en hun geleidelijke uitvoering betrekkelijk lang is. Derhalve is het normaal dat de vertraging van het ritme der vastleggingen, waarover zojuist sprake was, slechts een zeer gedeeltelijke weerslag heeft op de kasuitkeringen van 1964, maar haar gevolgen duidelijker zal tonen in 1965.

De, voor dit laatste jaar, verwachte vermindering van de kasuitkeringen, geeft dus het gevolg weer van de in de sector openbare werken toegepaste milderingspolitiek. In dat opzicht past het de aandacht te vestigen op het feit dat de gemiddelde verzekerde activiteitsduur voor alle werken van burgerlijke bouwkunde, van 17,8 maand in oktober 1963 tot 15,4 maand in augustus 1964 werd teruggebracht. Voor de wegenwerken is deze gemiddelde duur van 18 tot 12 maanden gedaald. Deze tijdsspannen blijven belangrijk vermits ze voor de werken van burgerlijke bouwkunde 10,5 maand bedroegen rond midden 1961 en 9 maand voor de wegenwerken op hetzelfde tijdstip.

Wegens dezelfde bezorgdheid om in de bouwsector en in de sector openbare werken de vraag aan te passen aan het aanbod, kunnen de aanvragen die worden ingediend door de ondernemingen, met het doel een uitstel te bekomen voor de uitvoering van de werken, gunstig onthaald wor-

proposés lors des adjudications. Dans le but de peser sur les prix, les soumissions ne peuvent en principe dépasser de 10,5 % le niveau du premier trimestre de 1962.

Les mesures restrictives prises en matière de travaux publics ont été étendues aux travaux subsides par l'Etat entrepris par les pouvoirs locaux.

La politique monétaire et du crédit a été orientée dans un sens nettement restrictif. Le taux d'escompte de la Banque Nationale a été majoré à trois reprises, passant de 3,50 % fin 1962 à 4,75 % le 3 juillet 1964. Simultanément, les taux à plus long terme ont suivi un mouvement parallèle.

Des accords ont été conclus avec les intermédiaires financiers, tant du secteur public que du secteur privé, tendant à limiter l'expansion de leurs opérations.

De nouvelles restrictions à la dispensation du crédit bancaire ont été apportées au début de juillet 1964. Des normes plus sévères ont été instaurées pour le réescompte d'effets de commerce à la Banque Nationale. Par ailleurs, la Commission bancaire a mis en vigueur, à partir du 17 août 1964, le coefficient de réserve monétaire. Celui-ci a été fixé à 1 % du total des engagements monétaires et quasi monétaires visés à l'article 3 de l'arrêté de la Commission bancaire du 21 décembre 1961. L'introduction d'un coefficient peu élevé vise surtout à exercer une action modératrice sur les développements en cours.

L'octroi d'une aide gouvernementale aux investissements privés, soit sous forme de subsides-intérêt, de garantie de l'Etat ou d'aide en capital, a été rendu à la fois plus restrictif et plus sélectif.

Dans le but de limiter la consommation, les conditions de ventes à tempérament ont été rendues plus strictes en vertu de l'arrêté royal du 20 février 1964, qui a relevé l'acompte initial et a raccourci la durée des remboursements.

Les mesures destinées à accroître l'offre de biens et de services sur le marché intérieur ont surtout concerné le marché du travail, en favorisant l'immigration d'ouvriers étrangers. Des recommandations ont été faites aux entreprises en vue d'accroître leur personnel féminin et d'assurer la parité entre salaires féminins et masculins. Des facilités ont été accordées également aux pensionnés désireux de poursuivre une activité partielle.

Si, sur le marché de l'emploi, les tensions demeurent vives, il n'en reste pas moins que la politique gouvernementale a pu éviter une aggravation et même contribuer à une détente dans certains secteurs. La politique d'immigration de la main-d'œuvre étrangère a conduit à des résultats appréciables. Au cours des huit premiers mois de 1964, il a été délivré 24 595 permis de travail à des étrangers contre 17 685 pendant la même période de 1963.

Le nombre d'offres d'emplois vacants qui était de 18 692 en août 1963 a été ramené à 13 059 en août 1964; pour le seul secteur de la construction, ces données s'élèvent à 3 325 et 1 736.

L'attention des partenaires sociaux a été attirée sur la nécessité d'une politique modérée des revenus.

den, terwijl verschillende prijzen, in functie van de vereiste termijnen, bij gelegenheid van de aanbestedingen kunnen voorgesteld worden. Om de prijzen te drukken mogen de inschrijvingen het peil van het eerste trimester 1962 in principe niet meer dan 10,5 % overschrijden.

De beperkende maatregelen op het gebied van openbare werken, werden tot de door de plaatselijke besturen ondernomen en door de Staat gesubsidieerde werken uitgebreid.

De geld- en kredietpolitiek werd in een strikt beperkende richting georiënteerd. De discontovoet van de Nationale Bank werd driemaal verhoogd, waarbij hij van 3,50 % op het einde van 1962 tot 4,75 % op 3 juli 1964 stieg. Tegelijkertijd volgden de rentevoeten op langere termijn een gelijklopende beweging.

Akkoorden werden afgesloten met de financiële tussenpersonen, zowel van de openbare als van de privé-sector ertoe strekkend de uitbreiding van hun verrichtingen te beperken.

Nieuwe beperkingen voor het toekennen van bankkrediet werden begin juli 1964 ingevoerd. Strengere normen werden ingesteld voor de herdiscontering van handelsspier bij de Nationale Bank. Overigens heeft de Bankcommissie van 17 augustus 1964 af de muntrieservecoëfficiënt in werking gesteld. Deze werd vastgesteld op 1 % van het totaal der monetaire of quasi-monetaire verbintenissen die bedoeld zijn in artikel 3 van het besluit van de Bankcommissie van 21 december 1961. De invoering van een gering coëfficiënt heeft vooral tot doel een matigende invloed uit te oefenen op de aan gang zijnde uitbreiding.

Het verlenen van Staatshulp aan de privé-investeringen, hetzij onder vorm van interest-subsidies, onder vorm van Staatswaarborg of onder vorm van hulpverlening in kapitaal werd tegelijk meer beperkend en selectiever gemaakt.

Met het doel het verbruik te beperken, werden de voorwaarden voor verkoop op afbetaling verstrakt krachtens het koninklijk besluit van 20 februari 1964 waarbij het voor- schot werd verhoogd en de afbetalingstermijn ingekort.

De maatregelen die tot doel hadden het aanbod van goederen en diensten op de binnenlandse markt te doen toenemen, hadden vooral betrekking op de arbeidsmarkt, door de inwijking van vreemde arbeiders te bevorderen. De werkgevers werden ertoe aangespoord meer vrouwelijk personeel in dienst te nemen en de gelijkheid van lonen voor mannen en vrouwen te verzekeren. Tevens werd meer ruimte gegeven voor de gepensioneerden, die gedeeltelijk actief wensen te blijven.

Zo de spanningen op de arbeidsmarkt blijven bestaan, dan blijft het toch een feit dat de regeringspolitiek een verergering heeft kunnen vermijden en er zelfs heeft kunnen toe bijdragen in bepaalde sectoren een ontspanning te doen intreden. De immigratiepolitiek van vreemde arbeidskrachten heeft tot gunstige resultaten geleid. In de loop van de eerste acht maanden van het jaar 1964 werden 24 595 werkvergunningen aan vreemdelingen uitgereikt, tegenover 17 685 gedurende de overeenstemmende periode van 1963.

Het aantal plaatsaanbiedingen dat in augustus 1963, 18 692 bedroeg werd in augustus 1964 tot 13 059 herleid; voor de bouwsector alleen belopen deze gegevens 3 325 en 1 736.

De aandacht van de sociale partners werd gevestigd op de noodzaak een gematigde inkomenspolitiek te voeren.

2<sup>e</sup> LA POLITIQUE SOCIALE.

Depuis la constitution du Gouvernement, plusieurs étapes importantes ont été franchies dans le domaine de la politique sociale. Avant de passer en revue les mesures les plus saillantes, il est utile de fournir une vue d'ensemble sur l'évolution des subsides de l'Etat à caractère social, ainsi que sur les prestations du régime de la sécurité sociale en faveur des assurés et de leurs ayants droit.

TABLEAU I.

Subsides du budget de l'Etat à caractère social.  
(En milliards de francs.)

	1961 (a)	1962 (a)	1963 (a)	1964 (b)	1965 (c)	Indice 1961 = 100 — Indexcijfer 1961 = 100	
<i>Subsides à la sécurité sociale :</i>							<i>Toelagen aan de maatschappelijke zekerheid :</i>
1. Pensions .. .. .. ..	5,9	6,3	6,9	7,3	7,8	132	1. Pensioenen.
2. Maladie-invalidité .. ..	5,7	6,3	6,6	9,0(d)	10,0	176	2. Ziekte-invaliditeit.
3. Allocations familiales ..	0,8	0,8	1,0	0,9(e)	1,0	124	3. Kinderbijslag.
4. Autres .. .. .. ..	0,1	0,1	—	—	—	136	4. Andere.
5. Total (1 à 4) .. .. .. ..	12,5	13,5	14,5	17,2	18,8	150	5. Totaal (1 tot 4).
6. Chômage .. .. .. ..	2,2	1,7	1,9	1,4	1,3	59	6. Werkloosheid.
7. Total général (5+6) .. ..	14,7	15,2	16,4	18,6	20,2	137	7. Algemeen totaal (5 + 6).
<i>Subsides directs aux particuliers :</i>							<i>Rechtstreekse toelagen aan particulieren :</i>
8. Fins sociales et sanitaires.	3,4	3,7	3,8	4,0	4,1	119	8. Sociale- en gezondheidsdoeleinden.
9. Fins culturelles .. .. ..	0,6	0,6	0,7	0,9	0,9	156	9. Culturele doekeinden.
10. Pensions de guerre .. ..	4,1	4,1	4,2	4,4	4,6	112	10. Oorlogspensioenen.
11. Autres .. .. .. ..	2,0	1,9	1,7	1,7	1,6	87	11. Andere.
12. Total (8 à 11) .. .. .. ..	10,1	10,3	10,4	11,0	11,2	112	12. Totaal (8 tot 11).
<i>Subsides en faveur du logement social (f) :</i>							<i>Toelagen ten gunste van de sociale huisvesting (f) :</i>
13. Subventions réduisant les loyers.	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	147	13. Toelagen tot vermindering van de huurprijsen.
14. Primes à la construction ..	0,7	0,6	0,5	0,6	0,6	84	14. Bouwpremies.
15. Total (13+14) .. .. .. ..	1,3	1,3	1,2	1,4	1,4	107	15. Totaal (13+14).
16. Total global (7+12+15).	26,1	26,8	28,0	31,0	32,7	125	16. Globaal totaal (7+12+15).

(a) Réalisations.

(b) Budget ajusté.

(c) Budget initial.

(d) Non compris l'avance de 1 milliard à l'I.N.A.M.I.

(e) Non compris 300 millions financés par l'O.N.A.F.T.S. lui-même.

(f) Non compris les primes de démolition et de déménagement ainsi que les autres interventions reprises parmi les subsides directs aux particuliers (autres).

Entre 1961 et 1965, les interventions financières de l'Etat au profit de la sécurité sociale accusent une majoration de 50 % compte non tenu du chômage; celles accordées directement aux particuliers ont progressé de 12 %, en raison notamment, de la stabilisation des pensions de guerre.

2<sup>e</sup> HET SOCIAAL BELEID.

Sedert de samenstelling van de Regering werden er verschillende belangrijke etappen afgelegd op het gebied van het sociaal beleid. Alvorens de meest in het oog vallende maatregelen aan een onderzoek te onderwerpen, is het nuttig een overzicht te geven van de evolutie der staats-toelagen van sociale aard, alsmede van wat in het raam der maatschappelijke zekerheid ten gunste van de verzekerden en van hun rechthebbenden is gepresteerd.

TABEL I.

Op de Rijksbegroting uitgetrokken toelagen van sociale aard.  
(In miljard frank.)

	1961 (a)	1962 (a)	1963 (a)	1964 (b)	1965 (c)	Indice 1961 = 100 — Indexcijfer 1961 = 100	
<i>Toelagen aan de maatschappelijke zekerheid :</i>							<i>Toelagen aan de maatschappelijke zekerheid :</i>
1. Pensioenen.							1. Pensioenen.
2. Ziekte-invaliditeit.							2. Ziekte-invaliditeit.
3. Kinderbijslag.							3. Kinderbijslag.
4. Andere.							4. Andere.
5. Totaal (1 tot 4).							5. Totaal (1 tot 4).
6. Werkloosheid.							6. Werkloosheid.
7. Algemeen totaal (5 + 6).							7. Algemeen totaal (5 + 6).
<i>Rechtstreekse toelagen aan particulieren :</i>							<i>Rechtstreekse toelagen aan particulieren :</i>
8. Sociale- en gezondheidsdoeleinden.							8. Sociale- en gezondheidsdoeleinden.
9. Culturele doekeinden.							9. Culturele doekeinden.
10. Oorlogspensioenen.							10. Oorlogspensioenen.
11. Andere.							11. Andere.
12. Totaal (8 tot 11).							12. Totaal (8 tot 11).
<i>Toelagen ten gunste van de sociale huisvesting (f) :</i>							<i>Toelagen ten gunste van de sociale huisvesting (f) :</i>
13. Toelagen tot vermindering van de huurprijsen.							13. Toelagen tot vermindering van de huurprijsen.
14. Bouwpremies.							14. Bouwpremies.
15. Totaal (13+14).							15. Totaal (13+14).
16. Globaal totaal (7+12+15).							16. Globaal totaal (7+12+15).

(a) Verwezenlijkingen.

(b) Aangepaste begroting.

(c) Oorspronkelijke begroting.

(d) Niet inbegrepen het voorschot van 1 miljard aan het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering (R.I.Z.I.V.).

(e) Niet inbegrepen 300 miljoen gefinancierd door de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers (R.K.W.) zelf.

(f) Niet inbegrepen de premies voor sloping en verhuizing alsook de andere tegemoetkomingen die onder de rechtstreekse toelagen aan particulieren (andere) opgenomen zijn.

Tussen 1961 en 1965 stegen de financiële tegemoetkomingen van de Staat ten bate van de maatschappelijke zekerheid met 50 %, zonder rekening te houden met de werkloosheid; die welke rechtstreeks aan de particulieren werden toegestaan zijn met 12% toegenomen, inzonderheid ingevolge de stabilisatie van oorlogspensioenen.

TABLEAU II.

Prestations de la sécurité sociale aux particuliers.  
(En milliards de francs.)

TABEL II.

Prestaties inzake maatschappelijke zekerheid ten gunste van particulieren.  
(In miljard frank.)

	1961 (a)	1962 (a)	1963 (a)	1964 (b)	1965 (c)	Indice 1961 = 100 $\frac{Indexcijfer}{1961} = 100$	
Pensions	19,4	22,4	23,6	25,8	27,8	143	Pensioenen.
Allocations familiales	13,2	14,0	15,0	15,7	18,5	140	Kinderbijslag.
A.M.I.	13,2	14,8	16,4	19,0	21,6	158	Z.I.V. (ziekte- en invaliditeitsverzekering).
Chômage	4,1	4,0	4,4	3,7	3,8	93	Werkloosheid.
Congés payés	5,6	6,9	6,2	6,7	9,2	164	Betaald verlof.
Divers	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	125	Diversen.
Total.	56,4	62,5	66,0	71,4	81,4	144	Totaal.

(a) Réalisations.

(b) Budget ajusté.

(c) Budget initial.

(a) Verwezenlijkingen.

(b) Aangepaste begroting.

(c) Oorspronkelijke begroting.

Quant aux prestations de la sécurité sociale, financées à la fois par les entreprises, les assurés et l'Etat, elles ont augmenté à concurrence de 44 % entre 1961 et 1965.

Van 1961 tot 1965 was er dus een accres van 44 % voor de prestaties inzake maatschappelijke zekerheid die tegelijkertijd door de ondernemingen, de verzekeren en de Staat gefinancierd worden.

**Pensions.**

A la première augmentation générale des pensions, votée en juillet 1961, en faveur des ouvriers, des employés, des marins, des ouvriers mineurs et des assurés libres, a succédé une seconde adaptation, concrétisée par les dispositions de la loi du 3 avril 1962.

C'est ainsi que les pensions du régime ouvrier ayant pris cours avant le 1<sup>er</sup> janvier 1962, ont connu l'évolution suivante :

**Pensioenen.**

Op de eerste algemene verhoging der pensioenen, die in juli 1961 goedgekeurd werd, ten gunste van de arbeiders, de bedienden, de zielieden, de mijnwerkers en de vrij verzekeren, volgde een tweede aanpassing vastgelegd in de beschikkingen van de wet van 3 april 1962.

Zo evolueerden de pensioenen van het arbeidersregime, die vóór 1 januari 1962 ingingen, als volgt :

	Avant octobre 1961 <i>Vóór oktober 1961</i>	Janvier 1962 <i>Januari 1962</i>	Août 1964 <i>Augustus 1964</i>	
Mariés	36 900	40 000	43 000	Gehuwd.
Isolés	24 600	29 000	31 175	Alleenstaanden.
Veuves	18 450	25 000	26 875	Weduwen.

Des nouvelles dispositions en matière de cumul de la pension de retraite et de la pension de survie ont sensiblement amélioré la situation des veuves.

Nieuwe bepalingen inzake samenvoeging van het rustpensioen en van het overlevingspensioen hebben de toestand van de weduwen gevoelig verbeterd.

Le problème du cumul des pensions entre époux émergeant au même régime de pension est résolu depuis le 1<sup>er</sup> avril 1964. Ainsi est mis fin à une anomalie de notre législation.

Het probleem van de samenvoeging der pensioenen van echtgenoten die onder hetzelfde pensioenstelsel vallen, is sinds 1 april 1964 opgelost. Aldus is er aan een anomalie van onze wetgeving een einde gesteld.

Les pensions des ouvriers mineurs et des marins ont été améliorées dans la même mesure que celles du régime général.

De pensioenen van de mijnwerkers en van de zielieden werden in dezelfde mate verhoogd als die welke onder het algemene regime vallen.

La loi du 31 août 1963, qui a remplacé la loi du 28 mars 1960 relative à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, a poursuivi trois objectifs principaux : rétablir l'équilibre financier du régime, relever le taux des prestations de base et apporter aux anciens textes les modifications d'ordre technique et juridique nécessaires.

De wet van 31 augustus 1963, die de wet van 28 maart 1960 betreffende het rust- en overlevingspensioen van de zelfstandige arbeiders vervangen heeft, had drie hoofddoeleinden : het financiële evenwicht van het regime herstellen, het bedrag van de basisprestaties verhogen en aan de oude tekst de nodige wijzigingen van technische en rechtskundige aard aanbrengen.

La pension de base a été portée de 21 000 à 24 000 francs pour la pension de ménage et de 14 000 à 16 000 francs pour la pension d'isolé. D'autre part, la pension de survie qui, en vertu de la loi du 28 mars 1960, était de 10 500 francs, avant l'âge de 65 ans, et de 14 000 francs à partir de cet âge, a été portée uniformément à 16 000 francs.

Enfin, l'arrêté royal du 28 mars 1964 relatif aux droits des anciens colons dans le cadre du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, assure l'intégration de ceux-ci dans la loi du 31 août 1963.

Les résultats financiers définitifs de l'application de la loi précitée ne seront connus qu'en 1965. A cette époque, des conclusions en vue de l'orientation définitive du régime devront être tirées de l'expérience acquise.

Il importe également d'insister sur diverses autres mesures :

d'une part, la loi du 12 février 1963 modernisant le régime des pensions de retraite et de survie des assurés libres;

d'autre part, les trois lois suivantes :

- la loi du 6 juillet 1964 en faveur des victimes civiles des deux guerres;
- la loi du 6 juillet 1964 en faveur des victimes des événements du Congo, du Ruanda et du Burundi;
- la loi du 7 juillet 1964 en faveur des victimes du devoir patriotique.

Le vote de ces trois dernières lois explique en grande partie le fait que, nonobstant la réduction inéluctable du nombre des bénéficiaires de la guerre 1914-1918, le montant du chapitre II du budget des Pensions relatif aux pensions de guerre passe de 4,4 milliards en 1964 à 4,6 milliards en 1965, et progressera dans les années à venir.

Les interventions complémentaires du budget au Fonds de dotation augmentent, en effet, de 19 millions pour les victimes civiles de la guerre 1914-1918, de 56 millions pour les victimes civiles de la guerre 1940-1945, ainsi que des victimes des événements du Congo, du Ruanda et du Burundi, et de 290 millions pour les victimes du devoir patriotique (89 millions pour les victimes de la guerre 1914-1918 et 201 millions pour celles de la guerre 1940-1945).

L'incidence financière sur le budget de l'Etat de toutes ces mesures ressort du tableau ci-dessus.

#### Politique familiale et démographique.

La cotisation patronale a été augmentée de 0,50 % à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1964, une majoration équivalente devant intervenir le 1<sup>er</sup> janvier 1965.

Ces ressources nouvelles ont permis de financer plusieurs améliorations du régime des salariés, concrétisées par les arrêtés royaux du 10 mars 1964.

Les taux mensuels pour les trois premiers enfants ont ainsi été portés respectivement à 500, 700 et 1 000 francs. Autres améliorations d'importance : l'octroi, jusqu'à l'âge de 25 ans, d'allocations majorées au taux supérieur prévu pour les orphelins en faveur des enfants handicapés atteints de 66 % au moins d'incapacité physique ou mentale; la prolongation du droit aux allocations familiales, jusqu'à 25 ans,

Het basispensioen werd van 21 000 op 24 000 frank gebracht voor het gezinspensioen en van 14 000 op 16 000 frank voor het pensioen van de alleenstaande. Anderzijds werd het overlevingspensioen dat, krachtens de wet van 28 maart 1960, 10 500 frank bedroeg vóór de leeftijd van 65 jaar en 14 000 frank vanaf deze leeftijd, evenvormig op 16 000 frank gebracht.

Tenslotte heeft het koninklijk besluit van 28 maart 1964 betreffende de rechten der oud-kolonisten in het raam van het regime van rust- en overlevingspensioen der zelfstandige arbeiders, de toepassing van de wet van 31 augustus 1963 tot deze belanghebbenden uitgebreid.

De definitieve financiële resultaten van de toepassing der voornoemde wet zullen slechts in 1965 gekend zijn. Dan zal men uit de opgedane ervaring besluiten moeten trekken met het oog op de definitieve oriëntatie van het regime.

Het is insgelijks van belang de nadruk te leggen op verscheidene andere maatregelen :

— enerzijds, de wet van 12 februari 1963 houdende modernisering van het regime der rust- en overlevingspensioenen van de vrij verzekerd;

— anderzijds volgende drie wetten :

- de wet van 6 juli 1964 ten gunste van de oorlogsslachtoffers van beide oorlogen;
- de wet van 6 juli 1964 ten gunste van de slachtoffers der gebeurtenissen in Kongo, Rwanda en Burundi;
- de wet van 7 juli 1964 ten gunste der slachtoffers van de vaderlandse plicht.

De goedkeuring van deze laatste drie wetten verklaart goeddeels dat, niettegenstaande de onvermijdelijke vermindering van het aantal rechthebbenden van de oorlog 1914-1918, het bedrag van het hoofdstuk II van de begroting der Pensioenen betreffende de oorlogspensioenen, van 4,4 miljard in 1964 tot 4,6 miljard stijgt in 1965, en in de volgende jaren nog zal toenemen.

De aanvullende tegemoetkomingen van de begroting aan het dotatiefonds stijgen, inderdaad, met 19 miljoen voor de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1914-1918, met 56 miljoen voor de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945, alsmede voor de slachtoffers der gebeurtenissen in Kongo, Rwanda en Burundi, en met 290 miljoen voor de slachtoffers van de vaderlandse plicht (89 miljoen voor de slachtoffers van de oorlog 1914-1918 en 201 miljoen voor die van de oorlog 1940-1945).

De financiële terugslag op de Staatsbegroting van deze maatregelen blijkt uit bovenstaande tabel.

#### Gezins- en demografisch beleid.

De werkgeversbijdrage is met ingang van 1 januari 1964 met 0,50 % verhoogd en zij dient met evenveel verhoogd te worden op 1 januari 1965.

Deze nieuwe geldmiddelen hebben de financiering mogelijk gemaakt van verschillende verbeteringen in het regime der loontrekkenden, geconcretiseerd door de koninklijke besluiten van 10 maart 1964.

De maandelijkse bedragen voor de eerste drie kinderen werden aldus respectievelijk op 500, 700 en 1 000 frank gebracht. Andere belangrijke verbeteringen : de uitkering tot de leeftijd van 25 jaar, van de voor wezen voorziene hoogste toelagen, ten gunste van de gehandicapte kinderen, die door een lichamelijke of geestesonbekwaamheid van tenminste 66 % aangetast zijn; de verlenging van het

pour les étudiants et l'octroi d'un supplément de F 260,50 par mois aux premiers ou aux derniers enfants, âgés de plus de 14 ans. En ce qui concerne le régime d'allocations familiales pour les *indépendants*, une nouvelle étape vers l'octroi de montants égaux à ceux en vigueur pour les salariés a été franchie par l'arrêté royal du 31 décembre 1963, qui porte à 1 000 francs par mois le taux prévu pour le 4<sup>e</sup> enfant.

Enfin, l'arrêté royal du 27 juillet 1964, qui entre en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 1964, rattache les allocations familiales, les cotisations et l'intervention de l'Etat à l'indice des prix de détail et règle l'octroi d'avances trimestrielles sur les allocations dues aux familles de 3 enfants et plus.

L'amélioration, depuis 1961, du régime des allocations familiales ressort du tableau ci-dessous :

TABLEAU III.

Taux mensuels des allocations familiales.

recht op kinderbijslag, tot 25 jaar, voor de studenten en de toekenning van een supplement van F 260,50 per maand aan de eerste of aan de laatste kinderen die meer dan 14 jaar oud zijn. In het kinderbijslagregime voor de *zelfstandigen* heeft het koninklijk besluit van 31 december 1963, waarbij het maandbedrag voorzien voor het 4<sup>e</sup> kind tot 1 000 frank is opgevoerd, een nieuwe stap gezet op de weg naar de uitkering van bedragen die gelijk zijn aan die welke voor de bezoldigden van kracht zijn.

Het koninklijk besluit van 27 juli 1964, dat op 1 juli 1964 van kracht wordt, koppelt tenslotte de kinderbijslag, alsmede de bijdragen en de tegemoetkoming van de Staat aan het indexcijfer van de kleinhandelsprijs en regelt verder de toekenning van driemaandelijks voorschotten op de toelagen die aan de gezinnen met 3 kinderen en meer verschuldigd zijn.

De sinds 1961 ingetreden verbetering van het stelsel der kinderbijslagen blijkt uit onderstaande tabel :

TABEL III.

Maandelijkse bedragen van de kinderbijslagen.

	Salariés Loontrekkenden			Indépendants Zelfstandigen			
	1 <sup>er</sup> février 1961	1 <sup>er</sup> octobre 1962	1 <sup>er</sup> août 1964 (b)	1 <sup>er</sup> janvier 1961	1 <sup>er</sup> janvier 1963	1 <sup>er</sup> juillet 1964 (c)	
	1 februari 1961	1 oktober 1962	1 augustus 1964 (b)	1 januari 1961	1 januari 1963	1 juli 1964 (c)	
1 <sup>er</sup> enfant . . . . .	457,25	457,25	511,75	150	170	174	1 <sup>ste</sup> kind.
2 <sup>e</sup> enfant . . . . .	512,50	562,50	716,50	170	230	235	2 <sup>e</sup> kind.
		à/tot	à/tot				
	700,75(a)	812,50(a)	983(a)				
3 <sup>e</sup> enfant . . . . .	743	900	1 023,75	310	500	511	3 <sup>e</sup> kind.
	à/tot	à/tot	à/tot				
	931,25(a)	1 150(a)	1 290,25(a)				
4 <sup>e</sup> enfant . . . . .	794,25	1 000	1 073,75	440	750	1 023	4 <sup>e</sup> kind.
	à/tot	à/tot	à/tot				
	982,50(a)	1 250(a)	1 340,25(a)				
5 <sup>e</sup> enfant et suivants . . . . .	871,25	1 000	1 073,75	570	1 000	1 023	5 <sup>e</sup> kind en volgende.
	à/tot	à/tot	à/tot				
	1 059,50(a)	1 250(a)	1 340,25(a)				

(a) Suivant l'âge.

(b) Taux du 1<sup>er</sup> avril 1964 + majoration index.(c) Taux du 1<sup>er</sup> janvier 1964 + majoration index.

(a) Naargelang de leeftijd.

(b) Bedrag op 1 april 1964 + indexverhoging.

(c) Bedrag op 1 januari 1964 + indexverhoging.

Les subsides au profit de l'Œuvre nationale de l'enfance, d'un montant de 393 millions en 1960, atteignent 560 millions en 1964 et s'élèveront à 573 millions en 1965.

Quant aux subsides aux services d'aide aux familles, aux centres de formation d'aides familiales, etc., ils ont été augmentés régulièrement : ils passent de 60 millions en 1960, à environ 91 millions en 1964 et seront encore majorés en 1965.

## Assurance maladie-invalidité.

La loi du 9 août 1963 et les lois complémentaires des 24 décembre 1963 et 6 juillet 1964 visent à réorganiser

De toelagen ten voordele van het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn die tot 393 miljoen beliepen in 1960, bedragen 560 miljoen voor het jaar 1964 en zullen in 1965 het bedrag van 573 miljoen bereiken.

Wat betreft de toelagen aan de Diensten voor Gezins-hulp, aan de Opleidingscentra voor gezinshelpsters enz., deze werden regelmatig opgevoerd : zij werden van 60 miljoen in 1960, op ongeveer 91 miljoen gebracht in 1964 en zullen in 1965 nog worden verhoogd.

## Ziekte- en invaliditeitsverzekering.

De wet van 9 augustus 1963 en de aanvullende wetten van 24 december 1963 en 6 juli 1964 beogen de reorganisa-

l'assurance maladie-invalidité et créent le cadre dans lequel les différents milieux intéressés au fonctionnement de cette assurance pourront y collaborer.

L'arrêté royal du 30 juillet 1964 étend, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1964, le champ d'application de l'assurance soins de santé, en ce qui concerne certaines prestations, aux travailleurs indépendants.

Les modalités de financement de l'assurance et la répartition des ressources entre les organismes assureurs réalisent la responsabilité financière de ces organismes; le montant des ressources est établi en fonction des prévisions budgétaires de dépenses et est affecté d'après des critères simples et objectifs. L'intervention de l'Etat dans le coût de l'assurance est, respectivement, de 27 % pour les soins de santé; 95 % pour les maladies sociales et l'invalidité; 50 % pour l'incapacité prolongée. Cette intervention s'élevait auparavant, en principe, à 16 % des cotisations dans le régime général et à 66 % dans celui des mineurs. La charge est dorénavant déterminée, pour ce qui est de l'assurance soins de santé, tant par les dispositions légales fixant les taux des remboursements octroyés par l'assurance, que par des conventions négociées et conclues au sein de commissions nationales, fixant les montants des honoraires et des prix que les dispensateurs de soins s'engagent à respecter.

Les dispositions légales préappelées réalisent ainsi, outre la responsabilité financière des organismes assureurs dans le domaine de l'assurance soins de santé, l'équilibre financier de l'assurance maladie-invalidité et mettent l'assurance en mesure de répondre à la mission qui lui a été assignée.

L'effort tout particulier de l'Etat, en vue de la couverture des charges de l'assurance maladie-invalidité, est illustré par le tableau ci-dessus.

#### Etablissements de soins.

La loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux prévoit, notamment, une intervention de l'Etat dans le prix normal de la journée d'entretien. Au budget de 1965 a été inscrit un crédit de 290 millions au lieu de 211 millions en 1964, pour porter de 20 francs à 30 francs par jour le subside de l'Etat. Ladite loi prévoit, en outre, un subside forfaitaire complémentaire de 150 francs par journée dans un hôpital universitaire en 1964 et 1965. En conséquence, le crédit inscrit au budget pour ce poste passe de 20 millions en 1963 à 150 millions en 1965. À ces mesures s'ajoute une intervention accrue de l'assurance maladie-invalidité.

#### Allocations de chômage.

La distinction entre chômeurs résidant dans une commune de première catégorie et chômeurs résidant dans une commune de seconde catégorie disparaît à partir du 20 septembre 1964. Pour 1965 cette suppression est de nature à entraîner une dépense d'environ 150 millions, contre 49 millions en 1964 (4 mois).

L'évolution du taux des allocations de chômage octroyé à un travailleur marié est la suivante :

	Commune 1 <sup>re</sup> catégorie	Commune 2 <sup>e</sup> catégorie
1961	108,65	100,45
1964 (à partir du 20 septembre)	130,07	130,07

tie van de ziekte- en invaliditeitsverzekering en scheppen het kader waarbinnen de onderscheiden middens, die bij de werking van deze verzekering zijn betrokken, hun medewerking zullen kunnen verlenen.

Bij koninklijk besluit van 30 juli 1964 wordt, van 1 juli 1964 af, het toepassingsgeld van de verzekering voor gezondheidszorgen, wat betreft sommige prestaties, tot de zelfstandige arbeiders uitgebreid.

De financieringsmodaliteiten van de verzekering en de verdeling van de inkomsten onder de verzekeringsorganismen brengen de financiële verantwoordelijkheid van deze organismen tot stand; het bedrag van de middelen wordt in functie van de voorziene begrotingsuitgaven bepaald en volgens eenvoudige en objectieve criteria aangewend. Het aandeel van de Staat in de verzekeringskosten bedraagt respectievelijk 27 % voor de gezondheidszorgen, 95 % voor de sociale ziekten en de invaliditeit, 50 % voor de langdurige werkunbekwaamheid. Dit aandeel bedroeg voorheen, in principe, 16 % van de bijdragen in het algemeen stelsel, en 66 % in het mijnwerkersstelsel. De last wordt voortaan bepaald, wat de verzekering van de gezondheidszorgen betreft, zowel door de wettelijke beschikkingen, houdende vaststelling van de door de verzekering toegekende terugbetalingss percentages, als door de in de schoot van nationale commissies bewerkte en gesloten overeenkomsten, die de bedragen van de door de verleners van zorgen aangenomen en te erbiedigen honoraria en prijzen vaststellen.

Voormelde wettelijke beschikkingen verwezenlijken aldus, benevens de financiële verantwoordelijkheid van de verzekeringsorganismen op het gebied van de verzekering voor gezondheidszorgen, het financieel evenwicht van de ziekte- en invaliditeitsverzekering en stellen de verzekering in staat de haar toegewezen opdracht te vervullen.

De gans bijzondere inspanning van de Staat, met het oog op het dekken van de lasten van de ziekte- en invaliditeitsverzekering, wordt door bovenstaande tabel geïllustreerd.

#### Verzorgingsinstellingen.

De wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen voorziet ondermeer, een tussenkomst van de Staat in de normale prijs van de onderhoudsdag. Om de Staatstoelage van 20 frank op 30 frank per dag te brengen werd op de begroting voor 1965 een krediet uitgetrokken van 290 miljoen in plaats van 211 miljoen voor 1964. Voormelde wet voorziet bovendien in 1964 en 1965 een aanvullende forfaitaire toelage van 150 frank per verpleegdag in een universitair ziekenhuis. Het voor deze post ingeschreven begrotingskrediet stijgt derhalve van 20 miljoen in 1963 tot 150 miljoen in 1965. Deze maatregelen gaan gepaard met een verhoogde tussenkomst van de ziekte- en invaliditeitsverzekering.

#### Werklozensteun.

Van 20 september 1964 af valt het onderscheid weg tussen de werklozen, die in een gemeente van eerste categorie en degenen die in een gemeente van tweede categorie gevestigd zijn. Deze afschaffing brengt voor 1965 een uitgave mee van ongeveer 150 miljoen, tegen 49 miljoen in 1964 (4 maand).

Het bedrag van de aan een gehuwde arbeider toegekende werklozensteun evolueerde als volgt :

	Gemeente van 1 <sup>re</sup> categorie	Gemeente van 2 <sup>e</sup> categorie
1961	108,65	100,45
1964 (van 20 september af)	130,07	130,07

**Vacances annuelles.**

Par la loi du 28 mars 1964, l'allocation complémentaire afférante à la deuxième semaine de vacances a été intégrée définitivement dans le régime des vacances annuelles. En vertu d'une convention du 12 décembre 1963 conclue entre les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs, la durée des vacances des travailleurs de plus de 18 ans est prolongée d'une semaine. Cette prolongation se fait en deux étapes : pour moitié en 1964 et pour moitié en 1965. La durée des vacances qui était, en ce qui concerne les travailleurs de plus de 18 ans, de 12 jours pour une année complète de travail en 1960, atteindra 18 jours en 1965 et le pécule de vacances passera de 6 % en 1960 à 10 % en 1965.

**Accidents de travail. — Maladies professionnelles. — Estropiés et mutilés.**

La loi du 24 décembre 1963, relative à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles et à la prévention de celles-ci, remédie d'une part aux imperfections du système antérieur et crée, d'autre part, des ressources susceptibles de réparer la pneumoconiose de l'ouvrier mineur. L'Etat intervient dans le financement de la réparation de cette dernière à concurrence de 50 % de la charge totale qui en résulte. Le montant de la subvention de l'Etat a été fixé à 20 millions pour l'exercice 1964 et à 50 millions pour l'exercice 1965.

**Logement social.**

Malgré la nécessité imposée par les circonstances de freiner les travaux de construction, le Gouvernement entend maintenir en 1965 ses encouragements en faveur des personnes de condition modeste aspirant à un meilleur logement. L'accent sera mis particulièrement sur l'équipement en logements sociaux des zones en développement dans lesquelles les migrations, tant extérieures qu'intérieures de main-d'œuvre, créent les plus grands besoins. Les crédits affectés au logement social atteindront environ 2 190 millions en 1965, contre 2 099 millions en 1964.

**3° REVALORISATION DE LA FONCTION PUBLIQUE.**

Le programme arrêté en 1962 par le Gouvernement en vue de revaloriser la fonction publique, concernait l'ensemble du personnel des services publics : ministères, corps spéciaux (ordre judiciaire, enseignement, y compris l'enseignement subventionné, etc.) et organismes parastataux.

L'exécution de ce programme comportait la réforme de la hiérarchie statutaire et pécuniaire du personnel des ministères; les caractéristiques essentielles de cette réforme sont exposées ci-après.

**A. — Hiérarchie statutaire.**

La réforme visait principalement :

- a) à adapter le nombre et la qualification des agents aux impératifs des fonctions;
- b) à établir une hiérarchie fonctionnelle;
- c) à coordonner, à partir de la susdite hiérarchie, l'ensemble de la politique du personnel sous ses différentes formes : recrutement, sélection, formation, promotion, etc.

Les grades furent répartis en 25 rangs hiérarchiques, regroupés eux-mêmes en 4 niveaux correspondant dans les grandes lignes aux niveaux des études faites.

**Jaarlijkse vakantie.**

De vakantiebijslag betreffende de tweede vakantieweek werd door de wet van 28 maart 1964 definitief in het stelsel van de jaarlijkse vakantie ingeschakeld. Krachtens een op 12 december 1963 tussen de representatieve organisaties van werkgevers en werknemers gesloten overeenkomst, wordt de duur van de vakantie van de arbeiders, die meer dan 18 jaar oud zijn, met een week verlengd. Deze verlenging wordt in twee etappes verwezenlijkt : voor de helft in 1964, en voor de helft in 1965. De duur van de vakantie voor de arbeiders van meer dan 18 jaar oud, die 12 dagen bedroeg voor een volledig arbeidsjaar in 1960, zal 18 dagen bedragen in 1965 en het vakantiegeld zal van 6 % in 1960 op 10 % worden gebracht in 1965.

**Arbeidsongevallen. — Beroepsziekten. — Gebrekkigen en vermindert.**

De wet van 24 december 1963 betreffende de schade-loosstelling voor en de voorkoming van beroepsziekten, verbetert enerzijds de onvolmaakthesen van het vroegere stelsel en schept, anderzijds, hulpmiddelen die de schade-loosstelling voor de stoflongziekte der mijnwerkers mogelijk maken. De Staat komt tussen in de kosten tot herstel van deze ziekte tot beloop van 50 % van de totale last die daaruit voortspruit. Het bedrag van de Staatstoelage werd voor het dienstjaar 1964 op 20 miljoen en voor het dienstjaar 1965 op 50 miljoen bepaald.

**Sociale huisvesting.**

In weerwil van de door de omstandigheden opgelegde noodzaak de bouwwerken te remmen, heeft de Regering besloten in 1965 haar aanmoedigingen te handhaven ten gunste van de minder begoede personen, wier streven erop gericht is een betere woongelegenheid te bekomen. De nadruk zal bijzonder worden gelegd op de uitrusting met sociale woningen van de ontwikkelingszones, waar de in-en uitwijking van de arbeidskrachten de grootste behoeften schept. De voor de sociale huisvesting bestemde kredieten zullen in 1965 ongeveer 2 190 miljoen bereiken, tegen 2 099 miljoen in 1964.

**3° REVALORISATIE VAN HET OPENBAAR AMBT.**

Het in 1962 door de Regering uitgewerkte programma tot revalorisatie van het openbaar ambt, had betrekking op het gezamenlijk personeel van de openbare diensten : ministries, bijzondere korpsen (rechterlijke orde, onderwijs, met inbegrip van het gesubsidieerd onderwijs, enz.) en parastatale instellingen.

De uitvoering van dit programma omvatte de hervorming van de statutaire en geldelijke hiërarchie van het personeel der ministeries; de hoofdkenmerken van die hervorming zijn hierna vermeld.

**A. — Statutaire hiërarchie.**

De hervorming had hoofdzakelijk tot doel :

- a) het aantal en de kwalificatie der personeelsleden aan de imperativen van de functies aan te passen;
- b) een functionele hiërarchie in te stellen;
- c) vanaf zulke hiërarchie het gezamenlijk personeelsbeleid te coördineren in zijn verschillende vormen : werving, selectie, opleiding, bevordering, enz.

De graden werden onderverdeeld in 25 hiérarchische rangen die zelf gegroepeerd werden in 4 niveaus welke, doorgaans overeenkomen met de niveaus van de gedane studiën.

Dans le régime antérieur, la répartition rigide en catégories, l'étroitesse de certaines hiérarchies considérées comme plus ou moins spécialisées et l'exiguïté de certains cadres, limitaient parfois fortement les chances de promotion pour les agents méritants, de sorte qu'une ouverture plus large de la carrière fut prévue pour les agents en service. La structure de la nouvelle hiérarchie comprend actuellement une double possibilité de promotion :

a) promotion au niveau supérieur pour les agents plus jeunes qui veulent s'orienter vers des carrières de plus grandes responsabilités;

b) promotion interne à chaque niveau pour les agents d'un certain âge qui ont acquis, par la pratique de leur métier, l'expérience et la maturité nécessaires pour assumer certaines responsabilités.

Les procédures d'accès à chaque niveau ont été uniformisées. Le nouveau régime prévoit la participation commune à un même concours des agents en service et des candidats ne faisant pas partie d'une administration de l'Etat qui veulent être recrutés à un grade de début de niveau.

En ce qui concerne les promotions, la réforme a défini avec précision l'enchaînement des grades qui doivent constituer une carrière normale par famille d'emplois. Les promotions, jusques et y compris les grades du rang 13 (directeur, conseiller), sont dorénavant subordonnées à des critères rigoureusement objectifs, qui déterminent un ordre impératif selon lequel ces promotions doivent s'effectuer.

L'organisation pratique des épreuves de carrière a été décentralisée afin d'accroître la rapidité des procédures et de restaurer la responsabilité des fonctionnaires supérieurs dans chaque ministère.

La normalisation des carrières a été réalisée :

a) en donnant un caractère interdépartemental aux concours d'admission au niveau supérieur;

b) en instaurant le principalat, qui a pour but de permettre à des agents, lauréats d'une épreuve de carrière, de ne pas perdre le fruit de leur réussite ou de ne pas attendre indéfiniment la récompense de leurs efforts au gré de l'évolution des cadres;

c) en instaurant des carrières planes, qui permettront aux agents de certains services fermés et nettement spécialisés d'être promus sur place, sans qu'il existe d'emploi réellement vacants d'un grade supérieur.

Enfin, des mesures, justifiées principalement par des raisons d'ordre social, ont été introduites dans la réglementation relative notamment aux congés et à la mise en disponibilité des agents des administrations de l'Etat.

#### B. — Hiérarchie pécuniaire.

Dans ce domaine, le but poursuivi visait, en ordre principal, à mettre en harmonie le régime pécuniaire avec la nouvelle hiérarchie statutaire et à garantir aux agents des ministères une rémunération en rapport avec les fonctions exercées. En ordre subsidiaire, la réforme visait également à réduire la multiplicité des échelles de traitements, dont le nombre élevé — plus de 400 à l'époque — ne trouvait pas un fondement dans une distinction judicieuse des fonctions correspondant aux différents grades.

In de vroegere regeling waren voor de verdienstelijke personeelsleden de bevorderingskansen soms ten zeerste beperkt door de strakke indeling in categorieën, door de engheid van sommige min of meer als gespecialiseerd beschouwde hiérarchieën, alsmede door de geringe mogelijkheden in sommige kaders; derhalve werden voor de personeelsleden in dienst ruimere uitzichten inzake loopbaan geopend. De structuur van de nieuwe hiérarchie geeft aldus een tweevoudige bevorderingsmogelijkheid :

a) bevordering tot het hoger niveau voor de jongere personeelsleden die een loopbaan met meer verantwoordelijkheid op het oog hebben;

b) interne bevordering in ieder niveau voor de personeelsleden van een zekere leeftijd welke, door de uitoefening van hun beroep, de vereiste ervaring en maturiteit hebben verkregen om een bepaalde verantwoordelijkheid te dragen.

De procedures voor toegang tot ieder niveau werden eenvormig gemaakt. De nieuwe regeling bepaalt dat een gemeenschappelijke deelneming aan een zelfde vergelijkend examen mogelijk is voor de personeelsleden in dienst en voor de niet tot het Rijksbestuur behorende kandidaten die wensen in een aanvangsgraad van een niveau te worden aangeworven.

Wat de bevorderingen betreft heeft de hervorming de aanknopping der graden van eenzelfde groep van betrekkingen, die een normale loopbaan moeten uitmaken, duidelijk omschreven. De bevorderingen, tot en met de graden van de rang 13 (directeur, adviseur), zijn voortaan afhankelijk gesteld van streng objectieve maatstaven, die een volgorde bepalen waarvan, bij die bevorderingen, onder geen voorwendsel mag worden afgeweken.

De praktische organisatie van de loopbaanexamens werd gedecentraliseerd, met het doel de procedures sneller te doen verlopen en de verantwoordelijkheid van de hogere ambtenaren in ieder ministerie te herstellen.

De normalisatie van de loopbanen werd tot stand gebracht door :

a) aan de vergelijkende examens voor toelating tot een hoger niveau, een interdepartementaal karakter te geven;

b) het principalaat in te stellen, dat ten doel heeft aan personeelsleden, geslaagden voor een loopbaanexamen, de vrucht van hun welslagen niet te ontnemen of ze, in functie van de evolutie der kaders, niet oneindig lang te laten wachten op de beloning van hun inspanningen;

c) vlakke loopbanen in te stellen, die het mogelijk maken de personeelsleden van sommige « gesloten » en louter gespecialiseerde diensten in hun dienst te bevorderen, zonder dat er betrekkingen van de hogere graad werkelijk vacant zijn.

Ten slotte werden in de reglementering betreffende de verloven en de indisponibiliteitstelling van de personeelsleden der Rijksbesturen, zekere maatregelen opgenomen welke hoofdzakelijk door redenen van sociale aard gewetzigd zijn.

#### B. — Geldelijke hiérarchie.

Hier beoogde men hoofdzakelijk de bezoldigingsregeling af te stemmen op de nieuwe statutaire hiérarchie en aan de personeelsleden van de ministeries een bezoldiging in overeenstemming met de uitgeoefende functies te waarborgen. In de tweede plaats, strekte de hervorming ertoe de veelvuldigheid van de weddeschalen te beperken. Het hoge aantal ervan — destijds meer dan 400 — was niet verantwoord door een oordeelkundig onderscheid der functies die overeenstemmen met de verschillende graden.

La révision des traitements du personnel des ministères, qui a été mise en application au 1<sup>er</sup> juillet 1962, a amélioré sensiblement le standing des agents intéressés. Des mesures complémentaires importantes, mises en vigueur en 1964, ont encore accentué cette amélioration; elles consistent en l'octroi d'échelles de traitements compensatoires, dont bénéficieront un nombre élevé d'agents qui comptent une certaine ancienneté dans les services de l'Etat et que l'instauration d'épreuves de promotion non prévues dans le régime antérieur risquait de désavantager dans le déroulement normal de leur carrière.

Le tableau ci-après mentionne, pour une série de grades représentatifs de la hiérarchie du personnel des ministères, le pourcentage d'augmentation des traitements maxima par rapport à l'année 1950 prise comme base de référence, abstraction faite de la hausse de l'index; il permet de mesurer l'importance de l'effort accompli par le Gouvernement.

Indice d'augmentation des traitements maxima.  
(1950 = 100.)

GRADES	1 <sup>er</sup> janvier 1951 — 1 januari 1951	30 juin 1962 — 30 juni 1962	1 <sup>er</sup> juillet 1962 1 juli 1962		GRADEN
			échelle normale — normale weddeschaal	échelle compensatoire ou spéciale — compensatie- weddeschaal of bijzondere weddeschaal	
Mancuvre . . . . .	107,0	119,2	131,4	144,2	Hulparbeider.
Classeur . . . . .	106,2	117,9	126,2	142,7	Klasseerder.
Facteur des postes . . . . .	112,2	126,7	139,2	147,9	Brievenbesteller.
Electricien (ouvrier qualifié B) . . .	106,5	117,0	131,0	140,0	Elektricien (geschoold werkman B).
Commis . . . . .	106,9	117,6	124,1	141,8	Klerk.
Conducteur de presse (Postes) . . .	108,6	119,4	125,1	135,4	Persbediener (Posterijen).
Commis principal . . . . .	110,3	121,4	126,6	—	Eerste klerk.
Rédacteur . . . . .	111,6	122,7	134,0	166,2	Opsteller.
Sous-chef de bureau . . . . .	109,1	120,0	136,8	—	Onderbureauchef.
Assistant social . . . . .	109,7	139,6	168,4	195,0	Maatschappelijk assistent.
Ingénieur technicien . . . . .	108,3	119,1	127,5	141,7	Technisch ingenieur.
Chef de bureau . . . . .	108,3	119,1	141,7	148,5	Bureauchef.
Secrétaire d'administration . . . . .	105,1	115,7	123,8	129,8	Bestuurssecretaris.
Chef de division . . . . .	112,2	123,5	144,9	—	Afdelingschef.
Conseiller adjoint . . . . .	102,7	113,0	120,6	—	Adjunct-adviseur.
Directeur . . . . .	101,1	111,2	130,6	—	Directeur.
Conseiller . . . . .	102,5	112,8	122,6	—	Adviseur.
Inspecteur général . . . . .	100,4	110,4	126,3	—	Inspecteur-generaal.
Directeur général . . . . .	100,1	110,1	124,0	—	Directeur-generaal.
Secrétaire général . . . . .	100,6	110,5	122,1	—	Secretaris-generaal.

Au surplus, il est à noter que l'objectif tendant à réduire rationnellement le nombre des échelles normales des divers grades a été atteint; celles-ci sont actuellement au nombre de 92.

Ainsi qu'il est dit ci-dessus, le programme de revalorisation de la fonction publique concernait, outre les agents des ministères, le personnel des corps spéciaux, de l'enseignement, y compris l'enseignement subventionné, et des organismes parastataux; la révision des traitements de ce personnel — avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 1962 également — a été réalisée ultérieurement conformément aux normes admises pour le personnel des ministères.

De herziening van de wedden van het personeel der ministeries, die op 1 juli 1962 van toepassing werd gemaakt, heeft een merkelijke verbetering van de standing der betrokken personeelsleden tot gevolg gehad. Belangrijke aanvullende maatregelen, die in 1964 uitwerking hadden, hebben deze verbetering nog kracht bijgezet; zij bestaan in het toevoegen van compensatiweddeschalen aan talrijke personeelsleden die een zekere anciënniteit in de Rijksdiensten tellen en die, door het instellen van bevorderingsexamens welke in de vroegere regeling niet waren voorgeschreven, konden benadeeld zijn bij de normale afwikkeling van hun loopbaan.

Voor een reeks typegraden uit de hiërarchie van het personeel der ministeries vermeldt de hiernavolgende tabel, in vergelijking met het jaar 1950 dat als referentiebasis geldt, het verhogingspercentage van de maximawedden ongeacht de verhoging van het indexcijfer; zij maakt het mogelijk een gedachte te krijgen van de belangrijkheid der inspanning die de Regering heeft gedaan.

Verhogingsindex van de maximawedden.  
(1950 = 100.)

Voor het overige dient te worden aangestipt dat de bedoeling het aantal van de weddeschalen der verschillende graden rationeel te beperken, bereikt werd; deze weddeschalen zijn thans ten getale van 92.

Zoals hierboven reeds gezegd is, had het programma van de revalorisatie van het openbaar ambt, behalve op de personeelsleden van de ministeries, ook betrekking op het personeel der bijzondere korpsen, van het onderwijs, met inbegrip van het gesubsidieerd onderwijs, en op de parastatale instellingen; de herziening van de wedden van dit personeel — eveneens met uitwerking op 1 juli 1962 — werd later uitgevoerd overeenkomstig de normen welke voor het personeel der ministeries werden toegepast.

La loi du 9 août 1963 concernant les traitements des membres de l'ordre judiciaire et la loi du 6 juillet 1964 relative aux traitements des membres du personnel enseignant des universités de l'Etat, sont venues compléter ces mesures.

Pour l'ensemble de la fonction publique, compte tenu des avantages nouveaux accordés en matière de pension, de pécule de vacances et d'allocations diverses, l'effort financier consenti par le Gouvernement dans le cadre du programme arrêté en 1962, programme dont l'exécution a produit la plupart de ses effets en 1964, est de l'ordre de 6,5 milliards pour l'année 1964, selon les données les plus récentes, contre 5,7 milliards en 1963. Pour 1965, une estimation provisoire permet d'évaluer l'incidence de ces mesures à environ 6,7 milliards.

#### 4<sup>e</sup> LA POLITIQUE D'INVESTISSEMENTS.

##### 1. Les investissements publics en général.

Il est généralement admis, et le Gouvernement n'a jamais manqué d'insister sur ce point, que les investissements nouveaux sont le levier d'une expansion durable.

La période de haute conjoncture que nous connaissons actuellement a été, une fois de plus, caractérisée par un effort accru d'investissement : la part prise par la formation brute de capital dans les dépenses nationales s'est élevée, depuis 1961, à plus de 20 % contre 18 % au cours des années précédentes.

Les investissements publics ne sont pas demeurés en retard dans cette progression, bien au contraire, leur accroissement a même été plus rapide que celui des investissements privés.

Le tableau ci-dessous reflète l'évolution des investissements publics pour la période 1959-1965.

Investissements publics.

Die maatregelen zijn vervolledigd door de wet van 9 augustus 1963 betreffende de wedden van de leden der rechterlijke macht en door de wet van 6 juli 1964 betreffende de wedden van de leden van het onderwijsend personeel der Rijksuniversiteiten.

Voor het gezamenlijk openbaar ambt en met inachtneming van de nieuwe voordelen verleend inzake pensioen, vakantiegeld en allerhande toelagen, bedraagt de financiële inspanning van de Regering in het raam van het in 1962 vastgesteld programma dat in 1964 volledig is uitgevoerd, volgens de meest recente gegevens, zowat 6,5 miljard voor het jaar 1964, tegen 5,7 miljard in 1963. Een voorlopige raming van de financiële weerslag dezer maatregelen voor het jaar 1965, wijst op een bedrag van circa 6,7 miljard frank.

#### 4<sup>e</sup> DE INVESTERINGSPOLIEK.

##### 1. De overheidsinvesteringen in het algemeen.

Algemeen wordt aangenomen, en de Regering heeft nooit nagelaten er met nadruk op te wijzen, dat nieuwe investeringen de hefboom zijn voor een blijvende expansie.

De periode van hoogconjunctuur die wij nu beleven is eens te meer gekenmerkt geweest door een verhoogde investeringsinspanning : het aandeel van de bruto kapitaalvermogen in de nationale bestedingen is, sinds 1961, opgelopen tot meer dan 20 % tegenover 18 % in de voorgaande jaren.

De overheidsinvesteringen zijn hierbij niet ten achter gebleven, wel integendeel, want zij zijn zelfs vlugger gestegen dan de privé-investeringen.

De tabel hieronder geeft de evolutie weer van de overheidsinvesteringen over de periode 1959-1965.

Overheidsinvesteringen.

Désignation	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	Aanduiding
En milliards ... ... ...	14,2	14,6	17,0	20,6	24,0	28,6	27,8	In miljarden,
Indice 1959 = 100 . . .	100,0	102,8	119,7	145,1	169,0	201,4	195,8	Index 1959 = 100.

Jusqu'en 1963, les montants indiqués concernent des réalisations (paiements). Pour l'année 1964, des évaluations ont été faites sur base des réalisations des sept premiers mois. Le montant indiqué retenu pour 1965 constitue une évaluation, basée, d'une part, sur les crédits budgétaires pour 1965 et, d'autre part, sur les paiements effectifs escomptés en 1965.

A noter que ces chiffres comprennent à la fois les investissements de l'autorité centrale, ceux des autorités locales, des parastataux de la sécurité sociale et ceux de l'enseignement libre.

Ces chiffres présentent un caractère un peu plus large que ceux de la comptabilité nationale, car, outre les dépenses d'investissement de la R.T.B., il a été tenu compte également des investissements effectués par l'autorité centrale dans les voies d'eau et les ports, parce que, du point de vue de la technique budgétaire, il est difficile de réaliser, pour cette dernière catégorie, une répartition exacte entre les investissements publics proprement dits et les investissements d'entreprises publiques.

De bedragen tot 1963 hebben betrekking op verwezenlijkingen (betalingen). Voor het jaar 1964 werden ramingen gemaakt op grond van de verwezenlijkingen van de eerste zeven maand. Het bedrag voor 1965 is een raming gesteund enerzijds op de begrotingskredieten voor 1965 en anderzijds op de verwachte werkelijke betalingen in 1965.

Op te merken dat deze cijfers zowel de investeringen omvatten van de centrale overheid als van de lokale overheden, de parastataal van de sociale zekerheid en het vrij onderwijs.

Deze cijferopstelling is iets ruimer dan die van de nationale boekhouding aangezien naast de investeringsuitgaven van de B.R.T., ook de investeringen van de centrale overheid in waterwegen en havens werden opgenomen omdat het budgetair-technisch moeilijk is voor deze laatste categorie een nauwkeurige splitsing te bekomen tussen de eigenlijke overheidsinvesteringen en de investeringen van overheidsbedrijven.

D'autre part, ces chiffres ne concordent pas avec les dépenses qui sont portées traditionnellement au budget extra-ordinaire; c'est ainsi que ces montants ne comprennent pas les dépenses militaires d'équipement et de renouvellement, ni les subsides pour le financement des investissements des entreprises publiques, ni les avances et participations. La concordance entre le total des investissements de l'autorité et l'ensemble des décaissements sur le budget extraordinaire de 1964 est dès lors purement accidentelle.

La part des investissements publics dans le total des dépenses nationales passera de 2,6 % en 1959 à environ 3,3 % en 1965 : les investissements publics ont donc augmenté sensiblement plus vite que les autres dépenses.

Les investissements publics ont également connu un accroissement plus rapide que les autres investissements, car la part qu'ils prennent dans la formation brute de capital passera de 14,6 % en 1959 à environ 16,5 % en 1965, après avoir atteint un sommet en 1964 avec 18 %.

La diminution de la part prise par les investissements publics à la fois dans la formation brute de capital et dans les dépenses nationales, découle du freinage décidé par le Gouvernement à l'augmentation des investissements publics. En effet, il ressort du tableau ci-dessus que, depuis 1961, on a pu constater d'année en année une augmentation des investissements publics de 20 % en moyenne, tandis que pour 1965 les investissements publics plafonnent à peu près au niveau élevé indiqué pour 1964.

Pour obtenir des chiffres comparables à ceux du premier programme d'expansion économique, il y a lieu de déduire des montants mentionnés ci-dessus les dépenses d'équipement, ainsi que les investissements des parastataux de la sécurité sociale et ceux de l'enseignement libre. D'autre part, il faut ajouter, au montant repris dans le premier programme d'expansion économique, les investissements effectués par l'autorité centrale dans les ports.

De cette manière, on obtient la série de chiffres suivants :

Désignation	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	Aanduiding
Investissements publics selon les définitions du programme (en millions).	11 605	11 657	13 554	16 297	19 350	23 910	23 250	Overheidsinvesteringen volgens de definities van het programma (in miljoenen).
Indice 1959 = 100 . . . . .	100,0	100,4	116,8	140,4	166,7	206,0	205,0	Index 1959 = 100.

Considéré globalement, le programme (20 989 millions en 1965) a donc déjà été dépassé en 1964, au moins pour l'effort financier. Toutefois, le secteur des investissements publics a dû faire face à une importante hausse de prix, dont il faut tenir compte dans la comparaison des réalisations physiques.

C'est cette hausse des prix qui a amené le Gouvernement à freiner depuis la fin de 1963 la forte expansion des investissements publics. Cette politique entraînera en 1965 une stabilisation et même une légère réduction des dépenses. Sans ces mesures, le programme fixé aurait sans aucun doute été atteint en 1965, même compte tenu de la hausse des prix. Il n'en reste pas moins que les investissements publics ont plus que doublé depuis 1959.

Outre l'augmentation du volume global des investissements du secteur public, un autre objectif du premier programme d'expansion économique concernait la répartition des investissements publics entre l'autorité centrale et les autorités locales.

Anderzijds valt deze cijferopstelling niet samen met de uitgaven die traditioneel op de buitengewone begroting worden ingeschreven; zo omvatten deze bedragen niet de militaire uitgaven voor uitrusting en vernieuwing, de subsidies ter financiering van de investeringen van de overheidsbedrijven, evenmin als de voorschotten en participaties. De overeenstemming tussen het totaal der overheidsinvesteringen en de gezamenlijke kasuitgaven op de buitengewone begroting 1964 is dan ook louter toevallig.

Het aandeel van de overheidsinvesteringen in de totale nationale bestedingen zal stijgen van 2,6 % in 1959 tot ongeveer 3,3 % in 1965, waaruit blijkt dat de overheidsinvesteringen merkelijk sneller gestegen zijn dan de andere bestedingen.

De overheidsinvesteringen zijn ook sneller gestegen dan de andere investeringen, want hun aandeel in de bruto kapitaalvorming zal oplopen van 14,6 % in 1959 tot ongeveer 16,5 % in 1965, na een hoogtepunt te hebben bereikt in 1964 met 18 %.

De daling van het aandeel van de overheidsinvesteringen in de bruto-kapitaalvorming zowel als in de nationale bestedingen vloeit voort uit de door de Regering besliste afremming van de stijging van de overheidsinvesteringen. Inderdaad, uit bovenstaande tabel blijkt dat sinds 1961 van jaar tot jaar een stijging van de overheidsinvesteringen kon worden vastgesteld met gemiddeld 20 %, terwijl voor 1965 de overheidsinvesteringen nagenoeg geplafonneerd blijven op het hoog niveau van 1964.

Om tot cijfers te komen die vergelijkbaar zijn met die van het eerste programma voor ekonomiesche expansie moet men van de hogervermelde bedragen de uitgaven aftrekken voor uitrusting evenals de investeringen van de parastatalen van de sociale zekerheid en van het vrij onderwijs. Anderzijds moet men bij het bedrag, opgenomen in het eerste programma voor ekonomiesche expansie, de investeringen van de centrale overheid in havens bijvoegen.

Op die manier bekomt men volgende cijferreeks :

Globaal genomen was dus het gestelde programma (20 989 miljoen in 1965) reeds in 1964 overtroffen, althans wat de financiële inspanning betreft. Evenwel is in de bouwsector sinds 1959 een belangrijke prijsstijging opgetreden waarmede bij de vergelijking der physische verwezenlijkingen moet worden rekening gehouden.

Het is deze prijsstijging die de Regering ertoe aangezet heeft, sinds einde 1963 de sterke expansie van de overheidsinvesteringen af te remmen. Deze politiek zal in 1965 een stabilisatie en zelfs een lichte daling van de uitgaven tot gevolg hebben. Zonder deze maatregelen zou het gestelde programma in 1965 ongetwijfeld zijn bereikt, zelfs rekening gehouden met de prijsstijging. Dit belet niet dat de overheidsinvesteringen sinds 1959 meer dan verdubbeld zijn.

Benevens het opdrijven van het globaal investeringsvolume van de overheid was een ander objectief van het eerste programma voor ekonomiesche expansie gericht op de verdeling van de overheidsinvesteringen tussen de centrale overheid en de lokale overheden.

Répartition des investissements publics entre l'autorité centrale et les autorités locales.

Verdeling overheidsinvesteringen tussen centrale overheid en lokale overheden.

Désignation	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	Aanduiding
Autorité centrale (en millions) ...	4 942	5 723	6 669	9 044	10 969	14 360	14 700	Centrale overheid (in miljoenen).
Indice 1959 = 100 . . . . .	100,0	115,8	134,9	183,0	222,0	290,6	297,5	Index 1959 = 100.
Autorités locales (en millions) ...	6 663	5 934	6 885	7 253	8 381	9 550	8 550	Lokale overheden (in miljoenen).
Indice 1959 = 100 . . . . .	100,0	89,1	103,3	108,9	125,8	143,3	128,3	Index 1959 = 100.

En ce qui concerne la répartition des investissements publics entre l'autorité centrale, d'une part, et les autorités locales, d'autre part, on peut affirmer que l'objectif du premier programme d'expansion économique a été atteint.

Il y a lieu de souligner tout particulièrement le fait que les investissements de l'autorité centrale, au cours de la période de 1959 à 1965, ont presque triplé.

## 2. Les investissements de l'autorité centrale.

La répartition des investissements de l'autorité centrale entre les différents objets d'investissement se présente comme suit :

Répartition des investissements de l'autorité centrale.

Wat de verdeling betreft van de overheidsinvesteringen tussen de centrale overheid enerzijds en de lokale overheden anderzijds, kan, worden gesteld dat het objectief van het eerste programma voor ekonomiesche expansie bereikt werd.

Wat bizar dient vermeld is het feit dat de investeringen van de centrale overheid, over de periode 1959 tot 1965, bijna verdrievoudigd zijn.

## 2. De investeringen van de centrale overheid.

De verdeling van de investeringen van de centrale overheid over de verschillende investeringsobjecten doet zich voor als volgt :

Verdeling van de investeringen van de centrale overheid.

Désignation	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	Aanduiding
Routes (en millions) ... . . . . .	1 978	1 799	2 090	2 950	3 883	6 000	6 200	Wegen (in miljoenen).
Indice 1959 = 100 . . . . .	100,0	91,0	105,7	149,1	196,3	303,3	313,4	Index 1959 = 100.
Voies d'eau (+ ports) (en millions).	1 135	1 296	1 865	2 563	3 207	3 800	3 800	Waterwegen (+ havens) (in miljoenen).
Indice 1959 = 100 . . . . .	100,0	114,2	164,3	225,8	282,6	334,8	334,8	Index 1959 = 100.
Bâtiments scolaires (+R.T.B.) (en millions).	1 029	1 716	1 901	2 194	2 367	2 500	2 800	Schoolgebouwen (+ B.R.T.) (in miljoenen).
Indice 1959 = 100 . . . . .	100,0	166,8	184,7	213,2	230,0	243,0	272,3	Index 1959 = 100.
Bâtiments administratifs (en millions).	603	643	565	744	1 093	1 576	1 420	Administratieve gebouwen (in miljoenen).
Indice 1959 = 100 . . . . .	100,0	106,6	93,7	123,4	181,3	261,4	235,5	Index 1959 = 100.
Divers (en millions) . . . . .	197	269	248	593	419	484	480	Verschillende (in miljoenen).
Indice 1959 = 100 . . . . .	100,0	136,5	125,9	301,0	212,7	245,7	243,7	Index 1959 = 100.
Total ...	4 942	5 723	6 669	9 044	10 969	14 360	14 700	Totaal.

Sous réserve de ce qui a déjà été constaté ci-dessus au sujet du total des investissements de l'autorité centrale, comparé au premier programme d'expansion économique, il est évident que les priorités prévues dans le programme en ce qui concerne les objets d'investissement de l'autorité centrale ont été respectées dans leurs grandes lignes.

En effet, la hausse la plus forte se rapporte aux investissements effectués dans les ports et voies d'eau, auxquels le programme a conféré une première priorité. Quant aux routes aussi, l'effort prévu dans le programme a été dépassé.

Onder voorbehoud van wat hierboven reeds werd vastgesteld met betrekking tot het totaal van de investeringen van de centrale overheid, in vergelijking met het eerste programma voor ekonomiesche expansie, is het duidelijk dat de prioriteiten aangegeven in het programma ten aanzien van de investeringsobjecten van de centrale overheid, in grote lijnen werden nageleefd.

Inderdaad, de sterkste stijging ligt bij de investeringen in havens en waterwegen die in het programma een eerste prioriteit toegewezen kregen. Ook wat de wegen betreft werd de inspanning voorzien in het programma overtroffen. Wat

Quant aux réalisations physiques, il faut tenir compte de ce que les nouvelles conceptions au sujet de la construction des routes (profondeur de l'assise et nombre de bandes de circulation) entraînent une élévation notable des coûts.

### 3. Les dépenses extraordinaires de l'Etat en 1964 et 1965.

Les dépenses d'investissement de l'autorité centrale, qui, ainsi qu'indiqué plus haut, s'élèveront à 14 360 millions en 1964 et à 14 700 millions en 1965, correspondent à un montant total de décaissements extraordinaires de l'Etat de 28 200 millions en 1964, et de 25 200 millions en 1965.

Le tableau ci-dessous donne une vue de ces chiffres :

	1964	1965
Dépenses d'investissement (autorité centrale) ...	14 360	14 700
A déduire :		
Investissements qui ne sont pas supportés par le budget extraordinaire :		
Autoroute E 3, complexe Berlaimont, bâtiment R.T.B. . . . .	— 410 —	1 620
Reste ... ... .	13 950	13 080
A ajouter :		
1. Dépenses extraordinaires pour le financement des investissements des autorités régionales et locales, y compris l'exécution de la loi Brunfaut, les dommages de guerre aux biens des A.S.B.L., et les réparations extraordinaires suite aux dégâts causés par l'hiver ...	+ 1 367	+ 1 890
2. Investissements des entreprises publiques (Chemins de fer, P.T.T., etc.) . . . . .	+ 3 916	+ 4 276
3. Dépenses militaires au budget extraordinaire.	+ 6 247	+ 5 529
4. Avances, participations et divers ... . . . .	+ 2 703	+ 1 894
Total des dépenses extraordinaires de l'Etat.	28 183	26 669
Résultat à attendre du renvoi, pour des motifs conjoncturels, de certaines adjudications à la fin de l'année ou à 1966 (estimation) ... . . .	—	— 1 500
	28 183	25 169

Il résulte de cette présentation chiffrée :

a) En face d'une réduction d'environ 3 milliards des dépenses extraordinaires, il n'y a qu'une réduction de  $\pm$  900 millions des investissements supportés directement par l'Etat. Cette réduction est en partie due à l'achèvement attendu pour fin 1964 de l'autoroute Roi Baudouin, tandis que les travaux à adjuger à l'autoroute de Wallonie en 1965 n'exigeront pas immédiatement de décaissements aussi élevés. Il faut cependant s'attendre à ce que le total des décaissements pour investissements directs de l'Etat en 1965 soit inférieur au chiffre de 13 080 millions qui apparaît au tableau, par suite du freinage imposé par la situation de la conjoncture et l'évolution des prix dans le secteur de la construction (1).

b) Les investissements des autres autorités publiques exigeront des dépenses supérieures, principalement par suite de l'application de la loi Brunfaut et de l'établissement de zones industrielles. Les mêmes considérations valent pour les investissements, surtout d'équipement, des entreprises publiques.

c) Les dépenses militaires au budget extraordinaire sont d'environ 700 millions moins élevées en 1965.

d) Les avances et participations diminuent de  $\pm$  800 millions, principalement par suite de la suppression des avances extraordinaires à l'assurance-maladie et au fonds de pension des mineurs ( $-1 225$  millions). Par contre, apparaît comme nouveau poste la contribution à un organisme international pour l'aide aux régions en voie de développement I.D.A. (+275 millions).

(1) En face de cela, les dépenses extra-budgétaires (E 3, Berlaimont, R.T.B.), seront d'environ 1 200 millions plus élevées en 1965 qu'en 1964.

de physische verwezenlijkingen betreft, moet men rekening houden met het feit dat de nieuwe opvattingen inzake wegenbouw (diepte van de bedding en aantal rijstroken) merkelijk hogere kosten met zich brengen.

### 3. De buitengewone uitgaven van de Staat in 1964 en 1965.

De overheidsinvesteringen van de centrale overheid die zoals hoger aangegeven, in 1964 14 360 miljoen en in 1965 14 700 miljoen zullen bedragen, komen overeen met totale buitengewone kasuitgaven van de Staat van 28 200 miljoen in 1964, en 25 200 miljoen in 1965.

Onderstaande tabel geeft inzicht in deze cijfers :

	1964	1965
Overheidsinvesteringen (centrale overheid) ...	14 360	14 700
Af te trekken :		
Investeringen die niet door de buitengewone begroting werden gedragen :		
Autosnelweg E 3, complex Berlaimont, gebouw B.R.T. . . . .	— 410 —	1 620
Blijft ... . . . .	13 950	13 080
Bij te voegen :		
1. Buitengewone uitgaven ter financiering van investeringen van regionale en lokale overheden, inbegrepen uitvoering wet Brunfaut, oorlogsschade aan goederen van V.Z.W.O., en buitengewoon herstel wegens winterschade.	+ 1 367	+ 1 890
2. Investeringen van overheidsbedrijven (Spoorwegen, P.T.T., enz.). . . . .	+ 3 916	+ 4 276
3. Militaire uitgaven op de buitengewone begroting . . . . .	+ 6 247	+ 5 529
4. Voorschotten, participaties en diversen . . . .	+ 2 703	+ 1 894
Totaal buitengewone uitgaven van de Staat.	28 183	26 669
Resultaat te verwachten van de verschuiving van sommige aanbestedingen naar het einde van het jaar of naar 1964, om conjoncturele redenen (raming) . . . . .	—	— 1 500
	28 183	25 169

Uit deze cijferopstelling blijkt :

a) Tegenover een vermindering met ongeveer 3 miljard van de buitengewone uitgaven, staat een vermindering met slechts  $\pm$  900 miljoen van de door de Staat gedragen directe investeringen. Deze vermindering vindt voor een deel haar oorzaak in de verwachte afwerking einde 1964 van de autosnelweg Koning Boudewijn, terwijl de aan te besteden werken aan de Waalse autosnelweg in 1965 niet onmiddellijk even hoge betalingen zullen vergen. Het is nochtans te verwachten dat de totale betalingen voor directe investeringen van de Staat in 1965 lager zullen liggen dan het in de tabel voorkomende cijfer van 13 080 miljoen, ingevolge de afremming opgelegd door de toestand van de conjunctuur en de prijzenrevolutie in de bouwsector (1).

b) De investeringen van andere openbare besturen zullen hogere uitgaven vergen, hoofdzakelijk wegens toepassing van de Wet Brunfaut en de aanleg van industriezones. Hetzelfde geldt voor de investeringen, vooral wegens uitrusting van de overheidsbedrijven.

c) De militaire uitgaven op de buitengewone begroting liggen in 1965 ongeveer 700 miljoen lager.

d) Voorschotten en participaties dalen met  $\pm$  800 miljoen, hoofdzakelijk wegens wegvalen van de buitengewone voorschotten aan de ziekteverzekering en het Pensioenfonds der mijnwerkers ( $-1 225$  miljoen). Daarentegen komt als nieuwe post de bijdrage voor aan een internationaal organisme voor hulp aan ontwikkelingsgebieden I.D.A. (+275 miljoen).

(1) Daar staat tegenover dat de uitgaven buiten begroting (E 3, Berlaimont, B.R.T.) ongeveer 1 200 miljoen hoger zullen liggen in 1965 tegenover 1964.

#### 4. Total des investissements publics pendant la période 1962-1965.

Lorsqu'on fait la somme des investissements publics pour les années 1962, 1963, 1964 et 1965, qui correspondent à peu près à la période pour laquelle le Gouvernement actuel assume la responsabilité de la gestion publique, on atteint le montant impressionnant de 101 milliards.

De ce montant, à peu près 50 milliards ont été affectés à des investissements de l'autorité centrale, 34 milliards à des investissements des autorités locales et environ 18 milliards à l'achat d'équipement et aux investissements des parastataux de la sécurité sociale et de l'enseignement libre.

Les 50 milliards de l'autorité centrale se répartissent comme suit :

- 19,3 milliards pour les routes;
- 13,4 milliards pour les voies d'eau et les ports;
- 9,9 milliards pour les bâtiments scolaires;
- 4,8 milliards pour les bâtiments administratifs;
- 2,0 milliards pour divers.

#### 5° L'ENSEIGNEMENT.

Le budget de l'Education nationale et de la Culture pour 1965 est, comme pour 1964 d'ailleurs, le plus élevé de tous les budgets de dépenses : il atteint 30 854 millions, contre 28 199 millions au budget initial de 1964 et 29 470 millions au budget ajusté.

Le tableau donne l'évolution, par grandes subdivisions, de toutes les dépenses d'enseignement de 1960 à 1965, en ce compris celles financées par d'autres départements ainsi que par les Fonds des constructions scolaires de l'Etat et des pouvoirs locaux, mais abstraction faite des charges de la R.T.B. Les chiffres de ce tableau ne sont donc pas comparables à ceux précités du budget de l'Education nationale et de la Culture.

On peut ainsi constater que, de 1960 à 1965, les dépenses globales se sont accrues de 59 %, ou de 58 % si l'on y inclut les constructions scolaires.

La majoration des dépenses affecte toutes les sections, mais dans des mesures différentes. Certaines dépenses ayant, selon les années, figuré au budget sous la section I, Administration générale, ou, au contraire, été ventilées sous les diverses sections auxquelles elles se rapportent, nous nous abstiendrons de comparer l'évolution pour ladite section.

Les dépenses de l'enseignement primaire et gardien ont augmenté de 25 %; leur évolution a été influencée par la circonstance que ce secteur connaît une stabilité relative des effectifs scolaires.

Les dépenses réelles pour l'enseignement spécial sont réparties sur la section III (enseignement de l'Etat) et II (enseignement subventionné). Ces charges sont destinées à croître, dans le cadre de la future loi sur l'enseignement spécial qui est déposée au Parlement.

Les dépenses de l'enseignement moyen, de l'enseignement normal, et de l'enseignement technique, accusent respectivement en l'espace de cinq ans des augmentations de 62 %, 69 % et 80 %.

#### 4. Som van de overheidsinvesteringen in de periode 1962-1965.

Als men de som maakt van de overheidsinvesteringen voor de jaren 1962, 1963, 1964 en 1965, die nagenoeg overeenkomen met de periode waarvoor de huidige Regering de verantwoordelijkheid draagt inzake overheidsbeleid, komt men tot het indrukwekkend bedrag van 101 miljard.

Daarvan werd bijna 50 miljard besteed voor investeringen van de centrale overheid, 34 miljard voor investeringen van de lokale overheden en ongeveer 18 miljard voor de aankoop van uitrusting en de investeringen van de parastatalen van de sociale zekerheid en het vrij onderwijs.

De investeringen van de centrale overheid zijn als volgt verdeeld :

- 19,3 miljard voor wegen;
- 13,4 miljard voor waterwegen en havens;
- 9,9 miljard voor schoolgebouwen;
- 4,8 miljard voor administratieve gebouwen;
- 2,0 miljard voor verschillende.

#### 5° HET ONDERWIJS.

De begroting van Nationale Opvoeding en Cultuur voor 1965 is, zoals overigens voor 1964, de hoogste van alle uitgavenbegrotingen : zij bedraagt 30 854 miljoen, tegenover 28 199 miljoen vergeleken met de aanvankelijke begroting van 1964 en 29 470 miljoen tegenover de aangepaste begroting.

De tabel geeft door middel van grote onderverdelingen de evolutie aan van alle onderwijsuitgaven van 1960 tot 1965, met inbegrip van die welke door andere departementen alsmede door de Fondsen voor schoolgebouwen van het Rijk en van de plaatselijke besturen gefinancierd worden, de lasten van de B.R.T. buiten beschouwing gelaten. De in die tabel opgenomen cijfers zijn dus niet te vergelijken met voormelde bedragen van de begroting van Nationale Opvoeding en Cultuur.

Aldus kan men vaststellen dat de globale uitgaven, van 1960 tot 1965, toegenomen zijn met 59 %, of met 58 % als men er de schoolgebouwen bijneemt.

De vermeerdering van de uitgaven treft alle secties, maar in verschillende mate. Aangezien zekere uitgaven, volgens de jaren, voorkwamen op de begroting onder sectie I, Algemeen bestuur, of, daarentegen onder de verschillende secties waarop zij betrekking hebben, verdeeld werden, zullen wij er ons van onthouden de evolutie voor bedoelde sectie te vergelijken.

De uitgaven in verband met het lager — en bewaarschoolonderwijs zijn met 25 % toegenomen; hun evolutie werd beïnvloed door de omstandigheid dat deze sector een betrekkelijke stabiliteit kent wat het aantal schoolkinderen betreft.

De werkelijke uitgaven voor het buitengewoon onderwijs zijn over de secties III (Rijksonderwijs) en II (gesubsidieerd onderwijs) verspreid. Deze lasten zullen toenemen, in het kader van de toekomstige wet op het buitengewoon onderwijs die bij het Parlement werd ingediend.

De uitgaven voor het middelbaar onderwijs, het normaal onderwijs en het technisch onderwijs wijzen respectievelijk in vijf jaar tijds verhogingen aan met 62 %, 69 % en 80 %.

Dépenses d'enseignement.  
(En millions de francs.)

Onderwijsuitgaven.  
(In miljoenen frank.)

	1960 (a)	1961 (a)	1962 (a)	1963 (a)	1964 (b)	1965 (c)	1960 =100	
<i>Budget ordinaire de l'Education nationale et de la Culture :</i>								
Section I. — Administration générale.	204	247	228	244	297	337	165	Gewone begroting van Nationale Opvoeding en Cultuur:
Section II. — Enseignement primaire.	6 702	6 576	7 231	8 065	8 339	8 392	125	Sectie I. — Algemeen bestuur.
Section III. — Enseignement spécial.	10	12	18	34	60	90	900	Sectie II. — Lager Onderwijs.
Section IV. — Enseignement moyen.	4 372	5 022	5 130	6 183	6 731	7 072	162	Sectie III. — Buitengewoon Onderwijs.
Section V. — Enseignement technique.	4 286	5 157	5 332	6 284	6 989	7 699	180	Sectie IV. — Middelbaar Onderwijs.
Section VI. — Enseignement normal.	636	741	817	954	1 039	1 078	169	Sectie V. — Technisch Onderwijs.
Section VII. — Enseignement artistique.	197	219	223	273	299	300	152	Sectie VI. — Normaalonderwijs.
Section VIII. — Enseignement supérieur.	1 126	1 525	1 815	2 275	2 486	3 040	270	Sectie VII. — Kunstonderwijs.
Section IX. — Recherche scientifique.	309	333	424	503	619	607	196	Sectie VIII. — Hoger Onderwijs.
Section X. — Services éducatifs.	496	487	688	780	943	1 023	207	Sectie IX. — Wetenschappelijk Onderzoek.
Section XI. — Relations culturelles. — XII, Arts et Lettres et XIII, Education physique.	299	337	441	512	624	648	215	Sectie X. — Opvoedende diensten.
	18 637	20 656	22 347	26 107	28 426	30 286	163	Sectie XI. — Culturele betrekkingen. — XII, Kunsten en Letteren en XIII, Lichamelijke Opvoeding.
<i>Dépenses d'enseignement dans les autres budgets ordinaires.</i>								
Total dépenses ordinaires.	662	652	630	413	339	467	70	Onderwijsuitgaven in de andere gewone begrotingen.
	19 299	21 308	22 977	26 520	28 765	30 753	159	Totaal gewone uitgaven.
<i>Dépenses extraordinaires :</i>								
Constructions scolaires Etat (d)	1 716	1 901	2 194	2 367	2 400	2 500	146	Buitengewone uitgaven :
Provinces et communes ... ...	368	326	384	368	400	450	122	Schoolgebouwen Rijk (d). Provinciën en gemeenten.
Total dépenses extraordinaires.	2 084	2 227	2 578	2 735	2 800	2 950	142	Totaal buitengewone uitgaven.
Total général ...	21 383	23 535	25 555	29 255	31 565	33 703	158	Algemeen totaal.

(a) Réalisations.

(b) Budget ajusté, y compris les reports.

(c) Budget initial, y compris les reports.

(d) Budget extraordinaire + Fonds des constructions scolaires + expropriations.

La majoration est encore plus marquée pour l'enseignement supérieur (+170 %), la recherche scientifique (+96 %), les services éducatifs en ce compris les bourses d'études (+107 %), et les crédits culturels et d'éducation physique (+115 %).

Les facteurs qui justifient ces augmentations sont multiples. Certains d'entre eux, tels que la revalorisation des traitements ou la hausse de l'index, sont communs à l'ensem-

(a) Verwezenlijkingen.

(b) Aangepaste begroting, met inbegrip van de overdrachten.

(c) Oorspronkelijke begroting, met Inbegrip van de overdrachten.

(d) Buitengewone begroting + Fonds voor Schoolgebouwen + onteigeningen.

De verhoging is nog scherper afgetekend voor het hoger onderwijs (+170 %), het wetenschappelijk onderzoek (+96 %), de opvoedende diensten met inbegrip van de studiebeurzen (+107 %), en de kredieten inzake cultuur en lichamelijke opvoeding (+115 %).

Veelvuldige factoren rechtvaardigen deze verhogingen. Daaronder zijn er, zoals de revalorisatie van de wedden of de stijging van het indexcijfer, die gelden voor al de

ble des dépenses de l'Etat, mais ils ont, sur le budget de l'Education nationale, une incidence d'autant plus grande que la fraction du budget qui en est affectée est proportionnellement plus importante (près des 3/4 du budget). La revalorisation entraîne pour les crédits qu'elle influence des majorations de 10 à 30 % et la hausse de l'index une augmentation de 7,5 % par rapport à 1960.

Mais le principal motif de l'augmentation des dépenses reste sans aucun doute le développement de l'enseignement de l'Etat, et de l'enseignement subventionné, officiel et libre. Dans le cadre des possibilités accrues ouvertes par le pacte scolaire, ce développement répond à la poussée démographique, à la prolongation spontanée de la scolarité, ainsi qu'à la politique de démocratisation des études, assortie d'encouragements concrets à la recherche scientifique et technologique suscitant et multipliant les vocations scientifiques. Rappelons, à ce propos, le dépôt par le Gouvernement d'un projet de loi sur l'obligation scolaire jusqu'à l'âge de 16 ans.

On notera, avec intérêt, que les crédits pour le Fonds national des études sont passés de 1960 à 1965, de 370 millions à 662 millions, soit une augmentation de 78 %, due à l'accroissement des taux et du nombre des bourses attribuées.

Rappelons, également, que les centres psycho-médico-sociaux ont été alignés, en 1962, sur le régime de la loi du 29 mai 1959. Il en résultera une charge accrue pour le Trésor.

La législation de 1959 sur les constructions scolaires et celle de 1960 sur les constructions de l'enseignement supérieur ont reçu, au cours de la présente législature, leur pleine application, ainsi que le montre le tableau ci-dessus.

L'expansion de l'enseignement universitaire se traduit sous la forme d'une prévision globale de 400 millions, inscrits au budget de l'Education nationale et de la Culture à la section Enseignement supérieur.

Le Gouvernement s'inspire, dans ce domaine, d'un quadruple souci : faire progresser cette expansion de l'enseignement au cours des années qui viennent; maintenir à tous égards le niveau scientifique des études; sauvegarder l'équilibre traditionnel sur le plan universitaire; enfin, contenir le programme projeté dans la limite des moyens financiers.

La question déborde largement des nécessités imposées par le développement de la recherche scientifique, encore que sa solution revête une importance décisive à cet égard. Elle est née principalement de l'augmentation prévisible du nombre d'étudiants inscrits pour la première fois dans les candidatures, augmentation qui, elle-même, est la conséquence de l'élévation du niveau de vie ainsi que des besoins toujours accrus de diplômés universitaires. Selon les prévisions actuelles, le nombre des étudiants dans les universités belges atteindrait 50 000 en 1970 contre 38 366 actuellement.

Une évolution aussi rapide ne va pas sans poser de multiples problèmes : problèmes du personnel enseignant, scientifique, technique et administratif, problèmes des bâtiments, problèmes de financement, etc.

Ainsi que le Premier Ministre l'a exposé dans sa déclaration au Sénat, il y a lieu d'abord de mettre les universités existantes en mesure de se développer par priorité. D'autre part, les institutions d'enseignement supérieur fonctionnant actuellement à Anvers, Mons et Namur doivent être adap-

Rijksuitgaven, maar op de begroting van Nationale Opvoeding hebben ze een des te grotere terugslag daar de fractie van de begroting die erdoor getroffen wordt, proportioneel groter is (bijna 3/4 van de begroting). De revalorisatie brengt voor de desbetreffende kredieten verhogingen mee van 10 tot 30 % terwijl de stijging van het indexcijfer een toename met 7,5 % veroorzaakt in vergelijking met 1960.

Doch de voornaamste reden van de verhoging der uitgaven blijft ongetwijfeld de uitbreiding van het Rijksonderwijs en van het gesubsidieerd officieel en vrij onderwijs. In het kader van de grotere mogelijkheden ingevolge het schoolpact, beantwoordt deze uitbreiding aan de demografische aangroei, de spontane verlenging van het schoolgaan evenals aan de politiek tot democratizing van het onderwijs, die gepaard gaat met concrete aanmoedigingen voor het wetenschappelijk en technologisch onderzoek waardoor de wetenschappelijke roepingen ontstaan en aangroeien. Brengen wij dienaangaande in herinnering dat de Regering een wetsontwerp op de schoolplicht tot de leeftijd van 16 jaar ingediend heeft.

Belangrijk is ook dat de kredieten voor het Nationaal Studiefonds, van 1960 tot 1965, van 370 tot 662 miljoen stegen, zegge een verhoging met 78 %, die te wijten is aan de toename van de bedragen en van het aantal der toegekende beurzen.

Herinneren wij eveneens aan het feit dat de psycho-medische sociale centra in 1962 aan het regime van de wet van 29 mei 1959 aangepast werden. Hieruit zal voor de Schatkist een hogere last voortvloeien.

De wetgeving van 1959 op de schoolgebouwen en die van 1960 op de gebouwen voor het hoger onderwijs werden, in de loop van deze legislatuur, volledig in toepassing gebracht, zoals uit bovenstaande tabel blijkt.

De expansie van het universitair onderwijs uit zich in een globale raming van 400 miljoen, die op de begroting van Nationale Opvoeding en Cultuur, sectie Hoger Onderwijs, uitgetrokken werd.

Op dit gebied laat de Regering zich leiden door een viervoudige bezorgdheid : deze expansie van het onderwijs in de loop van de komende jaren doen vooruitgaan; in elk opzicht het wetenschappelijke peil van de studies handhaven; het traditioneel evenwicht op het universitair plan vrijwaren; ten slotte het ontworpen programma binnen de grens van de financiële middelen houden.

De kwestie gaat ruimschoots de door de ontwikkeling van het wetenschappelijk onderzoek opgelegde noodwendigheden te buiten, hoewel de oplossing ervan in dit opzicht van doorslaand belang is. Ze is hoofdzakelijk ontstaan uit de verhoging, welke te voorzien was, van het aantal studenten die voor de eerste maal voor de kandidaturen ingeschreven zijn; deze toename zelf is het gevolg van de hogere levensstandaard, alsmede van de steeds toenemende behoeften aan universiteitsgediplomeerden. Volgens de huidige vooruitzichten zou het aantal studenten aan de Belgische universiteiten in 1970 50 000 bereiken tegenover 38 366 thans.

Een zo snelle evolutie brengt heelwat problemen mee : problemen inzake onderwijszend, wetenschappelijk, technisch en administratief personeel, problemen in verband met de gebouwen, financieringsproblemen, enz.

Zoals de Eerste Minister het in zijn verklaring voor de Senaat uiteengezet heeft, moeten eerst de bestaande universiteiten zich bij voorrang kunnen uitbreiden. Anderzijds moeten de hogere onderwijsinstellingen die thans te Antwerpen, Bergen en Namen functioneren, derwijze aan-

tées de façon à répondre aux nécessités de leurs régions respectives et cela en assurant un réel équilibre. Enfin, la décentralisation des candidatures doit donner lieu à un essai limité grâce auquel il sera possible d'expérimenter cette formule et de déterminer si, en fait, elle répond à des besoins réels et produit des résultats de qualité. Le résultat de l'expérience permettra d'apprécier s'il convient d'amplifier cet effort au-delà de cet essai.

Un programme général de financement pour l'exercice 1965 et les exercices futurs sera présenté en même temps que le projet sur l'expansion universitaire que le Gouvernement déposera au Parlement dès sa rentrée.

La circonstance déjà signalée que les dépenses d'éducation nationale et de la culture sont les plus élevées de l'Etat est en soi un gage heureux du développement futur de la Nation. L'expansion des dépenses d'enseignement est d'ailleurs un phénomène que l'on rencontre dans tous les pays. Il n'en reste pas moins vrai que le Gouvernement a le souci de maintenir ces dépenses dans le cadre des possibilités financières et d'éliminer celles qui ne répondent pas à un réel besoin. Dans ce but il a soumis à la Commission du Pacte Scolaire des projets d'arrêtés royaux portant rationalisation des principaux secteurs (Enseignement primaire, moyen et technique). La Commission les examine très attentivement et il est à prévoir qu'un arrêté relatif à l'enseignement moyen pourra être soumis prochainement à la signature du chef de l'Etat.

#### **6° LES CREDITS DE POLITIQUE SCIENTIFIQUE.**

Le progrès de la recherche scientifique, sous toutes ses formes, représente plus que jamais une préoccupation essentielle du Gouvernement. Joint à celui de l'enseignement supérieur, il conditionne en effet largement le développement culturel de la nation, son essor économique et son progrès social.

L'effort consenti en ce domaine se reflète dans l'évolution des chiffres ci-dessous, dont il résulte que le total des crédits proposés au projet de budget 1965 pour l'enseignement supérieur et la recherche scientifique atteint le montant de 6 396 millions contre un montant de 3 393 millions représentant le total des dépenses de 1961. Ceci implique un accroissement de près de 90 % en 4 ans. Ces chiffres tiennent compte de la revalorisation des traitements du personnel scientifique et enseignant des Universités et des Etablissements scientifiques de l'Etat, revalorisation décidée en 1964 avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 1962.

gepast worden dat ze aan de noodwendigheden van hun respectieve streken beantwoorden en zulks door te zorgen voor een werkelijk evenwicht. Tenslotte moet de decentralisatie van de kandidaturen tot een beperkte proefneming leiden waardoor het zal mogelijk zijn de waarde van deze formule na te gaan en uit te maken of ze in feite aan werkelijke behoeften beantwoordt en goede resultaten oplevert. De opgedane ondervinding zal het mogelijk maken te oordelen of het past deze inspanning buiten het raam van de gedane proef voort te zetten.

Een algemeen financieringsprogramma voor het dienstjaar 1965 en de komende dienstjaren zal terzelfder tijd voorgelegd worden als het ontwerp over de universitaire expansie dat de Regering bij het Parlement zal indienen bij de hervatting der werkzaamheden.

De reeds aangehaalde omstandigheid dat de uitgaven voor nationale opvoeding en cultuur de hoogste Rijksuitgaven zijn, is op zich zelf een gelukkige waarborg voor de toekomstige ontwikkeling van de natie. De expansie van de onderwijsuitgaven is ten andere een verschijnsel dat in alle landen voorkomt. Het blijft echter niettemin waar dat de regering er moet voor zorgen deze uitgaven binnen het kader van de financiële mogelijkheden te houden en die uitgaven uit te schakelen, welke niet aan een werkelijke behoeftte beantwoorden. Met dit doel heeft ze aan de Commissie van het Schoolpact ontwerpen van koninklijke besluiten houdende rationalisering van de voornaamste sectoren (Lager, middelbaar en technisch onderwijs) voorgelegd. De Commissie onderzoekt ze zeer aandachtig, en voorzien wordt dat een besluit betreffende het middelbaar onderwijs eerstdags ter ondertekening aan het Staatshoofd zal kunnen voorgelegd worden.

#### **6° DE KREDIETEN VOOR WETENSCHAPPELIJK ONDERZOEK.**

De vooruitgang van het wetenschappelijk onderzoek, in al zijn vormen, is meer dan ooit de hoofdbekommernis van de Regering. Samen met de vooruitgang van het hoger onderwijs, is hij inderdaad een belangrijke voorwaarde voor de culturele ontwikkeling, de economische ontplooiing en de sociale vooruitgang van de natie.

De op dit gebied geleverde inspanning wordt weerspiegeld in de evolutie van onderstaande cijfers, waaruit blijkt dat de totale op het begrotingsontwerp 1965 voor het hoger onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek voorgestelde kredieten het bedrag van 6 396 miljoen bereiken tegen een bedrag van 3 393 miljoen dat de totale uitgaven in 1961 vertegenwoordigt. Dit betekent een toename met bijna 90 % in 4 jaar. Deze cijfers houden rekening met de herwaardering van de wedden van het wetenschappelijk en onderwijzend personeel van de universiteiten en van de wetenschappelijke instellingen van de Staat, herwaardering die in 1964 beslist werd, maar op 1 juli 1962 uitwerking heeft.

## Budget de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

(En millions de francs.)

Begroting van het hoger onderwijs  
en van het wetenschappelijk onderzoek.

(In miljoenen frank.)

	Dépenses — Uitgaven			Budget ajusté 1964	Projet de budget 1965	
	1961	1962	1963	Aangepaste begroting 1964	Begrotings- ontwerp 1965	
Education nationale ... ...	1 924	2 256	2 780	3 118	3 758	Nationale Opvoeding.
Affaires économiques ... ...	1 015	1 248	1 422	1 636	1 647	Economische Zaken.
Agriculture ... ... ...	144	173	193	229	258	Landbouw.
Santé publique ... ... ...	74	79	91	126	105	Volksgezondheid.
Défense nationale ... ...	107	80	141	223	194	Landsverdediging.
Premier Ministre ... ...	—	56	120	226	270	Eerste Minister.
Travaux publics ... ...	92	92	92	71	142	Openbare Werken.
Divers ... ... ... ...	37	41	34	37	22	Verschillende.
	3 393	4 025	4 873	5 666	6 396	

Le budget de 1965 s'inscrit dans la ligne des budgets précédents. Grâce au travail élaboré par les différents organes de la politique scientifique, les moyens nouveaux mis à la disposition de la Science ont été répartis d'une manière rationnelle, en fonction des objectifs essentiels que le Gouvernement s'est fixés.

Indépendamment des accroissements inéluctables résultant d'obligations juridiques et de la hausse des activités en cours, compte tenu également des augmentations suscitées par le développement normal des programmes antérieurement arrêtés et par la réalisation de programmes nouveaux, le Gouvernement a entendu, cette année, faire porter l'effort principal sur :

- 1° l'expansion de l'enseignement supérieur;
- 2° le développement de la recherche technologique.

L'expansion de l'enseignement supérieur est à l'origine d'une nouvelle et importante progression en 1965. Cette progression comprend 400 millions, au-delà de l'accroissement normal du budget de l'enseignement supérieur. L'ensemble de l'effort d'expansion est commenté dans les développements consacrés ci-dessus à l'enseignement.

L'année 1964 aura par ailleurs été marquée, comme il est dit plus haut, par la revalorisation des barèmes du personnel universitaire enseignant et scientifique, revalorisation qui s'applique également au personnel des établissements scientifiques. Le statut de ces établissements et leur adaptation aux nécessités de notre époque ont fait l'objet de nombreuses études qui doivent être terminées prochainement. Les établissements scientifiques pourront travailler dès lors dans des conditions plus appropriées à l'accomplissement de leur mission.

La recherche fondamentale est développée, non seulement dans les universités et les établissements scientifiques, mais aussi au sein de diverses fondations tels l'Institut inter-universitaire des sciences nucléaires, le Fonds de la recherche scientifique médicale et le Fonds national de la recherche scientifique. Ces fondations sont alimentées principalement par des subsides inscrits au budget. Il en est de même d'autres programmes de recherche fondamentale visés par l'arrêté royal du 5 février 1962.

L'ensemble de ce secteur doit faire l'objet, encore en 1964, d'une réforme de structure qui sera inspirée par le souci d'assurer à la fois un développement pondéré des

De begroting van 1965 ligt in de lijn van de vorige begrotingen. Dank zij het door de verschillende organen voor wetenschapsbeleid verrichte werk, werden de nieuwe middelen die ter beschikking van de Wetenschap gesteld worden, op rationele wijze verdeeld, in functie van de voorname doelstellingen van de Regering.

Ongeacht de onafwendbare verhogingen die uit juridische verplichtingen voortvloeien, alsmede de uitbouw van de aan de gang zijnde activiteiten en zonder de verhogingen te negeren voortkomend van de normale ontwikkeling der vroeger gelanceerde programma's en de verwezenlijking van nieuwe programma's, slaat de krachtsinspanning van de Regering dit jaar hoofdzakelijk op :

- 1° de uitbreiding van het hoger onderwijs;
- 2° de ontwikkeling van het technologisch onderzoek.

De uitbreiding van het hoger onderwijs ligt aan de oorsprong van een nieuwe en belangrijke stijging in 1965. Deze stijging omvat 400 miljoen meer dan de normale verhoging van de begroting voor het hoger onderwijs. De uitbreidingsinspanning in haar geheel wordt gcommentarieerd in de hierboven aan het onderwijs gewijde uiteenzettingen.

Zoals hoger gezegd werd, zal het jaar 1964 anderzijds gekenmerkt worden door de herwaardering van de weddeschalen van het onderwijszend en wetenschappelijk universitair personeel, herwaardering die eveneens op het personeel van de wetenschappelijke instellingen van toepassing is. Aan het statuut van die instellingen en aan hun aanpassing aan de noden van onze tijd werden talrijke studies gewijd, die kortelijks moeten beëindigd worden. De wetenschappelijke instellingen zullen dan kunnen werken in voorwaarden die beter aan het vervullen van hun opdracht aangepast zijn.

Het fundamenteel onderzoek wordt ontwikkeld, niet alleen in de universiteiten en de wetenschappelijke instellingen, maar ook in de schoot van verscheidene stichtingen zoals het Interuniversitair Instituut voor Kernwetenschappen, het Fonds voor geneeskundig wetenschappelijk onderzoek en het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek. Deze stichtingen worden hoofdzakelijk gestijfd door op de begroting uitgetrokken subsidies. Dit is eveneens het geval voor andere bij koninklijk besluit van 5 februari 1962 bedoelde programma's voor fundamenteel onderzoek.

Gans deze sector moet, in 1964 nog, een structuurhervorming ondergaan, die zal ingegeven zijn door de bezorgdheid tegelijkertijd een bezadigde ontwikkeling te verzekeren van

divers secteurs de la science, un traitement équitable et objectif des demandes de subventions présentées par les chercheurs ainsi qu'un contrôle efficace de l'usage et de l'affectation des crédits.

Si le domaine de la recherche fondamentale est essentiel, l'avenir de l'économie du pays dépend cependant plus immédiatement du développement de la recherche appliquée. La création continue de produits, de méthodes et de techniques nouvelles apparaît de plus en plus comme un moyen de maintenir et de développer la puissance compétitive de l'économie et de faciliter ainsi le progrès social.

La recherche industrielle revêt dès lors un intérêt de tout premier plan. Le Gouvernement estime que l'effort de la Belgique dans ce domaine doit être intensifié. C'est, comme il a été dit, le second objectif essentiel du budget de la politique scientifique du prochain exercice.

L'aide du Gouvernement à cette catégorie de recherches s'effectue principalement par deux voies. La première est l'I.R.S.I.A., la seconde le régime des avances du Ministère des Affaires économiques pour la création de prototypes.

L'une et l'autre formules ont rendu de grands services. Le Gouvernement estime néanmoins qu'il faudra remanier quelque peu ces deux régimes d'aide financière de manière à les adapter aux conditions actuelles de la recherche industrielle. D'importantes études sont en cours à ce sujet. Un effort financier appréciable est déjà réalisé dans le budget de 1965 à cet égard.

La recherche industrielle revêt par ailleurs des aspects internationaux de plus en plus poussés puisqu'on peut estimer aux deux tiers des crédits affectés à cette catégorie de recherches ceux qui correspondent aux cotisations de la Belgique aux organismes internationaux chargés de la recherche nucléaire (Euratom) ainsi que la recherche spatiale (Eldo, Esro) (1).

Dans le domaine nucléaire, les Etats membres de l'Euratom s'efforcent en ce moment de donner au deuxième programme quinquennal de cette organisation une orientation pleinement conforme à ses objectifs essentiels. Cette mise au point ne va pas sans difficultés. La Belgique contribue à les aplatiser compte tenu de ses intérêts légitimes, dans un esprit de coopération et d'efficacité européennes.

Quant à la recherche spatiale, l'année 1964 aura vu l'entrée en vigueur des traités créant l'Eldo et l'Esro. L'Eldo a déjà réalisé plus de la moitié de son premier programme. L'Esro, dont le démarrage a été moins rapide, passe maintenant à la phase active d'exécution de ses projets. Les crédits destinés à la recherche spatiale progressent rapidement et l'année 1964 verra sans doute l'attribution à l'industrie belge de commandes intéressantes en matière de satellites ou de composantes de ceux-ci. Dans un autre domaine — celui des télécommunications par satellites — le Gouvernement participe très activement aux pourparlers qui se déroulent depuis un an et qui viennent d'aboutir à un accord permettant de jeter les bases d'un réseau mondial.

Il faut noter ici que le développement des organismes scientifiques internationaux, principalement en matière spatiale et nucléaire, contribue à donner au budget de la Science une assez grande rigidité, les importantes cotisations dues par la Belgique représentant des crédits pratiquement incompressibles. Ceci fait naître certains problèmes, auxquels le Gouvernement est attentif.

de verschillende sectoren van de wetenschap evenals een billijke en objectieve behandeling van de subsidieaanvragen, die door de onderzoekers ingediend worden en een doeltreffende controle van het gebruik en de bestemming van de kredieten.

Zo het gebied van het fundamenteel onderzoek essentieel is, dan hangt de toekomst van de ekonomie van het land echter meer rechtstreeks af van de ontwikkeling van het toegepast onderzoek. De voortdurende creatie van produkten, van nieuwe methodes en technieken blijkt meer en meer een middel te zijn om het concurrentievermogen van de ekonomie te behouden en te ontwikkelen en aldus de sociale vooruitgang te vergemakkelijken.

Het rijverheidsonderzoek is dan ook van het allergrootste belang. De Regering is van oordeel dat te inspanning van België op dit gebied moet geïntensiveerd worden. Zoals reeds gezegd werd, is dit het tweede hoofddoel van de begroting voor wetenschappelijk onderzoek van het volgende dienstjaar.

De hulpverlening van de Regering aan die kategorie onderzoeken geschiedt hoofdzakelijk langs twee wegen. De eerste is de I.W.O.N.L., de tweede is het voorschottenstelsel van het Ministerie van Ekonomiesche Zaken voor de creatie van prototypen.

Beide formules hebben grote diensten bewezen. De Regering meent niettemin dat beide stelsels voor financiële hulp enigszins zullen moeten omgewerkt worden om ze aan de huidige voorwaarden van het rijverheidsonderzoek aan te passen. Op dit stuk zijn belangrijke studies aan de gang. De begroting voor 1965 getuigt terzake reeds van een merkbare financiële inspanning.

Het rijverheidsonderzoek vertoont anderzijds steeds meer doorgedreven internationale aspecten, vermits de kredieten die overeenstemmen met de bijdragen van België aan de internationale organismen, die belast zijn met het kernonderzoek (Euratom) evenals met het ruimteonderzoek (Eldo, Esro) (1), op twee derden kunnen geraamd worden van de voor die kategorie onderzoeken bestemde kredieten.

Op het gebied van kernonderzoek spannen de lid-Staten van Euratom zich op dit ogenblik in om aan het tweede vijfjarenplan van die organisatie een richting te geven, die volledig met de hoofdoeleinden ervan overeenstemt. Deze aanpassing gaat niet zonder moeilijkheden. België draagt ertoe bij om deze moeilijkheden uit de weg te ruimen in een geest van Europese samenwerking en doeltreffendheid, rekening houdend met zijn rechtmatige belangen.

Wat het ruimteonderzoek betreft, zal het jaar 1964 het van kracht worden van de verdragen tot oprichting van de Eldo en de Esro gekend hebben. De Eldo heeft reeds meer dan de helft van haar eerste programma verwezenlijkt. De Esro, dat een minder snelle start kende, gaat thans over tot de actieve uitvoeringsfase van haar projecten. De voor het ruimteonderzoek bestemde kredieten verhogen snel en in 1964 zullen ongetwijfeld interessante bestellingen inzake satellieten of onderdelen ervan aan de Belgische rijverheid toegekend worden. Op een ander gebied — dat van de televerbindingen door middel van satellieten — neemt de Regering actief deel aan de besprekingen die sinds een jaar plaats grijpen en die zopas geleid hebben tot een akkoord dat het mogelijk maakt de basis voor een wereldnet te leggen.

Hier dient aangestipt dat de ontwikkeling van de internationale wetenschappelijke organismen, hoofdzakelijk op ruimte- en kerngebied, ertoe bijdragen de begroting voor Wetenschappen een tamelijk grote strakheid te geven, daar de belangrijke door België verschuldigde bijdragen praktisch niet inkrimpbare kredieten vertegenwoordigen. Dit doet zekere problemen rijzen, die niet aan de aandacht van de Regering ontsnappen.

(1) European Space Vehicle Launcher Development Organization (Eldo); — European Space Research Organization (Esro).

(1) European Space Vehicle Launcher Development Organization (Eldo); — European Space Research Organization (Esro).

L'aide à la recherche scientifique agricole sera renforcée en 1965, son intérêt étant à tous égards assimilable à celui de la recherche industrielle. L'année 1965, comme du reste l'année 1964, verra la continuation des programmes d'expansion en cours de réalisation. Il a été prévu, d'autre part, de sensibles augmentations des crédits relatifs à l'Institut économique agricole ainsi qu'aux contrats de subvention.

Il convient enfin de faire observer qu'aux crédits inscrits au budget des dépenses ordinaires des départements s'ajouteront les sommes qui seront portées au budget pour Ordre, par prélèvement sur le produit de l'emprunt émis depuis 1960 par la Fondation nationale pour le Financement de la Recherche scientifique.

Depuis 1961 et jusqu'en 1964, le Gouvernement a porté chaque année, au budget des Voies et Moyens, une somme à provenir du produit de cet emprunt. Pour les années 1963 et 1964 aucun versement de la Fondation n'a cependant été effectué.

Pour 1965, le Gouvernement a inscrit au budget pour Ordre 65 millions pour l'I.R.S.I.A., 55 millions pour l'aide aux prototypes, 20 millions pour le Centre d'Etude de l'Energie nucléaire, 10 millions pour l'Institut interuniversitaire des sciences nucléaires, 75 millions pour l'aide à la recherche fondamentale collective, 20 millions pour des dépenses de premier équipement en matériel scientifique, 20 millions pour les dépenses spatiales et 50 millions pour des initiatives nouvelles en matière de recherche technologique.

#### 7° ASSAINISSEMENT DES FINANCES COMMUNALES.

Lors de l'accession au pouvoir du Gouvernement actuel en 1961, le statut financier des communes était déterminé principalement par les lois et arrêtés concernant les finances communales et provinciales, coordonnés par l'arrêté royal du 29 juin 1960. Ces mesures ne suffisaient pas pour assurer l'équilibre financier des communes, en raison des particularités suivantes qui caractérisaient le Fonds des communes :

- a) la dotation insuffisante du Fonds;
- b) le défaut d'adaptation automatique de cette dotation à l'évolution de la conjoncture économique;
- c) la répartition d'une trop large part du Fonds sur base de la charge nette de certaines dépenses communales.

Sans doute la loi du 4 avril 1958 avait-elle introduit une certaine amélioration en réduisant de moitié la dotation fixe du Fonds et en la remplaçant par une quote-part dans certains impôts de l'Etat, à savoir la taxe mobilière, la taxe professionnelle, la taxe de circulation sur les véhicules automobiles et les recouvrements relatifs aux exercices clos. Mais, quelle que fût l'importance de cette réforme, elle demeurait cependant incomplète, notamment en raison du fait qu'elle ne rencontrait pas les inconvénients relevés ci-dessus dans le chef du Fonds des communes, principalement en ce qui concerne le caractère défectueux de la répartition. C'est pourquoi un grand nombre de communes n'étaient pas en mesure de remédier à la situation déficitaire de leur budget. En 1960 et 1961, on relevait respectivement 1 210 et 936 budgets communaux se clôturant en déficit.

Aussi le Gouvernement se trouvait-il devant la nécessité de consentir un effort sérieux, afin de fournir une solution saine au problème des finances communales.

Il commence par rétablir les dotations au profit des finances communales en majorant d'un milliard les crédits inscrits au budget initial pour 1961.

De hulp aan het landbouwwetenschappelijk onderzoek zal in 1965 verstrekt worden, daar het belang ervan in alle opzichten met dat van het nijverheidsonderzoek kan gelijkgesteld worden. In 1965, zoals in het overblijvende gedeelte van 1964, zullen de expansieprogramma's, waarvan de verwezenlijking aan de gang is, voortgezet worden. Anderzijds werden gevoelige verhogingen voorzien van de kredieten betreffende het Landbouw-ekonomisch Instituut en de toelagenkontrakten.

Tenslotte dient opgemerkt dat bij de op de begroting van gewone uitgaven der departementen uitgetrokken kredieten de bedragen moeten gevoegd worden, die op de begroting voor Orde zullen ingeschreven worden door afneming op de opbrengst van de sinds 1960 door de Nationale Stichting voor de Financiering van het Wetenschappelijk Onderzoek uitgegeven lening.

Van 1961 tot in 1964 heeft de Regering ieder jaar een bedrag op de Rijksmiddelenbegroting ingeschreven, dat afkomstig was van de opbrengst van die lening. Voor de jaren 1963 en 1964 werd echter geen enkele storting door de Stichting gedaan.

Voor 1965 heeft de Regering op de begroting voor Orde uitgetrokken : 65 miljoen voor de I.W.O.N.L., 55 miljoen voor de hulp aan de prototypen, 20 miljoen voor het Studiecentrum voor Kernenergie, 10 miljoen voor het Interuniversitair Instituut voor Kernwetenschappen, 75 miljoen voor hulpverlening aan het collectief fundamenteel onderzoek, 20 miljoen voor uitgaven voor eerste uitrusting met wetenschappelijk materiaal, 20 miljoen voor de ruimte-uitgaven en 50 miljoen voor nieuwe initiatieven inzake technologisch onderzoek.

#### 7° SANERING VAN DE GEMEENTEFINANCIEN.

Bij de ambtsaanvaarding van de huidige Regering in 1961 was het financieel statuut van de gemeenten hoofdzakelijk bepaald door de bij koninklijk besluit van 29 juni 1960 gekoördineerde wetten en besluiten betreffende de gemeentelijke en provinciale financiën. Deze maatregelen waren ontoereikend om het financieel evenwicht van de gemeenten te verzekeren door volgende bijzonderheden die het Fonds der Gemeenten kenmerkten :

- a) de ontoereikende dotatie van het Fonds;
- b) het gebrek aan automatische aanpassing van deze dotatie aan de evolutie van de economische konjunktuur;
- c) de verdeling van een te ruim gedeelte van het Fonds op basis van de nettolast van sommige gemeentelijke uitgaven.

Weliswaar had de wet van 4 april 1958 een zekere verbetering ingevoerd door de vaste dotatie van het Fonds met de helft te verminderen en te vervangen door een aandeel in sommige rijksbelastingen, nl. de mobiliënbelasting, de bedrijfsbelasting, de verkeersbelasting op de motorrijtuigen en de invorderingen betreffende afgesloten dienstjaren. Doch hoe belangrijk deze hervorming ook was, toch bleef zij onvolledig, namelijk omdat de hogeraangehaalde bezwaren tegen het Fonds der gemeenten, voornamelijk wat betreft de gebrekige verdeling, er niet door ondervangen werden. Een groot aantal gemeenten waren dan ook niet in de mogelijkheid om aan de deficitair toestand van hun begroting te verhelpen. In 1960 en 1961 werden respectievelijk 1 210 en 936 gemeentebegrotingen met een tekort afgesloten.

De Regering stond dan ook voor de noodzakelijkheid om een ernstige inspanning te doen, ten einde aan het probleem van de gemeentefinanciën een gezonde oplossing te geven.

Zij begon met de wederinschrijving van de toelagen op de initiale begroting voor 1961 ten gunste van de gemeentefinanciën, door de kredieten met één miljard te verhogen.

Un deuxième pas important fut fait, en 1962, en autorisant les communes à faire appel à des moyens exceptionnels en vue de l'amortissement des déficits existant fin 1961.

Grâce à l'ensemble de ces mesures, l'assainissement des finances communales sera en 1965 un fait accompli.

Plusieurs mesures législatives ont encore eu le même objet :

- les lois des 30 mars 1962 et 31 juillet 1963, autorisant les communes à percevoir une taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques, ainsi qu'une taxe communale sur les véhicules automobiles;
- la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux, déchargeant les communes du déficit des hôpitaux gérés par leurs commissions d'assistance publique;
- la loi du 16 mars 1964 sur le Fonds des communes, entraînant une modification profonde de la dotation et de l'alimentation de ce Fonds.

Les efforts du Gouvernement visant à appliquer des méthodes modernes de contrôle à la gestion financière des communes, contribueront également à améliorer la situation.

#### 1. Application des dispositions relatives à l'élargissement du pouvoir fiscal des communes.

Par la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement économique, modifiée par la loi du 30 mars 1962 et par celle du 31 juillet 1963, les communes furent autorisées, à condition d'établir au moins 424 centimes additionnels au précompte immobilier, à percevoir une taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques.

Ce pouvoir fiscal élargi des communes a été mis en application à partir de l'exercice 1962, après cependant que le montant maximum de 10 % de la taxe de l'Etat, prévu par la loi du 14 février 1961, ait été réduit à 5 % par la loi du 30 mars 1962. En outre, les communes ont été autorisées à établir sur les véhicules automobiles une taxe communale représentant au maximum 10 % de la taxe de circulation perçue par l'Etat.

#### 2. Apurement des déficits existant fin 1961.

Cependant, afin d'éviter que les communes soient obligées d'avoir recours à cette nouvelle perception fiscale pour apurer les déficits des exercices antérieurs à 1962, il leur a été permis par le Gouvernement, à condition qu'elles aient établi pour 1961 une fiscalité jugée suffisante et qu'elles aient pris les dispositions nécessaires pour réaliser à partir de 1962 l'équilibre entre leurs recettes et leurs dépenses, de couvrir les déficits en question par des ressources exceptionnelles, c'est-à-dire l'aliénation de biens patrimoniaux (biens immobiliers ou valeurs mobilières) ou la conclusion d'emprunts auxquels le Crédit communal a donné son consentement à titre exceptionnel.

Il est évident que, pour assurer l'efficacité des mesures prises, neutraliser toute exagération en matière de dépenses et remédier aux insuffisances éventuelles de la fiscalité des communes, il a été indispensable de renforcer le contrôle des budgets communaux.

\*\*

Ces mesures ne sont pas restées sans résultat : le nombre de communes déficitaires s'est réduit dans une proportion considérable.

Een tweede belangrijke stap werd gezet in 1962 door aan de gemeenten toelating te geven om beroep te doen op uitzonderlijke middelen met het oog op de delging van de tekorten die einde 1961 bestonden.

Dank zij het geheel van die maatregelen, zal de sanering van de gemeentefinanciën, in 1965, een gedane zaak zijn.

Diverse wetgevende maatregelen strekken tot hetzelfde doel :

- de wetten van 30 maart 1962 en 31 juli 1963, die de gemeente toelaten een aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting te heffen, alsmede een gemeentebelasting op de motorrijtuigen;
- de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen, waardoor de gemeenten van het tekort van de door hun commissies van openbare onderstand beheerde hospitalen worden ontlast;
- de wet van 16 maart 1964 op het Gemeentefonds, waardoor de dotatie en de stijving van dit Fonds grondig worden gewijzigd.

Het streven van de Regering, om op het gemeentelijk financieel beheer moderne methoden van controle toe te passen, zal ook tot de verbetering van de toestand bijdragen.

#### 1. Toepassing van de bepalingen betreffende de uitbreiding van de fiskale macht der gemeenten.

Bij de wet van 14 februari 1961 voor ekonomiesche expansie, sociale vooruitgang en ekonomisch herstel, gewijzigd bij de wet van 30 maart 1962 en bij die van 31 juli 1963, werden de gemeenten, mits zij ten minste 424 opcentimes op de onroerende voorheffing invoeren, er toe gemachtigd een aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting te heffen.

Deze verruimde fikale macht van de gemeenten werd met ingang van het dienstjaar 1962 in toepassing gebracht, nadat evenwel het maximum bedrag van 10 % van de riksbelasting zoals bij de wet van 14 februari 1961 was bepaald, bij de wet van 30 maart 1962 op 5 % was teruggebracht. Bovendien werd aan de gemeenten toegestaan een gemeentebelasting op de motorvoertuigen van maximum 10 % van de riksverkeersbelasting in te voeren.

#### 2. Aanzuivering van de tekorten per einde 1961.

Ten einde nochtans te voorkomen dat de gemeenten tot deze nieuwe belastingheffing hun toevlucht zouden moeten nemen om de tekorten van de aan 1962 voorafgaande dienstjaren aan te zuiveren, werd hun van regeringswege, onder beding dat zij voor 1961 een toereikend geachte fiskaliteit hadden ingevoerd en de nodige schikkingen troffen om vanaf 1962 het evenwicht tussen hun ontvangsten en uitgaven te verwezenlijken, toelating gegeven om de bedoelde tekorten te dekken met uitzonderlijke middelen, nl. de verveemding van patrimoniale goederen (onroerende goederen of roerende waarden) of het aangaan van leningen waarmede het Gemeentekrediet bij uitzondering instemde.

Het heeft geen betoog dat het onontbeerlijk was de controle van de gemeentebegrotingen te versterken om de doeltreffendheid van de genomen maatregelen te verzekeren, elke overdriving inzake uitgaven te verijdelen en eventuele ontoereikendheden van de fiskaliteit van de gemeenten te verhelpen.

\*\*

Deze maatregelen zijn niet zonder resultaat gebleven : het aantal deficitaire gemeenten is er in aanzienlijke mate door teruggelopen.

La statistique ci-dessous montre clairement l'amélioration constante de la situation financière des communes depuis la prise de ces mesures.

*Nombre de communes présentant un budget déficitaire.*

1960	...	...	...	...	...	...	...	1 210
1961	...	...	...	...	...	...	...	936
1962	...	...	...	...	...	...	...	228
1963	...	...	...	...	...	...	...	134

N.B. — Pour 1964, il n'y a pas encore de statistiques complètes disponibles.

Toutefois, la situation financière réelle des communes, telle qu'elle résulte des comptes d'exercice, est encore meilleure que ne le montre ce tableau. En effet, la situation indiquée par les comptes est régulièrement plus favorable que les budgets ne le laissaient prévoir pour les motifs suivants :

a) les recettes réalisées sont généralement supérieures aux prévisions par suite de la prudence des évaluations, tandis que les dépenses restent inférieures aux allocations budgétaires;

b) les subsides du fonds spécial institué par l'article 18 des lois et arrêtés concernant les finances communales et provinciales, coordonnés le 29 juin 1960, ne figurent pas dans les budgets, tandis qu'ils apparaissent dans les comptes.

A cet égard, il convient de faire exception pour les quatre grandes villes, qui posent un problème spécial, dont il est traité plus loin.

Si l'amélioration constatée depuis 1962 est incontestablement, pour une grande part, le résultat des mesures de consolidation exceptionnelles en vue de l'apurement des déficits de fin 1961 citées plus haut, elle est également due, dans une mesure non négligeable, à l'augmentation du rendement de la fiscalité communale proprement dite, ainsi qu'il résulte de la statistique ci-dessous.

*Produit des taxes communales.*

(En millions.)

	Centimes additionnels au précompte immobilier <i>Opcentimes op de onroerende voorheffing</i>	Autres <i>Andere</i>	Total <i>Totaal</i>
1960	...	1 826	5 943
1961	...	1 885	6 279
1962	...	2 390	7 342
1963	...	2 804	7 991

L'incidence du pouvoir fiscal élargi des communes, tel qu'il a été instauré par la loi du 14 février 1961, modifiée par celles des 30 mars 1962 et 31 juillet 1963, ressort clairement du produit des taxes communales autres que les centimes additionnels au précompte immobilier : de 1961 à 1963, ce produit a augmenté de près d'un milliard.

Onderstaande statistiek toont duidelijk de standvastige verbetering aan van de financiële toestand der gemeenten sinds het treffen van deze maatregelen.

*Aantal gemeenten met een deficitair begroting.*

1960	...	...	...	...	...	...	...	1 210
1961	...	...	...	...	...	...	...	936
1962	...	...	...	...	...	...	...	228
1963	...	...	...	...	...	...	...	134

N.B. — Voor 1964 zijn nog geen volledige statistieken beschikbaar.

Nochtans is de werkelijke financiële toestand van de gemeenten, zoals deze uit de rekeningen van het dienstjaar blijkt, nog beter dan deze tabel het aantoont. De door de rekeningen aangegeven toestand is inderdaad regelmatig gunstiger dan de begrotingen zulks lieten voorzien, en dit om volgende redenen :

a) de verwezenlijkte ontvangsten zijn over het algemeen hoger dan de vooruitzichten ingevolge de voorzichtige ramingen, terwijl de uitgaven beneden de begrotingskredieten blijven;

b) de subsidies van het speciaal fonds, dat bij artikel 18 van de op 29 juni 1960 gecoördineerde wetten en besluiten betreffende de gemeentelijke en provinciale financiën ingesteld werd, komen op de begrotingen niet voor, terwijl ze in de rekeningen teruggevonden worden.

Uitzondering dient hierbij gemaakt voor de vier grote steden, die een speciaal probleem stellen, waarover verder gesproken wordt.

Indien de sinds 1962 vastgestelde verbetering ongetwijfeld in ruime mate voortgesproten is uit de uitzonderlijke consolidatieregels ter aanzuivering van de hoger aangehaalde tekorten per einde 1961, dan is zij ook in niet onaanzienlijke mate te danken aan de verhoging van het rendement van de eigenlijke gemeentefiscaliteit, zoals blijkt uit de onderstaande statistiek.

*Opbrengst van de gemeentebelastingen.*

(In miljoenen.)

De invloed van de verruimde fiskale macht van de gemeenten zoals zij bij de wet van 14 februari 1961, gewijzigd bij die van 30 maart 1962 en van 31 juli 1963, werd ingevoerd, blijkt duidelijk uit de opbrengst van de gemeentebelastingen andere dan de opcentimes op de onroerende voorheffing : van 1961 tot 1963 is deze opbrengst met bijna een miljard gestegen.

D'un autre côté, il y a lieu de noter également une nette amélioration du produit des centimes additionnels au précompte immobilier, à la fois, par suite du développement continu du patrimoine immobilier, et d'une utilisation plus large par les administrations communales de leur pouvoir de taxation, ainsi que le montre la statistique ci-dessous.

*Nombre de communes ayant perçu pour 1960 et 1961 plus de 1.000 centimes additionnels et pour 1962 et 1963 plus de 530 centimes additionnels au précompte immobilier<sup>(1)</sup>.*

1960 ... ... ... ... ... ... ...	391
1961 ... ... ... ... ... ... ...	611
1962 ... ... ... ... ... ... ...	1 041
1963 ... ... ... ... ... ... ...	1 315

Les mesures de 1962 ne représentaient pas une solution définitive au problème des finances communales, notamment en raison du fait que les communes devaient encore toujours supporter la charge des déficits des hôpitaux gérés par leurs commissions d'assistance publique, et surtout par suite de la répartition défectueuse du Fonds des communes. Il s'agissait de stabiliser les équilibres, réalisés en partie par suite des mesures exceptionnelles d'élimination des déficits existant fin 1961, plus particulièrement en réglant la répartition du Fonds des communes de telle manière que les administrations locales ne trouveraient plus, dans cette répartition, une incitation à de nouvelles dépenses.

Ce travail d'assainissement a été réalisé par la disposition de la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux, qui a déchargé les communes de l'obligation de couvrir le déficit des hôpitaux de leurs commissions d'assistance publique, et surtout par la promulgation de la loi du 16 mars 1964 sur le Fonds des communes, qui est caractérisée principalement par les deux éléments suivants :

- a) fixation de la dotation du Fonds sur base d'une quote-part dans les impôts de l'Etat;
- b) répartition de cette dotation sur base de critères objectifs de besoins.

#### a) Fixation de la dotation du Fonds des communes.

A l'avenir, le montant du Fonds des communes sera égal à une quote-part, à fixer ultérieurement sur base des recettes fiscales de 1965, dans le produit des impôts suivants de l'Etat, relatifs au pénultième exercice : les précomptes immobilier, mobilier et professionnel; l'impôt sur le revenu global versé par anticipation par les non-salariés; l'impôt des personnes physiques; l'impôt des sociétés; l'impôt des non-résidents; la taxe de circulation sur les véhicules automobiles; les recouvrements relatifs aux exercices clos. En attendant que soit établi le montant de la quote-part dans les impôts de l'Etat, la dotation du Fonds des communes a été fixée pour 1964 au montant forfaitaire de 8 960 millions, montant qui a été augmenté chaque fois forfaitairement de 5 % pour les années 1965 et 1966, de sorte que, pour les années en question, le Fonds des communes s'élèvera respectivement à 9 450 millions et 9 900 millions. La quote-part dans les impôts de l'Etat devra être fixée de telle manière que le Fonds ne s'élèvera pas à moins de 10 350 millions pour 1967. Ces montants peuvent être considérés comme suffisants pour faire face aux besoins financiers des communes. Normale-

(1) 530 centimes additionnels sur base du nouveau revenu cadastral correspondent à 1 000 centimes additionnels sur base de l'ancien revenu cadastral.

Van de andere kant valt ook een duidelijke verbetering van de opbrengst der opcentimes op de onroerende voorheffing te noteren, tegelijkertijd ingevolge de voortdurende ontwikkeling van het onroerend patrimonium en een ruimere aanwending door de gemeentebesturen van hun taxatiebevoegdheid, zoals de onderstaande statistiek aantoont.

*Aantal gemeenten die voor 1960 en 1961 meer dan 1 000 opcentimes en voor 1962 en 1963 meer dan 530 opcentimes op de onroerende voorheffing hebben geheven<sup>(1)</sup>.*

1960 ... ... ... ... ... ... ...	391
1961 ... ... ... ... ... ... ...	611
1962 ... ... ... ... ... ... ...	1 041
1963 ... ... ... ... ... ... ...	1 315

Een definitieve oplossing voor het probleem van de gemeentefinanciën betekenden de maatregelen van 1962 niet, onder meer wegens het feit dat de gemeenten nog steeds voor de last van de tekorten der door hun commissies van openbare onderstand beheerde hospitalen hadden in te staan en vooral ingevolge de gebrekkige verdeling van het Fonds der Gemeenten. Het kwam er op aan de evenwichtige toestanden die deels ingevolge de uitzonderlijke maatregelen tot wegwerking van de tekorten einde 1961 tot stand waren gekomen te stabiliseren, bepaaldelijk door de verdeling van het Fonds der gemeenten op zodanige wijze te regelen dat de plaatselijke besturen in deze verdeling geen aansporing tot nieuwe uitgaven meer zouden vinden.

Dit saneringswerk werd voltrokken door de bepaling van de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen, die de gemeenten van de verplichting heeft onlast het tekort van de hospitalen van hun commissies van openbare onderstand te dekken en vooral door de uitvaardiging van de wet van 16 maart 1964 op het Gemeentefonds, die hoofdzakelijk door de twee volgende elementen gekenmerkt wordt :

- a) vaststelling van de dotatie van het Fonds op basis van een aandeel in de riksbelastingen;
- b) verdeling van deze dotatie op basis van objectieve behoeftekriteria.

#### a) Vaststelling van de dotatie van het Gemeentefonds.

In de toekomst zal het bedrag van het Gemeentefonds gelijk zijn aan een later op basis van de belastingopbrengsten van 1965 vast te stellen aandeel in de opbrengst van de volgende riksbelastingen betreffende het voorlaatste dienstjaar : de onroerende-, de roerende- en de bedrijfsvoorheffing; de door niet-loontrekenden vooruitbetaalde belasting op het gezamenlijk inkomen; de personenbelasting; de vennootschapsbelasting; de belasting der niet-verblijfshouders; de verkeersbelasting op de motorvoertuigen; de invorderingen betreffende afgesloten dienstjaren. In afwachting van de vaststelling van het bedrag van het aandeel in de riksbelastingen, werd de dotatie van het gemeentefonds voor 1964 op het forfaitair bedrag van 8 960 miljoen vastgesteld, welk bedrag voor de jaren 1965 en 1966 forfaitair telkens met 5 % werd verhoogd, zodat voor de beoogde jaren het Gemeentefonds respectievelijk 9 450 miljoen en 9 900 miljoen zal bedragen. Het aandeel in de riksbelastingen zal dusdanig dienen vastgesteld dat het Fonds voor 1967 niet minder dan 10 350 miljoen zal bedragen. Deze bedragen kunnen beschouwd worden als zijnde toereikend

(1) 530 opcentimes op basis van het nieuw kadastral inkomen stemmen overeen met 1 000 opcentimes op basis van het oud kadastral inkomen.

ment, le Fonds doit également rester suffisant pour l'avenir, étant donné qu'il évoluera parallèlement à la situation économique, en même temps que les impôts de l'Etat.

L'augmentation des moyens financiers qui sont mis à la disposition des communes par l'intermédiaire des fonds de répartition, y compris la mobilité résultant de l'index, ressort du tableau suivant :

*Montant des fonds de répartition.*

	En millions de francs.
1960	6 781
1961	7 405
1962	7 580
1963	7 570
1964	8 960
1965	9 450
1966	9 900
1967	10 350

b) Répartition du Fonds.

La loi du 16 mars 1964 a remplacé le système de répartition antérieur, qui était fondé dans une large mesure sur le montant de certaines dépenses communales, par une répartition basée exclusivement sur les besoins supputés des communes, besoins qui sont chaque fois déterminés pour une période biennale, suivant une méthode scientifique à caractère mathématique. Par suite de ce mode de répartition, il sera attribué à chaque commune un montant adapté à ses besoins réels et qui doit par conséquent lui permettre d'équilibrer son budget, à condition de consentir elle-même l'effort indispensable.

Il n'a pas échappé au Gouvernement que certaines communes, dans le nouveau système, obtiendraient dans le Fonds des communes une part plus faible que celle qui leur était attribuée dans le système antérieur. Afin de prévenir une détérioration de leur situation financière, la loi contient certaines mesures transitoires en vue d'un passage graduel de l'ancien système au nouveau.

Le Gouvernement n'a pas davantage perdu de vue que, dans certaines communes, la matière imposable se situe en dessous de la normale, de sorte que, en dépit d'un effort raisonnable, elles ne peuvent s'assurer un rendement fiscal suffisant. Afin d'y remédier, il a été créé, dans le cadre de la loi du 16 mars 1964, un Fonds de compensation fiscale, formé par prélèvement sur le Fonds des communes et qui doit permettre l'octroi aux dites communes de subsides destinés à pallier l'insuffisance du produit de leur fiscalité.

\*\*

La loi du 16 mars 1964 a ainsi créé les conditions nécessaires pour assurer l'équilibre de la gestion financière des communes.

Pour que l'objectif visé soit atteint dans la réalité, une triple tâche incombe au Gouvernement :

a) suivre attentivement l'exécution de la loi et les résultats de la répartition du Fonds des communes, pour vérifier s'il ne conviendrait pas éventuellement, conformément à l'article 16, de modifier certaines données de la loi, en vue de perfectionner le système;

b) veiller à ce que, à l'avenir également, il soit exercé un contrôle approfondi sur les budgets communaux;

om te gemoet te komen aan de financiële behoeften van de gemeenten. Ook in de toekomst moet het Fonds normaal toereikend blijven, aangezien het samen met de rijksbelastingen gelijklopend met de ekonomiesche toestand zal evolueren.

De verhoging van de financiële middelen die via de verdelfondsen, mobiliteit volgens indexcijfer inbegrepen, ter beschikking van de gemeenten gesteld worden, blijkt uit volgende tabel :

*Bedrag van de verdelfondsen.*

	In miljoen frank.
1960	6 781
1961	7 405
1962	7 580
1963	7 570
1964	8 960
1965	9 450
1966	9 900
1967	10 350

b) Verdeling van het Fonds.

De wet van 16 maart 1964 heeft het vroegere verdelfondssysteem dat voor een ruim gedeelte op het bedrag van bepaalde gemeentelijke uitgaven was gesteund, vervangen door een verdeling die uitsluitend gegrondvest is op de geraamde behoeften van de gemeenten, welke behoeften volgens een wetenschappelijk-wiskundige methode telkens voor een periode van twee jaar worden vastgesteld. Ingevolge deze verdelingswijze zal aan elke gemeente een bedrag worden toegekend dat op haar werkelijke behoeften is afgestemd en dat haar bijgevolg, mits zij zelf de noodzakelijke krachtsinspanning doet, moet toelaten haar begroting in evenwicht te brengen.

Het is aan de Regering niet ontgaan dat sommige gemeenten in het nieuw systeem een kleiner aandeel in het Gemeentefonds zouden bekomen dan hun in het vroegere stelsel werd toebedeeld. Ten einde een ontreddering van hun financiële toestand te voorkomen, bevat de wet bepaalde overgangsmaatregelen met het oog op een geleidelijke overgang van het oud naar het nieuw stelsel.

Evenmin is het aan de Regering ontgaan dat de belastbare stof in sommige gemeenten beneden het normale ligt, zodat zij zich niettegenstaande een behoorlijke inspanning geen voldoende belastingopbrengst kunnen verzekeren. Om hieraan tegemoet te komen werd in het raam van de wet van 16 maart 1964 een Fiscaal Vereveningsfonds opgericht, dat door afneming op het Gemeentefonds wordt gevormd en waaruit aan de bedoelde gemeenten tegemoetkomingen ter compensatie van hun ontoereikende belastingopbrengst kunnen verleend worden.

\*\*

De wet van 16 maart 1964 heeft aldus de nodige voorwaarden geschapen om het evenwicht in het financieel beheer van de gemeenten ook voor de toekomst te verzekeren.

Opdat het beoogde doel in de werkelijkheid zou bereikt worden, rust op de Regering een drievalige taak, nl. :

a) aandachtig de uitvoering van de wet en de resultaten van de verdeling van het Gemeentefonds volgen om na te gaan of er ter vervolmaking van het stelsel desgevallend aanleiding toe bestaat overeenkomstig artikel 16 sommige gegevens van de wet te wijzigen;

b) er voor zorgen dat ook in de toekomst een grondige controle op de gemeentebegrotingen wordt uitgeoefend;

c) s'efforcer d'assurer la rationalisation des investissements des communes, en recherchant un planning cohérent de ces investissements et une coordination plus poussée des décisions des départements qui fournissent les subsides, afin d'empêcher la création désordonnée de nouvelles institutions communales et un accroissement trop rapide de l'endettement et des dépenses de fonctionnement des administrations locales.

A la condition de mener à bien cette triple tâche, le Gouvernement est convaincu que le problème des finances communales aura reçu une solution définitive.

En ce qui concerne les quatre grandes villes, pour lesquelles, en raison de leur petit nombre, il n'est pas possible de réaliser une répartition du Fonds des communes sur une base objective et scientifique, un examen approfondi, tant des cadres du personnel que des budgets et des projets d'investissements, devait conduire à un début d'assainissement.

C'est ainsi que la ville de Bruxelles a réussi, depuis 1964, à équilibrer son budget ordinaire, tandis que Anvers, Gand et Liège n'ont pas vu s'accroître leur déficit par rapport à 1963, en dépit de la répercussion importante de la revalorisation des traitements et de l'augmentation du coût de la vie.

La répartition réalisée par le nouveau Fonds des communes réduira encore les déficits des quatre grandes villes par rapport à 1963, grâce à une augmentation de leur quote-part à concurrence de 300 millions. Il y a même lieu d'espérer qu'une autre grande ville pourra, de cette manière, équilibrer son compte pour 1964.

La tâche entreprise sera poursuivie et si l'effort amorcé dans cette voie est maintenu, on peut espérer que les budgets des quatre grandes villes seront équilibrés dans un proche avenir.

#### 8<sup>e</sup> RELATIONS AVEC LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT.

L'exercice 1964 a vu inaugurer l'extension de notre aide à des pays autres que le Congo, le Rwanda et le Burundi, tendance qui s'accentuera encore en 1965.

C'est ainsi qu'en plus des actions en Asie, en Amérique latine, la Belgique prête une aide appréciable à la Tunisie.

Les moyens mis en œuvre, outre les crédits prévus au budget, comprendront les bénéfices à retirer de la Loterie Nationale affectés par la loi du 6 juillet 1964 au financement des programmes d'aide aux pays en voie de développement et plus particulièrement à la formation des populations rurales. Ces bénéfices peuvent être, dès à présent, estimés à quelque 320 millions de francs.

C'est ainsi que pour 1965, 1 387 millions de crédits budgétaires et les 320 millions à provenir de la Loterie Nationale, soit en tout 1 707 millions de francs, seront affectés à l'assistance technique.

Depuis 1962, l'évolution de notre effort dans ce domaine peut être tracée de la manière suivante :

1963 (crédits ajustés)	...	...	2 116
1964 (crédits ajustés)	...	...	1 524
1965 (proposition)	...	...	1 707

Il ne faut pas perdre de vue que contrairement à ce qui s'est passé en 1963, à concurrence de 674 millions, les chiffres pour 1964 et 1965 ne prévoient aucun versement au profit du Fonds de développement européen, géré par la Communauté Economique Européenne (Marché Com-

c) streven naar een rationalisatie van de investeringen van de gemeenten door het betrachten van een samenhangende planning van deze investeringen en een meer gedreven coördinatie van de beslissingen der subsidiërende departementen, ten einde een ongeordende oprichting van nieuwe gemeentelijke inrichtingen en een te snelle aangroei van de schuldenlast en van de werkingsuitgaven van de plaatselijke besturen te weren.

Mits zij in deze driedubbele taak slaagt, is de Regering er van overtuigd dat het probleem van de gemeentefinanciën een definitieve oplossing heeft gekregen.

Wat betreft de vier grote steden, waarvoor, wegens hun gering aantal, geen objectief-wetenschappelijke verdeling van het Fonds der gemeenten mogelijk is, diende een grondig onderzoek zowel van de personeelskaders als van de begrotingen en van de investeringsontwerpen tot een begin van sanering te leiden.

Aldus is de stad Brussel er vanaf 1964 in geslaagd haar gewone begroting in evenwicht te brengen, terwijl Antwerpen, Gent en Luik hun deficit niet hebben zien stijgen bij vergelijking met 1963, niettegenstaande de belangrijke weerslag van de revalorisatie van de wedden en de stijging van de levensduurte.

Met de verdeling van het nieuw Fonds der gemeenten zullen de tekorten van de vier grote steden verder teruglopen ten opzichte van 1963, dank zij een verhoging van hun aandeel met 300 miljoen. Er mag zelfs gehoopt worden dat een andere grote stad haar rekening eigen aan 1964 aldus in evenwicht zal kunnen brengen.

Het begonnen werk zal verder worden voortgezet en indien de krachtsinspanning op de ingeslagen weg aanhoudt, mag men de hoop koesteren dat de begrotingen van de vier grote steden in een nabije toekomst in evenwicht zullen gebracht zijn.

#### 8<sup>e</sup> BETREKKINGEN MET DE ONTWIKKELINGSLANDEN.

Het dienstjaar 1964 heeft de uitbreiding van onze hulpverlening aan andere landen dan Congo, Rwanda en Burundi ingeluid, tendens die in 1965 nog duidelijker zal worden.

Benevens de acties in Azië, in Latijns Amerika, verleent België aldus een aanzienlijke hulp aan Tunesië.

Buiten de op de begroting uitgetrokken kredieten, zullen de aangewende middelen de winsten van de Nationale Loterij omvatten die door de wet van 6 juli 1964 bestemd worden voor de financiering van de programma's tot hulpverlening aan de ontwikkelingslanden en meer in het bijzonder voor de vorming van de landelijke bevolkingen. Bedoelde winsten kunnen nu reeds op ongeveer 320 miljoen frank geraamd worden.

Aldus zullen voor 1965, 1 387 miljoen begrotingskredieten en de 320 miljoen, die van de Nationale Loterij dienen voort te komen, zegge samen 1 707 miljoen frank, voor de technische bijstand bestemd worden.

De evolutie van onze inspanning op dat gebied, sinds 1962, kan op volgende wijze weergegeven worden :

1963 (aangepaste kredieten)	...	...	2 116
1964 (aangepaste kredieten)	...	...	1 524
1965 (voorstel)	...	...	1 707

Er dient niet uit het oog verloren dat in strijd met wat in 1963 gebeurde, tot het beloop van 674 miljoen, de cijfers voor 1964 en 1965 geen enkele storting voorzien ten bate van het Europees Ontwikkelingsfonds, dat in het kader van onze associatie met de geassocieerde overzeese landen en

mun) dans le cadre de notre association avec les pays et territoires associés d'outre-mer.

En effet, les avoirs du Fonds accumulés depuis sa création en 1957 par le Traité de Rome lui procurent une trésorerie suffisante, mais il faut avoir à l'esprit que la C.E.E. peut engager des actions nouvelles qui se traduiront pour la Belgique ultérieurement par des décaissements et ce pour quelque 700 millions de francs belges par année de gestion.

Notre effort d'assistance aux pays en voie de développement porte sur les postes suivants :

DEPENSES D'ASSISTANCE.	1963	1964	1965
1. Experts et techniciens. Intervention dans les rémunérations, frais de voyage, soins médicaux, etc. ....	600	661	695
2. Volontaires . ....	2	10	(*)16
3. Experts associés . ....	10	13	26
4. Bourses d'études et de stages . ....	182	195	215
5. Enseignement supérieur . ....	95	113	(*)120
6. Aide spécifique au Rwanda et au Burundi . ....	202	140	140
7. Assistance multilatérale. Programme élargi et Fonds spécial des Nations-Unies.	63	65	65
8. Assistance médicale et sociale : Assistance médicale . ....	40	35	(*)46
Institut de Médecine tropicale à Anvers.	19	28	28
Aide sociale aux boursiers et stagiaires.	15	18	20
9. Développement communautaire . ....	—	—	(*)75
10. Programmes d'investissements . ....	—	—	(*)40
11. Intervention dans les dépenses de l'enseignement belge dans les pays en voie de développement . ....	102	118	135
12. Programme alimentaire des Nations-Unies . ....	15	15	15
13. Campagne contre la faim dans le monde et émigration . ....	11	6	6
14. Divers . ....	86	106	64
15. Total . ....	1 442	1 523	1 706
16. Quote-part au Fonds de développement de la C.E.E. . ....	674	1	1
17. Total général . ....	2 116	1 524	1 707

Ce tableau permet de se rendre compte à la fois de la nature de l'aide que nous apportons à ces pays et des domaines dans lesquels notre action s'exerce : envoi de personnel compétent pour les cadres administratifs, de médecins, d'agronomes, d'enseignants et, d'autre part, formation d'élites par l'octroi de bourses d'études et de stages, par un soutien à l'enseignement supérieur, par une assistance médicale et sociale importante.

En 1965 nous y ajouterons des interventions pour des actions spécifiques de développement communautaire et des programmes d'investissements destinés à améliorer le genre de vie des populations.

En outre, un accord est en voie de négociations entre la Belgique et la république du Congo pour le partage entre les deux états de l'ancienne dette coloniale non garantie par la Belgique.

En prévision de la ratification de cet accord, un crédit de 210 millions figure au budget de la Dette publique pour le paiement de la première dotation annuelle de la Belgique au Fonds belgo-congolais d'amortissement et de gestion, qui sera chargé de la liquidation de ce passif en quarante ans.

Rappelons, enfin, que depuis 1960 la Belgique a aussi assumé les charges de la dette garantie ainsi que des pensions coloniales en exécution de sa garantie.

gebiedsdelen door de Europese Economische Gemeenschap (Gemeenschappelijke Markt) beheerd wordt.

De activa van het Fonds, die opgehoopt werden sinds de oprichting ervan in 1957 door het Verdrag van Rome, verschaffen het inderdaad voldoende kasmiddelen, doch men dient eraan te denken dat de E.E.G. nieuwe acties kan inzetten welke voor België, later, betalingen zullen meebrengen en dit voor ongeveer 700 miljoen Belgische frank per beheersjaar.

Onze inspanning voor de bijstand aan de ontwikkelingslanden slaat op volgende posten :

UITGAVEN VOOR BIJSTAND.	1963	1964	1965
1. Experts en technici. Tussenkomst in de bezoldigingen, reiskosten, medische zorgen, enz. ....	600	661	695
2. Vrijwilligers . ....	2	10	(*)16
3. Geassocieerde deskundigen . ....	10	13	26
4. Studie- en stagebeurzen . ....	182	195	215
5. Hoger onderwijs . ....	95	113	(*)120
6. Specifieke hulpverlening aan Rwanda en aan Burundi . ....	202	140	140
7. Multilaterale bijstand. Verruimd programma en Speciaal Fonds der Verenigde Naties . ....	63	65	65
8. Medische en sociale bijstand : Medische bijstand . ....	40	35	(*)46
Instituut voor Tropische Geneeskunde te Antwerpen . ....	19	28	28
Sociale hulpverlening aan de houders van een studiebeurs en aan de stagiairs . ....	15	18	20
9. Gemeenschapsontwikkeling . ....	—	—	(*)75
10. Investeringsprogramma's . ....	—	—	(*)40
11. Tussenkomst in de uitgaven voor het Belgisch onderwijs in de ontwikkelingslanden . ....	102	118	135
12. Voedingsprogramma van de Verenigde Naties . ....	15	15	15
13. Actie tegen de honger in de wereld en emigratie . ....	11	6	6
14. Diversen . ....	86	106	64
15. Totaal . ....	1 442	1 523	1 706
16. Aandeel in het Ontwikkelingsfonds van de E.E.G. . ....	674	1	1
17. Algemeen totaal . ....	2 116	1 524	1 707

Deze tabel maakt het mogelijk zich tegelijk rekenschap te geven van de aard van de hulp, die wij aan deze landen verlenen, en van de domeinen waarin onze actie uitgeoefend wordt : zenden van bevoegd personeel voor de administratieve kaders, van geneesheren, van agronomen, van onderwijzend personeel en, anderzijds, vormen van een elite door het verlenen van studie- en stagebeurzen, door steunverlening aan het hoger onderwijs en door het verstrekken van een belangrijke medische en sociale bijstand.

Hierbij zullen wij in 1965 tussenkomsten voor specifieke acties tot gemeenschapsontwikkeling voegen, alsmede investeringsprogramma's om de levenswijze van de bevolkingen te verbeteren.

Bovendien wordt tussen België en de republiek Congo onderhandeld over een akkoord tot verdeling tussen beide staten van de door België niet gewaarborgde gewezen koloniale schuld.

In het vooruitzicht van de bekraftiging van dit akkoord, komt een krediet van 210 miljoen voor op de begroting van de openbare schuld, voor de betaling van de eerste jaarlijkse dotatie van België aan het Belgisch-Kongoëes amortisatie- en beheerfonds, dat met de vereffening van dit passief in 40 jaar zal belast worden.

Brengen wij ten slotte in herinnering, dat België in uitvoering van zijn waarborg, sinds 1960, ook de lasten van de gewaarborgde schuld, alsmede van de koloniale pensioenen, op zich genomen heeft.

(\*) Les postes marqués d'un astérisque sont financés par le produit de la Loterie Nationale.

(\*) De met een sterretje aangeduide rubrieken worden met de opbrengst van de Nationale Loterij gefinancierd.

### CHAPITRE III. LA SITUATION FINANCIÈRE.

Les résultats des opérations budgétaires et de trésorerie de 1964 évoluent favorablement, ainsi qu'on le verra ci-après. Ceci confirme que l'apparente aggravation de la situation constatée en 1963 résulte d'éléments accidentels et ne correspond en aucune manière à une modification de la tendance fondamentale à l'amélioration de nos finances publiques.

#### Résultats du budget ordinaire.

En outre, le résultat de l'exercice 1963 a été affecté par l'hiver exceptionnel de 1962-1963 qui a entraîné des pertes de recettes fiscales, en même temps que des dépenses supplémentaires (allocations de chômage, assistance publique, réparations du réseau routier, etc.) (1).

#### Exercice 1963.

La hauteur apparente du découvert de l'exercice 1963 s'explique surtout par des opérations d'écritures comptables et de pure régularisation :

- la réinscription au budget du Ministère des Affaires étrangères de crédits figurant au budget des Affaires africaines des exercices 1960, 1961, 1962, tombés en annulation (art. 38 de la loi du 28 mars 1964). Les dépenses imputées de ce chef à 1963 sont de 1 453 millions;
- la régularisation du solde négatif de 884 millions de francs laissé par la liquidation de la Banque d'émission;
- les reports de crédits grevant l'exercice 1963 sont supérieurs à ceux qui affectent l'exercice 1964 d'environ 1 milliard, alors qu'habituellement le jeu des reports a un effet neutre.

A défaut de ces divers éléments, le solde du budget ordinaire de 1963 qui atteindra environ —6,4 milliards (2), aurait été du même ordre de grandeur que celui de 1962 (—1,7 milliard) voire même inférieur.

#### Exercice 1964.

Il convient de signaler qu'à fin août 1964, le résultat du budget ordinaire se compare comme suit à celui des exercices antérieurs à la même époque.

A fin août	Résultat du budget ordinaire (En milliards de francs.)
—	—
1962	... ... ... ... ... — 3,7
1963	... ... ... ... ... — 3,2
1964	... ... ... ... ... + 3,6

#### Résultats de trésorerie.

##### Année 1963.

Les conséquences de l'hiver exceptionnel de 1963 ont retenti sur les opérations de caisse. Celles-ci ont également,

(1) Les pertes de recettes fiscales peuvent être évaluées à  $\pm 1$  milliard. Les crédits supplémentaires destinés à faire face aux conséquences de l'hiver ont atteint 1 050 millions pour le budget ordinaire et 1 100 millions pour le budget extraordinaire.

(2) Chiffre provisoire.

### HOOFDSTUK III. DE FINANCIËLE TOESTAND.

Zoals men hierna zal zien, evolueren de resultaten van de begrotings- en thesaurieverrichtingen van 1964 in gunstige zin. Dit bevestigt dat de in 1963 vastgestelde duidelijke verzwaring van de toestand voortvloeit uit toevallige elementen en genendeels overeenstemt met een wijziging van de fundamentele verbeteringstendens van onze openbare financiën.

#### Resultaten van de gewone begroting.

Bovendien was het resultaat van 1963 aangetast door de buitengewoon strenge winter van 1962-1963 die verliezen aan fiskale ontvangsten met zich bracht en terzelfdertijd bijkomende uitgaven veroorzaakte werkloosheidsvergoedingen, openbare onderstand, herstellingen aan het wegenet, enz. (1).

#### Dienstjaar 1963.

De schijnbare grootte van het tekort voor het dienstjaar 1963 is vooral te wijten aan louter boekhoudkundige en regularisatieverrichtingen in de geschriften :

- het opnieuw uittrekken op de begroting van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, van kredieten die op de begroting van Afrikaanse Zaken voorkwamen voor de dienstjaren 1960, 1961, 1962 en die nietig werden (art. 38 van de wet van 28 maart 1964). De uit dien hoofde op 1963 aangerekende uitgaven belopen 1 453 miljoen;
- de regularisatie van het negatief saldo van 884 miljoen frank, nagelaten door de vereffening van de Emissiebank;
- de kredietoverdrachten welke het dienstjaar 1963 bezwaarden, die van het dienstjaar 1964 met ongeveer 1 miljard overtreffen, terwijl het spel van de overdrachten gewoonlijk een neutrale uitwerking heeft.

Waren deze verschillende elementen er niet geweest, dan zou het saldo van de gewone begroting van 1963, dat ongeveer —6,4 miljard zal bereiken (2) nagenoeg even groot geweest zijn als dat van 1962 (—1,7 miljard), of zelfs kleiner.

#### Dienstjaar 1964.

De aandacht dient erop gevestigd dat het resultaat van de gewone begroting einde augustus 1964 als volgt kan vergeleken worden met het resultaat van de vorige dienstjaren op hetzelfde tijdstip :

Einde augustus	Resultaat van de gewone begroting (In miljard frank.)
1962	... ... ... ... ... — 3,7
1963	... ... ... ... ... — 3,2
1964	... ... ... ... ... + 3,6

#### Thesaurieresultaten.

##### Jaar 1963.

De gevolgen van de buitengewoon strenge winter van 1963 hebben eveneens hun weerslag laten voelen op de

(1) Het verlies aan fiskale ontvangsten mag op ongeveer 1 miljard geraamd worden. De bijkredieten, bestemd om aan de gevolgen van de winter het hoofd te bieden, bereikten 1 050 miljoen voor de gewone begroting en 1 100 miljoen voor de buitengewone begroting.

(2) Voorlopig cijfer.

d'autre part, été influencées par une anticipation de certaines dépenses qui auraient pu n'être réalisées qu'au début de 1964.

Ces circonstances expliquent que les décaissements sur le budget ordinaire en 1963 (141,3 milliards) ont excédé de 1,8 milliard les encaissements (139,5 milliards).

De leur côté les décaissements sur le budget extraordinaire ont atteint 22,1 milliards. Il convient d'y ajouter ceux du Fonds des Routes (4,2 milliards), ce qui conduit à un total de 26,3 milliards contre 20,6 milliards en 1962. La quasi-totalité de l'augmentation de 5,7 milliards concerne les investissements et plus particulièrement les investissements civils.

Enfin, l'impasse globale de trésorerie a été influencée par des sorties exceptionnellement élevées des fonds de tiers (5,4 milliards <sup>(1)</sup> contre 0,5 milliard en 1962).

#### Année 1964.

L'évolution de la situation de trésorerie au cours des huit premiers mois de 1964 fait apparaître :

- une nette amélioration des opérations sur le budget ordinaire;
- un nouveau progrès des décaissements sur le budget extraordinaire et le Fonds des Routes;
- une normalisation des opérations sur fonds de tiers.

#### Impasse résultant des opérations de caisse pour les huit premiers mois de 1963 et de 1964.

	(En milliards de francs.)	
	1963	1964
Budget ordinaire :		
— Recettes	92,9	107,1
— Dépenses	95,2	105,4
Solde ...	— 2,3	+ 1,7
Budget extraordinaire :		
— Recettes	0,3	0,2
— Dépenses	13,7	16,1
Solde ...	— 13,4	— 15,9
Fonds des Routes	— 2,6	— 3,5
Fonds de tiers	— 3,7	+ 0,2
Impasse	22,0	17,5
Amortissements	5,2	7,8
Impasse moins amortissements ...	— 16,8	— 9,7

L'amélioration du solde des opérations sur le budget ordinaire est de 4 milliards (—2,3 milliards en 1963, +1,7 milliard en 1964). Elle est encore plus significative si l'on considère que les décaissements de 1964 incluent 7,8 milliards d'amortissements de la dette publique contre 5,2 milliards en 1963, soit une progression de 2,6 milliards. Abstraction faite de cet élément, l'amélioration du solde de trésorerie du budget ordinaire en 1964, par rapport à 1963, est de 6,6 milliards.

#### Dette publique.

Sous l'effet de l'augmentation de 5,7 milliards des dépenses extraordinaires et du Fonds des Routes, des conséquences de l'hiver sur les recettes et les dépenses, de l'anticipation de certaines dépenses et des décaissements exceptionnellement élevés sur fonds de tiers, la dette publique a augmenté en 1963 de 23 milliards, contre 12,2 en 1962, 18,5 en 1961 et 22,5 en 1960. Cette situation s'est normalisée en 1964.

<sup>(1)</sup> Y compris 1,7 milliard dont la contrepartie est imputée à partir de 1964 en décaissements sur le budget ordinaire.

kasverrichtingen. Deze laatsten werden eveneens beïnvloed door een vervroeging van bepaalde uitgaven die normaal slechts begin 1964 hadden mogen plaatsvinden.

Deze omstandigheden verklaren waarom de uitbetalingen op de gewone begroting 1963 (141,3 miljard), de inkomsten (139,5 miljard) met 1,8 miljard hebben overtroffen.

De uitbetalingen op de buitengewone begroting hebben van hun kant 22,1 miljard bereikt. Het past die van het Wegenfonds er bij te voegen (4,2 miljard), wat tot een totaal van 26,3 miljard leidt, tegenover 20,6 miljard in 1962. Bijna de ganse vermeerdering met 5,7 miljard heeft betrekking op investeringen en meer in het bijzonder op burgerlijke investeringen.

Tenslotte werd het globaal thesaurietekort beïnvloed door uitzonderlijk hoge uitgaven van de derden-gelden (5,4 miljard <sup>(1)</sup> tegen 0,5 miljard in 1962).

#### Jaar 1964.

De evolutie van de thesaurietoestand in de loop van de eerste acht maanden van 1964 laat uitschijnen :

- een duidelijke verbetering van de verrichtingen op de gewone begroting;
- een nieuwe vermeerdering van de uitbetalingen op de buitengewone begroting en het Wegenfonds;
- een normalisatie van de verrichtingen op derden-gelden;

#### Tekort voortvloeiend uit de kasverrichtingen voor de eerste acht maanden van 1963 en van 1964.

	(In miljard frank.)	
	1963	1964
Gewone begroting :		
— Ontvangsten	92,9	107,1
— Uitgaven	95,2	105,4
Saldo ...	— 2,3	+ 1,7
Buitengewone begroting :		
— Ontvangsten	0,3	0,2
— Uitgaven	13,7	16,1
Saldo ...	— 13,4	— 15,9
Wegenfonds	— 2,6	— 3,5
Derden-gelden	— 3,7	+ 0,2
Tekort	22,0	17,5
Delgingen	5,2	7,8
Tekort min delgingen ...	— 16,8	— 9,7

De verbetering van het saldo van de verrichtingen op de gewone begroting beloopt 4 miljard (—2,3 miljard in 1963, +1,7 miljard in 1964). Deze verbetering krijgt nog meer betekenis indien men overweegt dat de uitbetalingen van 1964, 7,8 miljard delgingen van de openbare schuld bevat, tegenover 5,2 miljard in 1963, zegge een vermeerdering met 2,6 miljard. Afgezien van dit element, bedraagt de verbetering van het thesauriesaldo van de gewone begroting in 1964, vergeleken met dit van 1963, 6,6 miljard.

#### Staatsschuld.

Ingevolge de verhoging met 5,7 miljard van de buitengewone uitgaven en de uitgaven van het Wegenfonds, de gevolgen van de winter op inkomsten en uitgaven, het vervroegen van zekere uitgaven en de uitzonderlijk hoge betalingen op derden-gelden, steeg de Staatsschuld in 1963 met 23 miljard, tegen 12,2 in 1962, 18,5 in 1961 en 22,5 in 1960. Deze toestand werd in 1964 genormaliseerd.

<sup>(1)</sup> Met inbegrip van 1,7 miljard, waarvan de tegenwaarde vanaf 1964 als betalingen op de gewone begroting wordt aangerekend.

Evolution de la dette publique depuis le 31 décembre 1963.  
(En milliards de francs.)

Evolutie van de Staatsschuld sinds 31 december 1963.  
(In miljard frank.)

	Situation au 31 décembre 1963 <i>Toestand op 31 december 1963</i>	Situation au 31 août 1964 <i>Toestand op 31 augustus 1964</i>	Différence par rapport au 31 décembre 1963 <i>Verschil ten opzichte van 31 december 1963</i>	
A. — <i>Dette consolidée :</i>				
Directe en francs belges ... ...	261,6	274,2	+ 12,6	A. — <i>Geconsolideerde schuld :</i> Rechtstreekse in Belgische frank.
Indirecte en francs belges . . .	27,8	32,2	+ 4,4	Onrechtstreekse in Belgische frank.
	289,4	306,4	+ 17,0	
Directe en monnaies étrangères .	18,4	17,7	- 0,7	Rechtstreekse in vreemde munten.
Indirecte en monnaies étrangères.	1,5	1,5	-	Onrechtstreekse in vreemde munten.
	19,9	19,2	- 0,7	
B. — <i>A moyen terme :</i>				B. — <i>Op half lange termijn :</i>
Directe en francs belges ... ...	13,7	5,8	- 7,9	Rechtstreekse in Belgische frank.
Directe en monnaies étrangères .	9,5	11,8	+ 2,3	Rechtstreekse in vreemde munten.
	23,2	17,6	- 5,6	
C. — <i>A court terme :</i>				C. — <i>Op korte termijn :</i>
Directe en francs belges ... ...	94,9	91,3	- 3,6	Rechtstreekse in Belgische frank.
Directe en monnaies étrangères .	18,6	18,8	+ 0,2	Rechtstreekse in vreemde munten.
	113,5	110,1	- 3,4	
	446,0	453,3	+ 7,3 <sup>(1)</sup>	

La comparaison avec les périodes correspondantes des années antérieures donne l'évolution ci-après :

Accroissement de la dette publique  
au cours des huit premiers mois de l'année.

(En milliards de francs.)<sup>(2)</sup>

1961	... ... ... ...	+ 11,8
1962	... ... ... ...	+ 9,7
1963	... ... ... ...	+ 13,7
1964	... ... ... ...	+ 8,4

L'examen de l'évolution de la dette publique au cours d'une période suffisamment longue permet de dégager des constatations significatives.

En 1960, tout comme en 1959, l'accroissement mensuel moyen de la dette publique était de près de 2 milliards. Il a été ramené à  $\pm$  1,4 milliard de début 1961 à août 1964. Pour les huit premiers mois de 1964, il est de l'ordre de 1 milliard.

Cette évolution s'est réalisée malgré un progrès très sensible des investissements publics.

Il convient de noter à cet égard qu'à l'accroissement de 8,4 milliards de la dette publique au cours des huit premiers mois de 1964, correspondent des décroissements de 19,6 milliards sur les dépenses extraordinaires et le Fonds des routes. L'accroissement de la dette ne représente donc que 43 % de ces décroissements pour la période considérée.

(1) Si l'on fait abstraction des opérations avec le Fonds Monétaire International, l'accroissement est de 8,4 milliards.

(2) Abstraction faite des opérations avec le F.M.I.

De vergelijking met de overeenstemmende periode van de vorige jaren geeft volgende evolutie :

Toename van de Staatsschuld tijdens de eerste acht maanden van het jaar.

(In miljard frank.)<sup>(2)</sup>

1961	... ... ... ...	+ 11,8
1962	... ... ... ...	+ 9,7
1963	... ... ... ...	+ 13,7
1964	... ... ... ...	+ 8,4

Het onderzoek van de evolutie van de Staatsschuld tijdens een periode die voldoende lang is, laat toe veelbetekenende vaststellingen te doen.

In 1960, evenals in 1959 bedroeg de gemiddelde maandelijkse toename van de openbare schuld ongeveer 2 miljard. Zij werd tot  $\pm$  1,4 miljard teruggebracht voor de periode van begin 1961 tot augustus 1964. Voor de eerste acht maanden van 1964 bedraagt zij circa 1 miljard.

Deze evolutie moet tegenover een zeer gevoelige vooruitgang van de openbare investeringen gesteld worden.

In dit opzicht dient aangestipt dat met de toename met 8,4 miljard van de Staatsschuld tijdens de eerste acht maanden van 1964, kasuitgaven ten bedrage van 19,6 miljard op de buitengewone uitgaven en het Wegenfonds overeenstemmen. De toename van de schuld vertegenwoordigt dus slechts 43 % van die betalingen voor de beschouwde periode.

(1) Afgezien van de verrichtingen met het Internationaal Monetair Fonds, bedraagt de verhoging 8,4 miljard.

(2) Afgezien van de verrichtingen met het I.M.F.

Le ralentissement du rythme d'accroissement de la dette publique par rapport à l'évolution du Produit national brut est également sensible. A la fin de 1960 la dette publique représentait 69,21 % du Produit national. On peut estimer actuellement qu'à la fin de 1964 la dette n'en représentera plus que 60 % environ.

Il convient, d'autre part, d'examiner l'évolution de la structure de la dette publique. Le progrès réalisé dans la réduction de la part relative de la dette flottante par rapport à la dette totale est illustré par les données ci-après :

La dette flottante représentait 45,5 % de la dette totale à fin 1953, 37 % à fin 1960 et 32,5 % à fin août 1964, compte non tenu de la conversion des certificats A. Compte tenu de cette conversion, le pourcentage tombe à 28,2 %.

Ces données sont plus significatives encore si l'on considère les mouvements de la dette au cours de la période en cause.

#### Mouvements de la dette publique.

(En milliards de francs.)

FIN DE PERIODE	Dette totale	Dette consolidée	Dette flottante	EINDE VAN DE PERIODE
	Totale schuld	Geconsolideerde schuld	Vlottende schuld	
1953-1957 . . . . .	+ 41,3	+ 50,8	— 9,5	1953-1957.
1957-avril 1961 . . . . .	+ 81,9	+ 44,7	+ 37,2	1957-april 1961.
Mai 1961-aout 1964 :				Mei 1961-augustus 1964 :
compte non tenu de la conversion des certificats A;	+ 47,4	+ 56,4	— 9,0	geen rekening houdend met de conversie van de certificaten A.
compte tenu de cette conversion . . .	+ 47,4	+ 76,2	— 28,8	rekening houdend met die conversie.

Il convient de noter que l'accroissement de 8,4 milliards au cours des huit premiers mois de 1964, correspond à une augmentation de 16,3 milliards de la dette consolidée et à une réduction de 7,9 milliards de la dette flottante.

Un autre aspect de la structure de la dette concerne la répartition entre dette intérieure et dette en monnaies étrangères.

On doit rappeler à cet égard que la politique de remboursement de la dette extérieure résolument poursuivie en 1961 et 1962 a permis de ramener la dette extérieure de 51,4 milliards fin avril 1961 à 38,6 milliards à fin décembre 1962 soit une réduction de 12,8 milliards.

Les circonstances exceptionnelles qui ont caractérisé l'année 1963 n'ont pas permis de poursuivre cet effort. La difficulté de couvrir l'impasse globale de trésorerie par le recours au seul marché intérieur a résulté de diverses causes.

Les besoins de financement, tant en ce qui concerne le secteur privé que le secteur public, ont été considérablement accrus.

On a vu plus haut que des circonstances accidentelles ont concouru à une assez importante majoration du solde de trésorerie, à couvrir par l'emprunt, tandis que la nécessité s'imposait de faire face à des remboursements massifs d'emprunts à moyen terme, non dotés d'un plan d'amortissement au moment de leur émission.

D'autre part, les banques, libérées des obligations que leur imposaient les coefficients de couverture, ont plus large-

De vertraging van het toenameritme van de Staatsschuld ten opzichte van de evolutie van het Bruto Nationaal Produkt is eveneens gevoelig. Einde 1960 vertegenwoordigde de Staatsschuld 69,21 % van het Nationaal Produkt. Thans kan geraamd worden dat de schuld einde 1964 nog slechts ongeveer 60 % zal vertegenwoordigen.

Anderzijds dient de evolutie van de structuur der Staats-schuld onderzocht. De vooruitgang die verwezenlijkt werd bij de vermindering van het relatief aandeel van de vlot-tende schuld ten opzichte van de totale schuld wordt door volgende gegevens geïllustreerd :

De vlotende schuld vertegenwoordigde 45,5 % van de totale schuld einde 1953, 37 % einde 1960 en 32,5 % einde augustus 1964, indien geen rekening gehouden wordt met de conversie van de certificaten A. Rekening houdend met die conversie daalt het percentage tot 28,2 %.

Deze gegevens krijgen nog meer betekenis, indien men de bewegingen van de schuld tijdens de betrokken periode beschouwt.

#### Bewegingen van de Staatsschuld.

(In miljard frank.)

Aan te stippen valt dat de toename met 8,4 miljard tijdens de eerste acht maanden van 1964 met een verhoging van 16,3 miljard van de geconsolideerde schuld en met een vermindering met 7,9 miljard van de vlotende schuld overeen-stemt.

Een ander aspect van de structuur van de schuld betreft de verdeling tussen binnenlandse schuld en schuld in vreemde munten.

In dit opzicht dient eraan herinnerd dat de in 1961 en 1962 streng voortgezette terugbetalingpolitiek van de buitenlandse schuld het mogelijk gemaakt heeft de buitenlandse schuld van 51,4 miljard einde april 1961 tot 38,6 miljard einde december 1962 terug te brengen, dit is een verminde-ring met 12,8 miljard.

De uitzonderlijke omstandigheden die het jaar 1963 gekenmerkt hebben, lieten niet toe die inspanning voort te zetten. De moeilijkheid om het globale thesaurietekort te dekken door alleen op de binnenlandse markt beroep te doen vindt haar oorsprong in verschillende oorzaken.

De financieringsbehoeften, zowel wat de privé-sector als de openbare sector betreft, zijn aanzienlijk toegenomen.

Hoger hebben wij gezien dat accidentele omstandigheden bijgedragen hebben tot een tamelijk belangrijke verhoging van het thesauriesaldo, verhoging die door de lening diende gedekt terwijl de noodzaak zich opdrong het hoofd te bieden aan massale terugbetalingen van leningen op half-lange termijn, die op het ogenblik van hun uitgifte niet voorzien waren van een delgingsplan.

Anderzijds zijn de banken, ontslagen van de verplichtingen die hun de dekkingscoëfficiënten oplegden, in een rui-

ment répondre aux besoins des entreprises, ce qui a limité leur participation au financement du Trésor public.

En outre, les parastataux eux-mêmes, confrontés à un accroissement du volume de leurs opérations de financement, ont été amenés à mobiliser des montants importants de certificats de trésorerie.

Enfin, l'évolution des marchés financiers a été influencée par une tendance générale de hausse des taux d'intérêt, normale dans une phase économique tendue, par une adaptation aux nouvelles conditions de taxation des revenus mobiliers, par l'attrait présenté par d'autres placements que les souscriptions aux emprunts publics. Les conditions du rendement de ceux-ci ont été progressivement aménagées avec la prudence qu'imposait le souci de ne pas renforcer les tendances haussières du marché.

Tels sont les éléments qui expliquent qu'en 1963 la dette extérieure a progressé à nouveau, tout en restant cependant en deçà du montant atteint en avril 1961. La situation des huit premiers mois de l'année 1964 indique un recours sensiblement plus modéré à cette forme d'emprunt.

De toute manière l'examen de l'évolution de la dette extérieure depuis 1953 permet de dégager les mouvements indiqués dans le tableau ci-après :

#### Mouvements de la dette publique.

(En milliards de francs.)

Fin de période	Dette intérieure	Dette extérieure
1953-1957	+ 36,0	+ 5,3
1957-avril 1961	+ 57,7	+ 24,2
Mai 1961-août 1964	+ 49,0	- 1,6

Il convient, en outre, de tenir compte du fait que, de mai 1961 à août 1964, la dette congolaise garantie a été ramenée de 9,7 milliards à 7,4 milliards, soit une réduction de 2,3 milliards, ce qui porte le remboursement net au cours de la période à près de 4 milliards.

La hausse des prix, qui s'est développée dans notre pays depuis le second semestre de 1963, a été attribuée surtout aux emprunts extérieurs des pouvoirs publics.

Il y a lieu d'observer à cet égard que des hausses de prix plus accentuées encore sont apparues dans d'autres pays de la C.E.E. et plus spécialement aux Pays-Bas, où l'Etat n'a pas émis d'emprunts à l'étranger.

En fait il apparaît que la tendance des prix résulte principalement de facteurs non monétaires. A cet égard, le Bulletin mensuel de conjoncture de l'Institut de Recherches économiques, sociales et politiques de l'Université de Louvain s'exprime comme suit :

« Les hausses de prix ont été amorcées en 1963 sous la pression du renchérissement général des coûts salariaux, du prix des matières premières, des produits importés et, plus récemment, des produits alimentaires intérieurs. Cette pression généralisée de la demande finale et des prix de revient est un signe typique de la tension conjoncturelle et se manifeste récemment au stade des prix de détail (avril 1964). »

» Parmi les pays de la C.E.E., seule la Belgique n'a pas accru son volume monétaire global à un rythme excédant celui des productions industrielles. Aussi les prix montent-ils moins vite en Belgique. Les hausses de prix sont donc conjoncturelles et n'ont aucun rapport avec une inflation monétaire quelconque (février 1964).

mere mate tegemoet gekomen aan de behoeften van de ondernemingen, wat hun deelneming in de financiering van de openbare Schatkist beperkt heeft.

Bovendien werden de parastatale instellingen, die zelf geconfronteerd werden met een toename van het volume van hun financieringsverrichtingen, ertoe gebracht belangrijke bedragen aan Schatkistcertificaten te mobiliseren.

Ten slotte werd de evolutie van de financiële markten beïnvloed door een algemene haussetendens van de rentevoeten, normaal in een gespannen economische fase, door een aanpassing aan de nieuwe taxatievoorwaarden van de roerende inkomsten, door de aantrekkelijkheid die geboden werd door andere beleggingen dan de inschrijvingen op de openbare leningen. De rendementsvoorwaarden van deze laatste werden geleidelijk aangepast met de voorzichtigheid die opgedrongen werd door de bezorgdheid de haussetendens van de markt niet te vergroten.

Deze elementen verklaren waarom de buitenlandse schuld in 1963 opnieuw toenam, alhoewel ze onder het in april 1961 bereikte bedrag bleef. De toestand van de eerste acht maanden van het jaar 1964 wijst op een gevoelig gematigder toevlucht tot deze vorm van lening.

In elke geval laat het onderzoek van de evolutie van de buitenlandse schuld sinds 1953 toe de in volgende tabel aangeduid bewegingen naar voren te brengen :

#### Bewegingen van de openbare schuld.

(In miljard frank.)

Einde van de periode	Binnenlandse schuld	Buitenlandse schuld
1953-1957	+ 36,0	+ 5,3
1957-april 1961	+ 57,7	+ 24,2
Mei 1961-augustus 1964	+ 49,0	- 1,6

Bovendien past het rekening te houden met het feit dat, van mei 1961 tot augustus 1964, de gewaarborgde Kongolese schuld van 9,7 miljard tot 7,4 miljard teruggebracht werd, zegge een vermindering met 2,3 miljard, hetgeen de netto-terugbetaling in de loop van de periode op nagenoeg 4 miljard brengt.

De prijsstijging die zich in ons land sinds het tweede semester 1963 voordeed, werd vooral toegeschreven aan de buitenlandse leningen van de openbare besturen.

In dit opzicht dient opgemerkt dat zich nog meer geaccentueerde prijsstijgingen voordeden in andere landen van de E.E.G. en meer in het bijzonder in Nederland, waar de Staat geen leningen in het buitenland heeft uitgegeven.

In feite blijkt de tendens van de prijzen voornamelijk uit niet-monetaire factoren voort te vloeien. In dit opzicht drukt het « Bulletin mensuel de conjoncture » van het Instituut voor ekonomisch, sociaal en politiek onderzoek van de Universiteit van Leuven zich als volgt uit :

« De prijsstijgingen begonnen in 1963 onder de druk van de algemene stijging van de loonkosten, de prijs van de grondstoffen, de ingevoerde produkten en, meer onlangs, de binnenlandse voedingsprodukten. Deze veralgemeende druk van de eindvraag en van de kostprijzen is een typisch teken van de conjunctuurspanning en uit zich sinds kort in het stadium van de kleinhandelsprijzen (april 1964) (vertaling). »

» Onder de landen van de E.E.G., heeft alleen België zijn globaal monetair volume niet vermeerderd tegen een ritme dat datgene van de nijverheidsproduktes overtreft. De prijzen stijgen dan ook minder snel in België. De prijsstijgingen zijn dus conjunctureel en hebben geen enkel verband met enigerlei monetaire inflatie (februari 1964) (vertaling). »

» D'une façon générale, la haute prospérité conjoncturelle de la Belgique se manifeste par un nouvel accroissement des quantités produites (à fin juin) et par un renchérissement des prix de gros industriels et des services. Cette évolution conserve une origine conjoncturelle et ne manifeste aucune tendance inflatoire d'origine monétaire si l'on se base sur les rythmes d'accroissement de la production industrielle et du volume monétaire; au premier semestre 1964, ceux-ci ont augmenté respectivement de 9,2 % et de 5,8 % par rapport au premier semestre de 1963, et de 4,8 % et 2,5 % par rapport au second semestre 1963 (septembre 1964). »

#### Evolution du stock monétaire.

Le stock monétaire s'est accru de 9,6 % en 1963 contre 7,2 % en 1962 et 7,7 % en 1961.

Malgré l'accroissement constaté en 1963, l'augmentation du stock monétaire en Belgique au cours des dernières années reste inférieure à celle des autres pays du Marché commun.

Accroissement des disponibilités monétaires.  
(En pourcentage.)

	Fin 1960-fin juillet 1964 — Einde 1960-einde juli 1964	Derniers 12 mois disponibles, soit fin juillet 1963-fin juillet 1964  <i>Beschikbare laatste 12 maanden, zegge einde juli 1963-einde juli 1964</i>	Toename van de monetaire liquide middelen. (In percentage.)
Allemagne . . . . .	+ 32,8 %	+ 8,8 %	Duitsland.
France . . . . .	+ 62,6 %	+ 10,0 %	Frankrijk.
Italie (1) . . . . .	+ 48,1 %	+ 7,6 %	Italië (?).
Pays-Bas . . . . .	+ 34,1 %	+ 7,4 %	Nederland.
Belgique . . . . .	+ 28,3 %	+ 5,0 %	België.

On assiste d'ailleurs, en Belgique, depuis le début de l'année, à un net ralentissement du développement. A fin août, par rapport à fin décembre, l'accroissement du stock monétaire a été de 1,1 % en 1964, 5 % en 1963, 2 % en 1962 et 1,8 % en 1961.

(1) Situation à fin mai 1964.

» Over het algemeen uit zich de bijzonder voorspoedige conjunctuur van België door een nieuwe toename van de voortgebrachte hoeveelheden (op einde juni) en door de stijging van de groothandelsprijzen en van de prijzen van de diensten. Deze evolutie bewaart een conjuncturele oorsprong en vertoont geen inflatoire tendens van monetaire oorsprong indien men zich steunt op het toenameritme van de industriële produktie en van de geldhoeveelheid: tijdens het eerste semester 1964 verhoogden deze met respectievelijk 9,2 % en 5,8 % met betrekking tot het eerste semester 1963 en met 4,8 % en 2,5 % met betrekking tot het tweede semester 1963 (september 1964) (vertaling). »

#### Evolutie van de geldhoeveelheid.

De geldhoeveelheid nam met 9,6 % toe in 1963 tegen 7,2 % in 1962 en 7,7 % in 1961.

Niettegenstaande de in 1963 vastgestelde toename, blijft de verhoging van de geldhoeveelheid in België in de loop van de laatste jaren beneden die van de andere landen van de Gemeenschappelijke Markt.

Toename van de monetaire liquide middelen.  
(In percentage.)

Sinds het begin van het jaar kent men in België ten andere een duidelijke vertraging van de aangroei. Op einde augustus in vergelijking met einde december bedroeg de toename van de geldvoorraad: 1,1 % in 1964, 5 % in 1963, 2 % in 1962 en 1,8 % in 1961.

(1) Toestand einde mei 1964.

## DEUXIÈME PARTIE.

## ANALYSE DES BUDGETS.

Le budget de 1965 se compose de 22 projets de loi, répartis entre les deux Assemblées comme l'indique la liste ci-dessous :

*Chambre :*

- I. — Voies et Moyens;
- II. — Dette publique;
- IV. — Dotations;
- VI. — Services du Premier Ministre;
- VII. — Justice;
- VIII. — Intérieur et Fonction publique;
- X. — Défense nationale;
- XI. — Gendarmerie;
- XV. — Communications et Postes, Télégraphes et Téléphones;
- XVII. — Emploi et Travail;
- XVIII. — Prévoyance sociale;
- XX. — Santé publique et Famille.

*Sénat :*

- III. — Pensions;
- V. — Non-valeurs et Remboursements;
- IX. — Affaires étrangères et Commerce extérieur;
- XII. — Agriculture;
- XIII. — Affaires économiques et Energie;
- XIV. — Classes moyennes;
- XVI. — Travaux publics;
- XIX. — Education nationale et Culture;
- XXI. — Finances;
- XXII. — Pour Ordre;
- Crédits supplémentaires.

La présentation des documents budgétaires est identique à celle adoptée pour 1964.

\*\*

## TWEEDE DEEL.

## ONTLEIDING VAN DE BEGROTINGEN.

De begroting 1965 bestaat uit 22 ontwerpen van wet, die onder beide Kamers verdeeld worden zoals aangeduid in onderstaande lijst :

*Kamer :*

- I. — Rijksmiddelen;
- II. — Rijksschuld;
- IV. — Dotatiën;
- VI. — Diensten van de Eerste Minister;
- VII. — Justitie;
- VIII. — Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt;
- X. — Landsverdediging;
- XI. — Rijkswacht;
- XV. — Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telephonie;
- XVII. — Tewerkstelling en Arbeid;
- XVIII. — Sociale Voorzorg;
- XX. — Volksgezondheid en Gezin.

*Senaat :*

- III. — Pensioenen;
- V. — Kwade Posten en Terugbetalingen;
- IX. — Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel;
- XII. — Landbouw;
- XIII. — Economische Zaken en Energie;
- XIV. — Middenstand;
- XVI. — Openbare Werken;
- XIX. — Nationale Opvoeding en Cultuur;
- XXI. — Financiën;
- XXII. — Voor Orde;
- Bijkredieten.

De inkleding van de begrotingsdokumenten is dezelfde als deze voor 1964 aangenomen.

\*\*

### Réforme de la comptabilité publique.

A partir de 1966, une nouvelle présentation des budgets, selon la classification Benelux, sera adoptée. Toutefois, un essai pourrait déjà être fait à titre officieux en 1965.

C'est également à partir de 1966 que les principales dispositions de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat entreront en application pour ce qui concerne les services d'administration générale. Il en sera notamment ainsi des nouvelles règles d'imputation des recettes et des dépenses budgétaires des susdits services, fixées par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> juillet 1964.

La révision de la réglementation relative au contrôle de l'engagement des dépenses est en cours.

Le Gouvernement compte encore déposer, en 1964, sur le bureau des Chambres, deux projets de lois relatifs, le premier, au statut des comptables publics de l'Etat et des provinces, le second, à la prescription des créances à charge ou au profit de l'Etat et des provinces.

Les membres de la Commission pour l'inventaire du patrimoine de l'Etat, instituée par l'arrêté royal du 29 avril 1964, seront prochainement désignés. Une des premières activités de ladite commission consistera à mettre au point la comptabilité patrimoniale.

### Les principaux éléments du budget.

#### L'ajustement du budget de 1964.

Le feuilleton de crédits supplémentaires soumis au vote du Parlement comporte 6 184 millions pour l'exercice courant.

Outre la Dette publique et les Pensions, lesquels interviennent respectivement pour 938 et 555 millions de francs, les dépenses supplémentaires de personnel absorbent 1 916 millions, dont la quasi-totalité résulte des deux nouvelles tranches d'index et de la réalisation complète des mesures de revalorisation de la fonction publique.

Nos obligations internationales, les politiques de prix et d'expansion économique, l'application des récentes lois en faveur des travailleurs salariés et indépendants et le subventionnement des œuvres relevant de la Santé publique et de la Famille constituent les bases principales des autres crédits supplémentaires sollicités.

Dans les 975 millions de crédits supplémentaires sollicités pour les exercices antérieurs, il peut être noté que près de la moitié relève de l'Education nationale; il faut rappeler à cet égard que la revalorisation de la fonction universitaire, couverte partiellement par le crédit provisionnel de 247 millions, porté au budget de la Fonction publique, a été réalisée assez récemment, mais que toutes les mesures prises rétroagissent au 1<sup>er</sup> juillet 1962.

L'analyse détaillée des modifications proposées aux différents budgets de 1964 fait l'objet du chapitre II de la présente partie de l'Exposé général.

Le tableau des pages 82 et 83 établit l'évolution des crédits en partant des montants initialement proposés pour arriver à la hauteur finale de chaque budget, compte tenu de son ajustement.

Le budget de 1964 sera ainsi arrêté à 154 875,8 millions de francs pour l'exercice courant et à 155 851,2 millions si l'on y ajoute les crédits pour couvrir les créances se rapportant aux exercices antérieurs.

### Hervorming van de openbare comptabiliteit.

Met ingang van 1966, zal een nieuwe inkleding van de begrotingen, volgens de Benelux-classificatie, ingevoerd worden. Dit zou evenwel reeds in 1965 officieus kunnen beproefd worden.

Eveneens met ingang van 1966, zullen de voornaamste bepalingen van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit van toepassing zijn wat de diensten van algemeen bestuur betreft. Dit zal inzonderheid het geval zijn voor de nieuwe regelen tot aanrekening van de budgettaire ontvangsten en uitgaven van voornoemde diensten, vastgesteld bij koninklijk besluit van 1 juli 1964.

De herziening van de reglementering betreffende de controle van de vastlegging der uitgaven is aan de gang.

De Regering is voornemens in 1964, bij het Bureau van de Kamers, nog twee wetsontwerpen neer te leggen, het ene betreffende het statuut van de openbare rekenplichtigen van de Staat en van de provincies, het tweede betreffende de verjaring van de schuldborderingen ten laste of ten bate van de Staat en van de provincies.

De leden van de bij koninklijk besluit van 29 april 1964 ingestelde Commissie voor de inventaris van het vermogen van de Staat zullen eerstdaags aangeduid worden. Eén van de eerste activiteiten van bedoelde commissie zal bestaan in het uitwerken van de patrimoniale comptabiliteit.

### Voornaamste elementen van de begroting.

#### Aanpassing van de begroting 1964.

Het bijblad dat aan de goedstemming van het Parlement wordt voorgelegd, behelst 6 184 miljoen voor het lopend dienstjaar.

Benevens de Rijksschuld en de Pensioenen die respectievelijk voor 938 en 555 miljoen frank tussenkom, slorpen de bijkomende uitgaven voor het personeel 1 916 miljoen op, waarvan de quasi-totaliteit voortspruit uit de twee nieuwe indexschijven en uit de volledige verwezenlijking van de herwaarderingsmaatregelen van de openbare functie.

Onze internationale verplichtingen, onze politiek inzake prijzen en economische expansie, de toepassing van de recente wetten ten bate van de loonarbeiders en de zelfstandigen alsook de beetoelating van de instellingen die onder de voogdij van Volksgezondheid en van het Gezin staan, vormen de bijzonderste basissen van de andere aangevraagde bijkredieten.

Voor wat de 975 miljoen bijkredieten over vorige dienstjaren aangaat, dient genoteerd dat bijna de helft de Nationale Opvoeding en Cultuur ten goede komt; er weze aan herinnerd dat de herwaardering van de universitaire functie, die gedeeltelijk gedeckt moet worden door het provisioneel krediet van 247 miljoen ingeschreven op de begroting van het Openbaar Ambt, onlangs werd verwezenlijkt, maar dat de getroffen maatregelen terugwerkende kracht hebben op 1 juli 1962.

De gedetailleerde ontleding van de voorgestelde wijzigingen aan de verschillende begrotingen van 1964 maakt het voorwerp uit van hoofdstuk II van het huidig deel van de Algemene Toelichting.

De tabel op bladzijden 82 en 83 bevat de evolutie van de kredieten, vertrekend van de oorspronkelijk voorgestelde bedragen om op het huidig peil van iedere begroting te komen, rekening houdend met de aanpassingen.

De begroting van 1964 zal aldus 154 875,8 miljoen frank bereiken voor het lopend dienstjaar en 155 851,2 miljoen frank indien men er de kredieten bijrekent om de schuldborderingen over de vorige dienstjaren te dekken.

Les recettes ordinaires votées par le Parlement comportaient 148 750 millions de francs. Leur réévaluation, d'après des données modérées très récentes, les porte à 156 099 millions, assurant ainsi un boni appréciable, même si la charge des crédits sollicités pour des dépenses d'exercices antérieurs est jointe à 1964.

Il faudra de plus tenir compte des annulations de crédits non utilisés en fin d'exercice, qui augmenteront d'autant le boni de l'ordinaire de 1964.

Quant au budget extraordinaire, le feuilleton contient respectivement des réductions des crédits d'engagement pour 347 millions et des augmentations pour 1 029 millions des crédits de paiement portant le total pour 1964 à 17 265 millions de crédits d'engagement et à 20 728 millions de crédits de paiement.

Pour avoir une vue complète du budget extraordinaire pour 1964, il faut ajouter les crédits reportés de l'exercice 1963 qui s'élèvent à 8 056 millions en crédits d'engagement et 7 719 millions en crédits de paiement.

Les ajustements en crédits d'engagement concernent pour l'essentiel une réduction de 165 millions au budget des Communications et de 187 millions à celui de la Défense nationale.

Pour les crédits de paiement, on notera principalement des augmentations respectives de 50, 61, 630, 350 et 50 millions aux budgets des Communications, de la Défense nationale, des Travaux publics, de l'Agriculture et des Finances. D'autre part, deux réductions sont proposées aux Communications, l'une de 125 millions (S.A.B.E.N.A.), l'autre de 45 millions (S.N.C.B.).

La Section I du chapitre IV de la présente partie de l'Exposé général contient des commentaires détaillés sur l'ajustement du budget extraordinaire ainsi que le tableau retracant l'évolution des crédits repris par budget ministériel.

#### Le budget de 1965.

L'ensemble des crédits sollicités au titre du budget ordinaire pour 1965 s'élève à 161 875 millions, tandis que le budget des recettes ordinaires porte sur un total de 164 496 millions, laissant apparaître un boni probable de l'ordre de 2,6 milliards.

Par rapport aux crédits initiaux et ajustés du budget de 1964, les crédits de dépenses pour 1965 sont respectivement en augmentation de 13,2 et de 7 milliards. La comparaison entre les recettes, faites sur les mêmes bases, indique des accroissements respectifs de 15,7 milliards et de 8,4 milliards.

Les recettes extraordinaires pour 1965 sont évaluées à 571,5 millions. En dépenses, les crédits d'engagement et les crédits de paiement s'élèvent respectivement à 16 216 millions et 20 157 millions, dont 1 505 millions d'avances et de participations, ce qui représente par rapport à 1964 ajusté une diminution de 1 049 millions en crédits d'engagement et de 570 millions en crédits de paiement.

Le solde budgétaire total ordinaire et extraordinaire confondus, calculé d'après les crédits s'élève à 16 964 millions de francs.

Les développements et les tableaux consacrés au budget de 1965 font l'objet dans cette 2<sup>e</sup> partie :

- des Sections I et III du chapitre I pour les recettes;
- du chapitre III pour les dépenses ordinaires;
- du chapitre IV pour les dépenses extraordinaires.

De gewone ontvangsten gestemd door het Parlement bedragen 148 750 miljoen frank. Hun herschatting volgens de meest recente, gematigde gegevens leidt tot 156 099 miljoen, wat een noemenswaardig boni betekent zelfs indien men er de kredieten aan toevoegt voor de uitgaven van vorige dienstjaren.

Anderzijds zullen de kredieten die op het einde van het dienstjaar ongebruikt blijven, vernietigd worden, wat het boni van het gewone dienstjaar 1964 nog zal verhogen.

Voor wat de buitengewone begroting betreft, behelst het bijblad respectievelijk 347 miljoen verminderingen in vastleggingskredieten en 1 029 miljoen verhogingen in betalingskredieten zodat het totaal bedrag voor 1964 op 17 265 miljoen aan vastleggingskredieten en op 20 728 miljoen aan betalingskredieten wordt gebracht.

Om een volledig overzicht te krijgen over de buitengewone begroting voor 1964, dienen de overgedragen kredieten van het dienstjaar 1963 die 8 056 miljoen aan vastleggingskredieten en 7 719 miljoen aan betalingskredieten behelzen, aan voorgaande bedragen toegevoegd.

De aanpassingen in vastleggingskredieten hebben voornamelijk betrekking op een vermindering van 165 miljoen op de begroting van Verkeerswezen en P.T.T. en van 187 miljoen op deze van Landsverdediging.

Voor de betalingskredieten liggen de verhogingen respectievelijk voor 50, 61, 630, 350 en 50 miljoen bij de begrotingen van Verkeerswezen, Landsverdediging, Openbare Werken, Landbouw en Financiën. Twee verminderingen dienen vermeld op de begroting van Verkeerswezen, de ene van 125 miljoen (S.A.B.E.N.A.), de andere van 45 miljoen (N.M.B.S.).

Sectie I van hoofdstuk IV van het huidig deel van de Algemene Toelichting houdt gedetailleerd commentaar in over de aanpassing van de buitengewone begroting en de tabel die volgt, geeft de evolutie weer van de kredieten die op iedere ministeriële begroting zijn ingeschreven.

#### Begroting voor 1965.

Het geheel der kredieten aangevraagd voor de gewone begroting 1965 beloopt 161 875 miljoen, terwijl de gewone ontvangsten geraamd zijn op 164 496 miljoen, wat een waarschijnlijk boni van 2,6 miljard mag laten verwachten.

Ten opzichte van de oorspronkelijke en aangepaste kredieten van de begroting 1964, zijn de uitgavenbegrotingen voor 1965 respectievelijk in verhoging met 13,2 en 7 miljard. De vergelijking tussen de ontvangsten gedaan op dezelfde voet wijst op respectievelijke verhogingen met 15,7 en 8,4 miljard.

De buitengewone ontvangsten voor 1965 worden geraamd op 571,5 miljoen. In uitgaven bedragen de vastleggingskredieten en de betalingskredieten respectievelijk 16 216 miljoen en 20 157 miljoen, waarvan 1 505 miljoen voorschotten en participaties, wat ten opzichte van de aangepaste begroting voor 1964 een vermindering van 1 049 miljoen aan vastleggingskredieten en van 570 miljoen aan betalingskredieten vertegenwoordigt.

Het totale begrotingssaldo, berekend naar de kredieten voor de gewone en de buitengewone begroting samen, bedraagt 16 964 miljoen.

De uiteenzettingen en de tabellen in verband met de begroting 1965, maken in dit tweede deel het voorwerp uit van :

- de Secties I en III van hoofdstuk I voor de ontvangsten;
- het hoofdstuk III voor de gewone uitgaven;
- het hoofdstuk IV voor de buitengewone uitgaven.

**Évolution budgétaire.**

L'évolution du budget de 1964 et les propositions pour 1965 se présentent globalement comme suit :

**BUDGET DE 1964.**

(En millions de francs.)

**Budgettaire evolutie.**

De evolutie van de begroting van 1964 en de voorstellen voor 1965 kunnen globaal als volgt worden voorgesteld :

**BEGROTING 1964.**

(In miljoen frank.)

	Budget ordinaire — Gewone begroting	Budget extraordinaire (a) Buitengewone begroting	Total — Totaal	
<i>Recettes :</i>				<i>Ontvangsten :</i>
Prévisions initiales ... ... ... ...	148 750,0	568,0	149 318,0	Oorspronkelijke ramingen,
Prévisions ajustées ... ... ... ...	156 099,0	568,0	156 667,0	Aangepaste ramingen.
<i>Dépenses :</i>				<i>Uitgaven :</i>
Budget déposé ... ... ... ...	148 682,1	19 463,7	168 145,8	Ingediende begroting,
Amendements ... ... ... ...	9,8	235,0	244,8	Amendementen.
Budget voté ... ... ... ...	148 691,9	19 698,7	168 390,6	Gestemde begroting.
Feuilleton d'ajustement:				Bijblad :
En plus ... ... ... ...	7 175,1	1 467,0	8 642,1	In meer.
En moins ... ... ... ...	991,2	438,0	1 429,2	In min.
Total ... ... ...	154 875,8	20 727,7	175 603,5	Totaal.
Suppléments pour exercices antérieurs.	975,4	—	975,4	Bijkredieten voor vorige dienstjaren.
Total général ... ...	155 851,2	20 727,7	176 578,9	Algemeen totaal.
Reports ... ...		7 719,0		Overdrachten.

**BUDGET DE 1965.**

(En millions de francs.)

**BEGROTING 1965.**

(In miljoen frank.)

	Budget ordinaire — Gewone begroting	Budget extraordinaire (a) Buitengewone begroting	Total — Totaal	
Recettes ... ... ... ...	164 496	572	165 068	Ontvangsten.
Dépenses ... ... ... ...	161 875	20 157	182 032	Uitgaven.
Solde.	+ 2 621	— 19 585	— 16 964	Saldo.

(a) En dépenses : crédits de paiement.

(a) In uitgaven : betalingskredieten.

## BUDGETS DE 1963, 1964 et 1965.

(En millions de francs.)

## BEGROTINGEN VAN 1963, 1964 en 1965.

(In miljoen frank.)

BUDGETS — BEGROTINGEN	1963 (1)		1964 (1)		1965	
	Ordinaires	Extraordinaires (crédits de paiement)	Ordinaires	Extraordinaires (crédits de paiement)	Ordinaires	Extraordinaires (crédits de paiement)
	Gewone	Buitengewone (betalings- kredieten)	Gewone	Buitengewone (betalings- kredieten)	Gewone	Buitengewone (betalings- kredieten)
Dette publique. — <i>Rijksschuld</i> ... ... ...	25 956,4	—	28 238,5	—	30 819,8	—
Pensions. — <i>Pensioenen</i> ... ... ...	20 237,3	—	21 689,8	—	22 792,9	—
Dotations. — <i>Dotatiën</i> . ... ... ...	442,4	—	487,7	—	521,0	—
Non-Valeurs et Remboursements. — <i>Kwade Posten en Terugbetaalingen</i> ... ... ...	134,7	—	147,9	—	160,7	—
Premier Ministre. — <i>Eerste Minister</i> ... ...	239,4	—	309,0	—	286,1	—
Justice. — <i>Justitie</i> ... ... ...	2 859,4	25,0	3 116,8	14,0	3 151,9	14,0
Intérieur et Fonction publique. — <i>Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt</i> . ...	10 111,7	—	10 483,4	—	11 149,3	28,1
Affaires étrangères et Commerce extérieur. — <i>Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel</i> . ... ... ...	4 094,4	167,2	3 680,9	84,2	3 436,4	10,0
Défense nationale. — <i>Landsverdediging</i> ...	14 247,1	4 817,3	15 377,5	5 894,1	15 515,0	5 373,8
Gendarmerie. — <i>Rijkswacht</i> . ... ...	1 915,1	129,0	1 983,9	88,0	2 010,0	90,0
Agriculture. — <i>Landbouw</i> ... ... ...	1 682,7	219,1	1 844,7	658,9	1 796,2	269,5
Affaires économiques et Energie. — <i>Economische Zaken en Energie</i> ... ... ...	2 595,6	205,9	3 154,1	270,9	2 892,6	219,4
Classes moyennes. — <i>Middenstand</i> ... ...	319,3	—	417,5	—	415,9	—
Communications et P.T.T. — <i>Verkeerswezen en P.T.T.</i> . ... ... ...	8 903,3	4 260,2	9 450,6	3 820,6	9 423,0	3 596,0
Travaux publics. — <i>Openbare Werken</i> ...	3 158,3	8 924,6	2 943,6	7 266,6	3 105,4	8 531,8
Emploi et Travail. — <i>Tewerkstelling en Arbeid</i> . ... ... ...	2 770,0	—	2 024,5	—	1 902,5	—
Prévoyance sociale. — <i>Sociale Voorzorg</i> .	7 468,5	225,5	9 530,5	1 000,0	10 496,4	0,7
Education nationale et Culture. — <i>Nationale Opvoeding en Cultuur</i> ... ... ...	27 044,5	534,3	28 994,4	815,0	30 854,4	587,0
Santé publique et Famille. — <i>Volksgezondheid en Gezin</i> ... ... ...	4 498,5	945,1	5 145,5	665,0	5 469,5	862,3
Finances. — <i>Financiën</i> ... ... ...	5 999,9	200,4	5 855,0	150,4	5 676,4	574,9
Total. — <i>Totaal</i> .	144 678,5	20 653,6	154 875,8	20 727,7	161 875,4	20 157,5
Total général. — <i>Algemeen totaal</i> .		165 332,1		175 603,5		182 032,9
Crédits d'engagement. — <i>Vastleggingskredieten</i> . ... ... ...		14 943,8 (2)		17 265,2		16 216,2

(1) Budgets ajustés non compris les crédits supplémentaires pour exercices antérieurs.

(2) Engagements effectués.

(1) Aangepaste begrotingen zonder de bijkredieten voor vroegere dienstjaren.

(2) Uitgevoerde vastleggingen.

CHAPITRE I.  
LES RECETTES.

## SECTION I.

## Evolution de la fiscalité.

## IMPOTS DIRECTS.

## A. — IMPOTS SUR LES REVENUS.

Depuis la loi du 20 novembre 1962 portant réforme des impôts sur les revenus, dont la synthèse figure dans l'exposé général des budgets des recettes et des dépenses pour les exercices 1963 et 1964, les bases et les taux de ces impôts n'ont pas subi de modifications notables.

Quelques dispositions concernant l'application du nouveau régime fiscal ont cependant été modifiées à l'intervention des Chambres législatives, tandis que de nombreux arrêtés royaux ont encore été pris en vue de régler, d'une part, l'exécution des dispositions de la réforme fiscale qui n'entraient en vigueur qu'à partir de l'exercice d'imposition 1964 et, d'autre part, certains problèmes particuliers.

On trouvera ci-après la nomenclature, par ordre chronologique, de ces lois et arrêtés, avec l'indication succincte de leur objet.

1. L'arrêté ministériel du 28 juin 1963 (*Moniteur belge* du 29 dito) modifie l'arrêté ministériel du 10 avril 1959 fixant les rémunérations forfaitaires pour le calcul des cotisations de sécurité sociale de certains travailleurs rémunérés au pourboire et de leurs employeurs; en vertu de l'article 13bis — nouveau — de l'arrêté royal du 22 septembre 1937, les nouveaux forfaits — qui sont entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1963 — sont également applicables en matière d'impôts sur les revenus.

2. L'arrêté royal du 18 juillet 1963 (*Moniteur belge* du 6 août 1963) modifie celui du 27 décembre 1962 déterminant, en matière d'impôt des personnes physiques, d'impôt des sociétés, d'impôt des personnes morales, d'impôt des non-résidents, de précomptes et de complément de précomptes, la période imposable et les revenus qui s'y rapportent; le nouvel arrêté, qui sort ses effets à la date de la mise en vigueur de l'ancien, détermine la date à laquelle les revenus de capitaux investis dans les sociétés de personnes sont censés attribués aux associés de ces sociétés, pour l'application du précompte mobilier.

3. La loi du 30 juillet 1963 (*Moniteur belge* du 20 août 1963) modifie la loi du 17 juillet 1959 instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles et la loi du 18 juillet 1959 instaurant des mesures spéciales en vue de combattre les difficultés économiques et sociales de certaines régions; la nouvelle loi détermine notamment, les conditions d'exonération de précompte immobilier dont bénéficient les entreprises industrielles et artisanales en ce qui concerne les investissements en immeubles effectués avec l'aide de l'Etat.

4. La loi du 31 juillet 1963 (*Moniteur belge* du 28 août 1963) modifie, en ce qui concerne la fiscalité au profit des communes, les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et les lois coordonnées relatives à la taxe de

HOOFDSTUK I.  
DE ONTVANGSTEN.

## SECTIE I.

## Evolutie van het belastingstelsel.

## DIRECTE BELASTINGEN.

## A. — INKOMSTENBELASTINGEN.

Sinds de wet van 20 november 1962, houdende hervorming van de inkomstenbelastingen, waarvan de algemene uiteenzetting van de begrotingen der ontvangsten en uitgaven voor de dienstjaren 1963 en 1964 een samenvatting bracht, ondergingen de grondslagen en tarieven van deze belastingen geen noemenswaardige wijzigingen.

Enkele bepalingen betreffende de toepassing van het nieuwe belastingstelsel werden nochtans gewijzigd door toedoen van de Wetgevende Kamers, terwijl talrijke koninklijke besluiten werden genomen om, enerzijds, de uitvoering van de slechts met ingang van het aanslagjaar 1964 van kracht wordende bepalingen van de belastinghervorming, en, anderzijds, bepaalde bijzondere problemen, te regelen.

Hieronder volgt, in chronologische volgorde, de lijst van deze wetten en besluiten, waarbij hun onderwerp bondig is vermeld.

1. Het ministerieel besluit van 28 juni 1963 (*Belgisch Staatsblad* van 29 dito) wijzigt het ministerieel besluit van 10 april 1959 tot vaststelling van de forfaitaire lonen voor de berekening van de bijdragen voor sociale zekerheid van sommige met fooien beloonde werkemers en hun werkgevers; krachtens artikel 13bis — nieuw — van het koninklijk besluit van 22 september 1937, zijn deze nieuwe forfaitaire bedragen — van kracht sinds 1 juli 1963 — eveneens van toepassing inzake inkomstenbelastingen.

2. Het koninklijk besluit van 18 juli 1963 (*Belgisch Staatsblad* van 6 augustus 1963) wijzigt dit van 27 december 1962 dat, inzake personenbelasting, vennootschapsbelasting, rechtspersonenbelasting, belasting der niet-verblifhouders, voorheffingen en aanvullende voorheffingen, het belastbaar tijdperk bepaalt en de inkomsten die ermede in verband staan; het nieuwe besluit, dat uitwerking heeft op de datum van de inwerkingtreding van het oude, bepaalt, voor de toepassing van de roerende voorheffing, de datum waarop de inkomsten uit in personenvennootschappen belegde kapitalen worden geacht te zijn toegekend aan de vennoten van deze vennootschappen.

3. De wet van 30 juli 1963 (*Belgisch Staatsblad* van 20 augustus 1963) wijzigt de wet van 17 juli 1959 tot invoering en ordening van maatregelen ter bevordering van de economische expansie en de oprichting van nieuwe industrieën en van de wet van 18 juli 1959 tot invoering van bijzondere maatregelen ter bestrijding van de economische en sociale moeilijkheden in sommige gewesten; de nieuwe wet bepaalt o.a. de voorwaarden tot vrijstelling van de onroerende voorheffing waarvan rijverheids- en ambachts-ondernemingen genieten voor hun met Staatshulp geïnvesteerde onroerende goederen.

4. De wet van 31 juli 1963 (*Belgisch Staatsblad* van 28 augustus 1963) wijzigt, wat de belastingen ten behoeve van de gemeenten betreft, de gecoördineerde wetten betreffende inkomstenbelastingen en de gecoördineerde wetten

circulation sur les véhicules automobiles; cette loi adapte, d'une part, la fiscalité au profit des communes à la réforme fiscale en prévoyant le remplacement de la taxe communale additionnelle à la taxe professionnelle des personnes physiques par une taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques, et le remplacement des cinq centimes additionnels à la taxe mobilière sur les dividendes et revenus de capitaux investis et à la taxe professionnelle des personnes morales par cinq centimes additionnels à l'impôt des sociétés ou à l'impôt des non-résidents (Fonds spécial); elle modifie, en outre, certaines dispositions antérieures relatives à la taxe communale additionnelle à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles.

5. L'arrêté royal du 23 septembre 1963 (*Moniteur belge* du 18 octobre 1963) a été pris en exécution de l'article 98 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, et des articles 1 à 4 de la loi du 31 juillet 1963, visée sub 4, en vue de régler l'établissement et le recouvrement des taxes communales additionnelles à l'impôt des personnes physiques et à la taxe de circulation des véhicules automobiles.

6. L'arrêté royal du 8 octobre 1963 (*Moniteur belge* du 19 dito) organisant un régime d'option d'amortissements dégressifs, a été pris en exécution de l'article 13 de la loi du 20 novembre 1962, portant réforme des impôts sur les revenus; il définit les éléments amortissables susceptibles de bénéficier du régime des amortissements dégressifs et il détermine les modalités d'application de ce régime. Les objectifs économiques de ce processus nouveau d'amortissement ont été esquissés dans l'*Exposé général du budget pour l'exercice 1964* (p. 11).

7. L'arrêté royal du 4 novembre 1963 (*Moniteur belge* des 12 et 13 dito) relatif à l'option des sociétés de personnes pour l'assujettissement de leurs bénéfices à l'impôt des personnes physiques dans le chef des associés, a été pris en exécution de l'article 24, § 2, de la loi précitée du 20 novembre 1962; il désigne les sociétés de personnes qui peuvent opter pour ce régime d'imposition — en fait, celles qui répondent à la notion d'entreprise à caractère fermé ou familial, et dans le cas où le régime fiscal des sociétés leur paraît trop lourd — et il détermine les formalités qu'elles doivent respecter à cette fin, sous peine de déchéance.

8. L'arrêté royal du 28 novembre 1963 (*Moniteur belge* du 5 décembre 1963) modifie celui du 27 décembre 1962 déterminant, en matière d'impôt des personnes physiques, d'impôt des sociétés, d'impôt des personnes morales, d'impôt des non-résidents, de précomptes et de compléments de précomptes, la période imposable et les revenus qui s'y rapportent. Il constitue en quelque sorte le corollaire de celui du 4 novembre 1963 visé sub 7, en ce qu'il fixe la date à laquelle les bénéfices des sociétés de personnes sont censés recueillis par les associés, suivant que ces sociétés sont soumises à l'impôt des sociétés ou qu'elles ont opté pour l'assujettissement de leurs bénéfices à l'impôt des personnes physiques.

9. La loi du 24 décembre 1963 (*Moniteur belge* du 1<sup>er</sup> janvier 1964) modifie les lois précitées des 20 novembre 1962 et 31 juillet 1963 en vue d'adapter :

a) les minimums exonérés de l'impôt des personnes physiques (relèvement uniforme de 1 000 francs);

betreffende de verkeersbelasting op de autovoertuigen; naast de aanpassing van de belastingen ten behoeve van de gemeenten aan de belastinghervorming, dit door de vervanging van de aanvullende gemeentebelasting op de bedrijfsbelasting der natuurlijke personen, door een aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting, en van de vijf opcentiemen op de mobiliënbelasting op de dividenden en de inkomsten uit belegde kapitalen en op de bedrijfsbelasting der rechtspersonen door vijf opcentiemen op de vennootschapsbelasting of op de belasting der niet-verblifshouders (Speciaal Fonds), wijzigt deze wet sommige vroegere bepalingen betreffende de aanvullende gemeentebelasting op de verkeersbelasting op de autovoertuigen.

5. Het koninklijk besluit van 23 september 1963 (*Belgisch Staatsblad* van 18 oktober 1963) is genomen in uitvoering van artikel 98 van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel, en van de artikelen 1 tot 4 van de onder 4 bedoelde wet van 31 juli 1963, tot regeling van de vestiging en de invordering van de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting en op de verkeersbelasting op de autovoertuigen.

6. Het koninklijk besluit van 8 oktober 1963 (*Belgisch Staatsblad* van 19 dito) houdende inrichting van een keuzestelsel van degressieve afschrijvingen, is genomen in uitvoering van artikel 13 van de wet van 20 november 1962, houdende hervorming van de inkomstenbelastingen; het bepaalt de afschrijfbare bestanddelen en de wijze waarop het stelsel van de degressieve afschrijvingen kan worden toegepast. De economische doeleinden van dit nieuw delingsproces werden in de *Algemene Toelichting* van de begroting over het dienstjaar 1964 geschat (blz. 11).

7. Het koninklijk besluit van 4 november 1963 (*Belgisch Staatsblad* van 12 en 13 dito) betreffende de keuze van de personenvennootschappen voor de aanslag van hun winsten in de personenbelasting te name van hun vennoten, werd genomen in uitvoering van artikel 24, § 2, van voornoemde wet van 20 november 1962; het duidt de personenvennootschappen aan die dit aanslagstelsel kunnen kiezen — in feite, deze die aan de notie van bedrijf met gesloten of familiaal karakter beantwoorden en in het geval waar het fiscaal stelsel van de vennootschappen hun te zwaar lijkt — en bepaalt de daaraan verbonden formaliteiten die zij op straf van verval moeten vervullen.

8. Het koninklijk besluit van 28 november 1963 (*Belgisch Staatsblad* van 5 december 1963) wijzigt dit van 27 december 1962 dat, inzake personenbelasting, vennootschapsbelasting, rechtspersonenbelasting, belasting der niet-verblifshouders, voorheffingen en aanvullende voorheffingen, het belastbaar tijdperk bepaalt en de inkomsten die ermee in verband staan. Het is enigszins het gevolg van dit van 4 november 1963, bedoeld sub 7, in die zin dat het de datum bepaalt waarop de winsten van personenvennootschappen worden geacht door de vennoten te zijn behaald, naargelang deze vennootschappen aan de vennootschapsbelasting zijn onderworpen of zij de aanslag van hun winsten in de personenbelasting kozen.

9. De wet van 24 decembre 1963 (*Belgisch Staatsblad* van 1 januari 1964) wijzigt voornoemde wetten van 20 november 1962 en 31 juli 1963 met het doel aanpassingen te brengen aan :

a) de van personenbelasting vrijgestelde minima (eenvormige verhoging met 1 000 frank);

b) le forfait de charges professionnelles déductibles des rémunérations comprises entre 85 000 francs et ± 120 000 francs (20 % jusque 87 500 francs au lieu de 85 000 francs; 15 % avec minimum de 17 500 francs — au lieu de 17 000 francs — entre 87 500 francs et ± 120 000 francs);

c) l'abattement forfaitaire sur les revenus professionnels des pensionnés (15 000 francs au lieu de 12 000 francs pour les mineurs et les marins; 12 000 francs au lieu de 10 000 francs pour les autres pensionnés);

d) les limites de l'abattement de 40 % déductible des revenus professionnels de l'épouse exerçant une activité professionnelle distincte de celle de son mari ou aidant celui-ci dans l'exercice de sa profession (40 % avec minimum de 18 000 francs et maximum de 25 500 francs — au lieu de 17 500 francs et 25 000 francs);

e) l'abattement forfaitaire dont bénéficient les contribuables âgés de plus de 65 ans et qui ont cessé l'exercice de toute activité professionnelle, mais qui ne jouissent pas d'une pension de retraite ou de survie complète.

La même loi précise la rédaction de certaines dispositions pouvant donner lieu à discussion.

10. L'arrêté royal du 16 janvier 1964 (*Moniteur belge* du 24 dito) fixe le nouveau barème de l'impôt des personnes physiques dû par les contribuables dont le revenu imposable n'excède pas 160 000 francs. Il constitue le corollaire de la loi précitée du 24 décembre 1963 (voir n° 9, 1<sup>o</sup>), en ce sens qu'il tient compte de l'augmentation des minimums exonérés et qu'il aboutit à une réduction de l'impôt afférent aux revenus petits et moyens.

11. L'arrêté royal du 16 janvier 1964 (*Moniteur belge* du 24 dito) modifie celui du 1<sup>o</sup> décembre 1962 relatif aux précomptes professionnels et à la conversion en rente des capitaux, allocations et valeurs de rachat; il constitue également le corollaire de la loi du 24 décembre 1963 et du nouveau barème visé sub 10.

12. L'arrêté royal du 15 janvier 1964 (*Moniteur belge* du 28 dito), relatif à l'imputation des précomptes, a été pris en exécution de l'article 48, § 9, de la loi précitée du 20 novembre 1962; il règle, en fait, les modalités de détermination des maximums imputables au titre de précomptes immobiliers et mobiliers, sur l'impôt des personnes physiques.

13. L'arrêté royal du 15 janvier 1964 (*Moniteur belge* du 7 février 1964) et celui du 7 février 1964 (*Moniteur belge* du 5 mars 1964) relatifs à la classification des communes en matière de précompte immobilier, ont été pris en exécution de l'article 41, § 4, alinéas 5 et 6, de la loi précitée du 20 novembre 1962; ils modifient la classification des communes antérieurement arrêtée, compte tenu, d'une part, des dispositions de la loi du 8 novembre 1962, qui rattache certaines communes de la Flandre occidentale au Hainaut, et, d'autre part, des résultats du recensement de la population de 1961, ou de circonstances exceptionnelles.

14. L'arrêté royal du 16 janvier 1964 (*Moniteur belge* du 7 février 1964), a été pris en exécution de l'article 48, § 2, alinéa 2, de la loi précitée du 20 novembre 1962; il règle les modalités de détermination et d'imputation d'un précompte immobilier fictif en ce qui concerne les propriétés foncières qui sont immunisées dudit précompte en vertu de dispositions légales particulières.

b) het vaste bedrag dat als bedrijfslasten aftrekbaar is van bezoldigingen begrepen tussen 85 000 frank en ± 120 000 frank (20 % tot 87 500 frank in plaats van 85 000 frank; 15 % met minimum van 17 500 frank — in plaats van 17 000 frank — tussen 87 500 frank en ± 120 000 frank);

c) de vaste vermindering op de bedrijfsinkomsten der gepensioneerden (15 000 frank in plaats van 12 000 frank voor mijnwerkers en zeeleden; 12 000 frank in plaats van 10 000 frank voor de andere gepensioneerden);

d) de grenzen van de vermindering van 40 % aftrekbaar van de bedrijfsinkomsten van de vrouw die een activiteit onderscheiden van haar man uitoefent of deze helpt in de uitoefening van zijn bedrijfsactiviteit (40 % met minimum van 18 000 frank en maximum van 25 500 frank in plaats van onderscheidenlijk 17 500 frank en 25 000 frank);

e) de vaste vermindering waarvan de belastingplichtigen ouder dan 65 jaar genieten wanneer zij elke bedrijfsactiviteit hebben stopgezet en geen volledig rust- of overlevingspensioen genieten.

Dezelfde wet preciseert de redactie van sommige bepalingen, die aanleiding konden geven tot betwisting.

10. Het koninklijk besluit van 16 januari 1964 (*Belgisch Staatsblad* van 24 dito) bevat de nieuwe schaal der personenbelasting verschuldigd door de belastingplichtigen waarvan het belastbaar inkomen niet meer bedraagt dan 160 000 frank. Het is het gevolg van voornoemde wet van 24 december 1963 (zie nr 9, 1<sup>o</sup>), in deze zin dat het rekening houdt met de verhoging der vrijgestelde minima en een vermindering inhoudt van de belasting betreffende kleine en middelgrote inkomsten.

11. Het koninklijk besluit van 16 januari 1964 (*Belgisch Staatsblad* van 24 dito) wijzigt dit van 1 december 1962 betreffende de bedrijfsvoorheffingen en de omzetting van kapitalen, vergoedingen en afkoopwaarden in rente; het is eveneens het gevolg van de wet van 24 december 1963 en van de nieuwe belastingschaal bedoeld sub 10.

12. Het koninklijk besluit van 15 januari 1964 (*Belgisch Staatsblad* van 28 dito) betreffende de verrekening van de voorheffingen is genomen in uitvoering van artikel 48, § 9, van voornoemde wet van 20 november 1962; het regelt in feite de wijze waarop de als onroerende en roerende voorheffingen met de personenbelasting verrekenbare maxima moeten worden vastgesteld.

13. Het koninklijk besluit van 15 januari 1964 (*Belgisch Staatsblad* van 7 februari 1964) en dit van 7 februari 1964 (*Belgisch Staatsblad* van 5 maart 1964) betreffende de rangschikking van de gemeenten inzake onroerende voorheffing, zijn genomen in uitvoering van artikel 41, § 4, ledens 5 en 6, van voornoemde wet van 20 november 1962; ze wijzigen de vroeger aangenomen rangschikking der gemeenten met inachtneming, enerzijds, van de bepalingen van de wet van 8 november 1962, die bepaalde gemeenten van West-Vlaanderen aan Henegouwen hecht en, anderzijds van de uitslagen van de volkstelling van 1961 of van uitzonderlijke omstandigheden.

14. Het koninklijk besluit van 16 januari 1964 (*Belgisch Staatsblad* van 7 februari 1964) is genomen in uitvoering van artikel 48, § 2, lid 2, van voornoemde wet van 20 november 1962; het regelt de wijze van vaststelling en verrekening van een fictieve onroerende voorheffing voor de onroerende goederen die van vermelde voorheffing zijn vrijgesteld ingevolge bijzondere wetsbeperkingen.

15. L'arrêté royal du 31 janvier 1964 (*Moniteur belge* du 18 février 1964) modifie celui du 2 décembre 1962 relatif au précompte mobilier en vue de préciser ou de compléter les dispositions en vertu desquelles il est renoncé, sous certaines conditions, à la perception dudit précompte.

16. L'arrêté royal du 24 février 1964 (*Moniteur belge* du 29 dito) remplace l'article 17, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 12 février 1963, pris en exécution de l'article 15, § 5, de la loi précitée du 20 novembre 1962; il tend à éviter des manœuvres d'évasion fiscale auxquelles pourraient donner lieu la déduction des cotisations d'assurance complémentaire contre la vieillesse et le décès prématuré, versées par les travailleurs appointés ou salariés à l'intervention de leur employeur.

17. La loi du 16 mars 1964 (*Moniteur belge* du 20 dito) complète l'article 88, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, littera b, de la loi précitée du 20 novembre 1962 par une disposition prévoyant que les intérêts des fonds déposés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1963 à la Caisse des Dépôts et Consignations sont censés attribués ou mis en paiement à la fin de chaque exercice comptable auquel ils se rapportent.

18. L'arrêté royal du 26 février 1964 (*Moniteur belge* du 10 avril 1964) pris en exécution de l'article 89 de la loi précitée du 20 novembre 1962 reprend toutes les dispositions encore en vigueur des lois relatives aux impôts sur les revenus, dans un « Code des impôts sur les revenus ».

19. L'arrêté royal du 28 avril 1964 (*Moniteur belge* du 20 mai 1964) complète celui du 19 avril 1963, qui était relatif à la détermination du revenu imposable des sociétés par actions et des non-résidents autres que les personnes physiques, par des dispositions analogues concernant les sociétés de personnes; il règle, pour ces dernières sociétés, les modalités de déduction des bénéfices exonérés ou immuniés et des pertes professionnelles antérieures, ainsi que les modalités d'imputation des plus-values et des prélevements sur les bénéfices antérieurement réservés.

20. L'arrêté royal du 21 mai 1964 (*Moniteur belge* du 30 dito) a été pris en exécution de l'article 126 du Code des impôts sur les revenus; il règle les modalités de restitution de la majoration de l'impôt des sociétés afférente à la partie des bénéfices réservés qui excède 5 000 000 de francs (majoration de 5 ou de 1,25 points).

#### B. -- TAXES SPECIALES ASSIMILEES AUX IMPOTS SUR LES REVENUS.

1. L'arrêté royal du 2 octobre 1963 (*Moniteur belge* du 17 dito) relatif à la taxe sur les jeux et paris afférente aux paris engagés à l'occasion de courses de chevaux, majoré le taux des prélevements que les organisateurs de paris dans les agences hippiques et aux champs de course peuvent effectuer sur les gains des joueurs.

2. La loi du 24 décembre 1963 (*Moniteur belge* du 21 janvier 1964) instaure une taxe sur les appareils automatiques de divertissements. Elle détermine, notamment les appareils imposables, les redevables de la taxe, le montant de celle-ci en fonction de la catégorie de l'appareil imposable et de la classification de la commune où celui-ci

15. Het koninklijk besluit van 31 januari 1964 (*Belgisch Staatsblad* van 18 februari 1964) wijzigt dit van 2 december 1962 betreffende de roerende voorheffing ten einde de bepalingen krachtens welke aan de inning van deze voorheffing onder bepaalde voorwaarden wordt verzaakt, te omschrijven en aan te vullen.

16. Het koninklijk besluit van 24 februari 1964 (*Belgisch Staatsblad* van 29 dito) vervangt artikel 17, § 1, 1<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit van 12 februari 1963, genomen in uitvoering van artikel 15, § 5, van voornoemde wet van 20 november 1962; het strekt ertoe pogingen tot belastingontwijking te verijdelen waartoe de aftrek van de bijdragen van aanvullende verzekering tegen ouderdom en vroegtijdige dood, die loon- of weddetrekkers door bemiddeling van hun werkgever hebben gestort, aanleiding konden geven.

17. De wet van 16 maart 1964 (*Belgisch Staatsblad* van 20 dito) vult artikel 88, § 1, 3<sup>o</sup>, b, van voornoemde wet van 20 november 1962 aan met een bepaling waardoor de renten van geldsommen die bij de Deposito- en Consignatiekas werden gedeponeerd vóór 1 januari 1963, worden geacht te zijn toegekend of betaalbaar gesteld op het einde van ieder boekjaar waarop zij betrekking hebben.

18. Het koninklijk besluit van 26 februari 1964 (*Belgisch Staatsblad* van 10 april 1964) genomen in uitvoering van artikel 89 van voornoemde wet van 20 november 1962, neemt alle nog van kracht zijnde bepalingen van de wetten betreffende de inkomstenbelastingen op in een « Wetboek van de inkomstenbelastingen ».

19. Het koninklijk besluit van 28 april 1964 (*Belgisch Staatsblad* van 20 mei 1964) vult dit van 19 april 1963, betreffende de bepaling van het belastbaar inkomen van vennootschappen op aandelen en van niet-verblijfhouders die geen natuurlijke personen zijn, aan met gelijkaardige bepalingen betreffende de personenvennootschappen; voor deze laatste regelt het de wijze waarop de vrijgestelde winsten en vorige bedrijfsverliezen worden afgetrokken en de meerwaarden en opnemingen van vroeger gereserveerde winsten worden aangerekend.

20. Het koninklijk besluit van 21 mei 1964 (*Belgisch Staatsblad* van 30 dito) is genomen in uitvoering van artikel 126 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen; het regelt de wijze van terugbetaling van de verhoging van de vennootschapsbelasting betreffende het gedeelte van de gereserveerde winsten boven 5 000 000 frank (verhoging met 5 of 1,25 punten).

#### B. -- BIJZONDERE MET INKOMSTENBELASTINGEN GELIJKGESTELDE BELASTINGEN.

1. Het koninklijk besluit van 2 oktober 1963 (*Belgisch Staatsblad* van 17 dito) betreffende de belasting op de spelen en de weddenschappen in verband met weddenschappen aangegaan ter gelegenheid van paardenwedrennen, verhoogt de percentsgewijs vastgestelde voorafneming die de inrichters van weddenschappen in de desbetreffende agentschappen en op de renbanen mogen inhouden op de winsten van de spelers.

2. De wet van 24 december 1963 (*Belgisch Staatsblad* van 21 januari 1964) voert een belasting in op de automatische ontspanningstoestellen. Zij bepaalt inzonderheid de belastbare toestellen, de belastingplichtigen, het bedrag van de belasting op grond van de categorie van het belastbaar toestel en van de rangschikking der gemeente waar

se trouve installé et le mode de déclaration et de recouvrement de la taxe; en outre, elle prescrit des mesures de contrôle, prévoit la sanction des infractions aux dispositions qu'elle contient, et fixe la destination d'un prélèvement annuel au profit des provinces; enfin, diverses dispositions légales relatives aux impôts sur les revenus sont rendues applicables à cette taxe.

3. La loi du 27 décembre 1963 (*Moniteur belge* du 14 janvier 1964) modifie les lois relatives à la taxe sur les jeux et paris, coordonnées le 22 mars 1961, en relevant les minimums exonérés de ladite taxe, en ce qui concerne les divertissements populaires et en assimilant, pour les concours colombophiles, le samedi au dimanche.

4. L'arrêté ministériel du 27 janvier 1964 (*Moniteur belge* du 8 février 1964) pris en exécution de la loi du 24 décembre 1963 visée au n° 2 ci-dessus, crée une commission de consultation chargée de donner un avis sur la classification des différents types d'appareils imposables et fixe le modèle de déclaration.

5. L'arrêté royal du 19 mai 1964 (*Moniteur belge* du 27 dito) et celui du 3 juin 1964 (*Moniteur belge* du 10 dito), sont pris en exécution de la même loi du 24 décembre 1963; ils déterminent la catégorie dans laquelle certains appareils de divertissements sont classés pour l'application de la taxe y afférente.

#### ENREGISTREMENT.

##### Droits d'enregistrement, de succession et de timbre.

La loi du 17 mars 1964 relative à la naturalisation (*Moniteur belge* du 24 mars 1964) a réduit d'une façon substantielle les droits d'enregistrement frappant les naturalisations.

##### Taxes assimilées au timbre.

*En matière de taxes assimilées au timbre*, la loi du 24 décembre 1963 (*Moniteur belge* des 26, 27 et 28 décembre 1963) a maintenu, sans limitation de durée, l'augmentation des taux à concurrence de deux décimes, établie par l'article 120 de la loi d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, du 14 février 1961 (v. art. 1<sup>r</sup>).

Par contre, des exemptions ou réductions de taxe ont été accordées ou prorogées. On peut citer, par ordre chronologique, les dispositions suivantes :

La loi du 17 juillet 1963 relative à la sécurité sociale d'outre-mer (*Moniteur belge* du 8 janvier 1964), a exonéré de la taxe annuelle sur les contrats d'assurance, tout d'abord les assurances souscrites en vue de couvrir la responsabilité que les employeurs qui occupent du personnel belge, étranger ou indigène dans les pays visés par cette loi, peuvent encourrir du chef des accidents dont ce personnel viendrait à être victime, et d'assurer, sous la forme de rentes, allocations ou autres prestations, l'indemnisation de ce personnel lorsque les risques d'invalidité ou d'accident se réalisent. Elle a aussi exonéré de cette taxe, les assurances souscrites en vue d'assurer le remboursement du coût des soins jugés indispensables au traitement d'affections dont les membres du personnel ou leur famille seraient atteints (v. art. 6, alinéa 2).

het is opgesteld evenals de wijze van aangifte en invordering van de belasting; daarenboven schrijft zij controlemaatregelen voor alsmede de bestrafing der overtredingen van de bepalingen die zij inhoudt en bepaalt de bestemming van een jaarlijkse voorafneming ten voordele van de provinciën; tenslotte worden meerdere wettelijke bepalingen betreffende de inkomstenbelastingen op deze belasting toepasselijk gemaakt.

3. De wet van 27 december 1963 (*Belgisch Staatsblad* van 14 januari 1964) wijzigt de op 22 maart 1961 gecoördineerde wetten betreffende de belasting op de spelen en de weddenschappen: zij verhoogt de van deze belasting vrijgestelde minima betreffende de volksvermakelijkheden en, inzake duivenprijskampen, stelt zij de zaterdag gelijk met de zondag.

4. Het ministerieel besluit van 27 januari 1964 (*Belgisch Staatsblad* van 8 februari 1964) genomen in uitvoering van de sub 2 hierboven vermelde wet van 24 decembre 1963, richt een commissie op, die wordt belast met het verstrekken van een 'advies nopens het rangschikken van de verschillende types van belastbare toestellen en stelt het model van aangifte vast.

5. Het koninklijk besluit van 19 mei 1964 (*Belgisch Staatsblad* van 27 dito) en dit van 3 juni 1964 (*Belgisch Staatsblad* van 10 dito) zijn genomen in uitvoering van dezelfde wet van 24 decembre 1963; om het heffen van de desbetreffende belasting mogelijk te maken, rangschikken zij meerdere soorten ontspanningstoestellen in hun onderscheiden categorieën.

#### REGISTRATIE.

##### Registratie-, successie- en zegelrechten.

De wet van 17 maart 1964 op de naturalisatie (*Belgisch Staatsblad* van 24 maart 1964) heeft de registratierechten op de naturalisaties in gevoelige mate verminderd.

##### Met het zegel gelijkgestelde taksen.

*Inzake met het zegel gelijkgestelde taksen* heeft de wet van 24 decembre 1963 (*Belgisch Staatsblad* van 26, 27 en 28 decembre 1963) de verhoging met twee tienden van de percentages, die ingesteld werd bij artikel 120 van de wet voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel, van 14 februari 1961, zonder beperking van duur behouden (zie art. 1).

Daarentegen werden vrijstellingen of verminderingen van taks verleend of verlengd. Volgende bepalingen kunnen, in chronologische volgorde, vermeld worden :

De wet van 17 juli 1963 betreffende de overzeese sociale zekerheid (*Belgisch Staatsblad* van 8 januari 1964) heeft in de eerste plaats vrijstelling van de jaarlijkse taks op de verzekeringscontracten verleend voor de contracten onderschreven om de aansprakelijkheid te verzekeren die de werkgevers die Belgisch, vreemd of inheems personeel tewerkstellen in de bij de wet bedoelde landen, kan treffen uit hoofde van ongevallen waarvan dit personeel het slachtoffer mocht zijn, en om in de vorm van renten, toelagen of andere prestaties de schadeloosstelling te verzekeren aan dit personeel in geval het risico van invaliditeit of ongeval zich voordoet. Zij heeft eveneens vrijstelling van deze taks verleend voor de verzekeringscontracten onderschreven om de terugbetaling te verzekeren van de kosten voor geneeskundige verzorging welke noodzakelijk geacht worden voor de behandeling van kwalen waardoor de leden van het personeel of hun familie mochten aangetast zijn (zie art. 6, tweede lid).

L'arrêté royal du 7 octobre 1963 (*Moniteur belge* du 9 octobre 1963) a supprimé, en ce qui concerne les animaux et les viandes de boucherie, les discriminations qui subsistaient encore, en matière de taxe de transmission, entre les importations et les transactions intérieures de ces produits. A cette fin, il a étendu l'exonération de la taxe de transmission ordinaire de 6 % à toutes les importations d'animaux de boucherie visés par les articles 20 du Code des taxes et 34<sup>1</sup> du Règlement général, quels que soient l'espèce de ces animaux et leur pays d'origine et de provenance (v. art. 1 et 2). Il a, en outre, réduit uniformément à 6 % le taux de la taxe forfaitaire exigible à l'importation des viandes de boucherie, préparations, conserves et autres produits visés par l'article 34<sup>2</sup> du Règlement général, quels que soient la nature de ces marchandises et leur pays d'origine et de provenance (v. art. 3).

L'arrêté royal du 19 décembre 1963 (*Moniteur belge* du 24 décembre 1963) a prorogé jusqu'au 31 décembre 1964 les effets de deux dispositions temporaires ayant pour objet de réduire de 6 % à 2,40 % la taxe de transmission sur les papiers vendus aux éditeurs pour l'impression des journaux et des publications périodiques (v. art. 1<sup>er</sup>) et d'exempter de la taxe de 3 % les transports par voie ferrée et par trolleybus (v. art. 2).

La loi précitée du 24 décembre 1963 a étendu le bénéfice de l'exemption de la taxe de facture aux associations sans but lucratif, agréées par le Ministère de l'Emploi et du Travail ou par l'Administration des Mines pour effectuer le contrôle et les vérifications prévus par le Règlement général sur la protection du travail ou sur la police des mines (v. art. 2).

Cette loi a aussi exempté de la taxe annuelle sur les contrats d'assurance, les assurances de navires, sans aucune distinction, ainsi que les assurances d'avions qui sont utilisés principalement en trafic international, à des transports publics (v. art. 5).

La même loi a enfin exempté de la taxe de facture, les prestations qui relèvent de l'exercice normal de la profession de médecin, professeur, notaire, avocat et, plus généralement, de la profession des personnes visées à l'article 70, 1<sup>o</sup> à 5<sup>o</sup>, du Code des taxes, même si elles sont effectuées par des personnes morales. Mais elle a supprimé l'exemption de taxe pour les prestations exécutées, dans le cadre de leur activité professionnelle, par les architectes, les ingénieurs, les géomètres, les chimistes et les conseils en brevet (v. art. 2).

L'arrêté royal du 13 mars 1964 (*Moniteur belge* du 27 mars 1964) a exonéré de la taxe de luxe l'achat d'une voiture automobile par les infirmes et les invalides du temps de paix, qu'il désigne (v. art. 1<sup>er</sup>).

L'arrêté royal du 6 juillet 1964 (*Moniteur belge* du 17 juillet 1964) a réduit de 6 % à 4 % le taux de la taxe forfaitaire applicable aux betteraves livrées aux fabriques de sucre pour la période du 15 septembre 1964 au 31 mars 1965 (v. art. 2).

Enfin, ce dernier arrêté a réduit à 0,60 % le taux de la taxe forfaitaire pour les achats des huiles minérales légères, des gaz de pétrole et, plus généralement, des produits énumérés au § 1<sup>er</sup> de l'article 31<sup>13</sup> du Règlement général, lorsque ceux-ci sont livrés à un service ou une entreprise de distribution pour être utilisés à la fabrication de gaz visés à l'article 19 du Code des taxes (v. art. 3).

D'autres modifications apportées au Code et au Règlement général sur les taxes assimilées au timbre ont étendu

Het koninklijk besluit van 7 oktober 1963 (*Belgisch Staatsblad* van 9 oktober 1963) heeft, wat de slachtdieren en het vlees betreft, de discriminaties afgeschaft die, inzake overdrachttaks, nog bestonden tussen de invoeren en de binnenlandse overdrachten van deze produkten. Met dit oogmerk heeft het de vrijstelling van de gewone overdrachttaks van 6 % uitgebreid tot alle invoeren van slachtdieren bedoeld in de artikelen 20 van het Wetboek der taksen en 34<sup>1</sup> van de Algemene Verordening, ongeacht de soort dezer dieren en hun land van oorsprong of herkomst (zie art. 1 en 2). Tevens heeft dit besluit het heffingspercentage evenvormig tot 6 % verminderd voor de forfaitaire taks die opeisbaar is bij invoer van slachtvlees, bereidingen, conserven en andere produkten bedoeld in artikel 34<sup>2</sup> van de Algemene Verordening, ongeacht de aard dezer koopwaren en hun land van oorsprong of herkomst (zie art. 3).

Het koninklijk besluit van 19 decembre 1963 (*Belgisch Staatsblad* van 24 december 1963) heeft tot op 31 december 1964 de uitwerking verlengd van twee tijdelijke bepalingen, die tot doel hebben de overdrachttaks van 6 % tot 2,40 % te verminderen voor het papier dat aan uitgevers verkocht wordt voor het drukken van dagbladen en van tijdschriften (zie art. 1), en het vervoer per spoor en per trolleybus vrij te stellen van de taks van 3 % (zie art. 2).

De voornoemde wet van 24 decembre 1963 heeft het voordeel van de vrijstelling van factuurtaks uitgebreid tot de verenigingen zonder winstoogmerk, erkend door het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid of door het Bestuur van het Mijnwezen, om het door het Algemeen Reglement op de arbeidsbescherming of op de mijnpolitie bepaalde toezicht of onderzoek te verrichten (zie art. 2).

Deze wet heeft ook vrijstelling van de jaarlijkse taks op de verzekeringscontracten ingesteld voor de verzekeringen van zeeschepen, zonder enig onderscheid, alsmede voor de verzekeringen van vliegtuigen die hoofdzakelijk in het internationaal verkeer gebruikt worden voor openbaar vervoer (zie art. 5).

Dezelfde wet heeft tenslotte vrijstelling van de factuurtaks verleend voor de prestaties die behoren tot de normale uitoefening van het beroep van geneesheer, professor, notaris, advocaat of, meer algemeen, van het beroep van de andere personen bedoeld in artikel 70, 1<sup>o</sup> tot 5<sup>o</sup>, van het Wetboek der taxes, zelfs zo ze door rechtspersonen verricht worden. Maar zij heeft de vrijstelling van taks ingetrokken voor prestaties, die binnen het kader van hun beroepsbedrijvigheid verricht worden door architecten, ingenieurs, landmeters, scheikundigen en octrooiraden (zie art. 2).

Het koninklijk besluit van 13 maart 1964 (*Belgisch Staatsblad* van 27 maart 1964) heeft vrijstelling van weeldetaks verleend voor de aankoop van een autovoertuig door de gebrekkigen en de vermindert van vredestijd, die er in bedoelt zijn (zie art. 1).

Het koninklijk besluit van 6 juli 1964 (*Belgisch Staatsblad* van 17 juli 1964) heeft het percentage van de forfaitaire taks toepasselijk op de aan de suikerfabrieken geleverde suikerbieten van 6 % tot 4 % verminderd voor de periode van 15 september 1964 tot 31 maart 1965 (zie art. 2).

Ten slotte heeft dit laatste besluit het percentage van de forfaitaire taks herleid tot 0,60 % voor de aankopen van lichte minerale oliën, van aardgas en, meer algemeen, van de produkten opgesomd in § 1 van artikel 31<sup>13</sup> van de Algemene Verordening, wanneer zij geleverd worden aan een verdelingsdienst of -onderneming om gebruikt te worden bij de fabricage van gas bedoeld in artikel 19 van het Wetboek der taksen (zie art. 3).

Andere wijzigingen aangebracht in het Wetboek en in de Algemene Verordening op de met het zegel gelijkge-

ou aménagé le régime de la taxe de transmission forfaitaire en ce qui concerne divers produits. Ces modifications résultent notamment des dispositions suivantes :

L'arrêté royal précité du 19 décembre 1963 a soumis les caroubes, fruits qui sont utilisés principalement dans la fabrication d'aliments composés pour le bétail, à la taxe forfaitaire de 6 % prévue par l'article 29<sup>1</sup> du Règlement général (v. art. 3). D'autre part, cet arrêté a soumis à la taxe forfaitaire de 12 % prévue par l'article 31<sup>4</sup>, § 1<sup>er</sup>, du Règlement général, le sucre caramélisé, à l'état liquide, conditionné en récipients ou emballages contenant 100 grammes ou moins (v. art. 4).

L'arrêté royal précité du 6 juillet 1964 a modifié l'article 19 du Code des taxes en vue de soumettre à la taxe de transmission forfaitaire de 1 %, non seulement le gaz d'éclairage proprement dit, mais aussi le gaz de composition analogue au gaz d'éclairage et les hydrocarbures gazeux bruts présentés à l'état gazeux, sans distinguer selon que les fournitures de ces produits sont ou ne sont pas effectuées à l'intervention d'un service de distribution (v. art. 1<sup>er</sup>).

Le même arrêté a complété la liste des produits textiles soumis à la taxe de transmission forfaitaire de 11 % en vertu du § 4, 1<sup>o</sup>, de l'article 32<sup>1</sup> du Règlement général, en y ajoutant les rubans et les articles de passementerie qui sont imprégnés ou enduits de dérivés de la cellulose ou d'autres matières plastiques artificielles ou qui sont huilés ou recouverts d'un enduit à base d'huile ou encore qui sont imprégnés ou recouverts d'asphalte, de goudron ou de matières similaires (v. art. 4).

En ce qui concerne les majorations de la taxe de transmission à l'importation, établies par l'arrêté royal du 11 mars 1953 et en vertu de la loi du 16 juin 1932, pour rétablir l'équivalence de la charge de l'impôt entre les produits importés et les produits similaires fabriqués à l'intérieur du pays, plusieurs modifications ont été apportées; dans quelques cas elles ont eu pour objet soit d'établir de nouvelles majorations de la taxe, soit de supprimer ou de diminuer le taux de majorations existantes; dans d'autres cas elles n'ont eu aucune incidence fiscale, étant motivées uniquement par des changements apportés à la nomenclature des positions du Tarif des droits d'entrée. Ces modifications résultent des dispositions suivantes :

- l'arrêté royal du 10 septembre 1963 (*Moniteur belge* du 19 septembre 1963);
- l'arrêté royal du 27 décembre 1963 (*Moniteur belge* du 1<sup>er</sup> janvier 1964);
- l'arrêté royal du 15 juillet 1964 (*Moniteur belge* du 23 juillet 1964).

#### DOUANES ET ACCISES.

1. Au cours de l'année 1964, des modifications ont été apportées au Tarif des droits d'entrée.

Ces modifications trouvent leur source :

- dans des décisions prises dans le cadre de la C.E.E.;
- dans deux recommandations de la Haute Autorité de la C.E.C.A.;
- dans les accords intervenus au sein des pays de Benelux;
- dans la mise en application d'une nouvelle Convention d'Association entre la C.E.E. et les Etats africains et malgache.

stelde taksen hebben het regime van de forfaitaire overdrachttaks uitgebreid of aangepast voor diverse produkten. Deze wijzigingen spruiten namelijk voort uit volgende bepalingen :

Het voornoemd koninklijk besluit van 19 december 1963 heeft het johannesbrood, vrucht die vooral gebruikt wordt in de vervaardiging van samengesteld voeder voor dieren, onderworpen aan de forfaitaire taks van 6 % ingesteld bij artikel 29<sup>1</sup> van de Algemene Verordening (zie art. 3). Bovendien heeft dit besluit vloeibare karamel, verpakt in recipiënten of verpakkingen met een inhoud van 100 gram of minder, onderworpen aan de forfaitaire taks van 12 % ingesteld bij artikel 31<sup>4</sup>, § 1, van de Algemene Verordening (zie art. 4).

Het voornoemd koninklijk besluit van 6 juli 1964 heeft een wijziging aangebracht in artikel 19 van het Wetboek der taksen ten einde niet alleen het eigenlijke lichtgas, maar tevens gas van gelijkaardige samenstelling als lichtgas en ruwe gasvormige koolwaterstoffen die in gasvormige toestand aangeboden worden, aan de forfaitaire overdrachttaks van 1 % te onderwerpen, zonder te onderscheiden naargelang deze produkten al dan niet geleverd worden door bemiddeling van een distributiedienst (zie art. 1).

Hetzelfde besluit heeft de lijst van de textielprodukten die krachtens artikel 32<sup>1</sup>, § 4, 1<sup>o</sup>, van de Algemene Verordening, onderworpen zijn aan een forfaitaire taks van 11 %, aangevuld door er de linten en de artikelen van passementwerk aan toe te voegen, die geïmpregneerd of bedekt zijn met cellulosederivaten of met andere kunstmatige plastische stoffen, ofwel geölied of van een oliehoudende deklaag voorzien zijn, of nog geïmpregneerd of bedekt met asfalt, met teer of met dergelijke stoffen (zie art. 4).

Verschillende wijzigingen werden aangebracht in de verhogingen van de overdrachttaks bij invoer, gevestigd bij het koninklijk besluit van 11 maart 1953 en krachtens de wet van 16 juni 1932, om de gelijkheid van de belastingdruk tussen de ingevoerde produkten en de in het binnenland gefabriceerde gelijkaardige produkten te herstellen; in enkele gevallen hadden zij tot doel, hetzij nieuwe verhogingen van taks te vestigen, hetzij bestaande verhogingen af te schaffen of het percentage ervan te verminderen; in andere gevallen hadden zij geen enkele fiscale weerslag en waren zij uitsluitend gemotiveerd door veranderingen aangebracht in de nomenclatuur der posten van het Tarief van invoerrechten. Die wijzigingen spruiten voort uit volgende bepalingen :

- het koninklijk besluit van 10 september 1963 (*Belgisch Staatsblad* van 19 september 1963);
- het koninklijk besluit van 27 december 1963 (*Belgisch Staatsblad* van 1 januari 1964);
- het koninklijk besluit van 15 juli 1964 (*Belgisch Staatsblad* van 23 juli 1964).

#### DOUANEN EN ACCIJNZEN.

1. In de loop van het jaar 1964 werden wijzigingen aangebracht aan het Tarief van invoerrechten.

Die wijzigingen spruiten voort :

- uit beslissingen genomen in E.E.G.-verband;
- uit een tweetal aanbevelingen van de Hoge Autoriteit van de E.G.K.S.;
- uit akkoorden bereikt tussen de Beneluxlanden;
- uit het in werking treden van een nieuwe Associatieovereenkomst tussen de E.E.G. en de Afrikaanse Staten en Madagaskar.

2. A partir du 1<sup>er</sup> juin 1964 les taux du droit d'accise sur les cigarettes et les tabacs à fumer sont réduits de 3% et fixés comme suit :

Cigarettes . . . . .	57,5 %
Tabac à fumer, tabac à priser et tabac à mâcher, vendu à l'état sec . . . . .	34 %
	du prix de vente au détail, d'après un barème établi par le Ministre des Finances.

2. Met ingang van 1 juni 1964, zijn de bedragen van de accijns op sigaretten en rooktabak met 3% verlaagd en vastgesteld als volgt:

Sigaretten . . . . .	57,5 %
Rooktabak, snuif en droge pruimtabak . . . . .	34 %
	van de kleinhandelsprijs volgens een schaal welke door de Minister van Financiën wordt vastgesteld.

## SECTION II.

## Les recettes de 1964.

Pour l'exercice 1964, le budget des Voies et Moyens prévoit 148,7 milliards de recettes ordinaires dont 139 milliards pour les recettes fiscales et 9,7 milliards pour les recettes non fiscales. Les recettes extraordinaires, de leur côté, sont évaluées à 0,6 milliard.

En ce qui concerne les recettes fiscales, les perceptions des huit premiers mois de l'exercice permettent d'escampter pour l'ensemble de l'exercice des plus-values importantes. Fin août 1964, les recettes fiscales de l'exercice courant totalisent 93,8 milliards, ce qui correspond à un excédent de 6,3 milliards sur les prévisions et de 12,7 milliards par rapport aux huit premiers mois de l'exercice 1963.

Exception faite des droits d'accises qui accusent une moins-value de 744 millions par rapport aux prévisions, les excédents des huit premiers mois se répartissent sur toutes les grandes rubriques fiscales, tant en ce qui concerne les prévisions que les réalisations de la période correspondante de l'exercice précédent.

La progression des huit premiers mois de 1964 par rapport à la période correspondante de l'exercice 1963 est particulièrement élevée cette année. Exprimés en pourcentages, les excédents sont de près de 17,3 % pour les contributions directes, de 21,2 % pour les douanes, de 4,2 % pour les accises, de 16,2 % pour les taxes et de 23,5 % pour les autres droits perçus par l'Enregistrement (surtout droits de succession et droits d'enregistrement).

L'interprétation de ces données appelle cependant certaines réserves. La comparaison avec l'exercice précédent est faussée par suite de l'hiver rigoureux qui a pesé sur l'activité économique du premier trimestre 1963. Le progrès apparent de 1964 est donc quelque peu supérieur à la réalité.

De plus, il y a lieu de signaler que, pour certains impôts, l'évolution des recettes sera moins favorable au cours des mois à venir. Tel est le cas des contributions directes où l'importance des versements anticipatifs déjà enregistrés pèsera sur les résultats des mois prochains.

## Etat des recettes fiscales après les huit premiers mois.

(En milliards de francs.)

## SECTIE II.

## De ontvangsten van 1964.

Voor het dienstjaar 1964 voorziet de Rijksmiddelenbegroting 148,7 miljard gewone ontvangsten waarvan 139 miljard fiskale ontvangsten en 9,7 miljard niet-fiskale ontvangsten. De buitengewone ontvangsten zijn geraamd op 0,6 miljard.

Wat de fiskale ontvangsten betreft, laten de inningen over de eerste acht maanden van het dienstjaar belangrijke meerwaarden voor geheel het dienstjaar verhopen. Einde augustus 1964 hebben de belastingen over het lopend dienstjaar in totaal 93,8 miljard opgebracht, hetgeen een overschat betekent van 6,3 miljard t.o.v. de vooruitzichten en van 12,7 miljard t.o.v. de eerste acht maanden van het dienstjaar 1963.

Afgezien van de accijnsrechten, die 744 miljoen minder opbrengen dan voorzien was, gelden de overschotten van de eerste acht maanden voor al de grote belastinggroepen, zowel t.o.v. de vooruitzichten als t.o.v. de verwezenlijkingen gedurende de overeenstemmende periode van het vorig dienstjaar.

De stijging gedurende de eerste acht maanden van 1964 t.o.v. de gelijklopende periode van het dienstjaar 1963 is dit jaar opvallend groot. In percenten uitgedrukt is de meeropbrengst inzake directe belastingen 17,3 %, inzake douane-rechten 21,2 %, inzake accijnsrechten 4,2 %, inzake taxes 16,2 % en 23,5 % inzake van de andere door de Registratie geïnde rechten (vooral successie- en registratierechten).

De verklaring van deze cijfers vergt evenwel een zeker voorbehoud. De vergelijking met het vorig dienstjaar is bedrieglijk daar de ekonomiesche bedrijvigheid gedurende het eerste kwartaal van 1963 door de toenmalige strenge winter fel beïnvloed werd. De schijnbare opgang van 1964 is dus iets groter dan hij werkelijk is.

Overigens dient er aangestipt dat de evolutie voor zekere belastingen in de eerstkomende maanden minder gunstig zal uitvallen. Dit geldt namelijk voor de directe belastingen waarvan de resultaten der eerstkomende maanden de terugslag zullen ondergaan van de belangrijkheid der reeds geboekte vervroegde betalingen.

Stand der belastingontvangsten  
na het afsluiten van de eerste acht maanden.

(In miljard frank.)

	Exercice 1962 Dienstjaar 1962		Exercice 1963 Dienstjaar 1963		Exercice 1964 Dienstjaar 1964	
	8 mois — 8 maanden	Résultat final Eind-uitslag	8 mois — 8 maanden	Résultat final Eind-uitslag	8 mois — 8 maanden	Résultat final probable Vermoedelijk eindresultaat
Contributions directes. — Directe belastingen . . . . .	28,4	51,4	31,3	54,2	36,7	58,4
Douanes et Accises. — Douanen en Accijnsen . . . . .	15,9	24,5	16,4	25,9	17,9	28,2
Enregistrement. — Registratie . . . . .	31,4	48,5	33,5	52,5	39,2	59,8
Total des recettes fiscales. — Totaal van de fiscale ontvangsten . . . . .	75,7	124,4	81,2	132,6	93,8	146,4
Recettes non fiscales. — Niet-fiscale ontvangsten . . . . .	4,7	8,0	5,6	9,1	5,7	9,7
Total général. — Algemeen totaal.	80,4	132,4	86,8	141,7	99,5	156,1

Il n'en reste pas moins que les recettes de l'exercice 1964 dépasseront largement les estimations budgétaires initiales. En regard à l'état d'avancement des recettes après les huit premiers mois de 1964, les recettes fiscales probables, pour l'ensemble de l'exercice 1964, peuvent être estimées à 146,4 milliards, soit un excédent par rapport aux prévisions budgétaires de l'ordre de 7,4 milliards.

Cette plus-value se répartit comme suit entre les grandes rubriques de recettes :

Contributions directes ... ... ... ...	2,6 milliards
Douanes . . . . .	1,3 milliard
Accises et divers ... . . . .	-0,8 milliard
Taxes . . . . .	3,0 milliards
Autres droits perçus par l'enregistrement . . . .	1,3 milliard
	7,4 milliards

On notera qu'à fin août 1964, la plus-value était déjà de 6,3 milliards.

Ainsi qu'il ressort du tableau qui suit le chapitre consacré aux estimations budgétaires de l'exercice 1965, des modifications importantes doivent être apportées à certaines rubriques des contributions directes. C'est ainsi que les paiements anticipés rapporteront 1,5 milliard de plus que prévu initialement et le précompte professionnel environ 3,1 milliards. De leur côté, les impôts encore perçus dans le cadre des lois coordonnées antérieures à la réforme fiscale rapporteront 1 milliard de plus que prévu. Il y a, par contre, des moins-values à prévoir pour les perceptions par voie de rôles; pour l'impôt des personnes physiques cette moins-value est estimée à 1,2 milliard tandis que pour l'impôt des sociétés la recette probable restera de 2 milliards au-dessous de l'évaluation budgétaire.

Les recettes probables des droits de douane pourraient dépasser de 1,3 milliard les prévisions et les réalisations de l'exercice 1963. En dehors de quelques modifications des tarifs, dont l'effet sur les recettes globales devait d'ailleurs rester assez réduit, la plus-value des droits de douane tient à l'expansion des importations et à la hausse des prix.

Les évaluations des droits d'accises d'autre part ne pourront être atteintes pour l'exercice 1964. Le progrès par rapport aux recettes de l'exercice précédent sera cependant de l'ordre de 1 milliard. La moins-value par rapport aux prévisions est de l'ordre de 800 millions. Elle est imputable aux droits sur l'alcool, les huiles minérales et le tabac. Ces moins-values résultent d'une diminution de la consommation d'alcool et de tabac au cours des premiers mois de l'année et d'une extension du crédit d'accises pour les huiles minérales et les alcools.

Au sujet des droits perçus par l'Administration de l'Enregistrement, les recettes des taxes reflètent la haute conjoncture actuelle et le mouvement des prix. La plus-value escomptée pour le timbre et les taxes assimilées par rapport à la prévision est de 3 milliards dont 2,5 milliards étaient déjà acquis à fin août. Le progrès des autres droits illustre l'activité et la hausse des prix dans le secteur immobilier. La plus-value par rapport à la prévision est estimée à 1,3 milliard. A fin août elle atteignait déjà 1 milliard.

En ce qui concerne les recettes non fiscales et les recettes extraordinaires, il n'y a pas d'éléments nouveaux qui justifient une révision des estimations budgétaires initiales.

Dit neemt niet weg dat de ontvangsten van het dienstjaar 1964 ruimschoots hoger zullen liggen dan de aanvankelijke budgettaire ramingen. Gelet op de reeds ver gevorderde stand der ontvangsten bij de afsluiting van de eerste acht maanden van 1964 mogen de vermoedelijke belastingontvangsten voor geheel het dienstjaar 1964 op 146,4 miljard geraamd worden; dit betekent een overschat van 7,4 miljard t.o.v. de budgettaire ramingen.

Deze meerwaarde wordt over de grote ontvangsten-indelingen uitgesplitst als volgt :

Directe belastingen . . . . .	2,6 miljard
Douanerechten . . . . .	1,3 miljard
Accijnsrechten en allerlei . . . . .	-0,8 miljard
Taxes . . . . .	3,0 miljard
Andere door de registratie geïnde rechten. . . . .	1,3 miljard
	7,4 miljard

Er dient aangestipt dat reeds op het einde van augustus 1964 de meerwaarde 6,3 miljard bedroeg.

Zoals blijkt uit de tabel die volgt op het aan de budgettaire ramingen van het dienstjaar 1965 gewijde hoofdstuk moeten belangrijke wijzigingen aan zekere rubrieken van de directe belastingen gebracht worden. Aldus zullen de vervroegde betalingen 1,5 miljard meer opbrengen dan eerst voorzien was en de bedrijfsvoorheffing ongeveer 3,1 miljard. Van hun kant zullen de nog te innen belastingen op grondslag van de vóór de belastinghervorming geldende samengeschakelde wetten 1 miljard meer opbrengen dan voorzien was. Daarentegen dienen minder-opbrengsten verwacht voor de inningen die volgens kohieren geschieden; voor de personenbelasting wordt deze minder-opbrengst op 1,2 miljard geraamd, terwijl voor de vennootschapsbelasting de vermoedelijke opbrengst 2 miljard lager zal liggen dan de budgettaire raming.

De vermoedelijke ontvangsten aan douanerechten zullen de vooruitzichten en de verwesenlijkingen van het dienstjaar 1963 met 1,3 miljard kunnen te boven gaan. Afgezien van enkele aan het Douanetarief gebrachte wijzigingen, waarvan de terugslag op de globale ontvangsten trouwens gering is, is de meeropbrengst inzake douanerechten te wijten aan de uitbreiding van de invoer en de stijging van de prijzen.

Anderzijds zullen de ramingen op het stuk van de accijnsrechten voor het dienstjaar 1964, niet kunnen bereikt worden. T.o.v. het vorig dienstjaar zal de opbrengst evenwel 1 miljard meer bedragen. T.o.v. de vooruitzichten zal er circa 800 miljoen te kort zijn, hetgeen te wijten is aan de rechten op alcohol, minerale olie en tabak. Deze minderopbrengst houdt verband met de daling van het verbruik van alcohol en tabak vastgesteld gedurende de eerste maanden van het jaar en met de verlenging van de kredieten voor de betaling van de accijnsen op minerale olie en alcohol.

Wat de door de Registratie geïnde rechten betreft, weer-spiegelt de opbrengst de huidige hoogconjunctuur en de evolutie van de prijzen. De verhoogde meeropbrengst inzake zegelrechten en de daarmee gelijkgestelde taxes bedraagt 3 miljard waarvan 2,5 miljard reeds op het einde van de maand augustus geïnd werden. De meer-opbrengst van de andere rechten houdt nauw verband zowel met de bedrijvigheid als met de stijging der prijzen op de markt der onroerende goederen. T.o.v. de vooruitzichten wordt de meeropbrengst op 1,3 miljard geraamd; einde augustus werd daarvan reeds 1 miljard verwezenlijkt.

Wat de niet-fiscale en de buitengewone ontvangsten betreft, is een herziening van de aanvankelijke budgettaire ramingen, bij gebrek aan nieuwe elementen; niet verantwoord.

## SECTION III.

## Les recettes de 1965.

Les recettes ordinaires de l'exercice 1965 sont estimées à un total de 164,5 milliards, dont 154,8 milliards pour les recettes fiscales et 9,7 milliards pour les recettes non fiscales. De leur côté, les recettes extraordinaires sont évaluées à 0,6 milliard.

Les recettes fiscales passent donc de 146,4 milliards (recettes probables de l'exercice 1964) à 154,8 milliards pour l'exercice 1965, soit un accroissement de 8,4 milliards ou 5,7 %. Les recettes fiscales probables de 1964 dépassent les recettes réalisées de l'exercice 1963 de 13,8 milliards, soit un accroissement de 10,4 %.

## Recettes fiscales.

(En millions de francs.)

	Réalisations 1963	Estimations initiales de 1964	Recettes probables de 1964	Estimations 1965	Déférence 5 = 4 — 3	
	Verwezen- lijkingen 1963	Aanvan- kelijke ramingen van 1964	Vermoede- lijke ontvangsten van 1964	Ramingen 1965	Verschil 5 = 4 — 3	
	1	2	3	4	5	
Contributions directes . . . . .	54 209	55 830	58 380	61 080	+ 2 700	Directe belastingen.
Douanes . . . . .	7 025	7 050	8 300	8 700	+ 400	Douanen.
Accises et divers . . . . .	18 871	20 651	19 900	21 000	+ 1 100	Accijnzen en allerlei.
Taxes . . . . .	44 822	47 600	50 600	54 100	+ 3 500	Taxes.
Autres droits perçus par l'Enregistrement.	7 686	7 900	9 200	9 900	+ 700	Andere door de Registratie geïnde rechten.
Total des recettes fiscales.	132 613	139 031	146 380	154 780	+ 8 400	Totaal der fiskale ontvangsten.

Le produit des contributions directes pour l'exercice 1965 est évalué à 61,1 milliards, soit un accroissement de 2,7 milliards par rapport aux recettes probables de 1964, c'est-à-dire un accroissement de 4,6 %.

Ces évaluations tiennent compte de l'aménagement des minima exonérés et des barèmes fiscaux en vue d'atténuer la progressivité des impôts directs. Une provision de 800 millions a été ménagée à cet effet.

Le Gouvernement a décidé de proposer au Parlement une nouvelle adaptation de l'imposition des revenus des personnes physiques. Elle vise à neutraliser la progressivité de l'impôt correspondant à l'accroissement des revenus résultant de l'augmentation de l'index des prix de détail.

Contrairement à l'adaptation opérée par la loi du 24 décembre 1963, la nouvelle adaptation, entrant en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 1965 (exercice fiscal 1966) sera intégrale (5 %) pour la tranche de revenu imposable jusqu'à 160 000 francs, avantage qui profitera à tous les contribuables quel que soit leur revenu imposable.

En même temps, les minima exonérés, la déduction forfaitaire pour les pensionnés, les charges forfaitaires des salariés, appointés et des membres des professions libérales, l'abattement spécial sur les revenus professionnels des femme mariées, et l'abattement sur le revenu global des indépendants de plus de 65 ans, subiront une adaptation correspondante.

## SECTIE III.

## De ontvangsten van 1965.

De gewone ontvangsten van het dienstjaar 1965 worden geraamd op een gezamenlijk bedrag van 164,5 miljard, waarvan 154,8 miljard voor de fiskale ontvangsten en 9,7 miljard voor de niet-fiskale ontvangsten. De buiten-gewone ontvangsten worden geraamd op 0,6 miljard.

De fiskale ontvangsten stijgen dus van 146,4 miljard (vermoedelijke ontvangsten van het dienstjaar 1964) tot 154,8 miljard voor het dienstjaar 1965, zegge een aanwas van 8,4 miljard of 5,7 %. De vermoedelijke fiskale ontvangsten van 1964 overtreffen de verwezenlijke ontvangsten van het dienstjaar 1963 met 13,8 miljard, zegge een aangroei van 10,4 %.

## Fiskale ontvangsten.

(In miljoenen frank.)

De opbrengst van de directe belastingen wordt voor het dienstjaar 1965 geraamd op 61,1 miljard, zegge een vermeerdering van 2,7 miljard t.o.v. de vermoedelijke ontvangsten van 1964 of 4,6 %.

Bij deze ramingen werd rekening gehouden met de aanpassing van de vrijgestelde minima en van de belasttarieven met het oog op de mildering van de progressiviteit van de directe belastingen. Te dien einde werd een provisie van 800 miljoen voorzien.

Door de Regering werd beslist aan het Parlement een nieuwe aanpassing van de belasting der inkomsten betreffende de fysische personen voor te stellen. Daarmee wordt beoogd de progressiviteit van de belasting overeenstemmend met de verhoging van de inkomsten voortkomende van de stijging voor het indexcijfer der kleinhandelsprijzen te neutraliseren.

In tegenstelling met de bij de wet van 24 december 1963 ingevoerde aanpassing, zal de nieuwe aanpassing met ingang van 1 januari 1965 (fiscaal dienstjaar 1966) integraal zijn (5 %) voor de schijf van het belastbaar inkomen tot 160 000 frank; dit voordeel zal aan alle belastingplichtigen, welk ook hun belastbaar inkomen weze, ten goede komen.

Zullen tevens dienovereenkomstig aangepast worden : de vrijgestelde minima, de forfaitaire korting voor de pensioentrekkenden, de forfaitaire lasten van loon- en weddetrekenden en de beoefenaars van vrije beroepen, de speciale aftrek van de bedrijfsinkomsten van de gehuwde vrouw en de aftrek voor het globaal inkomen van de zelfstandigen boven de 65 jaar.

Pour le précompte immobilier, la recette est évaluée à 920 millions contre 910 millions de recettes probables pour l'exercice 1964. L'accroissement s'explique par l'extension du revenu cadastral global imposable des propriétés bâties, compensé partiellement par l'accroissement des réductions pour enfants à charge.

Pour le précompte mobilier, estimé à 5,6 milliards, l'accroissement du rendement par rapport aux recettes probables de 1964, est évalué à 550 millions. Cette augmentation est due au développement des revenus distribués des sociétés et à l'imposition des revenus d'emprunts du secteur public émis sous le nouveau régime de taxation.

Le précompte professionnel est porté à 27 420 millions, soit un accroissement de 1 620 millions par rapport aux recettes probables de 1964. Ce progrès résulte du développement de la masse salariale.

Les versements anticipés par les non-salariés (13,5 milliards) doivent, eux aussi, connaître une nouvelle expansion en 1965 sous l'effet de la haute conjoncture et de la préférence grandissante que manifestent les contribuables pour cette modalité de paiement de l'impôt.

La progression de l'impôt sur le revenu global des personnes physiques perçu par rôle (5 350 millions en 1965 contre 2 800 millions probables pour 1964) s'explique notamment par les rappels de droits de l'exercice 1964 qui n'avaient pas de contrepartie en 1964 pour l'exercice 1963, l'impôt des personnes physiques n'étant pas applicable pour ce dernier exercice.

La recette de l'impôt des sociétés perçue par rôle (2,4 milliards) est évaluée à un montant supérieur aux recettes probables de 1964 mais inférieur à l'estimation budgétaire initiale de cet exercice (3,5 milliards). Celle-ci ne pourra être réalisée étant donné l'abondance des paiements anticipés et compte tenu des dégrèvements et des restitutions à appliquer.

En ce qui concerne les recettes fiscales perçues sous le régime des lois coordonnées, celles-ci sont évidemment en forte diminution. Les seules recettes devront provenir, en 1965, de rappels de droits. La recette retenue pour 1965 (725 millions) est donc très sensiblement inférieure à celle escomptée pour 1964 (3 105 millions).

Le montant relativement bas des recettes à réaliser sur exercices clos s'explique par la diminution sensible du montant des enrôlements à rattacher à l'exercice budgétaire 1964 et, par conséquent, des restes à recouvrer à la clôture dudit exercice.

Pour la taxe de circulation sur les voitures automobiles (3 830 millions) et la taxe sur les jeux et paris (340 millions), le rendement de 1965 est basé sur les recettes de l'exercice précédent en tenant compte d'un accroissement normal.

L'augmentation de 80 millions du produit de la taxe applicable aux appareils automatiques de divertissements résulte de ce que, contrairement à ce qui était envisagé au moment de l'établissement du budget des Voies et Moyens de 1964, la loi du 24 décembre 1963, instaurant cette taxe ne prévoit aucune affectation particulière en faveur des communes, la part du Fonds des Communes dans les ressources générales du Trésor ayant été majorée entretemps. Seul le prélèvement au profit des provinces est maintenu et ne figure donc pas dans l'estimation de 280 millions figurant au Budget des Voies et Moyens.

De opbrengst van de onroerende voorheffing wordt geraamd op 920 miljoen tegen 910 miljoen, vermoedelijke ontvangsten voor het dienstjaar 1964. Deze verhoging wordt verklaard door de uitbreiding van het belastbaar globaal kadastraal inkomen van de gebouwde eigendommen, gedeeltelijk gecompenseerd nochtans door de toename van de verminderingen wegens kinderen ten laste.

Door de roerende voorheffing te ramen op 5,6 miljard wordt een aanwas van de opbrengst t.o.v. de vermoedelijke ontvangsten van 1964 in het vooruitzicht gesteld gelijk aan 550 miljoen. Deze vermeerdering is te wijten aan de stijging van de door de vennootschappen uitgekeerde inkomsten en aan de belasting van de inkomsten uit openbare leningen uitgegeven onder het nieuwe belastingstelsel.

De bedrijfsvoorheffing wordt opgevoerd tot 27 420 miljoen, zegge een toename van 1 620 miljoen t.o.v. de vermoedelijke ontvangsten van 1964. Deze opgang houdt verband met de stijging van het bedrag der bezoldigingen.

De vervroegde betalingen door de niet-loontrekenden (13,5 miljard) blijken eveneens in 1965 een nieuwe vooruitgang te zullen boeken, ten aanzien namelijk van de hoogkonjunktuur en van de toenemende tendens welke de belastingplichtigen uiten om aan deze wijze van belastingverfening de voorkeur te geven.

De toename van de door kohieren geïnde belasting op het globaal inkomen van de natuurlijke personen (5 350 miljoen in 1965 tegen 2 800 miljoen vermoedelijke opbrengst in 1964) is verantwoord namelijk door de navorderingen van rechten over het dienstjaar 1964; er zijn in 1964 geen navorderingen voor het aanslagjaar 1963 daar de personenbelasting nog niet toepasselijk was voor laatstgenoemd aanslagjaar.

De opbrengst inzake kohierbelasting ten laste van de vennootschappen (2,4 miljard) wordt op een hoger bedrag geraamd dan de vermoedelijke ontvangsten van 1964 doch op een lager bedrag dan de aanvankelijke budgettaire vooruitzichten van dit dienstjaar (3,5 miljard). Deze laatsten zullen trouwens niet kunnen bereikt worden gelet op de overvloedige voorafbetalingen en op de vermoedelijke ontlastingen en teruggaven.

De onder het stelsel van de samengeordende wetten geïnde belastingen worden natuurlijk voor een veel mindere opbrengst ingeschreven. De desbetreffende ontvangsten in 1965 blijken alleen te zullen voortkomen van de navorderingen van rechten. De voor 1965 weerhouden opbrengst (725 miljoen) ligt derhalve ver beneden deze welke voor 1964 verwacht werd (3 105 miljoen).

Het betrekkelijk laag bedrag van de ontvangsten verkeert op de afgesloten dienstjaren is verantwoord door de gevoelige vermindering van het bedrag der inkohieringen te hechten aan het dienstjaar 1964 en derhalve van de bij de afsluiting van bewust dienstjaar nog aan te zuiveren resten.

De opbrengst van 1965 van de verkeersbelasting op de autovoertuigen (3 830 miljoen) en van de belasting op de spelen en de weddenschappen (340 miljoen) is op dezelfde basis geraamd als de ontvangsten van het vorig dienstjaar met inachtneming evenwel van een normale uitbreiding.

De verhoging met 80 miljoen van de opbrengst van de belasting op de automatische ontspanningstoestellen komt voort van het feit dat in strijd met hetgeen overwogen werd bij het opstellen van het ontwerp der Rijksmiddelenbegroting voor het dienstjaar 1964, de wet van 24 december 1963 tot invoering van deze belasting, geen enkele toewijzing aan de gemeenten voorziet, daar het aandeel van het Fonds der gemeenten in de algemene Schatkistinkomsten inmiddels werd verhoogd. Alléén de voorafneming ten behoeve van de provinciën is gehandhaafd en komt dus niet voor in de raming van 280 miljoen die op de Rijksmiddelenbegroting is ingeschreven.

En ce qui concerne les droits de douane, l'estimation de 1965 (8 700 millions) a été établie en fonction d'une nouvelle diminution des droits d'entrée sur les marchandises importées des pays membres à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1965. Cette réduction, qui atteindra normalement 10 %, provoquera une diminution de recettes d'environ 0,6 milliard.

L'accroissement des recettes des droits d'accises correspond à l'augmentation de la consommation des produits soumis au régime des droits d'accises et particulièrement les huiles minérales, le tabac et la bière. La recette est portée à 20 740 millions, soit un accroissement par rapport aux recettes probables de 1964 de 1,1 milliard.

En matière de timbre et de taxes assimilées, la prévision de 54,1 milliards suppose un progrès de 6,9 % par rapport à 1964, contre 12,9 % au cours de cet exercice par rapport à 1963. Même en acceptant un certain ralentissement des perceptions, compte tenu des mesures prises dans le cadre de la politique de stabilisation, on doit considérer comme prudente la prévision pour 1965.

Les autres droits perçus par l'Administration de l'Enregistrement sont évalués à 9,9 milliards, soit un progrès de 700 millions. On peut prévoir que la bonne allure du marché immobilier en 1964 restera encore soutenue en 1965.

L'estimation des recettes non fiscales et des recettes extraordinaires a été maintenue au niveau des recettes probables de 1964.

De raming van de opbrengst der douanerechten voor 1965 (8 700 miljoen) houdt rekening met een nieuwe afbraak van het tarief van invoerrechten betreffende de door de landen-leden ingevoerde koopwaren met ingang van 1 januari 1965. Deze verlaging die normaal 10 % moet bedragen, kan een vermindering van ontvangsten van circa 0,6 miljard met zich brengen.

De verhoging van de opbrengst van de accijnsrechten strookt met een stijging van het verbruik der door accijnsrechten getroffen koopwaren, inzonderheid van minerale olie, tabak en bier. De ontvangst wordt vastgesteld op 20 740 miljoen, zegge een vermeerdering van 1,1 miljard t.o.v. de vermoedelijke opbrengst van 1964.

Op het stuk van de zegelrechten en van de daarmede gelijkgestelde taxes is de raming van 54,1 miljard gesteund op een stijgingsritme van 6,9 % t.o.v. 1964, tegen 12,9 % gedurende dit laatste dienstjaar t.o.v. 1963. Zelfs indien een zekere vertraging van de inningen mag verwacht worden ten aanzien van de maatregelen getroffen binnen het raam van de stabilisatiepolitiek, dan nog mogen de vooruitzichten voor 1965 als voorzichtig beschouwd worden.

De andere door de Registratie geïnde rechten worden geraamd op 9,9 miljard, zegge een meeropbrengst van 700 miljoen. Voorzien wordt dat de gunstige tendens van de markt der immobiliën in 1964, zal gehandhaafd blijven in 1965.

De raming van de niet fiskale en van de buitengewone ontvangsten ligt op het peil van de vermoedelijke ontvangsten voor het dienstjaar 1964.

## Répartition des recettes en 1963, 1964 et 1965.

(En millions de francs.)

## Verdeling der ontvangsten in 1963, 1964 en 1965.

(In miljoen frank.)

DESIGNATION	Exercice 1963 Résultats  — Dienstjaar 1963 Resultaten	Exercice 1964 Dienstjaar 1964		Exercice 1965 Prévisions  — Dienstjaar 1965 Ramingen	Différences 5 = 4 — 3  — Verschillen 5 = 4 — 3	AANDUIDING
		Prévisions initiales — Oorspronke- lijke ramin- gen	Recettes probables — Vermoede- lijke ontvangsten			
		1	2			

## I. — RECETTES ORDINAIRES.

## RECETTES FISCALES.

## 1. Contributions directes.

## I. — GEWONE ONTVANGSTEN.

## FISKALE ONTVANGSTEN.

## 1. Directe belastingen.

Impôt versé par voie de précomptes :						Belasting gestort bij wijze van voorheffing :
— précompte immobilier ... ...	803	900	910	920	+ 10	— onroerende voorheffing.
— précompte mobilier ... ...	4 384	4 900	5 050	5 600	+ 550	— roerende voorheffing.
— précompte professionnel ... ...	22 110	22 700	25 800	27 420	+ 1 620	— bedrijfsvoorheffing.
Impôt sur le revenu global versé par anticipation par les non-salariés ...	11 303	11 500	13 000	13 500	+ 500	Belasting op het globaal inkomen vooraf gestort door de niet-loontrekkers.
Impôt sur le revenu global perçu par rôles à charge :						Belasting op het globaal inkomen geïnd door middel van kohieren ten laste van :
— des personnes physiques ... ...	—	4 000	2 800	5 350	+ 2 550	— de natuurlijke personen.
— des sociétés . ... ...	626	3 500	1 500	2 400	+ 900	— de vennootschappen.
— des non-résidents ... ...	2	200	100	200	+ 100	— de niet-verblijfshouders.
Taxe de circulation ... ...	3 267	3 500	3 580	3 830	+ 250	Verkeersbelasting op de autovoertuigen.
Taxe sur les jeux et paris . ... ...	280	300	320	340	+ 20	Belasting op de spelen en de weddenschappen.
Taxe sur les appareils automatiques de divertissements.	—	200	200	280	+ 80	Belasting op de automatische ontspanningstoestellen.
Impôts sur les revenus perçus sous le régime des lois coordonnées relatives à ces impôts :						Inkomstenbelastingen geïnd onder het stelsel der samengeordende wetten betreffende deze belastingen :
— contribution foncière . ... ...	154	—	—	—	—	— grondbelasting.
— taxe mobilière ... ...	564	25	75	—	— 75	— mobilienbelasting.
— taxe professionnelle . ... ...	6 522	1 850	2 000	475	— 1 525	— bedrijfsbelasting.
— impôt complémentaire personnel.	3 308	750	1 000	250	— 750	— aanvullende personele belasting.
— contribution nationale de crise.	199	15	30	—	— 30	— nationale crisisbelasting.
Exercices clos ... ...	439	1 250	1 750	250	— 1 500	Afgesloten dienstjaren.
Divers . ... ...	248	240	265	265	—	Diverse.
Total ... ...	54 209	55 830	58 380	61 080	+ 2 700	Totaal.

## 2. Douanes et Accises.

## 2. Douanen en Accijnen.

Droits de douane . ... ...	7 025	7 050	8 300	8 700	+ 400	Douanerechten.
Accises et taxe de consommation ...	18 626	20 369	19 618	20 740	+ 1 122	Accijnen en verbruiktaxe.
Divers . . . . .	245	282	282	260	— 22	Diverse.
Total ... ...	25 896	27 701	28 200	29 700	+ 1 500	Totaal.

DÉSIGNATION	Exercice 1963 Résultats	Exercice 1964 Dienstjaar 1964		Exercice 1965 Prévisions	Differences 5 = 4 - 3	AANDUIDING
	— Dienstjaar 1963 Resultaten	Prévisions initiales — Oorspronke- lijke ramin- gen	Recettes probables — Vermoede- lijke ontvangsten	— Dienstjaar 1965 Ramingen	— Verschillen 5 = 4 - 3	
	1	2	3	4	5	

## 3. Enregistrement.

## 3. Registratie.

Droits d'enregistrement ... ... ...	4 718	4 744	6 000	6 500	+ 500	Registratierechten.
Droits de succession . . . . .	2 425	2 600	2 600	2 767	+ 167	Successierechten.
Timbre et taxes assimilées . . . . .	44 822	47 600	50 600	54 100	+ 3 500	Zegele- en gelijkgestelde taxes.
Divers . . . . .	543	556	600	633	+ 33	Diverse.
Total ... . . . . .	52 508	55 500	59 800	64 000	+ 4 200	Totaal.
Total des recettes fiscales.	132 613	139 031	146 380	154 780	+ 8 400	Totaal van de fiscale ontvangsten.

## RECETTES NON FISCALES.

## NIET-FISKALE ONTVANGSTEN.

Taxes, péages, redevances . . . . .	5 274	5 877	5 877	6 229	+ 352	Taxes, tolgelden, retributies.
Revenus . . . . .	1 505	1 504	1 504	1 732	+ 228	Inkomsten,
Remboursements . . . . .	977	1 145	1 145	1 183	+ 38	Terugbetalingen,
Produits divers . . . . .	876	1 109	1 109	489	- 620	Diverse opbrengsten.
Recettes résultant de la guerre . . .	214	84	84	83	- 1	Uit de oorlog voortvloeiende ontv angsten.
Total des recettes non fiscales.	8 846	9 719	9 719	9 716	- 3	Totaal van de niet-fiscale ontv angsten.
Total des recettes ordinaires.	141 459	148 750	156 099	164 496	+ 8 397	Totaal van de gewone ontv angsten.

## II. — RECETTES EXTRAORDINAIRES.

## II. — BIJTENGEWONE ONTVANGSTEN.

Total ... . . . . .	569	568	568	572	+ 4	Totaal.
Total général (I + II) . . . . .	142 028	149 318	156 667	165 068	+ 8 401	Algemeen totaal (I + II).

## CHAPITRE II.

## Le budget des dépenses de 1964.

## DÉPENSES ORDINAIRES.

L'évolution des crédits de chacun des budgets et du budget total, depuis les propositions initiales, déposées en septembre 1963 jusqu'à l'ajustement proposé par le feuilleton de crédits supplémentaires, figure au tableau des pages 82 et 83.

Les différences par chapitre entre le budget voté et le budget ajusté s'établissent par comparaison entre les deux colonnes centrales du tableau des pages 89 à 91.

D'autre part, le document contenant le feuilleton comprend pour chaque modification proposée aux crédits votés une justification très détaillée.

Les explications qui suivent concernent uniquement les augmentations et les réductions importantes; le total porté en regard de chaque département est constitué par la contraction de toutes les augmentations et de toutes les réductions; il ne correspond donc pas nécessairement à la somme des crédits examinés.

## Feuilleton d'ajustement.

## Exercice courant.

Dette publique : +938 millions.

Intérêt ou escompte des certificats de Trésorerie (+245); charges des émissions nouvelles depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1963 (+595); certificats de Trésorerie du groupe B — par suite de la hausse du taux d'intérêt appliqué à ces certificats et qui est celui de certificats à 4 mois de date que le Fonds des Rentes émet par adjudication hebdomadaire (109 millions).

Pensions : +555,6 millions.

Pensions civiles et militaires : index et augmentation du nombre (+251,4); pensions de guerre : index, lois 6 et 7 juillet 1964 (+155,6); pensions des indépendants (+49,8); pensions d'invalidité des mineurs (+115).

Premier Ministre : +57,7 millions.

Dépenses Eldo-Esro (+80); dépenses en matière de politique scientifique (-25).

Justice : +204,3 millions.

Traitements : administration, magistrature et cultes, (+121); entretien des enfants placés (+51); entretien des détenus (+8).

Intérieur et Fonction publique : -64,3 millions.

Traitements (+23); Fonds des communes (+115); Fonds des provinces (+24); matériel (+25); suppression du crédit provisionnel pour la revalorisation (-247).

Affaires étrangères et Commerce extérieur : +246 millions.

Obligations internationales (+75); lois d'intégration (+114); aide à la Grèce (+50); enseignement supérieur en Afrique (+13,8).

## HOOFDSTUK II.

## De uitgavenbegroting 1964.

## GEWONE UITGAVEN.

De evolutie van de kredieten van elk der begrotingen en van de totale begroting vanaf de oorspronkelijke voorstellen neergelegd in september 1963 tot de door het bijblad voorgestelde aanpassingen komt voor in de tabel van de bladzijden 82 en 83.

De verschillen per hoofdstuk tussen de gestemde begroting en de aangepaste begroting worden bekomen door vergelijking tussen beide middenkolommen van de tabel op bladzijden 89 tot 91.

Anderzijds bevat het bijblad voor iedere wijziging voorgesteld aan de gestemde kredieten een gedetailleerde rechtvaardiging.

De uitleg die volgt betreft uitsluitend de belangrijke verhogingen en verminderingen; het totaal dat tegenover ieder departement geplaatst wordt en dat bekomen wordt door de optelling van alle verhogingen waarvan de verminderingen afgetrokken worden, stamt dus niet noodzakelijk overeen met de som van de onderzochte kredieten.

## Aanpassingsblad.

## Lopend dienstjaar.

Rijksschuld : +938 miljoen.

Interest of disconto van de Schatkistcertificaten (+245); last van nieuwe uitgiften gedaan sinds 1 juli 1963 (+595); Schatkistcertificaten van de groep B — ingevolge de stijging van de op deze schatkistcertificaten toegepaste rentevoet van de certificaten op 4 maand welke bij wekelijkse aanbesteding uitgegeven worden door het Rentenfonds (+109 miljoen).

Pensioenen : +555,6 miljoen.

Burgerlijke en militaire pensioenen : index en verhoging van het aantal (+251,4); oorlogspensioenen : index, wetten van 6 en 7 juli 1964 (+155,6); pensioenen der zelfstandigen (+49,8); invaliditeitspensioenen van de mijnwerkers (+115).

Eerste Minister : +57,7 miljoen.

Uitgaven Eldo-Esro (+80); uitgaven inzake wetenschapsbeleid (-25).

Justitie : +204,3 miljoen.

Wedden : administratie, magistratuur en erediensten (+121); onderhoud van geplaatste kinderen (+51); onderhoud van gedetineerden (+8).

Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt : -64,3 miljoen.

Wedden (+23); Gemeentenfonds (+115); Provinciefonds (+24); materieel (+25); afschaffing van de provinciale kredieten voor de herwaardering (-247).

Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel : +246 miljoen.

Internationale overeenkomsten (+75); integratiewetten (+114); hulp aan Griekenland (+50); hoger onderwijs in Afrika (+13,8).

Défense nationale : +593,4 millions.

Dépenses de personnel (+343,7) et de matériel (+162,2); frais de stationnement en Allemagne (+31); assistance technique au Congo (+27); soins médicaux aux détenteurs de la carte du feu (+11).

Gendarmerie : +73,4 millions.

Dépenses de personnel (+70).

Agriculture : +37,2 millions.

Dépenses de personnel (+20); promotion sociale des agriculteurs et jardins d'essais (+13,7).

Affaires économiques et Energie : +500 millions.

Dépenses de personnel (+14); I.R.S.I.A. (+28); Charbonnages, incendie mine « Batterie » (+55); Institut interuniversitaire de sciences nucléaires (+21); politique des prix (+239); expansion économique (+134).

Classes moyennes : +81 millions.

Personnel et matériel : nouveau service (+14,7); enseignement professionnel (+10); politique de crédit (+55).

Communications et P.T.T. : +525 millions.

Personnel (+377); matériel (+30); frais d'exploitation des Postes (+38); interventions de l'Etat : Régie des Voies Aériennes (+16); intérêts crédits à la construction de navires (+18); Eurocontrol (+11); Marine : charges d'exploitation (+22).

Travaux publics : +97,2 millions.

Rémunerations (+38,5); location d'immeubles pour les services de l'Etat (+41); entretien ordinaire de la côte et des voies navigables (+18).

Emploi et Travail : -241 millions.

Résorption du chômage (-186); Fonds social européen C.E.E. (-22); aide de réadaptation : diminution du nombre de fermetures de charbonnages (-40).

Prévoyance sociale : +1 159,4 millions.

Subventions à l'I.N.A.M.I. pour les travailleurs salariés (+950); pour les indépendants (+100); subventions au F.N.R.O.M. : congés supplémentaires (+28); vacances annuelles (+27,5); maladies professionnelles (+20); estropiés et mutilés (+53); subventions à l'assurance libre (-36).

Education nationale et Culture : +795,4 millions.

Traitements (+101) et subventions-traitements (+324); universités de l'Etat (+136,5) et répercussion sur enseignement universitaire libre (+142); subventions au centre d'études de l'énergie nucléaire (+15).

Santé publique et Famille : +359,4 millions.

Oeuvre nationale des invalides de guerre (+51); frais de traitement de la paralysie cérébrale (+16); Fonds spécial des indigents (+155); politique de logement (+103); Fonds des réfugiés (+11).

Finances : +236,2 millions.

Dépenses de personnel (+188); contentieux (+12).

Landsverdediging : +593,4 miljoen.

Uitgaven voor personeel (+343,7) en voor materieel (+162,2); stationeringskosten in Duitsland (+31); technische bijstand aan Kongo (+27); medische zorgen aan de houders van vuurkaarten (+11).

Rijkswacht : +73,4 miljoen.

Personneelsuitgaven (+70).

Landbouw : +37,2 miljoen.

Personneelsuitgaven (+20); sociale promotie van de landbouwers en proeftuinen (+13,7).

Economische Zaken en Energie : +500 miljoen.

Uitgaven voor personeel (+14); I.W.O.N.L. (+28); Koolmijnen, brand in de mijn « Batterie » (+55); Interuniversitair instituut voor kernwetenschappen (+21); prijsenzpolitiek (+239); economische expansie (+134).

Middenstand : +81 miljoen.

Personnel en materieel : nieuwe dienst (+14,7); beroeps-onderwijs (+10); politiek van het krediet (+55).

Verkeerswezen en P.T.T. : +525 miljoen.

Personnel (+377); materieel (+30); exploitatiekosten der Posterijen (+38); tussenkomsten van de Staat : Regie der Luchtwegen (+16); interessen van kredieten aan de bouw van schepen (+18); Eurocontrol (+11); Zeewezen : exploitatiekosten (+22).

Openbare Werken : +97,2 miljoen.

Wedden (+38,5); huur van gebouwen voor staatsdiensten (+41); onderhoud van de kust en van de bevaarbare waterlopen (+18).

Tewerkstelling en Arbeid : -241 miljoen.

Opsloring van de werkloosheid (-186); Sociaal Europees fonds E.E.G. (-22); hulp voor wederaanpassing : vermindering van het aantal sluitingen van de koolmijnen (-40).

Sociale Voorzorg : +1 159,4 miljoen.

Toelagen aan R.I.Z.I.V. voor de loonarbeiders (+950); voor de zelfstandigen (+100); toelagen aan N.P.M. : bijkomende verlofdagen (+28); jaarlijks verlof (+27,5); beroepsziekten (+20); gebrekkigen en verminchten (+53); toelagen aan de vrije verzekering (-36).

Nationale Opvoeding en Cultuur : +795,4 miljoen.

Wedden (+101), weddetoelagen (+324); Staatsuniversiteiten (+136,5); weerslag op het vrij hoger onderwijs (+142); toelagen aan het Studiecentrum voor kernenergie (+15).

Volksgezondheid en Gezin : +359,4 miljoen.

Nationaal Werk voor oorlogsinvaliden (+51); verzorgingskosten van de hersenverlamming (+16); Bijzonder Bijstandsfonds (+155); huisvestingspolitiek (+103); Fonds voor vluchtelingen (+11).

Financiën : +236,2 miljoen.

Personneelsuitgaven (+188); geschillen (+12).

<i>Exercices antérieurs.</i>	<i>Vorige dienstjaren.</i>
Dette publique : +73 millions. Imputation du solde des charges des exercices antérieurs (+70,9).	Rijksschuld : +73 miljoen. Aanrekening van het saldo der lasten van vroegere dienstjaren (+70,9).
Justice : +42 millions. Règlement de la situation pécuniaire du personnel administratif (+7,6); de la police judiciaire (+10,9) et communale : tribunaux de police (+12,5).	Justitie : +42 miljoen. Regeling van de weddetoestand van het administratief personeel (+7,6); van de gerechtelijke politie (+10,9) en van het gemeentepersoneel : politierechtbanken (+12,5).
Affaires étrangères et Commerce extérieur : +110,6 millions. Dépenses de matériel (+10); traitements des techniciens (+85).	Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel : +110,6 miljoen. Materieelsuitgaven (+10); wedden van de technici (+85).
Défense nationale : +109,3 millions. Dépenses de personnel (+48) et de matériel (+19); sécurité sociale: services temporaires à l'armée (+38).	Landsverdediging : +109,3 miljoen. Personeelsuitgaven (+48); materieel (+19); sociale verzekering : tijdelijke diensten bij het leger (+38).
Communications et P.T.T. : +60,6 millions. P.T.T. : dépenses de personnel (+43,5).	Verkeerswezen en P.T.T. : +60,6 miljoen. P.T.T. : personeelsuitgaven (+43,5).
Education nationale : +476 millions. Rémunération du personnel enseignant (+227) dont 133 pour enseignement supérieur et recherche scientifique; répercussion sur enseignement supérieur libre (+174); dépenses de matériel (+31); R.T.B. (+22); hôpital universitaire de Gand (+8).	Nationale Opvoeding : +476 miljoen. Bezoldiging van het onderwijzend personeel (+227) waarvan 133 voor het hoger onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek; weerslag op het vrij hoger onderwijs (+174); uitgaven voor materieel (+31); B.R.T. (+22); universitair ziekenhuis van Gent (+8).

## BUDGETS DE 1964.

## ÉVOLUTION DES CRÉDITS DE DÉPENSES ORDINAIRES.

(En millions de francs.)

BUDGETS — B E G R O T I N G E N	Budget déposé — Ingediende begroting	Amendements — Amendementen	Budget voté — Gestemde begroting
Dette publique. — <i>Rijksschuld</i> ... ... ... ...	27 299,8	—	27 299,8
Pensions. — <i>Pensioenen</i> . . . . .	21 134,1	0,1	21 134,2
Dotations. — <i>Dotatiën</i> . . . . .	469,4	8,8	478,2
Non-Valeurs et Remboursements. — <i>Kwade Posten en Terugbetalingen</i> . . . . .	129,7	—	129,7
Premier Ministre. — <i>Eerste Minister</i> . . . . .	251,3	—	251,3
Justice. — <i>Justitie</i> . . . . .	2 912,5	—	2 912,5
Intérieur et Fonction publique. — <i>Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt</i> . . . . .	10 547,7	—	10 547,7
Affaires étrangères et Commerce extérieur. — <i>Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel</i> . . . . .	3 434,0	—	3 434,0
Défense nationale. — <i>Landsverdediging</i> . . . . .	14 784,1	—	14 784,1
Gendarmerie. — <i>Rijkswacht</i> . . . . .	1 910,5	—	1 910,5
Agriculture. — <i>Landbouw</i> . . . . .	1 806,7	0,8	1 807,5
Affaires économiques et Energie. — <i>Economische Zaken en Energie</i> . . . . .	2 654,0	—	2 654,0
Classes moyennes. — <i>Middenstand</i> . . . . .	336,4	—	336,4
Communications et P.T.T. — <i>Verkeerswezen en P.T.T.</i> . . . . .	8 925,2	—	8 925,2
Travaux publics. — <i>Openbare Werken</i> . . . . .	2 846,4	—	2 846,4
Emploi et Travail. — <i>Tewerkstelling en Arbeid</i> . . . . .	2 265,5	—	2 265,5
Prévoyance sociale. — <i>Sociale Voorzorg</i> . . . . .	8 371,0	—	8 371,0
Education nationale et Culture. — <i>Nationale Opvoeding en Cultuur</i> . . . . .	28 199,0	—	28 199,0
Santé publique et Famille. — <i>Volksgezondheid en Gezin</i> . . . . .	4 786,1	—	4 786,1
Finances. — <i>Financiën</i> . . . . .	5 618,7	0,1	5 618,8
<b>Totaux. — Totalen</b> . . . . .	<b>148 682,1</b>	<b>9,8</b>	<b>148 691,9</b>

## BEGROTINGEN VAN 1964.

## EVOLUTIE VAN DE KREDIETEN VOOR DE GEWONE UITGAVEN.

(In miljoen frank.)

Feuilleton — <i>Bijblad</i>		Total des crédits de 1964	Exercices antérieurs	Total général
Augmentations Vermeerderingen	Réductions Verminderingen	Totaal van de kredieten van 1964	Vroegere dienstjaren	Algemeen totaal
1 199,6	260,9	28 238,5	73,0	28 311,5
603,0	47,4	21 689,8	3,7	21 693,5
9,5	—	487,7	10,2	497,9
18,2	—	147,9	3,5	151,4
84,1	26,4	309,0	1,3	310,3
206,7	2,4	3 116,8	42,1	3 158,9
191,7	256,0	10 483,4	3,6	10 487,0
251,3	4,4	3 680,9	110,6	3 791,5
598,3	4,9	15 377,5	109,3	15 486,8
73,4	—	1 983,9	11,6	1 995,5
37,5	0,3	1 844,7	13,2	1 857,9
506,8	6,7	3 154,1	2,8	3 156,9
86,7	5,6	417,5	0,7	418,2
530,8	5,4	9 450,6	60,6	9 511,2
124,9	27,7	2 943,6	16,7	2 960,3
9,9	250,9	2 024,5	1,9	2 026,4
1 207,7	48,2	9 530,5	15,1	9 545,6
809,3	13,9	28 994,4	476,0	29 470,4
370,6	11,2	5 145,5	1,7	5 147,2
255,1	18,9	5 855,0	17,8	5 872,8
<b>7 175,1</b>	<b>991,2</b>	<b>154 875,8</b>	<b>975,4</b>	<b>155 851,2</b>

## DEPENSES EXTRAORDINAIRES.

Deux modifications importantes se soldant par des réductions totalisant 347 millions sont proposées par la voie du feuilleton aux crédits d'engagement, l'une de 165 millions aux Communications, l'autre de 187 millions à la Défense nationale. Ces réductions constituent d'ailleurs la contraction de modifications en plus et en moins d'une série de crédits.

Au budget des Communications, les crédits d'engagement pour le tunnel d'Anvers sont portés de 750 à 795 millions tandis que les interventions de l'Etat dans les travaux du réseau ferroviaire de la S.N.C.B. sont réduites de 210 millions.

A la Défense nationale, dans le cadre de nos obligations internationales, les crédits affectés au renouvellement des chars de combat sont réduits de 200 millions; à la Force aérienne, le renouvellement de l'équipement est rattaché à la 15<sup>e</sup> tranche d'infrastructure O.T.A.N., ce qui permet une réduction de 200 millions également. D'autre part, l'accélération du programme relatif au charroi banalisé implique une augmentation de 100 millions tandis que la réalisation de l'infrastructure nationale prévue pour la Force terrestre nécessitera un supplément de 56 millions.

Enfin une adaptation du programme des travaux publics augmentant et réduisant respectivement de 130 millions l'ensemble des crédits reste sans effet sur le total de ceux-ci. De ce fait, les crédits d'engagement de 17 612 millions votés au budget extraordinaire seront réduits à 17 265 millions de francs. En ajoutant à ce montant les reports de 1963, soit 8 056 millions, le Gouvernement disposera pour 1964 de 25 321 millions de crédits d'engagement.

Les modifications proposées aux crédits de paiement sont plus importantes. Les majorations proposées s'élèvent dans l'ensemble à 1 199 millions et les réductions à 170 millions, accusant une augmentation nette de 1 029 millions.

Le total des crédits de paiement pour 1964 s'élèvera ainsi à 20 727,9 millions de francs, auxquels il faut ajouter 7 719 millions de crédits reportés.

Les accroissements et réductions de crédits les plus importants se retrouvent : à la Défense nationale (+61), aux Communications (-120), aux Travaux publics (+630), à l'Agriculture (+350), aux Affaires économiques (+48) et aux Finances (+50).

A la Défense nationale, il s'agit de l'adaptation du programme des paiements aux besoins.

Aux Communications, les interventions de l'Etat dans les travaux de la S.N.C.B. sont réduites de 45 millions, les avances à la S.A.B.E.N.A. de 125 millions, tandis que le Fonds de la R.V.A. sera alimenté de 50 millions supplémentaires.

Aux Travaux publics, il est nécessaire d'augmenter de 300 millions les crédits destinés aux cours d'eau et de 530 millions ceux affectés à la côte, aux ports et voies d'accès.

Par contre, il est possible de réduire de 50 millions les crédits inscrits pour les centres administratifs, de 70 millions ceux prévus pour l'application de la loi Brunfaut et de 55 millions les subventions aux pouvoirs subordonnés (ports maritimes et port autonome de Liège).

Pour l'Agriculture, la majoration de 350 millions est constituée par une avance récupérable au Fonds agricole en vue de combler partiellement le déficit dû au soutien des marchés des céréales et des produits laitiers.

## BUITENGEWONE UITGAVEN.

Twee belangrijke wijzigingen die op een totale vermindering van 347 miljoen uitlopen, worden voorgesteld door het bijblad aan de vastleggingskredieten: de begroting van Verkeerswezen, wordt met 165 miljoen verminderd en die van Landsverdediging met 187 miljoen. Deze verminderingen zijn trouwens de samentrekking van de wijzigingen in meer en min van een reeks kredieten.

Op de begroting van Verkeerswezen worden de vastleggingskredieten voor de tunnel van Antwerpen van 750 op 795 miljoen gebracht, terwijl de tussenkomsten van de Staat in de werken aan het spoorwegnet van de N.M.B.S. verminderd worden met 210 miljoen.

Op Landsverdediging, in het raam van onze internationale verplichtingen, worden de kredieten voor de hernieuwing van de gevechtsvoertuigen verminderd met 200 miljoen; bij de Luchtmacht worden de vernieuwing en de uitrusting gehecht aan de 15<sup>e</sup> tranche van de infrastructuur van de NAVO, wat ook een vermindering van 200 miljoen toelaat. Anderzijds impliceert de versnelling van het programma betreffende de gebanaliseerde voertuigen een verhoging met 100 miljoen, terwijl de verwezenlijking van de nationale infrastructuur voorzien voor de Landmacht een bijkomend krediet van 56 miljoen vergt.

Ten slotte zal de aanpassing van het programma van Openbare Werken een verhoging en tevens een vermindering met respectievelijk 130 miljoen op het geheel van de kredieten teweegbrengen, zodat het totaal van de begroting niet gewijzigd wordt. Hieruit volgt dat de oorspronkelijk aangenomen vastleggingskredieten van de buitengewone begroting van 17 612 miljoen frank zullen herleid worden tot 17 265 miljoen frank. Indien men bij dit bedrag de overdrachten van 1963 voegt, zijnde 8 056 miljoen, stelt men vast dat de Regering voor 1964 over 25 321 miljoen aan vastleggingskredieten zal beschikken.

De wijzigingen voorgesteld aan de betalingskredieten zijn belangrijker. De verhogingen bedragen over het geheel 1 199 miljoen en de verminderingen 170 miljoen, wat tot een netto verhoging van 1 029 miljoen leidt.

Het totaal van de betalingskredieten voor 1964 komt also op 20 727,9 miljoen frank te staan, waar 7 719 miljoen overgedragen kredieten dienen aan toegevoegd.

De belangrijkste verhogingen en verminderingen slaan op de begrotingen van Landsverdediging (+61), Verkeerswezen (-120), Openbare Werken (+630), Landbouw (+350), Economische Zaken (+48), en Financiën (+50).

Op Landsverdediging vloeit de verhoging voort uit de aanpassing van het betalingsprogramma aan de behoeften.

Op Verkeerswezen worden de tussenkomsten van de Staat in de werken van de N.M.B.S. met 45 miljoen verminderd, de voorschotten aan de S.A.B.E.N.A. met 125 miljoen, terwijl het Fonds van de Regie der Luchtwegen zal gestijfd worden met 50 miljoen bijkomende kredieten.

Op Openbare Werken is het noodzakelijk de kredieten bestemd voor de waterwegen met 300 miljoen te verhogen en deze betreffende de kuststreek, de havens en de toegangswegen met 530 miljoen.

Daarentegen is het mogelijk de kredieten betreffende de administratieve centra te verminderen met 50 miljoen, deze voor toepassing van de wet Brunfaut met 70 miljoen en de betoelaging aan de ondergeschikte besturen (zeehavens en autonome haven van Luik) met 55 miljoen.

Wat Landbouw betreft, heeft de verhoging van 350 miljoen betrekking op een terugvorderbaar voorschot aan het Landbouwfonds met het oog op de gedeeltelijke dekking van zijn tekort tengevolge de steun aan de graan- en zuivelmarkt.

Les 48 millions supplémentaires sollicités au budget extraordinaire des Affaires économiques seront affectés à la participation de la Belgique dans la formation du capital de la Société Européenne (Eurochemic) pour le traitement chimique des combustibles irradiés.

Enfin, dans le cadre de notre politique d'expansion commerciale, il a été nécessaire d'inscrire au budget des Finances un crédit nouveau de 50 millions, à virer à un Fonds pour ordre et destiné à faire face aux charges qui pourraient résulter des garanties accordées par l'Office National du Ducroire, directement pour le compte de l'Etat.

De bijkomende 48 miljoen aangevraagd op de Buitengewone begroting van Economische Zaken zullen als deelname van België dienen in de vorming van het kapitaal van de Europese maatschappij voor de chemische behandeling van geirradiëerde brandstoffen (Eurochemic).

Ten slotte, in het raam van onze politiek van handels-expansie, is het noodzakelijk gebleken een nieuw krediet van 50 miljoen in de begroting van Financiën op te nemen, dat naar een Ordefonds zal overgedragen worden en dat bestemd is om het hoofd te bieden aan de lasten die zouden kunnen voortvloeien uit de waarborgen rechtstreeks voor rekening van de Staat, door het Delcrederefonds toegestaan.

## BUDGET DE 1964.

## ÉVOLUTION DES CRÉDITS DE DÉPENSES EXTRAORDINAIRES

(En millions de francs.)

BUDGETS — BEGROTTINGEN	Reports de 1963 — Overdrachten van 1963	Crédits propres à 1964		
		Budget initial Oorspronkelijke begroting	Amendements Amendementen	
		CREDITS D'ENGAGEMENT		
Justice. — <i>Justitie</i> ... ... ... ...	65,0	4,0	—	—
Intérieur et Fonction publique. — <i>Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt</i> ... ... ...	6,1	—	—	—
Affaires étrangères et Commerce extérieur. — <i>Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel</i> ...	17,3	65,0	—	—
Défense nationale. — <i>Landsverdediging</i> ... ...	2 510,9	3 837,3	—	—
Gendarmerie. — <i>Rijkswacht</i> . ... ... ...	282,7	93,0	—	—
Agriculture. — <i>Landbouw</i> ... ... ... ...	164,3	453,4	—	—
Affaires économiques et Energie. — <i>Economische Zaken en Energie</i> ... ... ... ...	2,5	20,0	—	—
Communications et P.T.T. — <i>Verkeerswezen en P.T.T.</i> . ... ... ... ...	1 323,5	3 363,1	960,0	—
Travaux publics. — <i>Openbare Werken</i> ... ...	3 100,3	8 036,5	—	—
Education nationale et Culture. — <i>Nationale Opvoeding en Cultuur</i> ... ... ... ...	174,1	329,5	—	—
Santé publique et Famille. — <i>Volksgezondheid en Gezin</i> . ... ... ... ...	407,5	449,2	—	—
Finances. — <i>Financiën</i> ... ... ... ...	1,8	1,5	—	—
<b>Total. — Totaal</b> ... ...	<b>8 056,0</b>	<b>16 652,5</b>	<b>960,0</b>	
CREDITS DE PAIEMENT				
Justice. — <i>Justitie</i> ... ... ... ...	25,0	14,0	—	—
Intérieur et Fonction publique. — <i>Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt</i> ... ... ...	2,1	—	—	—
Affaires étrangères et Commerce extérieur. — <i>Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel</i> ...	156,5	76,5	—	—
Défense nationale. — <i>Landsverdediging</i> ... ...	183,9	5 833,0	—	—
Gendarmerie. — <i>Rijkswacht</i> . ... ... ...	137,7	88,0	—	—
Agriculture. — <i>Landbouw</i> ... ... ... ...	182,5	308,9	—	—
Affaires économiques et Energie. — <i>Economische Zaken en Energie</i> ... ... ... ...	42,9	222,2	—	—
Communications et P.T.T. — <i>Verkeerswezen en P.T.T.</i> . ... ... ... ...	2 410,9	3 705,6	235,0	—
Travaux publics. — <i>Openbare Werken</i> ... ...	3 063,1	6 636,6	—	—
Prévoyance sociale. — <i>Sociale Voorzorg</i> . ...	—	1 000,0	—	—
Education nationale et Culture. — <i>Nationale Opvoeding en Cultuur</i> ... ... ... ...	580,3	813,5	—	—
Santé publique et Famille. — <i>Volksgezondheid en Gezin</i> . ... ... ... ...	734,2	665,0	—	—
Finances. — <i>Financiën</i> ... ... ... ...	199,9	100,4	—	—
<b>Total. — Totaal</b> ... ...	<b>7 719,0</b>	<b>19 463,7</b>	<b>235,0</b>	

## BEGROTING VAN 1964.

## EVOLUTIE VAN DE KREDIETEN VOOR DE BUITENGEWONE UITGAVEN.

(In miljoen frank.)

<i>Eigenlijke kredieten van 1964</i>			Total des crédits 1964 — <i>Totaal van de kredieten 1964</i>	Total des crédits disponibles en 1964 — <i>Totaal van de beschikbare kredieten in 1964</i>
Budget voté <i>Gestemde begroting</i>	Feuilleton — <i>Bijblad</i>			
	Augmentations <i>Vermeerderingen</i>	Réductions <i>Verminderingen</i>		

## VASTLEGGINGSKREDIETEN

4,0	—	—	4,0	69,0
—	—	—	—	6,1
65,0	4,0	—	69,0	86,3
3 837,3	212,3	400,0	3 649,6	6 160,5
93,0	—	—	93,0	375,7
453,4	—	—	453,4	617,7
20,0	—	—	20,0	22,5
4 323,1	45,0	210,0	4 158,1	5 481,6
8 036,5	130,0	130,0	8 036,5	11 136,8
329,5	1,5	—	331,0	505,1
449,2	5,0	5,0	449,2	856,7
1,5	—	—	1,5	3,3
<b>17 612,5</b>	<b>397,8</b>	<b>745,0</b>	<b>17 265,3</b>	<b>25 321,3</b>

## BETALINGSKREDIETEN

14,0	—	—	14,0	39,0
—	—	—	—	2,1
76,5	7,7	—	84,2	240,7
5 833,0	61,1	—	5 894,1	6 078,0
88,0	—	—	88,0	225,7
308,9	363,0	13,0	658,9	841,4
222,2	48,7	—	270,9	313,8
3 940,6	50,0	170,0	3 820,6	6 231,5
6 636,6	890,0	250,0	7 266,6	10 329,7
1 000,0	—	—	1 000,0	1 000,0
813,5	1,5	—	815,0	1 395,3
665,0	5,0	5,0	665,0	1 399,2
100,4	50,0	—	150,4	350,3
<b>19 698,7</b>	<b>1 467,0</b>	<b>438,0</b>	<b>20 727,7</b>	<b>28 446,7</b>

## CHAPITRE III.

LES BUDGETS DE DÉPENSES ORDINAIRES  
POUR 1965.

Le tableau de la page 63 fournit la répartition par budget des crédits sollicités pour l'exercice 1965, comparés à ceux des exercices 1963 et 1964 ajustés.

Pour les mêmes exercices, en ce qui concerne les budgets des départements ministériels uniquement, — 1964 étant présenté d'une part, tel qu'il fut voté initialement par le Parlement et, d'autre part, tel qu'il résulte de l'ajustement du feuilleton — le tableau des pages 89 à 91 en donne la répartition par chapitre.

Ce tableau détaillé de comparaison est suivi de notes explicatives qui concernent la Dette, les Pensions, la Défense nationale et, enfin, les dépenses de fonctionnement et de subventionnement. Des commentaires détaillés figurent dans la première partie au sujet de l'Education nationale et de la Culture et de l'Assistance technique.

L'évolution générale se présente comme suit :

	(En millions de francs.)		
	1963	1964	1965
ajusté			
Personnel . . . . .	29 402,8	32 167,0	32 919,9
Matériel . . . . .	8 399,0	8 580,3	9 003,0
Subventions . . . . .	49 374,4	52 537,9	54 560,5
Travaux . . . . .	1 868,9	1 433,2	1 493,9
Autres dépenses . . . . .	8 862,6	9 593,5	9 603,7
Budgets financiers . . . . .	46 770,8	50 563,9	54 294,4
Totaux . . . . .	144 678,5	154 875,8	161 875,4

TABLEAU DE DECOMPOSITION PAR BUDGET ET PAR NATURE DES CREDITS DE DEPENSES ORDINAIRES POUR LES EXERCICES 1963 A 1965.

(En millions de francs.)

## HOOFDSTUK III.

## DE BEGROTINGEN DER GEWONE UITGAVEN VOOR 1965.

De tabel van bladzijde 63 geeft de verdeling per begroting van de voor het dienstjaar 1965 gevraagde kredieten, vergeleken met deze, aangepast, van de dienstjaren 1963 en 1964.

Voor dezelfde dienstjaren, en voor wat alleen de begrotingen van de ministeriële departementen betreft, — waarbij 1964 enerzijds wordt voorgesteld zoals oorspronkelijk door het Parlement goedgekeurd en anderzijds zoals blijkt uit de aanpassing van het bijblad —, geeft de tabel van de bladzijden 89 tot 91 de verdeling per hoofdstuk.

Deze gedetailleerde vergelijkingstabellen worden gevolgd door verklarende nota's betreffende de Rijksschuld, de Pensioenen, de Landsverdediging en tenslotte de uitgaven voor werking en toelagen. Gedetailleerd kommentaar over de Nationale Opvoeding en Kultuur en de Technische Bijstand wordt verstrekt in het eerste deel.

De algemene evolutie ziet er als volgt uit :

	(In miljoen frank.)		
	1963	1964	1965
aangepast			
Personneel . . . . .	29 402,8	32 167,0	32 919,9
Materieel . . . . .	8 399,0	8 580,3	9 003,0
Toelagen . . . . .	49 374,4	52 537,9	54 560,5
Werken . . . . .	1 868,9	1 433,2	1 493,9
Andere uitgaven . . . . .	8 862,6	9 593,5	9 603,7
Financiële begrotingen . . . . .	46 770,8	50 563,9	54 294,4
Totalen . . . . .	144 678,5	154 875,8	161 875,4

ONTLEIDINGSTABEL PER BEGROTING EN VOLGENS HUN AARD VAN DE GEWONE UITGAVENKREDIETEN VOOR DE DIENSTJAREN 1963 TOT 1965.

(In miljoen frank.)

	1963 ajusté — aangepast	1964 initial voté — oorspronkelijk goedgekeurd	1965 ajusté — aangepast	1965

## BUDGETS FINANCIERS.

## FINANCIËLE BEGROTINGEN.

Dette publique. — <i>Rijksschuld</i> . . . . .	25 956,4	27 299,8	28 238,5	30 819,8
Pensions. — <i>Pensioenen</i> . . . . .	20 237,3	21 134,2	21 689,8	22 792,9
Dotations. — <i>Dotatien</i> . . . . .	442,4	478,2	487,7	521,0
Non-Valeurs et Remboursements. — <i>Kwade Posten en Terugbetalingen</i> . . . . .	134,7	129,7	147,9	160,7
Total. — <i>Totaal</i> . . . . .	46 770,8	49 041,9	50 563,9	54 294,4

TABLEAU DE DECOMPOSITION PAR BUDGET ET PAR NATURE DES CREDITS DE DEPENSES ORDINAIRES POUR LES EXERCICES 1963 A 1965.  
(En millions de francs.)

ONTLEDINGSTABEL PER BEGROTING EN VOLGENS HUN AARD VAN DE GEWONE UITGAVENKREDIETEN VOOR DE DIENSTJAREN 1963 TOT 1965.  
(In miljoen frank.)

	1963 ajusté ( <sup>1</sup> ) aangepast	1964 initial voté — oorspronkelijk goedgekeurd	1964 ajusté ( <sup>1</sup> ) aangepast	1965
<b>Chapitre I, § 1 : Personnel.</b>				
Premier Ministre, — <i>Eerste Minister</i> ...	37,2	40,7	41,0	41,6
Justice, — <i>Justitie</i> ...	2 000,6	2 044,5	2 164,0	2 196,4
Intérieur et Fonction publique, — <i>Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt</i> ...	391,6	398,1	421,2	426,7
Affaires étrangères et Commerce extérieur, — <i>Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel</i> ...	722,6	744,2	746,8	758,0
Défense nationale, — <i>Landsverdediging</i> ...	8 262,2	8 610,8	8 954,5	8 901,1
Gendarmerie, — <i>Rijkswacht</i> ...	1 777,3	1 783,1	1 853,1	1 877,4
Agriculture, — <i>Landbouw</i> ...	390,2	404,4	425,0	431,4
Affaires économiques et Energie, — <i>Economische Zaken en Energie</i> ...	406,6	424,8	438,8	445,0
Classes moyennes, — <i>Middenstand</i> ...	47,7	52,6	58,7	59,6
Communications et P.T.T. — <i>Verkeerswezen en P.T.T.</i> ...	4 160,4	4 193,5	4 573,3	4 640,8
Travaux publics, — <i>Openbare Werken</i> ...	1 101,0	1 124,1	1 163,3	1 180,7
Emploi et Travail, — <i>Tewerkstelling en Arbeid</i> ...	124,7	133,6	141,3	145,8
Prévoyance sociale, — <i>Sociale Voorzorg</i> ...	83,7	86,1	88,0	93,0
Education nationale et Culture, — <i>Nationale Opvoeding en Cultuur</i> ...	6 144,8	6 754,3	6 997,5	7 560,3
Santé publique et Famille, — <i>Volksgezondheid en Gezin</i> ...	253,2	268,2	277,5	281,7
Finances, — <i>Financiën</i> ...	3 499,0	3 628,6	3 823,0	3 880,4
Total du chapitre I, § 1. — <i>Totaal van hoofdstuk I, § 1.</i>	29 402,8	30 691,6	32 167,0	32 919,9
 <b>Chapitre I, § 2 : Matériel.</b>				
Premier Ministre, — <i>Eerste Minister</i> ...	87,9	85,9	60,8	61,6
Justice, — <i>Justitie</i> ...	271,5	279,4	304,6	304,6
Intérieur et Fonction publique, — <i>Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt</i> ...	348,2	346,0	121,6	257,0
Affaires étrangères et Commerce extérieur, — <i>Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel</i> ...	288,7	293,4	303,8	303,8
Défense nationale, — <i>Landsverdediging</i> ...	4 302,9	4 385,0	4 547,2	4 758,8
Gendarmerie, — <i>Rijkswacht</i> ...	118,8	123,4	126,8	126,8
Agriculture, — <i>Landbouw</i> ...	117,7	121,1	121,1	121,1
Affaires économiques et Energie, — <i>Economische Zaken en Energie</i> ...	241,1	158,3	157,1	107,6
Classes moyennes, — <i>Middenstand</i> ...	9,9	9,6	18,3	22,7
Communications et P.T.T. — <i>Verkeerswezen en P.T.T.</i> ...	306,1	289,0	322,7	321,7
Travaux publics, — <i>Openbare Werken</i> ...	330,1	332,0	385,4	385,4
Emploi et Travail, — <i>Tewerkstelling en Arbeid</i> ...	28,2	28,2	29,2	29,1
Prévoyance sociale, — <i>Sociale Voorzorg</i> ...	15,0	15,6	16,4	17,8
Education nationale et Culture, — <i>Nationale Opvoeding en Cultuur</i> ...	1 315,8	1 419,1	1 451,4	1 571,1
Santé publique et Famille, — <i>Volksgezondheid en Gezin</i> ...	55,3	61,9	61,3	61,3
Finances, — <i>Financiën</i> ...	561,8	516,0	552,6	552,6
Total du chapitre I, § 2. — <i>Totaal van hoofdstuk I, § 2.</i>	8 399,0	8 463,9	8 580,3	9 003,0

(1) Sans les exercices antérieurs pour les quatre chapitres.

(1) Zonder vorige dienstjaren voor de vier hoofdstukken.

(En millions de francs.)

(In miljoen frank.)

	1963 ajusté — aangepast	1964 initial voté — oorspronkelijk goedgekeurd	1964 ajusté — aangepast	1965
<b>Chapitre II: Subventions.</b>				
Premier Ministre. — <i>Eerste Minister</i> ... ... ... ...	24,4	30,9	32,4	36,9
Justice. — <i>Justitie</i> ... ... ... ...	7,5	8,1	8,1	10,7
Intérieur et Fonction publique. — <i>Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt</i> ... ... ... ...	9 285,6	9 686,2	9 831,8	10 330,8
Affaires étrangères et Commerce extérieur. — <i>Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel</i> ... ... ... ...	1 392,2	740,1	785,9	627,2
Défense nationale. — <i>Landsverdediging</i> ... ... ... ...	91,3	95,9	105,5	123,7
Gendarmerie. — <i>Rijkswacht</i> ... ... ... ...	—	—	—	—
Agriculture. — <i>Landbouw</i> ... ... ... ...	893,8	978,3	992,2	916,2
Affaires économiques et Energie. — <i>Economische Zaken en Energie</i> ... ... ... ...	1 939,3	2 059,3	2 542,3	2 309,2
Classes moyennes. — <i>Middenstand</i> ... ... ... ...	261,7	274,2	340,5	333,6
Communications et P.T.T. — <i>Verkeerswezen en P.T.T.</i> ...	3 875,9	3 861,3	3 910,4	3 811,9
Travaux publics. — <i>Openbare Werken</i> ... ... ... ...	155,8	228,0	221,9	307,8
Emploi et Travail. — <i>Tewerkstelling en Arbeid</i> ... ... ...	2 537,5	1 994,8	1 786,6	1 659,1
Prévoyance sociale. — <i>Sociale Voorzorg</i> ... ... ... ...	6 455,7	7 341,5	8 440,5	9 407,2
Education nationale et Culture. — <i>Nationale Opleiding en Cultuur</i> ... ... ... ...	19 123,3	19 523,0	20 023,1	21 173,5
Santé publique et Famille. — <i>Volksgezondheid en Gezin</i> ...	1 623,0	2 068,3	2 121,9	2 353,1
Finances. — <i>Financiën</i> ... ... ... ...	1 707,4	1 391,2	1 394,8	1 159,6
Total du chapitre II. — <i>Totaal van hoofdstuk II.</i>	<b>49 374,4</b>	<b>50 281,1</b>	<b>52 537,9</b>	<b>54 560,5</b>
<b>Chapitre III: Travaux.</b>				
Premier Ministre. — <i>Eerste Minister</i> ... ... ... ...	—	—	—	—
Justice. — <i>Justitie</i> ... ... ... ...	—	—	—	—
Intérieur et Fonction publique. — <i>Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt</i> ... ... ... ...	3,4	4,8	4,8	4,8
Affaires étrangères et Commerce extérieur. — <i>Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel</i> ... ... ... ...	—	0,1	0,1	0,1
Défense nationale. — <i>Landsverdediging</i> ... ... ... ...	167,3	121,6	121,6	106,1
Gendarmerie. — <i>Rijkswacht</i> ... ... ... ...	—	—	—	—
Agriculture. — <i>Landbouw</i> ... ... ... ...	96,6	102,8	102,6	114,7
Affaires économiques et Energie. — <i>Economische Zaken en Energie</i> ... ... ... ...	—	—	—	—
Classes moyennes. — <i>Middenstand</i> ... ... ... ...	—	—	—	—
Communications et P.T.T. — <i>Verkeerswezen en P.T.T.</i> ...	—	—	—	—
Travaux publics. — <i>Openbare Werken</i> ... ... ... ...	1 559,6	1 141,6	1 159,5	1 210,9
Emploi et Travail. — <i>Tewerkstelling en Arbeid</i> ... ... ...	—	—	—	—
Prévoyance sociale. — <i>Sociale Voorzorg</i> ... ... ... ...	0,1	0,1	0,1	0,1
Education nationale et Culture. — <i>Nationale Opleiding en Cultuur</i> ... ... ... ...	39,3	42,3	42,2	54,7
Santé publique et Famille. — <i>Volksgezondheid en Gezin</i> ...	0,6	0,7	0,3	0,5
Finances. — <i>Financiën</i> ... ... ... ...	2,0	2,0	2,0	2,0
Total du chapitre III. — <i>Totaal van hoofdstuk III.</i>	<b>1 868,9</b>	<b>1 416,0</b>	<b>1 433,2</b>	<b>1 493,9</b>

(En millions de francs.)

(In miljoen frank.)

	1963 ajusté aangepast	1963 initial voté oorspronkelijk goedgekeurd	1964 ajusté aangepast	1965
<b>Chapitre IV : Autres dépenses.</b>		<b>Hoofdstuk IV : Andere uitgaven.</b>		
Premier Ministre. — <i>Eerste Minister</i> ... ... ... ...	89,9	93,8	174,8	146,0
Justice. — <i>Justitie</i> ... ... ... ...	579,8	580,5	640,1	640,2
Intérieur et Fonction publique. — <i>Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt</i> ... ... ... ...	82,9	112,6	104,0	130,0
Affaires étrangères et Commerce extérieur. — <i>Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel</i> ... ... ... ...	1 690,9	1 656,2	1 844,3	1 747,3
Défense nationale. — <i>Landsverdediging</i> ... ... ... ...	1 423,4	1 570,8	1 648,7	1 625,3
Gendarmerie. — <i>Rijkswacht</i> ... ... ... ...	19,0	4,0	4,0	5,8
Agriculture. — <i>Landbouw</i> ... ... ... ...	184,4	200,9	203,8	212,8
Affaires économiques et Energie. — <i>Economische Zaken en Energie</i> ... ... ... ...	8,6	11,6	15,9	30,8
Classes moyennes. — <i>Middenstand</i> ... ... ... ...	—	—	—	—
Communications et P.T.T. — <i>Verkeerswezen en P.T.T.</i> ...	560,9	581,5	644,2	648,6
Travaux publics. — <i>Openbare Werken</i> ... ... ... ...	11,8	20,6	13,5	20,6
Emploi et Travail. — <i>Tewerkstelling en Arbeid</i> ... ...	79,6	108,9	67,4	68,5
Prévoyance sociale. — <i>Sociale Voorzorg</i> ... ... ...	914,0	927,7	985,5	978,3
Education nationale et Culture. — <i>Nationale Opvoeding en Cultuur</i> ... ... ... ...	421,3	460,3	480,2	494,8
Santé publique et Famille. — <i>Volksgezondheid en Gezin</i> ...	2 566,4	2 387,0	2 684,5	2 772,9
Finances. — <i>Financiën</i> ... ... ... ...	229,7	81,0	82,6	81,8
Total du chapitre IV. — <i>Totaal van hoofdstuk IV.</i>	8 862,6	8 797,4	9 593,5	9 603,7

**Total par Département.****Totaal per Departement.**

Premier Ministre. — <i>Eerste Minister</i> ... ... ... ...	239,4	251,3	309,0	286,1
Justice. — <i>Justitie</i> ... ... ... ...	2 859,4	2 912,5	3 116,8	3 151,9
Intérieur et Fonction publique. — <i>Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt</i> ... ... ... ...	10 111,7	10 547,7	10 483,4	11 149,3
Affaires étrangères et Commerce extérieur. — <i>Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel</i> ... ... ... ...	4 094,4	3 434,0	3 680,9	3 436,4
Défense nationale. — <i>Landsverdediging</i> ... ... ... ...	14 247,1	14 784,1	15 377,5	15 515,0
Gendarmerie. — <i>Rijkswacht</i> ... ... ... ...	1 915,1	1 910,5	1 983,9	2 010,0
Agriculture. — <i>Landbouw</i> ... ... ... ...	1 682,7	1 807,5	1 844,7	1 796,2
Affaires économiques et Energie. — <i>Economische Zaken en Energie</i> ... ... ... ...	2 595,6	2 654,0	3 154,1	2 892,6
Classes moyennes. — <i>Middenstand</i> ... ... ... ...	319,3	336,4	417,5	415,9
Communications et P.T.T. — <i>Verkeerswezen en P.T.T.</i> ...	8 903,3	8 925,2	9 450,6	9 423,0
Travaux publics. — <i>Openbare Werken</i> ... ... ... ...	3 158,3	2 846,4	2 943,6	3 105,4
Emploi et Travail. — <i>Tewerkstelling en Arbeid</i> ... ...	2 770,0	2 265,5	2 024,5	1 902,5
Prévoyance sociale. — <i>Sociale Voorzorg</i> ... ... ... ...	7 468,5	8 371,0	9 530,5	10 496,4
Education nationale et Culture. — <i>Nationale Opvoeding en Cultuur</i> ... ... ... ...	27 044,5	28 199,0	28 994,4	30 854,4
Santé publique et Famille. — <i>Volksgezondheid en Gezin</i> ...	4 498,5	4 786,1	5 145,5	5 469,5
Finances. — <i>Financiën</i> ... ... ... ...	5 999,9	5 618,8	5 855,0	5 676,4
Total des Départements. — <i>Totaal van de Departementen.</i>	97 907,7	99 650,0	104 311,9	107 581,0
Total général. — <i>Algemeen totaal.</i>	144 678,5	148 691,9	154 875,8	161 875,4

### Charges de la Dette publique pour l'exercice 1965.

#### SECTION A.

##### DEPENSES ORDINAIRES.

Les développements sur la situation financière dans la Première Partie fournissent, comme les années précédentes, des indications générales sur l'évolution récente de la Dette publique. Des données plus détaillées figurent ci-après :

Les crédits postulés au budget de la Dette publique pour l'exercice 1965 s'élèvent à 30 819,8 millions de francs. Par rapport aux crédits ajustés de 1964, soit 28 238,5 millions de francs, l'augmentation s'établit à 2 581,3 millions de francs, se décomposant, en gros, comme suit :

##### A. — Intérêts de la dette consolidée :

	En millions de francs.
1. Charges nouvelles des émissions effectuées jusqu'au 31 juillet 1964.	1 283,9
2. Charges pour émissions nouvelles en dette consolidée à effectuer jusqu'au fin 1965	+750,0
	<hr/>
	2 033,9
3. Réduction de charges d'intérêts par suite de remboursements de capitaux empruntés	—1 338,6
	<hr/>
	695,3
B. — Intérêts des certificats de Trésorerie à court terme	—298,5
	<hr/>
Augmentation totale	396,8

##### C. — Amortissement :

1. Charges nouvelles des émissions effectuées jusqu'au 31 juillet 1964.	1 034,3
2. Paiement de la première charge d'amortissement d'une série d'emprunts intérieurs et extérieurs	813,4
3. Augmentation annuelle de 0,50 % de la dotation d'amortissement de certains emprunts	71,6
	<hr/>
	1 919,3

##### D. — Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion

	210,0
E. — Diverses augmentation d'ensemble	55,2
	<hr/>

2 581,3

L'augmentation de la charge de la Dette publique trouve donc son origine, principalement dans le fait qu'au cours des sept premiers mois de 1964, l'accroissement de la dette s'est traduit exclusivement sous la forme de dette consolidée, ce qui entraîne nécessairement une aggravation des charges d'intérêt et d'amortissement. Il faut également signaler la prise en charge par le Trésor de 210 millions résultant de la dette non garantie congolaise. Enfin la hausse du taux d'intérêt a influencé les prévisions de charges nouvelles, qui trouveront une contrepartie partielle dans le produit des précomptes.

### Lasten van de Rijksschuld voor het dienstjaar 1965.

#### SECTIE A.

##### GEWONE UITGAVEN.

De uiteenzettingen, in het Eerste Deel, betreffende de financiële toestand, verstreken, zoals de vorige jaren, algemene aanduidingen inzake de recente evolutie van de Rijksschuld. Hierna volgen meer gedetailleerde gegevens.

De op de Rijksschuld-begroting voor het dienstjaar 1965 uitgetrokken kredieten belopen 30.819,8 miljoen frank. Met betrekking tot de aangepaste kredieten van 1964, namelijk 28 238,5 miljoen frank, bedraagt de verhoging 2 581,3 miljoen frank, die grosso modo als volgt kan verdeeld worden :

##### A. — Interêts van de geconsolideerde schuld :

	In miljoen frank.
1. Nieuwe lasten van de tot 31 juli 1964 gedane uitgiften	1 283,9
2. Lasten voor nieuwe uitgiften in geconsolideerde schuld tot einde 1965	+750,0
	<hr/>
	2 033,9
3. Vermindering van interestenlasten ingevolge terugbetalingen van ontleende kapitalen	—1 338,6
	<hr/>
	695,3
B. — Interesten van de Schatkistcertificaten op korte termijn	—298,5
	<hr/>
Totale verhoging	396,8

##### C. — Aflossingen :

1. Nieuwe lasten van de tot 31 juli 1964 gedane uitgiften	1 034,3
2. Betaling van de eerste aflossingslast van een reeks binnen- en buitenlandse leningen	813,4
3. Jaarlijkse verhoging met 0,50 % van de aflossingsdotatie van sommige leningen	71,6
	<hr/>
	1 919,3

##### D. — Belgisch-Kongolees Amortisatie- en Beheersfonds

	210,0
E. — Gezamenlijke diverse verhogingen	55,2
	<hr/>

2 581,3

De verhoging van de last van de Rijksschuld vindt dus hoofdzakelijk haar oorsprong in het feit dat, in de loop van de eerste zeven maanden van 1964, de toename van de schuld zich uitsluitend onder de vorm van geconsolideerde schuld uitte, hetgeen noodzakelijk een verzwarening van de interest- en aflossingslasten voor gevolg heeft. Eveneens dient de tenlasteneming door de Schatkist van 210 miljoen gesigneerd welke uit de niet gewaarborgde Kongolese leningen voortvloeit. Ten slotte heeft de stijging van de interestvoet de ramingen van nieuwe lasten beïnvloed, die in de opbrengst van de voorheffingen een gedeeltelijke compensatie zullen vinden.

Voici, ci-dessous, la balance détaillée entre les majorations et les diminutions :

#### A. — Augmentations.

L'accroissement d'ensemble 4 218,4 millions de francs résulte :

	En millions de francs.	
1° des charges nouvelles des émissions effectuées en 1964 se décomposant comme suit :		
a) emprunt 1964 à 5 ou 10 ans . . . . .	1 230,0	
b) emprunt 1964-1969-1975 . . . . .	575,7	
c) emprunt 1964-1974 du Fonds des Routes dont l'Etat supporte la charge . . . . .	512,5	
	2 318,2	
2° du paiement de la première charge d'amortissement des emprunts suivants :		
a) emprunt 1963-1983, 3 <sup>e</sup> série . . . . .	113,0	
b) emprunt 6 % 1963 à 20 ans . . . . .	138,0	
c) emprunt 1963-1983 du Fonds des Routes . . . . .	81,0	
d) emprunt extérieur 3,75 % 1954 de fl. 100 000 000 . . . . .	70,0	
e) emprunt extérieur 4 1/8 % de \$ 20 000 000 . . . . .	197,8	
f) emprunt extérieur 5,25 % 1962-1977 de \$ 30 000 000 . . . . .	118,2	
	718,0	
3° du paiement de la première charge complète d'amortissement (deux semestrialités en 1965 contre une semestrialité en 1964) des emprunts extérieurs :		
a) 5,25 % 1959-1974 de \$ 20 000 000. . . . .	50,1	
b) 5,50 % 1961-1976 de \$ 25 000 000. . . . .	45,3	
	95,4	
4° de l'augmentation de 0,50 % de la dotation d'amortissement des emprunts ci-après :		
a) 1960 à 5, 10 ou 15 ans . . . . .	36,6	
b) 1961-1973 . . . . .	35,0	
	71,6	
5° des charges pour émissions nouvelles en dette consolidée à effectuer jusque fin 1965 (art. 196, c) . . . . .	750,0	
6° du paiement de la première dotation annuelle à verser au Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion . . . . .	210,0	
7° des diverses augmentations d'ensemble . . . . .	55,2	
	4 218,4	

#### B. — Diminutions.

Les diminutions d'ensemble 1 637,1 millions de francs résultent de :

	En millions de francs.	
1° l'économie d'intérêt des capitaux amortis en 1964 sur les emprunts dont la dotation d'amortissement est fixe . . . . .	118,3	
2° la diminution des charges de l'emprunt de l'assainissement monétaire . . . . .	36,1	

Hierna volgt de gedetailleerde balans tussen de verhogingen en de verminderingen.

#### A. — Verhogingen.

De gezamenlijke verhoging met 4 218,4 miljoen frank vloeit voort uit :

	In miljoen frank.	
1° de nieuwe lasten ingevolge in 1964 gedane uitgiften, onderverdeeld als volgt :		
a) lening 1964 met 5 of 10 jaar loop-tijd . . . . .	1 230,0	
b) lening 1964-1969-1975 . . . . .	575,7	
c) lening 1964-1974 van het Wegenfonds, waarvan de Staat de last draagt . . . . .	512,5	
	2 318,2	
2° de betaling van de eerste aflossingslast van de volgende leningen :		
a) lening 1963-1983, 3 <sup>e</sup> reeks . . . . .	113,0	
b) 6 % lening 1963 op 20 jaar . . . . .	138,0	
c) lening 1963-1983 van het Wegenfonds . . . . .	81,0	
d) 3,75 % buitenlandse lening 1954 groot fl. 100 000 000 . . . . .	70,0	
e) 4 1/8 % buitenlandse lening groot \$ 20 000 000 . . . . .	197,8	
f) 5,25 % buitenlandse lening groot \$ 30 000 000 (1962-1977) . . . . .	118,2	
	718,0	
3° de betaling van de eerste volledige aflossingslast (twee halfjaarlijkse stortingen in 1965 tegen één in 1964) van de buitenlandse leningen :		
a) 5,25 % 1959-1974 groot \$ 20 miljoen . . . . .	50,1	
b) 5,50 % 1961-1976 groot \$ 25 miljoen . . . . .	45,3	
	95,4	
4° de vermeerdering met 0,50 % van de aflossingsdotatie van navermelde leningen :		
a) 1960 met 5, 10 of 15 jaar loop-tijd . . . . .	36,6	
b) 1961-1973 . . . . .	35,0	
	71,6	
5° de lasten voor nieuwe uitgiften in geconsolideerde schuld tot einde 1965 (art. 196, c) . . . . .	750,0	
6° de betaling van de eerste jaarlijkse dotatie te storten aan het Belgisch-Kongolees Amortisatie- en Beheerfonds . . . . .	210,0	
7° diverse vermeerderingen, samen . . . . .	55,2	
	4 218,4	

#### B. — Verminderingen.

De gezamenlijke verminderingen met 1 637,1 miljoen frank zijn het gevolg van :

	In miljoen frank.	
1° de rentebesparing op kapitalen die in 1964 werden afgelost op de leningen met vaste aflossingsdotaties . . . . .	118,3	
2° de vermindering van de lasten van de muntsaneringslening . . . . .	36,1	

	En millions de francs.	In miljoen frank.
3° la réduction des charges d'intérêt corrélative au remboursement de certificats de trésorerie à moyen terme libellés en francs belges :		
a) 5 1/2 % 1958-1964 . . . . .	410,5	
b) de 2 à 5 ans . . . . .	63,3	
	<hr/> 473,8	
4° la diminution des charges d'intérêt, due au remboursement de Bons du Trésor en D.M. (64,2) et en \$ (20,2) . . . . .	84,4	84,4
5° la suppression des charges d'intérêt corrélative au remboursement du solde :		
a) de l'emprunt 4 1/2 % 1952-1964 . . . . .	245,8	
b) de la dette 4 1/2 % 1954-1964 . . . . .	135,8	
c) des obligations 4 % à 10 ans de \$ 15 000 000 . . . . .	159,6	
	<hr/> 541,2	541,2
6° la diminution de la charge d'intérêt suite au remboursement à son échéance de l'emprunt 4 % 1952-1964 de F.S. 50 000 000 . . . . .	23,4	23,4
7° la diminution des charges des certificats de Trésorerie à court terme par suite de la réduction de l'encours desdits certificats partiellement compensée par la hausse des taux d'intérêt (art. 196, a) . . . . .	298,5	298,5
8° la réduction de l'allocation spéciale relative aux certificats de Trésorerie 5 1/2 % 1958-1965, remboursés en 1964 . . . . .	34,2	34,2
9° divers . . . . .	27,2	27,2
	<hr/> 1 637,1	1 637,1
**		**

Le montant du crédit sollicité à l'article 196 (intérêts, amortissement et frais des capitaux empruntés ou à emprunter et dont les charges ne sont pas prévues aux articles précédents) du budget de la Dette publique de l'exercice 1965 s'élève à 2 670 millions de francs et se répartit comme suit :

	En millions de francs.
a) Intérêts ou escompte et commissions calculés sur l'encours à fin juillet 1964 des certificats à court terme et certificats spéciaux . . . . .	1 875,0
b) Charges de financement des accords de paiement avec l'étranger . . . . .	45,0
c) Prévisions pour charges des émissions nouvelles à effectuer du 1 <sup>er</sup> août 1964 jusque fin 1965 en dette consolidée . . . . .	750,0
	<hr/> 2 670,0

Dans les crédits ordinaires du budget de la Dette publique pour l'exercice 1965, 13 161 millions de francs sont destinés à l'amortissement, 16 930 millions de francs au paiement des intérêts et 729 millions de francs à d'autres charges.

Les chiffres correspondants pour l'exercice 1964 s'élèvent respectivement à 11 257 millions de francs, 16 470 millions de francs et 511 millions de francs.

	In miljoen frank.
3° de vermindering van de rentelast voortspruitend uit de terugbetaling van schatkistcertificaten op halflange termijn luidend in Belgische franken :	
a) 5 1/2 % 1958-1964 . . . . .	410,5
b) met 2 tot 5 jaar looptijd . . . . .	63,3
	<hr/> 473,8
4° de rentebesparing ingevolge de terugbetaling van schatkistbons in D.M. (64,2) en \$ (20,2).	84,4
5° het wegvalLEN van de rentelast als gevolg van de terugbetaling van het saldo van de :	
a) 4 1/2 % lening 1952-1964 . . . . .	245,8
b) 4 1/2 % schuld 1954-1964 . . . . .	135,8
c) 4 % obligaties op 10 jaar groot \$ 15 000 000 . . . . .	159,6
	<hr/> 541,2
6° de vermindering van de rentelast volgend uit de terugbetaling op de vervaldag van de 4 % buitenlandse lening 1952-1964 groot Z.F. 50 000 000 . . . . .	23,4
7° de vermindering van de lasten van de Schatkistcertificaten op korte termijn ingevolge de daling van de omloop van gezegde certificaten gedeeltelijk gecompenseerd door de stijging van de rentevoeten (art. 196, a) . . . . .	298,5
8° de vermindering van de bijzondere toelage betreffende de 5 1/2 % Schatkistcertificaten 1958-1965, terugbetaald in 1964 . . . . .	34,2
9° diverse verminderingen, samen . . . . .	27,2
	<hr/> 1 637,1

Het bedrag van het bij artikel 196 aangevraagde krediet (rente, aflossingen en kosten van de te lenen genomen of te nemen kapitalen, waarvan de lasten niet in de vorige artikels werden voorzien) van de Rijksschuldbegroting voor het dienstjaar 1965 bedraagt 2 670 miljoen frank en is als volgt onderverdeeld :

	In miljoen frank.
a) Rente of disconto en commissielonen berekend op de op einde juli 1964 in omloop zijnde certificaten op korte termijn en speciale certificaten . . . . .	1 875,0
b) Financieringslasten van de betalingsakkoorden met het buitenland . . . . .	45,0
c) Raming van de lasten der nieuwe uitgiften in geconsolideerde schuld van 1 augustus 1964 tot einde 1965 . . . . .	750,0
	<hr/> 2 670,0

Van de gewone kredieten van de rijksschuldbegroting voor het dienstjaar 1965 zijn 13 161 miljoen frank bestemd voor de aflossing, 16 930 miljoen frank voor de betaling van de rente en 729 miljoen frank voor andere lasten.

De overeenstemmende cijfers voor het dienstjaar 1964 bedragen respectievelijk 11 257 miljoen frank, 16 470 miljoen frank en 511 miljoen frank.

## Détail de la Dette publique.

(En millions de francs.)

## Detail van de Rijksschuld.

(In miljoen frank.)

Détail au	30 juin 1963	31 décembre 1963	30 juin 1964	Detail op
	30 juni 1963	31 december 1963	30 juni 1964	
<b>A. — DETTES EN FRANCS BELGES.</b>				
1. Consolidée directe :				
111- 1. 2 1/2 % perpétuelle . . . . .	220,0	220,0	220,0	111- 1. 2 1/2 % eeuwigdurend.
2. 3 % 1 <sup>re</sup> série . . . . .	137,8	130,9	124,0	2. 3 % 1 <sup>ste</sup> reeks.
3. 3 % 2 <sup>e</sup> série . . . . .	792,4	754,6	715,2	3. 3 % 2 <sup>de</sup> reeks.
4. 3 % 3 <sup>e</sup> série . . . . .	57,2	53,7	50,3	4. 3 % 3 <sup>de</sup> reeks.
5. Servitudes aéronautiques . . . . .	0,9	0,9	0,9	5. Luchtvaartservituten.
6. 3 1/2 % de 1937 . . . . .	1 886,5	1 864,8	1 845,3	6. 3 1/2 % van 1937.
7. 3 1/2 % de 1943 . . . . .	2 321,5	2 273,6	2 231,2	7. 3 1/2 % van 1943.
8. 3 1/2 % de l'Assainissement monétaire.	7 830,4	7 830,4	6 899,9	8. 3 1/2 % muntsaneringslening.
9. 4 % unifiée, 1 <sup>re</sup> série . . . . .	4 896,7	4 767,2	4 659,9	9. 4 % geünificeerde, 1 <sup>ste</sup> reeks.
10. 4 % unifiée, 2 <sup>e</sup> série . . . . .	5 182,8	5 077,0	4 932,9	10. 4 % geünificeerde, 2 <sup>de</sup> reeks.
11. 4 % unifiée, 3 <sup>e</sup> série . . . . .	316,2	296,2	284,1	11. 4 % geünificeerde, 3 <sup>de</sup> reeks.
12. 4 % libération . . . . .	7 560,7	7 443,0	7 306,7	12. 4 % bevrijding.
13. 4 % habitations à bon marché . . . . .	267,8	265,4	265,4	13. 4 % goedkope woningen.
14. 4 %, lots de 1932 . . . . .	901,8	901,8	891,0	14. 4 %, loten 1932.
15. 4 %, lots de 1933 . . . . .	1 393,6	1 379,6	1 379,6	15. 4 %, loten 1933.
16. 4 %, lots de 1938 . . . . .	908,2	901,0	901,0	16. 4 %, loten 1938.
17. 4 %, lots de 1941 . . . . .	2 257,3	2 232,6	2 232,3	17. 4 %, loten 1941.
18. 4 % amortissable en 34 ans . . . . .	462,8	446,1	446,1	18. 4 % aflosbaar in 34 jaren.
19. 4 % amortissable en 50 ans . . . . .	752,0	741,8	741,8	19. 4 % aflosbaar in 50 jaren.
20. 3 1/2 % amortissable en 50 ans . . . . .	578,9	570,2	570,2	20. 3 1/2 % aflosbaar in 50 jaren.
21. Dette envers la Banque Nationale de Belgique.	34 000,0	34 000,0	34 000,0	21. Schuld tegenover de Nationale Bank van België.
22. 4 1/2 % de 1951 à 10 ans ou 15 ans.	1 555,6	1 238,1	1 238,1	22. 4 1/2 % van 1951 op 10 of 15 jaar.
23. 4 1/2 % de 1952-1964 . . . . .	5 772,0	5 461,2	5 461,2	23. 4 1/2 % 1952-1964.
24. Emprunt à lots de 1953 . . . . .	2 516,0	2 458,0	2 400,0	24. Lotenlening van 1953.
25. Emprunt 4 1/2 % de 1953-1973 . . . . .	2 873,0	2 873,0	2 718,3	25. Lening 4 1/2 % van 1953-1973.
26. Emprunt 4 1/2 % de 1953-1968 . . . . .	4 723,0	4 481,0	4 481,0	26. Lening 4 1/2 % van 1953-1968.
27. Emprunt 4 1/2 % de 1954-1972 . . . . .	8 922,0	8 922,0	8 634,0	27. Lening 4 1/2 % van 1954-1972.
28. Emprunt 4,25 % de 1954-1974 . . . . .	5 005,0	4 758,0	4 758,0	28. Lening 4,25 % van 1954-1974.
29. Dette 4 1/2 % à 10 ans de 1954 . . . . .	130,0	130,0	—	29. Schuld 4 1/2 % met 10 jaar looptijd 1954.
30. Emprunt 4,25 % de 1954-1974, 2 <sup>e</sup> série.	6 690,0	6 361,0	6 361,0	30. Lening 4,25 % van 1954-1974, 2 <sup>de</sup> reeks.
31. Emprunt 4 % de 1955-1975 . . . . .	4 921,0	4 921,0	4 677,0	31. Lening 4 % van 1955-1975.
32. Emprunt 4,25 % 1956-1971 . . . . .	4 083,8	3 989,7	3 875,5	32. Lening 4,25 % 1956-1971.
33. Emprunt 4 1/4 % 1956-1973 . . . . .	2 689,6	2 623,3	2 557,7	33. Lening 4 1/4 % 1956-1973.
34. Emprunt 4 1/2 % de 1956-1967 . . . . .	3 600,8	3 499,3	3 410,4	34. Lening 4 1/2 % 1956-1967.
35. Emprunt 4 1/2 % 1957-1972 . . . . .	459,0	459,0	416,0	35. Lening 4 1/2 % 1957-1972.
36. Emprunt 5 % 1957-1969 . . . . .	6 208,3	6 063,3	5 901,5	36. Lening 5 % 1957-1969.
37. Emprunt 5 % de F 300 000 000 . . . . .	224,8	197,2	197,2	37. Lening 5 % van F 300 000 000.
38. Emprunt 5 % 1958-1968 . . . . .	9 895,5	9 410,6	9 143,0	38. Lening 5 % 1958-1968.
39. Emprunt 5 % 1958-1970 de F 300 000 000,	200,0	175,0	175,0	39. Lening 5 % 1958-1970 van F 300 000 000.
40. Emprunt 4,75 % 1959-1971 . . . . .	7 477,5	7 280,3	7 110,7	40. Lening 4,75 % 1959-1971.
41. Emprunt 4,75 % 1959-1974 . . . . .	3 794,8	3 697,8	3 635,0	41. Lening 4,75 % 1959-1974.
42. Emprunt 5 % 1959-1970 . . . . .	7 802,9	7 485,1	7 313,4	42. Lening 5 % 1959-1970.
43. Emprunt 5,25 % 1960-1970 . . . . .	12 398,9	12 295,9	11 732,7	43. Lening 5,25 % 1960-1970.
44. Emprunt de 1960 à 5 ou à 10 ans.	7 481,4	7 398,4	7 158,9	44. Lening van 1960, met 5 of met 10 jaar looptijd.
45. Emprunt de 1960 à 5, 10 ou 15 ans.	7 177,0	6 991,9	6 933,2	45. Lening van 1960, met 5, 10 of 15 jaar looptijd.

Détail au	30 juin 1963	31 décembre 1963	30 juin 1964	Detail op
	30 juni 1963	31 december 1963	30 juni 1964	
46. Emprunt 1961-1973 ... ... ...	6 867,3	6 867,3	6 690,5	46. Lening 1961-1973.
47. Emprunt 1961-1981 de F 6 milliards.	6 000,0	5 796,0	5 680,7	47. Lening 1961-1981 groot F 6 miljard.
48. Emprunt 1962-1982 ... ... ...	7 450,0	7 435,0	7 056,0	48. Lening 1962-1982.
49. Emprunt 1962-1982, 2 <sup>e</sup> série ...	8 100,0	8 032,4	7 813,0	49. Lening 1962-1982, 2 <sup>e</sup> reeks.
50. Emprunt de 1962 à 10, 15 ou 20 ans	10 480,0	10 480,0	10 480,0	50. Lening van 1962 met 10, 15 of 20 jaar looptijd.
51. Emprunt spécial de conversion de 1962.	18 827,2	18 827,2	18 827,2	51. Speciale conversie lening van 1962.
52. Emprunt 1963-1983 ... ... ...	5 900,0	5 900,0	5 827,0	52. Lening 1963-1983.
53. Emprunt 1963-1983, 2 <sup>e</sup> série ...	1 080,7	5 250,0	5 248,4	53. Lening 1963-1983, 2 <sup>e</sup> reeks.
54. Emprunt Caisse d'Epargne (loi du 13 février 1963).	—	180,0	180,0	54. Lening Spaarkas (wet van 13 februari 1963).
55. Emprunt 1963-1983, 3 <sup>e</sup> série ...	—	3 232,0	3 232,0	55. Lening 1963-1983, 3 <sup>e</sup> reeks.
56. Emprunt 6 % 1963 à 20 ans ...	—	4 270,0	4 270,0	56. Lening 6 % 1963 op 20 jaar.
57. Emprunt 1964 à 5 ou à 10 ans ...	—	—	12 000,0	57. Lening 1964 met 5 of 10 jaar looptijd.
58. Emprunt 1964-1969-1975 ... ...	—	—	7 085,0	58. Lening 1964-1969-1975.
Total de la Dette consolidée directe en francs belges.	254 032,6	261 590,8	275 376,4	Totaal der directe geconsolideerde Schuld in Belgische franken.
2. Consolidée indirecte :				2. Indirecte geconsolideerde :
112- 1. Actions privilégiées S.N.C.B. :				112- 1. Preferente aandelen N.M.B.S. :
— tranches belges ... ... ...	2 731,0	2 662,0	2 662,0	— Belgische tranches.
— tranche suisse ... ... ...	158,0	153,5	153,5	— Zwitserse tranche,
— tranche hollandaise ... ...	109,0	105,5	105,5	— Hollandse tranche.
2. Annuités pour rachats chemins de fer (capitalisation).	7,4	6,8	5,4	2. Annuiteten voor spoorwegnaasting (kapitalisatie).
3. Annuités Crédit Communal (capitalisation).	433,4	433,4	422,8	3. Annuiteten Gemeentekrediet (kapitalisatie).
4. Crédit Communal de F 300 000 000.	229,5	229,5	224,7	4. Gemeentekrediet, groot F 300 miljoen.
5. 4 % lots Régions dévastées 1921.	892,4	892,4	886,0	5. 4 % loten der Verwoeste Gewesten 1921.
6. 4 %, lots Régions dévastées 1922.	941,7	941,7	933,9	6. 4 %, loten der Verwoeste Gewesten 1922.
7. 4 % lots Régions dévastées 1923.	973,9	973,9	966,8	7. 4 % loten der Verwoeste Gewesten 1923.
8. 4 % obligations « Lloyd Royal Belge ».	4,2	3,2	3,2	8. 4 % obligaties « Lloyd Royal Belge ».
9. Habitations à bon marché ... ...	901,5	901,5	897,7	9. Goedkope Woningen.
10. Emprunt 4,25 % 1954-1974 de la S.N.C.B.	1 052,0	1 000,0	1 000,0	10. Lening 4,25 % 1954-1974 N.M.B.S.
11. Emprunt 4 1/2 % 1955-1975 de la S.N.C.B.	105,2	105,2	98,3	11. Lening 4 1/2 % 1955-1975 N.M.B.S.
12. Emprunt 4 1/2 % 1955-1975 de la S.N.C.B.	210,3	210,3	196,7	12. Lening 4 1/2 % 1955-1975 N.M.B.S.
13. Emprunt 4 % 1955-1975 S.N.C.B. 2 <sup>e</sup> série.	1 178,0	1 124,0	1 124,0	13. Lening 4 % 1955-1975 N.M.B.S. 2 <sup>e</sup> reeks.
14. Emprunt 4,25 % 1955-1965 du Fonds des routes.	1 742,8	1 690,9	1 626,3	14. Lening 4,25 % 1955-1965 van het Wegenfonds.
15. Emprunt 4 1/4 % 1956-1971 S.N.C.B.	608,0	587,5	574,5	15. Lening 4 1/4 % 1956-1971 N.M.B.S.
16. Emprunt 4 3/4 % 1956-1971 S.N.C.B.	125,0	114,0	114,0	16. Lening 4 3/4 % 1956-1971 N.M.B.S.
17. Emprunt 5 % 1957-1967 du Fonds des routes.	1 808,3	1 716,2	1 676,3	17. Lening 5 % 1957-1967 van het Wegenfonds.
18. Emprunt 5 1/2 % 1958-1965 du Fonds des routes.	2 000,0	2 000,0	2 000,0	18. Lening 5 1/2 % 1958-1965 van het Wegenfonds.
19. Emprunt 4,75 % 1959-1971 du Fonds des routes.	2 294,3	2 241,5	2 197,6	19. Lening 4,75 % 1959-1971 van het Wegenfonds.

Détail au	30 juin 1963 30 juni 1963	31 décembre 1963 31 december 1963	30 juin 1964 30 juni 1964	Detail op
20. Emprunt 1961 à 5 ou à 10 ans S.N.C.B.	2 350,0	2 350,0	2 220,5	20. Lening 1961 op 5 of 10 jaar N.M.B.S.
21. Emprunt 1961-1981 de 2 ½ milliards de francs du Fonds des routes.	2 500,0	2 413,0	2 385,5	21. Lening 1961-1981 groot 2 ½ miljard frank van het Wegenfonds.
22. Emprunt 1962-1982 de 2 ½ milliards de francs du Fonds des Routes.	2 500,0	2 476,6	2 422,7	22. Lening 1962-1982 groot 2 ½ miljard frank van het Wegenfonds.
23. Emprunt 1963-1983 de 2 ½ milliards de francs du Fonds des Routes.	—	2 500,0	2 500,0	23. Lening 1963-1983 groot 2 ½ miljard frank van het Wegenfonds.
24. Emprunt 1964-1974 de 5 milliards de francs du Fonds des Routes.	—	—	5 000,0	24. Lening 1964-1974 groot 5 miljard frank van het Wegenfonds.
Total de la Dette consolidée indirecte en francs belges.	25 855,9	27 832,6	32 397,9	Totaal der indirecte geconsolideerde Schuld in Belgische franken.
<b>3. Moyen terme directe :</b> Certificats de trésorerie :				<b>3. Directe halflange termijn :</b> Schatkistcertificaten :
211- 1. 4 % à 5, 10, 15 ou 20 ans de 1943,	2 501,2	—	—	211- 1. 4 % met 5, 10, 15 of 20 jaar looptijd, 1943.
2. 5 ½ % 1958-1964 ... ... ...	7 463,7	7 463,7	—	2. 5 ½ % 1958-1964.
3. Spéciaux 1960-1963 ... ... ...	308,0	308,0	308,0	3. Speciale 1960-1965.
4. 5 % à 5 ans (1960-1965) ... ...	300,0	300,0	300,0	4. 5 % op 5 jaar (1960-1965).
5. A 1, 2 et 3 ans . ... ... ...	503,6	0,2	—	5. Op 1, 2 en 3 jaar.
6. Non-productifs d'intérêt (2 à 5 ans).	300,0	300,0	300,0	6. Renteloze (2 tot 5 jaar).
7. 4 ¾ % à 2 ans émis par adjudication (1962-1964).	930,0	930,0	—	7. 4 % op 2 jaar uitgegeven bij aanbesteding (1962-1964).
8. 4 ¼ % à 3 ans émis par adjudication (1962-1965).	1 330,0	1 330,0	1 330,0	8. 4 ¼ % op 3 jaar uitgegeven bij aanbesteding (1962-1965).
9. 4 ¾ % à 5 ans (1962) ... ...	2 610,0	2 610,0	2 410,0	9. 4 ¾ % op 5 jaar (1962).
10. 5,80 % à 5 ans (1963) . ...	—	500,0	500,0	10. 5,80 % op 5 jaar (1963).
11. 5,80 % à 5 ans (1964) . ...	—	—	50,0	11. 5,80 % op 5 jaar (1964).
12. 6 % à 5 ans (1964) ... ...	—	—	650,0	12. 6 % op 5 jaar (1964).
Total de la Dette à moyen terme directe en francs belges.	16 246,5	13 741,9	5 848,0	Totaal van de directe Schuld op halflange termijn in Belgische franken.
<b>4. Court terme directe :</b>				<b>4. Directe korte termijn :</b>
311- 1. Avoir des particuliers en comptes chèques postaux.	36 113,9	39 840,1	39 953,0	311- 1. Tegoed van de particulieren op postrekeningen.
2. Certificats sans intérêt remis au Fonds Monétaire International.	10 386,4	9 810,8	8 660,5	2. Renteloze certificaten afgeleverd aan het Internationaal Muntfonds.
3. Certificats avec intérêt remis à la Banque Nationale.	9 900,0	9 275,0	9 800,0	3. Rentegevende certificaten afgeleverd aan de Nationale Bank.
4. Certificats divers ... ... ...	6 006,0	7 638,0	8 206,0	4. Diverse certificaten.
5. Circuit bancaire — tranche B ...	9 094,0	7 694,0	9 094,0	5. Bankomloop — tranche B.
6. Dotation des Combattants ...	252,4	240,0	228,9	6. Strijdersdotatie.
7. Circuit parastatal ... ...	15 165,4	12 705,4	12 707,4	7. Parastatale omloop.
8. Certificats à très court terme ...	1 820,0	1 162,0	1 116,0	8. Certificaten op zeer korte termijn.
9. Certificats émis par adjudication.	8 793,0	6 560,0	4 742,0	9. Certificaten uitgegeven bij aanbesteding.
Total de la Dette à court terme en francs belges	97 531,1	94 925,3	94 507,8	Totaal van de Schuld op korte termijn in Belgische franken.
Total de la Dette en francs belges ...	393 666,1	398 090,6	408 130,1	Totaal van de Schuld in Belgische franken.

## B. --- DETTES EN MONNAIES ÉTRANGÈRES.

DETAIL AU	30 juin 1963 — 30 juni 1963		31 décembre 1963	
	Francs belges (en millions) <i>Belgische franken (in miljoenen)</i>	Devises (en millions) <i>Deviezen (in miljoenen)</i>	Francs belges (en millions) <i>Belgische franken (in miljoenen)</i>	
<b>1. Consolidée directe :</b>				
121- 1. 3,50 % 1937, de fl.P.-B. 48 000 000 ... ... ...	311,9	F.S.	27,1	312,3
2. 4 % 1936, conversion, £ 8 600 000 . . . . .	167,6	£	1,2	114,0
3. 3 % Crédit canadien . . . . .	1 388,6	\$ can.	30,0	1 383,0
4. Crédit américain de \$ 55 000 000 . . . . .	1 189,3	\$	23,8	1 096,0
5. Crédit américain de \$ 45 000 000 . . . . .	449,1	\$	9,0	373,7
6. Dette envers les U.S.A. (accord du 24 septembre 1946).	299,7	\$	6,0	277,8
7. Emprunt à 2,50 % de \$ 47 900 000 (E.C.A.) . . .	2 059,0	\$	41,2	2 023,7
8. Emprunt 4,25 % de \$ 16 000 000 . . . . .	299,4	\$	6,0	274,0
9. Emprunt à 2,50 % de \$ 1 778 000 (E.C.A.) . . .	22,5	\$	0,5	20,3
10. Emprunt à 3,25 % de \$ 15 500 000 (E.C.A.) . . .	556,5	\$	11,1	538,2
11. Emprunt 4,50 % de \$ 30 000 000 . . . . .	1 010,5	\$	20,3	971,5
12. Emprunt de \$ 30 000 000 (tranche à 10 ans) . . .	227,6	\$	4,6	152,6
13. Emprunt 4 ½ % de \$ 20 000 000 . . . . .	998,1	\$	20,0	996,4
14. Emprunt 3,75 % de fl.P.-B. 100 000 000 (1954) . .	1 385,5	fl.P.-B.	100,0	1 383,1
15. Emprunt 3,75 % de fl.P.-B. 100 000 000 (1955) . .	1 219,2	fl.P.-B.	88,0	1 217,2
16. Emprunt 5 ½ % de \$ 30 000 000 (1957) . . . .	1 422,2	\$	28,5	1 345,1
17. Emprunt 5,75 % de \$ 10 000 000 (1957) . . . .	474,1	\$	9,5	448,4
18. Emprunt de \$ 22 250 000 (1959) . . . . .	1 110,3	\$	22,3	1 108,5
19. Emprunt 4,50 % de F.S. 50 000 000 (1960) . . .	576,4	F.S.	50,0	577,2
20. Emprunt 4 ¾ % de fl.P.-B. 75 000 000 (1961-1981).	1 039,1	fl.P.-B.	75,0	1 037,3
21. Emprunt 5 ½ % de \$ 25 000 000 (1961-1976). . .	1 247,6	\$	25,0	1 245,5
22. Emprunt 5 ¼ % de \$ 30 000 000 (1962-1977) . . .	1 497,1	\$	30,0	1 494,6
Total de la Dette consolidée directe en monnaies étrangères.	18 951,3			18 390,4
<b>2. Consolidée indirecte :</b>				
122- 1. Emprunt en D.M. du Fonds des routes . . . .	1 504,7	D.M.	120,0	1 503,5
Total de la Dette consolidée indirecte en monnaies étrangères.	1 504,7	D.M.	120,0	1 503,5
Total de la Dette consolidée en monnaies étrangères ...	20 456,0			19 893,9
		F.S.	77,1	
		£	1,2	
		\$ can.	30,0	
		\$	257,8	
		fl.P.-B.	263,0	
		D.M.	120,0	

## B. — SCHULD IN VREEMDE MUNT.

31 december 1963		30 juin 1964 — 30 juni 1964		DETAIL OP
Devises (en millions) Deviezen (in miljoenen)	Francs belges (en millions) Belgische franken (in miljoenen)	Devises (en millions) Deviezen (in miljoenen)		
				1. Directe geconsolideerde :
F.S. 27,1	302,8	F.S. 26,2		121- 1. 3,50 % 1937, groot Ndl.guld. 48 000 000.
£ 0,8	111,4	£ 0,8		2. 4 % 1936 conversie, groot £ 8 600 000.
\$ can. 30,0	1 276,6	\$ can. 27,7		3. 3 % Canadees krediet.
\$ 22,0	1 097,3	\$ 22,0		4. Amerikaans krediet, groot \$ 55 000 000.
\$ 7,5	299,3	\$ 6,0		5. Amerikaans krediet, groot \$ 45 000 000.
\$ 5,6	278,1	\$ 5,6		6. Schuld tegenover de U.S.A. (akkoord van 24 september 1946).
\$ 40,6	1 994,1	\$ 40,0		7. 2,50 %-lening, groot \$ 47 900 000 (E.C.A.).
\$ 5,5	249,4	\$ 5,0		8. 4,25 %-lening, groot \$ 16 000 000.
\$ 0,4	18,1	\$ 0,4		9. 2,50 %-lening, groot \$ 1 778 000 (E.C.A.).
\$ 10,8	521,2	\$ 10,4		10. 3,25 %-lening, groot \$ 15 500 000 (E.C.A.).
\$ 19,5	935,2	\$ 18,7		11. 4,50 %-lening, groot \$ 30 000 000.
\$ 3,1	78,2	\$ 1,6		12. Lening groot \$ 30 000 000 (tranche met 10 jaar looptijd).
\$ 20,0	997,6	\$ 20,0		13. 4 ½ %-lening, groot \$ 20 000 000.
fl.P.-B. 100,0	1 376,2	fl.P.-B. 100,0		14. 3,75 %-lening, groot Ndl.guld. 100 000 000 (1954).
fl.P.-B. 88,0	1 156,0	fl.P.-B. 84,0		15. 3,75 %-lening, groot Ndl.guld. 100 000 000 (1955).
\$ 27,0	1 271,9	\$ 25,5		16. 5 ½ %-lening, groot \$ 30 000 000 (1957).
\$ 9,0	424,0	\$ 8,5		17. 5,75 %-lening, groot \$ 10 000 000 (1957).
\$ 22,3	1 109,8	\$ 22,2		18. Lening groot \$ 22 250 000 (1959).
F.S. 50,0	577,5	F.S. 50,0		19. 4,50 %-lening, groot Zw.fr. 50 000 000 (1960).
fl.P.-B. 75,0	1 032,2	fl.P.-B. 75,0		20. 4 ¾ %-lening, groot Ndl.guld. 75 000 000 (1961-1981).
\$ 25,0	1 247,0	\$ 25,0		21. 5 ½ %-lening, groot \$ 25 000 000 (1961-1976).
\$ 30,0	1 496,4	\$ 30,0		22. 5 ¼ %-lening, groot \$ 30 000 000 (1962-1977).
	17 850,3			Totaal van de directe geconsolideerde Schuld in vreemde munt.
D.M. 120,0	1 505,7	D.M. 120,0		2. Indirecte geconsolideerde :
D.M. 120,0	1 505,7	D.M. 120,0		122- 1. Lening in D.M. van het Wegenfonds.
	19 356,0			Totaal van de indirecte geconsolideerde Schuld in vreemde munt.
F.S. 77,1		F.S. 76,2		Totaal van de geconsolideerde Schuld in vreemde munt.
£ 0,8		£ 0,8		
\$ can. 30,0		\$ can. 27,7		
\$ 248,3		\$ 240,9		
fl.P.-B. 263,0		fl.P.B. 259,0		
D.M. 120,0		D.M. 120,0		

DETAIL AU	30 juin 1963 --- 30 juin 1963		31 décembre 1963	
	Francs belges (en millions)	Devises (en millions)	Francs belges (en millions)	
	Belgische franken (in miljoenen)	Deviezen (in miljoenen)	Belgische franken (in miljoenen)	
<b>3. Moyen terme directe :</b>				
221- 1. 4 % 1952, de F.S. 50 000 000 ... ... ... ...	576,4	F.S.	50,0	577,2
2. Bons du Trésor en \$ ... ... ... ...	3 086,4	\$	61,8	5 074,2
3. Bons du Trésor en D.M. ... ... ... ...	2 758,7	D.M.	220,0	2 756,6
4. Bons du Trésor en fl.P.-B. ... ... ... ...	900,6	fl.P.-B.	65,0	760,7
5. Bons du Trésor en F.S. ... ... ... ...	—	—	—	288,6
Total de la Dette à moyen terme directe en monnaies étrangères.	7 322,1			9 457,3
<b>4. Court terme directe :</b>				
331- 1. En florins P.-B. ... ... ... ...	4,2	fl.P.-B.	0,3	3 254,5
En francs suisses ... ... ... ...	9 182,5	F.S.	796,5	6 738,2
En or ... ... ... ...	7 680,0	—	—	7 905,1
En dollars E.-U. ... ... ... ...	—	\$	—	697,5
En marks allemands ... ... ... ...	125,3	D.M.	10,0	15,0
Total de la Dette à court terme directe en monnaies étrangères.	16 992,0			18 610,3
Total de la Dette en monnaies étrangères ... ... ...	44 770,1	F.S.	923,6	47 961,5
		£	1,2	
		\$ can.	30,0	
		\$	319,6	
		fl.P.-B.	328,3	
		D.M.	350,0	
<b>5. Dette directe intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918 :</b>				
421- 1. Crédit anglais de Reconstruction Nationale ... ...	1 257,8	£	9,0	1 254,0
2. Dette contractée pendant la guerre 1914-1918 envers le Gouvernement des Etats-Unis ... ... ... ...	8 073,2	\$	161,8	8 059,9
3. Dette contractée après 1918 envers le Gouvernement des Etats-Unis ... ... ... ...	11 921,7	\$	238,9	11 902,0
Total de la Dette intergouvernementale ... ... ...	21 252,7	£	9,0	21 215,9
		\$	400,7	

**COURS OFFICIEL DU CHANGE ARRÊTÉ PAR LES BANQUIERS AU :**

	30 juin 1963	31 décembre 1963	30 juin 1964
F.S. = F.B. . . . .	11,5285	11,544	11,55025
\$ = F.B. . . . .	49,9025	49,82	49,87875
\$ can. = F.B. . . . .	46,30	46,115	46,115
£ = F.B. . . . .	139,755	139,33	139,25
fl.P.-B. = F.B. . . . .	13,855	13,83125	13,7625
D.M. = F.B. . . . .	12,5395	12,53	12,54825

31 december 1963		30 juin 1964 — 30 juni 1964		
	Devises (en millions) Devizeen (in miljoenen)	Francs belges (en millions) Belgische franken (in miljoenen)	Devises (en millions) Devizeen (in miljoenen)	DETAIL OP
F.S.	50,0	577,5	F.S.	50,0
\$	101,8	5 661,2	\$	113,5
D.M.	220,0	4 642,9	D.M.	370,0
f.l.P.-B.	55,0	626,2	f.l.P.-B.	45,5
F.S.	25,0	288,8	F.S.	25,0
		11 796,6		3. Directe halflange termijn :
				221- 1. 4 % 1952, groot Zw. Fr. 50 000 000. 2. Schatkistbons in \$. 3. Schatkistbons in D.M. 4. Schatkistbons in Ned. guld. 5. Schatkistbons in Z.F.
				Totaal van de directe schuld op halflange termijn in vreemde munt.
				4. Directe korte termijn :
f.l.P.-B.	235,3	1 690,0	f.l.P.-B.	122,8
F.S.	583,7	727,7	F.S.	63,0
—	—	7 905,1	—	—
\$	14,0	149,6	\$	3,0
D.M.	1,2	8 108,0	D.M.	646,1
		18 580,4		Totaal van de directe Schuld op korte termijn in vreemde munt.
F.S.	735,8	49 733,0	F.S.	214,2
£	0,8		£	0,8
\$ can.	30,0		\$ can.	27,7
\$	364,1		\$	357,4
f.l.P.-B.	553,3		f.l.P.-B.	427,3
D.M.	341,2		D.M.	1 136,1
				Totaal van de Schuld in vreemde munt.
				5. Directe intergouvernementele schuld voortvloedend uit de oorlog 1914-1918 :
£	9,0	1 253,3	£	9,0
\$	161,8	8 069,4	\$	161,8
\$	238,9	11 916,0	\$	238,9
£	9,0	21 238,7	£	9,0
\$	400,7		\$	400,7
				Totaal van de intergouvernementele Schuld.

**DOOR DE BANKIERS VASTGESTELDE OFFICIËLE WISSELKOERS :**

## Dette publique.

Opérations du 1<sup>er</sup> juillet 1963 au 30 juin 1964.

## Rijksschuld.

Verrichtingen van 1 juli 1963 tot 30 juni 1964.

	Opérations du (en millions)		
	Verrichtingen van (in miljoenen)		
	1 <sup>er</sup> juillet 1963 au 31 décembre 1963	1 <sup>er</sup> janvier 1964 au 30 juin 1964	
	1 juli 1963 tot 31 december 1963	1 januari 1964 tot 30 juni 1964	
<b>I. — ÉMISSIONS.</b>			<b>I. — UITGIFTEN.</b>
<b>A. — Dettes à long terme</b>			<b>A. — Schulden op lange termijn.</b>
En francs belges :			In Belgische franken :
Dette 4 % unifiée, 1 <sup>re</sup> série ... ... ...	F 1,2	F 1,5	Geünificeerde 4 % schuld, 1 <sup>ste</sup> reeks.
Emprunt 1963-1983, 2 <sup>e</sup> série (partie émise en juillet 1963).	F 4 169,3	—	Lening 1963-1983, 2 <sup>e</sup> reeks (gedeelte uitgegeven in juli 1963).
Emprunt Caisse d'Epargne (loi du 13 février 1963).	F 180,0	—	Lening Spaarkas (wet van 13 februari 1963).
Emprunt 1963-1983, 3 <sup>e</sup> série ... ... ...	F 3 232,0	—	Lening 1963-1983, 3 <sup>e</sup> reeks.
Emprunt 6 % 1963 à 20 ans ... ... ...	F 4 270,0	—	6 % Lening 1963 op 20 jaar.
Emprunt 1963-1983 du Fonds des Routes ...	F 2 500,0	—	Lening 1963-1983 van het Wegenfonds.
Emprunt 1964 à 5 ou à 10 ans ... ... ...	—	F 12 000,0	Lening 1964 met 5 of 10 jaar looptijd.
Emprunt 1964-1969-1975 ... ... ...	—	F 7 085,0	Lening 1964-1969-1975.
Emprunt 1964-1974 du Fonds des Routes ...	—	F 5 000,0	Lening 1964-1974 van het Wegenfonds.
	F 14 352,5	F 24 086,5	
<b>B. — Dettes à moyen terme.</b>			<b>B. — Schulden op halflange termijn.</b>
1. En francs belges :			1. In Belgische franken :
Certificats spéciaux 5,80 % 1963 ... ...	F 500,0	—	5,80 % speciale certificaten 1963.
Certificats spéciaux 5,80 % 1964 ... ...	—	F 50,0	5,80 % speciale certificaten 1964.
Certificats spéciaux 6 % 1964 ... ...	—	F 650,0	6 % speciale certificaten 1964.
	F 500,0	F 700,0	
2. En monnaies étrangères :			2. In vreemde munt :
Bons du Trésor en dollars E.U. ... ...	\$ 40,5	\$ 15,5	Schatkistbons in dollars V.S.
Bons du Trésor en francs suisses ... ...	F.S. 25,0	—	Schatkistbons in Zwitserse franken.
Bons du Trésor en marks ouest-allemands ...	—	D.M. 150,0	Schatkistbons in Westduitse marken.
<b>C. — Dettes à court terme.</b>			<b>C. — Schulden op korte termijn.</b>
1. En francs belges :			1. In Belgische franken :
Augmentation de l'avoir des particuliers en C.C.P.	F 3 726,2	F 112,9	Vermeerdering van het tegoed van de particulieren bij de postcheckdienst.
Certificats divers ... ... ...	F 1 632,0	F 568,0	Diverse certificaten.
Banque Nationale de Belgique ... ...	—	F 525,0	Nationale Bank van België.
Certificats de trésorerie de la tranche B ...	—	F 1 400,0	Schatkistcertificaten van de tranche B.
Secteur parastatal ... ... ...	—	F 1,9	Parastatale sector.
	F 5 358,2	F 2 607,8	
2. En monnaies étrangères :			2. In vreemde munt :
Bons en or ... ... ...	F 225,1	—	Bons in goud.
Bons en florins P.-B. ... ... ...	fl.P.-B. 235,0	—	Bons in Nederlandse gulden.
Bons en dollars E.-U. ... ... ...	\$ 14,0	—	Bons in dollars V.S.
Bons en marks ouest-allemands ... ...	—	D.M. 645,0	Bons in Westduitse marken.

	Opérations du (en millions)			
	<i>Verrichtingen van (in miljoenen)</i>			
	1 <sup>er</sup> juillet 1963 au 31 décembre 1963 <i>1 juli 1963 tot 31 december 1963</i>	1 <sup>er</sup> janvier 1964 au 30 juin 1964 <i>1 januari 1964 tot 30 juni 1964</i>		
<b>II. — AMORTISSEMENTS ET REMBOURSEMENTS.</b>			<b>II. — AFLOSSINGEN EN TERUGBETALINGEN.</b>	
<b>A. — Dettes à long terme.</b>			<b>A. — Schulden op lange termijn.</b>	
1. <i>En francs belges :</i>			1. <i>In Belgische franken :</i>	
Amortissements contractuels ... ... ... ...	F 4 817,6	F 5 735,6	Contractuele aflossingen.	
	<hr/>	<hr/>		
	F 4 817,6	F 5 735,6		
2. <i>En monnaies étrangères :</i>			2. <i>In vreemde munt :</i>	
Amortissements contractuels ... ... ... ...	\$ 9,5 £ 0,4 — — —	\$ 7,2 — \$ can. 2,3 F.S. 0,8 fl.P.-B. 4,0	Contractuele aflossingen.	
	<hr/>	<hr/>		
<b>B. — Dettes à moyen terme.</b>			<b>B. — Schulden op halflange termijn.</b>	
1. <i>En francs belges :</i>			1. <i>In Belgische franken :</i>	
Certificats de trésorerie à 1, 2 et 3 ans . ...	F 503,5	F 0,1	Schatkistcertificaten op 1, 2 en 3 jaar.	
Certificats de trésorerie de 1943 ... ... ...	F 2 501,2	—	Schatkistcertificaten van 1943.	
Certificats 5 1/2 % 1958-1964 ... ... ...	—	F 7 463,7	5 1/2 % Schatkistcertificaten 1958-1964.	
Certificats spéciaux 4 % ... ... ...	—	F 930,0	4 % speciale Schatkistcertificaten.	
Certificats spéciaux 4 3/4 % 1962 ... ... ...	—	F 200,0	4 3/4 % Speciale Schatkistcertificaten 1962.	
	<hr/>	<hr/>		
	F 3 004,7	F 8 593,8		
2. <i>En monnaies étrangères :</i>			2. <i>In vreemde munt :</i>	
Bons du Trésor en dollars E.-U. ... ... ...	\$ 0,5	\$ 3,8	Schatkistbons in dollars V.S.	
Bons du Trésor en florins P.-B. ... ... ...	fl.P.-B. 10,0	fl.P.-B. 9,5	Schatkistbons in Nederlandse gulden.	
<b>C. — Dettes à court terme.</b>			<b>C. — Schulden op korte termijn.</b>	
1. <i>En francs belges :</i>			1. <i>In Belgische franken :</i>	
Fonds Monétaire International . ... ... ...	F 575,5	F 1 150,3	Internationaal Muntfonds.	
Banque Nationale de Belgique . ... ... ...	F 625,0	—	Nationale Bank van België.	
Certificats de trésorerie de la tranche B . ...	F 1 400,0	—	Schatkistcertificaten van de tranche B.	
Dotation des Combattants . ... ... ...	F 12,4	F 11,1	Strijdersfonds.	
Secteur parastatal . ... ... ...	F 2 460,0	—	Parastatale sector.	
Certificats à très court terme ... ... ...	F 658,0	F 46,0	Certificaten op zeer korte termijn.	
Certificats émis par adjudication ... ... ...	F 2 233,0	F 1 818,0	Certificaten uitgegeven bij aanbesteding.	
	<hr/>	<hr/>		
	F 7 963,9	F 3 025,4		
2. <i>En monnaies étrangères :</i>			2. <i>In vreemde munt :</i>	
Bons du Trésor en francs suisses ... ... ...	F.S. 212,8	F.S. 520,7	Schatkistbons in Zwitserse franken.	
Bons du Trésor en marks ouest-allemands ...	D.M. 8,8	—	Schatkistbons in Westduitse marken.	
Bons du Trésor en florins P.-B. ... ... ...	—	fl.P.-B. 112,5	Schatkistbons in Nederlandse gulden.	
Bons du Trésor en dollars E.-U. ... ... ...	—	\$ 11,0	Schatkistbons in dollars V.S.	

Au cours du second semestre 1963, la Dette publique a augmenté de 7,6 milliards de francs.  
Pendant le premier semestre 1964, elle s'est accrue de 11,8 milliards de francs.

In de loop van het tweede semester 1963, verhoogde de Rijksschuld met 7,6 miljard frank.  
Gedurende het eerste semester 1964, steeg zij met 11,8 miljard frank.

## Évolution de la Dette publique.

(En milliards de francs).

## Evolutie van de Rijksschuld.

(In miljard frank.)

	30.VI.1961	31.XII.1961	30.VI.1962	31.XII.1962	30.VI.1963	31.XII.1963	30.VI.1964	31.VIII.1964
<b>1. DETTE CONSOLIDEE. GECONSOLIDEERDE SCHULD.</b>								
En francs belges : — <i>In Belgische franken</i> :								
Directe. — <i>Directe</i> ... ... ... ...	215,6	217,4	220,7	251,6	254,0	261,6	275,4	274,2
Indirecte (1). — <i>Indirecte</i> (1) . . . .	21,0	24,0	23,8	26,0	25,9	27,8	32,4	32,2
En monnaies étrangères (2) : — <i>In vreemde munt</i> (2) :								
Directe. — <i>Directe</i> ... ... ... ...	17,0	18,8	19,9	19,4	18,9	18,4	17,9	17,7
Indirecte. — <i>Indirecte</i> . . . . .	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Total de la Dette consolidée. — <i>Totaal van de geconsolideerde Schuld</i> . . . . .	255,1	261,7	265,9	298,5	300,3	309,3	327,2	325,6
<b>2. DETTE A MOYEN TERME (3). SCHULD OP HALFLANGE TERMIJN (3).</b>								
En francs belges : — <i>In Belgische franken</i> :								
Directe. — <i>Directe</i> ... ... ... ...	17,4	17,4	20,0	20,9	16,3	13,7	5,8	5,8
En monnaies étrangères (2) : — <i>In vreemde munt</i> (2) :								
Directe. — <i>Directe</i> ... ... ... ...	1,4	6,3	4,8	4,8	7,3	9,5	11,8	11,8
Total de la Dette à moyen terme. — <i>Totaal van de Schuld op half-lange termijn</i> ... . . . . .	18,8	23,7	24,8	25,7	23,6	23,2	17,6	17,6
<b>3. DETTE A COURT TERME (4). SCHULD OP KORTE TERMIJN (4).</b>								
En francs belges : — <i>In Belgische franken</i> :								
Directe. — <i>Directe</i> ... ... ... ...	104,1	103,6	115,1	86,2	97,5	94,9	94,5	91,3
En monnaies étrangères (2) : — <i>In vreemde munt</i> (2) :								
Directe. — <i>Directe</i> ... ... ... ...	31,3	22,0	15,3	12,8	17,0	18,6	18,6	18,8
Total de la Dette à court terme. — <i>Totaal van de Schuld op korte termijn</i> ... . . . . .	135,4	125,6	130,4	99,0	114,5	113,5	113,1	110,1
Total 1 à 3. — <i>Totaal 1 tot 3</i> ...	409,3	411,0	421,1	423,2	438,4	446,0	457,9	453,3

(1) Y compris les tranches suisse et hollandaise des actions privilégiées de la S.N.C.B. classées dans la dette extérieure avant le 1er janvier 1961.

(2) Le montant des dettes en monnaies étrangères est établi d'après les cours du change aux dates envisagées.

(3) Certificats de Trésorerie à échéance de plus d'un an.

(4) Certificats de Trésorerie à un an d'échéance ou moins.

(1) De zwitserse en hollandsche tranches van de preferente aandelen N.M.B.S., vóór 1 januari 1961 in de buitenlandse schuld geklasseerd, inbegrepen.

(2) Het bedrag van de schuld in vreemde munt is berekend op grond van de wisselkoers op bewuste data.

(3) Schatkistcertificaten met meer dan één jaar looptijd.

(4) Schatkistcertificaten met één jaar looptijd of minder.

	30.VI.1961	31.XII.1962	30.VI.1962	31.XII.1961	30.VI.1963	31.XII.1963	30.VI.1964	31.VIII.1964
4. DETTE INTERGOUVERNEMENTALE, <i>INTERGOÜVERNEMENTELE</i> <i>SCHULD</i> ... ... ...	21,2	21,2	21,2	21,1	21,3	21,2	21,2	21,2
Total de la Dette publique. — <i>Totaal</i> <i>van de Rijksschuld</i> . . . . .	430,5	432,2	442,3	444,3	459,7	467,2	479,1	474,5
Dont : — <i>Waarvan</i> :								
En francs belges. — <i>In Belgische</i> <i>franken</i> . . . . .	358,1	362,4	379,6	384,7	393,7	398,1	408,1	403,5
En monnaies étrangères (5). — <i>In</i> <i>vreemde munt</i> (5) . . . . .	51,2	48,6	41,5	38,5	44,7	47,9	49,8	49,8
Dette directe (6). — <i>Dir. Schuld</i> (6).	386,8	385,5	395,8	395,7	411,0	416,7	424,0	419,6
Dette indirecte. — <i>Indirecte Schuld</i> .	22,5	25,5	25,3	27,5	27,4	29,3	33,9	33,7

(5) Sans la dette intergouvernementale.

(5) Zonder de intergouvernementele schuld.

## SECTION B.

## Pensions.

Les crédits figurant au budget des Pensions pour l'exercice 1965 s'élèvent à 22 792 855 000 francs, soit une augmentation de 1 103 056 000 francs par rapport aux crédits ajustés pour l'exercice 1964.

Sont repris au budget des Pensions :

A. — Toutes les pensions qui sont entièrement à charge du Trésor, à savoir les pensions civiles octroyées au personnel de l'Etat, y compris les corps spéciaux et le personnel enseignant subventionné, les pensions ecclésiastiques et les pensions militaires d'ancienneté;

B. — Les pensions et rentes de guerre ainsi que les pensions de réparation octroyées aux militaires ou à leurs ayants droit en temps de paix;

C. — Les subventions, allocations, contributions et interventions supportées par le Trésor en relation avec les pensions de retraite et de survie des ouvriers et employés, des assurés libres, des travailleurs indépendants et ouvriers mineurs;

D. — Les pensions de retraite versées par la Caisse des ouvriers de l'Etat et les pensions de retraite octroyées par la loi du 27 juillet 1961 aux anciens membres du personnel de carrière des cadres d'Afrique, ainsi que diverses pensions et rentes, secours et subventions.

Ces catégories sont exposées d'une manière plus détaillée ci-dessous :

A. — Les crédits prévus pour le paiement des pensions civiles au personnel de l'Etat, au personnel enseignant subventionné et aux ministres du culte, et des pensions militaires d'ancienneté, des pensions militaires d'invalidité du temps de paix et des pensions de réparation octroyées par la loi du 9 mars 1953 (art. 101 et 102) s'élèvent à 7 048 millions contre 6 791 millions en 1964 (ce dernier chiffre tenant compte pour la comparaison de 104,8 millions relatifs aux pensions de réparation du temps de paix et repris de l'article 104-2 du budget des Pensions pour l'exercice 1964).

Cette augmentation découle, d'une part, de l'accroissement du nombre des pensions et, d'autre part, de l'augmentation du montant moyen de celles-ci due au relèvement du niveau moyen de la fonction publique. Le montant moyen des pensions qui s'éteignent en raison des décès est, en effet, passablement inférieur à celui des pensions nouvellement octroyées.

B. — Les dépenses pour les pensions de guerre passent de 4 392 millions de francs à 4 614 millions de francs alors qu'on aurait pu s'attendre normalement à une réduction dans ce domaine.

Ceci découle d'abord de l'application des dispositions de la loi du 7 juillet 1964

1<sup>e</sup> majorant le taux de certaines pensions et rentes de guerre;

2<sup>e</sup> modifiant le régime de certaines pensions;

3<sup>e</sup> prévoyant la réparation des séquelles tardives de l'internement et de la déportation;

4<sup>e</sup> créant une rente viagère en faveur des prisonniers politiques de la guerre 1914-1918;

5<sup>e</sup> créant une allocation tenant lieu de pension en faveur de certains anciens militaires

## SECTIE B.

## Pensioenen.

De kredieten die voorkomen in de begroting van Pensioenen voor het dienstjaar 1965 bedragen 22 792 855 000 frank, hetzij een verhoging van 1 103 056 000 frank ten opzichte van de aangepaste kredieten voor het dienstjaar 1964.

In de begroting van Pensioenen worden opgenomen :

A. — Al de pensioenen die volledig ten laste vallen van de Schatkist, zijnde de burgerlijke pensioenen toegekend aan het personeel van de Staat, inbegrepen de speciale korpsen en het gesubventioneerd onderwijsend personeel, de kerkelijke pensioenen en de militaire anciënniteitspensioenen;

B. — De oorlogspensioenen en renten alsmede de vergoedingspensioenen toegekend aan de militairen of hun rechthebbenden in vredestijd;

C. — De toelagen, uitkeringen, bijdragen en tegemoetkomingen gedragen door de Schatkist met betrekking tot de rust- en overlevingspensioenen van arbeiders en bedieningen, vrij verzekерden, zelfstandigen en mijnwerkers;

D. — De rustpensioenen uitgekeerd door de Werklijdenkas van de Staat en de rustpensioenen verleend door de wet van 27 juli 1961 aan de geweven leden van het beroeps personeel van de kaders van Afrika alsmede diverse pensioenen en renten, hulpgelden en toelagen.

Deze categorieën worden hieronder nader belicht :

A. — De kredieten voorzien voor de uitkering van de burgerlijke pensioenen aan het Staatspersoneel, het gesubventioneerd onderwijsend personeel en de bedienaren van de eredienst, van de militaire anciënniteitspensioenen, van de militaire invaliditeitspensioenen van vredestijd en van de vergoedingspensioenen toegekend bij de wet van 9 maart 1953 (art. 101 en 102) bedragen 7 048 miljoen tegenover 6 791 miljoen in 1964 (voor de vergelijking houdt dit cijfer rekening met 104,8 miljoen betreffende de vergoedingspensioenen van vredestijd en hernomen van artikel 104-2 van de begroting der Pensioenen voor het dienstjaar 1964).

Deze verhoging vloeit voort enerzijds uit de vermeerdering van het aantal pensioenen en anderzijds uit de verhoging van hun gemiddeld bedrag ingevolge de opvoering van het gemiddeld peil van de openbare functie. Het gemiddeld bedrag van de pensioenen die wegvalLEN wegens overlijden staat inderdaad merkelijk lager dan dit der nieuw toegekende pensioenen.

B. — De uitgaven voor de oorlogspensioenen stijgen van 4 392 miljoen frank tot 4 614 miljoen frank als wan-neer men normaliter een vermindering op dit gebied had kunnen verwachten.

Dit vloeit eerst voort uit de toepassing van de bepalingen der wet van 7 juli 1964

1<sup>e</sup> tot verhoging van sommige oorlogspensioenen en renten;

2<sup>e</sup> tot wijziging van het stelsel van sommige pensioenen;

3<sup>e</sup> die voorziet in de vergoeding van de nakomende gevolgen van internering en deportatie;

4<sup>e</sup> tot instelling van een lijfrente ten voordele van de politieke gevangenen van de oorlog 1914-1918;

5<sup>e</sup> tot instelling van een als pensioen geldende tegemoetkomming ten voordele van sommige geweven militairen.

Par ailleurs, les dépenses concernant ces pensions, telles qu'elles sont fixées au 31 décembre 1954, sont couvertes par des dotations annuelles dont le montant était, pendant les premières années, inférieur aux dépenses réelles correspondantes.

Par suite d'une augmentation de 300 millions de la dotation annuelle relative à la guerre 1914-1918, et ce à partir de l'exercice 1963, la dotation est devenue supérieure aux dépenses de pensions.

La loi du 24 mai 1963 organise le Fonds de Dotation de telle manière que le régime de dotation, prévu initialement jusqu'en 1999, pourra cesser définitivement environ 15 ans plus tôt.

Ensuite, pour les victimes civiles des deux guerres, les interventions du budget complémentaires au Fonds de Dotation passeront de 169 millions à 217 millions. L'augmentation des dépenses résulte, d'une part, du fait que les pensions varient en raison des fluctuations de l'indice moyen des prix de détail, d'autre part et principalement, de la charge qu'entraînera l'exécution des lois du 6 juillet 1964 tendant à apporter certains aménagements aux lois relatives aux pensions, allocations et indemnités des victimes civiles de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit, et étendant l'application de ce régime aux victimes des événements du Congo (Léopoldville), du Rwanda et du Burundi.

C. — Le financement des pensions de retraite et de survie des ouvriers et des employés est assuré, sur la base des dispositions de la loi du 3 avril 1962, en ce qui concerne la pension des ouvriers, par une augmentation de la masse des cotisations des ouvriers et de leurs employeurs d'une part et par une augmentation de la subvention de l'Etat inscrite à l'article 105-1, d'autre part.

Pour le paiement des suppléments de rentes de vieillesse et de veuve au profit des assurés libres, il n'est porté au budget des Pensions (art. 105-2) — et ceci en vertu de l'article 28 de la loi du 12 février 1963 — qu'une subvention de l'Etat de 400 millions de francs. Le solde est financé par des emprunts contractés auprès de la C.G.E.R.

En matière de pensions des travailleurs indépendants, l'intervention de l'Etat s'élèvera à 1 557 millions.

D. — En ce qui concerne les pensions de retraite de la Caisse des ouvriers de l'Etat, on constate une augmentation de 5 millions en raison d'une augmentation du nombre de pensionnés. Une augmentation de 23 millions a été prévue d'autre part pour les nouvelles pensions qui devront être accordées en 1965 aux anciens membres du personnel de carrière des cadres d'Afrique.

Anderzijds worden de uitgaven betreffende deze pensioenen, zoals deze vastgesteld zijn op 31 decembre 1954, gedekt door jaarlijkse dotaties waarvan het bedrag in de eerste jaren lager stond dan de overeenstemmende werkelijke uitgaven.

Door een verhoging van 300 miljoen van de jaarlijkse dotatie met betrekking tot de oorlog 1914-1918, en dit vanaf het dienstjaar 1963, is de dotatie hoger geworden dan de uitgaven voor pensioenen.

De wet van 24 mei 1963 regelt het Dotatiefonds derwijze dat het dotatiestelsel, oorspronkelijk voorzien tot 1999, definitief ongeveer 15 jaar vroeger zal kunnen ophouden.

Daarna zullen, voor de burgerlijke slachtoffers uit beide oorlogen, de bijkomende tussenkomsten van de begroting in het Dotatiefonds van 169 miljoen tot 217 miljoen stijgen. De verhoging van de uitgaven vloeit voort, eensdeels, uit het feit dat de pensioenen veranderen ingevolge de schommelingen van het gemiddelde indexcijfer der kleinhandelsprijzen, anderdeels en hoofdzakelijk, uit de last die zal voortspruiten uit de toepassing van de wetten dd. 6 juli 1964 strekkende tot het aanbrengen van sommige aanpassingen aan de wetten betreffende de pensioenen, toelagen en vergoedingen van de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1914-1918 en de oorlog 1940-1945 en hun recht-hebbenden en die de toepassing van dit stelsel tot de slachtoffers van de gebeurtenissen van Kongo (Leopoldstad), van Rwanda en van Burundi uitbreiden.

C. — De financiering van de rust- en overlevingspensioenen voor arbeiders en bedienden wordt verzekerd, op grond van de wet van 3 april 1962, voor wat de arbeiderspensioenen betreft, door een verhoging van de massa van de bijdragen van de werknemers en werkgevers enerzijds en door een verhoging van de toelage van de Staat ingeschreven onder artikel 105-1, anderzijds.

Voor de betaling van de ouderdoms- en weduwenrente-bijslagen ten behoeve van de vrijwillig verzekeren wordt — en dit krachtens artikel 28 van de wet van 12 februari 1963 — slechts een staatstoelage van 400 miljoen frank op de begroting van Pensioenen (art. 105-2) uitgetrokken. Het saldo wordt gefinancierd door leningen aangegaan bij de A.S.L.K.

Wat betreft de pensioenen voor de zelfstandigen zal de tussenkomst van de Staat 1 557 miljoen belopen.

D. — Wat de rustpensioenen van de Rijkswerkliedenkas betreft, stelt men een verhoging van 5 miljoen vast wegens een vermeerdering van het aantal gepensioneerden. Een verhoging van 23 miljoen werd anderzijds voorzien voor de nieuwe pensioenen die in 1965 zullen moeten worden verleend aan de gewezen leden van het beroeps personeel van de kaders van Afrika.

**Evolution du budget des Pensions.**  
(En millions de francs.)

**Evolutie van de begroting der Pensioenen.**  
(In miljoen frank.)

Chapitres	1963	1964		1965	Hoofdstukken
		voté goedgestemd	ajusté aangepast		
I. — Pensions civiles, ecclésiastiques et militaires.	6 169	6 435	6 686	7 048(1)	I. — Burgerlijke, geestelijke en militaire pensioenen.
II. — Pensions de guerre . . .	4 322	4 341	4 497	4 614(1)	II. — Oorlogspensioenen.
III. — Pensions de vieillesse . . .	9 363	9 912	10 087	10 653	III. — Ouderdomspensioenen.
IV. — Pensions provisoires et divers.	383	446	420	478	IV. — Voorlopige pensioenen en diverse,
Total . . . . .	20 237	21 134	21 690	22 793	Totaal.

(1) Pour la comparaison avec les exercices antérieurs il y a lieu de tenir compte du transfert du crédit de l'article 104-2 (Pensions de réparation) du chapitre des Pensions de guerre au chapitre des Pensions civiles (104 millions en 1964).

(1) Voor de vergelijking met de vorige jaren dient rekening gehouden met de overdracht in 1965 van de kredieten van artikel 104-2 (Vergoedingspensioenen) van het hoofdstuk der Oorlogspensioenen naar het hoofdstuk der Burgerlijke pensioenen (104 miljoen in 1964).

## Développement du budget des Pensions.

## Uitgewerkte staat van de begroting van Pensioenen.

1965

Article du budget	CATEGORIE	Nombre de pensions — <i>Aantal pensioenen</i>	Charge budgétaire (en millions de francs) — <i>Budgettaire last (in miljoen frank)</i>	CATEGORIE	Artikel van de begroting

## I. — Pensions civiles.

## I. — Burgerlijke pensioenen.

101	1. Fonctionnaires et employés, enseignement de l'Etat, magistrature. 2. Enseignement communal . . . . 3. Enseignement libre subventionné . 4. Clergé . . . . . 5. Eupen-Malmédy . . . . . 6. Etablissements publics autonomes et loi du 28 avril 1958.	19 215 23 393 1 651 1 107 16 147	2 152,2 2 295,3 128,6 75,7 0,2 3,6	1. Ambtenaren en beambten, Staats-onderwijs, magistratuur. 2. Gemeentelijk onderwijs. 3. Vrij gesubsidieerd onderwijs. 4. Geestelijkheid. 5. Eupen-Malmedy. 6. Autonome openbare instellingen en wet van 28 april 1958.	101
	Total . . . . .	45 529	4 655,6	Totaal.	

## II. — Pensions militaires.

## II. — Militaire pensioenen.

102.1	1. Invalidité du temps de paix, veuves et orphelins, descendants. 2. Ancienneté du temps de paix . . 3. Rentes afférentes aux ordres nationaux. 4. Avec intervention d'un fait de guerre : a) 1914-1918 . . . . . b) 1940-1945 . . . . .	4 283 636 378 9 244 17 121	41,8 25,8 0,2 925,4 1 271,7	1. Invaliditeit van vredestijd, weduwen en wezen, ascendenten. 2. Aciënniteit van vredestijd. 3. Renten verbonden aan de nationale orden. 4. Met tussenkomst van een oorlogsfeit : a) 1914-1918; b) 1940-1945.	102.1 102.2 102.3
	Total . . . . .	31 662	2 264,9	Totaal.	

## Développement du budget des Pensions (suite).

## Uitgewerkte staat van de begroting van Pensioenen (vervolg).

Article du budget	CATEGORIE	Nombre de pensions — Aantal pensioenen	Charge budgétaire (en millions de francs) — Budgettaire last (in miljoen frank)	CATEGORIE	Artikel van de begroting
	III. — Veuves et orphelins (1).			III. — Weduwen en wezen (1).	
—	1. Personnel civil et assimilé . . .	23 500	—	1. Burgerlijk en gelijkgesteld per- sonnel.	—
—	2. Armée et gendarmerie . . . .	15 600	—	2. Leger en rijkswacht.	—
	Total . . . . .	39 100	—	Totaal.	
	IV. — Caisse des ouvriers de l'État (2).			IV. — Werkliedenkas van de Staat (2).	
112	1. Ouvriers . . . . .	3 855	104,0	1. Werklieden.	112
—	2. Veuves et orphelins . . . . .	3 145	—	2. Weduwen en wezen.	—
	Total . . . . .	7 000	104,0	Totaal.	
	V. — Pensions de guerre.			V. — Oorlogspensioenen.	
103-104 (excl. 104-2)	Total (3) . . . . .	428 950	4 613,6	Totaal (3).	103-104 (excl. 104-2)
	VI. — Pensions de réparation du temps de paix (loi du 9 mars 1953).			VI. — Vergoedingspensioenen van de vredestijd (wet van 9 maart 1953).	
104.2	1. Invalides . . . . .	4 255	99,1	1. Invaliden.	104.2
	2. Veuves et orphelins . . . . .	480	22,4	2. Weduwen en wezen.	
	3. Ascendants . . . . .	650	5,9	3. Ascendenten.	
	Total . . . . .	5 385	127,4	Totaal.	

(1) Ces pensions sont, en principe, couvertes par la retenue de 6 % sur les traitements barémiques annuels bruts à 100 % de 72 000 francs et moins et par celle de 6,5 % sur ceux de plus de 72 000 francs.

Pour l'année 1965, le montant total des pensions des veuves et orphelins s'élèvera à quelque 2 150 000 000 de francs.

Ces recettes et dépenses sont inscrites au budget pour Ordre.

(2) La pension des ouvriers est payée par la Caisse et lui est remboursée par le Trésor. Le montant des dépenses pour les pensions des veuves et orphelins est estimé à 95 300 000 francs pour l'année 1965. Les retenues sur salaires seront de l'ordre de 95 800 000 francs. La Caisse est également tenue de prendre en charge certains frais médicaux et pharmaceutiques qui peuvent être évalués à 300 000 francs pour l'année 1965.

Le nombre des pensions comprend également celles des ouvriers des Régies qui sont couvertes par un subside versé par les Régies à charge de leur budget (pour 1965 : 110 000 000 de francs).

Il comprend aussi 514 compléments de pensions de retraite et 886 compléments de pensions de veuves accordés à des employés qui comparent des services d'ouvrier au début de leur carrière ou à des veuves dont les maris se trouvaient dans la même condition.

(3) Nombre de pensions :

A. — Pensions militaires et de réparation : aux invalides 1914-1918 (37 400), 1940-1945 (49 700); aux veuves et orphelins 1914-1918 (22 700), 1940-1945 (12 900); aux ascendants 1914-1918 (200), 1940-1945 (6 000).

B. — Victimes civiles de la guerre 1914-1918 (9 500), 1940-1945 (27 250).

C. — Rentes de chevron de front (207 000).

D. — Rentes de combattants et de captivité (30 000).

E. — Ordres nationaux du temps de guerre (26 300).

(1) In principe worden deze pensioenen gedekt, door de korting van 6 % op de bruto jaarlijkse schaalwetten aan 100 % van 72 000 frank en minder en door de korting van 6,5 % op die van meer dan 72 000 frank.

Voor het jaar 1965 vormt het geheel van de weduwen en wezenpensioenen een bedrag van ongeveer 2 150 000 000 frank.

Deze ontvangsten en uitgaven worden in de begroting voor Orde ingeschreven.

(2) Het arbeiderspensioen wordt door de Kas betaald en wordt aan deze door de Schatkist teruggegeven. Voor het jaar 1965 wordt het bedrag van de uitgaven voor weduwen- en wezenpensioenen op 95 300 000 frank bedragen. De afhoudingen op de lonen zullen ongeveer 95 800 000 frank bedragen. Sommige medische en pharmaceutische kosten, die voor het jaar 1965 op 300 000 frank mogen geraamd worden, zijn eveneens ten laste van de Kas.

Het aantal pensioenen behelst eveneens de pensioenen van de arbeiders van de Régieën, die gedeckt worden door een door de Régieën gestorte toelage, ten laste van hun begroting (voor 1965 : 110 000 000 frank).

Dit getal omvat ook 514 aanvullende rustpensioenen en 886 aanvullende overlevingspensioenen, toegekend aan bedienden die bij de aanvang van hun loopbaan arbeiderswerk hebben verricht of aan de weduwen wier echtgenoten zich in dezelfde voorwaarde bevonden.

(3) Aantal pensioenen :

A. — Militaire pensioenen en vergoedingspensioenen : aan invaliden 1914-1918 (37 400), 1940-1945 (49 700); aan weduwen en wezen 1914-1918 (22 700), 1940-1945 (12 900); aan ascendenten 1914-1918 (200), 1940-1945 (6 000).

B. — Burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1914-1918 (9 500); 1940-1945 (27 250).

C. — Frontstreeprenten (207 000).

D. — Strijders- en gevangenschapsrente (30 000).

E. — Nationale orden van oorlogstijd (26 300).

## Développement du budget des Pensions (suite).

## Uitgewerkte staat van de begroting van Pensioenen (vervolg).

Article du budget	CATÉGORIE	Nombre de pensions — Aantal pensioenen	Charge budgétaire (en millions de francs) Budgettaire last (in miljoen frank)	CATEGORIE	Artikel van de begroting
<b>VII. — Pensions de prévoyance sociale.</b>					
105.1-2-3	1. Pensions de vieillesse . . . . .	468 211(4)	3 322,9	1. Ouderdomspensioenen.	105.1-2-3
	2. Veuves et orphelins . . . . .	191 994(5)		2. Weduwen en wezen.	
105.4	3. Contribution dans les rentes . . .		302,8	3. Bijdrage in de renten.	105.4
106	4. Travailleurs indépendants . . . . .	205 000	1 556,7	4. Zelfstandigen.	106
114	5. Marins de la marine marchande.		21,5	5. Zeelieden ter koopvaardijs.	114
	<b>Total . . . . .</b>	<b>865 205</b>	<b>5 203,9</b>	<b>Totaal.</b>	
<b>VIII. — Pensions des ouvriers mineurs.</b>					
107.1 et 2	1. Retraite et survie . . . . .	84 000	2 810,7	1. Rust en overleving.	107.1 en 2
107.3	2. Invalidité . . . . .	47 500	2 600,0	2. Invaliditeit.	107.3
107.4	3. Contribution dans les rentes . . .		60,5	3. Bijdrage in de renten.	107.4
	<b>Total . . . . .</b>	<b>131 500</b>	<b>5 471,2</b>	<b>Totaal.</b>	
<b>IX. — Divers.</b>					
113	1. Allocations familiales . . . . .	—	183,5	1. Kinderbijslagen.	113
108 à 116 (excl. 112, 113 et 114) 117	2. Autres . . . . .	—	41,0	2. Andere.	108 à 116 (excl. 112, 113 en 114) 117
	3. Pensions au personnel de carrière des cadres d'Afrique . . . . .	1 114	127,7	3. Pensioenen aan het beroepsperso- neel van de kaders van Afrika.	
	<b>Total . . . . .</b>	<b>1 114</b>	<b>352,2</b>	<b>Totaal.</b>	
	<b>Total général . . . . .</b>	<b>1 555 445</b>	<b>22 792,8</b>	<b>Algemeen totaal.</b>	

(4) Nombre de bénéficiaires au 30 juin 1964.

(5) Non compris 43 734 veuves qui bénéficient en outre d'une pension de retraite et déjà renseignées à ce titre.

(4) Aantal rechthebbenden op 30 juni 1964.

(5) 43 734 weduwen die bovendien een rustpensioen genieten en als dusdanig reeds werden vermeld, niet inbegrepen.

Charge réelle des pensions de guerre.  
(En millions de francs.)

Werkelijke last der oorlogspensioenen.  
(In miljoen frank.)

CATEGORIE	Interventions du Fonds de Dotation ( <sup>1</sup> ) Tussenkomsten van het Dotatiefonds	Interventions complémen- taires du budget ( <sup>2</sup> ) Bijkomende tussenkomsten van de begroting	Total — Totaal	CATEGORIE
<b>Guerre 1914-1918 (art. 103).</b>				
Pensions d'invalidité ... ... ...	544,0	297,1	841,1	Oorlog 1914-1918 (art. 103).
Rentes pour chevrons de front et de captivité.	476,1	105,1	581,2	Invaliditeitspensioenen.
Rentes ordres nationaux . . . . .	14,2	—	14,2	Renten voor frontstrepes en van gevangenschap.
Pensions aux veuves, orphelins et descendants.	409,5	116,5	526,0	Renten wegens nationale eretekens.
Application de la loi du 7 juillet 1964 . . .	—	88,6	88,6	Weduwen- en wezenpensioenen en pensioenen aan ascendenten.
Victimes civiles de la guerre . . . . .	100,4	50,8	151,2	Toepassing van de wet van 7 juli 1964.
Total ... . . . . .	1 544,2	658,1	2 202,3	Burgerlijke oorlogsslachtoffers.
Dont :				Totaal.
Annuité (art. 103-1 et 2) . . . . .	1 810,0	—	1 810,0	Waarvan :
Autres charges budgétaires . . . . .	—	658,1	658,1	Annuitet (art. 103-1 en 2).
Boni . . . . .	265,8	—	265,8	Andere budgettaire lasten.
Boni.				Boni.
<b>Guerre 1940-1945 (art. 104).</b>				
I. Pensions de guerre :				Oorlog 1940-1945 (art. 104).
Invalidité . . . . .	580,0	323,5	903,5	I. Oorlogspensioenen :
Rente de combattants et de captivité ...	—	60,0	60,0	Invaliditeit.
Veuves, orphelins et descendants ... . . .	485,8	159,9	645,7	Strijders- en gevangenschapsrente.
Application de la loi du 7 juillet 1964 . . .	—	201,4	201,4	Weduwen- en wezenpensioenen en pensioenen aan ascendenten.
Victimes civiles de la guerre . . . . .	301,7	159,7	461,4	Toepassing van de wet van 7 juli 1964.
II. Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés :				Burgerlijke oorlogsslachtoffers.
Militaires . . . . .	—	60,0	60,0	II. Rijksdienst voor kinderbijslagen voor werknemers :
Victimes civiles de la guerre . . . . .	—	6,0	6,0	Militairen.
Total ... . . . . .	1 367,5	970,5	2 338,0	Burgerlijke oorlogsslachtoffers.
Dont :				Totaal.
Annuité (art. 104-1) . . . . .	1 175,0	—	1 175,0	Waarvan :
Autres charges budgétaires . . . . .	—	970,5	970,5	Annuitet (art. 104-1).
Différence à financer ...	192,5	—	192,5	Andere budgettaire lasten.
III. Pensions de réparation du temps de paix (application de la loi du 9 mars 1953) (art. 102-4) :				Te financieren verschil.
Invalidité . . . . .	—	88,1	88,1	III. Vergoedingspensioenen van vredestijd (toepassing van de wet van 9 maart 1953) (art. 102-4) :
Veuves, orphelins et descendants . . . . .	—	27,2	27,2	Invaliditeit.
Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés :				Weduwen- en wezenpensioenen en pensioenen aan ascendenten.
Militaires . . . . .	—	12,1	12,1	Rijksdienst voor kinderbijslagen voor werknemers :
Total ... . . . . .	—	127,4	127,4	Militairen.
Total général.				Totaal.
Total des dépenses prévues au budget :				Algemeen totaal.
Annuités . . . . .	2 985,0	—	2 985,0	Total van de uitgaven voorzien op de begroting :
Autres charges . . . . .	—	1 756,0	1 756,0	Annuitelen.
Solde bénéficiaire ... . . . . .	73,3	—	73,3	Andere lasten.
Total de la charge . . . . .	2 911,7	1 756,0	4 667,7	Batig saldo.
				Totaal van de last.

(<sup>1</sup>) Financé par les annuités des articles 103-1 et 2, et 104-1, soit 610, 1 200 et 1 175 millions de francs.

(<sup>2</sup>) Articles 102-4, 103 et 104 du budget, à l'exclusion des articles 103-1 et 2 et 104-1.

(<sup>1</sup>) Gefinancierd door de annuiteten van de artikelen 103-1 en 2, en 104-1, zijnde 610, 1 200 en 1 175 miljoen frank.

(<sup>2</sup>) Artikelen 102-4, 103 en 104 van de begroting, met uitzondering van de artikelen 103-1 en 2, en 104-1.

## SECTION C.

**Défense nationale.**

La politique de défense de la Belgique continuant à être déterminée par les engagements contractés vis-à-vis de l'O.T.A.N., les structures de nos Forces ainsi que notre contribution quantitative restent inchangées.

La mise en service de nouveaux matériels destinés à améliorer la qualité de notre contribution, sera poursuivie en 1965, notamment dans le domaine de la défense aérienne (F-104 G, NIKE, HAWK), et dans celui de l'équipement de la Force terrestre (matériel de pontage amphibie et matériel d'artillerie).

Cette année verra également la continuation d'un programme de replacement du charroi banalisé et la mise en chantier, au profit de la Force navale, d'un bâtiment de commandement et de soutien logistique.

L'effort portera, enfin, sur l'amélioration du potentiel logistique de nos forces affectées.

L'ensemble des crédits mis en 1964 à la disposition du département de la Défense nationale pour les besoins de l'exercice en cours s'élève, compte tenu des ajustements, à 21 501,3 millions de francs.

Ces crédits se répartissent comme suit :

- dépenses ordinaires : 15 423,3 millions, dont 45,8 millions de fonds reportés à la clôture de l'exercice 1963 au titre d'encaisse des comptables extraordinaires du département;
- dépenses extraordinaires : 6 078 millions de crédits de paiement, dont 183,9 millions reportés par voie d'arrêté royal à la clôture de l'exercice 1963.

Le projet de budget pour l'exercice 1965 prévoit des crédits pour un total de 20 888,8 millions : 15 515 millions aux dépenses ordinaires et 5 373,8 millions aux dépenses extraordinaires.

Ces crédits seront toutefois majorés, en ce qui concerne les dépenses extraordinaires, de 3,6 millions de crédits de paiement à reporter, par arrêté royal, à la clôture de 1964.

De sorte que l'ensemble des crédits à la disposition de la Défense nationale s'élèvera à 20 892,4 millions de francs, soit :

- 15 515 millions pour les dépenses ordinaires;
- 5 377,4 millions pour les dépenses extraordinaires.

L'augmentation de 91,7 millions accusée par les dépenses ordinaires résulte de diverses modifications; les augmentations principales intéressent les dépenses d'entretien relatives au matériel volant et au charroi, les vivres, les carburants et les dépenses incombant à la Défense nationale dans le cadre de l'assistance technique accordée à la République du Congo; les réductions les plus importantes affectant les dépenses imputables au titre I ont trait à l'habillement et l'équipement, aux frais de scolarité à l'étranger, et aux dépenses de stationnement en République Fédérale Allemande notamment en ce qui concerne l'entretien des bâtiments et le mobilier.

Les crédits de paiement disponibles en 1965 pour les dépenses extraordinaires, inférieurs de 700,6 millions à ceux de 1964, couvrent à concurrence de 4 759 millions l'exécution normale de programmes déjà soumis antérieurement au législateur, de 470 millions la mise en œuvre du

## SECTIE C.

**Landsverdediging.**

Daar het defensiebeleid van België bepaald wordt door de verplichtingen aangegaan ten opzichte van de NATO, blijven zowel de structuren van onze Strijdkrachten als onze kwantitatieve bijdrage onveranderd.

Het in dienst stellen van nieuw materieel, bestemd tot verbetering van onze kwalitatieve bijdrage, zal in 1965 voortgezet worden, namelijk op het gebied van de luchtverdediging (F-104 G, NIKE, HAWK) en de uitrusting van de Landmacht (amfibiebrugmaterieel en artilleriematerieel).

In dat jaar wordt ook het programma tot vervanging van de gebanaliseerde voertuigen voortgezet en, ten behoeve van de Zeemacht, een nieuw schip voor logistieke steun en commando op stapel gezet.

De militaire inspanning wordt ten slotte vooral gericht op de verbetering van het logistieke potentieel van onze toegewezen Strijdkrachten.

Het totaal van de in 1964 ten behoeve van het lopend dienstjaar ter beschikking van Landsverdediging gestelde kredieten bedraagt, rekening gehouden met de aanpassingen, 21 501,3 miljoen frank.

Deze kredieten worden verdeeld als volgt :

- gewone uitgaven : 15 423,3 miljoen, waarvan 45,8 miljoen fondsen die na de afsluiting van het dienstjaar 1963 overgedragen werden, voortkomend van de kasgelden der buitengewone rekenplichtigen van het departement;
- buitengewone uitgaven : 6 078 miljoen betalingskredieten, waarvan 183,9 miljoen overgedragen werden bij koninklijk besluit, na de afsluiting van het dienstjaar 1963.

Het begrotingsontwerp voor het dienstjaar 1965 voorziet kredieten voor een totaal bedrag van 20 888,8 miljoen : 15 515 miljoen voor de gewone uitgaven en 5 373,8 miljoen voor de buitengewone uitgaven.

Deze kredieten zullen evenwel verhoogd worden, wat de buitengewone uitgaven betrifft, met 3,6 miljoen betalingskredieten, die na de afsluiting van het dienstjaar 1964 bij koninklijk besluit zullen overgedragen worden.

Aldus zal het totaal bedrag van de ter beschikking van Landsverdediging gestelde kredieten 20 892,4 miljoen belopen, hetzij :

- 15 515 miljoen voor de gewone uitgaven;
- 5 377,4 miljoen voor de buitengewone uitgaven.

De vermeerdering met 91,7 miljoen voor de gewone uitgaven vloeit voort uit verschillende wijzigingen; de voorname verhogingen betreffen de uitgaven voor onderhoud van het vliegmaterieel en de voertuigen, de voeding, de brandstoffen en de uitgaven die in het kader van de aan de Republiek Kongo toegestane technische bijstand ten laste vallen van Landsverdediging; de belangrijkste verminderingen op de uitgaven aanrekenbaar op titel I, hebben betrekking op de kledij en de uitrusting, de opleidingskosten in het buitenland en de stationeringsuitgaven in de Duitse Bondsrepubliek, namelijk wat het onderhoud van de gebouwen en het mobilier betrifft.

De beschikbare kredieten in 1965 voor de buitengewone uitgaven, die 700,6 miljoen lager liggen dan deze van 1964, dekken ten bedrage van 4 759 miljoen de verdere uitvoering van programma's, die de wetgever reeds vroeger voorgelegd werden, ten belope van 470 miljoen het ten uitvoer

plan à moyen terme 1965-1970 d'équipement et d'infrastructure des forces armées et de 148,4 millions un programme particulier d'équipement et d'infrastructure communs aux forces s'inscrivant également dans la perspective du plan à moyen terme 1965-1970. La réduction de 700,6 millions s'inscrit dans le cadre du ralentissement des investissements publics.

brengen van het plan op middellange termijn 1965-1970 voor de uitrusting en de infrastructuur van de Strijdkrachten en voor een bedrag van 148,4 miljoen een afzonderlijk programma voor de uitrusting en de infrastructuur, gemeenschappelijk voor de Strijdkrachten, eveneens ontworpen in het kader van het plan op middellange termijn 1965-1970. De vermindering van 700,6 miljoen dient gezien in het licht van de vertraging der overheidsinvesteringen.

## SECTION D.

## Dépenses de personnel, de matériel et travaux.

## 1. Personnel.

Ainsi qu'il est exposé dans la première partie de ce document, le Gouvernement a estimé devoir mener de front avec la revalorisation de la fonction publique, une politique coordonnée de cadres et de recrutement et cela sur base d'une organisation plus poussée des services dans le sens des techniques nouvelles autorisant la rationalisation des tâches et un rendement qualitatif et quantitatif plus élevé.

C'est dans cette intention que tous les crédits destinés dans les budgets des départements au recrutement de nouveau personnel, ont été supprimés.

Comme il ne peut être question d'arrêter indéfiniment les recrutements indispensables à la bonne marche des services, il a été inséré un crédit global de 150 millions de francs au budget de la Fonction publique. Toutes les propositions d'engagement de personnel devront être soumises au Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions, qui les examinera avec chacun de ses collègues. Il sera procédé aux transferts de crédits dans les autres budgets pour les recrutements indispensables.

De ce fait les crédits de personnel pour 1965 ont été calculés sur la base de la situation au 1<sup>er</sup> septembre 1964 c'est-à-dire que le montant total est égal à celui de 1964 ajusté, majoré de 1,5 %, pour tenir compte de la charge des deux augmentations de l'index qui ont affecté les rémunérations en 1964 mais dont la seconde n'a pris cours qu'au 1<sup>er</sup> août 1964.

Cette mesure n'a pas dû être appliquée au budget de la Défense nationale dont les dépenses de personnel pour 1965 seront inférieures de 53 millions à celles de 1964 ajusté.

Il n'a pas été possible de l'appliquer au budget de l'Education nationale, le premier corollaire de l'extension continue de toutes les branches d'enseignement étant nécessairement l'augmentation du nombre des enseignants.

Les dépenses de personnel pour l'ensemble des départements sont évaluées à 32 920 millions pour 1965 contre 32 167 millions pour 1964 ajusté.

A ces 32 920 millions il faut ajouter le crédit provisionnel de 150 millions pour les recrutements, porté à l'article 19-4 du budget de la Fonction publique.

La première partie du tableau des pages 88 à 91 trace l'évolution des crédits de personnel de 1963 à 1965.

Il peut être utile de signaler que les subventions-traites pour l'enseignement libre sont comprises dans les crédits portés sous le chapitre II, page 90, du même tableau. On peut considérer que plus de 90 % de ces crédits se rapportent à des traitements, le restant constituant des subventions de fonctionnement et d'équipement et d'autres dont la hauteur est vraiment minime par rapport aux premières.

## 2. Dépenses de matériel et autres dépenses de fonctionnement.

Dans le cadre de sa politique d'économies en matière de frais de fonctionnement, le Gouvernement a limité au strict minimum les dépenses de matériel.

## SECTIE D.

## Uitgaven voor personeel, materieel en werken.

## 1. Personeel.

Zoals wordt vermeld in het eerste gedeelte van dit document heeft de Regering geacht, samen met de herwaardering van het openbaar ambt een gecoördineerde politiek van kaders en van aanwervingen te moeten leiden en dit op grond van een meer doorgedreven organisatie van de diensten in de richting van de nieuwe technieken, die de rationalisatie van de taken moeten toelaten, alsook een verhoogd kwalitatief en kwantitatief rendement.

Met deze bedoeling werden alle kredieten bestemd voor de aanwerving van nieuw personeel uit de begrotingen van de departementen geweerd.

Daar het niet mogelijk kon zijn de noodzakelijke aanwervingen voor de goede gang van de diensten te verdragen voor een onbepaalde duur, werd een globaal krediet van 150 miljoen in de begroting van het Openbaar Ambt ingeschreven. Al de voorstellen tot aanwerving van personeel zullen aan de Minister die het Openbaar Ambt in zijn bevoegdheid heeft, voorgelegd worden, die ze in gemeen overleg met zijn collega's zal onderzoeken. De nodige kredieten zullen naar de andere begrotingen overdragen worden voor de noodzakelijk geachte aanwervingen.

Hieruit volgt dat de kredieten voor het personeel voor 1965 berekend werden op grond van de toestand op 1 september 1964, d.w.z. dat het totaal bedrag gelijktstaat met dat van 1964 aangepast, verhoogd met 1,5 % om rekening te houden met de last van de twee indexstijgingen die de wedden van 1964 hebben verhoogd, maar waarvan de laatste schijf pas op 1 augustus 1964 in werking is getreden.

Deze maatregel moest niet toegepast worden op de begroting van Landsverdediging, waarvan de kredieten voor 1965 met 53 miljoen beneden deze van 1964 aangepast staan.

Het is niet mogelijk geweest deze schikkingen toe te passen op Nationale Opvoeding en Cultuur, daar de eerste bijstelling van de bestendige uitbreiding van al de onderwijsstakken noodzakelijk gericht is op de verhoging van het aantal leerkrachten.

De uitgaven voor personeel voor het geheel der departementen zijn geraamde op 32 920 miljoen voor 1965 tegen 32 167 miljoen voor 1964 aangepast.

Bij deze 32 920 miljoen dient het provisioneel krediet van 150 miljoen voor de aanwervingen ingeschreven onder artikel 19-4 van de begroting van het Openbaar Ambt gevoegd.

Het eerste deel van de tabel op bladzijden 88 tot 91 geeft de evolutie weer van de kredieten van 1963 tot 1965.

Het kan nuttig zijn te vermelden dat de weddetoelagen voor het vrij onderwijs vervat zijn in de kredieten van Hoofdstuk II, bladzijde 90 van dezelfde tabel. Er mag aangenomen worden dat meer dan 90 % van deze kredieten betrekking hebben op de wedden, het overige gaat naar de werkings- en de uitrustingstoelagen.

## 2. Uitgaven voor materieel en andere werkingsuitgaven.

In het raam van haar bezuinigingspolitiek inzake werkingskosten heeft de Regering de uitgaven voor materieel tot een strikt minimum herleid.

La hauteur de ces crédits, portés au § 2 du chapitre I de chaque budget, a été maintenue pour 1965 au niveau des crédits ajustés pour 1964.

Quelques légères exceptions à cette règle ont dû être admises lorsque des circonstances particulières le justifiaient amplement, tels, par exemple, les crédits de matériel du budget des Affaires économiques qui supporteront pendant douze mois les frais d'installation d'un ordinateur électronique devenu indispensable à la suite des travaux supplémentaires dont l'I.N.S. se trouve chargé tant par le Gouvernement que pour le compte des organismes internationaux.

De même a-t-il fallu faire abstraction de cette règle pour la Défense nationale, dont les crédits de matériel sont en augmentation de 211 millions, ce qui représente moins de 5 % et pour l'Education nationale, les raisons données pour les dépenses de personnel valant également pour les dépenses de matériel.

Enfin on notera que pour l'Intérieur et la Fonction publique les crédits de matériel pour 1965 sont inférieurs de ±15 millions à ceux de 1964 ajusté, s'il est fait abstraction du crédit provisionnel de 150 millions porté à l'article 19-4 du budget de la Fonction publique pour le recrutement de personnel à effectuer dans tous les départements ministériels.

Au total les crédits de matériel s'élèveront ainsi à 8 853 millions + 150 millions pour 1965 contre 8 580 millions pour 1964.

### 3. Dépenses pour travaux.

Le montant des crédits pour travaux pour l'ensemble des départements s'élève à 1 494 millions de francs contre 1 433 millions de francs pour 1964 ajusté.

Ces crédits ont été établis avec la même rigueur que ceux des autres chapitres du budget.

S'ils sont inférieurs de 15 millions par rapport à 1964 pour la Défense nationale, par contre, à l'Agriculture, aux Travaux publics et à l'Education nationale ils dépassent respectivement ceux-ci de 12, de 51 et de 12 millions de francs. Pour l'Agriculture il s'agit d'études urgentes de problèmes agricoles dans le cadre de la politique de recherche scientifique, pour les Travaux publics ce sont principalement les frais d'entretien des bâtiments de l'Etat (+23 millions) et de la côte et des voies navigables (+22 millions).

### Evolution quantitative des effectifs du personnel de l'Etat du 30 juin 1963 au 30 juin 1964.

#### a) Ministères.

Au 30 juin 1964 les Ministères comptaient 99 198 agents.

Comparés au recensement du 30 juin 1963, ces effectifs accusent une augmentation de 1 904 unités, soit 1,94 %.

C'est principalement le personnel définitif qui voit accroître ses effectifs et ce de 3 003 agents. L'accroissement le plus important est constaté au département des Communications (+1 944 unités) où le glissement de la rubrique « Catégorie indéterminée » vers « Personnel définitif » continue à se manifester, quoique à un degré moindre.

L'augmentation du personnel définitif est pour ainsi dire générale. Seuls trois départements y font exception : l'Intérieur, les Affaires économiques et la Prévoyance sociale.

De hoegrootheid van deze kredieten, voorkomend onder § 2 van hoofdstuk I van iedere gewone begroting, wordt voor 1965 behouden op het peil van de aangepaste kredieten 1964.

Enkele lichte uitzonderingen werden aan deze regeling toegelaten, wanneer bijzondere omstandigheden het verantwoorden, zoals bijvoorbeeld, de kredieten voor materieel van de begroting van Economische Zaken die in 1965 gedurende twaalf maanden de kosten zullen dragen van een electronische ordinateur noodzakelijk geworden ten gevolge de bijkomende werken die het N.I.S. opgelegd worden zowel door de Regering als voor rekening van de internationale instellingen.

De regel kon ook niet toegepast worden op Landsverdediging waarvan de kredieten voor materieel met 211 miljoen stijgen, (±5 %), alsook voor Nationale Opvoeding waar de redenen gegeven voor de uitgaven voor personeel ook gelden voor de uitgaven voor materieel.

Ten slotte dient genoteerd dat de kredieten voor materieel voor Binnenlandse Zaken en het Openbaar Ambt voor 1965 met ±15 miljoen beneden deze van 1964 aangepast blijven, indien geen rekening wordt gehouden met het provisioneel krediet van 150 miljoen ingeschreven op artikel 19-4 van de begroting van het Openbaar Ambt, voor de aanwerving van personeel voor al de ministeriële departementen.

In totaal bedragen de kredieten voor materieel 8 853 miljoen frank + 150 miljoen frank voor 1965 tegenover 8 580 miljoen frank voor 1964.

#### 3. Uitgaven voor werken.

Het bedrag der kredieten voor werken voor het geheel der departementen beloopt tot 1 494 miljoen frank tegenover 1 433 miljoen frank voor 1964 aangepast.

Deze kredieten werden berekend met dezelfde strengheid als deze van de andere hoofdstukken van de begroting.

Indien zij voor 1965 voor Landsverdediging met 15 miljoen lager staan dan in 1964, overtreffen zij deze laatste respectievelijk voor Landbouw, voor Openbare Werken en voor Nationale Opvoeding met 12, met 51 en met 12 miljoen frank. Voor Landbouw gaat het om dringende studies van de landbouwwraagstukken in het raam van de politiek van het wetenschappelijk onderzoek; voor Openbare Werken zijn het hoofdzakelijk kosten van onderhoud van de Staatsgebouwen (+23 miljoen) en van de kust en de bevaarbare waterwegen (+22 miljoen).

### Kwantitatieve evolutie van de personeelseffectieven van de Staat tussen 30 juni 1963 en 30 juni 1964.

#### a) Ministeries.

Op 30 juni 1964, telden de Ministeries 99 198 personeelsleden.

Vergeleken met de telling van 30 juni 1963, betekent dit een vermeerdering van 1 904 eenheden, hetzij 1,94 %.

Het is voornamelijk het vast personeel dat zijn effectieven ziet toenemen, en wel met 3 003 personeelsleden. De aangroei is het sterkst in het departement van Verkeerswezen (+1 944 eenheden), waar de verschuiving van de rubriek « Onbepaalde categorie » naar « Vast personeel » blijft aanhouden, alhoewel in mindere mate.

De stijging van het vast personeel is vrijwel algemeen. Slechts drie departementen maken hierop een uitzondering : Binnenlandse Zaken, Economische Zaken en Sociale Voorzorg.

A l'Intérieur (-145 unités) il ne s'agit pas vraiment d'une diminution mais simplement d'une rectification (au 30 juin 1963, les membres du Conseil d'Etat avaient été ajoutés par erreur aux effectifs du département). Aux Affaires économiques (-302 unités) il s'agit principalement de passages au secteur parastatal.

Quoique globalement le personnel temporaire n'ait pratiquement pas subi de modifications, quelques glissements sont cependant à signaler dans ce secteur. Pour une diminution de 556 unités à l'Education nationale et la Culture, il y a une augmentation importante de cette rubrique aux départements des Finances (+163), de la Justice (+166) et des Affaires économiques (+174).

La catégorie indéterminée a diminué de 923 unités soit 5,13 %. Pour cette catégorie une augmentation est à signaler principalement en ce qui concerne l'Education nationale et la Culture (+728) résultant de l'extension du secteur enseignement. La tendance à la diminution par contre, continue à se manifester à la Défense nationale (-650) et aux Communications (-454 : Poste). Aux Affaires économiques (-551) la réduction de cette rubrique doit être attribuée au licenciement progressif du personnel auxiliaire recruté à l'époque pour le recensement général de la population.

#### b) Corps spéciaux.

L'effectif des corps spéciaux s'est réduit, par rapport à la situation au 30 juin 1963, de 1 834 unités, soit 2,44 %, abstraction faite toutefois du personnel enseignant et scientifique. Ce décroissement est dû exclusivement à la réduction du personnel militaire de 1 914 unités. Le personnel de l'Ordre judiciaire a été légèrement augmenté (+168 unités pour l'ensemble des magistratures civile et militaire).

La gendarmerie a connu une légère diminution de ses effectifs (-86 unités).

Les chiffres fournis pour le personnel enseignant et scientifique de l'Etat n'ont pas trait au nombre d'agents mais au nombre de missions d'enseignement.

Tel était également le cas lors du recensement du 30 juin 1963; les chiffres sont donc comparables. Pour la période considérée, les missions d'enseignement se sont accrues de 2 378 unités soit 6,87 %.

Bij Binnenlandse Zaken (-145 eenheden), betreft het echter geen werkelijke vermindering, maar enkel een rechtzetting (op 30 juni 1963 werden de leden van de Raad van State verkeerdelyk bij de effectieven van dit departement geteld). Bij Ekonomiesche Zaken (-302 eenheden), gaat het in hoofdzaak om overgangen naar de parastatale sector.

Alhoewel, globaal gezien, het tijdelijk personeel praktisch geen wijzigingen onderging, vallen nochtans enkele verschuivingen aan te stippen in deze sector. Tegenover een vermindering met 556 eenheden bij Nationale Opvoeding en Cultuur, staat er een belangrijke aangroei van deze rubriek in de departementen van Financiën (+163), Justitie (+166) en Ekonomiesche Zaken (+174).

De onbepaalde kategorie daalde met 923 eenheden of 5,13 %. Hier is voornamelijk een vermeerdering aan te merken bij Nationale Opvoeding en Cultuur (+728), voortvloeiend uit de uitbreiding van de sector onderwijs. De dalende tendens gaat daarentegen verder bij Landsverdediging (-650) en Verkeerswezen (-454 : Posterijen). Bij Ekonomiesche Zaken (-551), is de afname van deze rubriek toe te schrijven aan de geleidelijke afname van het hulp personeel dat destijds voor de algemene volkstelling werd aangeworven.

#### b) Speciale korpsen.

Het effectief der speciale korpsen daalde, ten overstaan van de toestand op 30 juni 1963, met 1 834 eenheden of 2,44 %, indien men het onderwijsend en wetenschappelijk personeel buiten beschouwing laat. Deze daling is uitsluitend te wijten aan de vermindering van het militair personeel met 1 914 eenheden. Het personeel van de Rechterlijke Orde vertoont een lichte stijging (+168 eenheden voor de burgerlijke en de militaire magistratuur samen).

De Rijkswacht zag haar effectieven lichtjes dalen (-86 eenheden).

De voor het onderwijsend en wetenschappelijk Staats personeel aangegeven cijfers hebben geen betrekking op personeelsleden, maar wel op leeropdrachten.

Daar dit eveneens het geval was voor de telling van 30 juni 1963 zijn de cijfers vergelijkbaar. Over de beschouwde periode zijn de leeropdrachten met 2 378 eenheden toegenomen, hetzij 6,87 %.

Effectifs au 30 juin 1964.

Effectieven op 30 juni 1964.

MINISTÈRES ET CORPS SPÉCIAUX	Personnel définitif	Personnel temporaire	Catégorie indéterminée	Personnel en non- activité	Total	MINISTERIES EN SPECIALE KORPSEN
	Vast personeel	Tijdelijk personeel	Onbepaalde categorie	Personnel op non- activiteit	Totaal	

MINISTERES.			MINISTERIES.			
Premier Ministre . . . . .	405	125	46	7	583	Eerste Minister.
Affaires étrangères et Commerce extérieur.	1 294	87	1 299	11	2 691	Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel.
Intérieur . . . . .	1 939	107	188	12	2 246	Binnenlandse Zaken.
Finances . . . . .	20 010	695	1 275	67	22 047	Financiën.
Justice . . . . .	3 645	377	211	35	4 268	Justitie.
Défense nationale . . . . .	3 438	78	1 761	145	5 422	Landsverdediging.
Education nationale et Culture . . .	4 475	660	2 399	29	7 563	Nationale Opvoeding en Cultuur.
Affaires économiques et Energie . . .	2 251	294	502	119	3 166	Economische Zaken en Energie.
Agriculture . . . . .	2 159	74	108	5	2 346	Landbouw.
Santé publique et Famille . . . . .	1 654	233	311	28	2 226	Volksgezondheid en Gezin.
Travail et Emploi . . . . .	640	66	90	1	797	Tewerkstelling en Arbeid.
Prévoyance sociale . . . . .	435	35	19	3	492	Sociale Voorzorg.
Travaux publics . . . . .	6 660	1 281	281	38	8 260	Openbare Wérken.
Communications . . . . .	27 878	279	8 552	111	36 820	Verkeerswezen.
Classes moyennes . . . . .	229	11	26	5	271	Middenstand.
	Total	77 112	4 402	17 068	616	99 198
						Totaal.

CORPS SPÉCIAUX			SPECIALE KORPSEN.			
1. Ordre judiciaire :						1. Rechterlijke Orde :
a) Magistrature civile et personnel administratif des tribunaux civils.	2 961	43	250	8	3 262	a) Burgerlijke magistratuur en administratief personeel van de rechtbanken.
b) Magistrature militaire et personnel administratif des tribunaux militaires.	151	42	4	43	240	b) Militaire magistratuur en administratief personeel der militaire rechtbanken.
c) Police judiciaire . . . . .	663	—	14	12	689	c) Gerechtelijke politie.
2. Conseil d'Etat . . . . .	127	4	16	12	159	2. Raad van State.
3. Personnel militaire :						3. Militair personeel :
a) Force terrestre . . . . .	38 209	—	—	—	38 209	a) Landmacht,
b) Force aérienne . . . . .	15 000	—	—	—	15 000	b) Luchtmacht,
c) Force navale . . . . .	2 612	—	—	—	2 612	c) Zeemacht,
d) Ecoles et Musée royal de l'Armée.	965	—	—	—	965	d) Scholen en Koninklijk Legermuseum,
e) Institut géographique militaire.	109	—	—	—	109	e) Militair geografisch Instituut,
f) Divers . . . . .	82	—	—	—	82	f) Verschillende.
Total personnel militaire.	56 977	—	—	—	56 977	Totaal militair personeel.
4. Gendarmerie . . . . .	11 956	—	—	—	11 956	4. Rijkswacht.
Totaux 1 + 2 + 3 + 4.	72 835	89	284	75	73 283	Totaal 1 + 2 + 3 + 4.
5. Corps enseignant et scientifique de l'Etat (enseignements primaire, spécial, moyen, normal, technique, supérieur et artistique).	33 233 <sup>(1)</sup>	3 525	—	210	36 968 <sup>(1)</sup>	5. Onderwijzend en wetenschappelijk Staatspersoneel (lager, buitengewoon, middelbaar, normaal, technisch, hoger en artistiek onderwijs).
Totaux.	106 068	3 614	284	285	110 251	Totalen.

<sup>(1)</sup> Sans élimination de doubles emplois provenant des fonctions exercées en cumul dans les diverses branches de l'enseignement.

<sup>(1)</sup> Zonder uitschakeling van het dubbel gebruik voortvloeiend uit cumulbetrekkingen in de verschillende takken van het onderwijs.

## SECTION E.

## Interventions en faveur de tiers.

Sous la section G ont figuré depuis plusieurs années des notes au sujet des interventions de l'Etat en faveur de tiers dans les domaines économique et social.

En fait ces explications ne pouvaient que commenter très brièvement les crédits qui avaient subi les plus fortes fluctuations sur la période des trois exercices portés dans les tableaux. Elles pouvaient cependant détourner l'attention du lecteur d'une vue plus complète des sommes que l'Etat redistribue sur l'ensemble des secteurs économique et social.

De plus ces commentaires constituaient dans bien des cas des redites de ce qui figurait déjà soit dans la première, soit dans la deuxième partie de l'Exposé général.

Pour toutes ces raisons il a été jugé utile de ne plus les reproduire dans ce document qui doit être avant tout l'expression budgétaire de la politique du Gouvernement et dont même la partie analytique doit rester générale, jusque dans les comparaisons de crédits, si l'on veut éviter qu'elle ne soit le résumé de chacun des budgets particuliers.

Les tableaux ci-après fournissent le montant des crédits ajustés pour 1963 et 1964, suppléments pour exercices antérieurs exclus et sollicités pour 1965.

N'y sont pas reprises les pensions autres que celles de prévoyance sociale, ainsi que les subventions relevant du Ministère de l'Education nationale et de la Culture en ce qui concerne l'enseignement.

La première colonne des tableaux indique le budget et l'article en 1965; sur chaque ligne correspondante figurent les montants relatifs aux trois exercices respectifs, même lorsque les crédits relevaient en 1963 ou 1964 d'autres numéros ou libellés, ou même d'autres budgets.

Les budgets sont indiqués par leur numéro d'ordre reproduit ci-dessous :

- II. — Dette publique;
- III. — Pensions;
- VI. — Premier Ministre;
- VII. — Justice;
- VIII. — Intérieur et Fonction publique;
- IX. — Affaires étrangères et Commerce extérieur;
- XII. — Agriculture;
- XIII. — Affaires économiques et Energie;
- XIV. — Classes moyennes;
- XV. — Communications et P.T.T.;
- XVI. — Travaux publics;
- XVII. — Emploi et Travail;
- XVIII. — Prévoyance sociale;
- XIX. — Education nationale et Culture;
- XX. — Santé publique et Famille;
- XXI. — Finances.

## SECTIE E.

## Tussenkomsten ten bate van derden.

Onder de sectie G werden sinds verscheidene jaren nota's ingelast in verband met de tussenkomsten van de Staat ten bate van derden in de ekonomiesche en sociale sector.

De verstrekte uitleg moet nochtans beperkt blijven tot een korte besprekking van de kredieten die, in de loop van de drie dienstjaren die in de tabellen voorkomen, gevoelige fluctuaties hadden ondergaan, zodat de aandacht van de lezer kan afgeleid worden van een volledig inzicht over de sommen die door de Staat herverdeeld worden in de sociale en de ekonomiesche sectoren.

Daarbij kwam dat dit kommentaar in vele gevallen herhalingen waren van wat reeds in het eerste of tweede deel van de Algemene Toelichting voorkwam.

Voor al deze redenen werd het nuttig geacht ze niet meer in te lassen in dit dokument dat in eerste instantie toch de budgettaire uitdrukking moet zijn van de politiek van de Regering en waarvan ook het analytisch gedeelte algemeen moet blijven, zelfs waar het over kredietvergelijkingen gaat, indien wil vermeden worden dat het een samenvatting wordt van ieder afzonderlijke begroting.

De navolgende tabellen verstrekken voor 1963 en 1964 het bedrag van de aangepaste kredieten, de supplementen voor vroegere dienstjaren niet inbegrepen en voor 1965 de aangevraagde kredieten.

Werden geweerd : pensioenen behalve deze van de sociale zekerheid, evenals de toelagen verleend voor het Ministerie van Nationale Opvoeding en Cultuur wat betreft het onderwijs.

De eerste kolom van de tabellen duidt de begroting en het artikel voor 1965 aan; op elke overeenstemmende regel komen de bedragen voor betreffende de drie respectieve dienstjaren, zelfs wanneer de kredieten in 1963 of 1964 onder andere nummers of teksten, of zelfs in andere begrotingen waren opgenomen.

De begrotingen worden aangeduid door hun kennummer, dat hieronder volgt :

- II. — Rijksschuld;
- III. — Pensioenen;
- VI. — Eerste Minister;
- VII. — Justitie;
- VIII. — Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt;
- IX. — Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel;
- XII. — Landbouw;
- XIII. — Ekonomiesche Zaken en Energie;
- XIV. — Middenstand;
- XV. — Verkeerswezen en P.T.T.;
- XVI. — Openbare Werken;
- XVII. — Tewerkstelling en Arbeid;
- XVIII. — Sociale Voorzorg;
- XIX. — Nationale Opvoeding en Cultuur;
- XX. — Volksgezondheid en Gezin;
- XXI. — Financiën.

## INTERVENTIONS DE NATURE ÉCONOMIQUE.

(En millions de francs.)

## TUSSENKOMSTEN VAN ECONOMISCHE AARD.

(In miljoen frank.)

Budgets et articles <i>Begrotingen en artikelen</i>	DÉSIGNATION <i>AANWIJZING</i>	1963	1964	1965
Interventions de caractère général.		Tussenkomsten van algemene aard.		
XIII.20.1	Ducrotre. — <i>Delcredere</i> ... .. . . . .	10,0	1,0	1,0
XIII.20.2.A	I.R.S.I.A. — <i>I.W.O.N.L.</i> ... .. . . . .	300,0	313,0	315,0
XIII.20.2.B	Subventions recherche appliquée. — <i>Toelagen toegepast onderzoek</i> ... .. . . . .	—	9,0	—
XIII.20.12.A	Institut interuniversitaire des Sciences nucléaires. — <i>Interuniversitair Instituut voor Kernwetenschappen</i> ... .. . . . .	85,0	106,0	95,0
XIII.20.12.C	Centre européen de la Recherche nucléaire à Genève. — <i>Europese centrum voor Kernonderzoek te Geneve</i> ... .. . . . .	40,4	49,7	62,0
XIII.20.12.D	Contribution Euratom. — <i>Bijdrage Euratom</i> ... ..	400,0	465,0	441,5
XIII.20.16	Contribution O.B.A.P. — <i>Bijdrage B.D.O.P.</i> ... ..	50,0	50,0	50,0
XIV.20.2	Contribution O.B.A.P. — <i>Bijdrage B.D.O.P.</i> ... ..	0,5	0,2	0,1
XIII.28.1	Expositions et foires. — <i>Tentoonstellingen en jaarmarkten</i> ... .. . . . .	4,5	5,5	4,0
XIII.24 (sauf/behalve 24.3)	Divers. — <i>Verschillende</i> ... .. . . . .	38,8	41,0	44,3
XIV.20.1	Formation et perfectionnement Classes Moyennes. — <i>Vakopleiding en vervolmaking Middenstand</i> ... ..	147,5	152,0	170,0
XIV.24.1	Institut économique et social des Classes Moyennes. — <i>Economisch en sociaal instituut Middenstand</i> .	11,4	18,8	29,0
XIV.20.2	Relèvement économique. — <i>Economische heropleving</i> .	21,6	13,4	10,0
XIV.24.2-3	Divers. — <i>Verschillende</i> ... .. . . . .	9,9	10,6	11,3
XVI.20.1	Tunnels de l'Escaut. — <i>Scheldetunnels</i> ... .. . . .	36,8	37,6	37,6
XXI.20.1	Rive gauche de l'Escaut. — <i>Linker Scheldeoever</i> ... ..	17,0	19,6	20,6
II (ancien art. 217/ oud art. 217) (p.m.)	Rive gauche de l'Escaut, dette. — <i>Linker Scheldeoever, schuld</i> ... .. . . . .	9,8	6,2	—
IX(I).20.1	Office belge du Commerce Extérieur. — <i>Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel</i> ... .. . . .	90,8	102,9	126,5
IX(I).20.2	Fonds du Commerce Extérieur. — <i>Fonds van de Buitenlandse Handel</i> ... .. . . . .	25,0	10,0	30,0
Interventions pour l'expansion économique		Toelagen voor de economische expansie.		
XIII.20.13	Taux d'intérêt réduit, etc. — <i>Verminderde interestvoet, enz.</i> ... .. . . . .	510,0	788,5	840,0
XIV.20.3	Taux d'intérêt réduit, etc. — <i>Verminderde interestvoet, enz.</i> ... .. . . . .	66,4	142,1	110,3
XV(II).20.1	Taux d'intérêt réduit, etc. — <i>Verminderde interestvoet, enz.</i> ... .. . . . .	42,0	68,0	86,5
XXI.29.5	Garantie de l'Etat. — <i>Staatswaarborg goede afloop</i> .	40,0	10,0	10,0
XIII.28.2	Investissements étrangers. — <i>Buitenlandse investeringen</i> ... .. . . . .	3,5	3,5	3,5

(En millions de francs.)

(In miljoen frank.)

Budgets et articles <i>Begrotingen en artikelen</i>	D E S I G N A T I O N <i>A A N W I J Z I N G</i>	1963	1964	1965
<b>Interventions en faveur d'industries particulières.</b>				Toelagen aan bijzondere nijverheden.
XIII.20.11	Industrie charbonnière. — <i>Steenkolennijverheid</i> ...	100,0	115,0	80,0
XXI.29.8	Industrie charbonnière, garantie de l'Etat. — <i>Steenkolennijverheid, Staatswaarborg</i> ...	150,0	50,0	50,0
XIII.20.12.B <sub>1</sub> , B <sub>2</sub> et/ en B <sub>3</sub>	Centre étude Energie nucléaire. — <i>Studiecentrum voor Kernenergie</i> ...	345,7	322,8	313,1
XIX.25.4	Centre d'étude de l'Energie nucléaire. — <i>Studiecentrum voor Kernenergie</i> ...	—	15,5	—
XIII.24.3	Industrie du cinéma. — <i>Cinematografische nijverheid</i> .	12,0	15,0	15,0
XV.20(II)6	Primes démolition pêche maritime. — <i>Slooppremie zeevissersvloot</i> ...	3,5	1,0	—
<b>Interventions en faveur de l'agriculture.</b>				Toelagen voor de landbouw.
XII.20.3.1°	Maladies des animaux. — <i>Dierenziekten</i> ...	135,4	154,9	148,7
XII.20.3.3°	Distribution de lait. — <i>Melkbedeling</i> ...	28,0	28,0	28,0
XII.20.5.1°	Primes production laitière. — <i>Premiën zuivelproductie</i> ...	392,5	410,0	318,0
XII.20.3.2°	Amélioration des espèces. — <i>Veredeling der soorten</i> .	105,7	120,4	130,9
XII.20.5.3°	Fonds agricole (taxe d'abattage). — <i>Landbouwfonds (slachttaxe)</i> ...	25,0	25,0	25,0
XII.20.5.4°	Fonds agricole (subvention à la culture du lin). — <i>Landbouwfonds (toelage aan de vlaasteelt)</i> ...	30,0	30,0	30,0
XII.24.5.1°	Fonds d'investissement agricole. — <i>Landbouw-investeringsfonds</i> ...	100,0	120,0	144,2
XII.24.5.3°	Plan d'assainissement de la viticulture. — <i>Saneringsplan van de druiventeelt</i> ...	15,0	30,0	30,0
XII.28.3.1°	Indemnités vétérinaires. — <i>Veeartsvergoedingen</i> ...	41,0	41,7	41,2
XII.28.3.2°	Vaccins, etc. — <i>Entstoffen, enz.</i> ...	11,9	11,6	11,4
XII.28.2.5°	Remembrement. — <i>Ruilverkaveling</i> ...	50,4	75,0	87,5

## INTERVENTIONS DE CARACTÈRE SOCIAL.

## TUSSENKOMSTEN OP SOCIAAL GEBIED.

(En millions de francs.)

(In miljoen frank.)

BUDGETS ET ARTICLES Begrotingen en artikelen	DÉSIGNATION AANWIJZING	1963	1964	1965
	Pensions.		Pensioenen.	
III.105.1	Ouvriers. — Werklieden ... ... ... ...	2 000,0	2 250,0	2 500,0
III.105.2	Assurés libres. — Vrij verzekeren ... ... ...	400,0	400,0	400,0
III.105.3	Employés. — Bedieningen ... ... ... ...	387,7	409,7	422,9
III.105.4	Contribution dans les rentes. — Bijdrage in de renten.	274,3	288,6	302,8
III.106	Indépendants. — Zelfstandigen ... ... ... ...	1 279,8	1 542,4	1 556,7
III.107.1 et/en 2	Mineurs, retraite et survie. — Mijnwerkers, rust en overleving ... ... ... ...	2 580,0	2 638,1	2 810,7
III.107.3	Mineurs, invalidité. — Mijnwerkers, Invaliditeit ...	2 385,0	2 500,0	2 600,0
III.107.4	Mineurs, contribution rentes. — Mijnwerkers, bijdrage renten ... ... ... ...	56,3	57,8	60,5
III.114	Marins. — Zeelieden ... ... ... ...	20,0	20,7	21,5
	Sécurité sociale.		Sociale zekerheid.	
XVIII.21.9	Allocations familiales, salariés. — Kinderbijslag, arbeiders ... ... ... ...	746,0	452,0	620,0
XVIII.21.10	Allocations familiales, indépendants. — Kinderbijslag, zelfstandigen ... ... ... ...	397,0	405,0	410,0
XVIII.21.1	I.N.A.M.I., travailleurs salariés. — R.I.Z.I.V., loonarbeiders ... ... ... ...	1 634,9	6 350,0	7 000,0
XVIII.21.2	I.N.A.M.I., travailleurs indépendants. — R.I.Z.I.V., zelfstandigen ... ... ... ...	—	100,0	350,0
XVIII.21.2 (p.m.)	I.N.A.M.I., chômeurs. — R.I.Z.I.V., werklozen ...	617,0	—	—
XVIII.21.5	I.N.A.M.I., marins. — R.I.Z.I.V., zeelieden ...	3,5	3,6	3,7
XVIII.21.3-4 (p.m.)	I.N.A.M.I., divers. — R.I.Z.I.V., diverse ...	5,1	—	—
XVIII.25.1 (p.m.)	I.N.A.M.I., intérêts. — R.I.Z.I.V., interessen ...	27,0	—	—
XVIII.25.2 (p.m.)	I.N.A.M.I., subventions exceptionnelles. — R.I.Z.I.V., uitzonderingstoelagen ...	1 861,1	—	—
XVIII.21.8	Prix Journée hospitalisation. — Kostprijs dag verpleging ...	15,5	15,0	10,0
XVIII.21.6	Assurance libre, maladie. — Vrije verzekering, ziekte.	785,0	793,0	700,0
XVIII.21.7	Assurance libre, invalidité. — Vrije verzekering, invaliditeit ...	20,3	20,6	21,4
XVIII.21.11	Mutualités retraite. — Mutualiteitsverenigingen ...	2,5	2,5	3,0
XVIII.21.12 et/en 28.1/28.3	Pensions, frais fonctionnement. — Pensioenen, werkingskosten ...	20,2	23,1	23,0
XVIII.21.17	Accidents travail. — Arbeidsongevallen ...	0,1	0,1	0,1
XVIII.28.8	Accidents travail, gens de mer (1939-1949). — Arbeidsongevallen, zeelieden (1939-1949) ...	11,6	11,3	11,3
XVIII.21.18	Orphelins du travail. — Wezen arbeidsongevallen ...	18,5	19,9	22,2
XVIII.21.19	Maladies professionnelles. — Beroepsziekten ...	0,5	0,5	0,5
XVIII.21.22 à/tot 23 + (p.m.)	Eupen-Malmédy. — Eupen-Malmedy ...	1,9	1,9	1,9
XVIII.24.2	Centres médico-techniques, mineurs. — Medisch-technische centra, mijnwerkers ...	10,0	10,0	10,0
XVIII.25.4	Caisse de prévoyance et de secours en faveur des victimes des accidents du travail. — Steun- en Voorzorgskas ter behoeve van door arbeidsongevallen getroffenen ...	—	10,0	20,0

(En millions de francs.)

(In miljoen frank.)

Budgets et articles <i>Begrotingen en artikelen</i>	D E S I G N A T I O N <i>A A N W I J Z I N G</i>	1963	1964	1965
XVIII.21.20	Fonds des maladies professionnelles (pneumoconiose des ouvriers mineurs). — <i>Fonds voor beroepsziekten (pneumoconiose van de mijnwerkers)</i> . . .	—	20,0	4,0
XVIII.25.3	Service des intérêts des avances de 700 millions, consenties en 1961 par le F.N.R.O.M. — <i>Interest op de voorschotten van 700 miljoen frank in 1961 toegestaan door het N.P.M.</i> . . . . .	24,5	17,5	10,5
<b>Avantages sociaux.</b>				
XVIII.28.5.6	Estropiés, mutilés. — <i>Gebrekken, verminkt</i> . . .	820,4	900,8	893,4
XVIII.28.10	Mineurs, abonnements vacances. — <i>Mijnwerkers, vacanteabonnementen</i> . . . . .	54,0	52,0	52,0
XVIII.29.2 et/en XVII.29-(p.m.)	Frontaliers et saisonniers. — <i>Grensarbeiders en seizoenarbeiders</i> . . . . .	16,1	15,7	0,9
XVIII.21.13	Mineurs, congés du fond. — <i>Mijnwerkers, ondergrondsverlof</i> . . . . .	140,6	149,1	150,6
XVIII.21.14	Mineurs, vacances. — <i>Mijnwerkers, verlof</i> . . .	90,0	27,5	27,5
XVIII.21.15	Mineurs, congé complémentaire. — <i>Mijnwerkers, bijkomend verlof</i> . . . . .	45,0	30,0	30,0
VIII.28.7	Indemnités de milice. — <i>Militievergoedingen</i> . . .	50,0	65,0	78,5
XV.21.1	Tourisme social. — <i>Sociaal toerisme</i> . . . . .	32,0	32,0	1,0
<b>Assistance sociale.</b>				
XX.21.6	O.N. victimes guerre. — <i>N.W. oorlogsgetroffenen</i> .	559,4	624,8	645,5
XX.21.7/28.6-11 à/ tot 21	Victimes de la guerre, autres interventions. — <i>Oorlogsslachtoffers, andere tussenkomsten</i> . . . . .	33,7	35,1	32,5
XX.28.7-8	Fonds spécial assistance. — <i>Bijzonder onderstands-fonds</i> . . . . .	933,7	838,7	869,3
XX.28.10	Réfugiés. — <i>Vluchtelingen</i> . . . . .	30,3	38,4	36,0
VIII.24.1	Fonds communal assistance. — <i>Gemeentelijk Bijstands-fonds</i> . . . . .	1 353,0	—(1)	—(2)
VII.28.3	Entretien enfants confiés à des institutions. — <i>Onderhoud kinderen toevertrouwd aan liefdadigheidsinstellingen</i> . . . . .	335,4	387,0	387,0
VII.28.2	Entretien élèves établissements d'éducation Etat. — <i>Onderhoud verpleegden van Rijksopvoedingsgestichten</i> . . . . .	18,6	19,0	19,1
VII.21.1-2-3	Œuvres de patronage et protection de l'enfance. — <i>Werken voor bescherming ontslagen veroordeelden en kinderbescherming</i> . . . . .	4,7	5,3	5,8
<b>Maatschappelijke bijstand.</b>				

(1) La prévision afférente à l'exercice 1964 fait partie du crédit global de 8 960 millions sollicité à l'article 24.1 (Fonds des communes) de la Section I du projet de budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique.

(2) La prévision afférente à l'exercice 1965 fait partie du crédit global de 9 450 millions sollicité à l'article 24.1 (Fonds des communes) de la Section I du projet de budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique.

(1) De voorziening betreffende het dienstjaar 1964 maakt deel uit van het globaal krediet van 8 960 miljoen dat aangevraagd wordt op artikel 24.1 (Fonds der gemeenten) van de Sectie I van het begrotingsontwerp van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt.

(2) De voorziening betreffende het dienstjaar 1965 maakt deel uit van het globaal krediet van 9 450 miljoen dat aangevraagd wordt op artikel 24.1 (Fonds der gemeenten) van de Sectie I van het begrotingsontwerp van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt.

(En millions de francs.)

(In miljoen frank.)

Budgets et articles — Begrotingen en artikelen	D E S I G N A T I O N A A N W I J Z I N G	1963	1964	1965
<b>Politique de l'emploi.</b>				<b>Politiek van tewerkstelling.</b>
XVII.21.1	O.N. Emploi. — <i>R.V.A.</i> . . . . .	2 390,0	1 734,9	1 582,5
XVII.21.3	« Pool » marins. — « Pool » zeelieden . . . . .	6,5	5,8	5,8
XVII.21.4	Institutions de placement. — <i>Instellingen voor arbeidsbemiddeling</i> . . . . .	0,4	0,5	0,5
XVII.21.2	Fonds handicapés. — <i>Fonds minder-validen</i> . . . . .	7,5	7,9	8,2
XVII.24.2	Fonds social européen. — <i>Europees sociaal Fonds</i> . . . . .	31,0	15,8	38,0
XVII.28.1	Primes embauche mineurs. — <i>Premies mijnarbeid aanwerving</i> . . . . .	2,0	1,5	1,5
XVII.29.1	Aide réadaptation mineurs. — <i>Hulp omscholing mijnwerkers</i> . . . . .	55,0	20,0	16,8
XVIII.21.16	Centres pour infirmes. — <i>Centra voor infirmen</i> . . . . .	0,6	0,6	0,6
<b>Logement.</b>				<b>Huisvesting.</b>
XX.21.9	I. N. Logement, intervention dans frais de fonctionnement. — <i>N. I. Huisvesting, tussenkomst in de werkingskosten</i> . . . . .	—	14,9	16,0
XX.28.9.1°	F. N. Logement, intérêts et primes de remboursement. — <i>N. F. Huisvesting, interesten en terugbetaalingspremien</i> . . . . .	698,0	777,0	824,0
XX.28.9.2°	F. N. Logement, lutte taudis. — <i>N. F. Huisvesting, krotopruiming</i> . . . . .	95,0	120,0	110,0
XX.28.9.3°	F. N. Logement, autres interventions. — <i>N. F. Huisvesting, andere tussenkomsten</i> . . . . .	229,0	235,0	240,0
XX.28.9.4°	F. N. Logement, primes. — <i>N. F. Huisvesting, premien</i> . . . . .	489,0	575,0	600,0
II.217 à/tot 220	Interventions dans la dette. — <i>Tussenkomsten in de schuld</i> . . . . .	180,0	76,5	76,8
<b>Politique de santé.</b>				<b>Gezondheidspolitiek.</b>
XX.21.1	Subsides à l'O.N. de l'Enfance. — <i>Toelagen aan het N.W. van Kinderwelzijn</i> . . . . .	495,5	560,1	573,3
XX.21.2	Organismes éducatifs. — <i>Opoedende organismen</i> . . . . .	127,5	171,4	257,7
XX.21.3	Service social. — <i>Maatschappelijk dienstbetoon</i> . . . . .	2,6	2,8	3,1
XX.21.4	Aide familiale. — <i>Familiale hulp</i> . . . . .	89,0	89,4	107,0
XX.21.5	Recherche médicale. — <i>Medisch onderzoek</i> . . . . .	65,0	252,6	209,1
XX.21.8	Gestion des hôpitaux. — <i>Beheer der hospitalen</i> . . . . .	—	211,0	290,0
XX.28.5	Hospitalisation et réadaptation. — <i>Verpleging en heraanpassing</i> . . . . .	30,0	30,0	30,0
XX.28.2	Prophylaxie générale. — <i>Algemene profylaxis</i> . . . . .	24,2	8,4	8,6
XX.28.3	Épuration d'eaux. — <i>Zuivering van water</i> . . . . .	3,2	1,9	2,5

INTERVENTIONS POUR LE FONCTIONNEMENT D'ORGANISMES PUBLICS D'EXPLOITATION DANS LE DOMAINE DES TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS.

(En millions de francs.)

TUSSENKOMSTEN IN DE WERKING VAN OPENBARE EXPLOITATIEORGANISMEN OP HET GEBIED VAN VERVOER EN VERKEER.

(In miljoen frank.)

BUDGETS ET ARTICLES <i>Begrotingen en artikelen</i>	DÉSIGNATION <i>AANWIJZING</i>	1963	1964	1965
XV.24.5	Abonnements ouvriers. — <i>Arbeidersabonnementen</i> ...	446,0	446,0	446,0
XV.24.6	Réductions tarifaires : — <i>Tariefverminderingen</i> :			
	a) S.N.C.B. — <i>N.M.B.S.</i> . . . . .	128,5	132,7	142,0
	b) S.N.C.V. — <i>N.M.B.</i> . . . . .	51,4	53,1	56,8
XV.24.7	Abonnements scolaires. — <i>Schoolabonnementen</i> ..	30,0	30,0	30,0
XV.24.18	Application régime frais d'hospitalisation. — <i>Toepassing stelsel hospitalisatiekosten</i> . . . . .	—	—	117,0
XV.24.8	Pensions. — <i>Pensioenen</i> . . . . .	1 200,0	1 200,0	1 200,0
XV.24.9	Compensation de majorations de certaines rémunérations et de pensions. — <i>Compensatie van de verhogingen van sommige bezoldigingen en pensioenen</i> . . . . .	207,4	200,4	190,0
XV.24.10	Installations communes avec la route et la voie d'eau. — <i>Gemeenschappelijke inrichtingen met het wegvervoer en de waterwegen</i> . . . . .	108,8	107,3	97,9
XV.24.11	Emprunts électrification. — <i>Electrificeringsleningen</i> .	287,6	290,5	290,1
XV.24.17	Subvention complémentaire équilibre exploitation. — <i>Aanvullende toelage evenwicht exploitatierekening</i> .	1 083,4	1 002,0	769,8
II.157-207 à/tot 210	Interventions dans la dette. — <i>Tussenkomsten in de schuld</i> . . . . .	714,0	710,9	708,1
XV(I)24.4	Régie Voies aériennes. — <i>Regie der Luchtwegen</i> ...	22,1	85,3	85,6
XV(I)20.2	Sabena, emprunts. — <i>Sabena, leningen</i> . . . . .	99,0	96,2	101,0
XV(II)20.4	Office Navigation intérieure. — <i>Dienst Binnenvaart</i> .	34,0	42,0	52,0
XV(II)20.5	Office Navigation intérieure, modernisation flotte. — <i>Dienst Binnenvaart, modernisering binnenvloot</i> ...	9,5	7,0	8,3
XV(I)20.1-28.2	Commissariaat Tourisme. — <i>Commissariaat Toerisme</i> .	58,5	57,6	61,0
XV(I)20.3	Transports intercommunaux Bruxelles. — <i>Intercommunaal vervoer Brussel</i> . . . . .	1,9	1,8	1,7
II.207 à/tot 211	Interventions dans la dette (R.T.T., Vicinaux, S.N.D.E., ...). — <i>Tussenkomsten in de schuld (R.T.T., Buurtspoorwegen, N.M.W., ...)</i> . . . . .	190,8	217,0	227,0

**INTERVENTIONS  
POUR LES PROVINCES ET LES COMMUNES (1).**  
(En millions de francs.)

**TUSSENKOMSTEN  
VOOR PROVINCIEËN EN GEMEENTEN (1).**  
(In miljoen frank.)

Budgets et articles <i>Begrotingen en artikelen</i>	D E S I G N A T I O N <i>A A N W I J Z I N G</i>	1963	1964	1965
VIII.24.1	Fonds des communes. — <i>Fonds gemeenten</i> . . . . .	8 444,2	8 960,0	9 450,0
VIII.24.2	Fonds des provinces. — <i>Fonds provincien</i> . . . . .	776,4	800,7	824,9
VIII.24.3, 8, 12, 13	Divers. — <i>Diverse</i> . . . . .	50,0	57,5	42,0
XVI.24.1 et/en XX. 24.4	Charges d'emprunts financement travaux communes. — <i>Tussenkomsten in lasten leningen financiering gemeentewerken</i> . . . . .	234,0	355,4	489,0
VIII.25 (1961-1962)	Fournitures classiques. — <i>Klasbenodigdheden</i> . . . . .	105,0(a)	—(b)	—(b)
XIX.22.7, S. II				

(a) En 1963, figurent au budget de l'Education nationale.  
(b) A partir de 1964, sont prises entièrement en charge par les provinces.

(a) Komen in 1963 voor in de begroting van Nationale Opvoeding.  
(b) Zijn vanaf 1964 volledig ten laste van de provincien gelegd.

**AUTRES INTERVENTIONS.**

(En millions de francs.)

**ANDERE TUSSENKOMSTEN.**

(In miljoen frank.)

Budgets et articles <i>Begrotingen en artikelen</i>	D E S I G N A T I O N <i>A A N W I J Z I N G</i>	1963	1964	1965
XXI.20.2	Caisse autonome dommages de guerre. — <i>Zelfstandige Kas voor oorlogsschade</i> . . . . .	1 655,0	1 340,0	1 105,0
IX(1)25.7	INBEL. — <i>INBEL</i> . . . . .	15,5	15,5	16,5
VI.24.3	INBEL. — <i>INBEL</i> . . . . .	14,3	15,5	16,5
VI.24.2	Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique. — <i>Nationale Stichting voor de financiering van het wetenschappelijk onderzoek</i> .	10,2	15,2	20,2
VI.28.1	Frais de fonctionnement du Conseil national de la Politique scientifique. — <i>Werkingskosten van de Nationale Raad voor Wetenschapsbeleid</i> . . . . .	11,9	13,3	16,0

(1) Non compris les interventions du budget de la Dette publique, qui présentent un caractère spécial.

(1) Exclusief de tussenkomsten van de Rijksschuldbegroting, welke een bijzonder karakter vertonen.

## INTERVENTIONS EN FAVEUR D'ORGANISMES INTERNATIONAUX.

(En millions de francs.)

## TUSSENKOMSTEN TEN BATE VAN INTERNATIONALE INSTELLINGEN.

(In miljoen frank.)

Budgets et articles <i>Begrotingen en artikelen</i>	DÉSIGNATION <i>A A N W I J Z I N G</i>	1963	1964	1965
VI 28.2	E.L.D.O. — E.S.R.O. — E.L.D.O. — E.S.R.O. ...	78,0	160,5	130,0
IX (I) 24.4	O.N.U. — O.V.N. . . . . . . . . . . . . . . . . .	47,1	45,5	49,0
IX (I) 24.5	Benelux. — <i>Benelux</i> . . . . . . . . . . . . . . . . .	11,0	11,0	12,5
IX (I) 24.9	Organismes civils O.T.A.N. — <i>Burgerlijke organisaties N.A.V.O.</i> . . . . . . . . . . . . . . . . .	16,6	16,6	18,5
IX (I) 24.12	O.C.D.E. — <i>O.E.S.O.</i> . . . . . . . . . . . . . . . . .	16,4	19,7	23,8
IX (I) 24.18	C.E.E. — <i>E.E.G.</i> . . . . . . . . . . . . . . . . .	127,0	135,0	150,0
IX (I) 25.6	Réfugiés. — <i>Vluchtelingen</i> . . . . . . . . . . . . . . .	18,0	18,0	10,0
IX (II) 25.1	O.N.U. Assistance technique. — <i>O.V.N. Technische hulp</i> . . . . . . . . . . . . . . . . .	50,0	50,0	31,3
IX (II) 25.2	O.N.U. Fonds spécial de développement. — <i>O.V.N. Speciaal fonds voor ontwikkeling</i> . . . . . . . . .	12,5	14,5	33,2
IX (II) 25.3	Fonds européen de développement (T.O.M.). — <i>Europees fonds voor ontwikkeling (overzeese gebieden)</i> . . . . . . . . . . . . . . . . .	673,8	1,0	1,0
X-28.1, 7	Défense nationale. — <i>Landsverdediging</i> . . . . . .	66,5	83,1	103,0
XIII-20-12C	C.E.R.N. (Genève). — <i>E.C.K.O. (Geneve)</i> . . . . .	40,4	49,7	62,0
XIII-20-12D	EURATOM. — <i>EURATOM</i> . . . . . . . . . . .	400,0	465,0	441,5
XIII-20-12B 3	Bureau de mesures nucléaires. — <i>Bureau voor metingen voor kernenergie</i> . . . . . . . . . . .	12,0	—	—
XV (I) 24.2	Stations météo. — <i>Meteo stations</i> . . . . . . . . .	12,5	13,0	15,4
XVII 24.2	Fonds social européen. — <i>Europees sociaal Fonds</i> . . .	52,0	15,8	38,0
XX 24.1	O.M.S. — <i>W.O.G.</i> . . . . . . . . . . . . . . . . .	17,0	18,8	21,5

## CHAPITRE IV.

### Les dépenses extraordinaires pour 1965.

Les crédits globaux d'engagement et de paiement s'élèvent respectivement au budget de 1965 à 16 216 millions et 20 157 millions et doivent couvrir l'exécution du programme — Fonds des Routes compris — fixé à 27,6 milliards contre 24,5 milliards en 1964.

Le programme de 1965 comprend une marge conjoncturelle de 10 %; si l'on en fait abstraction, il se situe ainsi très près du niveau prévu pour 1964.

Le programme des engagements de 1965 répond à un double objectif : poursuivre la politique anti-inflatoire, commencée fin 1963, c'est-à-dire maintenir un freinage modéré en matière d'investissements publics, veiller au respect des objectifs structurels définis pour le premier programme d'expansion économique, tels que l'amélioration graduelle de notre réseau routier, des voies navigables, des ponts, etc.

Dans le tableau ci-joint sont portés successivement les engagements et les ordonnancements des exercices 1962-1963, les crédits propres à 1964 (reports exclus) et les crédits pour 1965. Le tableau mentionne également le montant des crédits disponibles pour l'exercice 1964 en y incluant les crédits reportés. Cette présentation facilite la comparaison avec les budgets précédents.

Le budget des *Travaux publics* prévoit des crédits d'engagement pour un montant total de 6 638 millions correspondant au programme arrêté pour 1965. En marge du budget extraordinaire du département, il a été prévu 5,5 milliards de crédits d'engagement pour les investissements du Fonds des Routes.

L'année 1965 verra la priorité accordée à l'autoroute de Wallonie, dans l'utilisation des avoirs du Fonds des Routes. En ce qui concerne l'autoroute E 3 qui dispose d'un financement spécial, les crédits d'engagement seront fixés à un montant correspondant aux engagements pour l'autoroute de Wallonie, soit 3,3 milliards environ dont quelque 300 millions d'expropriation.

Pour les voies navigables, les crédits d'engagements s'élèvent à 1 205 millions; pour la côte, les ponts maritimes et leurs voies d'accès, 1 170 millions.

Pour les ports maritimes gérés par les pouvoirs locaux, il a été prévu un crédit d'engagement de 1 165 millions dont 1 040 millions pour le port d'Anvers.

Un crédit d'engagement de 450 millions est inscrit pour le programme de la reconversion économique.

Pour la construction et l'achèvement de divers centres administratifs, des crédits d'engagement d'un montant de 320 millions sont prévus, tandis que pour les autres bâtiments de l'Etat 384 millions sont inscrits.

Les crédits de paiement pour 1965 s'élèvent à 8 532 millions au département des Travaux publics. Dans ce total sont compris 1 775 millions pour le Fonds des constructions scolaires et 600 millions pour le Fonds des constructions scolaires provinciales et communales.

En dehors des investissements à charge du budget extraordinaire et du Fonds des Routes, le département des Travaux publics est autorisé à contracter des engagements envers les administrations locales au titre d'intervention à concurrence de 1 100 millions dans les travaux qui seront financés intégralement par le Crédit Communal.

## HOOFDSTUK IV.

### De buitengewone uitgaven voor 1965.

De globale vastleggings- en betalingskredieten belopen respectievelijk op de begroting van 1965 tot 16 216 miljoen en 20 157 miljoen en moeten de uitvoering dekken van het programma — Wegenfonds inbegrepen — vastgesteld op 26,7 miljard tegen 24,5 miljard in 1964.

Het programma van 1965 behelst een conjuncturele marge van 10 %; hiervan afgezien plaatst het zich heel dicht bij het niveau voorzien voor 1964.

Het vastleggingsprogramma voor 1965 berust op een dubbel objectief : de anti-inflatoire politiek aangevat einde 1963 voortzetten, wat de gematigde remming inhoudt, waken over de eerbiediging van de structurele doeleinden bepaald voor het eerste programma van economische expansie, zoals de geleidelijke verbetering van ons wegennet, van de bevaarbare waterwegen, van de havens, enz.

In de hiernavolgende tabel worden achtereenvolgens de vastleggingen en de ordonnanceringen over de dienstjaren 1962-1963, de eigen kredieten van 1964 (overdrachten uitgesloten) en de kredieten voor 1965 weergegeven. De tabel vermeldt insgelijks het bedrag van de beschikbare kredieten voor het dienstjaar 1964 met inbegrip van de overgedragen kredieten. Deze voorstelling vergemakkelijkt de vergelijking met de vorige begrotingen.

In de begroting van *Openbare Werken* zijn vastleggingskredieten voorzien voor 6 638 miljoen overeenstemmend met het programma voor het jaar 1965. Naast de buitengewone begroting van dit departement zijn 5,5 miljard vastleggingskredieten voorzien voor de investeringen van het Wegenfonds.

In de loop van het jaar 1965 zal prioriteit worden verleend aan de autosnelweg van Wallonië, bij de benutting van de gelden van het Wegenfonds. Wat betreft de autosnelweg E 3 die over een speciale financiering beschikt, zullen de vastleggingskredieten vastgesteld worden op een bedrag dat overeenstemt met de vastleggingen voor de autosnelweg van Wallonië, hetzij ongeveer 3,3 miljard, waarvan 300 miljoen voor onteigeningen.

Voor de waterwegen bedragen de vastleggingskredieten 1 205 miljoen; voor de zeehavens, de kust en hun toegangs wegen, 1 170 miljoen.

Voor de zeehavens beheerd door de lokale besturen, zijn vastleggingskredieten voor 1 165 miljoen voorzien, waarvan 1 040 miljoen voor de haven van Antwerpen.

Een vastleggingskrediet van 450 miljoen is ingeschreven voor het programma van economische reconversie.

Voor het bouwen en de oprichting van de verschillende administratieve centra, worden 320 miljoen vastleggingskredieten ingeschreven, terwijl voor de overige staatsgebouwen 384 miljoen zijn voorzien.

De betalingskredieten voor 1965 behelzen 8 532 miljoen op de begroting van *Openbare Werken*. In dit totaal zijn 1 775 miljoen begrepen voor het Fonds van de Schoolgebouwen en 600 miljoen voor het Fonds van de gemeentelijke en provinciale schoolgebouwen.

Buiten de investeringen ten laste van de buitengewone begroting en van het Wegenfonds, is het Departement van *Openbare Werken* gemachtigd verbintenissen tegenover de lokale besturen aan te gaan tot interventie ten bedrage van 1 100 miljoen, in werken die integraal door het Gemeente-krediet zullen gefinancierd worden.

Répartition du budget extraordinaire par chapitre et par Département.  
(En millions de francs.)

DÉSIGNATION	Engagements Vastleggingen		Crédits d'engagement Vastleggingskredieten			1965	
			1964		Total disponible (Reports compris) Beschikbaar totaal (Overdrachten inbegrepen)		
	1962	1963	Budget voté Gestemde begroting	Budget ajusté Aangepaste begroting			
<b>Chapitre I. — Dette publique</b> ... ... ...	—	—	—	—	—	—	
<b>Chapitre II. — Avances :</b>							
Intérieur et Fonction publique . . . . .	—	—	—	—	—	—	
Affaires étrangères et Commerce extérieur.	—	—	—	—	—	—	
Défense nationale . . . . .	—	—	—	—	—	—	
Communications et P.T.T. . . . .	—	—	—	—	—	—	
Travaux publics . . . . .	—	—	—	—	—	—	
Prévoyance sociale . . . . .	—	—	—	—	—	—	
Santé publique et Famille . . . . .	—	—	—	—	—	—	
Agriculture . . . . .	—	—	—	—	—	—	
Emploi et Travail . . . . .	—	—	—	—	—	—	
Finances . . . . .	—	—	—	—	—	—	
Total.	—	—	—	—	—	—	
<b>Chapitre III. — Participations :</b>							
Affaires économiques et Energie . . . . .	—	—	—	—	—	—	
Classes moyennes . . . . .	—	—	—	—	—	—	
Communications et P.T.T. . . . .	—	—	—	—	—	—	
Travaux publics . . . . .	—	—	—	—	—	—	
Finances . . . . .	—	—	—	—	—	—	
Total.	—	—	—	—	—	—	
<b>Chapitre IV. — Immobilisations :</b>							
Justice . . . . .	—	—	4,0	4,0	69,0	24,0	
Intérieur et Fonction publique . . . . .	—	—	—	—	6,1	51,2	
Affaires étrangères et Commerce extérieur.	67,1	106,9	65,0	69,0	86,3	66,0	
Défense nationale . . . . .	4 872,2	4 839,5	3 828,7	3 640,9	6 131,8	4 051,9	
Gendarmerie . . . . .	37,5	79,6	93,0	93,0	375,7	71,3	
Agriculture . . . . .	231,9	216,1	453,4	453,4	617,7	235,4	
Affaires économiques et Energie . . . . .	17,0	15,4	20,0	20,0	22,5	20,0	
Communications et P.T.T. . . . .	2 585,1	2 945,2	4 323,1	4 158,1	5 481,6	4 203,4	
Travaux publics . . . . .	5 992,3	5 226,7	7 861,5	7 861,5	10 602,0	6 410,0	
Education nationale . . . . .	50,8	38,5	329,5	331,0	505,1	350,0	
Santé publique et Famille . . . . .	327,8	215,5	449,2	449,2	856,7	474,2	
Finances . . . . .	2,0	0,1	1,5	1,5	3,3	1,5	
Total.	14 183,7	13 683,5	17 428,9	17 081,6	24 757,8	15 958,9	
<b>Chapitre V. — Autres dépenses :</b>							
Défense nationale . . . . .	36,7	41,3	8,7	8,7	28,7	29,3	
Travaux publics . . . . .	176,1	1 219,0	175,0	175,0	534,8	228,0	
Finances . . . . .	131,9	—	—	—	—	—	
Total.	344,7	1 260,3	183,7	183,7	563,5	257,3	
<b>Total général.</b>	14 528,4	14 943,8	17 612,6	17 265,3	25 321,3	16 216,2	

(1) Avances de trésorerie faites en 1961 et régularisées en 1962 : 235 millions, dont au chapitre II, 25; au chapitre IV, 210.

(2) Avances de trésorerie faites en 1962 et régularisées en 1963 : 1 667 millions, dont au chapitre II, 813; au chapitre III, 299; au chapitre IV, 555.

(3) Avances de trésorerie faites en 1963 et régularisées en 1964 : 1 915 millions, dont au chapitre II, 856; au chapitre III, 198; au chapitre IV, 404; au chapitre V, 457.

Indeling van de buitengewone begroting per hoofdstuk en per Departement.  
(In miljoen frank.)

Ordonnancements — Ordonnanceringen		Crédits de paiement — Betalingskredieten				AANWIJZING
		1964		Total disponible (Reports compris)	1965	
1962	1963	Budget voteé <i>Gestemde begroting</i>	Budget ajusté <i>Aangepaste begroting</i>			
500,0	—	—	—	—	—	Hoofdstuk I. — <i>Rijksschuld.</i>
—	200,0	—	—	—	—	Hoofdstuk II. — <i>Voorschotten:</i>
11,6	9,8	10,0	10,0	109,2	10,0	Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt, Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel.
34,6	35,0	39,0	39,0	39,0	38,0	Landsverdediging.
201,7	794,3	442,0	317,0	1 297,3	266,0	Verkeerswezen en P.T.T.
54,5	79,5	49,6	49,6	57,5	51,8	Openbare Werken.
—	225,5	1 000,0	1 000,0	1 000,0	0,7	Sociale Voorzorg.
337,1	518,6	267,3	267,3	272,8	558,0	Volksgezondheid en Gezin.
—	200,0	—	350,0	388,3	0,1	Landbouw.
—	—	—	—	—	—	Tewerkstelling en Arbeid.
—	—	—	—	—	—	Financiën.
639,5	2 062,7	1 807,9	2 032,9	3 164,1	924,6	Totaal.
136,6	166,8	209,7	258,4	281,4	206,9	Hoofdstuk III. — <i>Participaties:</i>
—	—	—	—	—	—	Economische Zaken en Energie.
—	2,0	—	—	—	—	Middenstand.
—	0,5	—	—	—	—	Verkeerswezen en P.T.T.
0,2	298,4	98,4	98,4	296,5	373,4	Openbare Werken.
136,8	467,7	308,1	356,9	577,9	580,3	Financiën.
—	—	14,0	14,0	39,0	14,0	Totaal.
—	—	—	—	2,1	28,1	Hoofdstuk IV. — <i>Beleggingen:</i>
87,4	75,1	66,5	74,2	131,5	—	Justitie.
3 795,6	6 142,9	5 792,3	5 849,1	6 004,1	5 305,8	Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt.
33,6	25,7	88,0	88,0	225,7	90,0	Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel.
122,9	130,9	308,9	308,9	453,1	269,4	Landsverdediging.
16,1	14,8	12,5	12,5	32,4	12,5	Rijkswacht.
2 990,7	2 948,9	3 498,6	3 503,6	4 934,2	3 330,0	Landbouw.
6 284,8	7 563,7	6 422,0	7 052,0	9 003,5	8 155,0	Economische Zaken en Energie.
423,4	54,5	813,5	815,0	1 395,3	587,0	Verkeerswezen en P.T.T.
300,2	292,3	397,7	397,7	1 126,4	304,3	Openbare Werken.
2,0	0,1	1,5	1,5	3,3	—	Nationale Opvoeding.
14 056,7	17 248,9	17 415,5	18 116,5	23 350,6	18 097,6	Volksgezondheid en Gezin.
50,4	36,7	1,7	6,0	34,9	30,0	Financiën.
48,4	129,2	165,0	165,0	1 268,7	325,0	Totaal.
131,9	—	0,5	50,5	50,5	200,0	Hoofdstuk V. — <i>Andere uitgaven:</i>
230,7	165,9	167,2	221,5	1 354,1	555,0	Landsverdediging.
15 563,7	19 945,2	19 698,7	20 727,7	28 446,7	20 157,5	Openbare Werken.
(1) (2)	(2) (3)					Financiën.

(1) In 1961 gedane en in 1962 geregulariseerde thesaurievoorschotten : 235 miljoen, waarvan in hoofdstuk II, 25; in hoofdstuk IV, 210.

(2) In 1962 gedane en in 1963 geregulariseerde thesaurievoorschotten : 1 667 miljoen, waarvan in hoofdstuk II, 813; in hoofdstuk III, 299; in hoofdstuk IV, 555.

(3) In 1963 gedane en in 1964 geregulariseerde thesaurie voorschotten : 1 915 miljoen, waarvan in hoofdstuk II, 856; in hoofdstuk III, 198; in hoofdstuk IV, 404; in hoofdstuk V, 457.

Le budget de la *Santé publique* comporte 474 millions en crédits d'engagement et 862 millions en crédits de paiement.

Dans ce dernier montant sont compris 395 millions destinés au remboursement des emprunts à terme fixe de la Société Nationale du Logement et de la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne et 163 millions pour couvrir les différences d'amortissement des emprunts de ces deux sociétés.

D'autre part, le plafond des engagements pour travaux des administrations locales, à financer par le Crédit Communal a été fixé à 1 214 millions.

Le budget des *Communications et des P.T.T.* comporte 4 203 millions de crédits d'engagement et 3 596 millions de crédits de paiement.

En dehors des crédits pour le tunnel sous l'Escaut, des engagements de 740 millions pour le semi-métro sont prévus à titre de tranche conjoncturelle.

Les paiements à la S.N.C.B. sont prévus en 1965 pour un montant global de 3 136 millions.

Le budget de l'*Education nationale* s'élève à 350 millions en crédits d'engagement et à 587 millions en crédits de paiement. Dans ces 587 millions sont compris 400 millions pour le Fonds des constructions de l'enseignement supérieur et des cités universitaires.

En outre, le Ministre dispose de 1 945 millions en possibilités d'engagement, au Fonds des constructions scolaires et un crédit de 150 millions est porté au budget comme dotation au Fonds d'investissement de la R.T.B.

Au budget de l'*Agriculture* sont inscrits 235 millions de crédits d'engagement et 269 millions de crédits de paiement.

Ces crédits concernent comme antérieurement, les subventions aux administrations subordonnées pour l'exécution de travaux et la poursuite du programme de remembrement.

Le budget des *Affaires économiques* qui comprend 265 millions de crédits de paiement prévoit entre autre un crédit de 187 millions pour l'amortissement des emprunts contractés par le Centre d'Etudes pour l'Energie nucléaire à Mol.

Le budget de la *Défense nationale* s'élève à 4 081 millions de crédits d'engagement et 5 336 millions de crédits de paiement. Le programme d'engagement en 1965 vise principalement la modernisation et le complètement du matériel.

De begroting van *Volksgezondheid* bedraagt 474 miljoen aan vastleggingskredieten en 862 miljoen aan betalingskredieten.

In dit laatste bedrag worden 395 miljoen bestemd voor de terugbetaling van leningen op vaste termijn aangegaan door de Nationale Maatschappij van de Huisvesting en de Nationale Maatschappij van de Kleine Landeigendom en 163 miljoen om de aflossingsverschillen van de leningen van beide maatschappijen te dekken.

Anderzijds werd het plafond van de vastleggingen voor werken uit te voeren door de lokale besturen en gefinancierd door het Gemeentekrediet op 1 214 miljoen vastgesteld.

In de begroting van *Verkeerswezen en P.T.T.* komen 4 203 miljoen vastleggingskredieten en 3 596 miljoen betalingskredieten voor.

Naast de kredieten voor de tunnel onder de Schelde staan 740 miljoen vastleggingen voorzien voor de semi-metro, ten titel van conjuncturele schijf.

De betalingen aan de N.M.B.S. worden voor een globaal bedrag van 3 136 miljoen voorzien in 1965.

De begroting van *Nationale Opvoeding* beloopt tot 350 miljoen aan vastleggingskredieten en 587 miljoen aan betalingskredieten. In deze 587 miljoen is een bedrag van 400 miljoen voorzien voor het Fonds voor hoger onderwijsgebouwen en de studentenverblijven.

Bovendien beschikt de Minister over 1 945 miljoen vastleggingsmogelijkheden op het Fonds der Schoolgebouwen terwijl een krediet van 150 miljoen in de begroting werd ingeschreven als dotatie voor het Investeringsfonds van de B.R.T.

De begroting van *Landbouw* behelst 235 miljoen vastleggingskredieten en 269 miljoen betalingskredieten.

Deze kredieten hebben betrekking, zoals vorige jaren, op toelagen aan ondergeschikte besturen voor de uitvoering van werken alsook voor de voortzetting van het ruilverkavelingsprogramma.

In de begroting van *Economische Zaken* die 265 miljoen betalingskredieten inhoudt wordt onder meer een krediet van 187 miljoen voorzien voor de delging van de leningen aangegaan door het Studiecentrum voor de Kernenergie te Mol.

De begroting van *Landsverdediging* behelst 4 081 miljoen vastleggingskredieten en 5 336 miljoen betalingskredieten. Het vastleggingsprogramma van 1965 is in het bijzonder gericht op de modernisering en op de aanvulling van het materieel.

## CONCLUSIONS.

Le projet de budget pour 1965 — le dernier de la législature actuelle — répond à un double objectif : d'une part, contenir les dépenses dans les limites fixées par la politique anti-inflationniste du Gouvernement en accord avec les directives de la Communauté Economique Européenne, et d'autre part, poursuivre sans relâchement, les grands objectifs structurels du programme d'expansion économique et la politique de promotion sociale, qui constituent le fondement de l'action gouvernementale depuis 1961.

La présentation d'un budget ordinaire accusant un boni substantiel et le ralentissement de l'endettement de l'Etat, accompagné du maintien à un niveau équivalent à celui très élevé de 1964 des investissements publics, la continuation d'un soutien sélectif aux investissements industriels, ainsi que la réorganisation du marché monétaire, constituent les volets principaux d'une politique visant à une expansion économique harmonieuse dans la stabilité financière.

Sur le terrain social, le budget enregistre divers progrès importants : réorganisation de l'assurance maladie-invalidité et extension du bénéfice des soins de santé aux travailleurs indépendants; augmentation du taux des allocations familiales, des allocations de chômage, du pécule de vacances; maintien des encouragements au logement social malgré la nécessité imposée par la conjoncture de freiner les travaux de construction; amélioration du régime d'indemnisation des victimes civiles des deux guerres, du devoir patriotique et extension du susdit régime aux victimes des événements du Congo, du Rwanda et du Burundi.

L'intérêt du Gouvernement pour l'enseignement se traduit par la très forte revalorisation appliquée au statut péquinaire du personnel scientifique et du personnel enseignant des universités et des établissements supérieurs d'enseignement et de recherche, l'accroissement des taux et du nombre des bourses d'études et en particulier par un important programme d'expansion de l'enseignement universitaire. L'aide à la recherche scientifique sera également accrue en 1965, tant dans les domaines industriels et agricoles, que dans celui de la recherche fondamentale.

Le Gouvernement espère avoir enfin donné une solution définitive au problème épineux que constituait l'assainissement des finances communales. Il entend, comme par le passé, remplir loyalement nos engagements internationaux en matière de défense et répondre au devoir moral de la Belgique de contribuer à l'amélioration du niveau de vie des pays en voie de développement.

Ce programme réaliste doit être financé, répétons-le, par un budget ordinaire en boni, sans aggravation de la fiscalité, et par un budget extraordinaire, à caractère conjoncturel, qui pourra être financé par un recours modéré à l'emprunt.

## BESLUITEN.

Het ontwerp van begroting voor 1965 — het laatste van de huidige legislatuur — beantwoordt aan een dubbele doelstelling : eensdeels, de uitgaven binnen de perken houden die in het raam van het anti-inflatoire beleid van de Regering vastgesteld werden overeenkomstig de richtsnoeren van de Europese Economische Gemeenschap en anderdeels, gestadig de grote structurele objectieven van het ekonomiesch expansieprogramma nastreven en het beleid inzake sociale verbetering voortzetten die aan de basis liggen van het regeringswerk sedert 1961.

De voorlegging van een gewone begroting die met een substantieel boni afsluit en de vertraging in de toename van de Rijksschuld, samen met de handhaving van de openbare bestedingen op een niveau gelijk aan het zeer hoge peil van 1964, het verder verstrekken van selectieve steun aan de rijverheidsinvesteringen, alsook de wederinrichting van de geldmarkt, maken de hoofdlijnen uit van een beleid dat een harmonieuze ekonomiesche expansie op het oog heeft in het raam van de financiële stabilitet.

Op sociaal gebied legt de begroting verschillende belangrijke verbeteringen vast : wederinrichting van de verzekering tegen ziekte en invaliditeit en uitbreiding van het voordeel der gezondheidszorgen tot de zelfstandige arbeiders; verhoging van de kinderbijslagen, van de werkloosheidsvergoedingen en van het verlofgeld; behoud van de aanmoediging voor de sociale huisvesting spijts de noodzakelijkheid tot afremming van de bouwwerken die door de conjunctuur wordt geëist; verbetering van het vergoedingsstelsel ten bate van de burgerlijke slachtoffers van de patriottische plicht der twee oorlogen en uitbreiding van voormeld stelsel tot de slachtoffers van de gebeurtenissen in Kongo en in Rwanda en Burundi.

De belangstelling van de Regering voor het onderwijs komt tot uiting in de zeer hoge herwaardering toegepast op het geldelijk statuut van het wetenschappelijk personeel en van het onderwijzend personeel van de universiteiten en van de hogere onderwijs- en opzoekingsinstellingen; in de verhoging van de bedragen en van het aantal der studiebeurzen en speciaal in een belangrijk expansieprogramma voor het universitair onderwijs. De steun aan het wetenschappelijk onderzoek zal eveneens toenemen in 1965 zowel op het gebied van de industrie en van de landbouw als op het stuk van het fundamenteel onderzoek.

De Regering hoopt tenslotte een definitieve oplossing te hebben gegeven aan het netelig probleem van de sanering van de gemeentefinanciën. Zoals in het verleden, hoopt zij loyaal onze verbintenissen na te komen op het stuk van de landsverdediging en de morele plicht van België te vervullen om bij te dragen tot de verbetering van het levenspeil in de ontwikkelingslanden.

Dit realistisch programma zal gefinancierd worden — het weze beklemtoond — door een gewone begroting in boni, zonder verzwaring van de fiskaliteit en door een conjunctureel gerichte buitengewone begroting, waarvan de financiering door een gemilderd beroep op de lening zal kunnen verzekerd worden.

Le Gouvernement compte sur l'appui du Parlement et de la Nation pour mener à bien sa mission.

Bruxelles, le 16 octobre 1964.

*Le Premier Ministre.*

De Regering rekent op de steun van het Parlement en van de Natie om haar opdracht te kunnen volbrengen.

Brussel, de 16 oktober 1964.

*De Eerste Minister.*

Théo LEFEVRE.

*Le Vice-Premier Ministre.*

*De Vice-Eerste Minister.*

P.-H. SPAAK.

*Le Ministre des Finances,*

*De Minister van Financiën,*

A. DEQUAE.

*Le Ministre, Adjoint aux Finances,*

*De Minister, Adjunct voor Financiën,*

H. DERUELLES.

**Chambre  
des Représentants**

SESSION 1964-1965.

**BUDGET  
DES RECETTES ET DES DÉPENSES  
pour l'exercice 1965.**

**EXPOSÉ GÉNÉRAL**

**TROISIÈME PARTIE**

**TABLE DES MATIERES.**

**Le budget exprimé en termes économiques et fonctionnels.**

	Pages
Introduction . . . . .	3
Chapitre I. — <i>Regroupement économique et fonctionnel provisoire des opérations budgétaires du Pouvoir central (1963, 1964, 1965)</i> . . . . .	5
A. — Le regroupement économique . . . . .	7
B. — Le regroupement fonctionnel . . . . .	18
Chapitre II. — <i>Regroupement économique des dépenses et des recettes de l'ensemble des Pouvoirs publics (1959-1963)</i> .. . . . .	29

**Liste des tableaux budgétaires.**

Regroupement économique des opérations budgétaires du Pouvoir central . . . . .	12-15
Rapprochement entre les données budgétaires officielles et le regroupement économique . . . . .	16-17
Aperçu des catégories de dépenses fonctionnelles . . . . .	21
Répartition des dépenses de l'Etat par budget et par fonction :	
Exercice 1963 . . . . .	22-23
Exercice 1964 . . . . .	24-25
Exercice 1965 . . . . .	26-27
Compte économique des Pouvoirs publics (1959, 1960, 1961, 1962 et 1963) . . . . .	34-51

**Kamer  
van Volksvertegenwoordigers**

ZITTING 1964-1965.

**BEGROTING  
VAN ONTVANGSTEN EN UITGAVEN  
voor het dienstjaar 1965.**

**ALGEMENE TOELICHTING**

**DERDE DEEL**

**INHOUDSTABEL.**

**De begroting uitgedrukt in economische en functionele termen.**

	Bladz.
Inleiding . . . . .	3
Hoofdstuk I. — <i>Voorlopige economische en functionele hergroepering van de begrotingsverrichtingen van de Centrale Overheid (1963, 1964, 1965)</i> . . . . .	5
A. — De economische hergroepering . . . . .	7
B. — De functionele hergroepering . . . . .	18
Hoofdstuk II. — <i>Economische hergroepering van de uitgaven en ontvangsten van de gehele Overheid (1959-1963)</i> . . . . .	29

**Lijst der begrotingstabellen.**

Economische hergroepering van de begrotingsverrichtingen van de Centrale Overheid . . . . .	12-15
Aansluiting tussen de officiële budgettaire gegevens en de economische hergroepering . . . . .	16-17
Samenvatting van de functionele uitgavencategorieën . . . . .	21
Indeling van de Staatsuitgaven per begroting en per functie :	
Dienstjaar 1963 . . . . .	22-23
Dienstjaar 1964 . . . . .	24-25
Dienstjaar 1965 . . . . .	26-27
Economische rekening van de gehele Overheid (1959, 1960, 1961, 1962 en 1963) . . . . .	34-51

22

### TROISIÈME PARTIE.

#### LE BUDGET EXPRIMÉ EN TERMES ÉCONOMIQUES ET FONCTIONNELS.

##### INTRODUCTION.

Dans cette troisième partie de l'Exposé Général sont publiés les résultats des classifications économiques et fonctionnelles des dépenses et des recettes de l'Etat.

L'importance des regroupements économiques et fonctionnels des opérations budgétaires a été commentée suffisamment dans l'Exposé Général de l'année dernière. On se bornera ici à rappeler le triple but que poursuit la classification économique : en *premier lieu*, elle fournit une présentation économiquement justifiée de la gestion de l'Etat; en *deuxième lieu*, la classification économique doit permettre, de manière simple et aisée, d'intégrer les opérations de l'Etat, en même temps que celles des autres secteurs publics, dans les comptes nationaux et dans le budget national; le *troisième rôle* qu'elle doit remplir se situe sur le plan international, où elle doit permettre les comparaisons budgétaires.

\*\*

L'année dernière il avait été fait mention, dans cette partie de l'Exposé Général, de la recommandation du Comité de Ministres de l'Union Economique Benelux (en date du 23 septembre 1963) relative à la méthode de classification économique mise au point par la Commission spéciale pour la Comparaison des budgets des institutions publiques et paraétatiques. Sur les instances de la délégation néerlandaise, le Conseil de l'Union Economique a donné ensuite pour mission à la Commission de revoir une fois encore le schéma de classification et le commentaire y relatif, en partant des définitions de base déjà approuvées. Cette tâche a été menée à bonne fin et le texte définitif des définitions et des méthodes sera publié prochainement.

Entretemps, sur le plan national, le récent schéma de classification du Benelux a déjà été utilisé dans l'élaboration du projet de nouvelle présentation des budgets départementaux [document CAR/R(64)1, Service des Etudes Budgétaires, Ministère des Finances, en date du 26 février 1964] qui a été approuvé par le Conseil des Ministres et les Commissions compétentes de la Chambre des Représentants et du Sénat. Le Gouvernement a l'intention d'appliquer cette nouvelle présentation budgétaire, basée sur la classification économique des dépenses, pour la première fois aux budgets de 1966. A cet effet, les directives nécessaires seront données aux départements ministériels avant la fin de l'année en cours.

### DERDE DEEL.

#### DE BEGROTING UITGEDRUKT IN ECONOMISCHE EN FUNCTIONELE TERMEN.

##### INLEIDING.

In dit derde gedeelte van de Algemene Toelichting worden de resultaten van de ekonomiesche en functionele klassificatie van de uitgaven en ontvangsten van de Staat bekend gemaakt.

Het belang van de ekonomiesche en functionele hergroeperingen van de begrotingsverrichtingen werd voldoende belicht in de algemene toelichting van vorig jaar. Het zal hier volstaan met nog eens te wijzen op het driedubbel doel dat men met de ekonomiesche klassificatie pleegt na te streven : in de eerste plaats geeft zij een ekonomiesch verantwoorde presentatie van de huishouding van de Staat; in de tweede plaats moet de ekonomiesche klassificatie het op een gemakkelijke en eenvoudige wijze mogelijk maken de verrichtingen van de Staat samen met die van de andere overheidssectoren in te schakelen in de nationale rekening en in het nationaal budget; de derde rol die zij te vervullen heeft situeert zich op het internationaal vlak, waar zij de begrotingsvergelijkingen moet mogelijk maken.

\*\*

Vorig jaar werd in dit deel van de Algemene Toelichting melding gemaakt van de aanbeveling van het Comité van Ministers van de Benelux Ekonomiesche Unie (dd. 23 september 1963) ten aanzien van de ekonomiesche klassificatiemethode uitgewerkt door de Bijzondere Commissie voor de Vergelijking der begrotingen van Overheids- en Semi-Overheidsinstellingen. Op aandrang van de Nederlandse partner gaf de Raad van de Ekonomiesche Unie vervolgens aan de Commissie opdracht het klassificatieschema en de kommentaar dienaangaande nogmaals te herzien uitgaande van de reeds goedgekeurde basisdefinities. Deze taak werd tot een goed einde gebracht en de definitieve tekst van de definities en methodes zal eerlang worden gepubliceerd.

Ondertussen werd op nationaal plan het jongste Benelux-klassificatieschema reeds aangewend bij het uitwerken van het ontwerp van nieuwe voorstelling van de departementale begrotingen [dokument CAR/R(64)1, Dienst Begrotings-studien, Ministerie van Financiën, dd. 26 februari 1964], dat werd goedgekeurd door de Ministerraad en door de bevoegde Commissies van de Kamer der Volksvertegenwoordigers en van de Senaat. Het is de bedoeling van de Regering deze nieuwe begrotingsvoorstelling, gebaseerd op de ekonomiesche klassificatie van de uitgaven, voor het eerst toe te passen op de begrotingen 1966. Met het oog daarop zullen vóór het einde van dit jaar nog de nodige richtlijnen worden gegeven aan de ministeriële departementen.

Cette même classification économique devrait également, selon la recommandation précitée du Comité de Ministres du Benelux, s'appliquer aux budgets et aux comptes des provinces, des communes, des commissions d'assistance publique, ainsi qu'à ceux des institutions d'utilité publique qui relèvent des pouvoirs publics. Il y aura lieu, dans un proche avenir, d'examiner comment il pourra être satisfait à ce souhait qui, dans les circonstances actuelles est devenu en fait une impérieuse nécessité.

Enfin, on peut encore signaler que la classification économique du Benelux sera prise comme base, dans le cadre de la C.E.E., pour l'élaboration de définitions qui seront appliquées dans les études budgétaires comparatives se rapportant aux 6 pays intéressés.

Dezelfde economische klassificatie zou luidens de hoger-vermelde aanbeveling van het Benelux Comité van Ministers ook toepassing moeten vinden op de begrotingen en rekeningen van de provinciën, de gemeenten, de commissies van openbare onderstand, evenals op die van de instellingen van openbaar nut die deel uitmaken van de overheid. Er zal in de naaste toekomst moeten onderzocht worden hoe aan deze wens, die in de gegeven omstandigheden in feite een dringende noodzakelijkheid is geworden, voldoening kan worden gegeven.

Ten slotte mag nog worden aangestipt dat de Benelux economische klassificatie als basis zal genomen worden in E.E.G.-verband, voor het uitwerken van definities die zullen gehanteerd worden bij de vergelijkende begrotingsstudies die betrekking hebben op de 6 betrokken landen.

## CHAPITRE PREMIER.

### REGROUPEMENT ECONOMIQUE ET FONCTIONNEL PROVISOIRE DES OPERATIONS BUDGETAIRES DU POUVOIR CENTRAL (1963, 1964, 1965).

Etant donné l'époque à laquelle paraît cette Troisième Partie de l'Exposé Général — très peu de temps après la Première et la Deuxième Partie — les opérations de tous les fonds et institutions d'utilité publique (1) n'ont pu encore y être intégrées. On n'a pas non plus tenu compte de certains ajustements de caractère économico-technique. C'est le cas principalement des frais imputés (et des recettes correspondantes), comme les amortissements économiques et l'intérêt imputé sur le capital investi dans les bâtiments administratifs (2).

Les tableaux économiques (et fonctionnels) du Pouvoir central, tels qu'ils sont présentés ici, se limitent aux dépenses et aux recettes reprises dans le budget de l'Etat (Ordinaire + Extraordinaire), sauf les ajustements suivants qui ont déjà pu être effectués :

1° Pour les dépenses et les recettes de la Poste et pour la R.T.B., on a seulement pris le solde de ces opérations, parce que ces services sont considérés comme entreprises publiques (3);

2° Les opérations du Fonds des Routes, qui est financé de manière autonome, sont ajoutées au budget de l'Etat;

3° Les opérations de cinq autres Fonds importants ont été intégrées, en remplacement des subventions en faveur de ces Fonds et qui figurent au budget de l'Etat. Il s'agit du Fonds de Dotation pour Pensions de Guerre, de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre, du Fonds des Constructions scolaires et parascolaires de l'Etat, du Fonds des constructions de l'enseignement supérieur et des cités universitaires de l'Etat et du Fonds des constructions scolaires des provinces et des communes.

Les dépenses de l'Etat afférentes à la dette congolaise garantie et aux pensions, qui ne figurent pas dans les budgets respectifs, mais seront reprises dans les comptes budgétaires, n'ont pas été prises en considération. Elles s'élevaient, en 1963, à 2 171 millions de francs, dont 1 041 millions de dépenses courantes (445 millions pour les intérêts et 596 millions pour les pensions) et 1 130 millions d'amortissements. Pour 1964 et 1965, ces dépenses sont évaluées respectivement à 2 018 (871 de dépenses courantes) et 1 527 millions de francs (843 de dépenses courantes).

D'autre part, l'amortissement de la dette publique ne figurant pas dans le budget, n'est pas non plus pris en considération dans le présent regroupement. C'est ainsi que les amortissements repris sous la rubrique « Dette publique », ne comprennent pas, en 1964, le remboursement du solde final, venu à échéance cette même année, de l'emprunt 1952-1964, d'un montant nominal de 5 461 millions de francs.

(1) Voir l'Exposé Général de 1963, p. 148.

(2) Ces diverses opérations qui sont nécessaires pour parvenir à une présentation parfaite du compte économique et du budget des Pouvoirs publics, présentation qui est alignée sur le compte et le budget nationaux, ne pourront être effectuées qu'à un stade ultérieur.

(3) Cette opération n'a toutefois pas encore été effectuée pour le service des Paquebots Ostende-Douvres.

## EERSTE HOOFDSTUK.

### VOORLOPIGE ECONOMISCHE EN FUNCTIONELE HERGROEPERING VAN DE BEGROTINGSVERRICHTINGEN VAN DE CENTRALE OVERHEID (1963, 1964, 1965).

Gelet op het tijdstip waarop dit Derde Deel van de Algemene Toelichting verschijnt — zeer korte tijd na het Eerste en het Tweede Deel — konden de verrichtingen van al de fondsen en instellingen van openbaar nut (1) nog niet worden ingeschakeld. Met sommige aanpassingen van ekonomisch-technische aard werd ook nog geen rekening gehouden. Dit is voornamelijk het geval met de toegerekende kosten (en daarmee overeenstemmende ontvangsten) zoals ekonomiesche afschrijvingen en toegerekende rente op het kapitaal belegd in dienstgebouwen (2).

De ekonomiesche (en functionele) staten van de Centrale Overheid, zoals ze hier worden voorgesteld, beperken zich tot de in de Staatsbegroting (gewone + buitengewone) opgenomen uitgaven en ontvangsten, behoudens de volgende aanpassingen die reeds konden worden uitgevoerd :

1° Voor de Posterijen en voor de B.R.T. werden de bruto uitgaven en ontvangsten van de Staatsbegroting omgezet in netto bedragen, omdat deze diensten worden beschouwd als overheidsbedrijven (3);

2° De verrichtingen van het Wegenfonds, dat autonoom gefinancierd wordt, zijn aan de Staatsbegroting toegevoegd;

3° De verrichtingen van vijf belangrijke andere Fondsen zijn ingeschakeld geworden ter vervanging van de op de Staatsbegroting uitgetrokken bijdragen aan die Fondsen. Het betreft het Dotatiefonds voor Oorlogspensioenen, de Zelfstandige Kas voor Oorlogsschade, het Fonds voor schoolgebouwen en gebouwen in schoolverband van het Rijk, het Fonds voor hogere onderwijsgebouwen en studentenverblijven van het Rijk en het Fonds der schoolgebouwen van provincien en gemeenten.

De Staatsuitgaven in verband met de gewaarborgde Koninklijke schuld en pensioenen die niet voorkomen op de respectieve begrotingen, maar wel zullen opgenomen worden in de begrotingsrekeningen, werden buiten beschouwing gelaten. Zij beliepen in 1963, 2 171 miljoen frank, waarvan 1 041 miljoen lopende uitgaven (445 miljoen voor rente en 596 miljoen voor pensioenen) en 1 130 miljoen schuldaflossing. Voor 1964 en 1965 worden deze uitgaven geraamd op 2 018 (871 lopende uitgaven) respectievelijk 1 527 miljoen frank (843 miljoen lopende uitgaven).

Anderzijds wordt in deze opstelling de niet in de begroting verantwoorde aflossing van Rijksschuld buiten beschouwing gelaten. Zo bevatten de aflossingen onder de rubriek « Overheidsschuld » in 1964, niet de terugbetaling van het in dat jaar vervallen eindsaldo van de lening 1952-1964, ten belope van 5 461 miljoen frank, nominaal.

(1) Zie Algemene Toelichting van 1963, blz. 148.

(2) Deze diverse verrichtingen die nodig zijn om tot een perfecte opstelling van de economische rekening en begroting van de Overheid te komen, opstelling die is afgestemd op de nationale rekening en begroting, zullen slechts in een later stadium kunnen geschieden.

(3) Dit geschiedde echter nog niet voor de Paketbotendienst Ostende-Dover.

Les chiffres figurant dans les tableaux représentent :

a) En ce qui concerne les dépenses :

*pour 1963* : les engagements pour les dépenses ordinaires (1), enregistrés par les comptables des dépenses engagées, et les ordonnancements (par année civile) pour les dépenses extraordinaires enregistrés à la Trésorerie, y compris, en ce qui concerne ces dernières, les ordonnancements pour les crédits reportés de 1962 à 1963;

*pour 1964* : les crédits budgétaires votés à l'origine pour cet exercice (crédits de paiement en ce qui concerne les dépenses extraordinaires), augmentés des crédits supplémentaires demandés, y compris ceux pour les exercices antérieurs;

*pour 1965* : les crédits initiaux demandés pour cet exercice.

b) En ce qui concerne les recettes :

*pour 1963* : les opérations de caisse enregistrées à la Trésorerie et se rapportant à l'exercice;

*pour 1964* : les évaluations ajustées;

*pour 1965* : les évaluations initiales du budget des Voies et Moyens.

En ce qui concerne la comparabilité des données chiffrées pour chacune des trois années considérées, on ne peut perdre de vue que les prévisions ajustées pour les dépenses ordinaires de 1964 constituent un plafond absolu, en ce sens que l'utilisation effective des crédits sera nécessairement inférieure aux prévisions. En 1963, les engagements sur le budget ordinaire sont restés inférieurs de 1,6 milliard aux crédits. Par contre, les dépenses extraordinaires (paiements) peuvent, étant donné le régime des reports d'une année à l'autre, être soit supérieures soit inférieures au montant des crédits de paiement accordés pour l'année en question. En 1963, les paiements pris en considération s'élevaient à 19,9 milliards, tandis que les crédits de paiement sans reports atteignaient 20,7 milliards.

D'autre part, les prévisions pour 1965 ne sont encore que des évaluations initiales. On doit considérer ici que le résultat définitif peut être modifié dans deux directions, d'une part, par l'adjonction de crédits supplémentaires et, d'autre part, par l'annulation de crédits non utilisés. Bref, dans la comparaison des chiffres annuels utilisés ici, il ne faut jamais perdre de vue la nature exacte des données.

(1) Y compris les engagements sur les crédits de l'Education Nationale et de la Culture reportés par disposition spéciale, d'un montant de 714 millions de francs.

De in de tabellen opgenomen cijfers zijn :

a) Wat de uitgaven betreft :

*voor 1963* : de door de rekenplichtigen der vastgelegde uitgaven ingeschreven vastleggingen voor de gewone uitgaven (1) en de op de Thesaurie ingeschreven ordonnanceringen (per kalenderjaar) voor de buitengewone uitgaven, met inbegrip, wat deze laatste betreft, van de ordonnanceringen op de kredieten overgedragen van 1962 naar 1963;

*voor 1964* : de oorspronkelijk voor dit dienstjaar gestemde begrotingskredieten (betalingskredieten wat de buitengewone uitgaven betreft) vermeerderd met de aangevraagde bijkredieten, met inbegrip van die voor vorige dienstjaren;

*voor 1965* : de oorspronkelijk voor dit dienstjaar aangevraagde kredieten.

b) Wat de ontvangsten betreft :

*voor 1963* : de op de Thesaurie ingeschreven kasverrichtingen die tot het dienstjaar behoren;

*voor 1964* : de aangepaste ramingen;

*voor 1965* : de oorspronkelijke ramingen van de Rijksmiddelenbegroting.

Wat de vergelijkbaarheid der cijfergegevens voor elk der drie beschouwde jaren betreft, mag niet uit het oog worden verloren dat de herziene vooruitzichten van de gewone uitgaven 1964 een absoluut plafond uitmaken, in deze zin dat de effectieve aanwending der kredieten noodzakelijkerwijze beneden de vooruitzichten zal liggen. In 1963 bleven de vastleggingen op de gewone begroting 1,6 miljard beneden de kredieten. Daarentegen kunnen de buitengewone uitgaven (betalingen), gelet op het regime van overschrijvingen van jaar tot jaar, ofwel hoger ofwel lager zijn dan het bedrag van de betalingskredieten toegestaan voor het betrokken jaar. In 1963 beliepen de in aanmerking genomen betalingen 19,9 miljard, terwijl de betalingskredieten zonder overschrijvingen 20,7 miljard bedroegen.

Anderzijds zijn de vooruitzichten voor 1965 nog maar oorspronkelijke ramingen. Hier moet men bedenken dat het uiteindelijk resultaat in twee richtingen kan gewijzigd worden, enerzijds door toevoeging van bijkredieten en anderzijds door het vervallen van niet gebruikte kredieten. Kortom, bij het vergelijken van de hier gebruikte jaarcijfers moet men steeds de juiste aard der gegevens voor ogen hebben.

(1) Met inbegrip van de vastleggingen op de bij speciale beschikking overgedragen kredieten van Nationale Opvoeding en Cultuur, ten belope van 714 miljoen frank.

## A. — LE REGROUPEMENT ECONOMIQUE.

Le regroupement économique donne lieu à l'établissement de deux comptes : le compte des opérations courantes et le compte des opérations de capital. Le solde du premier indique l'épargne ou la désépargne. La classification économique permet donc de déterminer si l'Etat, en tant qu'organe du pouvoir central, a employé ou emploiera des ressources courantes en vue d'investissements et autres opérations de capital, ou s'il s'est trouvé ou se trouvera dans l'obligation de contracter des emprunts afin de couvrir une partie de ses dépenses courantes.

Normalement, il y a lieu de tenir compte à cet égard des amortissements des immeubles et du matériel. Lesdits amortissements peuvent être évalués à environ 1 milliard de francs par an. Cette imputation n'a été mentionnée que pour mémoire dans le présent regroupement. Il convient néanmoins d'en tenir compte pour apprécier la hauteur véritable du solde des opérations courantes. De même, on ne peut non plus perdre de vue les dépenses relatives à la dette congolaise garantie et aux pensions, déjà citées ci-dessus et qui n'ont pas été reprises.

Si l'on reprenait effectivement ces postes, le solde d'épargne serait influencé défavorablement pour chacune des trois années considérées (1) d'environ 2 milliards de francs.

En ce qui concerne 1964, on peut s'attendre d'autre part à ce que les crédits pour les dépenses courantes ne soient pas utilisés à concurrence d'environ 3,5 milliards.

Compte tenu de ces données, l'évolution du solde des opérations courantes se présente comme suit :

(En milliards de francs.)

(In miljarden frank.)

	Total dépenses courantes — <i>Totaal lopende uitgaven</i>	Total recettes courantes — <i>Totaal lopende ontvangsten</i>	Solde du regroupement provisoire — <i>Saldo van de voorlopige hergroepering</i>	Solde corrigé du regroupement provisoire — <i>Verbeterd saldo van de voorlopige hergroepering</i>
1963 ... ... ...	134,4 (engagements) (vastleggingen)	134,3	-0,1	-2,1
1964 ... ... ...	145,3 (crédits ajustés) (aangepaste kredieten)	148,0	+2,7	+4,2
1965 ... ... ...	147,4 (crédits initiaux) (oorspronkelijke kredieten)	156,2	+8,8	+6,8

## A. — On distingue parmi les opérations courantes :

## 1. Les dépenses de consommation.

Figurent, en premier, au titre de dépenses de consommation, les salaires et les pensions. Ceux-ci passent de 31,6 milliards en 1963 à 34,6 en 1964 et à 35,4 milliards en 1965. Les prévisions pour 1965 dépassent donc de 3,8 milliards les réalisations de 1963. L'augmentation est de 12%. Ceci

(1) À remarquer qu'en ce qui concerne la dette congolaise, cette estimation ne comprend encore que les intérêts. (Les amortissements de la dette ont atteint, en 1963, 1,1 milliard de francs; pour 1964 et 1965, on prévoit respectivement 1,1 et 0,7 milliard de francs.)

## A. — DE ECONOMISCHE HERGROEPING.

De economische hergroeping leidt tot het opstellen van twee rekeningen : de rekening der lopende verrichtingen en de rekening der kapitaalverrichtingen. Het saldo van de eerstgenoemde moet de besparing of ontsparing aangeven. Deze economische classificatie laat hier dus toe te bepalen of de Staat, als centraal overheidsorgaan, lopende middelen heeft aangewend of zal aanwenden met het oog op investeringen en andere kapitaalverrichtingen, dan wel of hij heeft moeten lenen of zal moeten lenen om een deel zijner courante uitgaven te dekken.

Normaal dient hierbij rekening te worden gehouden met de afschrijvingen op gebouwen en materieel, die mogen geraamd worden op circa 1 miljard frank. Deze toerekening werd in deze hergroeping slechts voor memorie vermeld. Bij de beoordeling van het saldo der lopende verrichtingen moet hiermede nochtans rekening worden gehouden, zoals men ook de hierboven reeds vermelde niet opgenomen uitgaven, in verband met de gewaarborgde Kongolese schuld en pensioenen, niet uit het oog mag verliezen.

Indien deze posten wel zouden worden opgenomen dan zou het spaarsaldo daardoor in ongunstige zin worden beïnvloed, met ongeveer 2 miljard frank in elk van de drie betrokken jaren (1).

Wat 1964 betreft, mag anderzijds, worden verwacht dat de kredieten voor lopende uitgaven ten belope van een bedrag van ongeveer 3,5 miljard niet zullen worden opgebruikt.

Rekening gehouden met deze gegevens doet de evolutie van het saldo der lopende verrichtingen zich als volgt voor :

(In miljarden frank.)

## A. — Bij de lopende verrichtingen onderscheidt men :

## 1. De consumptieve bestedingen.

Hieronder komen in de eerste plaats de lonen en de pensioenen. Deze stijgen van 31,6 miljard in 1963 naar 34,6 in 1964 en 35,4 miljard in 1965. De vooruitzichten voor 1965 liggen dus 3,8 miljard boven de realisaties van 1963, dit is een vermeerdering van 12%. Nog voor een klein deel is dit te

(1) Op te merken daarbij dat, wat de Kongolese schuld betreft, in deze schatting nog maar alleen de renten zijn begrepen. (De aflossingen van schuld bereikten in 1963 1,1 miljard frank; voor 1964 en 1965 voorziet men respectievelijk 1,1 en 0,7 miljard frank).

n'est imputable que dans une faible mesure à la revalorisation de la fonction publique (certaines catégories). Ce sont surtout les deux adaptations successives des rémunérations et des pensions à la hausse de l'index (décembre 1963 et août 1964) qui ont joué un rôle important.

Viennent en second lieu, les achats courants de biens et de services, qui passent de 9,5 milliards en 1963 à 11,1 milliards en 1965, soit une hausse de 17 % en deux ans. Celle-ci est plus importante que celle des salaires et des pensions.

Enfin, figurent ici les dépenses pour travaux et équipements, parmi lesquelles les investissements militaires (considérés comme des dépenses de consommation), les contributions à l'OTAN, la réparation et l'entretien des routes, canaux, etc. Cette catégorie de dépenses évolue comme suit : 7,7 milliards en 1963, 7,2 en 1964 et 6,7 en 1965. Il convient de rappeler ici qu'en 1963, ce poste avait atteint un niveau exceptionnel par suite des frais élevés de réparation des routes après l'hiver rigoureux 1962-1963. Sans cet élément perturbateur, il est permis de parler d'une certaine stabilisation de ce groupe de dépenses pour les trois années.

Les recettes suivantes viennent en déduction des dépenses de consommation : 1,3 milliard en 1963, 1,9 en 1964 et 1,9 en 1965. Parmi ces recettes figurent, notamment, celles du service des paquebots Ostende-Douvres, à concurrence d'environ 500 millions de francs par an. Les recettes des Postes et de la R.T.B. ne sont pas inscrites ici : la différence entre les recettes et les dépenses de ces deux entreprises publiques figure dans le groupe principal « Intérêts, pertes et profits ».

Les recettes de 1964 et de 1965 comprennent en outre 0,4 à 0,5 milliard de recettes accidentelles non spécifiées; pour 1963, les recettes correspondantes ont été inscrites dans les catégories économiques qui les concernaient.

La consommation nette du Pouvoir central augmente donc de 3,8 milliards entre 1963 et 1965, soit à peine de 8 %, tandis que l'on s'attend à ce que le taux de l'augmentation du Produit National brut aux prix du marché puisse atteindre le double entre 1963 et 1965.

## 2. Intérêts, pertes et profits.

La charge d'intérêts de la Dette publique passe de 17 milliards en 1963 à 18,3 en 1965, soit un accroissement de 7,5 %. Il est à remarquer que, pendant cette même période, l'augmentation du total des dépenses courantes s'élève à près de 10 %.

Les contributions aux pertes d'exploitation sont ramenées de 4,6 milliards en 1963 à 4,5 en 1964 et 4,3 en 1965. Cette amélioration concerne tant les Postes que les Chemins de fer. Il y a lieu de rappeler à cet égard que le déficit d'exploitation de ces deux entreprises publiques avait été influencé défavorablement en 1963 par l'augmentation des barèmes de rémunérations. Depuis lors, des modifications de tarif ont été appliquées.

Les participations dans les bénéfices d'exploitation et les intérêts reçus augmentent légèrement entre 1963 et 1965.

## 3. Transferts directs de revenus.

Il s'agit en l'espèce de transferts de revenus qui ont lieu entre l'Etat et les entreprises privées, les entreprises publiques, l'enseignement libre, les ménages et l'étranger. Le montant total des sommes ainsi transférées par le Pouvoir central à ces autres secteurs atteint 28 milliards en 1965. L'augmentation de 2,5 milliards entre 1963 et 1965 est due principalement aux subventions à l'enseignement libre (+1,2 milliard). Ces dernières constituent d'ailleurs l'élément le plus important parmi les transferts directs de revenus.

Cependant, les subsides aux entreprises sont également en forte augmentation, à savoir 0,7 milliard : ceci est prin-

wijten aan de revalorisatie van het openbaar ambt (sommige kategorieën). Belangrijk waren echter de twee kort achter-eenvolgende aanpassingen van de bezoldigingen en pensioenen aan de stijging van het indexcijfer (december 1963 en augustus 1964).

In de tweede plaats komen de lopende aankopen van goederen en diensten, die van 9,5 miljard in 1963 stijgen tot 11,1 miljard in 1965, dit is met 17 % in twee jaar tijd, wat meer is dan voor de lonen en pensioenen.

Ten slotte komen hier de werken en uitrusting, waaronder de als consumptieve uitgaven beschouwde militaire investeringen, de NATO-bijdragen en het herstel en onderhoud van wegen, kanalen, enz. Deze uitgavengroep evolueert als volgt : 7,7 miljard in 1963, 7,2 in 1964 en 6,7 in 1965. Hierbij dient er aan herinnerd te worden dat die post in 1963 uitzonderlijk hoog was ten gevolge van de hoge kosten voor herstellingsaan de wegen na de strenge winter 1962-1963. Zonder dit storend element kan men spreken van een zekere stabilisatie van deze uitgavengroep in de drie jaren.

Aan de ontvangstzijde noteert men 1,3 miljard in 1963 en 1,9 in de beide jaren 1964 en 1965. Hierin zijn onder meer de ontvangsten van de paketbotendienst Oostende-Dover begrepen, ten belope van ongeveer 500 miljoen frank. Die van de posterijen en van de B.R.T. worden hier niet geboekt : het verschil tussen uitgaven en ontvangsten van deze twee overheidsbedrijven komt voor in de volgende hoofdgroep « Renten, verliezen en winsten ».

De ontvangsten van 1964 en 1965 bevatten daarenboven 0,4 tot 0,5 miljard niet gespecificeerde toevallige ontvangsten; voor 1963 werden de overeenstemmende ontvangsten in de desbetreffende economische categorieën ondergebracht.

De netto consumptie van de Centrale Overheid stijgt aldus met 3,8 miljard van 1963 tot 1965, dit is met nauwelijks 8 %, terwijl verwacht wordt dat de stijging van het Bruto Nationaal Produkt tegen marktprijzen, van 1963 tot 1965, het dubbel zou kunnen bereiken.

## 2. Rente, verliezen en winsten.

De rentelast van de Rijksschuld stijgt van 17 miljard in 1963 tot 18,3 in 1965, dit is met 7,5 %. Op te merken dat de stijging van het totaal der lopende uitgaven bijna 10 % bedraagt in dezezelfde periode.

De bijdragen in exploitatieverliezen verminderen van 4,6 miljard in 1963 tot 4,5 in 1964 en 4,3 in 1965. Deze verbetering betreft zowel de Posterijen als de Spoorwegen. Hierbij moet er worden aan herinnerd dat het exploitatietekort van die twee overheidsbedrijven in 1963 een ongunstige weerslag had ondergaan van de verhoging der weddeschalen. Sedertdien zijn er tariefwijzigingen doorgevoerd.

De aandelen in exploitatiewinsten en de ontvangen renten nemen een weinig toe van 1963 naar 1965.

## 3. Directe inkomensoverdrachten.

Het betreft hier de inkomensoverdrachten welke plaats vinden tussen de Staat en de privé-bedrijven, de overheidsbedrijven, het vrij onderwijs, de gezinnen en het buitenland. Het totaal bedrag van de alzo door de Centrale Overheid aan die andere sectoren overgemaakte gelden bereikt 28 miljard in 1965. De vermeerdering met 2,5 miljard van 1963 naar 1965 is vooral te wijten aan de bijdragen voor het vrij onderwijs (+1,2 miljard), die hier overigens het belangrijkste bestanddeel vormen.

Doch ook de subsidies aan bedrijven nemen sterk toe, namelijk met 0,7 miljard : dit is vooral te wijten aan de uit-

cipalement dû aux dépenses pour l'expansion économique, aux subsides aux entreprises publiques relevant des Communications et aux subsides pour les hôpitaux.

On s'attend, pour 1965, à des transferts aux ménages et à l'étranger, dépassant respectivement de 0,2 milliard et de 0,4 milliard de francs ceux de 1963.

Dans le chapitre des transferts directs de revenus sont repris, en recettes, les impôts, à l'exception des droits de succession.

Les impôts indirects et les impôts directs évoluent comme suit :

gaven voor de economische expansie, de subsidies aan de overheidsbedrijven bij Verkeerswezen en de subsidies voor hospitalen.

De voor 1965 verwachte overdrachten aan gezinnen en aan het buitenland liggen respectievelijk 0,2 en 0,4 miljard frank hoger dan in 1963.

In deze hoofdgroep worden ook de belastingen geklasseerd, met uitzondering van de successierechten.

De evolutie van de indirecte belastingen en van de directe belastingen ziet er uit als volgt :

	<b>Impôts indirects</b> <i>Indirecte belastingen</i>	<b>% du total</b> <i>% van totaal</i>	<b>Impôts directs</b> <i>Directe belastingen</i>	<b>% du total</b> <i>% van totaal</i>	<b>Total</b> <i>Totaal</i>
1963 ... ... ...	79,3 mld F	61,0	50,5 mld F	39,0	129,8 mld F
1964 ... ... ...	89,2 mld F	62,3	54,1 mld F	37,7	143,3 mld F
1965 ... ... ...	95,1 mld F	62,8	56,5 mld F	37,2	151,6 mld F

L'augmentation entre 1963 et 1965 du produit de ces impôts s'élève à 17 %. C'est là un rythme d'accroissement de loin inférieur à ce que l'augmentation du P.N.B. aurait permis de supposer.

De stijging van deze belastingopbrengst van 1963 tot 1965 bedraagt 17 %, dit is veel minder dan de stijging van het B.N.P. zou laten verwachten.

#### 4. Transferts de revenus entre entreprises publiques.

Dans ce groupe principal, on traite tous les transferts s'effectuant entre les divers secteurs des Pouvoirs publics, c'est-à-dire : le Pouvoir central, les institutions autonomes à caractère administratif — parmi lesquelles figurent de nombreux fonds —, les institutions de sécurité sociale et les communes et provinces. Au total, ces dépenses atteignent 43,5 milliards en 1965, sans comprendre cependant le transfert (6,9 milliards) du budget de l'Etat au Fonds de dotation des pensions de guerre.

Le tableau suivant fournit, pour 1963 et 1965, un aperçu des principales affectations des contributions en cette matière.

(En milliards de francs.)

(In miljarden frank.)

	1963	1965	
<i>Fonds et institutions autonomes (1) ... ... ...</i>	4,6	5,1	<i>Fondsen en autonome instellingen (1) :</i> Nationale Fonds voor de Huisvesting. Nationale Studiefonds. Nationale Werk voor Kinderwelzijn. Nationale Werken voor Oorlogsslachtoffers. Andere.
Fonds national du logement ... ... ...	1,0	1,2	
Fonds national des études . . . . .	0,6	0,7	
CÉuvre nationale de l'enfance ... . . . . .	0,6	0,6	
CÉuvres nationales pour victimes de guerre ...	0,6	0,6	
Autres ... . . . . .	1,8	2,0	
<i>Sécurité sociale ... . . . . .</i>	16,6	20,1	<i>Sociale zekerheid :</i> Ziekte en Invaliditeit. Ouderdomspensioenen. Werkloosheid. Gezinstoelagen.
Maladie et invalidité . . . . .	6,6	10,0	
Pensions de vieillesse . . . . .	7,0	7,8	
Chômage . . . . .	1,9	1,3	
Allocations familiales . . . . .	1,1	1,0	
<i>Communes et provinces ... . . . . .</i>	17,4	18,3	<i>Gemeenten en provinciën :</i> Onderwijsbijdragen. Andere doeleinden.
Subventions à l'enseignement . . . . .	7,1	7,0	
Autres objectifs . . . . .	10,3	11,3	

(1) Le Fonds de dotation est déjà incorporé directement dans les chiffres du regroupement.

(1) Het Dotatiefonds is reeds rechtstreeks verwerkt in de cijfers van de hergroepering.

Dans le chapitre II ci-après, on expose comment les opérations du budget général de l'Etat sont fusionnées avec celles des fonds et institutions publiques autonomes (autres que celles de la Sécurité sociale) pour obtenir ainsi la présentation du Pouvoir central au sens large, et ensuite comment celui-ci est consolidé avec le secteur de la « Sécurité sociale » et le secteur des « Pouvoirs publics subordonnés » pour former ainsi le compte économique ou budget de l'ensemble des Pouvoirs publics.

B. — Le compte des opérations de capital reprend, en premier lieu, le solde du compte des opérations courantes.

##### 5. Transferts directs de capitaux.

Il s'agit de transferts entre l'Etat et les autres secteurs, transferts qui ont le caractère d'opérations en capital.

En 1963, ils s'élèvent à 2,2 milliards de francs. Pour 1964 et 1965, on ne prévoit plus que 1,8 milliard. Cette diminution est due au fait que, ni pour 1964 ni pour 1965, il n'a été inscrit de crédits au profit du Fonds de Développement des pays et territoires d'outre-mer de la C.E.E. En 1963, il a été versé 0,7 milliard à cet effet, qui n'ont pas été utilisés entièrement jusqu'à ce jour. Les transferts à l'intérieur du pays sont effectués surtout en faveur des entreprises privées; ils augmentent de 0,1 milliard de francs. Il est à remarquer que les capitaux que l'Etat met à la disposition des entreprises publiques, sont en général considérés comme une participation dans le capital de ces entreprises.

Du côté des recettes, ce chapitre comprend les droits de succession et de donation (à concurrence de 2,7 milliards en 1963 et 1964 et 2,9 en 1965) et quelques autres recettes spéciales.

##### 6. Transferts de capitaux entre secteurs publics.

Tout comme pour les opérations courantes, il s'agit ici de relations financières entre les divers secteurs publics, mais cette fois en vue d'investissements.

Ces transferts s'élèvent à 2,6 milliards en 1963 ainsi qu'en 1964 et à 3,1 milliards en 1965. La plus grande partie est attribuée à des fonds et organismes autonomes. Près de 1 milliard est destiné aux investissements des communes et des provinces; les amortissements, pris en charge par l'Etat, des emprunts contractés auprès du Crédit Communal, n'ont jusqu'à présent qu'une faible importance dans ces transferts ( $\pm 100$  millions en 1965).

Rappelons que les principaux transferts de capitaux à des fonds autonomes (Caisse autonome des dommages de guerre et les trois fonds de constructions scolaires) ne figurent pas sous cette rubrique, étant donné que ces fonds ont été consolidés directement avec l'Etat et que leurs dépenses effectives sont, par conséquent, reprises sous forme d'investissements et de transferts de capitaux à des secteurs privés ainsi qu'à des communes et des provinces.

##### 7. Investissements directs.

Les investissements directs de l'Etat, y compris ceux du Fonds des Routes, du Fonds des Constructions scolaires et parascolaires de l'Etat et du Fonds des Constructions de l'enseignement supérieur, s'élèvent au total à 11,8 milliards en 1963, à 12,8 en 1964 et à 14 en 1965. L'augmentation que l'on constate ici se situe principalement dans le domaine « Routes et travaux hydrauliques », (8 milliards en 1965 contre 6,2 en 1963). Le fait qu'en 1965 2,4 milliards sont

In het hiernavolgende hoofdstuk II wordt duidelijk aangegetoond hoe de verrichtingen van de algemene begroting van de Staat worden samengevoegd met die van de fondsen en autonome openbare instellingen (andere dan van de Sociale Zekerheid) om de voorstelling van de Centrale Overheid in ruime zin te bekomen, en vervolgens hoe deze laatste wordt geconsolideerd met de sociale zekerheid en de lagere publiekrechtelijke lichamen om dan de economische rekening of begroting van de gehele Overheid te vormen.

B. — De rekening der kapitaalverrichtingen neemt in de eerste plaats het saldo over van de rekening der lopende verrichtingen.

##### 5. Directe vermogensoverdrachten.

Dit zijn overdrachten tussen de Staat en de andere sectoren, overdrachten die in de kapitaalsfeer vallen.

In 1963 belopen zij 2,2 miljard frank. Voor 1964 en 1965 voorziet men nog slechts 1,8 miljard. Die vermindering is te wijten aan het feit dat voor 1964 noch voor 1965 kredieten ingeschreven werden ten behoeve van het Fonds voor Ontwikkeling van de landen en gebieden over zee van de E.E.G. In 1963 werd hiervoor 0,7 miljard gestort, dat tot op heden niet werden opgebruikt. De overdrachten in het binnenland zijn vooral ten bate van privé-bedrijven; zij stijgen met 0,1 miljard frank. Op te merken dat de kapitalen welke de Staat ter beschikking stelt van openbare bedrijven doorgaans als deelneming in het kapitaal van die bedrijven worden beschouwd.

Aan de ontvangstzijde worden hier opgenomen de successie- en schenkingsrechten (ten belope van 2,7 miljard in 1963 en 1964 en 2,9 in 1965) en enkele andere speciale ontvangsten.

##### 6. Vermogensoverdrachten tussen overheidssectoren.

Zoals bij de lopende verrichtingen gaat het hier om financiële betrekkingen tussen de diverse overheidssectoren, maar ditmaal met het oog op investeringen.

Deze overdrachten bedragen 2,6 miljard in 1963 en in 1964 en 3,1 in 1965. Het grootste deel ervan gaat naar autonome fondsen en instellingen. Bijna 1 miljard is bestemd voor de investeringen van gemeenten en provinciën; de door de Staat ten laste genomen aflossingen van de leningen aangegaan bij het Gemeentekrediet spelen hierin tot hiertoe slechts een kleine rol ( $\pm 100$  miljoen in 1965).

Er moet worden aan herinnerd dat de belangrijkste vermogensoverdrachten aan autonome fondsen (Zelfstandige Kas voor Oorlogsschade en de drie fondsen voor schoolgebouwen) hier niet voorkomen, aangezien zij rechtstreeks met de Staat werden geconsolideerd en hun effectieve uitgaven derhalve opgenomen zijn in de vorm van investeringen en van kapitaaloverdrachten aan privé-sectoren en aan gemeenten en provinciën.

##### 7. Directe investeringen.

In totaal belopen de directe investeringen van de Staat, inbegrepen die van het Wegenfonds, van het Fonds voor schoolgebouwen en gebouwen in schoolverband van het Rijk en van het Fonds voor hogere onderwijsgebouwen 11,8 miljard in 1963, 12,8 in 1964 en 14 in 1965. De stijging die men hier opmerkt doet zich hoofdzakelijk voor in de rubriek « Wegen en waterbouwkundige werken » (8 miljard in 1965 tegen 6,2 in 1963). Vermeldenswaard is hier ook dat in 1965

destinés à des acquisitions de terrains et de bâtiments, contre 2,2 en 1963 et 1964, mérite aussi d'être mentionné ici.

Après déduction des ventes de biens de capital et des amortissements, on pourrait obtenir les investissements nets. Répétons toutefois que les amortissements ne sont indiqués dans ces tableaux que pour mémoire.

#### 8. Octrois de crédits et participations.

Sont reprises dans le présent chapitre, toutes les opérations qui sont à l'origine d'une créance certaine pour l'Etat, soit que celui-ci intervienne comme actionnaire, soit comme bailleur de fonds. Les créances à caractère douteux sont en général écartées.

La majeure partie de ce poste consiste en octroi de capitaux à la S.N.C.B. Ceux-ci sont assimilés à des participations au capital de cette entreprise publique. En 1965, les dépenses totales (3,8 milliards) sont inférieures de 0,8 milliard à celles de 1963, et de 0,4 à celles de 1964.

#### 9. Dette publique.

Avant les opérations relatives à la Dette publique, le compte « opérations de capital » indique le *solde net à financer*. Ce solde montre dans quelle mesure les opérations en capital, en ce compris le solde du compte des opérations courantes, entraînent une augmentation nette de la Dette publique. En 1963, ce solde était de 18,3 milliards. Pour 1964 et 1965, il atteint respectivement 15,3 et 10,3 milliards. Il ne fait pas de doute qu'en tout cas une évolution favorable se dessine ici, grâce surtout à l'amélioration notable du solde des opérations courantes.

Dans le groupe principal « Dette publique », sont repris ensuite, en dépenses, les amortissements de la Dette publique directe (et assimilée). Ils passent de 11,3 milliards en 1963 à 12 milliards en 1964, et 18,1 en 1965. Ces chiffres comprennent non seulement les amortissements qui figurent au budget de la Dette publique, mais également ceux du Fonds des Routes, de la Caisse autonome des dommages de guerre et du Fonds de dotation des pensions de guerre. Ces derniers figurent sous la rubrique « Amortissements des emprunts à destination spéciale ». La forte augmentation en 1965 résulte principalement d'amortissements exceptionnels d'emprunts du Fonds des Routes.

Même s'il n'est pas tenu compte des emprunts à destination spéciale, on observe néanmoins une hausse des amortissements qui passent de 9,0 milliards en 1963 à 11,9 en 1965, ceci sous l'influence de l'augmentation de la Dette publique dans le passé. Il y a lieu de rappeler à cet égard que le remboursement du solde final (5 461 millions de francs) de l'emprunt 1952-1964, venu à échéance en 1964, remboursement qui n'est pas porté au budget, n'a pas été repris dans le présent regroupement économique.

Viennent s'inscrire, du côté des recettes, en 1963, les produits d'emprunts enregistrés dans le compte budgétaire de l'Etat et des fonds intéressés. On ne mentionne provisoirement dans les prévisions pour 1964 et 1965, que les seuls produits d'emprunts se rapportant à des fonds consolidés avec l'Etat (Fonds des Routes, Fonds de dotation des pensions de guerre et Caisse autonome des dommages de guerre).

Les soldes finaux figurant dans le tableau doivent être appréciés à la lumière de ce qui précède. Celui de 1963 (-7,7 milliards) s'explique par le financement du budget par d'autres moyens que l'emprunt à plus ou moins long terme. Ceux de 1964 et 1965, par contre, englobent tous les moyens de financement sauf les emprunts à destination spéciale.

2,4 milliard sont destinés à l'achat de terres et de bâtiments, contre 2,2 en 1963 et 1964, mérite aussi d'être mentionné ici.

Après déduction des ventes de biens de capital et des amortissements, on pourrait obtenir les investissements nets. Répétons toutefois que les amortissements ne sont indiqués dans ces tableaux que pour mémoire.

#### 8. Kredietverleningen en deelnemingen.

In dit hoofdstuk worden alle verrichtingen geboekt waaruit voor de Staat een reële vordering ontstaat, hetzij als aandeelhouder, hetzij als kredietverstrekker. Vorderingen met een twijfelachtig karakter worden hier doorgaans geweerd.

Het overgrote deel van deze post bestaat in kapitaalverstrekkingen aan de N.M.B.S. die worden gelijkgesteld met deelnemingen in het kapitaal van dit overheidsbedrijf. In 1965 komen de totale uitgaven (3,8 miljard) hier met 0,8 miljard lager te liggen dan in 1963, en met 0,4 lager dan in 1964.

#### 9. Overheidsschuld.

Alvorens de verrichtingen in verband met de Overheidsschuld te ontleden, wordt het *netto te financieren saldo* aangegeven. Dit resultaat geeft de mate aan waarin de voorafgaande kapitaalverrichtingen inclusief het saldo van de lopende verrichtingen aanleiding geven tot netto-verhoging van de Staatsschuld. In 1963 was dit saldo 18,3 miljard. Voor 1964 en 1965 komt men tot respectievelijk 15,3 en 10,3 miljard. Het lijdt geen twijfel dat zich hier alleszins een gunstige evolutie aftekent, dank zij vooral de merkelijke verbetering van het saldo der lopende verrichtingen.

In de hoofdgroep « Overheidsschuld » worden vervolgens in uitgaven de aflossingen van de directe Rijksschuld (en daarmee gelijkgestelde) opgenomen. Zij evolueren van 11,3 miljard in 1963 naar 12 miljard in 1964, en 18,1 in 1965. Deze cijfers bevatten niet alleen de aflossingen die voorkomen op de Begroting van de Rijksschuld maar ook die van het Wegenfonds, van de Zelfstandige Kas voor Oorlogsschade en van het Dotatiefonds voor Oorlogspensioenen. Deze laatste komen voor onder de rubriek « Aflossingen van leningen met speciale bestemming ». De sterke stijging in 1965 spruit voornamelijk voort uit de uitzonderlijke aflossingen van leningen van het Wegenfonds.

Ook wanneer men de leningen met speciale bestemming buiten beschouwing laat, ziet men de aflossingen nog stijgen van 9,0 in 1963 tot 11,9 in 1965, zulks onder de invloed van de in het verleden stijgende Rijksschuld. Hierbij moet er nog aan herinnerd worden dat de niet op de begroting gebrachte terugbetaling van het in 1964 vervallen eindsaldo van de lening 1952-1964, ten belope van 5 461 miljoen frank nominaal, in deze economische hergroepering niet werd opgenomen.

Aan de ontvangstzijde komen in 1963 de in de begrotingsrekening van de Staat en van de betrokken fondsen geregistreerde leningopbrengsten. In de vooruitzichten 1964 en 1965 zijn voorlopig alleen die leningopbrengsten vermeld die betrekking hebben op de met de Staat geconsolideerde fondsen (Wegenfonds, Dotatiefonds voor Oorlogspensioenen en Zelfstandige Kas voor Oorlogsschade).

De eindsaldo's die in de tabel voorkomen moeten in dit licht worden gezien. Dat van 1963 (-7,7 miljard) wijst op de financiering van de begroting met andere middelen dan leningen op min of meer lange termijn. Die van 1964 en 1965 daarentegen bevatten alle financieringsmiddelen behalve de leningen met speciale bestemming.

**REGROUPEMENT ECONOMIQUE  
DES OPERATIONS BUDGETAIRES  
DU POUVOIR CENTRAL.**

A. — COMPTE « OPERATIONS COURANTES ».  
(En millions de francs.)

**ECONOMISCHE HERGROEPERING VAN  
DE BEGROTINGSVERRICHTINGEN VAN  
DE CENTRALE OVERHEID.**

A. — REKENING « LOPENDE VERRICHTINGEN ».  
(In miljoen frank.)

<b>LIBELLE OMSCHRIJVING</b>	<b>Dépenses — Uitgaven</b>			<b>Recettes — Ontvangsten</b>		
	1963	1964	1965	1963	1964	1965
1. Consommation. — Consumptie	48 749	52 493	53 131	1 311	1 872	1 891
Salaires et pensions. — <i>Lonen en pensioenen</i>	31 581	34 631	35 374	166	192	174
Achats et ventes de biens et services. — <i>Aankoop en verkoop van goederen en diensten</i>	9 489	10 695	11 064	1 054	1 411	1 449
Travaux et équipement. — <i>Werken en uitrusting</i>	7 679	7 167	6 693	91	269	268
Coûts imputés. — <i>Toegerekende kosten</i>	p. m.	p. m.	p. m.	—	—	—
2. Intérêts, Pertes et Profits. — Rente, Verliezen en Winsten.	21 635	22 802	22 593	1 830	2 004	1 969
Intérêts. — <i>Interesten</i>	17 004	18 291	18 325	784	835	945
Contribution à la charge d'intérêts et aux pertes d'exploitation d'entreprises publiques. — <i>Bijdragen in rentelast en in exploitatieverliezen van openbare bedrijven</i>	4 631	4 511	4 268	—	—	—
Participations aux bénéfices d'exploitation d'entreprises publiques et produits divers du patrimoine (1). — <i>Aandeel in exploitatiewinsten van openbare bedrijven en diverse opbrengsten van het eigendom (1)</i>	—	—	—	1 036	1 169	1 024
Intérêt imputé (sur capital des bâtiments de service). — <i>Toegerekende rente (op kapitaal dienstgebouwen)</i>	—	—	—	p. m.	p. m.	p. m.
3. Transferts directs de revenus. — Directe inkomensoverdrachten	25 411	27 498	27 949	130 777	144 055	152 301
Subventions brutes aux entreprises. — <i>Bruto-subsidies aan bedrijven</i>	2 786	3 638	3 521	216	45	50
Contributions à l'enseignement libre. — <i>Bijdragen voor het vrij onderwijs</i>	12 558	12 977	13 754	—	—	—
Transferts de revenus aux ménages et aux institutions s.b.l. au service des ménages. — <i>Inkomensoverdrachten aan gezinnen en aan instellingen z.w.o. ten dienste van gezinnen</i>	8 230	8 481	8 426	15	6	6
Transferts de revenus à et de l'étranger. — <i>Inkomensoverdrachten aan en van het buitenland</i>	1 808	2 349	2 194	114	28	8

(1) Pour des raisons pratiques les produits divers du patrimoine autres que les intérêts imputés ont été repris à ce poste.

(1) Om praktische redenen werden de diverse opbrengsten van het eigendom, andere dan de toegerekende rente samengevoegd met deze post.

LIBELLE OMSCHRIJVING	Dépenses — <i>Uitgaven</i>			Recettes — <i>Ontvangsten</i>		
	1963	1964	1965	1963	1964	1965
Impôts indirects et taxes sur biens mobiliers et immobiliers. — <i>Indirecte belastingen en taxes op roerende en onroerende goederen</i> ... ... ... ...	29	53	54	79 320	89 241	95 111
Impôts directs. — <i>Directe belastingen</i> ... ... ... ...	—	—	—	50 547	54 136	56 487
Taxes perçues à l'occasion de services administratifs et enseignement. — <i>Taksen geheven ter gelegenheid van administratieve diensten en onderwijs</i> ... ... ... ...	—	—	—	565	599	639
4. Transferts de revenus entre secteurs publics. — <i>Inkomens-overdrachten tussen overheidsssectoren</i> ... ... ... ...	38 573	42 525	43 482	365	62	75
Transferts de revenus aux et provenant des institutions autonomes à consolider avec les Pouvoirs centraux. — <i>Inkomensoverdrachten aan en afkomstig van met de Centrale Overheid te consolideren autonome instellingen</i> ... ... ... ...	4 589	5 062	5 060	149	—	—
Transferts de revenus aux et des institutions de sécurité sociale. — <i>Inkomensoverdrachten aan en van de instellingen van de sociale zekerheid</i> ... ... ... ...	16 602	19 601	20 089	171	8	13
Transferts de revenus aux et provenant des communes, provinces et administrations y assimilées. — <i>Inkomens-overdrachten aan en afkomstig van gemeenten, provinciën en daarmee gelijkgestelde besturen</i> ... ... ...	17 382	17 862	18 333	45	54	62
Total des opérations courantes. — <i>Totaal van de lopende verrichtingen</i> ... ... ... ...	134 368	145 318	147 155	134 283	147 993	156 236
Solde des opérations courantes (à reporter) (1). — <i>Saldo van de lopende verrichtingen (over te dragen) (1)</i> ... ... ...	—85	—	—	—	+2 675	+9 081

(1) Solde corrigé, en tenant compte des amortissements économiques et des pensions et intérêts de la dette congolaise garanties, ainsi que des annulations de crédits de 1964 (voir p. 7). — (1) Verbeterd saldo, rekening gehouden met de economische afschrifvingen en met de gewaarrborgde pensioenen en rente van de Kongolese schuld, alsmede met de annulaties van kredieten van 1964 (zie blz. 7).

—2 085	—	—	—	+4 175	+7 081
--------	---	---	---	--------	--------

## B. — COMPTE « OPERATIONS DE CAPITAL ».

(En millions de francs.)

## B. — REKENING « KAPITAALVERRICHTINGEN ».

(In miljoen frank.)

LIBELLE OMSCHRIJVING	Dépenses — <i>Uitgaven</i>			Recettes — <i>Ontvangsten</i>		
	1963	1964	1965	1963	1964	1965
Solde des opérations courantes. — Saldo van de lopende verrichtingen . . . . .	85	—	—	—	2 675	9 081
5. Transferts directs de capitaux. — Directe vermogensoverdrachten . . . . .	2 247	1 783	1 810	2 685	2 702	2 876
Transferts de capitaux aux et des entreprises. — Vermogensoverdrachten aan en van bedrijven . . . . .	752	786	857	112	43	41
Transferts de capitaux à l'enseignement libre. — Vermogensoverdrachten aan het vrij onderwijs . . . . .	75	65	80	—	—	—
Transferts de capitaux aux et des ménages. — Vermogensoverdrachten aan en van gezinnen . . . . .	68	95	67	90	8	17
Transferts de capitaux vers et à charge de l'étranger. — Vermogensoverdrachten aan en ten laste van het buitenland . . . . .	1 350	836	805	38	37	37
Impôts sur le patrimoine. — Vermogensheffingen . . . . .	2	1	1	2 445	2 614	2 781
6. Transferts de capitaux entre secteurs publics. — Vermogensoverdrachten tussen overheidssectoren . . . . .	2 626	2 551	3 085	—	—	—
Transferts de capitaux aux institutions autonomes à consolider avec le Pouvoir central. — Vermogensoverdrachten aan met de Centrale Overheid te consolideren autonome instellingen . . . . .	1 671	1 689	2 109	—	—	—
Transferts de capitaux aux Communes, Provinces et administrations y assimilées. — Vermogensoverdrachten aan Gemeenten, Provinciën en daarmee gelijkgestelde besturen . . . . .	955	862	976	—	—	—
7. Investissements directs. — Directe investeringen . . . . .	11 762	12 871	14 046	270	276	274
Achats de terrains et bâtiments. — Aankoop van gronden en gebouwen . . . . .	2 190	2 237	2 359	174	167	165
Construction de bâtiments. — Oprichting van gebouwen.	2 580	2 461	2 592	—	—	—
Routes, travaux hydrauliques et autres. — Wegen, waterbouwkundige en andere werken . . . . .	6 163	7 182	8 003	3	21	21
Matériel. — Materieel . . . . .	829	991	1 092	93	88	88
Prévisions pour amortissements. — Voorzieningen voor afschrijvingen . . . . .	—	—	—	p. m.	p. m.	p. m.
8. Octrois de crédits et participations. — Kredietverleningen en deelnamegen . . . . .	4 663	4 257	3 822	161	519	259
Entreprises. — Bedrijven . . . . .	4 262	3 705	3 517	151	125	135

LIBELLE OMSCHRIJVING	Dépenses — <i>Uitgaven</i>			Recettes — <i>Ontvangsten</i>		
	1963	1964	1965	1963	1964	1965
Etranger. — <i>Buitenland</i> . . . . .	71	147	295	8	121	121
Autres secteurs publics. — <i>Andere overheidssectoren</i> ...	330	405	10	2	273	3
Solde net à financer. — <i>Te financieren netto-saldo</i> ...	—18 267	—15 290	—10 273	—	—	—
9. Dette publique. — <i>Overheidsschuld</i> ...	11 284	11 951	18 058	21 805	7 672	9 263
Amortissements de la dette publique consolidée et produit d'emprunts, en monnaie nationale. — <i>Aflossingen van de gevestigde Staatsschuld en opbrengst van leningen, in nationale valuta</i> ...	7 858	8 865	10 349	17 436	—	—
Idem, en monnaie étrangère. — <i>Idem, in vreemde valuta</i> ...	1 102	858	1 519	—	—	—
Amortissements et produit d'emprunts à destination spéciale, en monnaie nationale. — <i>Aflossingen en opbrengst van leningen met speciale bestemming, in nationale valuta</i> . . . . .	2 324	2 228	6 190	4 369	7 672	9 263
Idem, en monnaie étrangère. — <i>Idem, in vreemde valuta</i> ...	—	—	—	—	—	—
Total des opérations de capital, dont:						
Totaal van de kapitaalverrichtingen, waarvan:	32 667	33 413	40 821	24 921	13 844	21 753
1° Solde des opérations courantes. — <i>Saldo van de lopende verrichtingen</i> . . . . .	85	—	—	—	2 675	9 081
2° Opérations de capital. — <i>Kapitaalverrichtingen</i> ...	32 582	33 413	40 821	24 921	11 169	12 672
Total général (opérations courantes et de capital). — Algemeen totaal (lopende en kapitaalverrichtingen) ...	166 950	178 731	187 976	159 204	159 162	168 908
Solde final. — <i>Eindsaldo</i> . . . . .	—7 746	—19 569	—19 068	—	—	—

RAPPROCHEMENT ENTRE  
LES DONNEES BUDGETAIRES OFFICIELLES  
ET LE REGROUPEMENT ECONOMIQUE.

(En millions de francs.)

## A. — DÉPENSES.

AANSLUITING TUSSEN  
DE OFFICIELE BUDGETTAIRE GEGEVENS  
EN DE ECONOMISCHE HERGROEPERING.

(In miljoen frank.)

## A. — UITGAVEN.

	1963	1964	1965	
1. Total regroupement économique ... ...	166 950	178 731	187 976	1. Totaal economische hergroepering.
2. A déduire :				2. Af te trekken :
a) Avances de trésorerie à régulariser au budget de l'année suivante (3).	2 016	—	—	a) Schatkistvoorschotten te regulariseren op de begroting van het volgend jaar (3).
b) Dépenses réelles à charge de fonds et de comptes pour ordre.	17 913	19 273	24 113	b) Werkelijke uitgaven ten laste van fondsen en rekeningen voor orde.
c) Entreprises d'Etat : Postes : différence entre les dépenses et les recettes budgétaires (mali).	1 343	1 391	1 272	c) Staatsbedrijven : Posterijen : verschil tussen budgettaire uitgaven en ontvangsten (mali).
d) Réductions de crédits au feuilleton 1964 se rapportant aux crédits reportés 1963.	—	60	—	d) Kredietverminderingen in het bijblad 1964 met betrekking tot overgedragen kredieten 1963.
e) Autres . . . . .	3	—	—	e) Andere.
	—21 275	—20 724	—25 385	
3. A ajouter :				3. Bij te voegen :
a) Avances de trésorerie 1962 déjà comprises dans le regroupement économique de cette année et régularisées au budget de 1963 (3).	1 899	—	—	a) Schatkistvoorschotten 1962 reeds begrepen in de economische hergroepering van dat jaar en geregulariseerd op de begroting 1963 (3).
b) Virements du budget aux fonds et comptes pour ordre.	11 375	11 972	12 711	b) Overschrijvingen van de begroting naar fondsen voor orde.
c) Dépenses brutes des entreprises d'Etat : — Postes (y compris Pensions) ...	4 736	5 246	5 283	c) Bruto-uitgaven van Staatsbedrijven : — Posterijen (inbegrepen Pensioenen).
— Instituts de la radiodiffusion et télévision belge.	1 195	1 319	1 412	— Instituten van de Belgische radio en televisie.
d) Autres dépenses budgétaires non reprises dans le regroupement : — Dette congolaise ... . . . .	2 171	—	—	d) Andere begrotingsuitgaven niet opgenomen in de hergroepering : — Kongolese schuld.
— Transferts comptables internes ...	38	35	36	— Interne overboekingen.
	+21 414	+18 572	+19 442	
4. Total des données comptables officielles.	167 089	176 579	182 033	4. Totaal van de officiële boekhoudkundige gegevens.
a) Dépenses ordinaires . . . . .	145 062 (1)	155 851	161 875	a) Gewone uitgaven.
b) Dépenses extraordinaires . . . . .	22 027 (2)	20 728	20 158	b) Buitengewone uitgaven.

(1) Engagements.

(2) Ordonnancements.

(3) Concerne uniquement les dépenses extraordinaires.

(1) Vastleggingen.

(2) Ordonnanceringen.

(3) Betreft uitsluitend de buitengewone uitgaven.

## B. — RECETTES.

## B. — ONTVANGSTEN.

	1963	1964	1965	
1. Total regroupement économique ... ...	159 204	159 162	168 908	1. Totaal economische hergroepering.
2. A déduire :				2. Af te trekken :
a) Recettes de fonds et de comptes pour ordre qui ne proviennent pas du budget de l'Etat.	4 280	7 704	9 299	a) Ontvangsten van fondsen en reke- ningen voor orde niet afkomstig van de Staatsbegroting.
b) Entreprises d'Etat :				b) Staatsbedrijven :
— Instituts de la radiodiffusion et télévision belge : différence entre les dépenses et les recettes bud- gétaires (boni).	238	349	367	— Instituten van de Belgische radio en televisie : verschil tussen bud- gettaire uitgaven en ontvangst- (boni).
	— 4 518	— 8 053	— 9 666	
3. A ajouter :				3. Bij te voegen :
a) Recettes brutes des entreprises d'Etat :				a) Bruto-ontvangsten van Staatsbe- drijven :
— Postes ... ... ... ...	3 393	3 855	4 010	— Posterijen.
— Instituts de la radiodiffusion et télévision belge.	1 433	1 668	1 779	— Instituten van de Belgische radio en televisie.
b) Divers . . . . .	52	35	37	b) Diversen.
	+ 4 878	+ 5 558	+ 5 826	
4. Total des données comptables officielles :	159 564	156 667	165 068	4. Totaal van de officiële boekhoudkun- dige gegevens :
a) Recettes ordinaires ... ... ... ...	141 459	156 099	164 496	a) Gewone ontvangst.
b) Recettes extraordinaires ... ... ...	18 105	568	572	b) Buitengewone ontvangst.

### B. — REGROUPEMENT FONCTIONNEL.

Parallèlement au regroupement économique des dépenses de l'Etat, le regroupement fonctionnel est également intégré depuis 1959 dans l'Exposé général. On se conforme ainsi à une tendance générale, existant dans les pays développés, d'analyser les opérations budgétaires de manière telle que, à côté des diverses catégories de dépenses par nature figure également un regroupement suivant leur destination.

Ainsi qu'il ressort des tableaux II, III et IV, les budgets belges comportent des dépenses à destinations multiples. Le regroupement fonctionnel constitue, en l'occurrence, l'instrument adéquat pour classer ces dépenses selon les grands objectifs de la politique gouvernementale. Les institutions parlementaires en particulier, et le public en général, ont ainsi la possibilité de se former une opinion sur la portée exacte de l'évolution des tâches confiées à l'Etat.

Pour l'établissement des données fonctionnelles, on a utilisé les mêmes chiffres que pour le regroupement économique. Les grands Fonds qui y sont incorporés sont mentionnés dans les tableaux. De même, la distinction entre les dépenses ordinaires et extraordinaires est maintenue. On trouve dans le tableau I un résumé succinct du regroupement fonctionnel des dépenses et de leur évolution en pourcentage des dépenses totales.

La représentation générale des fonctions ne varie que faiblement par rapport aux chiffres publiés dans les Exposés généraux antérieurs. Les fonctions Enseignement et Culture, Interventions sociales, Défense nationale et Communications conservent, avec environ 57 % des dépenses totales, leur place prépondérante. Les autres dépenses indiquées sous d'autres fonctions représentent environ 18 % du total, tandis que le solde de 25 % comprend les dépenses non imputées, notamment celles en faveur des pouvoirs publics subordonnés et pour la Dette publique.

L'Etat consacre, au cours des années considérées, environ 20 % de ses dépenses à la promotion de l'enseignement et de la culture. Pour 1965, un montant total de 36,9 milliards est prévu, soit une augmentation de 10 % par rapport à 1963.

L'accroissement des charges d'enseignement et de culture concerne principalement les dépenses du département de l'Education nationale et de la Culture et particulièrement les traitements du personnel de l'Etat, qui passent de 6,3 milliards en 1963 à 7,7 milliards en 1965, ainsi que les frais de fonctionnement qui augmentent de 400 millions au cours de la période considérée. L'accroissement de la population scolaire et parallèlement le recrutement de nouveaux membres du corps enseignant, de même que l'adaptation des salaires à l'index, en constituent les causes principales. Le même phénomène se produit dans le secteur de l'Enseignement libre qui, pour des raisons identiques, voit passer ses subventions de 11,9 milliards en 1963 à 13 milliards en 1965.

Les dépenses pour constructions scolaires (environ 3 milliards en 1965) et pour les pensions (2,9 milliards en 1965) du personnel enseignant de l'Etat, des communes, des provinces et de l'enseignement libre, constituent également des postes importants de l'ensemble de cette fonction.

Par ordre d'importance, les dépenses pour « Interventions sociales » viennent en second lieu. Elles passent de 22,6 milliards en 1963 à 24,2 milliards en 1964 et à 24,6 milliards en 1965. L'augmentation est due principalement aux transferts plus élevés au secteur Sécurité sociale, pour lequel 20,1 milliards sont prévus en 1965, contre 16,6 milliards en 1963. Les transferts pour pensions s'accroissent de 12 %, ceux pour maladie-invalidité de 51 %.

### B. — FUNCTIONELE HERGROEPING.

Naast de economische hergroeping der Staatsuitgaven wordt sedert 1959 in de Algemene Toelichting eveneens de functionele hergroeping ingelast. Hierbij wordt een algemeen in de ontwikkelde landen geldende tendens gevolgd de analyse der begrotingsverrichtingen dermate uit te werken, dat naast de diverse soorten van uitgaven eveneens de bestemming dezer uitgaven naar voren worden gebracht.

Zoals blijkt uit de tabellen II, III en IV bevatten de Belgische begrotingen uitgaven met diverse bestemmingen. De functionele hergroeping is hier het gepaste instrument om deze uitgaven te ordenen volgens de grote objectieven van Staatszorg. De parlementaire instellingen in het bijzonder en het publiek in het algemeen worden op deze wijze in staat gesteld zich een oordeel te vormen over de juiste draagwijdte van de evolutie van de taken die aan de Staat zijn toevertrouwd.

Bij het opstellen van de functionele gegevens werd uitgegaan van dezelfde cijfers als deze aangewend bij de economische hergroeping. De ingeschakelde grote Fondsen zijn aangeduid in de tabellen. Ook wordt het onderscheid tussen gewone en buitengewone uitgaven gehandhaafd. Een bondige samenvatting van de functionele uitgavencategorieën en hun procentsgewijze evolutie in verhouding tot de totale uitgaven vindt men in tabel I.

Het algemeen beeld van de functie wijkt slechts in geringe mate af van de in vorige algemene toelichtingen gepubliceerde cijfers. De functies Onderwijs en Cultuur, Sociale voorzieningen, Landsverdediging en Verkeer handhaven zich met circa 57 % van de totale uitgaven op het voorplan. De andere aan functies toebedelde uitgaven vertegenwoordigen ongeveer 18 % van het totaal terwijl het saldo 25 % naar de niet toebedelde uitgaven, met name die voor de lagere publiekrechtelijke lichamen en de Staats-schuld gaat.

De Staat besteedt in de beschouwde jaren circa 20 % van zijn uitgaven aan de bevordering van het onderwijs en cultuur. Voor 1965 wordt er een totaal bedrag van 36,9 miljard voorzien, dit is een stijging van 10 % t.o.v. 1963.

De toename der uitgaven voor onderwijs en Cultuur heeft voornamelijk betrekking op de uitgaven van het departement van Nationale Opvoeding en Cultuur en inzonderheid op de wedden van het overheidspersoneel die stijgen van 6,3 miljard in 1963 tot 7,7 miljard in 1965 en de werkingskosten die met 400 miljoen verhogen tijdens de beschouwde periode. De aangroei van de schoolbevolking en de daarmee gepaard gaande aanwerving van nieuwe leerkrachten, alsook de aanpassing der lonen aan het indexcijfer vormen de voornaamste oorzaken van deze stijging. Hetzelfde verschijnsel doet zich trouwens voor in de sector van het Vrij Onderwijs dat om dezelfde redenen zijn toelagen ziet vermeerderen van 11,9 miljard in 1963 tot 13 miljard in 1965.

De uitgaven voor schoolgebouwen (circa 3 miljard in 1965) en voor de pensioenen voor het onderwijszend personeel van de Staat, de gemeenten en provinciën en het vrij onderwijs (2,9 miljard in 1965) vormen eveneens belangrijke posten in het geheel van deze functie.

De uitgaven voor « Sociale Voorzieningen » nemen in orde van belangrijkheid de tweede plaats in. Zij evolueren van 22,6 miljard in 1963 naar 24,2 miljard in 1964 en 24,6 miljard in 1965. De stijging wordt voornamelijk bepaald door de hogere overdrachten aan de sector Sociale Zekerheid waarvoor in 1965 20,1 miljard voorzien wordt tegenover 16,6 miljard in 1963. De overdrachten voor pensioenen nemen hier toe met 12 %, deze voor ziekte-invalideit met 51 %.

D'autre part, les dépenses pour le chômage et la mise au travail diminuent fortement sous l'influence de la haute conjoncture actuelle. Elles sont ramenées de 2,4 milliards en 1963 à 1,6 milliard en 1965.

Les dépenses de « Défense nationale » occupent la troisième place avec environ 13 % du total. Exprimées en chiffres absolus, elles passent de 22,9 milliards en 1963 à 24,4 milliards en 1964 et à 24 milliards en 1965. Les dépenses de personnel, augmentent d'environ 7 %, les dépenses de matériel et de fonctionnement, de 10 % entre 1963 et 1965. Dans le budget extraordinaire, on constate en 1965 une diminution de 0,6 milliard par rapport à 1963 des charges de défense nationale; elle s'explique par le freinage général des dépenses extraordinaires.

Les dépenses afférentes à la fonction « Communications » passent de 20,7 milliards en 1963 à 21,8 milliards en 1965, sous l'influence notamment du Fonds des Routes. En dépenses ordinaires, on note une diminution des interventions en faveur de la S.N.C.F.B. dans le budget des Communications et P.T.T. ainsi que des dépenses d'entretien des routes dans le budget des Travaux publics, dépenses qui en 1963 atteignaient un niveau particulièrement élevé par suite de l'hiver rigoureux. A l'extraordinaire, on note des dépenses d'investissement plus élevées pour les voies hydrauliques — comprenant les grands travaux portuaires — qui de 2,8 milliards en 1963 sont portées à 3,2 milliards en 1965, ainsi qu'une augmentation importante des dépenses pour les routes, qui de 4,3 milliards en 1963 atteignent 5,8 milliards en 1965.

La fonction « Administration générale » se maintient à environ 4 % des dépenses totales. L'augmentation constatée (6,9 milliards en 1963 et 7,7 en 1965) se rapporte notamment aux dépenses de personnel des départements des Finances et de l'Intérieur, ainsi qu'à la majoration des Dotations à partir de 1964. Les dépenses d'investissement pour l'achat et la construction des bâtiments d'Etat se situent dans les années visées autour du demi-milliard.

Les dépenses pour la fonction « Dommages de guerre et calamités » accusent encore un léger accroissement de 1963 (6,6 milliards) à 1965 (6,9 milliards). En pour-cent des dépenses totales, la tendance à la baisse se maintient. Les indemnités de réparation octroyées par la Caisse autonome des dommages de guerre se montent encore à un demi-milliard environ. Les pensions et rentes octroyées à des particuliers par suite de circonstances de guerre dépassent encore les 4 milliards en 1965. Comme augmentation principale, il y a lieu de noter ici les dépenses résultant de la loi d'intégration du 27 juillet 1961, ainsi qu'à partir de 1965, le versement annuel (210 millions) au Fonds Belgo-Congolais d'amortissement et de gestion.

En ce qui concerne la fonction « Relations avec l'étranger », on note pour chacune des années 1964 (2,9 milliards) et 1965 (2,9 milliards) une diminution sensible par rapport à 1963 (3,3 milliards). Celle-ci résulte notamment du fait que, ainsi que signalé ci-avant (page 52), ni en 1964 ni en 1965 des versements ne doivent être prévus pour le Fonds de développement pour les pays et territoires d'outre-mer de la Communauté Economique Européenne. Dans cette fonction sont comprises les dépenses pour l'assistance technique à la République du Congo.

La fonction « Logement » passe de 2,9 milliards en 1963 à 2,7 milliards en 1964 et à 3,2 milliards en 1965. Cette évolution trouve son origine d'une part dans le budget de la Santé publique où, de 1963 à 1965, on note une augmentation des primes à la construction, d'autre part dans les dépenses d'investissement en matière d'urbanisme (loi Brunfaut) figurant au budget extraordinaire des Travaux publics. Ces dépenses passent de 0,4 milliard en 1963 à 0,3 milliard en 1964 pour atteindre 0,5 milliard en 1965.

Anderzijds volgen de uitgaven voor werkloosheid en tewerkstelling onder invloed van de huidige hoogconjunctuur een dalende curve. Van 2,4 miljard in 1963 worden zij teruggebracht op 1,6 miljard in 1965.

De uitgaven voor « Landsverdediging » nemen de derde plaats in met circa 13 % van het totaal. Uitgedrukt in absolute cijfers evolueren zij met 22,9 miljard in 1963 naar 24,4 miljard in 1964 en 24 miljard in 1965. De personeelsuitgaven nemen toe met circa 7 %, de materiële behoeften en onderhoudsuitgaven met 10 % tussen 1963 en 1965. In de buitengewone begroting wordt in 1965 een daling van de lasten voor landsverdediging ten belope van 0,6 miljard t.o.v. 1963 vastgesteld. Zij wordt verklaard door de algemene afremming van de buitengewone uitgaven.

De uitgaven in verband met de functie « Verkeer » stijgen van 20,7 miljard in 1963 tot 21,8 miljard in 1965. Deze toename slaat vooral op de uitgaven van het Wegenfonds. In de gewone uitgaven noteert men een vermindering der tussenkomsten ten voordele van de N.M.B.S. op de begroting van Verkeerswezen en P.T.T. en eveneens van de onderhoudsuitgaven voor wegen op de begroting van Openbare Werken, die in 1963 bijzonder hoog waren door de strenge winter. In de buitengewone uitgaven noteert men verhoogde investeringsuitgaven voor de waterwegen — waarin begrepen de grote havenwerken — die van 2,8 miljard in 1963 op 3,2 miljard in 1965 gebracht worden, evenals een belangrijke verhoging in de uitgaven voor de wegen die van 4,3 miljard in 1963 stijgen tot 5,8 miljard in 1965.

De functie « Algemeen Bestuur » handhaaft zich op 4 % van de totale uitgaven. De vastgestelde stijging (van 6,9 miljard in 1963 naar 7,7 in 1965) heeft voornamelijk betrekking op de personeelsuitgaven van de departementen van Financiën en Binnenlandse Zaken, en op de verhoging van Dotatiën van 1964 af. De investeringsuitgaven voor aankoop en oprichting van rijksgebouwen liggen in de beschouwde jaren rond het half miljard.

De uitgaven met betrekking tot de functie « Oorlogs- en rampschade » vertonen nog een lichte stijging van 1963 (6,6 miljard) tot 1965 (6,9 miljard). In procent van de totale uitgaven blijft de dalende tendens gehandhaafd. De herstelvergoedingen toegekend door de Autonome Kas voor Oorlogsschade bedragen nog ongeveer een half miljard. De pensioenen en renten toegekend aan particulieren ingevolge oorlogsomstandigheden zullen in 1965 nog ruim 4 miljard bedragen. Als voornaamste verhogingen gelden hier de uitgaven voortvloeiend uit de integratiewet van 27 juli 1961 alsmede, van 1965 af, de jaarlijkse storting (210 miljoen) aan het Belgisch-Congolees Amortisatie- en Beheersfonds.

In de functie « Buitenlandse betrekkingen » noteert men in 1964 (2,9 miljard) en in 1965 (2,9 miljard) een merkelijke vermindering tegenover 1963 (3,3 miljard). Zij vloeit hoofdzakelijk voort uit het feit dat zoals reeds hoger vermeld (blz. 52), noch in 1964 noch in 1965 stortingen aan het Fonds voor de Ontwikkeling van de landen en gebieden overzee van de Europese Economische Gemeenschap moeten voorzien worden. In deze functie zijn opgenomen de uitgaven voor technische bijstand aan de Republiek Congo.

De functie « Volkshuisvesting » evolueert van 2,9 miljard in 1963 over 2,7 miljard in 1964 naar 3,2 miljard in 1965. Deze schommeling vindt zijn oorsprong enerzijds in de gewone begroting van Volksgezondheid waar van 1963 tot 1965 een verhoging der bouwpremies waargenomen wordt, anderzijds in de investeringsuitgaven voor stedebouw (wet Brunfaut) voorkomend op de buitengewone begroting van Openbare Werken die variëren van 0,4 miljard in 1963 over 0,3 miljard in 1964 naar 0,5 miljard in 1965.

L'augmentation en chiffres absolus (2,2 milliards en 1965 contre 1,4 en 1963) de la fonction « Santé publique » trouve notamment son origine dans des interventions plus importantes en faveur de la recherche scientifique médicale dans les universités, l'Œuvre nationale de l'Enfance et en particulier dans les subsides plus élevés aux hôpitaux privés et communaux.

Les dépenses pour « Industrie, Commerce et Classes moyennes » ne varient que faiblement (4,1 milliards en 1965 contre 3,8 milliards en 1963). Les interventions pour la promotion de la recherche scientifique en général et pour l'étude de l'énergie nucléaire en particulier, de même que les subventions pour l'expansion économique de l'industrie et des classes moyennes et enfin la promotion du commerce extérieur constituent les principaux postes de dépenses de cette fonction.

Les dépenses pour « Agriculture et Ravitaillement » passent, de 2,1 milliards en 1963, à 3,1 en 1964 et 2,4 en 1965. Les charges plus élevées pour l'agriculture en 1964 se rapportent notamment aux transferts importants (environ 100 millions) pour le remembrement des biens ruraux. Au cours de la même année, il a été prévu un crédit de 350 millions à titre d'avance au Fonds agricole. Une image exacte de cette fonction ne peut cependant être obtenue qu'en y ajoutant les dépenses totales du Fonds Agricole, ce qui n'est pas le cas dans la présente analyse.

Reste une série de dépenses qui ne sont pas réparties fonctionnellement. Parmi celles-ci, la « Dette publique » représente le poste principal. Le pourcentage de la Dette publique dans le total des dépenses s'élève à 19,2 en 1965 contre 16,7 en 1963. Cette évolution a déjà été examinée dans la partie économique. A remarquer que le service financier des emprunts du Fonds des Routes, de la Caisse autonome des dommages de guerre et du Fonds de dotation des pensions de guerre, considérés comme faisant partie de la Dette publique, est également compris dans cette fonction.

Les dépenses pour les « Pouvoirs publics subordonnés » ne sont pas non plus réparties fonctionnellement. Ces dépenses se rapportent notamment au Fonds des communes et au Fonds des provinces. L'augmentation constatée par rapport à 1963, qui se monte en 1965 à 27 %, trouve entre autres son origine dans le fait qu'à partir de 1964, par suite de la nouvelle loi sur les finances communales, la subvention au Fonds communal d'assistance publique qui, jusqu'en 1963 était classée dans la fonction « Interventions sociales », a été absorbée par les subventions générales au Fonds des communes.

De stijging in absolute cijfers (2,2 miljard in 1965 tegenover 1,4 in 1963) bij de functie « Volksgezondheid » vindt hoofdzakelijk haar oorsprong in de hogere tussenkomsten voor het medisch wetenschappelijk onderzoek in de universiteiten, voor het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn en vooral in de hogere subsidies aan privé- en gemeentelijke hospitaal.

De uitgaven voor « Nijverheid, Handel en Middenstand » variëren slechts in geringe mate (4,1 miljard in 1965 tegenover 3,8 miljard in 1963). De tussenkomsten van het wetenschappelijk onderzoek in het algemeen en de studie van de kernenergie in het bijzonder, alsmede de subsidies voor economische expansie van de nijverheid en de middenstand en tenslotte de bevordering van de buitenlandse handel vormen de voornaamste uitgavenposten in deze functie.

De uitgaven voor « Landbouw en Voedselvoorziening » variëren van 2,1 miljard in 1963, tot 3,1 in 1964 en 2,4 in 1965. De hogere landbouwuitgaven in 1964 houden inzonderheid verband met belangrijke transfertsen (circa 100 miljoen) voor ruilverkaveling der landbouweigendommen. In hetzelfde jaar werd een krediet van 350 miljoen voorzien bij wijze van voorschot aan het Landbouwfonds. Een juist beeld van deze functie kan nochtans slechts verkregen worden mits er de totale uitgaven van het Landbouwfonds bij te betrekken, wat in deze opstelling niet het geval is.

Blijft nog een reeks uitgaven die niet functioneel toebedeeld worden. Hieronder vormt de « Openbare Schuld » de voornaamste uitgavenpost. Het procentueel aandeel ervan in het totaal der uitgaven bedraagt 19,2 in 1965 tegenover 16,7 in 1963. In het economisch gedeelte werd deze evolutie reeds onderzocht. Op te merken dat in deze functie eveneens begrepen is de financiële dienst der leningen van het Wegenfonds, de Zelfstandige Kas voor Oorlogsschade en het Dotatiefonds voor Oorlogspensioenen die als behorend tot de Rijksschuld worden beschouwd.

De uitgaven voor de « Lagere publiekrechtelijke lichamen » worden eveneens niet functioneel toebedeeld. Deze uitgaven hebben vooral betrekking op het Fonds der gemeenten en het Fonds der provinciën. De vastgestelde stijging t.o.v. 1963 die in 1965 tot 27 % oploopt, vindt onder meer zijn oorsprong in het feit dat vanaf 1964, ingevolge de nieuwe wet op de gemeentelijke financiën de toelage aan het Gemeentefonds voor Openbare Onderstand die tot 1963 onder de functie « Sociale voorzieningen » gerangschikt was, opgesloten werd door de algemene toelagen aan het Fonds der gemeenten.

TABLEAU I. — APERÇU DES CATÉGORIES  
DE DÉPENSES FONCTIONNELLES.TABEL I. — SAMENVATTING VAN DE  
FUNCTIONELE UITGAVENCATEGORIEËN.

F O N C T I O N — F U N C T I E	En millions de francs <i>In miljoen frank</i>			En % du total <i>In % van het totaal</i>		
	1963	1964	1965	1963	1964	1965
Administration générale. — <i>Algemeen bestuur</i> . . . . .	6 902	7 383	7 713	4,1	4,1	4,1
Défense nationale. — <i>Landsverdediging</i> . . . . .	22 887	24 435	23 992	13,7	13,7	12,8
Relations avec l'étranger. — <i>Betrekkingen met het buitenland</i> .	3 251	2 947	2 958	2,0	1,6	1,6
Justice et Police. — <i>Justitie en Politie</i> . . . . .	4 394	4 812	4 832	2,6	2,7	2,5
Communications. — <i>Verkeerswezen</i> . . . . .	20 738	21 759	21 802	12,4	12,2	11,6
Industrie, Commerce et Classes moyennes. — <i>Nijverheid, Handel en Middenstand</i> . . . . .	3 806	3 729	4 057	2,3	2,1	2,1
Agriculture et Ravitaillage. — <i>Landbouw en Voedselvoorziening</i> . . . . .	2 111	3 063	2 417	1,3	1,7	1,3
Enseignement, Culture et Cultes. — <i>Onderwijs, Cultuur en Erediensten</i> . . . . .	33 305	35 391	36 917	20,0	19,8	19,6
Interventions sociales. — <i>Sociale Voorzieningen</i> . . . . .	22 605	24 175	24 585	13,5	13,5	13,1
Santé publique. — <i>Volksgezondheid</i> . . . . .	1 422	2 052	2 177	0,9	1,2	1,2
Logement. — <i>Volkshuisvesting</i> . . . . .	2 850	2 654	3 172	1,7	1,5	1,7
Dommages de guerre et calamités. — <i>Oorlogs- en rampschade</i> .	6 556	6 530	6 893	3,9	3,7	3,7
Dette publique. — <i>Openbare schuld</i> . . . . .	27 951	29 916	36 061	16,7	16,7	19,2
Relations avec les pouvoirs publics subordonnés. — <i>Betrekkings met lagere publiekrechtelijke lichamen</i> . . . . .	8 141	9 831	10 345	4,9	5,5	5,5
Divers. — <i>Diversen</i> . . . . .	31	54	55	—	—	—
Total du regroupement fonctionnel. — <i>Totaal van de functionele hergroepering</i> . . . . .	166 950	178 731	187 976	100,0	100,0	100,0
+ Rapprochement. — + <i>Aansluiting</i> . . . . .	+139	-2 152	-5 943			
Total officiel du budget. — <i>Officieel totaal der begroting</i> . . .	167 089	176 579	182 033			

TABLEAU II. — RÉPARTITION DES DÉPENSES DE L'ÉTAT PAR BUDGET ET PAR FONCTION.

### **EXERCICE 1963.**

(En millions de francs.)

BUDGET	FONCTION	Dépenses d'administration générale	Défense Nationale	Relations avec l'étranger	Justice et Police	Communications	Industrie, Commerce, et Classes Moyennes	Agriculture et Ravitaillement
BEGROTING	FUNCTIE	Uitgaven voor algemeen bestuur	Landsverdediging	Buitenlandse betrekkingen	Justitie en Politie	Verkeer	Nijverheid, Handel, en Middenstand	Landbouw en Voedselvoorziening
Dette publ. — Openb. Schuld.	34	—	27	—	759	—	—	—
Pensions. — Pensioenen ...	566	234	94	193	173	—	49	58
Dotations. — Dotatien . . .	443	—	—	—	—	—	—	—
Non-Valeurs et Remboursements. — Kwade Posten en Terugbetaalingen . . .	35	—	—	—	38	—	—	—
Premier Ministre. — Eerste Minister	48	—	—	—	—	—	—	—
Justice. — Justitie . . . . .	54	53	—	2 288	—	—	—	—
Intérieur et Fonct. publ. — Binnenl. Zaken en Openb. Ambt	374	61	—	150	—	—	—	—
Assistance techn. — Techn. Blijstand	—	—	1 810	—	—	—	—	—
Affaires étrangères et Commerce extérieur. — Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel . . . . .	—	32	1 132	—	1	215	—	—
Déf. nat. — Landsverdediging.	—	14 256	—	—	—	—	—	—
Gendarmerie. — Rijkswacht . . .	—	640	—	1 278	—	—	—	—
Agriculture. — Landbouw . . .	—	—	—	—	—	—	—	1 567
Aff. économ. et Energie. — Econ. Zaken en Energie . . .	326	1	3	—	—	2 036	220	—
Cl. moyennes. — Middenst. . .	—	—	—	—	—	218	—	—
Communíc. et P.T.T. — Verkeerswezen en P.T.T. . . . .	—	—	—	—	3 874	65	39	—
Travaux publics. — Openbare Werken . . . . .	460	13	1	27	2 433	1	—	—
Emploi et Travail. — Tewerkstelling en Arbeid . . . . .	—	—	31	—	—	—	—	—
Prév. soc. — Soc. Voorzorg.	—	—	—	—	—	—	355	—
Educ. nat. et Culture. — Nat. Opvoeding en Cultuur . . .	—	84	—	—	—	—	—	—
Santé publique et Famille. — Volksgezondheid en Gezin .	—	—	—	4	—	—	—	—
Finances. — Financiën . . . . .	3 979	11	—	—	17	190	—	—
Fonds de dotat. des pens. de guerre. — Dotatiefonds voor oorlogspensioenen . . . . .	—	1 671	—	334	—	—	—	—
Caisse auton. des domini. de guerre. — Auton. Kas voor oorlogsschade . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
Postes. — Posten . . . . .	—	—	—	—	1 343	—	—	—
Total des dépenses ordinaires. — Totaal van de gewone uitgaven . . . . .	6 319	17 056	3 098	4 274	8 638	3 129	1 884	—
B. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES								
Intérieur et Fonct. publ. — Binnenl. Zaken en Openb. Ambt	—	—	—	—	—	—	—	—
Assist. techn. — Techn. Blijst.	—	—	—	—	—	—	—	—
Affaires étrangères et Commerce extérieur. — Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel . . . . .	—	—	71	—	—	—	—	—
Déf. nat. — Landsverdediging.	—	5 746	—	—	—	—	—	—
Gendarmerie. — Rijkswacht . . .	—	8	—	18	—	—	—	—
Agriculture. — Landbouw . . .	—	—	—	—	—	—	—	127
Affaires. économ. et Energie. — Econ. Zaken en Energie.	—	—	—	—	—	—	182	—
Communíc. et P.T.T. — Verkeerswezen en P.T.T. . . . .	—	—	—	—	3 889	—	—	—
Travaux publics. — Openbare Werken . . . . .	583	44	82	100	3 927	396	—	—
Prév. soc. — Soc. Voorzorg.	—	—	—	—	—	—	—	—
Educ. nat. et Culture. — Nat. Opvoeding en Cultuur . . .	—	33	—	—	—	—	—	—
Santé publique et Famille. — Volksgezondheid en Gezin .	—	—	—	2	—	99	100	—
Finances. — Financiën . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
Fonds des Routes. — Wegenfonds . . . . .	—	—	—	—	4 284	—	—	—
Fonds de Construct. scolaires. — Fondsen voor Schoolgebouwen	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des dépenses extraordinaires. — Totaal van de bultengewone uitgaven . . . . .	583	5 831	153	120	12 100	677	227	—
Total gén. — Alg. totaal . . . . .	6 902	22 887	3 251	4 394	20 738	3 806	2 111	—

## TABEL II. — INDELING VAN DE STAATSUITGAVEN PER BEGROTING EN PER FUNCTIE.

(In miljoen frank.)

DIENSTJAAR 1963.

Enseigne- ment, Culture et Cultes  Onderwijs, Cultuur en Ere- diensten	Interven- tions sociales  Sociale Zaken	Santé publique  Volks- gezondheid	Logement  Volks- huisvesting	Dommages de guerre et calamités  Oorlogs- schade en rampschade	Dette publique  Openbare Schuld	Relations avec pouv. publ. subord.  Betrekkin- gen met lagere publiek- rechtelijke lichamen	Divers	Total : Regroupe- ment  Total : Her- groepeing	Rapproche- ment  Aan- sluiting	Total du budget général  Totaal van de algemene begroting
<b>— GEWONE UITGAVEN.</b>										
2 506	9 443	161 48	177 16	25 92	23 728	65	—	24 980 13 472 443	1 181 6 691	26 161 20 163 443
—	—	—	—	—	18	—	31	122	1	123
179 589	—	—	—	—	—	—	—	227 2 984	—	227 2 984
—	1 363	—	—	2	—	7 876	—	9 826	—	9 826
90	35	—	—	—	—	—	—	1 935	—	1 935
18	7	—	—	567 47	—	—	—	1 972 14 303	—	1 972 14 303
18	—	—	—	—	—	—	—	1 918 1 585	—	1 918 1 585
125 148	—	—	—	—	—	—	—	2 711 366	—	2 711 366
79	588	—	—	70	—	—	—	4 715	4 290	9 005
48	—	—	48	61	—	—	—	3 092	—	3 092
—	2 641 7 023	—	—	11	—	—	—	2 672 7 389	—10	2 672 7 399
26 502	—	—	—	—	—	—	—	26 586	1 195	27 781
—	1 280	948	1 619	637 53	—	—	—	4 488 4 253	—1 655	4 488 5 908
—	—	—	—	4 179	1 569	—	—	7 753	—7 753	—
—	—	—	—	486	1 501	—	—	1 987 1 343	—1 987 —1 343	—
30 309	22 380	1 157	1 860	6 230	26 816	7 941	31	141 122	3 940	145 062
<b>— BIJTENGEWONE UITGAVEN.</b>										
—	—	—	—	—	—	200	—	200	—2 081	200 2 081
—	—	—	—	—	—	—	—	71 5 746 26 131	14 469 —26 200	85 6 215 26 331
—	—	—	—	—	4	—	—	—	—	182
—	—	—	—	—	53	—	—	3 942	—197	3 745
221	— 225	—	446	269	—	—	—	6 068 225	1 705	7 773 225
21	—	—	—	—	—	—	—	—	—	54
—	—	265	544	—	—	—	—	811 199	—100	811 299
—	—	—	—	—	1 135	—	—	5 419	—5 419	—
2 754	—	—	—	—	—	—	—	2 754	—2 754	—
2 996	225	265	990	326	1 135	200	—	25 828	—3 801	22 027
33 305	22 605	1 422	2 850	6 556	27 951	8 141	31	166 950	139	167 039

## TABLEAU III. — RÉPARTITION DES DÉPENSES DE L'ÉTAT PAR BUDGET ET PAR FONCTION.

EXERCICE 1964.

(En millions de francs.)

BUDGET BEGROTING	FONCTION FUNCTIE	Dépenses d'administration générale	Défense nationale	Relations avec l'étranger	Justice et Police	Communi- cations	Industrie, Commerce, Classes moyennes	Agriculture et Ravitaillement
		Uitgaven voor algemeen bestuur	Lands- verdediging	Buitenlandse betrekkingen	Justitie en Politie	Verkeer	Nijverheid, Handel en Middenstand	Landbouw en Voedsel- voorziening
A. — DÉPENSES ORDINAIRES								
Dette publ. — Openb. Schuld.	34			40				
Pensions. — Pensioenen ...	607	236		101	200		752	
Dotations. — Dotatiën ...	498	—		—	—		196	—
Non-Valeurs et Remboursements. — Kwade Posten en Terugbetaalingen ...	36	—		—	—	40	—	—
Premier Ministre. — Eerste Minister	54	—		—	—	—	—	—
Justice. — Justitie ...	61	53		—	2 511	—	—	—
Intérieur et Fonct. publ. — Binnenl. Zak. en Op. Amt.	449	76		1 380	182	—	—	—
Assist. techn. — Techn. Bist.	—	—		—	—	—	—	—
Aff. étrang. et Comm. ext. — Buitenl. Zaken en Buitenl. Handel	—	—	36	1 261	—	1	216	—
Déf. nat. — Landsverdediging.	—	15 396	—	27	—	—	—	—
Gendarmerie. — Rijkswacht ...	—	665	—	—	1 331	—	—	1 828
Agriculture. — Landbouw ...	—	—	—	—	—	—	—	—
Aff. écon. et Energie. — Econ. Zaken en Energie ...	274	1	—	4	—	—	2 267	455
Cl. moyennes. — Middelen. Communications et P.T.T. — Verkeerswezen en P.T.T. ...	—	—	—	—	—	3 842	66	64
Travaux publics. — Openbare Werken ...	491	18	—	1	34	2 253	2	—
Emploi et Travail. — Tewerkstelling en Arbeid ...	—	—	—	16	—	—	—	—
Prév. soc. — Soc. Voorzorg.	—	—	—	—	—	—	280	—
Education nationale et Culture. — Nationale Opleiding en Cultuur ...	—	102	—	—	—	—	—	—
Santé publique et Famille. — Volksgezondheid en Gezin .	—	—	—	—	—	—	—	—
Finances. — Financiën ...	4 391	11	—	3	—	19	60	—
Fonds de dotat. des pens. de guerre. — Dotatiefonds voor oorlogspensioenen ...	—	1 836	—	—	367	—	—	—
Caisse auton. des domm. de guerre. — Auton. Kas voor oorlogsschade ...	—	—	—	—	—	—	—	—
Postes. — Postenijen ...	—	—	—	—	—	1 391	—	—
Total des dépenses ordinaires.								
— Total van de gewone uitgaven ...	6 895	18 430	2 833	4 637	8 494	3 210	2 409	
B. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES								
Justice. — Justitie ...	—	—	—	—	14	—	—	—
Aff. étrang. et Comm. ext. — Buitenl. Zaken en Buitenl. Handel	—	—	74	—	—	—	—	—
Déf. nat. — Landsverdediging.	25	5 869	—	—	—	—	—	—
Gendarmerie. — Rijkswacht ...	—	29	—	59	—	—	—	654
Agriculture. — Landbouw ...	—	—	—	—	—	—	—	—
Aff. écon. et Energie. — Econ. Zaken en Energie ...	—	—	—	—	—	271	—	—
Communications et P.T.T. — Verkeerswezen en P.T.T. ...	—	—	—	—	—	—	—	—
Trav. publ. — Openb. Werk.	463	42	40	92	3 793	3 571	100	—
Prév. soc. — Soc. Voorzorg.	—	—	—	—	—	—	—	—
Educ. nat. et Culture. — Nat. Opleiding en Cultuur .	—	65	—	—	—	—	—	—
Santé publique et Famille. — Volksgezondheid en Gezin .	—	—	—	—	—	—	—	—
Finances. — Financiën ...	—	—	—	10	—	—	148	—
Fonds des Routes. — Wegenfonds ...	—	—	—	—	5 901	—	—	—
Fonds de Construct. scolaires. — Fondsen voor Schoolgebouwen	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des dépenses extraordinaire. — Total van de buitengewone uitgaven ...	488	6 005	114	175	13 265	519	654	
Total gén. — Alg. totaal ...	7 383	24 435	2 947	4 812	21 759	3 729	3 063	

## TABEL III. — INDELING VAN DE STAATSUITGAVEN PER BEGROTING EN PER FUNCTIE.

(In miljoen frank.)

DIENSTJAAR 1964.

Enseignement, Culture et Cultes	Interventions sociales	Santé publique	Logement	Dommages de guerre et calamités	Dette publique	Relations avec pouv. publ. subord.	Divers	Total : Regroupement	Rapproche- ment	Total du budget général
Onderwijs, Cultuur en Erediensten	Sociale Zaken	Volks- gezondheid	Volks- huisvesting	Oorlogs- schade en rampschade	Openbare Schuld	Betrekkin- gen met lagere publiek- rechtelijke lichamen	Diversen	Totaal : Her- groepering	Aan- sluiting	Totaal van de algemene begroting

## — GEWONE UITGAVEN.

5 2 782	— —	186 51	73 —	25 148	25 794 —	65 —	— —	26 974 14 614 498	1 338 7 079	28 312 21 693 498
— —	— —	— —	— —	— —	18 —	— —	54 —	148 —	3 —	151 —
255 534	— —	— —	— —	1 —	— —	— —	— —	310 3 159	— —	310 3 159
— 154	12 40	— —	— —	2 50	— —	9 766 —	— —	10 487 1 624	— —	10 487 1 624
17 —	16 —	— —	— —	621 64	— —	— —	— —	2 168 15 487 1 996 1 858	— —	2 168 15 487 1 996 1 858
— 30	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
156 152	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	3 157 418	— —	3 157 418
107	591	— —	— —	71 —	— —	— —	— —	4 741	4 770	9 511
40	— —	— —	55 —	66 —	— —	— —	— —	2 960	— —	2 960
2 —	2 008 9 244	— —	— —	11 —	— —	— —	— —	2 026 9 535	— —	2 026 9 546
28 049	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	28 151	1 319	29 470
1 3	1 103	1 481	1 842	708 46	— —	— —	— —	5 147 4 533	— —	5 147 5 873
— —	— —	— —	— —	4 150 —	1 730 —	— —	— —	8 083	—8 083	—
— —	— —	— —	— —	320 —	1 196 —	— —	— —	1 516 1 391	—1 516 —1 391	—
32 287	23 175	1 718	1 987	6 283	28 738	9 831	54	150 981	4 870	155 851

## — BUITENGEWONE UITGAVEN.

— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	14 74	— 10	14 84
— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	5 894 88	— —	5 894 88
— —	— —	— —	— —	— —	5 —	— —	— —	659	— —	659
— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	271	— —	271
3 152	— 1 000	— —	350 —	25 217	— —	— —	— —	3 821 5 027 1 000	— — —	3 821 7 267 1 000
350	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	415	400	815
4 —	— —	334 —	317 —	— —	— —	— —	— —	665 148	— —	665 150
— —	— —	— —	— —	— —	1 178 —	— —	— —	7 079	—7 079	—
2 595	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	2 595	—2 595	—
3 104	1 000	334	667	247	1 178	—	—	27 750	—7 022	20 728
35 391	24 175	2 052	2 654	6 530	29 916	9 831	54	178 731	—2 152	176 579

## TABLEAU IV. — RÉPARTITION DES DÉPENSES DE L'ÉTAT PAR BUDGET ET PAR FONCTION.

EXERCICE 1965.

(En millions de francs.)

BUDGET BEGROTING	FONCTION FUNCTIE	Dépenses d'administration générale	Défense nationale	Relations avec l'étranger	Justice et Police	Communi- cations	Industrie, Commerce, et Classes moyennes	Agriculture et Ravitaillement
		Uitgaven voor algemeen bestuur	Lands- verdediging	Buitenlandse betrekkingen	Justitie en Politie	Verkeer	Nijverheid, Handel, en Middenstand	Landbouw en Voedsel- voorziening

## A. — DÉPENSES ORDINAIRES

Dette publ. — Openb. Schuld.	34	—	45	—	744	—	—	—
Pensions. — Pensioenen ...	628	249	104	207	206	55	—	65
Dotations. — Dotatieri ...	521	—	—	—	—	—	—	—
Non-Valeurs et Rembours. —								
Kwade Posten en Terugb. .	38	—	—	—	46	—	—	—
Premier Ministre. — Eerste Minister	53	—	—	—	—	—	—	—
Justice. — Justitie ... ...	60	54	—	2 496	—	—	—	—
Intérieur et Fonct. publ. —								
Binnenl. Zaken en Openb. Amt	604	92	—	171	—	—	—	—
Assist. techn. — Techn. Bijs.	—	—	1 207	—	—	—	—	—
Aff. étrang. et Comm. ext. —								
Buitenl. Zaken en Buitenl. Handel	—	38	1 202	—	—	262	—	—
Déf. nat. — Landsverdediging.	—	15 415	44	—	—	—	—	—
Gendarmerie. — Rijkswacht ...	—	670	—	1 340	—	—	—	—
Agriculture. — Landbouw ...	—	—	—	—	—	—	1 768	—
Aff. écon. et Energie. — Econ. Zaken en Energie ... ...	213	1	4	—	—	2 282	236	—
Cl. moyennes. — Middenst. .	—	—	—	—	—	245	—	—
Communic. et P.T.T. — Ver- keerswezen en P.T.T.	—	—	—	—	—	—	—	—
Trav. publ. — Openb. Werk.	509	19	2	36	3 739	69	82	—
Emploi et Travail. — Tewerk- stelling en Arbeid ... ...	—	—	38	—	2 357	5	—	—
Prév. sociale. — Soc. Voorz.	—	—	—	—	—	—	271	—
Educ. nat. et Culture. — Nat. Opvoeding en Cultuur ...	—	111	—	—	—	—	—	—
Santé publique et Famille. —								
Volksgezondheid en Gezin .								
Finances. — Financiën ... ..	4 427	11	7	14	20	60	—	—
Fonds de dotat. des pens. de guerre. — Dotatiefonds voor oorlogspensioenen ... ...	—	1 927	—	385	—	—	—	—
Caisse auton. des domm. de guerre. — Auton. Kas voor oorlogsschade ... ...	—	—	—	—	—	—	—	—
Postes. — Postenijen ... ...	—	—	—	—	1 272	—	—	—
Total des dépenses ordinaires.								
— Total van de gewone uitgaven . . . . .	7 087	18 587	2 653	4 649	8 385	3 249	2 151	—

## B. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES

Justice. — Justitie ... ...	12	—	—	2	—	—	—	—
Intérieur et Fonct. publ. —								
Binnenl. Zaken en Openb. Amt	—	—	—	28	—	—	—	—
Aff. étrang. et Comm. ext. —								
Buitenl. Zaken en Buiten- landse Handel	—	—	—	—	—	—	—	—
Déf. nat. — Landsverdediging.	35	5 339	—	—	—	—	—	—
Gendarmerie. — Rijkswacht ...	—	30	—	60	—	—	—	266
Agriculture. — Landbouw ...	—	—	—	—	—	—	—	—
Aff. écon. et Energie. — Econ. Zaken en Energie ... ...	—	—	—	—	—	219	—	—
Commun. et P.T.T. — Ver- keerswezen en P.T.T. ... ..	—	—	—	—	3 552	—	—	—
Trav. publ. — Openb. Werk.	579	36	30	82	4 034	291	—	—
Prév. soc. — Soc. Voorzorg.	—	—	—	—	—	—	—	—
Educ. nat. et Culture. — Nat. Opvoeding en Cultuur ...	—	—	—	—	—	—	—	—
Santé publique et Famille. —								
Volksgezondheid en Gezin .								
Finances. — Financiën ... ..	—	—	275	11	—	298	—	—
Fonds des Routes. — Wegen- fonds ... ...	—	—	—	—	5 831	—	—	—
Fonds de Construct. scolaires.	—	—	—	—	—	—	—	—
— Fondsen voor Schoolge- bouwen	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des dépenses extraordi- naires. — Total van de bu- tengewone uitgaven ... ...	626	5 405	305	183	13 417	808	266	—
Total général. — Algemeen totaal . . . . .	7 713	23 992	2 958	4 832	21 802	4 057	2 417	—

## TABEL IV. — INDELING VAN DE STAATSUITGAVEN PER BEGROTING EN PER FUNCTIE.

(In miljoen frank.)

DIENSTJAAR 1965.

Enseignement, Culture et Cultes	Interventions sociales	Santé publique	Logement	Dommages de guerre et calamités	Dette publique	Relations avec pouv. publ. subord.	Divers	Total : Regroupement	Rapproche- ment	Total du budget général
Onderwijs, Cultuur en Erediensten	Sociale Zaken	Volks- gezondheid	Volks- huisvesting	Oorlogs- en rampschade	Openbare Schuld	Betrekkin- gen met lagere publiek- rechtelijke lichamen	Diversen	Totaal : Her- groepering	Aan- sluiting	Totaal van de algemene begroting

## — GEWONE UITGAVEN.

5 2 862	10 737	196 53	73 17	233 172	27 531	65	—	28 926 15 355 521	1 894 7 438	30 820 22 793 521
—	—	—	—	—	19	—	55	158	3	161
233 542	—	—	—	—	—	—	—	286 3 152	—	286 3 152
164	16	—	—	2	—	10 280	—	11 149 1 387	—	11 149 1 387
17	8	—	—	521 56	—	—	—	2 049 15 515 2 010	—	2 049 15 515 2 010
—	—	—	—	—	—	—	—	1 796	—	1 796
28	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
157 171	—	—	—	—	—	—	—	2 893 416	—	2 893 416
94 48	569	—	—	77 67	—	—	—	4 630 3 105	4 793	9 423 3 105
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	1 863	—	—	11	—	—	—	1 903 10 485	—	1 903 10 496
—	10 203	—	—	—	—	—	—	—	11	—
29 331	—	—	—	—	—	—	—	29 442	1 412	30 854
1 3	1 152	1 664	1 912	727 43	—	—	—	5 470 4 571	—	5 470 5 676
—	—	—	—	4 050	1 900	—	—	8 262	—8 262	—
—	—	—	—	560	1 208	—	—	1 768 1 272	—1 768 —1 272	—
33 658	24 548	1 913	2 064	6 519	30 658	10 345	55	156 521	5 354	161 875

## — BUITENGEWONE UITGAVEN.

—	—	—	—	—	—	—	—	14	—	14
—	—	—	—	—	—	—	—	28	—	28
—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	10
—	—	—	—	—	—	—	—	5 374	—	5 374
—	—	—	—	—	—	—	—	90	—	90
—	—	—	—	—	—	—	—	270	—	270
—	—	—	—	—	—	—	—	219	—	219
—	36 218	—	—	—	—	—	—	3 596 6 157 1	—	3 596 8 532 1
—	1	—	—	525	8 362	—	—	—	2 375	—
187	—	—	—	—	—	—	—	187	400	587
—	4	—	264	583	—	—	—	862 573	—	862 575
—	—	—	—	—	—	5 403	—	11 234	—11 234	—
2 850	—	—	—	—	—	—	—	2 850	—2 850	—
3 259	37	264	1 108	374	5 403	—	—	31 455	—11 297	20 158
36 917	24 585	2 177	3 172	6 893	36 061	10 345	55	187 976	—5 943	182 033

28

## CHAPITRE II.

**REGROUPEMENT ECONOMIQUE  
DES DEPENSES ET DES RECETTES  
DE L'ENSEMBLE DES POUVOIRS PUBLICS  
(1959-1963).**

Pour avoir une vue d'ensemble de la répercussion des finances publiques sur l'économie nationale, il est nécessaire d'ajouter aux flux économiques du Pouvoir central les opérations des autres secteurs publics, c'est-à-dire le secteur de la sécurité sociale et celui des pouvoirs publics subordonnés (P.P.S.). Le secteur du Pouvoir central comprend lui-même, d'une part, les opérations du Budget général de l'Etat et, d'autre part, les opérations des fonds et des organismes publics autonomes qui ont le caractère d'administrations et remplissent une tâche se rattachant à celles du Pouvoir central. Les entreprises publiques ne sont pas reprises dans ce regroupement économique.

Pour plus de détails sur la composition des différents sous-secteurs et sur la nature des données, on se référera à l'analyse fournie à ce sujet dans l'Exposé général de l'année dernière.

Les chiffres de 1959, 1960, 1961 et 1962, mentionnés dans les tableaux suivants, représentent des réalisations. Ceux de 1963 sont des réalisations en ce qui concerne le Budget général de l'Etat et des réalisations probables pour les autres secteurs.

Les données relatives à l'Etat, aux fonds et aux divers organismes d'intérêt public s'appuient sur une analyse détaillée des comptes, tandis que celles concernant les pouvoirs publics subordonnés (provinces, communes et commissions d'assistance publique) sont basées sur des estimations. Il convient donc de faire une réserve pour ces dernières.

En raison des corrections qu'ont subies depuis lors les chiffres publiés, il s'indiquait de reprendre dans le présent Exposé général les tableaux de 1959, 1960, 1961 et 1962 (qui ont déjà paru dans l'Exposé général de l'année dernière). C'est ainsi, par exemple, que les primes à l'émission d'emprunts et à l'amortissement de la Dette publique (c'est-à-dire la différence entre le prix d'émission et le prix de remboursement) ont été ajoutées aux intérêts et non plus aux amortissements. Le chiffre qui figure maintenant dans le regroupement économique comme amortissement de la dette, représente le remboursement de la valeur du produit effectif des emprunts. Les montants des produits d'emprunts repris dans ces tableaux, correspondent à ce produit effectif des emprunts moins les commissions accordées aux banques et organismes financiers. Ces dernières n'ont pu être isolées jusqu'à présent.

La méthode de classification utilisée répond aux définitions et méthodes adoptées dans le cadre du Benelux.

Contrairement à ce qui a été fait pour les données traitées dans le premier Chapitre, il a été effectivement tenu compte ici, en ce qui concerne l'Etat, des coûts imputés et des recettes correspondantes, des dépenses afférentes aux pensions et à la dette congolaise garanties et des amortissements de la Dette publique consolidée qui sont justifiés hors budget.

## HOOFDSTUK II.

**ECONOMISCHE HERGROEPERING  
VAN DE UITGAVEN EN ONTVANGSTEN  
VAN DE GEHELE OVERHEID (1959-1963).**

Om een totaalbeeld te krijgen van de weerslag van de overheidshuishouding op de nationale economie is het nodig de economische stromen van de Centrale Overheid aan te vullen met de verrichtingen van de andere overheidssectoren, met name de sector sociale zekerheid en die van de lagere publiekrechtelijke lichamen (L.P.L.). De sector Centrale Overheid zelf is samengesteld uit enerzijds de verrichtingen van de Algemene Rijksbegroting en anderzijds de verrichtingen van de fondsen en van de autonome openbare instellingen die het karakter hebben van administraties en een taak vervullen die aanleunt bij de Centrale Overheid. Overheidsbedrijven worden niet opgenomen in deze ekonomiesche hergroepering.

Voor meer bijzonderheden over de samenstelling van de onderscheiden subsectoren en over de aard van de gegevens wordt verwezen naar de desbetreffende uiteenzetting in de Algemene Toelichting van vorig jaar.

De cijfers van 1959, 1960, 1961 en 1962 in de hierna volgende tabellen vertegenwoordigen realisaties. Die voor 1963 zijn realisaties wat de Algemene Rijksbegroting betreft en vermoedelijke realisaties wat de andere sectoren betreft.

De gegevens van het Rijk, de fondsen en de diverse instellingen van openbaar nut steunen op een gedetailleerde analyse van de rekeningen terwijl die betreffende de lagere publiekrechtelijke lichamen (provinciën, gemeenten en commissies van openbare onderstand) berusten op schattingsmethodes, zodat dienaangaande een zeker voorbehoud moet worden gemaakt.

Het hernemen in deze Algemene Toelichting van de tabellen van 1959, 1960, 1961 en 1962 (die reeds in die van vorig jaar waren opgenomen) was aangewezen omdat de vroeger gepubliceerde cijfers ondertussen enige verbeteringen hebben ondergaan. Zo werden bijvoorbeeld de premies bij uitgifte van leningen en bij aflossing van de Rijksschuld (met andere woorden het verschil tussen de uitgifteprijs en de aflossingsprijs) nu samengevoegd met de rente en niet meer met de aflossingen. Het bedrag dat nu als aflossing van schuld in de ekonomiesche hergroepering voorkomt, vertegenwoordigt de terugbetaling van de waarde der effectieve leningopbrengst. De in deze tabellen opgenomen bedragen van leningopbrengsten zijn gelijk aan die effectieve leningopbrengst minus de aan de banken en financiële instellingen toegestane commissielonen, die tot hiertoe nog niet kunnen worden afgezonderd.

De gevolgde klassificatiemethode beantwoordt aan de definities en methodes overeengekomen in Beneluxverband.

In tegenstelling met wat het geval is met de in het eerste Hoofdstuk verwerkte gegevens, wordt hier voor wat de Staat betreft, wel rekening gehouden met de toegerekende kosten en daarmee overeenstemmende ontvangsten, met de uitgaven in verband met de gewaarborgde Congolese schuld en pensioenen en met de aflossingen van geconsolideerde Rijksschuld die buiten de begroting worden verantwoord.

**Considérations relatives aux comptes économiques de l'ensemble des pouvoirs publics de 1959 à 1962.**

A. — LES OPERATIONS COURANTES.

1. *Le solde des opérations courantes de l'ensemble des pouvoirs publics a évolué dans un sens favorable. Au cours de chacune des années 1959 et 1960, on constate une désépargne d'environ 9,5 milliards de francs. Elle fut ramenée à 1,5 milliard environ en 1961. Pour 1962 et 1963, on note un excédent d'épargne s'élevant respectivement à 1,3 et 2,4 milliards. Il y a lieu de remarquer ici que, pour toutes ces années, le solde des opérations courantes apparaît comme un peu trop favorable étant donné qu'il n'a pas encore été tenu compte des commissions accordées aux banques et aux organismes financiers lors des émissions publiques d'emprunts. Il s'agit de montants pouvant varier de 200 à 500 millions de francs. D'autre part, les dépenses résultant des événements survenus au Congo et régularisées en 1963 (1,6 milliard de francs) n'ont pas été reprises. En fait, ces dépenses ont été effectuées en 1960, 1961 et 1962 : si l'on en tenait compte l'évolution favorable du solde d'épargne s'en trouverait encore accentuée.*

2. *Les soldes propres des trois sous-secteurs des pouvoirs publics ont évolué comme suit. Par solde propre, on entend ici la différence entre les dépenses courantes et les recettes courantes, abstraction faite des transferts entre ces sous-secteurs.*

Soldes « Opérations courantes ».

(En milliards de francs.)

A. — DE LOPENDE VERRICHTINGEN.

1. *Het saldo van de lopende verrichtingen van de gehele overheid evolueerde in gunstige zin. In de beide jaren 1959 en 1960 was er een ontsparing van circa 9,5 miljard frank. Deze liep terug tot rond 1,5 miljard in 1961. Voor 1962 en 1963 noteert men een spaaroverschot van respectievelijk 1,3 en 2,4 miljard. Hierbij moet worden opgemerkt dat in al deze jaren, het saldo van de lopende verrichtingen nog iets te gunstig is voorgesteld omdat er nog geen rekening werd gehouden met de bij de openbare leninguitgiften aan banken en financiële instellingen toegekende commissielonen. Het zou hier gaan om bedragen die kunnen schommelen van 200 à 500 miljoen frank. Anderzijds, werden hier, de in 1963 geregulariseerde uitgaven (1,6 miljard frank) in verband met de gebeurtenissen in Congo weggelaten. In feite vonden die uitgaven plaats in 1960, 1961 en 1962 : indien men er rekening mee had gehouden zou de gunstige evolutie van het spaarsaldo daardoor nog meer worden geaccentueerd.*

2. *De eigen saldi van de drie subsectoren van de overheid evolueerden als volgt. Onder eigen saldo verstaat men hier het verschil tussen de lopende uitgaven en de lopende ontvangsten abstractie gemaakt van de overdrachten tussen die subsectoren.*

Saldi « Lopende Verrichtingen ».

(In miljarden frank.)

	Pouvoir central	Sécurité sociale	Pouvoirs publics subordonnés
	— Centrale Overheid	— Sociale zekerheid	— Lagere publiek-rechtelijke lichamen
1959 . . . . .	+20,9	—15,9	—14,5
1960 . . . . .	+18,5	—13,8	—14,1
1961 . . . . .	+27,3	—14,6	—14,2
1962 . . . . .	+33,4	—17,2	—14,9
1963 . . . . .	+31,2	—13,1	—15,7

Les déficits propres de la sécurité sociale et des P.P.S. sont, en fait, compensés par des transferts du Pouvoir central. Toutefois, si l'on tient effectivement compte de ces derniers dans la détermination du solde d'épargne du Pouvoir central, ils se présenteraient comme suit :

1959 . . . . .	—9,6 milliards de francs;
1960 . . . . .	—12,6 milliards de francs;
1961 . . . . .	—2,6 milliards de francs;
1962 . . . . .	+1,9 milliard de francs;
1963 . . . . .	—2,4 milliards de francs.

La réserve formulée sous le point 1 ci-dessus s'applique également aux soldes du Pouvoir central.

3. *Le total des dépenses courantes est passé de 156,8 milliards en 1959 à 210,9 milliards en 1963, soit une augmentation moyenne de 13,5 milliards ou 8,6 % par an. Le total des recettes courantes par contre est passé de 147,3 à 213,3 milliards, soit en moyenne 16,5 milliards ou 11,4 % par an.*

La structure des dépenses publiques courantes se présente comme suit en 1959 et en 1963.

De eigen deficitten van de sociale zekerheid en van de L.P.L. worden in feite gecompenseerd door overdrachten van de Centrale Overheid. Houdt men echter met deze laatste wel rekening bij de bepaling van het spaarsaldo van de Centrale Overheid, dan zouden deze als volgt zijn :

1959 . . . . .	—9,6 miljard frank;
1960 . . . . .	—12,6 miljard frank;
1961 . . . . .	—2,6 miljard frank;
1962 . . . . .	+1,9 miljard frank;
1963 . . . . .	—2,4 miljard frank.

Het voorbehoud gemaakt onder punt 1 hiervoren geldt eveneens wat de saldi van de Centrale Overheid betreft.

3. *Het totaal van de lopende uitgaven is van 156,8 miljard in 1959 gestegen tot 210,9 miljard in 1963, dit is een gemiddelde verhoging van 13,5 miljard of 8,6 % per jaar. Dat van de lopende ontvangsten daarentegen is van 147,3 miljard opgelopen tot 213,3, dit is gemiddeld 16,5 miljard of 11,4 % per jaar.*

De structuur van de lopende overheidsuitgaven ziet er als volgt uit in 1959 en in 1963.

	1959		1963		
	En milliards de francs	En % du total	En milliards de francs	En % du total	
	In milliards frank	In % van het totaal	In milliards frank	In % van het totaal	
Salaires et pensions ...	40,5	25,8	50,3	23,8	Lonen en pensioenen.
Autres dépenses de consommation.	21,6	13,8	29,9	14,2	Andere verbruiksuitgaven.
Intérêts . . . . .	14,4	9,2	22,0	10,4	Rente.
Contributions aux entreprises.	9,2	5,8	12,4	5,9	Bijdragen aan bedrijven.
Contributions aux ménages.	61,2	39,0	80,9	38,4	Bijdragen aan gezinnen.
Contributions à l'enseignement libre.	6,7	4,3	12,7	6,0	Bijdragen aan het vrij onderwijs.
Contributions à l'étranger ...	2,1	1,4	2,1	1,0	Bijdragen aan het buitenland.
Divers . . . . .	1,1	0,7	0,6	0,3	Diverse.
Total dépenses courantes.	156,8	100,0	210,9	100,0	Totaal lopende uitgaven.

Il en résulte qu'il ne s'est pas produit de grandes modifications dans la structure des groupes de dépenses de 1959 à 1963. Il y a lieu de mentionner seulement que le pourcentage des salaires et pensions a diminué de 2 unités tandis que celui des intérêts de la dette publique a augmenté de 1,2 et celui des contributions à l'enseignement libre de 1,7. Plus de 50 % du total des dépenses représente des transferts aux entreprises, aux ménages, à l'enseignement libre et à l'étranger. Parmi ces transferts, les interventions de la sécurité sociale sont les plus importantes (67,8 milliards en 1963). Les dépenses de consommation des pouvoirs publics (salaires, achats et coûts imputés) s'élèvent à 62,1 milliards en 1959, soit 39,6 %, et à 80,2 milliards en 1963, soit 38 % du total des dépenses courantes.

4. En ce qui concerne les *impôts* et les recettes parafiscales, on constate qu'ils atteignent 137,3 milliards en 1959 et 198,7 milliards en 1963, soit une augmentation d'environ 44 %.

Les impôts indirects passent de 60,4 à 84,6 milliards, soit une augmentation de 40 %.

Les impôts directs, et les cotisations des employeurs et des travailleurs à la sécurité sociale, ont évolué ensemble de 76,9 milliards en 1959 à 113,6 milliards en 1963, soit une augmentation de 48 %.

#### B. — LES OPERATIONS DE CAPITAL.

5. Si l'on additionne les opérations courantes aux opérations de capital, à l'exception de celles relatives à la dette publique, on obtient le *solde net à financer*. Ce résultat indique dans quelle mesure les opérations des pouvoirs publics ont donné lieu à une augmentation nette ou à une diminution nette de la dette publique. On remarque que ce solde de 36,1 milliards de francs en 1959 est ramené à 33,5 milliards en 1960, et à 21 milliards en 1961. Il remonte ensuite à 22,9 milliards en 1962 et à 28,6 milliards en 1963. Cette augmentation s'explique dans une large mesure par l'évolution des investissements directs des pouvoirs publics et du financement par ces derniers des investissements effectués dans des entreprises, principalement du secteur public. Ceci ressort du tableau suivant :

Hieruit blijkt dat zich in de structuur der uitgavengroepen geen grote wijzigingen hebben voorgedaan van 1959 naar 1963. Alleen te vermelden is dat het procent van de lonen en pensioenen met 2 eenheden verminderd terwijl dat van de rente op overheidsschuld met 1,2 en dat van de bijdragen van het vrij onderwijs met 1,7 verhoogt. Meer dan 50 % van het totaal der uitgaven bestaat in overdrachten aan bedrijven, gezinnen, vrij onderwijs en buitenland. De uitkeringen van de sociale zekerheid (67,8 miljard in 1963) zijn hierbij doorslaggevend. De verbruiksuitgaven van de overheid (lonen, aankopen en toegerekende kosten) bedragen 62,1 miljard in 1959 dit is 39,6 % en 80,2 miljard in 1963, dit is 38 % van het totaal der lopende uitgaven.

4. Wat de *belastingen* en parafiscale heffingen betreft, ziet men een stijging van 137,3 miljard in 1959 tot 198,7 miljard in 1963, dit is een vermeerdering van ongeveer 44 %.

De indirecte belastingen stegen van 60,4 tot 84,6 miljard, dit is met 40 %.

De directe belastingen samen met de werknemers- en werkgeversbijdragen aan de sociale zekerheid, evolueerden van 76,9 miljard in 1959 naar 113,6 miljard in 1963, dit is een verhoging van 48 %.

#### B. -- DE KAPITAALVERRICHTINGEN.

5. Indien de lopende verrichtingen worden samengevoegd met de kapitaalverrichtingen, uitgenomen die betreffende de overheidsschuld, dan bekomt men het *netto te financieren saldo*. Dit resultaat geeft de mate aan waarin de overheidsverrichtingen aanleiding hebben gegeven tot netto-verhoging of netto-vermindering van de overheidsschuld. Men ziet dit saldo verminderen van 36,1 miljard frank in 1959, naar 33,5 miljard in 1960 en 21 miljard in 1961. Nadien stijgt het weer tot 22,9 miljard in 1962 en 28,6 miljard in 1963. Deze stijging wordt in belangrijke mate verklaard, door de evolutie van de directe investeringen van de overheid en van de financiering door deze laatste van de investeringen in bedrijven, in hoofdzaak van de openbare sector. Dit blijkt uit volgende tabel :

(En milliards de francs.)

(In miljarden frank.)

	Investissements directs nets — <i>Netto directe investeringen</i>	Montants nets des crédits octroyés et des participations dans les entreprises — <i>Netto kredietverlening en deelname in bedrijven</i>	Total — <i>Totaal</i>
1959 . . . . .	11,8	7,0	18,8
1960 : . . . . .	11,9	8,0	19,9
1961 . . . . .	12,4	3,8	16,2
1962 . . . . .	15,6	6,6	22,2
1963 . . . . .	18,6	7,2	25,8

6. Le crédit du groupe principal « *Dette publique* » comprend les produits d'emprunts. En ce qui concerne l'Etat, seuls les produits d'emprunts portés au compte budgétaire apparaissent ici (1). Les autres sources de financement, tels que les certificats de trésorerie, ne sont pas prises en considération : l'importance de ces dernières se reflète dans le *solde final* du compte de l'ensemble des pouvoirs publics.

Il convient de remarquer qu'il doit être fait appel au marché des capitaux non seulement pour le financement du solde des opérations budgétaires visé sous le n° 5 ci-dessus, mais également pour l'amortissement des emprunts arrivés à échéance.

Les amortissements de la dette, relatifs à l'ensemble des pouvoirs publics (parmi lesquels le montant se rapportant aux P.P.S. ne constitue qu'une évaluation sommaire) ont évolué comme suit :

1959	... . . . .	9,8 milliards de francs;
1960	... . . . .	12,4 milliards de francs;
1961	... . . . .	14,8 milliards de francs;
1962	... . . . .	20,7 milliards de francs;
1963	... . . . .	17,3 milliards de francs.

A remarquer que le chiffre de 1962 comprend un montant de 5,3 milliards de francs pour l'amortissement du solde final de l'emprunt 4 1/2 % 1952-1962 de l'Etat, venu à échéance cette même année. L'opération en question a été imputée à un compte spécial du budget pour Ordre.

(1) Le produit de l'emprunt spécial de conversion 1962 (19,8 milliards de francs) n'a pas non plus été repris.

6. Op de creditzijde van de hoofdgroep « *Overheids-schuld* » treft men de leningopbrengsten aan. Wat de Staat betreft komen hier alleen de op de begrotingsrekening geboekte leningopbrengsten (1). De andere financieringsbronnen, zoals schatkistcertificaten, blijven hier buiten beschouwing : de belangrijkheid van deze laatste weerspiegelt zich in het *eindsaldo* van de rekening der gehele overheid.

Er moet worden bedacht dat niet alleen voor de financiering van het onder nr 5 hiervoren bedoelde saldo van de begrotingsverrichtingen moet beroep gedaan worden op de kapitaalmarkt, maar ook nog voor het aflossen van vervallen leningen.

De op de gehele overheid betrekking hebbende aflossingen van schuld (waarbij het bedrag dat voor de L.P.L. wordt gebruikt slechts een ruwe raming is) evolueerden als volgt :

1959	... . . . .	9,8 miljard frank;
1960	... . . . .	12,4 miljard frank;
1961	... . . . .	14,8 miljard frank;
1962	... . . . .	20,7 miljard frank;
1963	... . . . .	17,3 miljard frank.

Op te merken dat het cijfer van 1962 5,3 miljard frank bevat voor de aflossing van de in dit jaar vervallen eindsaldo van de 4 1/2 % Staatslening 1952-1962, verrichting die op een speciale rekening van de begroting voor Orde werd aangerekend.

(1) De opbrengst (19,8 miljard frank) van de speciale conversieleiding 1962 werd ook weggelaten.

C. — LE COMPTE DES POUVOIRS PUBLICS  
DANS L'ECONOMIE NATIONALE.

Dans le tableau ci-dessous, les principales composantes du compte des pouvoirs publics sont exprimées en pour-cent du Produit National Brut aux prix du marché, pour les années 1959, 1961 et 1963.

C. — DE OVERHEIDSREKENING  
IN DE NATIONALE ECONOMIE.

In onderstaande tabel zijn de voornaamste componenten van de Overheidsrekening uitgedrukt in procent van het Bruto Nationaal Produkt tegen marktprijzen, voor de jaren 1959, 1961 en 1963.

	1959		1961		1963		
	En milliards de francs	En % du P.N.B. <i>In miljarden frank</i>	En milliards de francs	En % du P.N.B. <i>In miljarden frank</i>	En milliards de francs	En % du P.N.B. <i>In miljarden frank</i>	
	<i>In % van het B.N.P.</i>	<i>In % van het B.N.P.</i>	<i>In % van het B.N.P.</i>	<i>In % van het B.N.P.</i>	<i>In % van het B.N.P.</i>	<i>In % van het B.N.P.</i>	
Consommation (net) . . .	60,0	11,2	62,6	10,3	77,2	11,1	Consumptie (netto).
Intérêts, pertes et profits (net).	9,7	1,8	13,3	2,2	16,4	2,4	Rente, verlies en winst (netto).
Transferts directs de revenus (brut).	77,8	14,4	91,1	15,0	104,2	15,0	Directe inkomensoverdrachten (bruto).
Transferts directs de capitaux (brut).	3,7	0,7	3,6	0,6	3,4	0,5	Directe vermogensoverdrachten (bruto).
Investissements directs (net).	11,8	2,2	12,1	2,0	18,6	2,6	Directe investeringen (netto).
Crédits octroyés et participations (net).	13,3	2,5	6,4	1,1	11,7	1,7	Kredietverleningen en deelnemingen (netto).
	176,3	32,8	189,1	31,2	231,5	33,3	
Impôts, cotisations sécurité sociale et autres transferts en recettes.	-140,2	-26,1	-168,1	-27,7	-202,9	-29,2	Belastingen, bijdragen sociale zekerheid en andere ontvangen overdrachten.
Solde net à financer . . .	36,1	6,7	21,0	3,5	28,6	4,1	Netto te financieren saldo.
P.N.B. aux prix du marché.	538,0		605,4		694,8		B.N.P. tegen marktprijzen.

Il ressort de cette comparaison, qu'en 1963, plus de 29 % du P.N.B. ont été prélevés par les pouvoirs publics sous forme d'impôts et de cotisations obligatoires à la sécurité sociale en vue de la couverture des dépenses publiques. En outre, il n'en a pas moins fallu faire un appel au marché des capitaux à concurrence d'un montant net de 4 % du P.N.B.

Le pourcentage du P.N.B. prélevé sous forme d'impôts et de cotisations sociales obligatoires présente une augmentation considérable de 1959 à 1963, passant de 26,1 % à 29,2 %. Par contre, le solde net à financer est tombé de 6,7 % à 3,5 % en 1961 et à 4,1 % en 1963.

On remarque en outre que la consommation nette des pouvoirs publics, exprimée en fonction du P.N.B., est environ la même en 1963 qu'en 1959. Les dépenses consacrées aux investissements nets sont toutefois plus élevées en 1963. La tâche importante des pouvoirs publics en matière de redistribution des revenus ressort clairement du pourcentage élevé des transferts de revenus, qui, de 14,4 % en 1959, passe à 15 % en 1961 et 1963.

Hieruit blijkt dat in 1963 meer dan 29 % van het B.N.P. door de overheid werd opgenomen in de vorm van belastingen en verplichte bijdragen aan de sociale zekerheid, voor de bekostiging van de overheidsuitgaven. Bovendien moest echter nog een netto beroep gedaan worden op de kapitaalmarkt ten belope van 4 % van het B.N.P.

Het procent van het B.N.P. aangewend in de vorm van belastingen en verplichte sociale bijdragen vertoont een aanzienlijke stijging van 1959 naar 1963, namelijk van 26,1 % naar 29,2 %. Het netto te financieren saldo daarentegen is gedaald van 6,7 % naar 3,5 % in 1961 en 4,1 % in 1963.

Verder ziet men dat de netto consumptie van de overheid uitgedrukt in functie van het B.N.P. in 1963 ongeveer dezelfde is als die van 1959. De bestedingen voor netto investeringen liggen echter hoger in 1963. De belangrijke inkomensherverdelende taak van de overheid komt duidelijk tot uitdrukking in het hoge percentage van de inkomensoverdrachten dat van 14,4 %, in 1959, verder stijgt tot 15 % in 1961 en 1963.

1959

## COMPTE ECONOMIQUE DES POUVOIRS PUBLICS.

## A. — Compte « Opérations courantes ».

(En millions de francs.)

Numéro du code	LIBELLE (2)	Budget général de l'Etat Algemene Rijksbegroting		Fonds et institutions autonomes (1) Fondsen en autonome instellingen		Total Pouvoir central Centrale overheid	
		1		2		D	C
		D	C	D	C	D	C
	Dépenses et recettes courantes pour biens et services (consommation).	36 243	843	3 057	62	39 300	905
	Salaires et pensions . . . . .	22 250	212	2 678	—	24 928	212
	Achats et ventes de biens et services . . . . .	8 352	620	379	62	8 731	682
	Travaux et équipement . . . . .	3 577	11	—	—	3 577	11
	Coûts imputés . . . . .	2 064	—	—	—	2 064	—
	Intérêts, pertes et profits . . . . .	12 641	2 705	1 778	184	14 419	2 889
	Intérêts . . . . .	10 870	923	1 020	36	11 890	959
	Contributions à la charge d'intérêts et aux pertes d'exploitation d'entreprises publiques.	1 766	—	758	—	2 524	—
	Participations aux bénéfices d'exploitation d'entreprises publiques.	5	345	—	140	5	485
	Produits divers du patrimoine . . . . .	—	1 437	—	8	—	1 445
	Transferts directs de revenus . . . . .	14 913	93 556	9 083	1 626	23 996	95 182
	Subventions brutes aux entreprises . . . . .	3 117	57	3 444	—	6 561	57
	Contributions à l'enseignement libre . . . . .	6 620	—	—	—	6 620	—
	Transferts de revenus aux ménages et aux institutions a.s.b.l. au service des ménages.	3 077	7	5 639	10	8 716	17
	Idem, dans le cadre de la sécurité sociale . . . . .	—	—	—	—	—	—
	Transferts de revenus à et de l'étranger . . . . .	1 989	5	—	—	1 989	5
	Impôts indirects et taxes sur les biens meubles et immobiliers.	110	56 802	—	1 314	110	58 116
	Impôts directs . . . . .	—	36 501	—	210	—	36 711
	Taxes perçues à l'occasion de services administratifs et pour l'enseignement.	—	184	—	92	—	276
	Non ventilé . . . . .	—	—	—	—	—	—
	Transferts de revenus entre secteurs publics . . .	402	8	1	—	403	8
		(40 611)	(196)	(207)	(10 279)	(40 818)	(10 475)
	Transferts de revenus aux et provenant des institutions autonomes à consolider avec le pouvoir central (excepté sécurité sociale).	(10 128)	(14)	—	(10 265)	(10 128)	(10 279)
		402	8	1	—	403	8
	Transferts de revenus aux et des institutions de sécurité sociale.	(15 881)	(63)	(207)	—	(16 088)	(63)
	Transferts de revenus aux et provenant des communes, provinces et administrations y assimilées.	(14 602) (4)	(119)	—	(14)	(14 602)	(133)
	Sécurité sociale : transferts de revenus provenant du pouvoir central, des communes et des provinces, et remboursements.	—	—	—	—	—	—
	Communes et provinces : transferts de revenus provenant du pouvoir central, et de la sécurité sociale, et remboursements.	—	—	—	—	—	—
	Total des opérations courantes (3).	64 199	97 112	13 919	1 872	78 118	98 984
	Solde des opérations courantes ...		+32 913	—12 047			+20 866

(1) Autres que de sécurité sociale.

(2) D = débit, dépenses; C = crédit, recettes.

(3) Ne comprend pas les montants entre parenthèses.

(4) Y compris 1 315 millions pour les pensions du personnel enseignant et 985 millions pour la mise au travail des chômeurs.

## ECONOMISCHE REKENING VAN DE GEHELE OVERHEID.

1959

## A. — Rekening « Lopende verrichtingen ».

(In miljoen frank.)

Institutions de sécurité sociale <i>Instellingen sociale zekerheid</i>	Pouvoirs publics subordonnés		Total		O M S C H R I J V I N G	Code-nummer		
	<i>Lagere publiek-rechtelijke lichamen</i>		<i>Totaal</i>					
	4	5	6					
D	C	D	C	D	C			
2 233	250	20 564	913	62 097	2 068	<i>Lopende uitgaven en ontvangst voor goederen en diensten (consumptie).</i>		
872	—	14 679	274	40 479	486	Lenen en pensioenen . . . . .		
1 337	250	3 664	639	13 732	1 571	Aankoop en verkoop van goederen en diensten.		
—	—	—	—	3 577	11	Werken en uitrusting . . . . .		
24	—	2 221	—	4 309	—	Toegerekende kosten . . . . .		
290	1 281	2 164	2 990	16 873	7 160	Rente, verliezen en winsten . . . . .		
290	1 261	2 164	192	14 344	2 412	Rente . . . . .		
—	—	—	—	2 524	—	Bijdragen in rentelast en in exploitatieverliezen van openbare bedrijven.		
—	—	—	427	5	912	Aandeel in exploitatiewinsten van openbare bedrijven.		
—	20	—	2 371	—	3 836	Diverse opbrengsten van het eigendom . . . . .		
51 240	36 373	2 170	6 482	77 406	138 037	<i>Directe inkomensoverdrachten . . . . .</i>		
—	—	104	—	6 665	57	Bruto-subsidies aan bedrijven . . . . .		
—	—	99	—	6 719	—	Bijdragen voor het vrij onderwijs . . . . .		
—	—	1 893	83	10 609	100	Inkomensoverdrachten aan gezinnen en aan instellingen z.w.o. ten dienste van gezinnen.		
50 599	64	—	—	50 599	64	Idem, in het kader van de sociale zekerheid . . . . .		
148	197	—	—	2 137	202	Inkomensoverdrachten aan en van het buitenland.		
—	—	—	2 254	110	60 370	Indirecte belastingen en taksen op roerende en onroerende goederen.		
493	36 112	39	4 059	532	76 882	Directe belastingen . . . . .		
—	—	—	2	—	278	Taksen geheven ter gelegenheid van administratieve diensten en van onderwijs.		
—	—	35	84	35	84	Niet verdeeld . . . . .		
—	—	—	—	403	8	<i>Inkomensoverdrachten tussen overheidssectoren.</i>		
(49)	(15 880)	(16)	(14 366)	(40 883)	(40 721)	Inkomensoverdrachten aan en afkomstig van met de centrale overheid te consolideren autonome instellingen (exclusief sociale zekerheid).		
—	—	—	—	(10 128)	(10 279)	Inkomensoverdrachten aan en van de instellingen van de sociale zekerheid.		
—	—	—	—	403	8	Inkomensoverdrachten aan en afkomstig van gemeenten, provinciën en daarmee gelijkgestelde besturen.		
—	—	—	—	(16 088)	(63)	Sociale zekerheid: inkomensoverdrachten van en terugbetalingen aan de centrale overheid, de gemeenten en provinciën.		
—	—	—	—	(14 602)	(133)	Gemeenten en provinciën: inkomensoverdrachten van en terugbetalingen aan de centrale overheid en de sociale zekerheid.		
(49)	(15 880)	—	—	(49)	(15 880)	Totaal van de lopende verrichtingen (8).		
—	—	(16)	(14 366)	(16)	(14 366)	Saldo van de lopende verrichtingen.		
			(4)					
53 763	37 904	24 898	10 385	156 779	147 273			
—15 859		—14 513		—9 506				

(1) Andere dan voor sociale zekerheid.

(2) D = debet, uitgaven; C = credit, ontvangst.

(3) Bevat niet de bedragen die tussen haakjes zijn geplaatst.

(4) Inbegrepen 1 315 miljoen voor pensioenen van onderwijszend personeel en 985 miljoen voor tewerkstelling van werklozen.

1959

## COMPTE ECONOMIQUE DES POUVOIRS PUBLICS.

## B. — Compte « Opérations de capital ».

(En millions de francs.)

Numéro du code	LIBELLE	Budget général de l'Etat	Fonds et institutions autonomes	Total Pouvoir central	
		— Algemene Rijksbegroting	— Fondsen en autonome instellingen	— Centrale overheid	
		1 D   C	2 D   C	3 = (1 + 2) D   C	
	Solde des opérations courantes.	— 32 913	12 047 —	— 20 866	
5	Transferts directs de capitaux . . . . .	756 2 119	2 767 4	3 523 2 123	
	Transferts de capitaux aux entreprises . . . . .	292 12	2 649 —	2 941 12	
	Transferts de capitaux à l'enseignement libre . . . . .	53 —	— —	53 —	
	Transferts de capitaux aux ménages . . . . .	58 —	118 4	176 4	
	Transferts de capitaux vers et à charge de l'étranger.	350 69	— —	350 69	
	Impôts sur le patrimoine . . . . .	3 1 994	— —	3 1 994	
	Opérations monétaires . . . . .	— 44	— —	— 44	
	Non ventilé . . . . .	— —	— —	— —	
6	Transferts de capitaux entre secteurs publics . . . . .	(8 555) —	(15) (6 344)	(8 570) (6 344)	
		— 11	— —	— 11	
	Transferts de capitaux aux et en provenance des organismes autonomes à consolider avec le pouvoir central.	(6 344) —	— (6 344)	(6 344) (6 344)	
		— 11	— —	— 11	
	Transferts de capitaux aux et en provenance des communes, provinces et administrations y assimilées.	(2 211) —	(15) —	(2 226) —	
	Communes et provinces: transferts de capitaux provenant du pouvoir central et de la sécurité sociale.	— —	— —	— —	
7	Investissements directs . . . . .	3 161 819	2 993 —	6 154 819	
	Terrains et bâtiments . . . . .	583 114	683 —	1 266 114	
	Construction de bâtiments . . . . .	344 —	786 —	1 130 —	
	Routes, travaux hydrauliques et autres . . . . .	1 469 1	1 518 —	2 987 1	
	Matériel . . . . .	765 45	6 —	771 45	
	Provisions pour amortissements . . . . .	— 659	— —	— 659	
	Non ventilé . . . . .	— —	— —	— —	
8	Octrois de crédits et participations . . . . .	12 274 3 215	1 318 428	13 592 3 643	
	Entreprises . . . . .	7 588 3 041	1 175 231	8 763 3 272	
	Ménages . . . . .	— 3	138 197	138 200	
	Etranger . . . . .	4 686 171	5 —	4 691 171	
	Autres secteurs publics . . . . .	— —	— —	— —	
	Non ventilé . . . . .	— —	— —	— —	
	Solde net à financer.	+22 886	-18 693	+4 193	
9	Dette publique . . . . .	6 094 21 500	1 410 5 018	7 504 26 518	
	Amortissements de la dette publique consolidée et produit d'emprunts, en monnaie nationale.	5 287 20 253	— —	5 287 20 253	
	Idem, en monnaie étrangère . . . . .	652 1 247	— —	652 1 247	
	Amortissements et produit d'emprunts à destination spéciale, en monnaie nationale.	155 —	1 410 (5 018)	1 565 5 018	
	Idem, en monnaie étrangère . . . . .	— —	— —	— —	
	Non ventilé . . . . .	— —	— —	— —	
	Total des opérations de capital, dont:	22 285 60 577	20 535 5 450	30 773 53 980	
	1° Solde des opérations courantes . . . . .	— 32 913	12 047 —	— 20 866	
	2° Opérations de capital (1) . . . . .	22 285 27 664	8 488 5 450	30 773 33 114	
	Total général (opérations courantes et de capital).	86 484 124 776	22 407 7 322	108 891 132 098	
	SOLDE FINAL.	+38 292	-15 085	+23 207	

(1) Ne comprend pas les montants entre parenthèses.

## ECONOMISCHE REKENING VAN DE GEHELE OVERHEID.

1959

## B. — Rekening « Kapitaalverrichtingen ».

(In miljoen frank.)

Institutions de sécurité sociale <i>Instellingen sociale zekerheid</i>	Pouvoirs publics subordonnés <i>Lagere publiek-rechtelijke lichamen</i>		Total — <i>Totaal</i>		O M S C H R I J V I N G	Code-nummer		
			6					
	D	C	D	C				
15 859	—	14 513	—	9 506	—	Saldo van de lopende verrichtingen.		
—	—	141	24	3 664	2 147	<i>Directe vermogensoverdrachten</i> ... ... ... ...	5	
—	—	17	—	2 958	12	Vermogensoverdrachten aan bedrijven ... ...		
—	—	83	—	136	—	Vermogensoverdrachten aan het vrij onderwijs ...		
—	—	—	—	176	4	Vermogensoverdrachten aan gezinnen ... ...		
—	—	—	—	350	69	Vermogensoverdrachten aan en ten laste van het buitenland.		
—	—	—	—	3	1 994	Vermogensheffingen ... ... ... ...		
—	—	—	—	—	44	Monetaire verrichtingen ... ... ... ...		
—	—	41	24	41	24	Niet verdeeld ... ... ... ...		
—	—	—	(2 601)	(8 570)	(8 945)	<i>Vermogensoverdrachten tussen overheidssectoren.</i>	6	
—	—	—	—	—	11	Vermogensoverdrachten aan en afkomstig van met de centrale overheid te consolideren autonome instellingen.		
—	—	—	—	(6 344)	(6 344)	Vermogensoverdrachten aan en afkomstig van gemeenten, provinciën en daarmee gelijkgestelde besturen.		
—	—	—	—	—	11	Gemeenten en provinciën: vermogensoverdrachten afkomstig van de centrale overheid en de sociale zekerheid.		
31	5	7 325	929	13 510	1 753	<i>Directe investeringen</i> ... ... ... ...	7	
—	—	—	—	1 266	114	Gronden en gebouwen ... ... ... ...		
—	—	—	—	1 130	—	Oprichting van gebouwen ... ... ...		
—	—	—	—	2 987	1	Wegen, waterbouwkundige en andere werken ...		
—	—	—	—	771	45	Materieel ... ... ... ...		
—	4	—	388	—	1 051	Voorzieningen voor afschrijvingen ... ...		
31	1	7 325	541	7 356	542	Niet verdeeld ... ... ... ...		
4 336	2 505	1 836	284	19 764	6 432	<i>Kredietverleningen en deelnemingen</i> ... ...	8	
—	—	1 836	284	10 599	3 556	Bedrijven ... ... ... ...		
—	—	—	—	138	200	Gezinnen ... ... ... ...		
—	—	—	—	4 691	171	Buitenland ... ... ... ...		
4 336	2 505	—	—	—	—	Andere overheidssectoren ... ...		
—	—	—	—	4 336	2 505	Niet verdeeld ... ... ... ...		
—17 716	—	—22 578	—	—36 101	—	Te financieren netto-saldo.		
23	1 460	2 224	5 649	9 751	33 627	<i>Overheidsschuld</i> ... ... ... ...	9	
23	—	2 059	5 639	7 369	25 892	Aflossingen van gevestigde overheidsschuld en opbrengst van leningen in nationale valuta.		
—	—	—	—	652	1 247	Idem, in vreemde valuta ... ... ...		
—	1 460	—	—	1 565	6 478	Aflossingen en opbrengst van leningen met speciale bestemming, in nationale valuta.		
—	—	165	10	165	10	Idem, in vreemde valuta ... ... ...		
—	—	—	—	—	—	Niet verdeeld ... ... ...		
20 249	3 970	26 039	6 886	56 195	43 970	Totaal van de kapitaalverrichtingen, waarvan:		
15 859	—	14 513	—	9 506	—	1° Saldo van de lopende verrichtingen.		
4 390	3 970	11 526	6 886	46 689	43 970	2° Kapitaalverrichtingen (1).		
58 153	41 874	36 424	17 271	203 468	191 243	<i>Algemeen totaal</i> (lopende en kapitaalverrichtingen).		
—16 279	—	—19 153	—	—12 225	—	EINDSALDO.		

(1) Bevat niet de bedragen die tussen haakjes zijn geplaatst.

1960

## COMPTE ECONOMIQUE DES POUVOIRS PUBLICS.

## A. — Compte « Opérations courantes ».

(En millions de francs.)

Numéro du code	LIBELLE (2)	Budget général de l'Etat <i>Algemene Rijksbegroting</i>		Fonds et institutions autonomes <i>Fondsen en autonome instellingen</i>		Total Pouvoir central <i>Totaal Centrale overheid</i>	
		1		2		3 = (1 + 2)	
		D	C	D	C	D	C
1	<i>Dépenses et recettes courantes pour biens et services (consommation).</i>	38 111	1 054	2 858	66	40 969	1 120
	Salaires et pensions ... ... ... ...	24 065	200	2 405	—	26 470	200
	Achats et ventes de biens et services ... ...	7 730	592	453	66	8 183	658
	Travaux et équipement ... ... ...	4 126	262	—	—	4 126	262
	Coûts imputés ... ... ...	2 190	—	—	—	2 190	—
2	<i>Intérêts, pertes et profits</i> ... ...	14 787	3 087	1 859	233	16 646	3 320
	Intérêts ... ...	13 029	836	1 076	28	14 105	864
	Contributions à la charge d'intérêts et aux pertes d'exploitation d'entreprises publiques.	1 753	—	783	—	2 536	—
	Participations aux bénéfices d'exploitation d'entreprises publiques.	5	731	—	196	5	927
3	Produits divers du patrimoine ... ...	—	1 520	—	9	—	1 529
	<i>Transferts directs de revenus</i> ... ...	19 293	100 201	10 274	1 484	29 567	101 685
	Subventions brutes aux entreprises ... ...	2 928	50	4 192	—	7 120	50
	Contributions à l'enseignement libre ... ...	9 228	2	—	—	9 228	2
	Transferts de revenus aux ménages et aux institutions a.s.b.l. au service des ménages.	4 571	19	6 082	25	10 653	44
	Idem, dans le cadre de la sécurité sociale ...	—	—	—	—	—	—
	Transferts de revenus à et de l'étranger ...	2 551	61	—	—	2 551	61
	Impôts indirects et taxes sur les biens meubles et immobiliers.	11	61 730	—	1 315	11	63 045
	Impôts directs ... ...	—	38 143	—	50	—	38 193
	Taxes perçues à l'occasion de services administratifs et pour l'enseignement.	4	196	—	94	4	290
4	Non ventilé ... ...	—	—	—	—	—	—
	<i>Transferts de revenus entre secteurs publics</i> ...	488	8	3	—	491	8
	Transferts de revenus aux et provenant des institutions autonomes à consolider avec le pouvoir central (excepté sécurité sociale).	(41 557)	(70)	—	(10 585)	(41 557)	(10 655)
	Transferts de revenus aux et des institutions de sécurité sociale.	488	8	3	—	491	8
	Transferts de revenus aux et provenant des communes, provinces et administrations y assimilées.	(10 382)	(20)	—	(10 571)	(10 382)	(10 591)
	Sécurité sociale : transferts de revenus provenant du pouvoir central, des communes et des provinces et remboursements.	(15 581)	(12)	—	—	(15 581)	(12)
	Communes et provinces : transferts de revenus provenant du pouvoir central, et de la sécurité sociale, et remboursements,	(15 594) (4)	(38)	—	(14)	(15 594)	(52)
	Total des opérations courantes (8).	72 679	104 350	14 994	1 783	87 673	106 133
	Solde des opérations courantes ...		+31 671	—13 211			+18 460

(1) Autres que de sécurité sociale.

(2) D = débit, dépenses; C = crédit, recettes.

(3) Ne comprend pas les montants entre parenthèses.

(4) Y compris 1 354 millions pour les pensions du personnel enseignant et 631 millions pour la mise au travail des chômeurs.

1960

ECONOMISCHE REKENING VAN DE GEHELE OVERHEID.

A. — Rekening « Lopende verrichtingen ».

(In miljoen frank.)

	Institutions de sécurité sociale <i>Instellingen sociale zekerheid</i>		Pouvoirs publics subordonnés <i>Lagere publiek-rechtelijke lichamen</i>		Total — <i>Totaal</i>		O M S C H R I V I N G	Code-nummer		
	4		5		6					
	D	C	D	C	D	C				
	2 401	49	20 864	955	64 234	2 124	<i>Lopende uitgaven en ontvangst voor goederen en diensten (consumptie).</i>	1		
	916	—	14 681	297	42 067	497	Lonen en pensioenen . . . . .			
	1 460	49	3 786	658	13 429	1 365	Aankoop en verkoop van goederen en diensten.			
	—	—	—	—	4 126	262	Werken en uitrusting . . . . .			
	25	—	2 397	—	4 612	—	Toegerekende kosten . . . . .			
	338	1 374	2 293	3 125	19 277	7 819	Rente, verliezen en winsten . . . . .	2		
	338	1 353	2 293	196	16 736	2 413	Rente . . . . .			
	—	—	—	—	2 536	—	Bijdragen in rentelast en in exploitatieverliezen van openbare bedrijven.			
	—	—	—	371	5	1 298	Aandeel in exploitatiewinsten van openbare bedrijven.			
	—	21	—	2 558	—	4 108	Diverse opbrengsten van het eigendom . . . . .			
52 613	40 089		2 342	7 282	84 522	149 056	<i>Directe inkomensoverdrachten . . . . .</i>	3		
	—	—	113	—	7 233	50	Bruto-subsidies aan bedrijven . . . . .			
	—	—	125	—	9 353	2	Bijdragen voor het vrij onderwijs . . . . .			
	—	—	2 012	83	12 665	127	Inkomenoeverdrachten aan gezinnen en aan instellingen z.w.o. ten dienste van gezinnen.			
52 172	81	—	—	—	52 172	81	Idem, in het kader van de sociale zekerheid ...			
202	204	—	—	—	2 753	265	Inkomenoeverdrachten aan en van het buitenland.			
—	—	—	2 353	—	11	Indirecte belastingen en taksen op roerende en onroerende goederen.				
239	39 804	—	46	4 772	285	82 769	<i>Directe belastingen . . . . .</i>			
—	—	—	—	3	4	293	Taksen geheven ter gelegenheid van administratieve diensten en van onderwijs.			
—	—	—	46	71	46	71	Niet verdeeld . . . . .			
—	—	—	—	—	491	8	<i>Inkomenoeverdrachten tussen overheidssectoren.</i>	4		
(12)	(14 794)		(16)	(14 199)	(41 585)	(39 648)	Inkomenoeverdrachten aan en afkomstig van met de centrale overheid te consolideren autonome instellingen (exclusief sociale zekerheid).			
—	—	—	—	—	491	8	Inkomenoeverdrachten aan en van de instellingen van de sociale zekerheid.			
—	—	—	—	—	(10 382)	(10 591)	Inkomenoeverdrachten aan en afkomstig van gemeenten, provinciën en daarmee gelijkgestelde besturen.			
—	—	—	—	—	(15 581)	(12)	Sociale zekerheid: inkomenoeverdrachten van en terugbetalingen aan de centrale overheid, de gemeenten en provinciën.			
—	—	—	—	—	(15 594)	(52)	Gemeenten en provinciën: inkomenoeverdrachten van en terugbetalingen aan de centrale overheid en de sociale zekerheid.			
(12)	(14 794)	—	—	—	(12)	(14 794)	Totaal van de lopende verrichtingen (3).			
—	—	—	(16)	(14 199)	(16)	(14 199)	Saldo van de lopende verrichtingen.			
				(4)						
55 352	41 512		25 499	11 362	168 524	159 007				
—13 840			—14 137		—9 517					

(1) Andere dan voor sociale zekerheid.

(2) D = debet, uitgaven; C = credit, ontvangst.

(3) Bevat niet de bedragen die tussen haakjes zijn geplaatst.

(4) Inbegrepen 1 354 miljoen voor pensioenen van onderwijszend personeel en 631 miljoen voor tewerkstelling van werklozen.

1960

## COMPTE ECONOMIQUE DES POUVOIRS PUBLICS.

## B. — Compte « Opérations de capital ».

(En millions de francs.)

Numéro du code	LIBELLÉ	Budget général de l'Etat <i>Algemene Rijksbegroting</i>		Fonds et institutions autonomes <i>Fondsen en autonome instellingen</i>		Total Pouvoir central <i>Total Centrale overheid</i>	
		1 D	C	2 D	C	3 = (1 + 2) D	C
	Solde des opérations courantes.	—	31 671	13 211	—	—	18 460
5	<i>Transferts directs de capitaux</i> ... ... ...	1 433	2 295	2 044	2	3 477	2 297
	Transferts de capitaux aux entreprises . . . . .	271	—	1 949	—	2 220	—
	Transferts de capitaux à l'enseignement libre ...	71	—	—	—	71	—
	Transferts de capitaux aux ménages ... . . . .	63	—	95	2	158	2
	Transferts de capitaux vers et à charge de l'étranger.	1 017	42	—	—	1 017	42
	Impôts sur le patrimoine . . . . .	11	2 253	—	—	11	2 253
	Opérations monétaires . . . . .	—	—	—	—	—	—
	Non ventilé . . . . .	—	—	—	—	—	—
6	<i>Transferts de capitaux entre secteurs publics</i> ...	100	8	—	—	100	8
	Transferts de capitaux aux et en provenance des organismes autonomes à consolider avec le pouvoir central.	(5 627)	—	(32)	(3 734)	(5 659)	(3 734)
	Transferts de capitaux aux et en provenance des communes, provinces et administrations y assimilées.	100	8	—	—	100	8
	Communes et provinces: transferts de capitaux provenant du pouvoir central et de la sécurité sociale.	(3 735)	—	—	(3 734)	(3 735)	(3 734)
	Transferts de capitaux aux et en provenance des communes, provinces et administrations y assimilées.	(1 892)	—	(32)	—	(1 924)	—
	—	—	—	—	—	—	—
7	<i>Investissements directs</i> ... . . . . .	3 613	925	3 473	—	7 086	925
	Terrains et bâtiments . . . . .	852	151	879	—	1 731	151
	Construction de bâtiments . . . . .	490	—	1 200	—	1 690	—
	Routes, travaux hydrauliques et autres . . . . .	1 487	4	1 389	—	2 876	4
	Matériel . . . . .	784	70	5	—	789	70
	Provisions pour amortissements . . . . .	—	700	—	—	—	700
	Non ventilé . . . . .	—	—	—	—	—	—
8	<i>Octrois de crédits et participations</i> . . . . .	5 830	212	1 206	381	7 036	593
	Entreprises . . . . .	5 609	141	1 044	255	6 653	396
	Ménages . . . . .	—	2	162	126	162	128
	Etranger . . . . .	221	69	—	—	221	69
	Autres secteurs publics . . . . .	—	—	—	—	—	—
	Non ventilé . . . . .	—	—	—	—	—	—
	Solde net à financer.		+24 135	—19 551			+4 584
9	<i>Dette publique</i> . . . . .	8 039	28 146	1 494	3 374	9 533	31 520
	Amortissements de la dette publique consolidée et produit d'emprunts, en monnaie nationale.	6 616	27 523	—	—	6 616	27 523
	Idem, en monnaie étrangère . . . . .	791	623	—	—	791	623
	Amortissements et produit d'emprunts à destina- tion spéciale, en monnaie nationale.	153	—	1 494	3 374	1 647	3 374
	Idem, en monnaie étrangère . . . . .	479	—	—	—	479	—
	Non ventilé . . . . .	—	—	—	—	—	—
	Total des opérations de capital, dont:	19 015	63 257	21 428	3 757	27 232	53 803
	1° Solde des opérations courantes . . . . .	—	31 671	13 211	—	—	18 460
	2° Opérations de capital (1) . . . . .	19 015	31 586	8 217	3 757	27 232	35 343
	<i>Total général</i> (opérations courantes et de capital).	91 694	135 936	23 211	5 540	114 905	141 476
	SOLDE FINAL.		+44 242	—22 671			+26 571

(1) Ne comprend pas les montants entre parenthèses.

## ECONOMISCHE REKENING VAN DE GEHELE OVERHEID.

1960

## B. — Rekening « Kapitaalverrichtingen ».

(In miljoen frank.)

Institutions de sécurité sociale <i>Instellingen sociale zekerheid</i>	Pouvoirs publics subordonnés		Total		O M S C H R I J V I N G	Code-nummer		
	<i>Lagere publiek-rechtelijke lichamen</i>		Totaal					
	4	5	6					
D	C	D	C	D	C			
13 840	—	14 137	—	9 517	—	Saldo van de lopende verrichtingen.		
—	—	156	25	3 633	2 322	<i>Directe vermogensoverdrachten</i> ... ... ... ...		
—	—	—	—	2 220	—	Vermogensoverdrachten aan bedrijven ... ... ...		
—	—	92	—	163	—	Vermogensoverdrachten aan het vrij onderwijs ...		
—	—	—	—	158	2	Vermogensoverdrachten aan gezinnen ... ... ...		
—	—	—	—	1 017	42	Vermogensoverdrachten aan en ten laste van het buitenland.		
—	—	—	—	11	2 253	Vermogensheffingen ... ... ... ...		
—	—	—	—	—	—	Monetaire verrichtingen ... ... ... ...		
—	—	64	25	64	25	Niet verdeeld ... ... ... ...		
—	—	—	—	100	8	<i>Vermogensoverdrachten tussen overheidssectoren</i> .		
—	—	—	(2 041)	(5 659)	(5 775)	Vermogensoverdrachten aan en afkomstig van met de centrale overheid te consolideren autonome instellingen.		
—	—	—	—	100	8	Vermogensoverdrachten aan en afkomstig van gemeenten, provinciën en daarmee gelijkgestelde besturen.		
—	—	—	(2 041)	—	(2 041)	Gemeenten en provinciën: vermogensoverdrachten afkomstig van de centrale overheid en de sociale zekerheid.		
90	5	6 463	781	13 639	1 711	<i>Directe investeringen</i> ... ... ... ...		
—	—	—	—	1 731	151	Gronden en gebouwen ... ... ... ...		
—	—	—	—	1 690	—	Oprichting van gebouwen ... ... ...		
—	—	—	—	2 876	4	Wegen, waterbouwkundige en andere werken ...		
—	—	—	—	789	70	Materieel ... ... ...		
—	4	—	416	—	1 120	Voorzieningen voor afschrijvingen ...		
90	1	6 463	365	6 553	366	Niet verdeeld ... ... ...		
5 190	2 674	2 097	395	14 323	3 662	<i>Kredietverleningen en deelnemingen</i> ... ...		
—	—	2 097	395	8 750	791	Bedrijven ... ... ...		
—	—	—	—	162	128	Gezinnen ... ... ...		
—	—	—	—	221	69	Buitenland ... ... ...		
—	—	—	—	—	—	Andere overheidssectoren ... ...		
5 190	2 674	—	—	5 190	2 674	Niet verdeeld ... ... ...		
—	—	—	—	—	—	Te financieren netto-saldo.		
374	1 593	2 447	6 989	12 354	40 102	<i>Overheidsschuld</i> ... ... ... ...		
374	—	2 374	6 978	9 364	34 501	Aflossingen van gevestigde overheidsschuld en opbrengst van leningen in nationale valuta.		
—	—	—	—	791	623	Idem, in vreemde valuta ... ... ...		
—	1 593	—	—	1 647	4 967	Aflossingen en opbrengst van leningen met speciale bestemming, in nationale valuta.		
—	—	—	—	479	—	Idem, in vreemde valuta ... ... ...		
—	—	73	11	73	11	Niet verdeeld ... ... ...		
19 494	4 272	25 300	8 190	53 566	47 805	Totaal van de kapitaalverrichtingen, waarvan:		
13 840	—	14 137	—	9 517	—	1° Saldo van de lopende verrichtingen.		
5 654	4 272	11 163	8 190	44 049	47 805	2° Kapitaalverrichtingen (1).		
61 006	45 784	36 662	19 552	212 573	206 812	<i>Algemeen totaal</i> (lopende en kapitaalverrichtingen).		
—	—	—	—	—	—	EINDSALDO.		
—	—	—	—	—	—	—		
—15 222	—	—17 110	—	—5 761	—	—		

(1) Bevat niet de bedragen die tussen haakjes zijn geplaatst.

1961

## COMPTE ECONOMIQUE DES POUVOIRS PUBLICS.

## A. — Compte « Opérations courantes ».

(En millions de francs.)

Numéro du code	LIBELLÉ  (2)	Budget général de l'État — Algemene Rijksbegroting		Fonds et institutions autonomes (1) Fondsen en autonome instellingen		Total Pouvoir central — Centrale overheid	
		1	D C	2	D C	3 = (1 + 2)	D C
1	Dépenses et recettes courantes pour biens et services (consommation).	38 454	1 366	3 282	203	41 736	1 569
	Salaires et pensions . . . . .	24 633	234	2 646	160	27 279	394
	Achats et ventes de biens et services . . . . .	7 205	763	636	43	7 841	806
	Travaux et équipement . . . . .	4 029	369	—	—	4 029	369
	Coûts imputés . . . . .	2 587	—	—	—	2 587	—
2	Intérêts, pertes et profits . . . . .	17 237	3 408	1 268	111	18 505	3 519
	Intérêts . . . . .	14 630	849	1 268	111	15 898	960
	Contributions à la charge d'intérêts et aux pertes d'exploitation d'entreprises publiques.	2 606	—	—	—	2 606	—
	Participations aux bénéfices d'exploitation d'entreprises publiques.	1	930	—	—	1	930
	Produits divers du patrimoine . . . . .	—	1 629	—	—	—	1 629
3	Transferts directs de revenus . . . . .	19 963	110 408	10 121	2 173	30 084	112 581
	Subventions brutes aux entreprises . . . . .	2 562	48	4 132	20	6 694	68
	Contributions à l'enseignement libre . . . . .	9 899	—	—	—	9 899	—
	Transferts de revenus aux ménages et aux institutions a.s.b.l. au service des ménages.	4 767	123	5 819	42	10 586	165
	Idem, dans le cadre de la sécurité sociale . . . . .	—	—	—	—	—	—
	Transferts de revenus à et de l'étranger . . . . .	2 722	50	—	4	2 722	54
	Impôts indirects et taxes sur les biens meubles et immobiliers.	10	68 949	—	1 854	10	70 803
	Impôts directs . . . . .	—	41 040	—	224	—	41 264
	Taxes perçues à l'occasion de services administratifs et pour l'enseignement.	3	198	—	29	3	227
	Non ventilé . . . . .	—	—	170	—	170	—
4	Transferts de revenus entre secteurs publics . . .	(41 519)	(51)	(229)	(11 337)	(41 748)	(11 388)
	Transferts de revenus aux et provenant des institutions autonomes à consolider avec le pouvoir central (excepté sécurité sociale).	(11 236)	(3)	(6)	(11 324)	(11 242)	(11 327)
	Transferts de revenus aux et des institutions de sécurité sociale.	(14 436)	(13)	(223)	—	(14 659)	(13)
	Transferts de revenus aux et provenant des communes, provinces et administrations y assimilées.	(15 847) (*)	(35)	—	(13)	(15 847)	(48)
	Sécurité sociale : transferts de revenus provenant du pouvoir central, des communes et des provinces, et remboursements.	—	—	—	—	—	—
	Communes et provinces : transferts de revenus provenant du pouvoir central, et de la sécurité sociale, et remboursements.	—	—	—	—	—	—
	Total des opérations courantes (3).	75 654	115 182	14 671	2 487	90 325	117 669
	Solde des opérations courantes . . .		+39 528	—12 184			+27 344

(1) Autres que de sécurité sociale.

(2) D = débit, dépenses; C = crédit, recettes.

(3) Ne comprend pas les montants entre parenthèses.

(4) Y compris 1 527 millions pour les pensions du personnel enseignant et 343 millions pour la mise au travail des chômeurs.

1961

**ECONOMISCHE REKENING VAN DE GEHELE OVERHEID.**

**A. — Rekening « Lopende verrichtingen ».**

(In miljoen frank.)

Institutions de sécurité sociale <i>Instellingen sociale zekerheid</i>		Pouvoirs publics subordonnés <i>Lagere publiek-rechtelijke lichamen</i>		Total <i>Totaal</i>		OMSCHRIJVING	Code-nummer		
				<i>Totaal</i>					
D	C	D	C	D	C				
2 483	62	21 004	933	65 223	2 564	<i>Lopende uitgaven en ontvangst voor goederen en diensten (consumptie).</i>	1		
990	—	14 619	311	42 888	705	Lonen en pensioenen . . . . .			
1 467	62	3 839	622	13 147	1 490	Aankoop en verkoop van goederen en diensten.			
—	—	—	—	4 029	369	Werken en uitrusting . . . . .			
26	—	2 546	—	5 159	—	Toegerekende kosten . . . . .			
446	1 547	2 830	3 432	21 781	8 498	Rente, verlezen en winsten . . . . .	2		
446	1 525	2 830	217	19 174	2 702	Rente . . . . .			
—	—	—	—	2 606	—	Bijdragen in rentelast en in exploitatieverliezen van openbare bedrijven.			
—	—	—	537	1	1 467	Aandeel in exploitatiewinsten van openbare bedrijven.			
—	22	—	2 678	—	4 329	Diverse opbrengsten van het eigendom . . . . .			
58 591	45 298	2 425	7 649	91 100	165 528	<i>Directe inkomensoverdrachten</i> . . . . .	3		
—	—	87	—	6 781	68	Bruto-subsidies aan bedrijven . . . . .			
—	—	140	—	10 039	—	Bijdragen voor het vrij onderwijs . . . . .			
—	—	2 143	92	12 729	257	Inkomensoverdrachten aan gezinnen en aan instellingen z.w.o. ten dienste van gezinnen.			
57 538	1 166	—	—	57 538	1 166	Idem, in het kader van de sociale zekerheid ...			
240	181	—	—	2 962	235	Inkomensoverdrachten aan en van het buitenland.			
—	—	—	2 397	10	73 200	Indirecte belastingen en taksen op roerende en onroerende goederen.			
813	43 951	54	5 116	867	90 331	Directe belastingen ... . . . . .			
—	—	—	14	3	241	Taksen geheven ter gelegenheid van administratieve diensten en van onderwijs.			
—	—	1	30	171	30	Niet verdeeld ... . . . . .			
(14)	(14 677)	(25)	(14 359)	(41 787)	(40 424)	<i>Inkomensoverdrachten tussen overheidssectoren.</i>			
—	—	—	—	(11 242)	(11 327)	Inkomensoverdrachten aan en afkomstig van met de centrale overheid te consolideren autonome instellingen (exclusief sociale zekerheid).			
—	—	—	—	(14 659)	(13)	Inkomensoverdrachten aan en van de instellingen van de sociale zekerheid.			
—	—	—	—	(15 847)	(48)	Inkomensoverdrachten aan en afkomstig van gemeenten, provinciën en daarmee gelijkgestelde besturen.			
(14)	(14 677)	—	—	(14)	(14 677)	Sociale zekerheid : inkomensoverdrachten van en terugbetalingen aan de centrale overheid, de gemeenten en provinciën.			
—	—	(25)	(14 359)	(25)	(14 359)	Gemeenten en provinciën : inkomensoverdrachten van en terugbetalingen aan de centrale overheid en de sociale zekerheid.			
61 520	46 907	26 259	12 014	178 104	176 590	Totaal van de lopende verrichtingen (3).			
—14 613	—	—14 245	—	—1 514	—	Saldo van de lopende verrichtingen.			

(1) Andere dan voor sociale zekerheid.

(2) D = debet, uitgaven; C = credit, ontvangst.

(3) Bevat niet de bedragen die tussen haakjes zijn geplaatst.

(4) Inbegrepen 1 527 miljoen voor pensioenen van onderwijzend personeel en 343 miljoen voor tewerkstelling van werklozen.

1961

## COMPTE ECONOMIQUE DES POUVOIRS PUBLICS.

## B. — Compte « Opérations de capital ».

(En millions de francs.)

Numéro du code	LIBELLE	Budget général de l'Etat		Fonds et institutions autonomes		Total Pouvoir central	
		<i>Algemene Rijksbegroting</i>		<i>Fondsen en autonome instellingen</i>		<i>Totaal Centrale overheid</i>	
		1 D	C	2 D	C	3 = (1 + 2) D	C
	Solde des opérations courantes.	—	39 528	12 184	—	—	27 344
5	<i>Transferts directs de capitaux</i> ... ... ...	1 309	2 563	2 115	62	3 424	2 625
	Transferts de capitaux aux entreprises . . . . .	337	—	2 028	60	2 365	60
	Transferts de capitaux à l'enseignement libre . . .	69	—	—	—	69	—
	Transferts de capitaux aux ménages . . . . .	69	—	87	2	156	2
	Transferts de capitaux vers et à charge de l'étranger.	823	37	—	—	823	37
	Impôts sur le patrimoine . . . . .	5	2 526	—	—	5	2 526
	Opérations monétaires . . . . .	6	—	—	—	6	—
	Non ventilé . . . . .	—	—	—	—	—	—
6	<i>Transferts de capitaux entre secteurs publics</i> ...	(5 922)	(9)	(153)	(4 580)	(6 075)	(4 589)
	Transferts de capitaux aux et en provenance des organismes autonomes à consolider avec le pouvoir central.	(4 593)	(9)	—	(4 580)	(4 593)	(4 589)
	Transferts de capitaux aux et en provenance des communes, provinces et administrations y assimilées.	(1 329)	—	(153)	—	(1 482)	—
	Communes et provinces : transferts de capitaux provenant du pouvoir central et de la sécurité sociale.	—	—	—	—	—	—
7	<i>Investissements directs</i> ... ... ... ...	3 626	979	3 978	21	7 604	1 000
	Terrains et bâtiments . . . . .	602	127	1 039	7	1 641	134
	Construction de bâtiments . . . . .	495	—	1 489	—	1 984	—
	Routes, travaux hydrauliques et autres . . . . .	1 897	1	1 433	14	3 330	15
	Matériel . . . . .	632	89	17	—	649	89
	Provisions pour amortissements . . . . .	—	762	—	—	—	762
	Non ventilé . . . . .	—	—	—	—	—	—
8	<i>Octrois de crédits et participations</i> . . . . .	1 762	371	839	383	2 601	754
	Entreprises . . . . .	1 723	352	722	234	2 445	586
	Ménages . . . . .	—	2	91	141	91	143
	Etranger . . . . .	14	17	—	—	14	17
	Autres secteurs publics . . . . .	25	—	26	8	51	8
	Non ventilé . . . . .	—	—	—	—	—	—
	Solde net à financer.		+36 744	—18 650			+18 094
9	<i>Dette publique</i> . . . . .	9 693	14 807	1 648	4 944	11 341	19 751
	Amortissements de la dette publique consolidée et produit d'emprunts, en monnaie nationale.	7 768	12 626	—	—	7 768	12 626
	Idem, en monnaie étrangère . . . . .	1 077	2 181	—	—	1 077	2 181
	Amortissements et produit d'emprunts à destination spéciale, en monnaie nationale.	308	—	1 648	4 944	1 956	4 944
	Idem, en monnaie étrangère . . . . .	540	—	—	—	540	—
	Non ventilé . . . . .	—	—	—	—	—	—
	Total des opérations de capital, dont:	16 390	58 248	20 764	5 410	24 970	51 474
	1° Solde des opérations courantes . . . . .	—	39 528	12 184	—	—	27 344
	2° Opérations de capital (1) . . . . .	16 390	18 720	8 580	5 410	24 970	24 130
	Total général (opérations courantes et de capital).	92 044	133 902	23 251	7 897	115 295	141 799
	SOLDE FINAL.		+41 858	—15 354			+26 504

(1) Ne comprend pas les montants entre parenthèses.

## ECONOMISCHE REKENING VAN DE GEHELE OVERHEID.

1961

## B. — Rekening « Kapitaalverrichtingen ».

(In miljoen frank.)

Institutions de sécurité sociale <i>Instellingen sociale zekerheid</i>	Pouvoirs publics subordonnés <i>Lagere publiekrechtelijke lichamen</i>		Total — Totaal		OMSCHRIJVING	Code-nummer		
			6					
	D	C	D	C				
14 613	—	14 245	—	1 514	—	Saldo van de lopende verrichtingen,		
—	—	157	20	3 581	2 645	<i>Directe vermogensoverdrachten</i> ... ... ... ...		
—	—	2	—	2 367	60	Vermogensoverdrachten aan bedrijven ... ... ...		
—	—	100	—	169	—	Vermogensoverdrachten aan het vrij onderwijs ...		
—	—	—	—	156	2	Vermogensoverdrachten aan gezinnen ... ... ...		
—	—	—	—	823	37	Vermogensoverdrachten aan en ten laste van het buitenland.		
—	—	—	—	5	2 526	Vermogensheffingen ... ... ... ...		
—	—	—	—	6	—	Monetaire verrichtingen ... ... ... ...		
—	—	55	20	55	20	Niet verdeeld ... ... ... ...		
—	—	(1 730)	—	(6 075)	(6 319)	<i>Vermogensoverdrachten tussen overheidssectoren</i> .		
—	—	—	—	(4 593)	(4 589)	Vermogensoverdrachten aan en afkomstig van met de centrale overheid te consolideren autonome instellingen.		
—	—	—	—	(1 482)	—	Vermogensoverdrachten aan en afkomstig van gemeenten, provinciën en daarmee gelijkgestelde besturen.		
—	—	—	(1 730)	—	(1 730)	Gemeenten en provinciën: vermogensoverdrachten afkomstig van de centrale overheid en de sociale zekerheid.		
212	6	6 229	856	14 045	1 862	<i>Directe investeringen</i> ... ... ... ...		
—	—	—	—	1 641	134	Gronden en gebouwen ... ... ... ...		
—	—	—	—	1 984	—	Oprichting van gebouwen ... ... ...		
—	—	—	—	3 330	15	Wegen, waterbouwkundige en andere werken ...		
—	—	—	—	649	89	Materieel ... ... ... ...		
—	4	—	450	—	1 216	Voorzieningen voor afschrijvingen ... ...		
212	2	6 229	406	6 441	408	Niet verdeeld ... ... ... ...		
5 085	2 489	2 330	367	10 016	3 610	<i>Kredietverleningen en deelnemingen</i> ... ...		
—	—	2 330	367	4 775	953	Bedrijven ... ... ... ...		
—	—	—	—	91	143	Gezinnen ... ... ... ...		
—	—	—	—	14	17	Buitenland ... ... ... ...		
—	—	—	—	51	8	Andere overheidssectoren ... ... ...		
5 085	2 489	—	—	5 085	2 489	Niet verdeeld ... ... ... ...		
—17 415		—21 718		—21 039		Te financieren netto-saldo.		
782	2 268	2 690	7 074	14 813	29 093	<i>Overheidsschuld</i> ... ... ... ...		
782	—	2 646	7 038	11 196	19 664	Aflossingen van gevestigde overheidsschuld en opbrengst van leningen in nationale valuta.		
—	—	—	—	1 077	2 181	Idem, in vreemde valuta ... ... ...		
—	2 268	—	—	1 956	7 212	Aflossingen en opbrengst van leningen met speciale bestemming, in nationale valuta.		
—	—	—	—	540	—	Idem, in vreemde valuta ... ... ...		
—	—	44	36	44	36	Niet verdeeld ... ... ... ...		
20 692	4 763	25 651	8 317	43 969	37 210	Totaal van de kapitaalverrichtingen, waarvan:		
14 613	—	14 245	—	1 514	—	1° Saldo van de lopende verrichtingen.		
6 079	4 763	11 406	8 317	42 455	37 210	2° Kapitaalverrichtingen (1).		
67 599	51 670	37 665	20 331	220 559	213 800	<i>Algemeen totaal</i> (lopende en kapitaalverrichtingen).		
—15 929		—17 334		—6 759		EINDSALDO.		

(1) Bevat niet de bedragen die tussen haakjes zijn geplaatst.

1962

## COMPTE ECONOMIQUE DES POUVOIRS PUBLICS.

## A. — Compte « Opérations courantes ».

(En millions de francs.)

Numéro du code	LIBELLÉ (2)	Budget général de l'Etat <i>Algemene Rijksbegroting</i>	Fonds et institutions autonomes <i>Fondsen en autonome instellingen</i>	Total Pouvoir central <i>Totaal Centrale overheid</i>			
		1	2	3 = (1 + 2)			
		D	C	D	C		
1	<i>Dépenses et recettes courantes pour biens et services (consommation).</i>	42 938	960	3 622	176	46 560 1 136	
	Salaires et pensions . . . . .	26 334	162	3 024	130	29 358 292	
	Achats et ventes de biens et services . . . . .	8 613	688	598	46	9 211 734	
	Travaux et équipement . . . . .	5 034	110	—	—	5 034 110	
	Coûts imputés . . . . .	2 957	—	—	—	2 957 —	
2	<i>Intérêts, pertes et profits . . . . .</i>	17 105	3 419	1 839	89	18 944 3 508	
	Intérêts . . . . .	14 107	774	1 839	89	15 946 863	
	Contributions à la charge d'intérêts et aux pertes d'exploitation d'entreprises publiques.	2 994	—	—	—	2 994 —	
	Participations aux bénéfices d'exploitation d'entreprises publiques.	4	821	—	—	4 821	
	Produits divers du patrimoine . . . . .	—	1 824	—	—	— 1 824	
3	<i>Transferts directs de revenus . . . . .</i>	21 113	122 477	9 891	2 782	31 004 125 259	
	Subventions brutes aux entreprises . . . . .	3 216	47	3 964	16	7 180 63	
	Contributions à l'enseignement libre . . . . .	10 847	—	—	407	10 847 407	
	Transferts de revenus aux ménages et aux institutions a.s.b.l. au service des ménages.	4 737	11	5 854	69	10 591 80	
	Idem, dans le cadre de la sécurité sociale . . . . .	—	—	—	—	— —	
	Transferts de revenus à et de l'étranger . . . . .	2 302	48	—	3	2 302 51	
	Impôts indirects et taxes sur les biens meubles et immobiliers.	7	73 938	—	2 193	7 76 131	
	Impôts directs . . . . .	—	48 229	—	77	— 48 306	
	Taxes perçues à l'occasion de services administratifs et pour l'enseignement.	4	204	—	17	4 221	
	Non ventilé . . . . .	—	—	73	—	73 —	
4	<i>Transferts de revenus entre secteurs publics . . . . .</i>	(42 097)	(208)	(8)	(10 585)	(42 105) (10 793)	
	Transferts de revenus aux et provenant des institutions autonomes à consolider avec le pouvoir central (excepté sécurité sociale).	(10 309)	(14)	(8)	(10 500)	(10 317) (10 514)	
	Transferts de revenus aux et des institutions de sécurité sociale.	(15 386)	(167)	—	(56)	(15 386) (223)	
	Transferts de revenus aux et provenant des communes, provinces et administrations y assimilées.	(16 402)	(27)	—	(29)	(16 402) (56)	
	Sécurité sociale : transferts de revenus provenant du pouvoir central, des communes et des provinces, et remboursements.	—	—	—	—	— —	
	Communes et provinces : transferts de revenus provenant du pouvoir central, et de la sécurité sociale, et remboursements.	—	—	—	—	— —	
	Total des opérations courantes (3).	81 156	126 856	15 352	3 047	96 508 129 903	
	Solde des opérations courantes . . . . .	—	—	—	—	+33 395	
		+45 700	—12 305				

(1) Autres que de sécurité sociale.

(2) D = débit, dépenses; C = crédit, recettes.

(3) Ne comprend pas les montants entre parenthèses.

(4) Y compris 1 593 millions pour les pensions du personnel enseignant et 324 millions pour la mise au travail des chômeurs.

1962

## ECONOMISCHE REKENING VAN DE GEHELE OVERHEID.

## A. — Rekening « Lopende verrichtingen ».

(In miljoen frank.)

Institutions de sécurité sociale <i>Instellingen sociale zekerheid</i>		Pouvoirs publics subordonnés <i>Lagere publiek-rechtelijke lichamen</i>		Total <i>Totaal</i>		OMSCHRIJVING	Code-nummer
D	C	D	C	D	C		
3 233	102	22 158	1 091	71 951	2 329	<i>Lopende uitgaven en ontvangsten voor goederen en diensten (consumptie).</i>	1
1 108	—	15 295	367	45 761	659	Lenen en pensioenen . . . . .	
2 082	102	4 066	724	15 359	1 560	Aankoop en verkoop van goederen en diensten.	
—	—	—	—	5 034	110	Werken en uitrusting . . . . .	
43	—	2 797	—	5 797	—	Toegerekende kosten . . . . .	
591	2 230	3 148	3 440	22 683	9 178	Rente, verliezen en winsten . . . . .	2
591	2 195	3 148	231	19 685	3 289	Rente . . . . .	
—	—	—	—	2 994	—	Bijdragen in rentelast en in exploitatieverliezen van openbare bedrijven.	
—	—	—	278	4	1 099	Aandeel in exploitatiewinsten van openbare bedrijven.	
—	35	—	2 931	—	4 790	Diverse opbrengsten van het eigendom . . . . .	
64 242	48 538	2 519	8 346	97 765	182 143	<i>Directe inkomensoverdrachten</i> . . . . .	3
—	—	99	—	7 279	63	Bruto-subsidies aan bedrijven . . . . .	
—	—	145	—	10 992	407	Bijdragen voor het vrij onderwijs . . . . .	
—	—	2 213	100	12 804	180	Inkomensoverdrachten aan gezinnen en aan instellingen z.w.o. ten dienste van gezinnen.	
63 575	618	—	—	63 575	618	Idem, in het kader van de sociale zekerheid . . .	
57	228	—	—	2 359	279	Inkomensoverdrachten aan en van het buitenland.	
—	—	—	2 504	7	78 635	Indirecte belastingen en taksen op roerende en onroerende goederen.	
610	47 692	61	5 717	671	101 715	Directe belastingen . . . . .	
—	—	—	15	4	236	Taksen geheven ter gelegenheid van administratieve diensten en van onderwijs.	
—	—	1	10	74	10	Niet verdeeld . . . . .	
(9)	(19 506)	(15)	(15 053)	(42 129)	(45 352)	<i>Inkomensoverdrachten tussen overheidssectoren.</i>	4
—	—	—	—	(10 317)	(10 514)	Inkomensoverdrachten aan en afkomstig van met de centrale overheid te consolideren autonome instellingen (exclusief sociale zekerheid).	
—	—	—	—	(15 386)	(223)	Inkomensoverdrachten aan en van de instellingen van de sociale zekerheid.	
—	—	—	—	(16 402)	(56)	Inkomensoverdrachten aan en afkomstig van gemeenten, provinciën en daarmee gelijkgestelde besturen.	
(9)	(19 506)	—	—	(9)	(19 506)	Sociale zekerheid: inkomensoverdrachten van en terugbetalingen aan de centrale overheid, de gemeenten en provinciën.	
—	—	(15)	(15 053)	(15)	(15 053)	Gemeenten en provinciën: inkomensoverdrachten van en terugbetalingen aan de centrale overheid en de sociale zekerheid.	
68 066	50 870	27 825	12 877	192 399	193 650	Totaal van de lopende verrichtingen (3).	
<hr/> —17 196		<hr/> —14 948		<hr/> +1 251		Saldo van de lopende verrichtingen.	

(1) Andere dan voor sociale zekerheid.

(2) D = debet, uitgaven; C = credit, ontvangsten.

(3) Bevat niet de bedragen die tussen haakjes zijn geplaatst.

(4) Inbegrepen 1 593 miljoen voor pensioenen van onderwijszend personeel en 324 miljoen voor tewerkstelling van werklozen.

1962

## COMPTE ECONOMIQUE DES POUVOIRS PUBLICS.

## B. — Compte « Opérations de capital ».

(En millions de francs.)

Numéro du code	LIBELLE	Budget général de l'Etat <i>Algemene Rijksbegroting</i>		Fonds et institutions autonomes <i>Fondsen en autonome instellingen</i>		Total Pouvoir central <i>Totaal Centrale overheid</i>	
		1	2	D	C	D	C
	Solde des opérations courantes.	45 700	12 305			33 395	
5	<i>Transferts directs de capitaux</i> ... ... ...	1 302	2 449	1 596	32	2 898	2 481
	Transferts de capitaux aux entreprises . . . . .	396	—	1 547	30	1 943	30
	Transferts de capitaux à l'enseignement libre . . . . .	48	—	—	—	48	—
	Transferts de capitaux aux ménages . . . . .	98	—	49	2	147	2
	Transferts de capitaux vers et à charge de l'étranger.	752	65	—	—	752	65
	Impôts sur le patrimoine . . . . .	2	2 380	—	—	2	2 380
	Opérations monétaires . . . . .	6	4	—	—	6	4
	Non ventilé . . . . .	—	—	—	—	—	—
6	<i>Transferts de capitaux entre secteurs publics</i> ...	(8 148)	(6)	(351)	(7 304)	(8 499)	(7 310)
	Transferts de capitaux aux et en provenance des organismes autonomes à consolider avec le pouvoir central.	(7 426)	(6)	—	(7 304)	(7 426)	(7 310)
	Transferts de capitaux aux et en provenance des communes, provinces et administrations y assimilées.	(722)	—	(351)	—	(1 073)	—
	Communes et provinces: transferts de capitaux provenant du pouvoir central et de la sécurité sociale.	—	—	—	—	—	—
	<i>Investissements directs</i> ... . . . . .	4 642	1 244	5 041	15	9 683	1 259
	Terrains et bâtiments . . . . .	585	306	1 181	—	1 766	306
	Construction de bâtiments . . . . .	663	—	1 568	—	2 231	—
	Routes, travaux hydrauliques et autres . . . . .	2 576	1	2 258	15	4 834	16
	Matériel . . . . .	818	84	34	—	852	84
	Provisions pour amortissements . . . . .	—	853	—	—	—	853
	Non ventilé . . . . .	—	—	—	—	—	—
	<i>Octrois de crédits et participations</i> . . . . .	(64)	(150)	(366)	(53)	(430)	(203)
	Entreprises . . . . .	4 072	319	1 159	249	5 231	568
	Ménages . . . . .	4 054	311	985	119	5 039	430
	Etranger . . . . .	5	2	174	130	179	132
	Autres secteurs publics . . . . .	13	6	—	—	13	6
	Non ventilé . . . . .	(64)	(150)	(366)	(53)	(430)	(203)
	Solde net à financer.		+39 696	—19 805			+19 891
	<i>Dette publique</i> . . . . .	8 662	16 209	7 578	10 107	16 240	26 316
	Amortissements de la dette publique consolidée et produit d'emprunts, en monnaie nationale.	7 180	14 775	5 312	5 312	12 492	20 087
	Idem, en monnaie étrangère . . . . .	925	1 434	—	—	925	1 434
	Amortissements et produit d'emprunts à destination spéciale, en monnaie nationale.	—	—	2 266	4 795	2 266	4 795
	Idem, en monnaie étrangère . . . . .	557	—	—	—	557	—
	Non ventilé . . . . .	—	—	—	—	—	—
	Total des opérations de capital, dont:	18 678	65 921	27 679	10 403	34 052	64 019
	1° Solde des opérations courantes . . . . .	—	45 700	12 305	—	—	33 395
	2° Opérations de capital (1) . . . . .	18 678	20 221	15 374	10 403	34 052	30 624
	<i>Total général</i> (opérations courantes et de capital).	99 834	147 077	30 726	13 450	130 560	160 527
	SOLDE FINAL.		+47 243	—17 276			+29 967

(1) Ne comprend pas les montants entre parenthèses.

## ECONOMISCHE REKENING VAN DE GEHELE OVERHEID.

1962

## B. — Rekening « Kapitaalverrichtingen ».

(In miljoen frank.)

	Institutions de sécurité sociale		Pouvoirs publics subordonnés		Total		OMSCHRIJVING	Code-nummer		
	Instellingen sociale zekerheid		Lagere publiek-rechtelijke lichamen		Totaal					
	4	5			6					
	D	C	D	C	D	C				
17 196			14 948			1 251	Saldo van de lopende verrichtingen.			
—	—		158	15	3 056	2 496	Directe vermogensoverdrachten ... ... ... ...	5		
—	—		2	—	1 945	30	Vermogensoverdrachten aan bedrijven ... ...			
—	—		101	—	149	—	Vermogensoverdrachten aan het vrij onderwijs ...			
—	—		—	—	147	2	Vermogensoverdrachten aan gezinnen ... ...			
—	—		—	—	752	65	Vermogensoverdrachten aan en ten laste van het buitenland.			
—	—		—	—	2	2 380	Vermogensheffingen ... ... ... ...			
—	—		—	—	6	4	Monetaire verrichtingen ... ... ... ...			
—	—		55	15	55	15	Niet verdeeld ... ... ... ...			
—	—		(1 280)		(8 499)	(8 590)	Vermogensoverdrachten tussen overheidssectoren.			
—	—		—	—	(7 426)	(7 310)	Vermogensoverdrachten aan en afkomstig van met de centrale overheid te consolideren autonome instellingen.			
—	—		—	—	(1 073)	—	Vermogensoverdrachten aan en afkomstig van gemeenten, provinciën en daarmee gelijkgestelde besturen.			
—	—		(1 280)		—	(1 280)	Gemeenten en provinciën: vermogensoverdrachten afkomstig van de centrale overheid en de sociale zekerheid.			
644	18		7 435	893	17 762	2 170	Directe investeringen ... ... ... ...	7		
—	—		—	—	1 766	306	Gronden en gebouwen ... ... ... ...			
—	—		—	—	2 231	—	Oprichting van gebouwen ... ... ...			
—	—		—	—	4 834	16	Wegen, waterbouwkundige en andere werken ...			
—	—		—	—	852	84	Materieel ... ... ... ...			
—	8		467	—	—	1 328	Voorzieningen voor afschrijvingen ... ...			
644	10		7 435	426	8 079	436	Niet verdeeld ... ... ... ...			
—	—		—	—	(430)	(203)	Kredietverleningen en deelnemingen ...	8		
7 171	5 804		2 317	335	14 719	6 707	Bedrijven ... ... ... ...			
—	—		2 317	335	7 356	765	Gezinnen ... ... ... ...			
—	—		—	—	179	132	Buitenland ... ... ... ...			
—	—		—	—	13	6	Andere overheidssectoren ... ... ...			
—	—		—	—	(430)	(203)	Niet verdeeld ... ... ... ...			
7 171	5 804		—	—	7 171	5 804	Te financieren netto-saldo.			
—	19 189		—23 615		—22 913		Overheidsschuld ... ... ... ...			
1 488	4 106		2 940	7 600	20 668	38 022	Aflossingen van gevestigde overheidsschuld en opbrengst van leningen in nationale valuta.			
1 488	—		2 890	7 600	16 870	27 687	Idem, in vreemde valuta ... ... ...			
—	—		—	—	925	1 434	Aflossingen en opbrengst van leningen met speciale bestemming, in nationale valuta.			
—	4 106		—	—	2 266	8 901	Idem, in vreemde valuta ... ... ...			
—	—		—	—	557	—	Niet verdeeld ... ... ... ...			
—	—		50	—	50	—	Totaal van de kapitaalverrichtingen, waarvan:			
26 499	9 928		27 798	8 843	56 205	50 646	1° Saldo van de lopende verrichtingen.			
17 196	—		14 948	—	—	1 251	2° Kapitaalverrichtingen (1).			
9 303	9 928		12 850	8 843	56 205	49 395	Algemeen totaal (lopende en kapitaalverrichtingen).			
77 369	60 798		40 675	21 720	248 604	243 045	EINDSALDO.			
—	—		—18 955		—5 559					

(1) Bevat niet de bedragen die tussen haakjes zijn geplaatst.

1963

## COMPTE ECONOMIQUE DES POUVOIRS PUBLICS.

## A. --- Compte « Opérations courantes ».

(En millions de francs.)

Numéro du code	L I B E L L É ( <sup>2</sup> )	Budget général de l'Etat <i>Algemene Rijksbegroting</i>		Fonds et institutions autonomes <sup>(1)</sup> <i>Fondsen en autonome instellingen</i>		Total Pouvoir central <i>Totaal Centrale overheid</i>	
		1 D	C	2 D	C	3 = (1 + 2) D	C
1	Dépenses et recettes courantes pour biens et services.	49 419	1 308	3 716	228	53 135	1 536
	Salaires et pensions ... ... ... ...	29 493	166	3 016	169	32 509	335
	Achats et ventes de biens et services ... ...	9 233	1 134	700	59	9 933	1 193
	Travaux et équipement ... ... ...	7 679	8	—	—	7 679	8
	Coûts imputés ... ... ...	3 014	—	—	—	3 014	—
2	Intérêts, pertes et profits . . . . .	20 197	3 865	1 942	99	22 139	3 964
	Intérêts . . . . .	15 566	784	1 942	99	17 508	883
	Contributions à la charge d'intérêts et aux pertes d'entreprises publiques.	4 631	—	—	—	4 631	—
	Participations aux bénéfices d'exploitation d'entreprises publiques.	—	1 011	—	—	—	1 011
	Produits divers du patrimoine . . . . .	—	2 070	—	—	—	2 070
3	Transferts directs de revenus . . . . .	21 716	130 772	11 054	3 007	32 770	133 779
	Subventions brutes aux entreprises . . . .	2 674	216	5 034	4	7 708	220
	Contribution à l'enseignement libre . . . .	12 558	—	—	473	12 558	473
	Transferts de revenus aux ménages et aux institutions a.s.b.l. au service des ménages.	4 647	15	5 989	51	10 636	66
	Idem, dans le cadre de la sécurité sociale . . .	—	—	—	—	—	—
	Transferts de revenus à et de l'étranger . . .	1 808	114	—	3	1 808	117
	Impôts et taxes sur biens mobiliers et immobiliers,	29	79 320	1	2 425	30	81 745
	Impôts directs . . . . .	—	50 875	—	29	—	50 904
	Taxes perçues à l'occasion de services administratifs et pour l'enseignement.	—	232	—	22	—	254
4	Postes non ventilés . . . . .	—	—	30	—	30	—
	Transferts de revenus entre secteurs publics . .	(44 811)	(365)	(14)	(10 633)	(44 825)	(10 998)
	Transferts de revenus aux et provenant des institutions autonomes à consolider avec les pouvoirs centraux (excepté sécurité sociale).	(10 827)	(149)	(14)	(10 507)	(10 841)	(10 656)
	Transferts de revenus aux et des institutions de sécurité sociale.	(16 602)	(171)	—	(56)	(16 602)	(227)
	Transferts de revenus aux et provenant des communes, provinces et administrations y assimilées.	(17 382) ( <sup>4</sup> )	(45)	—	(70)	(17 382)	(115)
	Sécurité sociale : transferts de revenus provenant du pouvoir central, des communes et des provinces, et remboursements.	—	—	—	—	—	—
	Communes et provinces : transferts de revenus provenant du pouvoir central et de la sécurité sociale, et remboursements.	—	—	—	—	—	—
	Total des opérations courantes ( <sup>3</sup> ).	91 332	135 945	16 712	3 334	108 044	139 279
	Solde des opérations courantes . . .		+44 613	-13 378			+31 235

<sup>(1)</sup> Autres que de sécurité sociale.<sup>(2)</sup> D = débit, dépenses; C = crédit, recettes.<sup>(3)</sup> Ne comprend pas les montants entre parenthèses.<sup>(4)</sup> Y compris 1 703 millions pour les pensions du personnel enseignant et 354 millions pour la mise au travail des chômeurs.

1963.

## ECONOMISCHE REKENING VAN DE GEHELE OVERHEID.

## A. — Rekening « Lopende verrichtingen ».

(In miljoen frank.)

Institutions de sécurité sociale <i>Instellingen sociale zekerheid</i>		Pouvoirs publics subordonnés <i>Lagere publiek-rechtelijke lichamen</i>		Total <i>Totaal</i>		OMSCHRIJVING .	Code-nummer
4		5		6			
D	C	D	C	D	C		
3 174	269	23 831	1 100	80 140	2 905	<i>Lopende uitgaven en ontvangsten voor goederen en diensten.</i>	1
1 280	—	(4) 16 513	400	50 302	735	Lonen en pensioenen.	
1 843	269	4 300	700	16 076	2 162	Aankoop en verkoop van goederen en diensten.	
—	—	—	—	7 679	8	Werken en uitrusting.	
51	—	3 018	—	6 083	—	Toegerekende kosten.	
623	2 190	3 840	4 044	26 602	10 198	<i>Rente, verliezen en winsten ... ... ... ...</i>	2
623	2 147	3 840	250	21 971	3 280	Rente.	
—	—	—	613	4 631	613	Bijdragen in rentelast en exploitatieverliezen van openbare bedrijven.	
—	43	—	—	—	1 054	Aandeel in exploitatiewinsten van openbare bedrijven.	
—	—	—	3 181	—	5 251	Diverse opbrengsten van het eigendom.	
68 756	57 004	2 639	9 462	104 165	200 245	<i>Directe inkomensoverdrachten . . . . .</i>	3
—	—	104	—	7 812	220	Bruto-subsidies bedrijven.	
—	—	150	—	12 708	473	Bijdragen voor het vrij (bijzonder) onderwijs.	
—	—	2 385	110	13 021	176	Inkomensoverdrachten aan gezinnen en aan instellingen z.w.o. ten dienste van gezinnen.	
67 873	529	—	—	67 873	529	Idem, in het kader van de sociale zekerheid.	
276	253	—	—	2 084	370	Inkomensoverdrachten aan en van het buitenland.	
—	—	—	2 823	30	84 568	Indirecte belastingen en taxes op roerende en onroerende goederen.	
607	56 222	—	6 505	607	113 631	Directe belastingen.	
—	—	—	14	—	268	Taksen geheven ter gelegenheid van administratieve diensten en onderwijs.	
—	—	—	10	30	10	Nog niet verdeelde posten.	
(17)	(18 859)	—	(17 554)	(44 842)	(47 411)	<i>Inkomensoverdrachten tussen overheidssectoren .</i>	4
—	—	—	—	(10 841)	(10 656)	Inkomensoverdrachten aan en afkomstig van met de centrale overheid te consolideren autonome instellingen (exclusief sociale zekerheid).	
—	—	—	—	(16 602)	(227)	Inkomensoverdrachten aan en van de instellingen van de sociale zekerheid.	
—	—	—	—	(17 382)	(115)	Inkomensoverdrachten aan en afkomstig van gemeenten, provinciën en daarmee gelijkgestelde besturen.	
(17)	(18 859)	—	—	(17)	(18 859)	Sociale zekerheid: inkomensoverdrachten van en terugbetalingen aan de centrale overheid, de gemeenten en provinciën.	
—	—	—	(4) (17 554)	—	(17 554)	Gemeenten en provinciën: inkomensoverdrachten van en terugbetalingen aan de centrale overheid, de gemeenten en provinciën.	
72 553	59 463	30 310	14 606	210 907	213 348	Totaal van de lopende verrichtingen (8).	
-13 090		-15 704		-12 441		Saldo van de lopende verrichtingen.	

(1) Andere dan voor sociale zekerheid.

(2) D = debet, uitgaven; C = credit, ontvangsten.

(3) Bevat niet de bedragen die tussen haakjes zijn geplaatst.

(4) Inbegrepen 1 703 miljoen voor pensioenen van onderwijzend personeel en 354 miljoen voor tewerkstelling van werklozen.

1963

## COMPTE ECONOMIQUE DES POUVOIRS PUBLICS.

## B. — Compte « Opérations de capital ».

(En millions de francs.)

Numéro du code	L I B E L L É	Budget général de l'Etat		Fonds et institutions autonomes		Total Pouvoir central	
		<i>Algemene Rijksbegroting</i>		<i>Fondsen en autonome instellingen</i>		<i>Totaal Centrale overheid</i>	
		D	C	D	C	D	C
	Solde des opérations courantes.	—	44 613	13 378	—	—	31 235
5	<i>Transferts directs de capitaux</i> . . . . .	1 873	2 685	1 393	32	3 266	2 717
	Transferts de capitaux aux et à charge d'entreprises.	392	—	1 373	32	1 765	32
	Transferts de capitaux aux et à charge de l'enseignement libre (spécial).	75	—	—	—	75	—
	Transferts de capitaux aux et à charge des ménages.	48	90	20	—	68	90
	Transferts de capitaux vers et à charge de l'étranger.	1 350	38	—	—	1 350	38
	Impôts sur le patrimoine . . . . .	2	2 445	—	—	2	2 445
	Opérations monétaires . . . . .	6	112	—	—	6	112
	Non ventilé . . . . .	—	—	—	—	—	—
6	<i>Transferts de capitaux entre secteurs publics</i> . . .	(7 394)	—	(419)	—	(7 813)	—
	Transferts de capitaux aux et en provenance des organismes autonomes à consolider avec le pouvoir central.	(6 807)	—	—	—	(6 807)	—
	Transferts de capitaux aux et en provenance des communes, provinces et administrations y assimilées.	(587)	—	(419)	—	(1 006)	—
	Communes et provinces: transferts de capitaux provenant du pouvoir central et de la sécurité sociale.	—	—	—	—	—	—
7	<i>Investissements directs</i> . . . . .	5 484	1 246	6 092	21	11 576	1 267
	Terrains et bâtiments . . . . .	458	173	1 505	—	1 963	173
	Construction de bâtiments . . . . .	792	—	1 932	—	2 724	—
	Routes, travaux hydrauliques et autres . . . . .	3 405	1	2 625	21	6 030	22
	Matériel . . . . .	829	93	30	—	859	93
	Prévisions pour amortissements . . . . .	—	979	—	—	—	979
	Non ventilé . . . . .	(282)	(2)	(430)	(152)	(712)	(154)
8	<i>Octrois de crédits et participations</i> . . . . .	4 328	159	1 355	262	5 683	421
	Entreprises . . . . .	4 257	151	1 200	122	5 457	273
	Ménages . . . . .	—	—	155	140	155	140
	Etranger . . . . .	71	8	—	—	71	8
	Autres secteurs publics . . . . .	(282)	(2)	(430)	(152)	(712)	(154)
	Non ventilé . . . . .	—	—	—	—	—	—
	Solde net à financer.		+37 018	-21 903			+15 115
9	<i>Dette publique</i> . . . . .	10 092	17 536	2 323	5 080	12 415	22 616
	Amortissements de la dette consolidée ou produit des emprunts, en monnaie nationale.	7 858	17 436	—	—	7 858	17 436
	Idem, en monnaie étrangère . . . . .	2 232	—	—	—	2 232	—
	Amortissements ou produit des emprunts à destination spéciale, en monnaie nationale.	2	100	2 323	5 080	2 325	5 180
	Idem, en monnaie étrangère . . . . .	—	—	—	—	—	—
	Non ventilé . . . . .	—	—	—	—	—	—
	Total des opérations de capital, dont:	21 777	66 239	24 541	5 395	32 940	58 256
	1° Solde des opérations courantes . . . . .	—	44 613	13 378	—	—	31 235
	2° Opérations de capital (1) . . . . .	21 777	21 626	11 163	5 395	32 940	27 021
	Total général.	113 109	157 571	27 875	8 729	140 984	166 300
	SOLDE FINAL.		+44 462	-19 146			+25 316

(1) Ne comprend pas les montants entre parenthèses.

1963

## ECONOMISCHE REKENING VAN DE GEHELE OVERHEID.

## B. — Rekening « Kapitaalverrichtingen ».

(In miljoen frank.)

	Institutions de sécurité sociale		Pouvoirs publics subordonnés		Total		OMSCHRIJVING	Code-nummer		
	<i>Instellingen sociale zekerheid</i>		<i>Lagere publiek-rechtelijke lichamen</i>		<i>Totaal</i>					
	4	5	6							
	D	C	D	C	D	C				
13 090	—	15 704	—	—	2 441	—	Saldo van de lopende verrichtingen.			
—	—	150	—	3 416	2 717	—	<i>Directe vermogensoverdrachten</i> ... ... ... ...	5		
—	—	—	—	1 765	32	—	Vermogensoverdrachten aan en ten laste van bedrijven.			
—	—	100	—	175	—	—	Vermogensoverdrachten aan en ten laste van het vrij (bijzonder) onderwijs.			
—	—	—	—	68	90	—	Vermogensoverdrachten aan en ten laste van gezinnen.			
—	—	—	—	1 350	38	—	Vermogensoverdrachten aan en ten laste van het buitenland.			
—	—	—	—	2	2 445	—	Vermogensheffingen.			
—	—	—	—	6	112	—	Monetaire verrichting.			
—	—	50	—	50	—	—	Niet verdeeld.			
—	—	—	(1 006)	(7 813)	(1 006)	—	<i>Vermogensoverdrachten tussen overheidssectoren</i> .	6		
—	—	—	—	(6 807)	—	—	Vermogensoverdrachten aan en afkomstig van met de centrale overheid te consolideren autonome instellingen.			
—	—	—	—	(1 006)	—	—	Vermogensoverdrachten aan en afkomstig van gemeenten, provinciën en daarmee gelijkgestelde besturen.			
—	—	—	(1 006)	—	(1 006)	—	Gemeenten en provinciën: vermogensoverdrachten afkomstig van de centrale overheid en de sociale zekerheid.			
728	20	8 603	974	20 907	2 261	—	<i>Directe investeringen</i> . . . . . . . . . .	7		
—	—	1 000	—	2 963	173	—	Gronden en gebouwen.			
—	—	—	—	2 724	—	—	Oprichting van gebouwen.			
—	—	—	—	6 030	22	—	Wegen, waterbouwkundige en andere werken.			
—	—	—	—	859	93	—	Materieel.			
—	8	—	524	—	1 511	—	Voorzieningen voor afschrijvingen.			
728	12	7 603	450	8 331	462	—	Niet verdeeld.			
—	—	—	—	(712)	(154)	—	<i>Kredietverleningen en deelnemingen</i> . . . . .	8		
7 139	2 736	2 500	500	15 322	3 657	—	Bedrijven.			
—	—	2 500	500	7 957	773	—	Gezinnen.			
—	—	—	—	155	140	—	Buitenland.			
—	—	—	—	71	8	—	Andere overheidssectoren.			
—	—	—	—	(712)	(154)	—	Niet verdeeld.			
7 139	2 736	—	—	7 139	2 736	—	Te financieren netto-saldo.			
—18 201		—25 483		—28 569			<i>Overheidsschuld</i> . . . . . . . . . .	9		
1 400	3 904	3 500	8 500	17 315	35 020	—	Aflossingen van gevestigde overheidsschuld of opbrengst van leningen in nationale valuta.			
1 400	—	3 500	8 500	12 758	25 936	—	Idem, in vreemde valuta.			
—	—	—	—	2 232	—	—	Aflossingen op opbrengst van leningen met speciale bestemming, in nationale valuta.			
—	3 904	—	—	2 325	9 084	—	Idem, in vreemde valuta.			
—	—	—	—	—	—	—	Niet verdeeld.			
22 357	6 660	30 457	9 974	56 960	46 096	—	Totaal van de kapitaalverrichtingen, waarvan:			
13 090	—	15 704	—	—	2 441	—	1° Saldo van de lopende verrichtingen,			
9 267	6 660	14 753	9 974	56 960	43 655	—	2° Kapitaalverrichtingen (1).			
81 820	66 123	45 063	24 580	267 867	257 003	—	Algemeen totaal.			
—15 697		—20 483		—10 864			EINDSALDO.			

(1) Bevat niet de bedragen die tussen haakjes zijn geplaatst.